



Lire la communication- monde au XXI^e siècle

Bertrand Cabedoche

Préface de Jean-Christien Ekambo et postface de Peter Dahlgren

Les Presses de l'Université d'Ottawa

**LIRE LA COMMUNICATION-MONDE
AU XXI^e SIÈCLE**

LIRE LA COMMUNICATION-MONDE AU XXI^e SIÈCLE

Bertrand Cabedoche

Les Presses de l'Université d'Ottawa
2023



Les Presses de l'Université d'Ottawa
University of Ottawa Press

Les Presses de l'Université d'Ottawa (PUO) sont fières d'être la plus ancienne maison d'édition universitaire francophone au Canada et le plus ancien éditeur universitaire bilingue en Amérique du Nord. Depuis 1936, les PUO enrichissent la vie intellectuelle et culturelle en publiant, en français ou en anglais, des livres évalués par les pairs et primés dans le domaine des arts et lettres et des sciences sociales.

www.pressess.uOttawa.ca

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Titre : Lire la communication-monde au ^{xxi}e siècle / Bertrand Cabedoche ; préface : Jean-Christien Ekambo ; postface : Peter Dahlgren.

Autres titres : Lire la communication-monde au 21e siècle

Noms : Cabedoche, Bertrand, auteur.

Identifiants : Canadiana (livre imprimé) 2022044952X | Canadiana (livre numérique) 20220449724 |

ISBN 9782760339798 (couverture rigide) | ISBN 9782760339767 (couverture souple) |

ISBN 9782760339774 (PDF) | ISBN 9782760339781 (EPUB)

Vedettes-matière : RVM : Communication internationale. | RVM : Communication internationale—Philosophie. | RVM : Communication et culture.

Classification : LCC P96.I5 C33 2023 | CDD 302.2—dc23

Titre : Lire la communication-monde au ^{xxi}e siècle/Bertrand Cabedoche.

Dépôt légal : Deuxième trimestre 2023
Bibliothèque et Archives Canada

© Bertrand Cabedoche 2023
Tous droits réservés.

Ce livre est publié en libre accès CC BY-NC-ND 4.0. En vertu de cette licence, vous êtes autorisé à :

Partager : copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats ;

Selon les conditions suivantes :

Attribution : Vous devez créditer l'Œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'Œuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'Offrant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son Œuvre.

Pas d'utilisation commerciale : Vous n'êtes pas autorisé à faire un usage commercial de cette Œuvre (ni dans sa totalité ni des extraits).

Pas de modifications : Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'Œuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'Œuvre modifiée.

Pas de restrictions complémentaires : Vous n'êtes pas autorisé à appliquer des conditions légales ou des mesures techniques qui restreindraient légalement l'utilisation de l'Œuvre dans les conditions décrites par la licence.

Pour plus de détails : www.creativecommons.org.



Équipe de la production

Révision linguistique

Catherine Bouchard

Correction d'épreuves

Julie Boissonneault et Sylvie Collin

Mise en pages

Nord Compo

Maquette de la couverture

Lefrançois Agence B2B

Image de la couverture

Lorette C. Luzajic, *Biting Off More than I Can Chew*, 36 x 48 po, technique mixte sur toile de galerie.

Ce livre a été publié grâce au soutien et aux subventions de la chaire Unesco *Communication Internationale* et du Gresec de l'Université Grenoble Alpes, de la Commission nationale française pour l'Unesco (CNFU), du réseau mondial des chaires Unesco en communication (ORBICOM), du Conseil africain et malgache pour l'Enseignement supérieur (CAMES) et de l'Association arabe de la recherche scientifique et des sciences de la communication (AARSC).

Les Presses de l'Université d'Ottawa sont reconnaissantes du soutien qu'apportent, à leur programme d'édition, le gouvernement du Canada, le Conseil des arts du Canada, le Conseil des arts de l'Ontario, Ontario créatif, la Fédération canadienne des sciences humaines par l'entremise du programme Prix d'auteurs pour l'édition savante et l'entremise du Conseil de recherches en sciences humaines, et surtout, l'Université d'Ottawa.



ONTARIO ARTS COUNCIL
CONSEIL DES ARTS DE L'ONTARIO
an Ontario government agency
un organisme du gouvernement de l'Ontario



Canada Council
for the Arts
Conseil des arts
du Canada

Canada



uOttawa



Biting Off More than I Can Chew est une œuvre sur toile de style expressionniste urbain combinant le collage et la peinture réalisée par l'artiste torontoise de renommée internationale, Lorette C. Luzajic.

*À Aïna, Noam et Lia
À la mémoire de Samuel Ravelojaona,
d'Aurélien Gill et de Bertrand Mbatchi*

Sommaire

PRÉFACE

Le traité d'un monde commun

Jean-Christien Ekambo xiii

INTRODUCTION

Ne pas laisser les mots penser à notre place..... 1

PREMIÈRE PARTIE **De l'écllosion à l'explosion**

CHAPITRE 1

Une <i>communication internationale</i> polysémique.....	7
1.1. Une formulation ambiguë et imprécise	8
1.2. Des périmètres extensibles à l'envi dans les convocations académiques.....	17
1.3. Une locution nominale déconnectée du social	27
1.4. Un acte de naissance incertain	33

CHAPITRE 2

Des terrains d'application débridés chez les acteurs	41
2.1. Des attributions significatives de l'élargissement des enjeux aux Nations unies.....	41
2.2. Un certificat de « bonne santé économique » dans le référentiel des entreprises.....	44
2.3. Une appropriation stratégique par les corps intermédiaires associatifs et syndicaux.....	50
2.4. Une tension palpable entre valeurs spirituelles et pratiques communicationnelles.....	55
2.5. La communication internationale, terre d'élection de la <i>doxa</i>	67

CHAPITRE 3

Les ambiguïtés de la tradition universaliste..... 73

3.1. Une dérive techno-rétrologique accélérée à partir
du XIX^e siècle 75

3.2. Le développement d'un « capitalisme voyou »,
produit du néo-libéralisme..... 90

3.3. Les ambiguïtés de la régulation autoritaire par l'État 101

3.4. Les positionnements tiers, entre multilatéralisme
et souverainisme..... 113

CHAPITRE 4

Le renouvellement de la réflexion critique au seuil
du XXI^e siècle..... 129

4.1. Les apports de la sociologie « à la française » 129

4.2. La recherche erratique de modèles politiques
pour une alternative crédible..... 146

4.3. La compréhension plus fine des jeux diplomatiques
pour le leadership mondial..... 165

CHAPITRE 5

L'explosion des espaces d'expérimentation critique
avec la conscience croissante des périls 199

5.1. La déconstruction de l'espace public habermassien..... 201

5.2. Le décrochage, modalité de la lutte contre
les effets négatifs de la mondialisation 222

Conclusion de la partie I

Une « communication internationale » vide (ou trop pleine)
de sens pour saisir les enjeux mondiaux 247

DEUXIÈME PARTIE

Du resserrement au décentrement

CHAPITRE 6

Un regard-monde dans le champ des sciences humaines
et sociales 255

6.1. L'affirmation d'un savoir *non cumulatif*
dans un environnement englué de positivisme 256

- 6.2. Une mise à distance du « sens commun » porté
par les regards politico-médiatiques sur le monde 270
- 6.3. Une lecture plus nuancée de la trivialité médiatique 292

CHAPITRE 7

- Le glissement des paradigmes de la publicisation
de l'information scientifique..... 303
- 7.1. Des configurations sciences/médias plus ouvertes,
à la convergence des *regards-monde* 304
- 7.2. L'évolution des rapports sciences/société..... 315
- 7.3. La recherche de modèles procéduraux d'expertise
dans la *transcientificité* 336
- 7.4. Une exigence croissante en faveur
de « sciences citoyennes » 341

CHAPITRE 8

- L'affirmation depuis la France d'une pensée
communicationnelle 345
- 8.1. Un tri immédiat parmi les offres théoriques
déjà constituées..... 347
- 8.2. La construction d'un *regard-monde*, à l'écart
des *Cultural Studies* 373

CHAPITRE 9

- La co-construction d'un savoir critique mondialisé..... 393
- 9.1. La (re)constitution d'une architecture de la pensée
communicationnelle depuis l'Europe..... 393
- 9.2. Les influences dominantes nord-américaines
et anglo-saxonnes, et la résistance latino-américaine 403
- 9.3. Le désaxement des productions scientifiques
vers l'Est et l'Orient..... 417
- 9.4. Les influences « à bas statut » du Moyen-Orient
et du « monde arabe » 435
- 9.5. Des productions scientifiques sur l'Afrique, en Afrique
et avec l'Afrique, en attente de reconnaissance..... 451

CHAPITRE 10

- L'élaboration d'un *regard-monde* véritablement structurant..... 461
- 10.1. Le temps long de l'*économie-monde* de Fernand Braudel 462
- 10.2. Le glissement du *système-monde* d'Immanuel Wallerstein
à la *communication-monde* d'Armand Mattelart..... 473

Conclusion de la partie II

De la « communication internationale »
à la *communication-monde*..... 487

Conclusion générale

Pour une posture de décentrement..... 497

Postface

Une œuvre magistrale et un tournant décisif pour la recherche
et les débats scientifiques
Peter Dahlgren 521

Références bibliographiques 531

Biographie de l'auteur 605

Abstract..... 608

Préface

Le traité d'un monde commun

L'auteur a beau renoncer à des titres d'élévation, pourtant bien mérités, l'ouvrage que nous offre Bertrand Cabedoche correspond, sans hésitation aucune, à un « traité ». Son profond contenu revêt ce niveau de complétude sur un sujet bien identifié, objet déjà reconnu comme « académiquement constitué » : la communication internationale. Le propos est autant positif que formel, comme le requiert le standard de tout « traité » établi par les Encyclopédistes depuis le XVIII^e siècle, *in tempore non suspecto*. J'assume cette qualification élogieuse : ce livre est bel et bien un « Traité de communication internationale ».

L'auteur tente pourtant de priver son opus d'une telle étiquette savante, le réduisant modestement à « un ouvrage qui entend se positionner théoriquement, et ce, de manière critique ». Peine perdue. La linéarité de l'architecture du livre crée, dès le sommaire, un effet d'annonce crédible et respectable. Posons-en clairement la nature. Ce livre n'est pas un manuel d'histoire. Il n'est pas davantage une sorte de parvis sur lequel sont jetés des faits du passé, dérochés çà et là dans la longue histoire de la discipline communicationnelle. Bien au contraire, toutes les données disposées ont été rangées derrière une rationalité construite progressivement, par un chercheur qui connaissait dès le départ la destination à laquelle il conduisait son lecteur.

Les auteurs qui ont nourri chacun des énoncés de Bertrand Cabedoche (plus de 5 000 références consignées en quelque quarante-cinq années de recherche dont une infime sélection est reprise ici) seront surpris par la nouvelle intelligence, ainsi attribuée à leurs écrits ou à leur pensée. Grâce à ces confrontations patiemment construites et plus que d'autres auteurs, Bertrand Cabedoche a perçu, derrière la planétarisation consacrée par « la fin » de la Guerre froide, l'éclosion

d'une discipline académique qui se bâtissait en France, en marge des normes empirico-fonctionnalistes des écoles américaines de journalisme. Depuis, la nouvelle et jeune science ayant l'ambition d'étudier la communication dans sa globalité bouscule les frontières étanches des facultés universitaires. Ses docteurs se faufilent désormais sans complexe, dans la cohorte des diplômés traditionnels des sciences politiques, de la philosophie, de la philologie, de la sociologie, de l'ingénierie acoustique, etc.

L'auteur de ce livre observe attentivement le mouvement. Étudiant, il assiste à cette convergence des sciences de l'homme et de la société, jusque-là recroquevillées sous leur manteau classique et traditionnel. La confluence vers une interdiscipline n'est toutefois pas le résultat de la transdisciplinarité – on traverse le champ de la communication, mais on ne s'y arrête pas, constatait Daniel Bougnoux – mais le fruit d'une féconde sérendipité, conjonction de plusieurs génies en vue d'une découverte supérieure par rapport au patrimoine de recherche initial.

Bertrand Cabedoche parvient à (re)découvrir et (dé)montrer que, avant que la communication n'explode au XXI^e siècle, il y eut un « resserrement » scientifique, obtenu à la faveur des « offres disciplinaires et théoriques voisines ». C'est avec cette incubation française des sciences de l'information et de la communication (*sic*) que, finalement, en tant qu'observateur avisé, il a pu rendre compte de l'apport décisif des « contributions hors frontières » qui ont permis le déploiement d'une branche de la recherche en communication se voulant internationale. C'est surtout par une plus large intelligence des enjeux mondiaux de la communication que Bertrand Cabedoche appelle à une posture, inconfortable et exigeante, qu'en conclusion il désigne par le « décentrement ». Cette autodiscipline permanente lui permet de se sortir de la prison d'une étroite chronologie de la recherche française, pour prendre acte de l'enrichissement de la pensée communicationnelle par des apports provenant de tous les continents.

Cette vision particulière de l'*épistémè* communicationnelle naît de l'ancrage de l'auteur dans la science historique de Fernand Braudel, dont il a profondément intériorisé l'impératif d'une « temporalité de longue durée », et qui dépasse très largement l'hermétisme de l'histoire rectiligne et anecdotique traditionnelle. Bertrand Cabedoche applique ainsi à l'histoire des médias et des outils de communication les recettes méthodologiques que Braudel a déployées pour écrire sa *Grammaire des civilisations* (1987), en tant qu'étude des mentalités et

des particularités en vue de la participation des identités à la construction d'un monde en coexistence.

L'auteur parvient ainsi à proposer une grille de lecture des faits contemporains de communication sous le concept de *communication-monde*, dont la première formulation signifiante et structurante revient à Armand Mattelart. C'est en cette même mouvance portée par Fernand Braudel que se retrouve Immanuel Wallerstein, dont le renouvellement des concepts fondateurs de *système-monde* et *économie-monde* enrichit l'héritage.

Cela étant dit, nous devons écarter la modestie de Bertrand Cabedoche pour ne pas réduire ce livre à un simple répertoire bibliographique, ni même à un « ouvrage de synthèse de fin de carrière », comme le (sous-)qualifie son auteur. Le résultat vaut nettement plus, car l'œuvre témoigne de la maturité d'un chercheur éprouvé, particulièrement éclairé, inspiré et accompli, en presque un demi-siècle d'un itinéraire académique personnel qui ne pouvait que le conduire à la passion pour un « objet planétaire ».

Tout compte fait, dans l'univers de la communication internationale, l'homme et l'œuvre de Bertrand Cabedoche ne sont donc pas deux entités étanches. Campant sur les cinq continents, ce professeur de classe exceptionnelle, investi corps et âme dans les activités de partenariat et de coopération internationale depuis son Université Grenoble Alpes, n'a eu de cesse de se poser des questions d'ordre épistémologique sur ce qui, avec la communication internationale, semble pourtant être son « objet de connaissance » de prédilection. Ainsi, lorsqu'une vingtaine d'entre nous avait répondu à l'invitation de Bernard Miège à l'occasion des 15 ans de la revue *Les Enjeux de l'information et de la communication* (n° 17/2, 2016) pour témoigner de la mise en œuvre plurielle de notre objet commun de recherche – la communication internationale – au regard de nos prestations sectorielles à travers le monde, notre collègue Bertrand avait déjà choisi de renverser les plats : « L'appellation communication internationale n'existe ni en tant que concept, ni en tant que champ, catégorie, théorie, école, discipline ou filière ». Ce fut un bruyant appel à la refondation. Et il fut positivement entendu. À partir de là, beaucoup se mirent à souhaiter que le besoin d'état des lieux que venait d'éveiller ce confrère puisse aboutir un jour à une (re)mise en perspective qui mobiliserait la somme des enjeux scientifiques de la communication internationale, dépasserait l'espace francophone et engloberait l'espace-monde de la recherche.

L'investissement du chercheur comme de l'auteur était donc déjà aperçu comme heuristique. Il se justifie davantage encore, quand « les parcours de vie et les itinéraires disciplinaires conduisent notamment à interroger les méthodologies ». Bernard Miège avait déjà montré cette fécondité du croisement entre parcours scientifique et « histoire subjective ». Nourrie de cette contingence, la présente publication était donc fort attendue par ceux qui connaissaient tant l'homme que son domaine de prédilection. Dans ce livre, le plus éclairant demeure le témoignage des itinéraires, non pas seulement le sien propre, mais ceux que l'auteur a pu dénicher chez les auteurs convoqués, à l'image de ce que livre l'ouvrage autobiographique de l'économiste tiers-mondiste Samir Amin : « Né au Caire en 1931 de parents tous deux médecins, père égyptien et mère française (...) Je garde un souvenir précis des raisons qui m'ont amené, très tôt adolescent, à adhérer à l'idéal du socialisme ».

Pareille disposition constructionniste, défendue par Bertrand Cabedoche en conclusion, aurait pu écraser le texte d'égocentrisme. Mais l'auteur prend option de s'effacer régulièrement derrière les cours qu'il a dispensés à travers les continents, se contentant, apparemment, de répéter dans son ouvrage l'exégèse de la communication internationale, comme si cette science s'était faite ailleurs et sans lui. Personne n'est dupe : lorsque le chercheur détricote « l'expression-caméléon » de la communication internationale, la distanciation convaincante s'exerce comme le résultat d'une érudition critique de mérite si personnel.

Tout paraît alors facile pour le lecteur. Ce dernier comprend vite le superficiel de la sémantique d'internations, qui colle pourtant organiquement au syntagme de communication internationale et déborde les territoires géopolitiques censés s'y être impliqués. De même, l'auteur ne s'attarde guère sur les médias transnationaux, si prépondérants pourtant pendant la Guerre froide 1945-1990. Ses rappels des faits de communication internationale ne visent qu'à rafraîchir la mémoire pour ne pas perdre de vue les objectifs hors frontières poursuivis, à travers leurs médias, par les puissances étatiques. Car le plus intéressant dans ce *Traité* est que Bertrand Cabedoche vient, de manière inédite et explicite, envisager la *communication-monde* sous un angle tout à fait nouveau et singulier : celui des acteurs anonymes. Cela ramène la réflexion dans la sphère de la culture et, de ce fait, élargit les optiques de la recherche et des chercheurs.

En d'autres termes, il ne s'agit plus de focaliser le regard sur ces sujets des relations internationales que sont principalement les États. Il n'est même plus question de s'arrêter aux seuls autres acteurs de la sphère mondiale que sont les corps intermédiaires, associations, syndicats et institutions religieuses, ou les entreprises multinationales, groupes armés ou rebelles, majors des médias, etc. Le livre sous nos yeux va plus loin encore. Il nous apparaît essentiel de souligner le regard particulier que l'auteur braque sur la subjectivité dans sa nouvelle approche des acteurs de la communication-monde. Nous reconnaissons que nous aurions pu plagier la belle citation d'Adolfo Marino offerte par Bertrand Cabedoche, si éclairante de sa propre démarche : « (...) le Foucault des commentateurs indiens (...) est différent de celui des philosophes d'Europe de l'Est ou du Foucault sud-américain ou japonais ».

Une conviction émerge de cette lecture si originale de la *communication-monde* au *xxi^e* siècle : l'approche des acteurs en communication internationale n'aurait jamais réussi à opérer en dehors de la subjectivité. Effectivement, les enjeux de cette *communication-monde* ont longtemps épousé la platitude du clivage de la Guerre froide, Est-Ouest, entre les socialistes et les capitalistes. Mais cette science engagée a fait long feu. L'Histoire récente a fini par démentir les théories prospectives enseignées, avec enthousiasme d'abord dans le tiers-monde, à partir des fameux ouvrages des Américains Wilbur Schramm (1949) et Daniel Lerner (1958) sur les médias de masse comme vecteurs de la « modernité » dans les pays décolonisés après la Seconde Guerre mondiale.

Certes, sous le couvert de la coopération internationale entre anciens colonisateurs et nouveaux États promus indépendants, le flot médiatique provenant du Nord se présentait, pudiquement, en tant que « facteur de lutte contre le sous-développement » et « outil pour s'attaquer à la pauvreté ». En réalité, pourtant, le centre nordique redoutait la pauvreté à la périphérie, perçue comme « origine de la tentation communiste ». À ce propos, Bertrand Cabedoche a déjà su voir, dans une excellente réévaluation du rapport McBride (Cabedoche, 2011a), que derrière les mots et les discours se profilent en vérité des acteurs, chacun porteur d'une visée « hégémonique ». Notre chercheur s'insinue ainsi, de façon si judicieuse, dans le sillon déjà creusé par l'Hispano-Colombien Jesús Martín-Barbero quand celui-ci nous invite à percevoir les médias d'abord comme outils de médiations socioculturelles, la domination de ces outils n'étant

jamais éternelle ni définitive. Comme pour dire que le jeu des acteurs demeure signifiant en tout lieu, en dépit des contrats conclus et des moyens utilisés pour ne faire entendre au Sud que les voix du Nord.

En plus de cet intérêt pour les acteurs de la communication internationale, il nous plaît à souligner ce qui se découvre dans ce livre sous l'appellation de « communication symbolectale ». Il ne s'agit guère ici de faire de la sémiotique à l'emporte-pièce. Par cette expression, le lecteur est invité à plonger non seulement dans des espaces publics informels, que le langage de Georges Balandier avait qualifiés de « Brazzavilles noires », mais aussi à aller à la rencontre des agents invisibles qui peuplent ces espaces. Ce sont eux qui finissent par créer ce que Bertrand Cabedoche (re)nomme « nouvel espace public plébéen ». Ces acteurs, de genre si insolite, ne sont pas identifiables sur les radars officiels de la géographie politique, ni repérables à travers les dispositifs techniques modernes de la géolocalisation, et encore moins consignés dans les fichiers informatiques d'état-civil. Les acteurs de la *communication-monde* sont, en fait, si éparpillés et si insaisissables qu'il n'y a que le concept de « guerre asymétrique », adopté par et dans les académies militaires, qui devient, a contrario, la preuve de leur existence ainsi que de leur résilience.

Dans ce contexte, l'intérêt heuristique s'accroît, accordé par le chercheur à l'ensemble des jeux discursifs inventés dans les corps sociaux disposés en marge de la modernité standardisée et normée par les technologies actuelles de progrès social. Et l'auteur ne peut qu'être tenu en estime lorsqu'il reconnaît tirer son inspiration, notamment, de Michel de Certeau. Car les arts de faire langagiers qui émergent depuis les continents pris pour arriérés ne peuvent relever d'un simple butin d'opérations de « braconnage ». Ils doivent au contraire être pris pour des résultats de ce que Bruno Ollivier qualifie de « potentialités tacticiennes ».

Opportunément, cette considération de la trivialité est largement traitée dans l'ouvrage, faisant état par exemple des *Cultural Studies* et marquant la revanche du pauvre sur la culture dominatrice des mandarins. Mais la lecture du texte de Bertrand Cabedoche invite à dépasser cette explication de la popularisation en termes de « grammaires des résistances », comme l'avait suggéré Achille Mbembe à propos de l'imagination politique dans les post-colonies. En réalité, il s'agit ici de comprendre et d'appréhender les enjeux de la communication globale autrement qu'en termes binaires dominant/dominé ou maître/esclave. Le sociologue indo-britannique Arjun Appadurai

y était déjà parvenu. Ainsi, les références au ressort identitaire ne constituent pas l'unique trajectoire de vie pour les individus et les sociétés, qui peuvent se réapproprier des culturèmes rencontrés ici et là à travers l'*espace-monde*.

La valeur cardinale de l'ouvrage de Bertrand Cabedoche consiste ainsi à briser la ligne du temps, qui a jusqu'ici servi de trame substantielle à la discipline des Relations internationales, dont les sujets principaux sont les États. Certes, cet attribut singulier a prêté au champ de la communication internationale les contours d'un objet d'étude circonscrit sur le plan scientifique. Mais pour se sortir de ce piège de la linéarité historique, il fallait un lourd fonds d'érudition à l'auteur pour pouvoir s'octroyer un matériau solide de critique et d'interprétation. Très peu pouvaient échapper, en effet, au piège d'enfermer étroitement l'explication de l'objet « communication internationale » dans ses origines de la Seconde Guerre mondiale et de « la guerre psychologique », si l'on tient ici compte de la réalité révélée dans les recherches d'Yves Winkin sur les origines américaines des SIC.

Cela étant, sur le plan épistémologique, l'auteur s'est efforcé – avec succès – de construire une trajectoire de la pensée communicationnelle où, en fait, le projet disciplinaire de traitement de la communication internationale n'apparaît pas comme un reflet servile de l'histoire des relations internationales. La rationalisation esquissée par Bertrand Cabedoche est une originale (re)construction d'un domaine de recherche spécifique. En fin de compte, ce qui constitue bien un Traité de communication internationale se lit aussi comme un manuel, répondant aux besoins de formation et d'enseignement. Il constitue un vecteur des connaissances les plus actuelles à propos d'un sujet et d'une matière qui, à l'ère des réseaux socionumériques et des *hoax* en folle circulation, transforme chaque individu en acteur du jeu qui se déroule sur la scène mondiale.

Par ailleurs, au niveau de la recherche, il y a désormais lieu de prendre en considération une tendance qualitative portée par les chercheurs autochtones en faveur des problématiques qu'Alain Kiyindou a su ranger sous l'étiquette de « pratiques émergentes », et dont le caractère collectif laisse à penser que ce n'est pas uniquement en termes consuméristes qu'il convient de scruter le transfert vers le continent africain du flot des applications technologiques actuelles. Ainsi ne doit-on plus méconnaître la production éditoriale locale, en dépit d'un déficit de visibilité accéléré par la sophistication des normes d'enregistrement qui s'imposent au niveau de la Toile.

Précédemment déjà, Bertrand Cabedoche (2019d) réactive toute une littérature scientifique africaine majeure relative à la communication, dont il s'emploie depuis longtemps à révéler la consistance, malgré les résistances. Non pas pour une simple démonstration d'érudition, mais aussi pour en souligner les insuffisances, par ailleurs relevées par les observateurs africains rigoureux. Les propositions théoriques inventoriées par l'auteur ont ainsi le mérite d'être définitivement éloignées de la naïveté millénariste des « galeries de portraits magnifiés des ancêtres », que listent encore certains griots africanistes. Dès lors, lorsque l'auteur soutient l'affirmation d'une « pensée communicationnelle stimulée depuis l'Afrique », il ne professe nulle utopie. Il réussit à reposer la « contribution à l'affinement des concepts et théories » des chercheurs d'Afrique et des chercheurs sur l'Afrique, par un croisement fécond d'observations et de problématisation profonde.

Je retrouve ici ce qui constitue la plus grande fertilité de l'œuvre de Bertrand Cabedoche, que je rapproche de l'ouvrage de philosophie politique offert par Hannah Arendt : *Condition de l'homme moderne*, dont l'édition française n'est apparue qu'il y a quarante ans.

Le premier rapprochement concerne « l'explosion » et « le déploiement » qu'évoque dans son livre Bertrand Cabedoche. Hannah Arendt avait déjà rendu hommage à l'action individuelle ainsi qu'à la capacité de l'individu à innover et à prendre des initiatives fécondatrices. Elle avait alors écrit avec pertinence : « le fait que l'homme est capable d'action signifie que de sa part on peut s'attendre à l'inattendu et qu'il est en mesure d'accomplir ce qui est infiniment improbable ». D'autre part, Bertrand Cabedoche a dépassé le blocage théorique de la fracture numérique pour s'autoriser une vue optimiste de la science produite au sein des pays jusque-là pris pour atterrés technologiques. Hannah Arendt avait, de son côté, prêché également un humanisme positif : « chaque homme est unique, de sorte qu'à la naissance, quelque chose d'uniquement neuf arrive au monde ».

Le deuxième rapprochement entre Bertrand Cabedoche et Hannah Arendt est en rapport avec la discipline de la communication internationale elle-même. D'abord, la philosophe a clairement situé le « monde moderne » à partir des « premières explosions atomiques », donc de la Seconde Guerre mondiale. Le « monde moderne » est alors différent de « l'époque moderne » dont les débuts sont fixés au xvii^e siècle. Ensuite, Hannah Arendt a dû renverser la vieille hiérarchie de la tradition philosophique, mettant au premier plan la *vita activa* et reléguant au second la *vita contemplativa*. Enfin, Arendt ne

considère plus l'action comme relevant de la dimension humaine de l'être individuel, mais bel et bien des hommes, envisagés dans leur pluralité, en rapport avec leur vie sur terre et par rapport à autrui.

Nous retrouvons ici la substance même de la *communication-monde*, que la philosophe américaine avait préféré dénommer : « monde commun ». Enfin, le philosophe Paul Ricœur avait préconisé de décrypter l'action de l'homme moderne comme un fait réalisable, non pas dans la sphère privée, mais en relation avec d'autres êtres humains, dans l'espace public, fût-il mondialisé, pourrait-on être tenté d'ajouter.

Pour cette seule continuité déjà, l'ouvrage de Bertrand Cabedoche sur la *communication-monde* accède donc, pour moi, au rang de *Traité d'un monde commun*.

Jean-Christien D. Ekambo

Professeur de l'Institut facultaire des sciences de l'information
et de la communication de Kinshasa (IFASIC)

Président de la Société congolaise des sciences
de l'information et de la communication (Sic'co)

Introduction

Ne pas laisser les mots penser à notre place

Toute querelle terminologique recouvre
une querelle idéologique.

Régis DEBRAY

Même à considérer que le terme « idéologie » ne souffre d'aucune ambiguïté, l'équivalence suggérée par Régis Debray ne peut qu'être partielle. Elle renvoie aux années soixante-dix quand, au moment où les sciences de l'information et de la communication entament leur déploiement en France, la sémiologie de Roland Barthes s'investit dans le décodage des connotations terminologiques des discours, plutôt que dans les études sur la réception, alors largement développées dans les pays anglo-saxons. La pensée critique s'est déjà enlisée par son enfermement dans un « théâtre althussérien humainement désert », dont Henri Lefebvre recommande la distanciation. Elle se débat ensuite pour ne pas se laisser asphyxier par les annonces tapageuses du retour au libre arbitre du *sujet-consommateur*, puis par les faux performatifs portés par les discours annonceurs de la « société de l'information ». Dans ce contexte d'une communication mondialisée à l'entrée du troisième millénaire, le champ supposé couvert par la locution nominale *communication internationale* reste un non-pensé, autorisant de ce fait son envahissement débridé et naturalisé dans l'espace public.

Communication internationale se dispose ainsi comme un sésame, de nature à libérer la construction des imaginaires sociaux et les positionnements tactiques des acteurs. Bien que – et du fait que – le syntagme nominal soit marqué par le flou, sa convocation devient aujourd'hui incontournable chez tous les acteurs, quels qu'ils soient.

Un premier décryptage devrait alors permettre d'identifier quelques grandes options théoriques, plus ou moins assumées, auxquelles se raccrochent les croyances avec l'explosion de la référence à cette *communication internationale*. L'analyse permettra d'en observer les résonances dans l'espace public, dont la conjugaison ne peut être que plurielle. Le parcours de distanciation s'engagera alors pour qu'au-delà des mots, les enjeux apparaissent plus clairement, dans leurs énoncés et leur hiérarchie (partie I).

Après ce cheminement dans le labyrinthe des offres publiquement disposées par les acteurs sociaux, le *resserrement* s'avérera nécessaire autour d'un patrimoine scientifique académiquement constitué. À cet égard, la pensée communicationnelle, au sens de constitutive d'un « territoire disciplinaire », se présente disponible, dans un premier temps à partir de la France. La remontée des filières, depuis les revues qualifiantes des laboratoires et publications de référence de la discipline, légitimera un premier niveau de la distanciation recherchée. À l'entrée du troisième millénaire, l'abondance des sur-significations sociales de « communication internationale » – par trop polémiques, polysémiques, idéologiques... – obligera à repenser et (re)disposer l'objet autour du concept, enfin structurant de *communication-monde* (partie II).

Pour dépasser un *resserrement* purement franco-français dans ce repérage des enjeux communicationnels à l'échelle planétaire, il conviendra de privilégier la richesse née du dialogue scientifique avec des espaces scientifiques *offshore*, sur chacun des continents. L'ouverture obligera à cette confrontation contradictoire, constitutive de ce que nous désignons par *décentrement*. *A fortiori* quand l'objet traité – la *communication-monde* – l'y convie, par définition.

De l'éclosion à l'explosion

À défaut de faire sens en soi, *communication internationale* produit des effets de sens, bien au-delà de ce que l'abondance de sa convocation et l'impression de familiarité immédiate vis-à-vis de l'univers évoqué peuvent laisser croire. Objet culturel, *communication internationale* assigne le débroussaillage terminologique au repérage d'une *doxa*, où ces effets de sens jouent à plein. Mais plutôt que de viser à confondre la locution nominale à partir de la posture surplombante, prétentieuse et paresseuse de l'observateur qui se défendrait d'être lui-même un être culturel, il nous faut penser la *trivialité*, au sens proposé par Yves Jeanneret. La démarche conduit à considérer la circulation de l'objet culturel – savoirs, valeurs morales, catégories politiques, expériences esthétiques – pour ne consacrer ni son anoblissement, ni sa déchéance, mais plutôt sa résonance sociale, politique, idéologique. Le projet suppose se déplacer au-delà de ce qu'autorisent les analyses sémio-descriptives et « passer de l'autre côté du miroir ». Chaque appropriation d'un objet culturel est ainsi comprise comme un enrichissement historique. Elle nourrit la configuration de nouveaux espaces symboliques, porteurs de sens et de liens, sans que ceux-ci ne s'émancipent totalement, ni de la reprise *stricto sensu*, ni de la reconstruction permanente de l'objet et de ses formes.

L'analyse se doit également de décrypter les convergences de cette circulation triviale avec les propositions des écoles de pensée théoriques – plus lentement sédimentées, plus profondément

éprouvées et plus systématiquement mises en perspective – dont les auteurs s’emparent et qu’ils (dé)construisent avec plus ou moins de référence/déférence. L’exercice est compliqué, invitant à considérer hors frontières les trois « commerces », symboliquement distingués par Michel de Montaigne : celui *des amis* (transculturalité des relations domestiques), celui *des femmes* (métissages des lignées), celui *des livres* (production et diffusion des savoirs sans bornage). Yves Jeanneret en retraduit les énoncés en langage contemporain, désignant les champs *des rencontres, des négociations et des données*.

Pour ne pas surcharger le débroussaillage, déjà engagé sous le signe de l’abondance et de la complexité, la pensée communicationnelle en tant que savoir construit et institué se révèle comme une première entrée, pour une mise en perspective salutaire. Le chercheur s’engage ainsi à la rencontre ouverte des interpellations et confrontations requises par et avec les instances politiques, médiatiques, citoyennes.

Le sablier est alors effectivement retourné, comme le propose Fernand Braudel. À partir d’une convocation terminologique réifiée de *communication internationale*, il s’agit d’aborder la vie académique des institutions et savoirs scientifiques, faite du cheminement des concepts, de l’affinement des méthodes, mais aussi des juxtapositions contradictoires des énoncés théoriques, des confrontations des écoles de pensée, des frottements parfois vifs et abrasifs des débats épistémologiques... Considérées comme dépositaires d’un savoir *non cumulatif*, les sciences humaines et sociales doivent déjà combattre pour leur seule reconnaissance, quand des sciences exactes plus affirmées par leur antériorité renvoient à des conceptions par exemple mathématiques de la communication et à des définitions tranchées de l’international. Pratiquer ainsi une démarche déductive ouvre à un premier questionnement : que nous dit déjà le mot-clé dans la composition syntaxique des acteurs ? Alors que les discours de ceux-ci sont généralement dépourvus de tout affichage référentiel, le chercheur se doit de retisser les liens, plus ou moins fidèles, plus ou moins conscients, plus ou moins avertis des enjeux, notamment scientifiques.

Dans cette première partie, c’est donc à l’aune des confrontations des discours construits et des métadiscours des chercheurs en sciences humaines et sociales que la locution nominale *communication internationale* sera éprouvée. Choisir cette entrée vise essentiellement à la (re)formulation d’une pensée critique, dont les premiers pas, terminologiques avant d’être thématiques, puis théoriques, politiques et

enfin idéologiques, passent par la déconstruction de « communication internationale » et sa réassignation hors du rang de concept.

Au terme du répertoire ainsi reconstitué dans cette première partie, l'expression se révélera en effet trop généreuse – parfois même dans certaines convocations des chercheurs –, mais finalement peu opérationnelle, en soi, pour le démêlement des enjeux planétaires et leur compréhension profonde au troisième millénaire, qu'il nous faudra alors reconsidérer dans une seconde partie, à vocation plus épistémologique.

Une *communication internationale* polysémique

Le plus délicat est toujours de faire la distinction entre une querelle de mots et une querelle de fond.

Bertrand RUSSELL

Académiquement parlant, la locution nominale *communication internationale* semble consacrée en tous lieux de la planète. L'étudiant la découvre dans les intitulés des cours d'enseignement supérieur, voire des mentions de diplômes universitaires comme à l'Institut de traduction, d'interprètes et de relations internationales de l'Université de Toulouse, à la Universidad de la Sabana de Bogota, à la Communication University of China de Beijing, à l'Université pontificale catholique du Minas Gerais de Belo Horizonte au Brésil, à la Hanze University of Applied Sciences de Groningen, à l'Université islamique Imam Muhammad bin Saoud de Riyad, à l'International Relations Institute of Cameroon, à l'Unitec Institute of Technology d'Auckland, ou au Geert Hofstede Consortium qui regroupe la Beckett University de Leeds, l'International University of Languages and Communication de Milan et la Vilnius University of Lithuania, etc.

De son côté, le chercheur repère l'expression dans les mentions des colloques scientifiques à Osaka, Genève, Djakarta, Beijing..., au terme desquels des synthèses académiques structurent l'appellation *communication internationale*, ainsi objectivée. Le mot-clé dispose encore les bibliographies, compose les titres des articles, chapitres et ouvrages scientifiques, et indexe les dossiers spéciaux de revues scientifiques et de projets de recherche, depuis Grenoble, Montréal, Hong Kong... Des observatoires se proposent même de distinguer « [...] l'enseignement et la recherche » en *communication internationale et développement*.

Des bourses de mobilité en *communication internationale* complètent cette institutionnalisation sociale universelle. Au Royaume-Uni, au Mexique, en France, au Canada..., des universitaires se présentent « Professeur(e) de *communication internationale* » et des postes sont mis à concours sous l'intitulé à Moscou. Entre autres, l'auteur d'origine iranienne Hamid Mowlana est distingué comme « théoricien majeur de la *communication internationale* », depuis l'American University de Washington. Le domaine est aujourd'hui exposé comme un axe scientifique structurant, sans véritable déconstruction (Bogui et Atchoua, 2019) ou déjà nourri d'états de la recherche (Agbobli, 2011) témoignant d'élaborations théoriques conjuguant l'expression indifféremment au singulier (Deutsch, 1954) ou au pluriel (Flores Zuñiga, 2016). Les manuels en *communication internationale* procèdent pareillement, qui incluent parfois la communication interculturelle dans le périmètre.

Chérie des étudiants pour interpellier l'objet « ailleurs » et partir à la quête de l'altérité dans les études en communication, la *communication internationale* révèle cependant une perception peu assurée chez ceux-ci, au-delà de constituer l'atout, survalorisé, des enseignements, diplômes et établissements concernés, en quête de classements mondiaux. Le même flou ressort des enquêtes conduites auprès des étudiants de Montréal, Taipei, Brisbane, Kuala Lumpur, Abou Dhabi... Pour autant, l'affaire semble entendue dans l'univers global des sciences sociales : « [...] la pertinence de l'enseignement et de la recherche en communication internationale ne fait pas l'ombre d'un doute [et le] débat, s'il a existé un moment, n'est plus un centre d'intérêt réel » (Loum, 2017).

Une première mise à distance parvient cependant à s'infiltrer : le succès de *communication internationale* est parfois expliqué par la dimension instrumentale de la locution nominale, plutôt que pour sa pertinence scientifique. Avançant avec l'apparence de la neutralité axiologique, l'expression semble marquer l'élargissement géographique d'un champ de recherche. Mais *in fine*, celui-ci accueille, dans la confusion, aussi bien une pensée classique pionnière, que les écoles critiques qui la combattent.

1.1. Une formulation ambiguë et imprécise

L'impression troublante se profile, d'abord fugitive, de quelque arrière-pensée idéologique dans le choix de la terminologie : l'appellation

objectivante est en effet sciemment retenue en pleine Guerre froide par les États-Unis, en tant qu'instrument de *statu quo*. Le lecteur – amnésique ou jusque-là non averti – (re)découvre que *communication internationale* constitue la désignation officielle d'une stratégie d'influence et de contrôle social, pensée depuis la Maison-Blanche à l'échelle planétaire, que relaient certaines écoles de pensée.

1.1.1. L'expression d'un soft power

« La communication, cela sert d'abord à faire la guerre », selon Armand Mattelart depuis le Chili où le chercheur belge s'est installé ou selon Maria Vaca et Manuel Alejandro Guerrero qui, depuis le Mexique en 2022, en pensent la confrontation des théories comme une « guerre ». Le retour à la paix ne modifie pas la donne et ne la limite pas aux deux blocs Est/Ouest : dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, le président Roosevelt interroge le directeur de l'U.S. Office of Scientific Research and Development, Vannevar Bush, sur ce que la science peut faire en temps de paix après avoir montré ce qu'elle savait faire en temps de guerre.

Ainsi, préférée à la désignation précédente de *guerre psychologique*, négativement connotée, *communication internationale* qualifie en pleine Guerre froide une volonté déterminée d'influence de la part des États-Unis, principalement *via* la *Voice of America* :

[...] convaincre par les idées peut avoir un impact aussi fort que convaincre par la force. Par ailleurs, l'information, immatérielle et évanescence, ne connaît pas de frontière, de ligne de délimitation. Elle peut s'immiscer d'autant plus facilement dans d'autres pays qu'elle est difficile à contrer. Enfin, parce qu'il est aisé pour un gouvernement d'utiliser les médias de manière subreptice, sans se dévoiler et donc sans montrer que derrière d'anodins programmes de radio se cache en réalité une politique d'influence de la part d'un État. (Lepri, 2010)

À l'Est comme à l'Ouest, comme jamais observé auparavant (Shaw, 2007, p. 3-4), tout support de contenus – du sport au ballet de danse, de la bande dessinée (Mattelart et Dorfman, 1972) puis, plus tard, du dessin animé (Audinet, 2021, p. 13) au voyage dans l'espace déjà promu à l'exploitation touristique – est alors déployé comme une arme pour former l'opinion sur son propre territoire et subvertir les

sociétés à son extérieur. Le paroxysme de cette surenchère communicationnelle est atteint au début des années soixante avec la crise de Cuba, où l'option d'une Troisième Guerre mondiale est évitée, de peu.

La recherche scientifique accompagne le mouvement. Serge Proulx (2007) observe que les travaux pionniers en *communication internationale* œuvrent à analyser la propagande externe et interne aux États-Unis dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale et à en fournir les outils. Ces efforts théoriques se voient immédiatement reliés aux questions du développement et de sa communication : pour le président Harry Truman, la lutte contre le sous-développement – dont il popularise l'expression – constitue un outil pour s'attaquer à la pauvreté, à l'origine de la tentation communiste, par exemple ouest-européenne. Un programme audacieux est ainsi proposé, « qui [met] les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées ». L'option de l'aide au développement s'avère ainsi moins généreuse qu'elle ne se présente, bientôt dénoncée comme une forme de « recolonisation » (Mende, 1972).

L'arrière-pensée se dévoile plus encore dans les années quatre-vingt : contre la thèse du « déclin états-unien », le théoricien néolibéral Joseph Samuel Nye (1990) formalise le concept de *soft power*. La référence englobe les discours, les actions publiques, les stratégies d'influence au-delà de l'État, lesquels, combinés au *hard power*, constituent désormais un *smart power* (Nye, 2011). Ainsi, pendant la première guerre du Golfe, des sociétés de relations publiques travaillent ce jeu de guerre psychologique, *via* les médias internationaux. Avec un tout autre esprit, Tal Samuel-Azran (2016) associe ensuite *communication internationale* et « choc des civilisations », stigmatisant la stratégie de déploiement hors frontières du groupe de télévision qatari *Al-Jazeera*. Un *Global Soft Power index* est bientôt observé, qui, en 2021, autorise le classement de la Chine en 8^e position, momentanément derrière la France.

Pour la pensée critique, *communication internationale* est finalement pointée du doigt en tant que « instrument de renforcement des conflits ou de domination et d'exploitation d'autres nations » (Missè, 2000). Depuis l'Afrique et l'Amérique latine, une recherche impliquée entreprend le décodage de ces nouvelles formes d'ingérence et d'instrumentalisation. Les injonctions à l'alignement de la recherche sur les objectifs politiques provoquent effectivement les rébellions de ces scientifiques qui, en tant qu'entités extranationales, souhaitent

échanger librement leurs idées avec leurs pairs, quand parallèlement, le secret fait partie intégrante des obligations et normes de la sécurité nationale (Gascoigne et Metcalfe, 2017). Depuis l’Australie, David Rivett, chef de l’organisation nationale du Council for Scientific Research, considère que limiter ainsi la recherche fondamentale et restreindre la liberté de circulation de la connaissance marquent la fin de l’*éthos* de la science.

Quoi qu’il en soit, tout un pan de la recherche communicationnelle a déjà gagné reconnaissance scientifique, désignant la *communication internationale* sous l’onglet de la communication d’influence, dite encore communication persuasive, dont les applications ne sont pas que militaires.

Communication internationale et *communication persuasive*

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis testent les « lois » de la conduite de groupe. Kurt Lewin, publié en 1948, explore les voies promotionnelles de la consommation d’abats, liée à l’effort de guerre demandé aux populations. Carl Iver Hovland (1957) évalue l’efficacité des options du discours de propagande en faveur de l’engagement états-unien dans le conflit, pour la motivation des troupes au combat. Surtout, Edward Bernays (1928) a déjà montré l’efficacité des ressorts de l’inconscient pour susciter les comportements consuméristes jusqu’à l’addiction : consommation familiale de céréales au petit déjeuner ou de tabac chez les femmes, notamment. Joseph Goebbels reconnaît ainsi sa dette envers le « père de la propagande politique contemporaine » en instituant un ministère consacré à cette « manipulation des opinions », au-delà des frontières. Plus tard, en 1954, le pouvoir guatémaltèque de Jacobo Árbenz Guzmán s’effondre, victime de la propagande anticommuniste développée contre lui par les États-Unis, depuis la United Fruit Company dont Edward Bernays est le conseiller. De cette expérience, le répertoire s’enrichit de l’expression : *République bananière* (et *sucrière* depuis la France). Dès lors, la *communication internationale* s’inscrit dans les modalités d’influence des États et des acteurs qui en partagent les intérêts : « [...] le but est de modifier le milieu international en vue de le faire se rapprocher le plus possible d’une image conforme aux vœux des milieux de diffusion » (Radway, 1969, p. 300).

La radio, qui, déjà, révèle tout son potentiel pour la gestion coloniale exercée par la France, est érigée en support privilégié. Pendant les décolonisations africaines, plusieurs stations soutiennent la cause algérienne, émettant depuis Le Caire, Tunis, Rabat, Damas, Bagdad, Tripoli... Puis Syrie, Irak, Égypte, chacun de ces pays tente d'imposer sa présence par les ondes dans le nouveau paysage radio-phonique arabe. *Sawt al-Arab* (« La Voix des Arabes ») devient la radio transnationale la plus populaire depuis l'Égypte (Guaaybess, 2019, p. 104).

Mais c'est l'investissement médiatique des États-Unis qui retient le plus l'attention. Les médias arabophones *Voice of America*, *Al Hurra*, *Radio Swana* œuvrent à corriger l'image biaisée que les opinions manifesterait à l'encontre des États-Unis. Après la « défaite du Vietnam », les médias sont systématiquement associés aux opérations militaires depuis les États-Unis. Le pays affûte ses armes audiovisuelles, par exemple dès 1985 avec la création de *Radio Martí*, puis de *Télévision Martí*, dans l'intention de contrer l'influence que Cuba entend pareillement exercer (Mattelart T., 2002a, p. 211-252).

Sur le continent africain, les mêmes projets d'influence se dessinent, assurant aux stations internationales la possibilité de « fixer les termes des débats et leurs cadres de référence », par exemple avec la promotion de la *communication pour le développement*. Depuis Genève, Gilbert Rist (2007) parle à ce propos d'une croyance normative, « occidentale ». Jean-Paul Lafrance (2006) relaie la critique de la notion de *développement* au Canada, participant d'une foi d'ordre religieux dans le pouvoir de la communication pour un rattrapage rapide des « sociétés attardées ». Le Camerounais Missè Missè consigne pareillement la *communication internationale* : « [...] il est difficile de nier que la communication internationale tend à faire de la culture anthropologique occidentale une culture unique » (Missè, 2000).

Ces référencements s'imposent en effet, *via* les supports médiatiques. En outre, faute d'antériorité scientifique concurrente, de nombreuses universités dans le monde s'appuient d'abord sur les théories de la communication initiées depuis les États-Unis.

L'émancipation politique des États avec les indépendances africaines ne signifie donc pas disparition de ladite communication d'influence « occidentale » : l'ancienne métropole coloniale tente de maintenir son pré carré dans un audiovisuel africain jusque-là sous son administration :

Être à l'origine de la création des télévisions africaines permet à Paris d'assurer la vente du matériel des entreprises françaises spécialisées dans l'audiovisuel, de former les journalistes et techniciens, d'imposer le système de diffusion français, d'enseigner le « journalisme à la française », de diffuser les programmes français, de promouvoir les écoles françaises de formation en journalisme, et enfin, de bâtir les nouvelles structures audiovisuelles sur le modèle de l'ORTF. (Dioh, 2018, p. 33)

Les évolutions des rapports de force voient cette communication d'influence se déplacer. Avec le regroupement des pays producteurs et exportateurs de pétrole dans les années soixante-dix, le discours d'influence se tend, menaçant pour les uns, prometteur pour les autres, non sans risque de déceptions ultérieures :

Ce mécontentement est notamment dû à une insuffisance de l'aide, au refus répété des pays arabes de vendre le pétrole à un prix préférentiel ou subventionné aux pays africains, à l'attribution de la majorité des contributions financières arabes à des organismes créés par les pays producteurs et non aux institutions africaines existantes qui manquent notablement de ressources. (Cayre, 1982)

Parallèlement, la liste des acteurs investis dans cette communication d'influence s'élargit. Elle inclut les luttes de pouvoir développées par les organisations privées, les associations et autres collectifs. Déjà, dans les années soixante, l'école du mondialisme appelle l'étude des relations internationales à ce même élargissement des acteurs. Il s'agit de sortir de la politique de puissance des États en vue de l'avènement d'une *société-monde* (Burton, 1972) qui échapperait à la *billiard balls approach*, dont le modèle dessine un système international soumis aux ricochets des États les uns contre les autres, selon leur puissance (Wolfers, 1962, p. 67-80).

Les institutions de Bretton Woods recommandent en ce sens d'élargir l'influence aux acteurs économiques, susceptibles de garantir une meilleure rationalisation des dépenses, et l'implication des populations, avec la *communication pour le développement*. De fait, les entreprises privées s'approprient la recommandation dès le milieu du xx^e siècle, dont les grandes sociétés pétrolières et aériennes sont pionnières (Lougovoy et Huysmans, 1981, p. 25). Les auteurs distinguent

alors les relations publiques, « dont le message est, par définition, [...] informatif, honnête » (*sic*), à la différence du message publicitaire, pour finalement reconnaître que, dans la réalité, « la “cloison étanche” n’est plus strictement respectée, hélas [*sic*] » (*ibid.*, p. 52). Commandé par l’UNESCO en 1980, le rapport de la commission McBride porte davantage la suspicion sur les relations publiques, liée au flou et à l’éthique discutable de ces pratiques sélectives de transmission des informations, malgré les protestations de l’International Public Relations Association. Dans l’Afrique des indépendances, les entreprises sont érigées en tant que redistributrices de biens, tout en garantissant le pantouflage doré des membres du Parti. Après Hans Joachim Morgenthau, Missè Missè juge ainsi que *communication internationale* constitue « un concept d’intérêts définis en termes de puissance », tandis que le philosophe allemand Gerhard Maletzke (1976 : 409-419) pointe « la création d’images, d’attitudes, de préjugés et de stéréotypes », liée à la promotion de marchandises culturelles et participant de la culture de *flot*. Pham Thi Lan analyse la politique de marque des déclinaisons du magazine *Elle* pour s’imposer dans le monde et la volonté de l’État français de conserver ainsi des territoires d’influence.

Les institutions universitaires ne sont pas épargnées de ces desseins stratégiques. Faute d’antériorité scientifique nationale comme évoqué *supra*, la plupart des universités de la planète s’appuient d’abord sur les théories de la communication initiées depuis les États-Unis. Ce n’est que lorsque les contenus des enseignements dépassent la dimension de l’apprentissage technique et viennent heurter les convictions idéologiques des pouvoirs en place que le transfert de connaissances se poursuit certes, mais assorti d’avertissements : en Chine maoïste, l’enseignement de la communication inspiré de l’*empirico-fonctionnalisme* états-unien est d’abord désigné sous l’onglet « sciences bourgeoises », avant que dans les années quatre-vingt, l’appellation officielle englobant les études en journalisme ne renvoie aux « sciences de la propagande » (*xuanchuanxue*). Ailleurs encore, entendue en tant que service administratif central porteur d’une politique d’établissement, la *comunicación internacional* analysée comparativement depuis les universités du Chili et d’Espagne révèle des arbitrages idéologiquement significatifs quant aux financements, hiérarchies, contenus, promotions individuelles.

Conformément à la distinction introduite par Richard Whitley, la distanciation invite maintenant à déplacer le débroussaillage terminologique au-delà de cette première institutionnalisation sociale pour engager le repérage de *communication internationale* autour de son

institutionnalisation cognitive. Il s'agit d'identifier quel(s) « savoir(s) scientifique(s) » l'expression recouvre. Sur ce plan, la convocation de la locution nominale se révèle tout autant désarmante.

1.1.2. Une convocation porteuse d'inscriptions théoriques contradictoires

La notion de « pères fondateurs » est discutable, participant d'une sous-estimation de l'influx des marges. Pour autant, les manuels désignent régulièrement Harold Dwight Lasswell (1927), pionnier des études en *communication internationale* entamées il y a près d'un siècle, dont l'objet recouvre « [les] techniques de propagande en situation de guerre mondiale ».

L'influence empirico-fonctionnaliste ainsi esquissée déborde les frontières. Plus tard, les démonstrations diffusionnistes (Lerner, 1958) s'ajoutent aux fondements théoriques de ce qui constitue désormais l'école de la modernisation. Elles insistent particulièrement sur la capacité de la *communication internationale* à provoquer le *take off* (décollage), à partir de l'apprentissage par mimétisme des comportements de la modernité chez les nouveaux acteurs consacrés par le droit international public avec leur décolonisation politique.

Ces positionnements théoriques heurtent la sensibilité critique européenne. Le radicalisme anti-états-unien y est parfois inspiré par la lecture néomarxiste et para-heideggerienne d'Alexandre Kojève (1947) dès la fin de la Seconde Guerre mondiale : Raymond Queneau, Georges Bataille, Michel Leiris, Maurice Merleau-Ponty, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Jacques Lacan, Frantz Fanon..., toute une génération d'intellectuels français se nourrissent ainsi de la critique contre l'*American way of life* et les écoles théoriques qui l'élèvent au rang de modèle incarné du développement et de la modernité.

Pourtant, c'est un champ spécifique d'études de la *communication internationale* que depuis les États-Unis, Paul Felix Lazarsfeld (1952-1953) prétend ouvrir, travaillant sur l'opinion publique.

L'élargissement de la réflexion devient vite hors contrôle, bien au-delà des intentions théoriques de ces initiateurs d'une pensée communicationnelle, au sens disciplinaire de l'expression. Pionnières, les armées ont déjà retenu que l'information constitue le nerf de la guerre dans les relations internationales. Elles ne sont pas seules à procéder ainsi : stimulée de manière aussi heureuse par l'évolution de la technique sur le terrain de la communication, l'entreprise collective de

production et de diffusion des savoirs académiques qu’animent les institutions scientifiques entend également transcender les frontières.

Savoirs communicationnels et transcendance des frontières

Communication internationale désigne donc très rapidement l’accélération des réseaux de diffusion intra-universitaires, *via* les dispositifs techniques, réseaux et outils constitutifs de l’Arpanet. Des écoles se forment, offrant les repérages géographiques de leurs influences successives. Des convergences forgent également les séquences de leurs différentes épopées, à l’instar des périodisations correspondant aux *Cultural Studies*.

Au Canada par exemple, une tradition de recherche – spécifique au champ de la *communication internationale* – est revendiquée, avec ses objets propres, qu’il convient parfois de différencier de la voie ouverte par la communication interculturelle. Mais la proposition y est également assumée d’un territoire unifié de recherche reliant les deux champs : « Toute communication internationale a un aspect interculturel et toute communication interculturelle se déroule au sein d’un environnement communicationnel international » (Bouchard, Bourassa-Dansereau et Le Gallo, 2018).

L’analyse rejoint ce que prônent Hamid Mowlana et Cherjun Wang (2018), pareillement sensibles à l’interrelation entre l’international et le culturel, et dont Christian Agbobli se révèle particulièrement averti (Mowlana et Agbobli, 2019).

Communication internationale puise aussi ses références au sein d’écoles critiques – par exemple relevant de l’économie politique critique (Mosco et Bouillon, 2000, p. 95) – qui achèvent d’en brouiller le traçage, quand les objets de terrain ne constituent pas une distinction des positionnements théoriques. Depuis ce même Canada, Ndiaga Loum (2017) parle avec malice de la *communication internationale* comme d’une « indiscipline », en soi.

L’élargissement se présente avec le même potentiel de distanciation critique, outre-Atlantique. Par exemple, la chaire d’établissement dont nous sommes titulaire se nomme officiellement : « chaire UNESCO *Communication internationale* ». Le label consacre également le Gresec – auquel la chaire est adossée – laboratoire de recherches en communication qui configure la dimension critique de la réflexion. La revue gérée depuis le laboratoire traite pareillement des *Enjeux de*

L'information et de la communication à l'échelle planétaire, avec ce même positionnement critique. Ainsi, au hasard des publications consacrant « l'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication¹ », le lecteur peut s'ouvrir à cette « internationalisation du répertoire critique des auteurs en communication » : y sont accueillis par exemple Luis A. Albornoz, Lee Artz, Jean-Christien Ekambo, André Lange-Médart, Juan Carlos Miguel de Bustos, Vincent Mosco, Kaarle Nordenstreng, Kate Oakley, Bernard Schiele, Philip Schlesinger, Joseph Straubhaar, Daya Kishan Thussu, Gaëtan Tremblay... aux côtés des Français Philippe Bouquillion, Tristan Mattelart, Bernard Miège, etc.

Mais en s'ouvrant ainsi à la pensée critique, *communication internationale* ne renvoie déjà plus qu'à la désignation vertigineuse d'un champ de recherche insaisissable à l'échelle mondiale, dont nous avons déjà entrepris la déconstruction (Cabedoche, 2016a).

Pour autant, dépassant les débats quant aux objets investis et théories recensées, une International Communication Association (ICA) se constitue depuis Washington dès 1950. Ses *Annals* font autorité, mais contribuent à leur tour à naturaliser l'expression, jusque dans la disposition des composantes disciplinaires et des productions académiques englobées. En parallèle et en complément, des associations régionales comme l'European Communication Research and Education Association (ECREA) ou l'Arab Association for Research and Communication Sciences (AARCS) jouent cette délégation terminologique. Adoptés pour la valorisation de thèses de doctorat, les labels octroyés dans ces cadres institutionnels ne préjugent pas davantage ni de l'objet de terrain ni de l'école théorique ainsi investis par la *communication internationale*.

La nécessaire distanciation critique pointe alors la question de la viscosité des thématiques embrassées. De fait, les périmètres saisis par la *communication internationale* se présentent incertains dans les convocations académiques.

1.2. Des périmètres extensibles à l'environnement dans les convocations académiques

Pour Hamid Mowlana (1997), la *communication internationale* a pour champ d'étude les traditions de recherche en relations internationales,

1 Le dossier *L'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication* est publié en 2016 à l'occasion des quinze ans de la revue, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/articles/par-annee/numeros-2016>.

ce qui, en soi, n'en facilite déjà pas la délimitation, même ainsi réduite aux échanges entre les seuls États. Quatorze ans après, Christian Agbobli éloigne plus encore la perspective d'une circonscription définitive des questionnements : l'auteur togolo-canadien relève que la tradition de recherche en *communication internationale* a évolué ces dernières années... « [...] d'une tradition issue de la fin de la Deuxième Guerre mondiale marquée par l'importance de la communication pour le développement, à un champ de recherche éclaté qui traite de plusieurs objets (couverture médiatique, technologie de l'information et de la communication, diversité culturelle, etc.) et de zones géographiques différentes » (Agbobli, 2011).

Cependant, les états érudits de la recherche n'interrogent pas suffisamment la désignation, alors que l'analyse impose d'en préciser les indices, pour une mise en perspective d'abord synchronique.

1.2.1. *Une confusion terminologique peu interrogée*

Depuis Montréal, le Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle (GERACII) travaille à débroussailler la terminologie. Pour les auteurs ainsi regroupés sous la bannière, une recherche sur la *communication internationale* associée à la communication interculturelle porte sur trois enjeux, distingués en tant que « rencontre avec... », « rencontre entre... » et « rencontre agissant sur... ». Mais la définition est aussitôt relativisée, dépendante de la nature des cadrages théoriques choisis. La perspective renvoie, sans plus de précision, à une « approche particulière [*sic*] constituée par la communication internationale » (Bouchard, Bourassa-Dansereau et Le Gallo, 2018).

Les auteurs reconnaissent une très grande diversité de traditions et d'orientations de recherche, rassemblées en une seule composante du point de vue francophone, tandis que les études anglophones ne se résolvent pas à ce regroupement disciplinaire. L'écart éloigne ainsi plus encore le projet de bornage de la *communication internationale*. Quand elles sont tentées, les définitions sont aussitôt recentrées sur l'identité spécifique de chaque laboratoire, et renvoient « aux histoires » plutôt qu'à « l'histoire » de la notion. Pareille délégation des exégètes traduit ainsi l'aveu d'incomplétude des analyses.

De fait, les définitions se présentent lapidaires, tautologiques : « la communication internationale prend place au niveau des pays ou des nations, c'est-à-dire au-delà des frontières » (notre traduction

de Maletzke, 1976, p. 409-419). La communication étant au cœur de toute interaction humaine comme l'enseigne l'école de Palo Alto, les pratiques de la *communication internationale* englobent, territorialement et historiquement, la moindre situation d'échange. Elles contournent ainsi toute ligne Maginot – juridique, culturelle, théorique et symbolique – qui tenterait d'en contenir l'expansion sauvage. Nulle part et pour personne n'existe LA communication, tant l'universalisme sous-entendu recouvre de « pratiques, nécessairement disparates, indéfiniment ouvertes et non dénombrables » (Bougnoux, 1998, p. 7). Depuis la Société française des sciences de l'information et de la communication qu'elle préside alors, Françoise Bernard voit cette communication dans toutes les activités humaines, depuis la plus violente (la guerre) jusqu'à la plus intime (la vie privée et familiale).

Pareille généralisation de la communication (« ça communique partout et tout le temps ») et pareille surenchère (« plus de communication est la solution ») expliquent « les ambiguïtés fortes sur ce que sont la pensée et les pratiques communicationnelles », *a fortiori* développées hors frontières. Impressionnés par la polysémie et le contexte idéologique de l'annonce prochaine et déterministe d'une « société de l'information », certains auteurs démystifient cette communication mondiale en tant qu'une « invention intellectuelle » (Mattelart, 1992a, p. 297), même s'ils tentent d'en circonscrire quelques repères, *a minima*. La désignation renvoie à un appareillage politique à la fois de production du consensus, de reproduction des hiérarchies culturelles et de production ou de distribution, industrielles, de contenants et de production de diffusion et de stockage de contenus. *Communication internationale* caractérise aussi un ensemble de pratiques sociales, « qu'une vision dérivée d'une conception techniciste du progrès technologique a tendance à laisser dans l'ombre » (Mattelart et Stourdézé, 1982, p. 204).

Plutôt que de se résigner à l'arrêté d'une liste d'objets non significative, les auteurs tentent encore de définir la *communication internationale* en accédant aux fondations pluridisciplinaires du syntagme et en lui attribuant depuis une vocation interdisciplinaire (Herrera Arango et Serpereau, 2011, p. 23).

Communication internationale et interdisciplinarité

Ndiaga Loum élargit donc le répertoire de la *communication internationale* au rang d'une « interdiscipline dans l'univers global des sciences sociales ».

Mais en couplant ainsi par exemple histoire et localisation géographique, Yves Winkin (2004) observe qu'à l'origine (xvii^e et xviii^e siècles) des sciences de la communication aux États-Unis, *rhétorique*, *élocution* et *speech* sont d'abord convoqués, non sans quelques débats animés pour en imposer les reconnaissances respectives. Finalement au milieu du xx^e siècle, *parole* rassemble les chercheurs, juste avant que *communication* ne prenne le relais, officiellement consacrée avec la création de la *National Communication Association* en 1998. Encore que, dans la perspective de l'Ivy League qui contrôle la pensée au sommet du système états-unien d'enseignement, comme pour les universités privées de la côte Est, la communication reste un champ peu légitime. La différence est notoire avec les universités publiques du Mid-West états-unien, où *communication* doit pourtant se battre encore, avant de gagner « une respectabilité universitaire ». Ainsi, seule l'Université de Stanford possède un département de communication.

Pareillement saisi par le vertige terminologique, Philippe Breton en réduit les modalités d'application en partant du répertoire plus restreint des techniques de communication, bien que déployées sur des niveaux très hétérogènes. Mais pour Patrice Flichy, il apparaît « très difficile en dehors de travaux monographiques, de vouloir unifier ces perspectives ».

L'adjonction d'un adjectif n'aide pas à réduire l'incertitude terminologique du syntagme *communication internationale*. Devenant par exemple politique, la *communication internationale* imprègne toute l'activité des acteurs, ce qui ne réduit en rien l'imprécision de l'expression, bien au contraire : « Presque tous les comportements de ce type impliquent un recours à une quelconque forme de communication » (Gerstlé et Piar, 2016).

Associée cette fois à l'économie du développement, la *communication internationale* bénéficie certes de larges convocations dans la littérature scientifique, désignant un processus social basé sur le dialogue. Mais le rapprochement ainsi tenté, en référence par exemple à Arjun Appadurai, renvoie à un contexte générique et à une liste d'énoncés sans plus de structuration :

La communication internationale s'inscrit dans le contexte des flux financiers, des personnes, des médias, des idées et des cultures caractéristiques de la mondialisation [et désigne] « une approche particulière [*sic*], une perspective relative aux problèmes socioculturels contemporains et aux solutions possibles.

Son point de départ est l'appartenance à l'humanité [*sic*]. (Herrera Arango et Serpèreau, 2011)

Qui plus est, à ses ambiguïtés propres déjà relevées, la *communication internationale* combine alors celles de la référence au « développement », déjà signalées par Gilbert Rist, ou Serge Latouche. Elle n'échappe pas par ailleurs à la tentation de la synecdoque : avec l'effet papillon imaginé par Jonathan Swift, « la communication ne se refuse pas et la mondialisation en tous genres des échanges ne laisse à vrai dire guère de choix ».

Encore associée cette fois à la « modernité », la *communication internationale* ne peut pas même intégrer le répertoire métaphorique bourdieusien des « champs », quand arasant les frontières gardées par les dieux et le souvenir des ancêtres du paysan traditionnel, « la modernité fait voyager chacun (physiquement et mentalement) fort au-delà ».

Désignant alors la communication qui, « durant toute l'histoire », constitue en tous lieux « un aspect des relations internationales », le Sénégalais Ndiaga Loum réduit à juste titre la *communication internationale* à un pléonasme, tandis que l'Argentin Eliseo Verón (1991 : 119-126) propose « d'en finir avec la communication ».

Pour en autoriser cependant l'analyse des effets et des représentations, les efforts pourraient *a minima* associer la *communication internationale* aux auteurs qui l'investissent. Mais une fois encore, le répertoire bibliographique se révèle paresseux, renvoyant vaguement dans les formulations à « divers auteurs », regroupés pour avoir placé ces phénomènes au cœur de leurs réflexions (*sic*) (Mattelart, 1994, p. 8). Si ni les disciplines, ni les écoles, ni les thématiques, ni les auteurs ne permettent de définir la couverture de la *communication internationale*, l'attention aux concepts et méthodes devrait s'offrir plus éclairante.

En principe ! Mais là encore, la recherche s'épuise, faute d'épaisseur du syntagme nominal qui l'aurait au moins fait accéder à ce rang de concept ou de méthode.

1.2.2. Une faiblesse conceptuelle et méthodologique confondante

Représentatif d'une recherche transcendant les frontières nationales, Eliseo Verón laisse en héritage le concept de *contrat de lecture*,

renouvelant parallèlement l'analyse comparée des récits de presse, où qu'ils se déploient.

Mais au-delà, l'éclairage conceptuel attendu de la *communication internationale* est vite déçu. Nombreuses innovations conceptuelles associées à l'expression sont rapidement ravalées au rang de simples notions, quand elles ne sont pas dénoncées en tant que brouillage idéologique et posture ethnocentrique. Ainsi, après *développement, culture, civilisation, système politique, réseau...*, *communication internationale* vient enrichir la liste des appellations non structurantes.

Même *communication* pose problème, en soi, quand la Commission nationale française d'évaluation de la discipline n'y reconnaît d'abord qu'un « terme fétiche, relevant de la construction discutable d'un imaginaire social ». *Communication internationale* perd ainsi tout espoir de reconnaissance à un nouveau rang : celui de paradigme. Thomas Kuhn (1970 : 155) définit en effet ce niveau de qualification par le repérage de principes fondamentaux rigoureusement partagés par une même communauté scientifique, y compris si ces modèles épistémiques n'unissent celle-ci que pour un temps, jusqu'à ce qu'une révolution scientifique n'en change les manières de voir. Or, nous l'avons observé *supra* : *communication internationale* ne peut prétendre à ce repérage, selon que sa sphère de convocation est anglophone ou francophone.

In fine, ne reste plus que le questionnement des méthodes pour tenter de retrouver un minimum de convergence et de clarification autour de l'expression *communication internationale*, quand bien même Thomas Kuhn rappelle que ce ne sont pas tant celles-ci que les manières inconciliables de voir le monde qui déterminent la légitimité scientifique des questionnements engagés et des pistes explorées.

Communication internationale et méthodes

L'éclairage des conditions d'élaboration, d'administration et d'exploitation des enquêtes est essentiel, permettant l'évaluation scientifique. Mais à nouveau, les auteurs se contentent d'explications vagues au moment de préciser leur démarche d'analyse. L'exposé de celle-ci ne dissuade aucunement la tentation d'une extension infinie des applications nées d'une conception de la communication considérée dans une « vision large », qui intégrerait par exemple les voies de communication, les réseaux et les échanges symboliques tels que les

expositions universelles, la « haute culture », la religion, la langue et les médias, etc. (Mattelart, 1994, p. 8).

L'inflation constitue alors un frein majeur pour les analyses comparatives, tandis qu'un travail, qui porterait sur une *communication internationale* réduite à la juxtaposition de monographies faute d'une méthodologie indiscutable de constitution des corpus, se présente sans grande portée scientifique. Pour ne pas laisser passer l'épreuve pourtant féconde du comparatisme, certains attribuent à *communication internationale* « un accent important sur les rencontres avec la différence » (Herrera Arango et Serpereau, 2011, p. 23). Mais la présentation des conditions d'élaboration des enquêtes se réduit à lister des éléments de délimitation de l'objet de terrain, sans plus de structuration et de justification méthodologiques.

Sonia Livingston (2003) témoigne de la difficulté, sérieuse, du projet. Les questions sont multiples, que provoque toute intention comparatiste : faut-il comparer des pays similaires, mais alors, sous quel angle définir la « similitude » ? S'agit-il au contraire de maximiser la diversité, voire le contraste, l'antagonisme ? Faut-il assurer l'exhaustivité ou ne garantir qu'une seule focale ? Comment garantir la diversité à l'intérieur d'un cadre commun ? Plus encore que dans d'autres situations de recherche, toute démarche de comparaison internationale oblige le chercheur à s'interroger, autant sur les objets qu'il observe que sur les relations qu'il entretient avec eux.

Par exemple, Ndiaga Loum s'appuie paresseusement sur le Français Dominique Wolton dont la perspective restreint le bornage de manière particulièrement ethnocentrique. Ainsi, la *communication internationale* définirait un idéal d'expression et d'échange à l'origine de la culture occidentale (*sic*) ; un ensemble de médias de masse, des « nouvelles » (*sic*) techniques de communication et de valeurs, symboles et représentations qui organisent le fonctionnement de l'espace public des démocraties de masse et, plus généralement, de la communauté internationale à travers l'information, les médias, les sondages, l'argumentation et la rhétorique (Loum, 2017, p. 132-150).

Pour dépasser les perspectives dominantes d'un système national et culturel, Hamid Mowlana propose une nouvelle entrée arbitrale : *communication internationale* se distinguerait, en opposition à la *communication nationale*.

Communication internationale vs communication nationale

Un même processus structurel dépasserait le seul échange d'informations, d'opinions, d'attitudes entre et parmi les peuples, les nations et les cultures. Ainsi, la *communication internationale* engloberait tout ce qui échappe aux frontières, c'est-à-dire les médias classiques et les télécommunications, mais aussi... « [...] l'ensemble des domaines des industries culturelles, du tourisme, des voyages, des migrations, des réfugiés, des échanges éducatifs, artistiques et culturels, incluant notamment des conférences, des organisations internationales, des entreprises transnationales, et même des événements sportifs » (Mowlana et Agbobli, 2019).

Mais concrètement, la distinction reste peu assurée entre niveaux international ou national. L'analyse oblige à les croiser : « Le domaine de la CID [communication internationale et développement] ne requiert pas forcément d'être étudié à l'extérieur [...], la CID est aussi un processus qui affecte les habitants des dénommés « "pays du Nord" » (Herrera Arango et Serpereau, 2011, p. 38).

Gerhard Maletzke (1976 : 409-419) juge pareillement que la *communication internationale* a lieu, aussi, à l'intérieur des pays et des nations. Considérée comme « transfrontière », la *communication internationale* se développe parallèlement à l'intérieur de la même culture, ou entre deux pays ou au niveau régional, voire continental et mondial.

Par ailleurs, convoquer le cadre national de la communication en tant qu'antonyme de la *communication internationale* ne résout rien les difficultés en termes de constitution des corpus, pareillement éprouvés lorsque les acteurs distinguent interne/externe pour la communication des entreprises privées. L'analyste pointilleux constate déjà que le terme *nation* n'a pas la même signification selon la latitude de sa convocation. Les controverses opposent ainsi la « nation » d'Ernest Renan et celle de Friedrich Nietzsche (Bouretz, 2001). Le « vouloir-vivre-ensemble » ne consacre pas toute constitution en société qu'en 1922, le philosophe allemand Ferdinand Tönnies dénomme *Gemeinschaft* (communauté), distincte de la *Gesellschaft* (société). La première exprime l'idéal d'une société bornée, et de rapports sociaux entre ses membres témoignant d'un attachement émotionnel et d'une reconnaissance

mutuelle. La seconde ne désigne qu'une agrégation d'individus, qui ne développent pas leurs relations au-delà des nécessités du fonctionnement économique de l'ensemble ou d'ensembles parallèles, limitrophes ou non.

Le flou explique les querelles théoriques, politiques et idéologiques, entre nationalistes même (Mattelart, 1992a, p. 302). Ainsi, redéfinissant une histoire du Québec dans laquelle les populations autochtones seraient considérées à part entière dans le récit national et parallèlement dans toutes leurs spécificités par tribus, Brian Gettler (2016 : 7-18) rappelle que le sens moderne de « nation » n'apparaît qu'au XVIII^e siècle, sans que, pour autant, ce sens n'ait été stabilisé depuis. La difficulté d'une reconnaissance internationale ou de dispositions juridiques aménagées au sein du système fédératif en réponse aux revendications des « nations premières » fait écho aux rejets de la France métropolitaine des années soixante : le discours des autorités politiques coloniales s'emploie alors à convaincre les Nations unies que l'expression « guerre d'Algérie » ne peut s'appliquer au sens du droit international public, lorsque la tension s'exprime entre composantes de la même entité nationale, comme le défend alors le ministre « de l'Intérieur », François Mitterrand. L'exercice rhétorique ressurgit soixante ans plus tard dans le discours poutinien, bannissant les qualifications d'« invasion » et de « guerre » pour caractériser les opérations russes de « maintien de la paix » en Ukraine en 2022.

Enfin, « la question des minorités noires » sur un territoire national pose difficulté pour intégrer les enjeux de la *communication internationale*, selon que, comme les définit le sociologue britannique Antonió Smith (1994 : 7-22), les nations se distinguent en se présentant *civiques* (la France), *ethniques* (la République allemande de Weimar) ou *multiculturelles* (les États-Unis), donnant lieu – ou pas pour la nation *civique* – à un type de reconnaissance juridique sur une base ethnique aux populations qui les constituent. Tommie Shelby (2002) passe ainsi allègrement de la référence identitaire à une *thick blackness* (négritude épaisse), d'ordre génétique, à une *thin blackness* (négritude fine), d'ordre sociopolitique. Avec l'enchevêtrement des indicateurs convoqués, des nations se retrouvent sans territoire, comme les populations kurdes. D'autres, palestinienne par exemple, n'obtiennent reconnaissance que dans le virtuel, grâce à l'organisation spatiale du Web par pays, sans que pour autant, la

division ne soit dépassée par ces « non-lieux », entre Cisjordanie et bande de Gaza.

Le questionnement se pose également traitant des échanges diasporiques et des modalités d'action des populations transnationales, dont la caractéristique essentielle est l'hétérogénéité (Cabedoche, 2019a). Les théoriciens de l'*hybridation culturelle* font état du poids de ces logiques diasporiques. Accentué par la mondialisation croissante, le phénomène oblige à considérer les lieux interstitiels comme étant, par essence, provisoires, fragiles, sans cesse réinventés. Dans ce « tiers espace liminal », Homi Bhabha (2007) propose de bousculer les polarités pour réintroduire l'ambiguïté, l'ambivalence, la négociation, conduisant logiquement à considérer que le « transnationalisme » ne constitue pas, en soi, un foyer systématique de cultures de résistance.

Par ailleurs, sur un même territoire national, il est discutable d'opposer les niveaux des enjeux comme des jeux des acteurs, entre sphère politique locale et nationale, et sphère politique internationale. Enfin, entendue comme l'internationalisation des échanges, la mondialisation n'a pas beaucoup fait progresser le mondialisme en tant que système de gouvernance planétaire : « La pandémie a même scellé, jusqu'à présent, le triomphe du national. Et pas sûr que la catastrophe écologique annoncée produise, comme par miracle, davantage de mondial » (Ory, 2021).

Au contraire, début 2022, les revendications guerrières de Vladimir Poutine sur les territoires ukrainiens de l'ex-URSS redessinent à peine les solidarités géopolitiques de l'Union européenne. Tous ces enchevêtrements fluctuants expliquent l'embarras des travaux à circonscrire leur objet de terrain. Si le traitement en est assuré par les acteurs du national, certains thèmes habituellement rangés sous la bannière de la *communication internationale* s'en retrouvent arbitrairement écartés :

[Ces thèmes] pouvaient a priori sembler tout à fait pertinents [pour être associés à ce niveau, comme par exemple l'étude] *Facteurs sociodémographiques associés à l'accès à Internet et son utilisation dans les milieux de l'enseignement et de la recherche au Cameroun* [...] : nous avons décidé que ce travail, malgré ses qualités intrinsèques, n'entre pas dans le corpus [sic]. (Herrera Arango et Serpereau, 2011, p. 26)

Le critère de l'exclusivité dans la définition des catégories les unes par rapport aux autres est pourtant essentiel, méthodologiquement, pour autoriser ensuite le classement des unités d'enregistrement : « point ne sert de compter, il faut couper à point ». Jouant de cette confusion, les acteurs ont beau jeu d'entretenir les illusions de la *communication internationale*, dès lors qu'elle désigne par exemple la diffusion transfrontière d'un opérateur économiquement, technologiquement, financièrement et militairement dominant.

1.3. Une locution nominale déconnectée du social

Isabelle Pailliar (1993 : 230-234) résume ce que l'expression ne laisse pas entrevoir : « la communication sans frontières laisserait place [...] aux acteurs qui se veulent et se peuvent d'envergure internationale ». Dans une perspective gramscienne, Fabien Granjon (2015) critique lui aussi une *communication* qui se déconnecte de l'économie générale du capitalisme contemporain à laquelle les pratiques sociales renvoient, innombrables.

Ce filtre ségrégationniste des acteurs de la *communication internationale* se révèle donc d'abord économique. Par exemple, le coût d'entrée de nouveaux groupes d'influence sur les marchés mondiaux de l'information s'élève particulièrement : *France 24* en fait l'expérience douloureuse lors de son lancement (Cabedoche, 2006a). La problématique dépasse ainsi celle de l'ethnocentrisme des contenus pour interpellier la relation entre industries de la communication et industries du contenu et la place laissée aux secondes par les premières (Bouquillion, 2008). Elle interroge également les stratégies de contournement des censures nationales par ces médias transnationaux (Mattelart T., 1995) et des fragmentations locales, qu'elles peuvent provoquer :

Cette logique de la communication internationale induit, en dehors de la restructuration du secteur, l'établissement de monopoles de fait à partir du contrôle de la diffusion par les grands réseaux. Même s'il apparaît difficile de préciser le rôle exact joué par les médias transfrontières, il n'est pas facile de nier qu'ils aient cependant pu contribuer à la fragilisation du cadre national et donc de l'autorité étatique. (Pailliar, 1993, p. 232-234)

S'il apparaît que le référent de la *communication internationale* ne laisse pas deviner, en soi, les jeux des acteurs dominants du système

international, l'expression est plus encore incapable de traduire les « braconnages des dominés », au sens d'un Michel de Certeau (1980) distinguant stratégies et tactiques, et que les *Uses of Literacy* des *Cultural Studies* brouillent de leur lecture (trop) enthousiaste des « cultures de résistance » contre les dominations internationales (Hoggart, 1967). Des auteurs savent cependant très tôt repérer la commodité de cette segmentation des enjeux entre national et international, dont se nourrissent les discours de victimisation.

1.3.1. Une communication internationale, étrangère aux jeux subtils des « dominés »

L'exemple de la revendication des années soixante-dix pour un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » est signifiant, en soi, de la complexité des jeux d'acteurs, auxquels ne renvoie pas la convocation « innocente » de *communication internationale*. Portée pour partie par l'école de la dépendance, l'imposition de ce niveau international des enjeux communicationnels se révèle aussi de nature à susciter des consensus douteux et à servir d'alibi, facile, pour contrer l'accusation d'inertie à l'encontre de gouvernements « paralysés » sur le plan national : « Beaucoup de pays d'Amérique latine et du tiers-monde ont utilisé le nouvel ordre international de l'information comme une fuite en avant pour abandonner le terrain exigeant et donc dangereux des politiques nationales, arguant de la priorité du plan international » (Mattelart, Mattelart et Delcourt, 1983, p. 22, citant ainsi Osvaldo Capriles).

L'astuce discursive consiste à relier systématiquement les effets négatifs des politiques et (in)actions nationales à des causes exogènes, pour déplacer toute imputation de responsabilité sur les acteurs de la *communication internationale* en position hégémonique :

Toutes les responsabilités de cette catastrophe [la crise de l'économie arachidière] sont officiellement mises sur le compte de la sécheresse et de la détérioration des termes de l'échange présentées comme des phénomènes homogènes, massifs et permanents ; ainsi, on oublie largement la part d'une bureaucratie qui a détourné ou gaspillé une bonne partie des avoirs publics. (Mbodj, 1992)

Le discours critique de l'ordre mondial de l'information offre encore aux dirigeants des pays du sud Sahara le prétexte attendu...

« [...] pour] justifier leur mainmise sur les médias nationaux ainsi que pour obtenir des fonds auprès d'organismes internationaux dans le but de développer (soi-disant) les productions médiatiques nationales » (Frère, 1998, p. 4).

Des terminologies autres que *communication internationale* se sont déjà effondrées avant la fin du xx^e siècle, pour ne pas avoir suffisamment pris en compte ces jeux subtils dans leurs propositions dichotomiques et pointages cardinaux des responsabilités. Nous l'avons ainsi observé, décryptant l'expression « tiers-monde » et le regroupement, parfois surprenant, des acteurs au sein des « tiers-mondismes » : depuis les années soixante jusqu'au milieu des années quatre-vingt, ces postures entendent traiter des enjeux de cette *communication internationale* dans la totalité de ses dimensions cardinales, en privilégiant l'axe Nord/Sud plutôt que l'axe Est/Ouest. Sans cesse élargie, la polysémie des significations accompagnant cette prise en charge explique *in fine* la disqualification de l'expression « tiers-monde » et de tous ses dérivés (Cabedoche, 1990). La confusion confondue offre de comprendre sa disparition rapide des référentiels, alors même que le terme était jusque-là consacré par une revue scientifique de qualité, précisément titrée *Tiers-Monde* sur proposition de Georges Balandier, avant de se rebaptiser *Revue Internationale des Études de Développement* en 2017.

En ce début du troisième millénaire, *communication internationale* semble encore échapper à cette épuration terminologique. Mais le temps n'est plus aux lectures manichéennes, d'autant plus que les objets saisis par l'expression se révèlent souvent inclassables.

1.3.2. Des objets mystérieux, inclassables

Toute une série d'objets restent opaques, frappés du sceau du secret d'État et des services de renseignement, hors de la compréhension immédiate que laisse supposer la référence à la *communication internationale*. Ceux-ci désignent précisément une part importante de l'activité des entités politiques saisies par le droit international public. Leur prise en compte, temporellement décalée, libère parfois des éléments de compréhension bien tardifs. Tel est le cas de la révélation *a posteriori* de la connaissance des codes secrets des forces de Tchang Kaï-Chek par l'armée de Máo Zédōng. L'infiltration dans les arcanes de la communication diplomatique et militaire, frappée du secret défense, laisse encore deviner les instrumentalisation souterraines des médias

dans le cadre de la lutte contre l’islamisme contemporain, ou les parades imaginées contre les cyberattaques du gang Conti, soutien de la Russie dès les premières frappes en Ukraine en février 2022 et déjà convaincu d’avoir déployé plusieurs *malwares* (logiciels malveillants) hors frontières, par exemple contre le système de santé irlandais en mai 2021. À ces expressions relevant des champs immatériels de la confrontation, répondent les cyber-ripostes des *hackers* d’Anonymous particulièrement efficaces jusqu’au piratage du serveur du FSB russe revendiqué le 15 mars 2022, comme ceux des sites officiels de la ville de Moscou, du gouvernement de la Fédération de Russie et du ministère des Sports russe, et d’institutions de l’énergie et de la finance : *Tango down*².

À l’entrée du troisième millénaire, le réflexe de distanciation scientifique est déjà installé, au fur et à mesure que les travaux montrent comment ce jeu entre international et national est savamment mobilisé par les acteurs, dominants ou non, à des fins socio-politiques. Depuis l’Université d’Hawaï, Manfred Steger (2009) parle d’un cadre interprétatif cosmopolite, en friction avec les imaginaires nationaux (*global imaginary*). Le label « Russian Internet » est confondant d’ambiguïté, désignant tout autant « Internet in Russia » et « All Russian Web resources worldwide ». L’analyse des dynamiques observées sur Internet depuis les deux Corées n’évoque pas seulement une menace extérieure, mais aussi une menace intérieure. Investie en tant que puissance planétaire, la Chine de Xi Jinping entend redéfinir une lecture chinoise de la *communication internationale*, comme le traduit la dynamique de sinisation de la *zhongguo chuanboxue* (science de la communication), invitée à davantage considérer les particularismes politiques et économiques du pays. Un imaginaire global – par exemple « le spectre » arabo-musulman – parvient encore à s’inviter dans la définition des agendas de l’espace public local québécois à l’occasion du vote de la loi 21 dite « de la laïcité », adoptée le 16 juin 2019. Pourtant, comme le rappellent François Demers et coll. (2021), le contingent arabo-musulman reste faible au Québec (3,1 % de la population) : la belle province est géographiquement éloignée des zones de tension du Proche-Orient et son territoire n’est concerné ni par les immigrations massives par la mer ni par les actes de terrorisme en relation avec l’intégrisme musulman. La différence est patente avec la France, qui ne s’épargne pas de ces tensions « externes » et

2 Référence renvoyant à la chute de l’armée ennemie.

de l'ambiguïté de ses dispositifs juridiques anti-séparatistes adoptés par un « législateur-gribouille ».

Ainsi, ce que certains préfèrent désigner par *communication mondialisée* plutôt que par *communication internationale* parvient très vite à jouer localement le rôle « d'entrepreneur de cause ». En retour, Dominique Marchetti ne convoque plus l'adjectif « international » que du bout des lèvres, tant... « le prisme national est important dans les logiques de sélection de ce qui est appelé l'international dans les rédactions des grands médias généralistes ». Armand Mattelart synthétise les risques d'une recherche qui enfermerait les uns dans « l'enclos » de la *communication internationale*, comme d'autres resteraient tout aussi dangereusement rivés au ghetto local :

D'y succomber, on risque de souscrire à une conception déterministe où l'international se convertit en l'*impératif*. Tout comme, au pôle opposé, le repli exclusif sur le périmètre local est le chemin le plus court au relativisme. Surestimation de la dimension internationale d'un côté, sous-estimation de l'autre. Or, toutes ces échelles de la réalité, l'international, le local, le régional et le national, n'ont de sens que si on les articule entre elles, que si l'on met en relief les interactions, que si l'on refuse d'établir des dilemmes et des binarités pour rechercher des passerelles, les médiations et les négociations qui s'opèrent entre les différentes dimensions, que si l'on met en relief les interactions, sans négliger pour autant l'existence bien réelle des rapports de force entre elles. Cette constatation est loin d'avoir été la norme au cours de l'histoire des théories sur la « communication internationale ».

(Mattelart, 1992a, p. 298)

Forts de ce constat déstabilisant, les auteurs se montrent désormais prudents, à élargir la perspective à des pensées venant « d'ailleurs ». Le chercheur franco-congolais Alain Kiyindou entend pourtant faire surgir ces dernières pour en assurer, à juste titre, la valorisation. Mais pas plus que d'autres, l'auteur ne propose d'indication méthodologique pour faciliter la délimitation des territoires cognitifs désignés « hors frontières », autrement qu'à partir d'une géographie sommaire aujourd'hui dépassée quand en retour, des chercheurs africains font de la France le terrain de leur analyse de dispositifs communicationnels (Abassi, 2018). L'auteur n'éclaire pas davantage la constitution des corpus élargis, pour éclairer les angles morts de la représentation,

évoquant seulement : « [...] œuvre en perpétuelle évolution, nécessitant des emboîtements, colmatages, bardages, rééquilibrages, extensions, polissages et moulures » (Kiyindou, 2016, p. 6).

Désormais constitutif de la réflexion, le flou offre de ne plus être surpris par l'irruption incessante de nouveaux objets de terrain, saisis sous le syntagme générique de *communication internationale*, ou réintégré dans la *communication nationale* quand les découpages territoriaux sont rediscutés. Tel est le cas, par exemple, avec les partages coloniaux, ou les traités de Versailles, Saint-Germain et Sèvres, d'une part ou du traité de Paris, à l'issue des deux Guerres mondiales, ou enfin des accords de Minsk et d'Alma-Ata consacrant la Communauté des États indépendants après l'implosion de l'URSS, d'autre part. Mais à ce niveau conflictuel, l'allongement des énumérations constitutives des « périmètres » justifie la remarque déjà exprimée par Lucien Sfez, traitant d'une communication dont on ne parle jamais autant que dans une société qui ne sait plus communiquer avec elle-même.

Communication internationale et objets englobés

La demande sociale réclame de la clarté, avec la même insistance que l'exigence académique. La réponse généalogique indique seulement qu'avec Internet, il faut aujourd'hui entendre *communication internationale* dans un sens plus inclusif qu'à l'époque d'Harold Lasswell. Dans ce contexte, toujours plus élargi, nul consensus ne vient plus aider à la détermination de ce savoir mondial, eu égard aux multiples niveaux de connectivité participant désormais à sa constitution. Pas un acteur, pas un État, pas même une instance supranationale n'en assume l'institutionnalisation, au-delà des conflits de compétence entre entités du droit international public (Tanozzi et Torres, 2006). Les auteurs notent seulement l'accroissement incessant des objets saisis, à la mesure de l'emprise croissante de la mondialisation.

À titre simplement indicatif, le recensement impressionniste des pistes de recherche à partir des titres des publications répertoriées rangées sous l'onglet *communication internationale* renvoie à un inventaire à la Prévert. Sont traités pêle-mêle la coopération régionale et intercontinentale ; les nouveaux enjeux liés à l'hyperterrorisme ; la dégradation de l'esprit religieux médiaté par les techniques de l'information et de la communication ; les nouveaux rôles joués par les *digital diasporas* ; la concentration croissante des grands groupes médiatiques ; l'hybridation des cultures ; la régulation d'Internet ; les

usages imprévus et les non-usages des technologies de l'information et de la communication ; le déploiement des espaces publics et l'interpénétration de ceux-ci avec les espaces privés ; les nouvelles formes de l'expression populaire et populiste *via* les réseaux ; les potentialités et menaces du déploiement de l'intelligence artificielle ; le court-circuitage de l'action diplomatique traditionnelle ; la désunion des acteurs étatiques dans la gestion discursive et actée des pandémies et du changement climatique, etc., etc., etc.

Le qualificatif même de « nouvelles » pistes de recherche qu'évoque Christian Agbobli interpelle, quand déjà, la datation de *communication internationale* ne fait pas unanimité, qui aurait aidé à cerner *a minima* une expression rebelle à tout contrôle d'identité.

1.4. Un acte de naissance incertain

Objet de l'étude scientifique ou étude scientifique de l'objet, la *communication internationale* échappe à tout acte de naissance.

1.4.1. Une circonscription historique de l'objet d'étude, constamment reculée

Le moins « généreux » dans sa remontée historique, Missè Missè (2000) juge depuis le Cameroun que la désignation *communication internationale* ne devient véritablement objet de préoccupation des États qu'au milieu des années soixante-dix. L'expression s'attache au déni – historiquement exercé par les États colonisateurs et désormais définitivement pourfendu avec l'accession tardive du Surinam et de l'Angola à l'indépendance politique – de l'application des principes généraux de la souveraineté nationale consacrés par le droit international public à la quasi-totalité des populations d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique.

Mais la rétrospective historique renvoie plus en amont chez les auteurs. Armand Mattelart fait démarrer son premier repérage de la *communication internationale* au moment de la Guerre froide, s'il est question ainsi de pointer la nouvelle désignation par la Maison-Blanche de sa stratégie de *soft power* en remplacement de la précédente, dite de « guerre psychologique ». Mais Colin Cherry (1971) évoque aussitôt la *communication internationale* en tant que référence structurante avec l'apparition d'un ordre mondial, au sens du droit international public, lors du Congrès de Vienne de 1914-1915 traitant de la liberté de la

navigation fluviale en Europe. Ndiaga Loum (2017) repousse la genèse de la *communication internationale* au XIX^e siècle, « [...] étant entendu qu'on parte du postulat que celle-ci est inséparable de la modernité » (*sic*). Sa référence, Ferdinand Tönnies, distingue la « société moderne » dès que l'homme, devenu libre et rationnel, délègue une partie de ses pouvoirs à des institutions dites « modernes » et à l'État. Depuis Ottawa, Paul Attallah ajoute à ce référencement, pareillement daté historiquement : l'urbanisation, l'industrialisation, la massification, la spécialisation, le contrat, comme critères de cette « modernité ». Enfin, Dominique Wolton relie la dimension internationale de la communication au même moment d'expression et d'échange, à l'origine de la « culture occidentale » (*sic*).

La généalogie des religions communicationnelles développée par Armand Mattelart reconfigure l'approche à partir de l'invention du télégraphe optique des frères Chappe à la fin du XVIII^e siècle (Mattelart, 1995). Mais la proposition est plus commune chez ceux qui, renvoyant à nouveau au droit international public, dressent la correspondance entre la *communication internationale* et les traités de Westphalie qui, au milieu du XVII^e siècle, établissent la naissance des nations à partir des seules entités européennes. Cependant, considérant la multitude des représentations que le concept de « nation » charrie, l'académicien français Pascal Ory en remplace l'imaginaire occidental en relation avec l'accélération de la mondialisation, c'est-à-dire à partir du... XVI^e siècle (Ory, 2021). Distinguant quatre étapes à la mondialisation, Serge Latouche (2001) identifie pareillement comme première étape la découverte de l'Amérique par les premiers colons (XV^e siècle), accélérée ensuite par le commerce des esclaves et des colonies, laquelle aboutit à la mise en place d'une « économie du monde ». La correspondance entre la *communication internationale* et l'extension européenne est cependant confondue au nom de la lutte contre l'ethnocentrisme.

Communication internationale et extra-européanité

Forts de leur origine respectivement uruguayenne et sénégalaise, Carmen Rico de Sotelo et Oumar Kane jugent que, débarrassée de sa charge européocentriste, la réflexivité doit être temporellement étendue pour conjuguer *communication internationale* au pluriel : « [Elle] se confond avec les contacts pluriséculaires entre les peuples et les

civilisations à travers des vecteurs comme les guerres, le commerce, les migrations et les langues » (Rico de Sotelo et Kane, 2011).

Par exemple, la Franco-Argentine Perla Petrich (1987) étudie l'évolution de la langue traditionnelle, qui voit différents groupes mayas et aztèques s'arrêter à Motozintla au sud-ouest de l'État du Chiapas, où sont installés les Mocho, plusieurs siècles donc avant que le territoire ne passe du Guatemala au Mexique à la faveur du traité de limites territoriales de 1882. Il est également établi qu'à partir du VI^e siècle, marchands et guerriers se croisent à Kiev (Kyiv), en quête des richesses de la Scandinavie, de l'artisanat de Byzance et des esclaves de tout le continent.

L'histoire des religions dominantes est également confondante à cet égard, consignait chacune dans leur « livre » et leurs récits fondateurs le discours de l'évangélisation chez les chrétiens, de la conquête chez les musulmans, ou du prosélytisme chez les juifs à partir de la révolte des Maccabées au II^e siècle avant l'ère chrétienne³. Plaidant depuis Chicago pour une vision de l'histoire moins centrée sur l'Occident, Kathleen Bickford Berzock invite à considérer encore l'histoire croisée des civilisations africaines. Ainsi, c'est au retour de La Mecque en 1325 que Mansa Moussa profite de son immense fortune liée à l'exploitation de l'or pour construire quelque 80 universités au XIV^e siècle, encourageant la venue de chercheurs étrangers, pour faire ainsi de Tombouctou une cité islamique savante. Le sociologue suédois Göran Therborn déplace plus loin encore le regard, considérant que la première vague de mondialisation et de communication se développe avec l'expansion des grandes religions, du IV^e au VII^e siècle (Therborn, 2000). La même datation est reprise par le sociologue de l'Université de Fudan à Shanghai, Ji Zhe, dans sa réflexion sur les trajectoires et tendances du bouddhisme chinois transnational (Ji, 2016). Professeur à Oxford, Peter Frankopan décrit une mondialisation initiée depuis les rives orientales de la Méditerranée jusqu'à la mer Noire et l'Himalaya pendant la période 400-1400. Ainsi, depuis l'origine des temps (*sic*), le centre de l'Asie est le lieu de création des Empires. Les routes, qui relient alors le littoral de l'Asie Mineure à Babylone, Suse et Persépolis, permettent... « [...] de parcourir plus de 2 500 kilomètres en une semaine, exploit merveilleux pour Hérodote qui note que ni la neige, ni la pluie, la

3 Sand Shlomo (2008), « Destruction d'une histoire mythique : comment fut inventé le peuple juif ? », *Le Monde diplomatique*, août, p. 3.

chaleur ou l'obscurité ne pouvaient ralentir la rapide transmission des messages » (Frankopan, 2017).

Spécialiste du monde antique, Maurice Sartre parle des déconnexions nécessaires qui, jusqu'à la chute de l'Empire romain, étendent la connaissance du monde au-delà de l'Europe, lorsque la Syrie, au sens où l'entendaient les Anciens, favorise la confrontation permanente des cultures, chaque peuple apportant des éléments à la construction d'une identité aux facettes multiples. L'histoire du Levant antique commence ainsi au IV^e siècle avant Jésus-Christ.

Heinz-Dietrich Fischer et John Merrill (1970) repèrent encore une *communication internationale* au-delà de l'écriture de la Bible, s'il faut relier celle-ci « à l'histoire des hommes et de leurs relations du VIII^e siècle au II^e siècle avant Jésus-Christ ». Les limites étant sans cesse repoussées, les deux auteurs estiment que parler historiquement des pratiques de communication oblige à remonter « aussi loin que l'histoire de l'humanité, des échanges et de la transmission d'informations entre nations et à travers les frontières des divers pays ». Par contre, les historiens du protojournalisme prennent le XIII^e siècle comme point de départ de ces échanges, deux siècles avant l'invention de l'imprimerie quand les *menantii* organisent des services réguliers de correspondance en Europe, bravant les foudres des papes Pie V, Grégoire XII et Sixte-Quint.

Finalement, la seule limite à la remontée historique que peut rencontrer la recherche en acte de naissance de la *communication internationale* réside dans le passage de l'état prédateur des chasseurs-cueilleurs à celui de producteur des agro-pasteurs, soit il y a quelque... 4 500 ans, quand apparaît la notion de territoire au sens matériel et borné du terme. Encore que David Graeber et David Wengrow (2021) en remontent l'acte au-delà encore.

Face à une telle mosaïque généalogique, le terme même de communication perd de sa signification structurante. Sauf à ce que, passant du statut d'objet de l'étude à celui de l'étude de l'objet, *communication internationale* offre des repères historiques sécurisants et partagés.

Mais là encore, l'attente n'est pas satisfaite. Peut-on même dater la naissance de la *communication internationale* dans l'univers global des sciences sociales ? interroge Ndiaga Loum, tant le point de départ de ces recherches apparaît dépendant de l'auteur et de la dimension privilégiée pour l'analyse.

1.4.2. Une circonscription historique de l'étude de l'objet, âprement disputée

Évoquant les débuts de l'analyse de la communication internationale « aux États-Unis et dans le monde », Hamid Mowlana (Mowlana, 2004) arrête le répertoire à la création en 1968 du premier programme états-unien de *Communication internationale* à la School of International Service de l'American University, autour de trois principes fondateurs : l'importance des nouvelles technologies de la communication et leur impact sur les aspects politiques, économiques et culturels des relations internationales ; la notion de culture et de communication comme parties intégrantes des relations internationales ; le concept de communication comme processus d'interaction et de dialogue.

Mais conjuguée au singulier en tant qu'approche disciplinaire chez Carmen Rico de Sotelo et Oumar Kane (2011), *communication internationale* renvoie quelque vingt ans avant, désignant un sous-champ des études en communication « dont les liens avec la sociologie empiriste américaine d'après-guerre sont bien attestés dans la littérature ». Pour autant, dans les années qui suivent, le théoricien canadien Marshall McLuhan ne mobilise pas l'expression dans ses recherches sur les médias, tandis qu'il impose la formule – discutable et discutée – du *village global*. La confusion est ainsi entretenue quand, au-delà de la thèse de l'auteur consacrant la théorie de la *globalisation*, *Global Communication* en anglais se traduit par *communication internationale* en français. Parfois cependant, *International Communication* est sciemment convoquée, pour ne pas avoir à utiliser *Global Communication* comme procède la chercheuse iranienne Annabelle Sreberny-Mohammady (1991), sensible à la nuance en français entre un phénomène (la mondialisation de la communication) et une école de pensée (la théorie de la globalisation).

Il suffit de changer de continent pour que les actes de naissance se présentent dans toute la diversité de leurs arrière-plans idéologiques. En Chine, les chercheurs se disputent quant à l'origine de l'étude historique. Dong Guangbi (2007) découpe l'activité scientifique relative à la *communication internationale* en trois périodes, dont la première débute avec l'arrivée de Matteo Ricci en Chine en 1582 et se termine avec la fondation de l'Académie centrale en 1928. Mais Shen Zhu (2003) et Yin Lin (2010) voient commencer l'aventure scientifique de la *communication internationale* avec le lancement du « Mouvement

de la nouvelle culture » dans les années vingt au xx^e siècle. Président du comité scientifique du Musée de science de Beijing, Bernard Schiele rappelle combien les découpages soulèvent plus de questions qu'ils n'en résolvent, surtout en Chine où, pour clore les débats depuis Deng Xiaoping, le cadre de toute réflexion sur l'histoire du pays est fixé par le gouvernement. Le magazine d'histoire *Yanhuang Chunqiu*, qui défend alors une « mild critique of the Official Communist version of history », l'apprend à ses dépens. Aujourd'hui, l'accent est mis sur le caractère unique de l'histoire, de la culture et du territoire chinois tandis que, parallèlement, le pouvoir tolère le renouveau du confucianisme. Bernard Schiele (2016) préfère en faire débiter l'histoire au xix^e siècle, à partir de l'écho du vaste mouvement de vulgarisation des sciences parallèlement entrepris depuis l'Occident. Le Japon devient ensuite l'exemple asiatique à suivre, comme l'établissent parallèlement Ren Fujun et Zhai Jiequan (2014). Mais sans précision quant à l'acte de naissance, Bernard Schiele rappelle que la Chine exerce une hégémonie scientifique incontestée sur une grande partie de l'Asie, « tout au long de son histoire » (*sic*).

Quant aux lecteurs de Fernand Braudel, familiers de ces controverses concernant les segmentations de l'histoire, ils apprennent que l'école des Annales mobilise particulièrement les écrits savants d'une mondialisation centrée sur l'Atlantique culminant au xix^e siècle avec le développement des voies de communication routières, ferroviaires, maritimes, fluviales. Mais la genèse du « doux commerce » (selon la formule de Charles-Louis de Montesquieu), dont celui des idées et constructions théoriques entre l'Europe et les Amériques, est plus lointaine, fondant la mondialisation. Une première expression de cette dimension s'organise déjà autour de la Méditerranée dès l'Empire romain. De son côté, le Canadien Gaëtan Tremblay renvoie l'origine de l'internationalisation de l'information et de la communication, en tant que culture et formalisation conceptuelle, aux époques aussi bien des conquêtes d'Alexandre Le Grand, de l'expansion de l'Empire romain, de la mise en œuvre de l'Empire byzantin, chacune stimulée par la création et l'entretien de réseaux de transport et de communication terrestres et maritimes de grande ampleur.

Mais dans son traité d'*International Communication* depuis l'Université baptiste de Hong Kong, Daya Kishan Thussu (2017 : 65-70) fait remonter l'étude académique des interactions intellectuelles entre la Chine et l'Inde au vii^e siècle. L'époque voit de grands érudits chinois, dont Hiuen Tsang, s'arrêter à Nalanda en Inde pour échanger sur

le droit, la philosophie, la politique. Le rappel oblige à « inclure les communications entre cultures et pays non européens », dans ce que l'auteur appelle « l'histoire planétaire des communications ». De son côté, le sociologue français Francis Balle commence son tableau chronologique de l'étude des techniques d'impression à l'année 620 du calendrier chrétien (premiers journaux officiels en Chine), puis en ponctue les séquences avec les années 828 (réalisation du premier livre, en Chine), 950 (gravure en relief des œuvres de Confucius), 1038 (invention de la typographie par Pi Shang, soit quelque quatre cents ans avant Gutenberg !).

S'il s'agit maintenant de procéder à la datation précise de *communication internationale* en tant que revendication d'un champ scientifique spécifique, voire d'une composante académique, les cartes se différencient à nouveau du territoire. Pointant les premières conceptualisations de la *communication internationale* autour du rapport de la technique au social, le curseur rétrospectif part de la première moitié du xx^e siècle avec l'irruption de *l'homme-téléspectateur*. Le rétroplanning renvoie ensuite au xviii^e siècle, lorsqu'avec l'invention du télégraphe optique en 1791, les premières transmissions de messages se présentent déjà porteuses de la promesse communicationnelle des discours théoriques (Mattelart, 1995). Mais Pierre Musso (2003) fait remonter à l'Antiquité gréco-latine la formalisation de théories des réseaux qui étendent la pensée communicationnelle à la surface de la planète, c'est-à-dire au moment où la représentation scientifique se structure verticalement autour du symbole de l'arbre à partir de la vision biophysique de la *méthis* grecque, avant de s'allonger horizontalement avec le réseau au sens biopolitique au xviii^e siècle, puis biotechnologique.

Par dépit, certains renoncent à toute datation de cette activité scientifique. Déjà, sans même lui adjoindre l'adjectif « international », *communication* pose problème pour sa reconnaissance disciplinaire, réduite au rang de fétiche de l'imaginaire social, comme nous l'avons déjà mentionné pour la France en 1993. Quand, de retour des États-Unis, Yves Winkin (1996 : 87) entreprend de dessiner les contours d'une anthropologie de la communication, l'auteur témoigne lui aussi de ses difficultés à en marquer l'origine « car on voit de la communication partout ». Dominique Wolton l'exprime à son tour, rappelant combien le processus est profondément ambivalent, profondément ambigu.

Si *communication internationale* pose ainsi autant de difficultés chez les auteurs, obligeant du coup à exclure la formulation du rang de concept, l'analyse sémiologique se révèle peut-être une dernière ressource, qui se tourne cette fois du côté des discours d'acteurs pour en vérifier la résonance sociétale. Un premier repérage, impressionniste, offre déjà le constat d'une appropriation terminologique contemporaine beaucoup plus régulière – systématique même – chez les acteurs, comme si désormais naturalisée dans la sphère publique, l'appellation, non contrôlée, pouvait s'y déployer, totalement débridée.

Des terrains d'application débridés chez les acteurs

On ne peut pas ne pas communiquer.

Paul WATZLAWICK

Les applications de la référence à la communication internationale se révèlent effectivement beaucoup plus généreuses dans les convocations des acteurs, lesquels éprouvent à l'envi l'élasticité de l'appellation, à prétention objectivante, pour servir leurs propres jeux d'imposition du sens au sein du corps social¹.

La communication internationale se présente d'abord mobilisée par les organisations internationales. Les répertoires d'attribution des champs de compétence y témoignent d'une tendance à l'élargissement des enjeux.

2.1. Des attributions significatives de l'élargissement des enjeux aux Nations unies

La première agence spécialisée du système des Nations unies à questionner la communication internationale est l'Union internationale des télécommunications (UIT). L'agence reprend le cadre créé en 1865 pour faciliter la connectivité internationale des réseaux et attribuer les fréquences radioélectriques dans le monde entier.

1 Déchue de son statut de concept, la *communication internationale* (en caractères italiques) retombe pour nous au rang trivial de la communication internationale (en caractères standard).

Ce premier jalon témoigne de la priorité ensuite de cette prise en charge de la communication au sortir de la Seconde Guerre mondiale, par le nouveau système d'organisation supranationale.

L'UNESCO en devient l'arène principale, au moins jusqu'aux années quatre-vingt.

2.1.1. *Un territoire de compétences arrachées par l'UNESCO*

L'UNESCO s'empare d'abord de l'expression communication internationale pour la mise en œuvre de nomenclatures à vocation classificatoire, concernant les activités de l'homme dans ses expressions culturelles (Castro, 2007). Au-delà des modalités de distinction des objets ainsi rencontrés, la désignation entend signifier la dimension *supra* nationale des enjeux communicationnels. Une conception kantienne inspire l'agence spécialisée des Nations unies, lui conférant la légitimité à traiter de certains domaines, délestée des calculs politiques à l'origine de l'effondrement de la Société des Nations. L'acte constitutionnel de l'UNESCO affiche pour ambition de définir un espace d'échanges au-delà de la puissance, quand la température politique viendrait à se réchauffer dangereusement entre représentants des États.

À l'origine, l'agence spécialisée des Nations unies est investie dans les domaines de la *Culture*, des *Sciences* et de l'*Éducation*, dont témoignent les attributions reconnues aux directions générales adjointes dans les organigrammes. L'UNESCO n'hésite pas à élargir le périmètre de ses interventions sur le terrain de certains enjeux de communication internationale, que lui ouvre déjà l'élaboration de ses premiers programmes de formation au journalisme. Le questionnement se pose alors des légitimités d'intervention entre, d'une part, souveraineté nationale des politiques de communication et, d'autre part, champs et objets de la communication internationale relevant de la vocation des institutions du système des Nations unies. Le débat est rapidement étendu aux pays d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique avec leur admission à l'ONU.

La tension relative aux enjeux globaux de la communication investit alors pleinement l'UNESCO. Elle se manifeste brutalement au milieu des années soixante-dix avec la prise en charge des questionnements liés à l'inégale répartition des moyens de diffusion et de la circulation, comme du traitement, « à sens unique », de l'information médiatique à l'échelle mondiale. Il apparaît alors... « [...] que l'autodétermination dans les domaines politique, social, économique

et culturelle, et que la souveraineté nationale, l'identité culturelle, l'économie nationale et même la sécurité nationale [...] sont menacées par la communication internationale » (Missè, 2000).

L'UNESCO convoque ainsi une Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication sous la présidence de l'Irlandais Sean McBride, avec pour mission de traiter des enjeux exprimés par la revendication des représentants des pays non-alignés pour un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » (McBride, 1980).

Traduisant ainsi un enjeu majeur, la référence à la communication internationale rencontre bientôt une nouvelle correspondance avec la proclamation d'une « société de la communication », particulièrement englobante.

2.1.2. *La proclamation d'une « société de la communication » relayée par les Nations unies*

L'avènement annoncé d'une « société de la communication » fait l'objet d'un sommet mondial, organisé en deux temps, à Genève en 2003 et Tunis en 2005, par l'Union internationale des télécommunications (UIT). Plus récemment, c'est le discours de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui provoque le débat autour des enjeux de sécurité sanitaire nationale et fait surgir les opportunités et menaces de la communication internationale autour des pandémies : Ebola, H1N1 ou COVID-19 (Cabedoche et Ngono, 2023). Le répertoire terminologique infiltre « global » comme adjectif lié désormais au couple *santé/communication*, en vue de pallier l'absence cruelle d'information et de moyens dont témoignent certains États membres.

La visibilité de ces disparités de communication transparait particulièrement à l'époque contemporaine. Mais pas plus la référence à un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » que l'appellation « Société de l'information » ne réussissent à s'imposer du côté des institutions académiques.

Pour ce qui est du constat avéré des inégalités de traitement et des rapports de domination révélés par la circulation inégale de l'information à la surface du globe, la revendication décosue s'enlise très rapidement, bientôt mise sous séquestre avant de s'effacer du référentiel des Nations unies (Cabedoche, 2011a). Les États-Unis jouent un rôle majeur en ce sens, dont le combat est constant contre un multilatéralisme, de fait constamment rediscuté. Le traitement des

questions structurelles de la communication internationale se déplace alors significativement, quittant l'agenda de l'UNESCO pour s'inscrire à ceux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou de l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Quant à ladite « Société de l'information », l'UNESCO en conserve l'appellation pour désigner une de ses divisions fonctionnelles dans son organigramme. Mais les critiques stigmatisent ces usages inattentifs et intempestifs du vocabulaire, eu égard au technicisme de formulations ainsi naturalisées. Que les organisations internationales en programment le thème sans même la précaution d'un point d'interrogation, et la levée de boucliers se manifeste immédiate au sein des académies ! Depuis la France, le Burkina Faso, le Canada..., respectivement Yves Jeanneret, Serge Balima, Gaëtan Tremblay s'en offusquent, dans les mêmes termes.

Traiter de la communication des organisations supranationales, c'est aussi évoquer le rôle que jouent de nombreux opérateurs supranationaux à l'échelle régionale, comme l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), à l'origine de la création du Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM). Les autorités de régulation de l'Afrique de l'Ouest et centrale sont ainsi encouragées à la promotion des expressions culturelles dans les espaces publics correspondant à leur rayonnement, dans le cadre de la convention de l'UNESCO de 2005. Au même niveau régional, il peut encore être fait état du rôle de l'Institut Panos en Afrique, ou des fondations allemandes Konrad-Adenauer et Friedrich-Ebert-Stiftung.

Des interpellations terminologiques nouvelles s'infiltrèrent, associées à la communication internationale. Issus de consensus d'autant plus généreux qu'ils se révèlent ambigus au niveau des déclarations et conventions onusiennes, *Patrimoine mondial de l'Humanité* et *Diversité culturelle* se diluent dans le référentiel des structures privées. La communication internationale, qui intègre ce dernier à son répertoire, témoigne tout autant de la vigueur économique que de la sensibilité *a priori* sociétale de ces entreprises privées, portées par le discours managérial (Cabedoche, 2021c).

2.2. Un certificat de « bonne santé économique » dans le référentiel des entreprises

Pour le monde de l'économie et des organisations marchandes et financières, les enjeux de la communication internationale

justifient l'établissement systématique de baromètres annuels, lesquels témoignent de la notoriété des entreprises par le seul affichage de leur présence au-delà de leur territoire opérationnel originel. À en croire certains de ces classements, les entreprises présentes à l'international sont plus performantes que celles qui se présentent étriquées sur un marché national. Marquage de l'*e-identité*, leur communication désormais numérisée doit refléter ce déploiement international. L'indicateur pèserait ainsi à 80 % sur l'image et la notoriété.

2.2.1. *Une connotation recherchée, entre « communication pour le développement » et « responsabilité sociale des entreprises »*

Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) de Genève et Tunis en 2003 et 2005 marque un tournant fondamental par rapport aux sommets précédents dont les États sont les acteurs majeurs : il réunit désormais les entreprises privées transnationales pour édifier la nouvelle « société de l'information », à dimension humaine, sociale, inclusive. Celles-ci sont ainsi consacrées en tant que catalyseur performant de développement, à partir des technologies de l'information et de la communication. Elles en font déjà un usage exercé pour l'atteinte de leurs propres objectifs économiques. Il s'agit maintenant d'étendre celui-ci au profit de leur environnement, dans le sens bien compris de leur « responsabilité sociale » (Toumi et Youssoufi, 2018).

De nombreuses agences de communication exploitent le filon. Elles proposent à leurs prospects et clients d'externaliser certaines servitudes de la communication internationale, dont elles assurent être les partenaires idéales pour les organisations privées à la « conquête du monde ». Les tableaux managériaux sont généreusement affichés, traduisant les avancées de ces opérateurs économiques privés multinationaux, qui s'enorgueillissent d'hybrider les cultures rassemblées sous leur autorité (Hotier, 1996). Dans les profils de postes ouverts au recrutement, la communication internationale dispose les atouts concurrentiels survalorisés des qualifications professionnelles requises pour la mobilité sans frontières, mondialisation oblige. Ceux-ci renvoient à des niveaux de compétence linguistique consacrés par des indicateurs, tel que le *Test of English for International Communication* conçu depuis les États-Unis. La question se pose alors de la domination des espaces par une *lingua franca*, ainsi portée par les injonctions à la communication internationale.

Lingua franca et rapports de force

L'Antiquité résonne déjà des atouts d'une langue d'échange avec le latin. Le projet est impérialiste. Mais il se présente d'une autre nature que la portée déculturatrice, consacrée par les impérialismes suivants. Par exemple, dans le discours de Napoléon III valorisant la « latinité », la référence consacre un « produit d'exportation équivoque », conçu en vue d'endiguer la montée des nations protestantes et de la « race anglo-saxonne », en même temps que le déclin européen (Martinière, 1982, p. 27-29).

Dans tous les cas, l'enjeu d'une *lingua franca* se situe loin du niveau de tensions et de rapports de force de l'*économie-monde* contemporaine, analysée par Immanuel Wallerstein (1976) : la menace aujourd'hui est réelle d'une domination économique-politique, socio-culturelle, financière, voire scientifique (Thussu, 2019, p. 153-155), écrasante pour l'équilibre des sociétés humaines et le développement des êtres qui les composent. Avec l'anglais, la *lingua franca* contemporaine correspond à la pratique « naturelle » d'écoles de pensée et de milieux d'affaires anglo-saxons déjà hégémoniques, servis par l'internationale publicitaire (Mattelart, 1992b). Ces cercles de *business* hors frontières instrumentalisent ainsi les injonctions à la communication internationale, autour de la pratique linguistique servant au mieux leurs intérêts, dans une arène si étendue qu'aucune entité politique nationale ne pourra plus en contrôler les hégémonies.

Par ailleurs, autour d'une référence idéale et métaphysique au « mieux-vivre ensemble planétaire », l'injonction à la diversité linguistique comme à la responsabilité sociale des entreprises réduit parfois le questionnement de la communication internationale aux seuls enjeux désocialisés, anthropologiques, linguistiques, culturels... Constatant à regret cette diversion, Ndiaga Loum juge que la communication internationale correspond à un processus obéissant d'abord aux intérêts des industries hégémoniques : « [...] une sorte de technologie du social qui vise à construire une subjectivité compatible avec le marché capitaliste » (Loum, 2017).

Lorsqu'ils entendent faire contrepoids à ces logiques idéologico-linguistiques dominantes, les déclaratifs des opérateurs régionaux n'ouvrent pas réellement à la lecture explicative – pourtant attendue – des mécanismes économiques et financiers ainsi irrigués par la *lingua franca* contemporaine. Les oppositions en sont fragiles : débarrassé de

son universalisme colonial incarné, le répertoire critique des acteurs de la francophonie contemporaine ne va guère au-delà de la promotion d'un « pluralisme culturel alternatif », et d'un nouvel ordre géopolitique ouvert sur la diversité, le dialogue, la paix, l'aide au développement, etc., particulièrement discret quant aux logiques d'acteurs (Mattelart, A., 2005 ; Mattelart, T., 2009).

Sur un tout autre plan, dans les nomenclatures des acteurs des industries culturelles, la bannière de la communication internationale distingue encore ceux des producteurs et des diffuseurs d'information médiatique qui, opérant à des échelles *macro*, traitent de données à vocation planétaire. Cependant, le terrain apparaît aussitôt miné : si, du point de vue de l'organisation médiatique, aucune difficulté ne semble se présenter à se reconnaître « groupe international de communication », l'expression « communication » écorche particulièrement les sensibilités journalistiques, qui lui préfèrent l'expression « information internationale ».

Communication internationale et industries de l'information

L'enjeu est d'abord réduit au questionnement du pluralisme médiatique, lié à la faillite du modèle économique qui, jusque-là – *via* le principe de la double rétribution par le consommateur et par l'annonceur – assure la pérennité des entreprises de presse indépendantes avec la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les pays occidentaux. La défection de la ressource financière des abonnés et acheteurs au numéro ajoutée à celle des annonceurs avec l'*informationnalisation* croissante, en marche dès la fin du xx^e siècle et accélérée avec l'accès numérisé à l'information supposée « gratuite », rompent les équilibres économiques des organisations médiatiques.

La théorisation contemporaine des industries culturelles invite à en décrypter les enjeux multiples. En ces temps de crise du modèle *éditorial* qui caractérise la presse écrite à ses débuts au profit du modèle de *flot*, lequel voit l'annonceur se transformer en bailleur véritable et le public en produit (Miège, 2000a, p. 40-46), les instances rédactionnelles interrogent peu la signification d'une inflexion positive de la courbe des résultats économiques de leur support médiatique : le résultat est surtout lu comme une garantie de pérennisation de leur titre d'information, quand bien même celle-ci passe par la financiarisation du

groupe supranational de communication qui les englobe, aux dépens du pluralisme des contenus.

Lors des assises réunissant les professionnels de l'information, le débat circonscrit souvent les enjeux au seul niveau de l'éthique, déconnecté des facteurs organisationnels et des rapports de pouvoir caractérisant ces groupes. Ignorante des processus de co-construction de l'information, cette désocialisation de la réflexion invite *a contrario* la recherche scientifique à dépasser la seule analyse sémio-descriptive, peu signifiante dans sa centration sur le texte. Le relevé des *fake news*, approximations, stéréotypes, oblige à interpellier la dimension épistémologique des options, au moment du choix des méthodes d'analyse des contenus médiatiques et d'enquête sur leur production.

La tension se prolonge avec la définition des enseignements au journalisme, censés répondre à la fois aux critères de la reconnaissance académique et aux injonctions des commissions paritaires de la reconnaissance « professionnelle » des formations. En France, les référentiels de compétence proposés par les écoles de journalisme ainsi reconnues, publiques et privées, portent la trace de ces rapports de force, tout en adossant les contenus des enseignements à la recherche scientifique afin d'élargir les reconnaissances. Mais ces rapprochements ne dissipent pas le sentiment d'incomplétude quant à la prise en compte des enjeux portés par la recherche académique (Miège, 2007 ; Cabedoche, 2014a, 2016b et 2016c).

Dans ce contexte, le politique ne sait pas toujours jouer de l'arbitrage de sa propre communication pour assurer la perception des enjeux obscurcis par une référence débridée à la communication internationale. Au plus haut niveau de la fonction publique, l'expression se présente même avec la neutralité d'une spécificité de l'expertise politique, quand les chefs d'État s'entourent de « conseillers en communication internationale ». Mais la résonance se révèle souvent plus partisane que technique, insécurisante pour l'acteur économique déjà inquiet de l'état d'instabilité des marchés mondiaux.

2.2.2. *Une combinaison politico-économique embrouillée par la communication partisane*

Armés de leur préoccupation éthique et sociétale, les décideurs politiques dissuadent volontiers le *garbage*, cette non-qualité des écritures journalistiques qui autorise les connotations xénophobes des éditoriaux et autres commentaires discriminants dans les grands médias.

Mais le contrôle social est tapi derrière les légitimités affichées de la régulation publique.

Par exemple dans les années quatre-vingt-dix, les télévisions privées en Afrique sont encouragées à s'investir, pour ouvrir l'audio-visuel à la diversité des expressions et stimuler par la concurrence le passage d'une télévision d'État à une télévision de service public. Mais ces acteurs médiatiques privés restent parfois prisonniers d'une autorisation administrative laxiste au moment de leur lancement. *A priori* bienveillante, cette tolérance est susceptible à tout instant de se refermer rétroactivement contre ceux qui, par exemple, relaièrent une parole diasporique dissidente. L'instabilité consécutive explique, pour une part, l'état de délabrement économique de certaines de ces télévisions africaines aujourd'hui (Ngono, 2020). Parallèlement, des médias transnationaux peu regardants comme Radio Chine Internationale avancent leurs pions, accueillant sans restriction le discours autochtone du pouvoir politique en place dans les territoires africains investis par ce *soft power*, tandis que le *hard power* russe s'y nourrit des « entreprises d'influence » d'Evgueni Prigojine (Audinet, 2021, p. 43-55).

Par ailleurs, la référence à la communication internationale désigne les choix économiques auxquels procèdent les acteurs de l'État. Pour rappel, en relançant une stratégie d'influence essoufflée par la référence trop agressive à la « guerre psychologique », les États-Unis servent aussi les intérêts bien compris de leurs entreprises sur les marchés mondiaux.

Le soutien aux industries de la culture et de la communication s'exerce dans la même confusion de l'action publique aujourd'hui. Promouvoir hors frontières ses propres industries constitue une opportunité de reconstruction de l'image dégradée du dirigeant politique infréquentable, en même temps que de diversification des ressources financières du pays, dans le contexte par exemple d'une rente pétrolière en bout de course : la *Vision Arabie saoudite 2030* du prince Mohammed Ben Salmane répond à cet art de faire, que nous avons analysé avec Hédi Khelil (2019). À l'opposé, d'autres autorités publiques ne se reconnaissent plus la capacité, voire la volonté de soutenir une industrie culturelle cinématographique, il y a peu encore, rayonnante à l'international, par exemple depuis Ouagadougou (Cabedoche, Cartellier et Holubowicz, 2021).

À ces versatilités des combinaisons entre pouvoirs économiques et politiques sur fond de mondialisation de la communication, la

Chine de Xi Jinping ajoute l'arrière-plan de son « socialisme de marché », pour engager la reprise en main de plateformes numériques chinoises, appelées à la redistribution sociale nationale au nom de la « prospérité commune ». Ailleurs, d'autres stratégies politiques de recentrement sur le territoire national se présentent, de tout autre nature, porteuses en Europe centrale des discours d'excommunication politique ultranationalistes et illibéraux, dont l'immigration constitue le catalyseur répulsif multicausal (Holubowicz, 2021).

Pour des pouvoirs politiques musclés, la communication peut encore être seulement mobilisée pour rassurer un environnement économique et boursier international, apeuré par l'incertitude des déstabilisations politiques. Aujourd'hui, une société de conseil canadienne travaille à reconstruire une image respectable hors frontières, au service de la junte militaire au pouvoir en Birmanie après le coup d'État de février 2021. Ailleurs encore, l'effet d'annonce joue dans les intitulés de postes ministériels, comme « ministre en charge de la Communication internationale » : la jeune « révolution du jasmin » en Tunisie affiche ainsi l'ouverture de sa nouvelle équipe ministérielle, vis-à-vis d'un environnement inquiet de son évolution.

Ainsi, les acteurs politiques et économiques se croisent dans des stratégies relevant d'une *love-hate relationship*, sans que les finalités nationales et hors frontières ne soient toujours clairement exposées dans leur communication respective, souvent à double, voire à triple bande. De leur côté, après avoir été distancés, les corps intermédiaires contribuent désormais à conforter le référentiel de la communication internationale.

2.3. Une appropriation stratégique par les corps intermédiaires associatifs et syndicaux

« Institutions de l'interaction », les corps intermédiaires témoignent aujourd'hui d'une capacité de réappropriation innovante par leur *agir communicationnel* et *stratégique* hors frontières. Les associations s'y présentent cependant tendues entre, d'une part, le devoir de fidélité par rapport aux valeurs sur lesquelles s'est construit leur objet social et, d'autre part, l'impératif d'affichage public de ces mêmes valeurs, pour entraîner l'adhésion et ne pas se laisser submerger par les concurrences multiples de la communication persuasive. John Dewey (1938) parle déjà de « trouble » pour désigner ces tensions.

2.3.1. *Un rayonnement associatif agité par le « trouble »*

D'abord timorés, les acteurs associatifs se mettent rapidement au diapason pour élaborer de puissantes stratégies de pénétration communicationnelle des espaces supranationaux. Leur image désuète est ainsi reléguée, qui réduit d'abord la représentation argumentative des organisations humanitaires aux appels aux dons et à l'affichage provocateur de leur idéal compassionnel, sur fond d'images d'enfants émaciés. L'évolution désigne par exemple aussi bien l'Organisation non gouvernementale canadienne Vision mondiale (Agbobli, 2018) que le magazine français *Croissance des Jeunes Nations*, référence de nombreuses associations humanitaires à l'international (Cabedoche, 1990).

Ces structures associatives savent compenser la faiblesse de leurs ressources financières par une effervescence communicationnelle, démultipliée par l'enthousiasme des volontés adhérentes bénévoles. Des opérations de *benchmarking* se constituent dans l'observation des pratiques communicationnelles des organisations marchandes, tandis que des réseaux commerciaux de proximité, dits « alternatifs », s'organisent, à l'instar des Amis de la Terre. Ces structures associatives savent activer les ressorts de la confiance, tirant tous les enseignements de l'école de Palo Alto, initiant des démarches de plus en plus inclusives, et mobilisant toutes les ressources communicationnelles disponibles, numériques comprises.

La communication de Greenpeace est à ce titre exemplaire (Dacheux, 1997 ; Derville, 1997), après un premier écho médiatique mondial inédit lors d'une intervention en zodiac en 1971 contre les projets de relance des essais atomiques des États-Unis, alors première puissance mondiale. Partie du Canada, Greenpeace se déploie bientôt au-delà du continent. L'association entretient alors le répertoire d'actions nées de *l'agitprop* des activistes de mai 1968. Elle se nourrit d'un maillage activiste bénévole serré des territoires et d'une instruction pugnace des dossiers dans le long terme. Elle offre l'information aux victimes spoliées par les cupidités des puissants, jusqu'à accompagner celles-ci devant les tribunaux internationaux. Enfin, elle adapte ses dispositifs communicationnels en considérant les particularités d'interlocuteurs prioritairement ciblés, notamment les journalistes (Cabedoche, 2003, p. 83-89). Les résultats invitent à parler d'une « expropriation progressive », quand les propriétaires d'un problème public – au sens défini par Joseph Gusfield (1980) – se

retrouvent ainsi délogés de leur statut de définisseur premier (*primary definer*) par ceux qui, à leur tour, parviennent grâce à leur habileté communicationnelle à bénéficier d'un accès « routinier » aux médias.

L'activité communicationnelle des associations sur la scène mondiale réussit aujourd'hui à bousculer les agendas diplomatiques et à interférer dans la communication politique internationale des États. Elle dispute les imaginaires sociaux disposés autour de la responsabilité sociale des entreprises par des organisations privées peu scrupuleuses comme la Shell Oil Company, confondue par Amnesty International pour sa négligence dans le détroit du Niger (Errecart, 2018). Cet activisme communicationnel peut générer la reconnaissance supranationale : nommé pour le prix Nobel de la Paix, Greenpeace jouit aujourd'hui du statut envié d'observateur auprès des Nations unies, pour son rôle d'alerte en matière de protection de l'environnement.

Pour autant, la tension, à l'origine des attermolements des associatifs à s'engager dans le champ de la communication mondialisée, peut ressurgir et provoquer ce fameux « trouble », défini par John Dewey. La perception s'accroît alors des décalages entre d'une part les idéaux de la solidarité internationale et d'autre part les compromis de la communication et résultats de l'action. Avant son déploiement hors du Canada, Greenpeace vit cette tension entropique, réglée par le divorce entre ses co-fondateurs, autour de la priorité de l'action pour les uns, de la communication pour les autres.

Le trouble apparaît encore quand le *benchmarking*, pratiqué sans états d'âme sur la scène internationale, est jugé pervers, par trop décalqué des normes communicationnelles et managériales des organisations capitalistes, ou disposant en interne l'emprise des communicants sur les militants. La mondialisation anesthésie alors la conscience politique de l'écologie au profit de son *agir stratégique*.

D'autres troubles déstabilisent davantage l'ONG associative. Fait social total, le comportement délictueux de l'association caritative l'Arche de Zoé, révélé en 2007, provoque une onde de choc au sein du milieu associatif humanitaire, après condamnation judiciaire pour tentative d'enlèvement d'enfants depuis la Centrafrique, sous le couvert d'animation d'une filière d'adoptions extraterritoriales. À Haïti encore, la « coopération de substitution » des *Private Voluntary Organizations*, principalement états-uniennes, se substitue dans la gestion de l'aide internationale à un État national corrompu et installe le pays dans une dépendance qui vaut à ce dernier l'appellation de « République d'ONG ». En Inde, le refus de toute aide internationale

lors du tsunami de 2004 oblige à l'interrogation de ces actions « d'aide et de développement ». Car les appels appuyés quant à la noblesse de la cause masquent parfois des stratégies principalement mues par la captation de subsides provenant des fonds internationaux, dans le cadre hautement concurrentiel de la demande humanitaire. La maîtrise des technologies de l'information et de la communication y constitue alors un facteur de distinction plus efficace que l'évaluation des besoins réels. Dans d'autres cas, le trouble naît de pratiques relevant d'un nouveau « colonialisme vert », dont l'idéologie érige l'Afrique en éden mythique, composé de panoramas, faunes et flores originelles à protéger, au détriment parfois des populations locales.

À côté de ces associations, d'autres corps intermédiaires redessinent les lettres d'or de la communication internationale, non sans quelques paradoxes également. Les syndicats professionnels en connaissent le coût, pour avoir d'abord loupé le coche.

2.3.2. *Des syndicats en recherche de représentativité via la communication internationale*

Cherchant à enrayer le déclin de leur représentativité nationale, les organisations syndicales européennes jouent elles aussi la carte de la communication internationale. Certaines intègrent les tactiques de *l'organizing* dans le répertoire de leurs actions collectives, comme IG Metall en Allemagne. Mais au-delà de postures historico-culturelles où, dans ce pays, le syndicat s'associe à la gestion économique de l'organisation privée à la différence de la France et de l'Italie, la difficulté à se maintenir en tant que partenaires sociaux ouvre les centrales à l'espoir d'une occasion nouvelle de reconnaissance sociétale, *via* la communication. Les ressorts de cette communication syndicale sont plus complexes que la caricature dessinée par les opposants et certains usagers des services publics, fatigués des perturbations provoquées par les modes traditionnels de l'action syndicale sur le terrain des transports (Olivesi, 2012).

Par exemple, provoqués par les efforts d'adaptation des entreprises à la mondialisation, les syndicats se révèlent parfois aphones, d'abord incapables de structurer la lutte face aux épisodes de suicides au travail, au début du nouveau millénaire. En ces temps de compliance face à la souffrance, ce sont les médias, et non ces instances de protection et de défense des travailleurs qui, les premiers, relient les drames humains aux formes nouvelles du *washing management*

(gestion brutale des ressources humaines), justifié pour répondre aux enjeux mondiaux. France Télécom devient ainsi le symbole du harcèlement au travail, porté jusque dans les titres de presse du Sud-Est asiatique (Alemanno et Cabedoche, 2011b).

Ailleurs, cette communication internationale offre au contraire la chance du renouveau syndical. La Tunisie en fournit l'exemple en ce « printemps arabe », au cours duquel, aux côtés des avocats, chercheurs, étudiants, professionnels de la santé, mouvements de femmes..., les syndicats jouent un rôle certain, bien que minimisé par des médias internationaux arc-boutés aux pseudoconcepts de « révolution Facebook » et « révolution Twitter » :

La révolution en Tunisie [...] se présente comme une combinaison originale de mobilisations. L'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi a été rapidement relayée par toutes les composantes multiples de ce mouvement : une jeunesse diplômée sans emploi, culturellement très avancée [...], l'utilisation d'Internet [...] développée dès le début des années 1990, et différentes techniques d'anonymisation [...] Des syndicats, qui avaient déclenché des luttes considérables dès 1978 [...] et [qui] en 1981, ont joué un grand rôle. Ces luttes, renouvelées en 2008 dans les bassins miniers de Redeyef ou de Gafsa, ont formé des cadres syndicalistes de très haut niveau, capables de développer un projet pour le pays. (Brun, 2011, p. 22-25)

Le répertoire des déclencheurs ayant conduit au départ du président Zine el-Abidine Ben Ali intègre un récit, reconstitué moins d'une heure après le décès du jeune martyr Bouazizi par une représentation syndicale locale, jusque-là sans influence majeure. Responsable syndical de Sidi Bouzid, Lamine al-Bouazizi reconnaît avoir disposé les éléments nécessaires, certains fictifs, pour que la photographie de l'immolation et son récit construisent la légende et rejaillissent positivement sur le syndicat, *via* sa reprise médiatique au-delà des frontières (Robert Baduel, 2013).

Ailleurs enfin, les concurrences syndicales s'exercent également à ces jeux communicationnels hors frontières : au Japon, le syndicat Zenrōkyō porte ainsi témoignage en 2003 auprès de ses homologues syndicaux français contre le coopérationnisme du Zenyu, puis du syndicat Zentei inscrit dans le même *statu quo* combattu.

D'autres corps intermédiaires encore investissent la communication dite internationale : les religions, par exemple, constituent un défi nouveau pour les diplomaties (Lacorne, Vaïsse et Willaime, 2014). Mais elles aussi témoignent de positionnements contradictoires, que l'analyse concerne l'implication des instances représentatives des différents cultes ou les pratiques des croyants.

Le terrain est particulièrement encombré, autour de la confusion des registres religion/politique/communication, à laquelle de nombreux acteurs ont intérêt. L'idée germe, surtout depuis septembre 2001, d'un « choc » des civilisations et des cultures, lié à la mise en visibilité nouvelle et parfois radicale de certaines expressions religieuses au-delà des frontières.

2.4. Une tension palpable entre valeurs spirituelles et pratiques communicationnelles

Certains font de la communauté juive le prototype même de la communication diasporique, renvoyant la référence à l'exil à Babylone, à la suite de la destruction de Jérusalem et de son temple en 586 avant Jésus-Christ. Deux critères sont en effet réunis pour cette distinction : la dispersion d'un lieu d'origine, souvent traumatique ; l'entretien d'une histoire autour d'un destin commun (Cohen, 1997, p. 26). Aujourd'hui, l'Alliance israélite universelle (AIU) est reconnue comme la première organisation civile à base confessionnelle à s'être institutionnellement investie dans des actions communicationnelles structurées au-delà des frontières, dès le milieu du XIX^e siècle.

2.4.1. Le resserrement des communautés juives autour des réseaux et des médias

Fondée en 1860, l'AIU constitue le premier organisme transnational d'aide aux juifs opprimés. L'Alliance s'organise depuis la France en un vaste réseau qui s'étend bientôt du Maroc à l'Iran, principalement dans des pays musulmans où les minorités non musulmanes peuvent souffrir d'ostracisme.

Cette structuration autorise une implantation rapide hors frontières par le biais des comités locaux et régionaux. Chargées de susciter de nouvelles adhésions individuelles et de retourner le produit des souscriptions, ces cellules de terrain remontent aussi des informations détaillées sur la situation des juifs. Elles jouent un rôle d'alerte

en cas d'incidents et interviennent auprès des autorités lorsque la situation dégénère, voire auprès des médias internationaux et des instances juridiques supranationales. Justifiée par les nécessités de terrain, cette communication internationale constitue pour certains « l'entrée du judaïsme dans la modernité » (Assan, 2017) : c'est précisément pour pallier l'immobilisme en France du Consistoire central du judaïsme que l'Alliance s'est mise en place, pour porter son message hors frontières.

À la fin du xx^e siècle en France cependant, la communauté juive se présentant disparate, dispersée et diffuse, les médias « juifs » agissent sur les membres pour rester dans le groupe. Le lien s'explique par le désir d'un substitut à une cohésion qui, dans un passé récent, rassemble encore les communautés juives autour de la religion, de la tradition et du consensus sur les valeurs et les pratiques. Désormais, l'État d'Israël représente l'axe majeur, et souvent unique, de ce rapport au journal, sinon au groupe (Addi-Jeandie, 1982).

Aujourd'hui, les discours des médias généralistes, les dispositifs de débats publics et d'archivage de l'histoire audiovisuelle comme les productions cinématographiques traitant de la Shoah, constituent une source particulièrement analysée. Le paradigme testimonial assigne aux médias un rôle de plus en plus central, dans la manière dont les sociétés contemporaines se représentent le passé. Jacques Walter (2005 : 7) analyse ainsi comment les images de témoignages ou les images comme témoignage sont considérées dans l'économie mémorielle de l'événement. En combinant l'analyse du dispositif (micro-niveau), le repérage des interprétations des experts (mésosniveau) et la prise en compte des facteurs sociohistoriques (macroniveau) qui conditionnent l'apparition des témoignages et sont conditionnés par eux, l'auteur interroge la correspondance des strates mémorielles et discursives, et enrichit la lecture de la production médiatique, avec le recul de l'histoire.

Plus largement, la relation se révèle complexe entre la Torah et les médias. Des convergences formelles s'établissent, résultat de l'analyse, *a priori* surprenantes sur trois points : une disposition commune au *storytelling* qui relève de la singularité langagière là où la conceptualisation de la langue devrait plutôt renvoyer le texte biblique à la surface, sans aspérités, du *logos* ; une personnification du questionnement et une disposition des attributs divins autour de Yahveh, qui posent le problème du rapport de l'infini avec le fini ; la désignation d'un peuple singulier (assemblé devant le Sinaï) et d'un

homme particulier (Moïse) ouvrant au questionnement du politique, quand l'Être (le Dieu biblique) concerne tous les hommes.

S'appuyant sur le philosophe Moïse Maïmonide, figure majeure du judaïsme au XIII^e siècle, Shmuel Trigano (2010) explique la nécessité de la narration toranique et du discours des attributs divins : le texte de la Torah devient ainsi plus accessible, dans le sens *obvie* auquel la foule du peuple est assignée. Ainsi, la société des hommes peut être bien gouvernée et dépasser la violence qui lui est naturelle. Mais fondamentalement, le prophète ne peut lui-même céder à ce premier sens, singulier, du discours, comme à l'extériorité et au sensible dont la foule du peuple ne peut s'affranchir. Sa vision n'a en réalité rien de visible, œuvrant plus profondément pour le bien de l'âme, l'amélioration des croyances et la distinction des idées saines. La généralité constitue ainsi le deuxième sens à attribuer à la vision prophétique, dans l'ordre de la nature et du temps, inaccessible à la foule que la connaissance de cette abstraction pulvériserait.

Avec cette lecture de la Torah assignée au premier but, politique, loin de se positionner en philosophes-prophètes, les journalistes, qui ne tiennent leur statut ni à une élection ni à un contrôle démocratique, occupent la place que Moïse Maïmonide leur assigne. Leurs miracles quotidiens, liés aux enjeux de la médiatisation de masse et de la communication politique en démocratie, font qu'ils inventent chaque jour des histoires pour maintenir leur audience. Mais bien qu'installés dans une posture discursive prophétique, ils ne sont pas le prophète. Leurs histoires doivent être sans cesse renouvelées, alors que le niveau allégorique du prophète renvoie à la transcendance immanente, et à la puissance des signes, au-delà de leur matérialité et de leur assignation géopolitique. Ainsi, par cette dimension, le prophète biblique n'est ni un prince, ni un philosophe, encore moins un journaliste, enfermé dans une communication immédiate, fugace, territorialisée, et mythique de la connaissance.

Par contraste, associer christianisme et communication internationale offre moins de repères immédiats.

2.4.2. *Des églises chrétiennes tendues par l'injonction à la communication tous azimuts*

Évoquant sa foi, « Jésus demande à ses apôtres de la répandre dans toutes les nations », participant ainsi d'un acte de communication hors frontières, à vocation évangélique. Protestants (Ekambo, 2018) et

catholiques (Tudesq, 1995), les missionnaires sont ainsi les premiers à introduire des périodiques en langues africaines en direction des autochtones. Associé à la promotion de l'entreprise coloniale, non sans quelques réserves quand le traitement des populations locales se présente inhumain, le contenu accueille le discours de l'Universalisme du siècle des Lumières : prosélyte (le progrès est un bienfait), incarné (le progrès est européen), conquérant (le devoir de civilisation s'impose aux civilisés) (Bénéton, 1975, p. 48).

Mais parler de communication pour qualifier le message fondamental du christianisme peut être vécu de l'intérieur comme vulgaire, sinon blasphématoire. La posture des catholiques se présente la plus paradoxale pour participer de la promotion d'une communication internationale.

Catholicisme et communication de la foi

Assigner « l'Église » à la communication est parfois considéré comme un abaissement de la religion du verbe incarné au travail « d'un service de com' » et, plus « vulgaire encore », à une inscription dans un processus de « communicationnalisation » (marketing) (Douyère, 2016). « Religion du silence de Dieu », le catholicisme porté par le Nouveau Testament ne détaille à aucun moment l'image du Christ, s'il n'en interdit pas la représentation depuis la mise au point du second concile de Nicée au VIII^e siècle. Dans cet esprit pudique, des fidèles constatent, atterrés, la logique communicationnelle qui, dans les années soixante, pousse à « vendre de l'Église » comme un produit de consommation : « [...] voici la société marchande, ivre de consommation publicitaire, prête à contaminer l'Église pour retailler des soutanes blanches ou pourpres plus seyantes, ajuster les mises en pli sous les calottes et *relifter* [le discours] à grand renfort d'accroches et de « promesses produit » (De Prémare, 2009, p. 11-12).

Au même instant cependant, certaines instances catholiques n'ont plus peur de « vendre leur âme au diable », pour mieux porter la parole divine au-delà des frontières (Fath, 2008a), sauf à considérer certains supports comme le cinéma, disqualifié depuis les années vingt pour avoir accueilli des contenus contraires aux valeurs chrétiennes et s'être montré particulièrement « propagateur du vice et du paganisme ». Des postures catholiques témoignent d'implications dans une communication hors frontières (Damome, 2014), justifiée en termes de « pédagogie », « d'éducation » : le temps est venu de

rendre communicable l'espérance portée par chaque catholique, au cœur d'un monde qui croit pouvoir se passer de celle-ci, voire s'en être définitivement affranchi.

Ce temps est précisément celui de l'invitation à l'entrée dans la « modernité », émise par l'école du développement et à l'engagement par l'aide internationale pour accélérer le décollage des sociétés sous-développées. L'impact est retentissant de l'implication publique de Jean XXIII lors du concile *Vatican II* : le rassemblement en 1962 aux plus hauts niveaux de la curie romaine aboutit au décret *Inter Mirifica*, puis à la confirmation du droit à l'information en tant que droit naturel par les lettres encycliques *Popularum Progressio* de Paul VI en 1967, puis *Communio et Progressio* en 1971 (Cabedoche, 1990). L'évolution contribue au sacre de la « société de la communication » au XXI^e siècle, porteur d'un « nouvel humanisme », alors qu'on aurait pu aussi penser que « la rationalité technicisée étendue par la communication, au profit d'un ordre capitaliste et d'une société de la consommation, allait mettre fin à cette idéologie » (Douyère, 2015).

Pour comprendre cette convergence en termes de continuité, les auteurs rappellent que c'est le religieux lui-même qui, il y a bien longtemps et par essence, développe les prémices de cette communication en tant qu'idéal, c'est-à-dire en tant qu'ensemble de pratiques et d'outils imposé au religieux, dans « cet art particulier de produire des signes matériels et sensibles qui préfigurent un immatériel ». Par la production en masse « de livres pieux, d'images, de cantiques, de mots à dire, d'objets de pratique individuelle et collective, de vêtements, de lieux en série... », la religion catholique participe même de la création et du développement d'industries culturelles. L'évolution marque le passage d'un « usage chrétien » des médias à une « théologie de la communication », qui consacrerait l'Homme en devenir, et lui offrirait de réaliser son être, son unité et le salut opéré par Dieu..., avec le coup de pouce des médias et de la communication (Douyère, 2011 et 2015).

Sur un plan plus politique, les analyses communicationnelles étendent la réflexion à l'analyse des jeux d'acteurs, liés à cet investissement communicationnel et sociétal des instances ecclésiastiques. Depuis l'Amérique latine, sont ainsi décryptées les stratégies communicationnelles des autorités religieuses mexicaines pour le contrôle hégémonique de l'espace public, l'activisme des radios communautaires boliviennes sous le parrainage bienveillant de l'Église catholique, les propositions de la « théologie de la libération » depuis le Pérou, etc.

La posture est d'une autre nature chez les protestants. L'autorité accordée à la seule Bible plonge la réflexion dans un véritable débat herméneutique, questionnant tout affichage communicationnel.

Herméneutique protestante et affichage communicationnel

Les Églises anglicanes, luthériennes et réformées se réfèrent à une éthique individuelle de la responsabilité. Rétive à tout magistère et désireuse de laisser l'individu libre de ses choix moraux, cette conception se montre, logiquement, attentive à une mise en tension pour décider du principe de l'action communicationnelle entre, d'une part, la pluralité des morales contenues dans les textes bibliques de référence et, d'autre part, la nécessité de considérer les situations concrètes et spécifiques auxquelles l'individu se retrouve confronté, avant d'arrêter ses propres choix communicationnels. En outre, l'éthique communautaire impose la conformité à l'orthodoxie pour les diverses Églises évangéliques et les courants luthériens et calvinistes. Dans le même temps, des Églises évangéliques politiquement très impliquées, mettent leur puissance financière au service de Donald Trump et Jair Bolsonaro, présidents respectivement aux États-Unis et au Brésil et pareillement attelés, comme Vladimir Poutine, à réécrire l'histoire nationale à leur profit.

Quant aux églises orthodoxes, la préoccupation principale dans les pays de l'ancien bloc soviétique depuis la chute du mur de Berlin s'exprime dans la reconquête de l'espace urbain, au sens de réémergence de pratiques religieuses et d'un renouveau de la foi, longtemps interdits et privés de toute visibilité hors frontières. Jusque-là, l'obtention d'un visa pour les rares « privilégiés » était liée au bon vouloir du ministère des Affaires étrangères et du Comité pour la sécurité de l'État (KGB) (Vidalenc, 2007).

Reconquêtes orthodoxes et visibilité internationale

Au-delà du cas spécifique de l'Église orthodoxe russe, certaines difficultés s'affichent aujourd'hui autour de la relation à définir avec le Conseil œcuménique des Églises, que deux de ses composantes, l'Église géorgienne et l'Église bulgare, ont déjà quitté. Employé au dialogue entre Églises orthodoxes chalcédoniennes et orthodoxes orientales pré-chalcédoniennes, ce Conseil œcuménique des Églises

ne peut plus empêcher la mise en visibilité internationale des tensions qui le caractérisent, depuis sa 6^e Assemblée à Vancouver en 1983 et les réflexions des participants lors de la 7^e Assemblée à Canberra en 1992.

Depuis, des courants orthodoxes intégristes et fondamentalistes se développent dans différentes parties du monde, hostiles à l'œcuménisme considéré comme « l'hérésie du xx^e siècle ». Les critiques s'expriment à l'Est à l'encontre du dialogue interreligieux engagé sous l'ère soviétique, et perçu au service « de la politique étrangère d'un Gouvernement qui professait alors un athéisme militant ». S'y ajoute le pointage du risque de perte de l'identité « dénominationnelle », face à des catholiques vis-à-vis desquels la perception reste bloquée à la mise à sac de Constantinople en 1204 ! Pareil radicalisme est affiché par le groupe des *paléo-calendaristes* grecs et certains éléments de l'Église russe dite « hors frontières », dont le siège est à New York. Leur prêche radical se déploie particulièrement depuis l'ouverture des archives du KGB, à la lecture desquelles les compromissions se révèlent, que certains représentants orthodoxes ont autrefois acceptées, en échange du droit de voyager.

Ainsi, même pour ceux qui n'ont pas connu la persécution de type soviétique, un climat de méfiance s'exprime vis-à-vis du Mouvement œcuménique. L'Assemblée du Conseil œcuménique à Harare en 1998 en témoigne particulièrement, ajoutée à certaines « maladresses » : par exemple à Thessalonique du 29 avril au 2 mai 1998, le patriarche œcuménique Bartholomée 1^{er} adresse ses invitations aux seuls chalcédoniens, oubliés des pré-chalcédoniens. Les médias internationaux retiennent alors principalement les accusations de « mésinformation », réciproquement retournées entre protagonistes. Ils observent parallèlement la revendication des délégations orthodoxes pour une meilleure représentativité au sein d'un Conseil œcuménique aujourd'hui dans l'impasse, s'agissant du rétablissement de l'unité visible des chrétiens « pour le salut du monde » (Lossky, 2001). La tension est aujourd'hui exacerbée entre Russes et Ukrainiens, frères en principe dans l'orthodoxie, mais dont le récit fondamental est âprement discuté. C'est en effet sur le territoire actuel de l'Ukraine que la première Russie, dite « kiévienne », a vu politiquement le jour, avec la conversion de Vladimir 1^{er} au christianisme byzantin en 988. Aujourd'hui, un clergé ukrainien, indépendant à la faveur de l'autocéphalie obtenue en 2018 et représenté par le père Nikolaï Danilevitch, entend se démarquer du Patriarcat de Moscou : le chef spirituel de ce dernier, le patriarche Kirill de Moscou (Cyrille, né Vladimir Mikhaïlovitch

Goundiaïev), s'affiche en effet proche du Kremlin, jusqu'à soutenir la *spetsoperatsia* (« l'opération militaire spéciale ») menée en Ukraine en 2022, au nom de la lutte contre « les forces du mal ». En réaction et pour se dégager de la pression du Kremlin, le clergé de la paroisse orthodoxe russe d'Amsterdam décide à son tour de quitter l'Église orthodoxe relevant de Moscou, tandis que dans chacune des douze branches de l'Église orthodoxe, les débats se manifestent houleux parmi les fidèles d'Italie, des États-Unis, de Turquie..., quant à la position à tenir vis-à-vis de ce même patriarche Kirill, ce dernier se présentant par ailleurs en litige ouvert avec le patriarche œcuménique Bartholomée de Constantinople jusqu'à la reconnaissance de l'Église macédonienne par celui-ci le 9 mai 2022.

La perception est plus contrastée encore pour ce qui concerne la communication des musulmans.

2.4.3. *Les confusions de la communication internationale face à la diversité des expressions islamiques*

Dans le rapport entre islam et communication internationale, les conclusions générales sont trompeuses. Les mises en perspective révèlent la dépendance des situations aux conditions environnementales des pays – islamiques ou non – dans lesquels les musulmans résident. Il convient également de prendre acte de la permanence de pratiques qui suffisent, sans mosquée ni intermédiaire, à satisfaire la plénitude des devoirs du mahométan envers la divinité. L'existence d'un pouvoir spirituel et d'une autorité ecclésiastique ne devrait donc pas trouver place dans la société musulmane. Sa communication pourrait se réduire à l'intime, une fois accompli le hajj, l'un des cinq piliers de l'islam. Cependant, l'islamisme – entendu comme ancrage sociétal, dans le même sens que christianisme ou judaïsme et non en tant que lecture(s) politique(s) radicale(s) du Coran – voit se créer et se développer, sous forme de castes, une sorte de clergé, voire des « ordres religieux » :

La corporation des *Eulama* est le pivot de la constitution politico-religieuse des divers empires islamiques ; c'est à eux que les anciens *khalifes*, véritables pontifes, délèguèrent jadis leurs attributions sacerdotales. La hiérarchie des *Eulama* comprend toute une série de fonctionnaires : *mufti*, *cadi*, *imam*, etc., vivant sur les produits des biens religieux (*bobous* ou *ouakouf*). À la Mecque, le

pouvoir religieux est exercé par le grand *chérif*, à la nomination duquel le *cheik-el-islam*, chef de la religion en Turquie, donne son approbation. Enfin, au sommet de la hiérarchie, [figure] le *khalife* ou *Padischab*. (Depont et Copollani, 1898)

Le lien entre l'islam et la communication est par ailleurs abordé par les sciences de gestion. Intégrant les prescriptions des théoriciens néo-institutionnels du management à l'aune de la *globalisation* (Rosenzweig, 1998 ; Dass et Parker, 1999), certaines analyses témoignent d'évolutions importantes (Pras, 2007). Celles-ci apparaissent en particulier dans le discours de nouvelles élites économiques, qui les font entrer dans des logiques d'interculturalité. Ainsi, en référence à l'essence de l'islam et de ses piliers au niveau des pratiques, certains entrepreneurs musulmans adoptent aisément les référentiels du développement durable, de la traçabilité, de la qualité, de la sécurité, s'en révélant au passage des promoteurs enthousiastes.

Le contraste est saisissant avec le discours radicalement anti-matérialiste développé par Boko Haram et autres intégrismes islamistes, contre une mondialisation croissante assimilée à l'Occident honni. Certains analystes relient effectivement cet extrémisme à la phase exacerbée du capitalisme contemporain hors frontières, dans sa dimension la plus destructrice de l'humain : « Dans cette marche vers l'hégémonie mondiale consumériste, ce capitalisme laissera de nombreuses victimes » (Henni, 2016). D'autres encore, comme l'ancien islamologue de l'Université d'Oxford Tariq Ramadan, jugent :

[...] on ne peut accepter des musulmans qu'ils prouvent leur ouverture d'esprit par une série de concessions qui videraient de son contenu l'essentiel du message qu'ils portent. Sur le plan des pratiques économiques, des stratégies sociales et des orientations politiques, certaines questions resteront des noyaux durs impossibles à concilier. (Ramadan, 2003)

Le propos est moins ambigu chez le psychanalyste tunisien Fethi Benslama, lequel condamne expressément l'extrémisme musulman, en même temps qu'il s'étonne de ce que l'on feint d'en ignorer la genèse contemporaine, qui aurait permis de travailler à sa prévention. Dans un monde contemporain où la modernité et le capitalisme œuvrent à la déségrégation des identités, certains peuvent y voir l'origine de leur propre perte de pères. Selon Fethi Benslama, c'est sur l'attente

potentielle de reségrégation que joue « l’archi-islam », parallèlement alimenté et financé par l’Arabie saoudite et les pays du Golfe pour stopper les processus de sécularisation des sociétés musulmanes. Dans ce contexte, le « surmusulman » veut montrer qu’il est « plus musulman que musulman », en particulier vis-à-vis des musulmans répliquants qui vivent leur foi dans l’intimité, ou des musulmans intégrés dans la société d’accueil. En France, ces derniers se révèlent fondamentalement attachés au principe de laïcité républicaine, qui entend consigner cette liberté des croyances dans la sphère privée pour mieux la protéger (Benslama, 2006). Mais ils ne sont pas les plus nombreux à s’exprimer et à pouvoir le faire dans les médias², ces derniers se montrant surtout sensibles à la visibilité de la surenchère dans l’horreur dont jouent également les extrémistes islamistes.

Certaines autres manifestations musulmanes méritent encore attention. Au Sénégal, la communication d’influence de l’islam confrérique se développe selon des modalités spécifiques au pouvoir maraboutique. L’influence des guides religieux remonte à l’époque coloniale, qui voit les familles maraboutiques frayer avec les élites – tant économiques que politiques – avec lesquelles elles se confondent parfois. Aujourd’hui, relayée par des lignées de *talibés* largement majoritaires dans le pays, leur influence s’exerce sur les contenus de la presse. Ainsi, en 1994, l’affaire des tenues vestimentaires jugées provoquantes dans un établissement scolaire autour de Dakar voit l’auteur de l’article incriminé convoqué par un marabout layenne. Plus tard en 1999, un autre journaliste croise la médiation de talibés pour régler la tension observée alors entre deux tendances rivales du Parti socialiste. Inquiétant, le harcèlement social relève des pratiques communicationnelles de certains marabouts : « [...] ces derniers disposent d’une police parallèle constituée de quelques-uns de leurs disciples qu’ils mettent en état d’agir chaque fois que leur susceptibilité est atteinte par un article ou un reportage radiophonique » (Loum, 2005, p. 369).

Le débroussaillage exploratoire des activités de communication des croyants et pratiquants selon leur confession sur la scène mondiale mérite de nouveaux repérages impressionnistes. Par exemple, la pluralité des expressions bouddhistes se retrouve au niveau des pratiques communicationnelles. L’extension de l’influence bouddhiste

2 Collectif (2022). « Nous, musulmans, les pratiques de l’islamisme radical nous révoltent, nous attristent et nous choquent », *Le Monde*, 1 février.

dans le monde lui vaut d'être associée à un phénomène de mondialisation religieuse, concomitant à la mondialisation économique. Les auteurs distinguent alors le bouddhisme, selon trois axes : sa récente modernisation, sa renaissance dans le monde asiatique, son ancrage dans la mondialisation. Pour le sociologue Ji Zhe (2016), le bouddhisme chinois est ainsi considéré comme transnational et doit être embrassé lui aussi en plusieurs tendances, de nature à en orienter les modalités de sa communication. En 2022, c'est le bouddhisme japonais qui se fait remarquer sur YouTube quand le bonze Yoshihara Togen multiplie les *like* en récitant le Soutra du cœur de la *Mahā prajñā pāramitā*, au son d'une guitare acoustique ! Mais en Inde, c'est la « Disc Jockey Hindutva » qui répand le discours politique fondamentaliste de négation des minorités, en particulier de la minorité musulmane (14 % de la population).

Ces distinctions communicationnelles des expressions spirituelles se révèlent donc démultipliées à la faveur de la mondialisation contemporaine. L'analyse doit être étendue à l'ensemble des croyances, sectaires comprises.

2.4.4. *Des sectes opportunistes, expertes de la communication internationale*

L'appréciation de la relation entretenue par les représentants des principaux cultes est soumise à de nombreux paramètres et difficultés, compte tenu de la diversité des affichages dans l'espace public.

Plus facile *a priori* se présente le repérage, historique et qualitatif, ouvert par les télé-évangélistes. Particulièrement disposés à la publicisation dans une sphère publique sans bornage territorial et entrevue comme un fonds de commerce, ces apôtres cathodiques se montrent moins scrupuleux dans l'exigence de conciliation des valeurs religieuses qu'ils défendent et les pratiques de valorisation de celles-ci. Au Brésil, le candidat à sa réélection, Jair Bolsonaro, peut profiter du fanatisme évangéliste de son épouse, quand l'influence politique de ladite communauté religieuse ne cesse de croître dans le pays, comme déjà signalé. Flairant elles aussi le potentiel extraordinaire du prosélytisme pratiqué sans frontières *via* les technologies de la communication internationale, l'Église de la scientologie ou la secte Moon sont analysées dans leur habileté à étendre leurs liens avec la politique, comme au Japon où Shinzo Abe en paie le prix fort le 8 juillet 2022, et... « [à mobiliser les] outils forgés par l'ultralibéralisme,

pour catalyser un désir conduisant l'individu à se soumettre toujours plus, et de sa propre volonté, à ses diktats » (Luca, 2016).

Le modèle d'intériorisation de la contrainte n'est pas loin du *panoptikon* du philosophe français Michel Foucault (1975). De nouveaux acteurs se présentent désormais, plus terrifiants sur ce terrain de la communication internationale, alliant les pratiques communicationnelles aux formes contemporaines de la guerre, *via* la mise en scène de l'horreur. Aux opportunités de contrôle local autorisé par les technologies de l'information et de la communication, ils ajoutent l'effet dédoublé des dispositifs communicationnels, en termes d'images choc. Ainsi, au sein de la concurrence pour le leadership entre groupes terroristes, certains leaders destitués, ou en perte de vitesse, savent se remettre en selle en jouant de la communication internationale. Le pari est tenté par Mokhtar Belmokhtar. Avant son élimination en 2002, le leader d'Ansar Dine entend ainsi renforcer sa dimension d'acteur incontournable du grand Sud saharien, avec l'amplification dans les médias internationaux des actes d'horreur perpétrés à cet effet.

La question se pose alors, récurrente, de la réponse communicationnelle à adopter (Freedman et Thussu, 2012), participant du renouvellement de la réflexion stratégique entamée à partir des attentats de septembre 2001 et au regard des normes contemporaines de la guerre et de sa communication (Hunter, 2005). La parade se révèle peu évidente pour les médias nationaux et internationaux face à Boko Haram au Cameroun aujourd'hui, comme hier face à la secte Aum Shinrikyō au Japon, jusqu'à l'extermination de celle-ci après l'attaque du métro de Tōkyō au gaz sarin en mars 1995. La motivation spirituelle n'y change rien : le questionnement de la réaction médiatique à adopter est identique, face à la peur sociale et politique discursivement organisée, en Colombie, où le corps social est traversé par la loi des narcotrafiquants ; au Brésil, où les discours haineux se répandent contre les Nordestinos sur le site Tumblr à l'occasion de la réélection de Dilma Rousseff en 2014 ; en Belgique, lors de la couverture du Brussels Lockdown et des attentats de Bruxelles ; en Côte d'Ivoire, à la suite de l'attentat terroriste perpétré par les djihadistes de l'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) à Grand Bassam en mars 2016 ; en Afghanistan, où les « nouveaux » talibans au pouvoir depuis août 2021 se présentent en maîtres dans l'usage subtil des discours et technologies de l'information et de la communication, habiles contrôleurs de leur propre récit et héritiers depuis 2003 d'une tradition de l'attentat-suicide comme mode de frappe et d'intimidation ; au sein de l'Union européenne,

juridiquement limitée dans sa marge réactive face aux attaques russes contre des civils ukrainiens en 2022, etc. Traduisant cette relation symbiotique entre médias et activistes violents, l'avènement d'une « ère du *terroredia* » (*sic*) est déjà annoncée (Mahmoud, 2014).

Au terme de ce débroussaillage fourni, la distanciation s'impose. Les dimensions fortement idéologiques de la référence à l'expression communication internationale invitent à réfléchir à des désignations plus resserrées, scientifiquement signifiantes. Car le balayage terminologique terminé, l'expression faussement objectivante reste fondamentalement insaisissable.

2.5. La communication internationale, terre d'élection de la *doxa*

Une conclusion intermédiaire s'impose à l'issue du présent chapitre, qui invite à abandonner la première entrée par le mot-clé communication internationale. Sollicité dans le seul cadre de la distanciation terminologique, le syntagme nominal se révèle finalement trop faussement familier et désormais trop encombré pour qui entend dépasser la référence commune et travailler au repérage d'une pensée cohérente et pertinente. Mêlant les discours d'acteurs aux constructions académiques ; se saisissant d'objets les plus épars dont le seul point commun réside dans leur viscosité hors des frontières nationales ; multipliant les styles, les niveaux d'écriture et de discours, la nature des positionnements et des engagements (testimonial, idéologique, théorique, disciplinaire) les plus éclectiques, les plus versatiles, les plus rigides, le terme communication internationale participe de la confusion des savoirs au sein de la sphère publique.

2.5.1. Une viscosité dissuasive de tout repérage des savoirs

A contrario, une recherche éclairée vise à caractériser et réactualiser ce qu'il convient, dans un premier temps, de définir avec Armand Mattelart et Michel Sénécal comme un *regard-monde*, inscrit par exemple dans le champ et l'actualisation des recherches en sciences de l'information et de la communication. Comme nous en avons enregistré l'essoufflement en 1990 pour les appellations « tiers-monde » et « tiers-mondismes », certains auteurs avouent aujourd'hui leur embarras face aux assemblages boiteux ainsi regroupés sous l'appellation niveleuse de communication internationale et face à l'inconsistance

des truismes et autres affirmations à l'emporte-pièce ainsi alignés, souvent sans fil conducteur.

Paradoxalement, quand cette viscosité finit par engluier la réflexion avec le réchauffement de la température politique, les auteurs critiques font alors état de leur inquiétude. Par exemple, l'islamologue marocain Rachid Benzine et le prêtre catholique Christian Delorme rappellent d'une même voix que l'inverse de la connaissance, synonyme de mise en tension des croyances, n'est pas l'ignorance, mais d'abord la certitude. De son côté, le sociologue des sciences Yves Gingras ajoute à cet ennemi de la science le doute stratégique, quand la réaction des grands industriels du tabac, du pétrole, des nanotechnologies, procède par relativisme multicausal, systémique, pour noyer, sinon écarter, leur responsabilité dans les dommages liés à la consommation de leurs produits. Le choc du futur se révèle ainsi celui des incultures, plutôt que celui des civilisations, et de leur supposé « grand remplacement ». Cette dernière forme de communication internationale dispose d'un côté, des partisans en crainte de déclassement social ; de l'autre, une population issue de l'immigration, pareillement en perte de repères, qui ne dispose plus parfois que des épopées islamistes et des imaginaires fantasmés de leurs parents socialement exclus, pour se construire elle aussi dans l'obscurantisme.

De manière plus générale au-delà de cette crispation « civilisationnelle », la lecture critique doit regretter dans la référence à la communication internationale l'absence de réflexion épistémologique, voire de problématisation et d'indications préalables, de nature à légitimer la constitution des corpus dans des fourre-tout hâtivement articulés. Le reproche s'exerce ainsi, développé par le chercheur tunisien Larbi Chouikha, à l'encontre même de certains travaux de recherche comme ceux regroupés par les Canadiens Gilles Brunel et Claude-Yves Charron (2002), et dont l'ambition affichée prétend pourtant dégager les grandes tendances supposées traduites par la locution nominale.

L'interchangeabilité des termes témoigne bien du flou qui entoure l'expression.

2.5.2. Une interchangeabilité désarmante

Communication internationale est ainsi définie en équivalence, tantôt à *World communication*, tantôt à *Global communication* pour une

multitude d'auteurs anglophones³. Elle est conjuguée, au singulier chez Paula Chakravartty et Youzhi Zhao, et au pluriel chez Peter Hugill et Lee Chin-Chuan. Dans sa traduction comme dans sa signification, cette dernière expression *Global communication* recouvre malencontreusement chez les francophones une théorie de la globalisation hautement discutable et effectivement discutée. Il convient en effet de regretter la dimension anhistorique de la construction qui la soutient, renvoyant au nivellement progressif du monde et au partage sans égal des émotions dans le nouveau « village global » en émergence, grâce aux médias.

Communication internationale est encore traduite en anglais par *International Communication* chez Robert Fortner, Peter Putnis, Chandrika Kaul et Jürgen Wilke. Un même auteur comme Cees Hamelink emploie aussi bien *World Communication* que *Global Communication* et Hamid Mowlana semble considérer interchangeables *Global Information* et *World Communication*. *World-Communication* traduit également en anglais la *Communication-monde* d'Armand Mattelart. Mais ce faisant, devenue ainsi anonyme, la référence perd toute la densité du concept, alors qu'au contraire, *Word-system* redonne toute la charge critique du concept *Système-Monde*, élaboré par Immanuel Wallerstein (2004).

Témoignage encore de l'ancrage incertain du vocabulaire, communication internationale devient synonyme de *communication transfrontière* (si l'appellation considère les interactions entre nations avec Gerhard Maletzke) ou d'*information transnationale*, pour ce qui est des débordements médiatiques supranationaux avec Tristan Mattelart. L'expression se dispose encore en équivalence à *information internationale*, si elle glisse sur le terrain des enjeux médiatiques, d'abord régionaux, puis planétaires. Mais elle est interchangeable avec la *communication transnationale*, s'il s'agit de considérer en parallèle les industries culturelles, ou avec la *communication mondiale* s'il s'agit d'en synthétiser l'enjeu sans en référer à une école de pensée.

Communication internationale désigne encore une pratique de *soft power* quand l'expression se saisit par exemple de la stratégie d'influence de la Chine avec Lai Hongyi et Lu Yiyi, notamment à

3 Frederick Howard, Hamid Mowlana, Philip Taylor, Richard Vincent, Kaarle Nordenstreng et Michael Traber, Majid Tehranian, Thomas McPhail, Yahya Kamalipur, Valerie Alia, Olivier Richmond et Alison Watson, Michel Curton et Hemant Shah...

partir des postures des « écoles politiques », dans les écrits de Su Changhe, Xu Jin et Yan Xuetong. Communication internationale est aussi convoquée en équivalence à lutte d'influence, quand la Russie peine à lâcher la « tonalité agressive » de son action au-delà des frontières et à délaisser les méthodes de déstabilisation héritées du passé, de manière à peser en termes d'image sur la scène internationale, à la hauteur effective de sa puissance. Mais que ces efforts se déploient dans des sommets entre chefs d'État, par exemple entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, et l'événement ainsi normé est alors désigné par Dan Hallan et Paolo Mancini, tantôt comme un « processus (inédit) de communication internationale », tantôt comme un « processus communicationnel universel ».

Enfin, si le décryptage de communication internationale invite le regard du chercheur à se déplacer de l'analyse des industries de l'information à l'analyse critique de leur contenu, la désignation s'efface à nouveau derrière information internationale chez Dominique Marchetti.

Dans les convocations des chercheurs, elle devient encore indifféremment *information transnationale* chez Olivier Koch, *Transcultural Communication* chez Andreas Hepp et *Cosmopolitan Communication* chez Pipa Norris et Ronald Inglehart... Dernier exemple de l'insaisissabilité de la référence terminologique, depuis le Mexique, Juan Francisco Torregrosa et Nancy Montemayor Rodríguez désignent par *comunicación internacional* le traitement de la violence et des conflits dans le journalisme du pays, parce que « l'objet ne se contraint pas à l'intérieur de frontières nationales ».

Nous l'avons déjà affirmé (Cabedoche, 2016a) : scientifiquement, communication internationale n'existe ni en tant que concept ni en tant que champ, catégorie, théorie, école, discipline ou filière. L'expression ne donne pas davantage lieu à quelque méthodologie originale. Son domaine de circonscription reste flou et particulièrement élastique. Ses propositions terminologiques se réduisent à des descriptions énumératives des pratiques, techniques, discours et acteurs (diplomates, militaires, touristes, médias, experts, missionnaires, ONG...), quand elles ne se révèlent pas tautologiques et fondamentalement idéologiques.

Le constat se vérifie particulièrement, dès lors que la tentative d'identification s'inscrit dans une démarche diachronique. Communication internationale mobilise ainsi des acteurs toujours de plus en plus nombreux. Elle prête le jeu à des productions discursives à géométrie variable, toujours plus subtiles, liées d'une part

aux croisements exponentiels et souvent masqués des intérêts, d'autre part à ce que les espaces politico-culturels de circulation des enjeux sont socialement capables d'accueillir.

La cacophonie terminologique dissuade ainsi de tout recensement qui se voudrait exhaustif. Pour autant, la référence réifiée à communication internationale produit des effets de sens, qu'il est important de mettre en perspective, avec les outils de la recherche scientifique ! Depuis le Moyen-Orient, où se concentrent aujourd'hui de nombreuses tensions du monde, ils sont nombreux à le réclamer, comme notre collègue palestinien-jordanien Saleh Abu Osbah, lauréat du Prix de la Recherche scientifique 2015 décerné par l'Arab Association for Research and Communication Sciences : « Voici nos cieux bien obscurcis par les nuages gris du terrorisme et de l'ignorance. Pour nos sociétés arabes en particulier, mais aussi pour l'humanité dans sa totalité, la recherche scientifique et sa diffusion sont la seule véritable arme pour répondre durablement aux menaces et aux enjeux de notre monde contemporain »⁴.

Alors, produire une pensée communicationnelle structurante dans un labyrinthe aussi encombré à l'échelle planétaire suppose cheminer dans le champ des offres théoriques déjà disponibles, pour dépasser la seule approche descriptive et les jeux discursifs d'autovalorisation des acteurs. Par exemple, dès le XIX^e siècle, le saint-simonisme oppose son universalisme à l'optimisme libéral, producteur selon lui d'inégalités, sur fond de logique industrielle et capitaliste croissante. Le renouvellement de l'alternative au XXI^e siècle ne ferme pas les autres options critiques, pour autant.

4 Propos recueillis lors de notre entretien avec Saleh Abu Osbah, Beyrouth, 27 novembre 2015.

Les ambiguïtés de la tradition universaliste

Les sept mers ne sauraient séparer
les hommes quand le filet qui les rap-
proche est le cœur.

PROVERBE CHINOIS

Par sa polysémie et ses connotations incontrôlables, communication internationale ne permet pas une entrée satisfaisante pour interpellier les enjeux communicationnels à l'échelle planétaire au *xxi*^e siècle et saisir pleinement les logiques d'acteurs y renvoyant. Le chercheur exigeant ne peut cependant laisser la réflexion ainsi orpheline. Il lui faut redéfinir le questionnement de manière théoriquement pertinente, au-delà des perceptions, prescriptions et proscriptions débridées des acteurs. Le Finlandais Kaarle Nordenstreng invite la réflexion académique à resserrer l'analyse de ces enjeux où s'entremêlent le *micro*, le *meso*, le *macro* et le *méta*, pour une mise en perspective scientifiquement plus structurante. La Britannique Kate Oakley appelle à une plus grande rigueur, pour mieux interpellier les logiques des grands groupes de communication à l'échelle planétaire. Bien qu'il n'en discute pas la référence, Ndiaga Loum invite lui aussi depuis le Canada à (re)problématiser une communication internationale, désormais décrochée du statut de concept.

Pour autant, la distanciation imposée doit s'éloigner de quelque entreprise de stigmatisation des croyances et de pointage policier des confusions entretenues plus ou moins sciemment par les acteurs, autour d'un syntagme nominal désormais scientifiquement disqualifié. L'objet culturel que constitue la communication internationale est circulant et sa résonance sociale, politique, idéologique, esthétique est réelle. La reconstitution de cette trivialité doit permettre d'en

retrouver trace, dans l'espace et l'histoire, quand l'universalisme qui l'entoure semble avoir gommé tous ses ancrages théoriques.

Car quand cette tradition universaliste se présente libérale, elle apparaît désormais flottante au XXI^e siècle, bousculée par les théories de la glocalisation, alors qu'elle avait cru définitivement s'installer dans le dernier quart du XX^e siècle dans le confort rassurant du village global ! Quand l'aspiration universelle à l'autonomie se réfugie dans les nouveaux usages de technologies de l'information, leurs promoteurs libertariens de la côte Ouest des États-Unis brisent eux-mêmes le rêve diffusionniste d'une plus grande égalité pour tous par l'accès ! Enfin quand cet universalisme redistributeur de richesses s'éloigne du communisme soviétique de ce même XX^e siècle, la Chine de Xi Jinping rebat les cartes, à la faveur d'une irruption tonitruante sur les marchés mondiaux des plateformes numériques et d'une reprise en main politique, dont on ne sait pas déjà dire à ce point de l'analyse si l'ensemble participe d'un capitalisme d'État ou d'un socialisme de marché.

La mondialisation croissante balaie les repères traditionnels, au point que tout nouvel ordre, de l'information et de la communication ou autre, se révèle déjà dépassé, à peine énoncé ; tout nouveau pôle émergeant subit à son tour la concurrence, à peine installé ; tout nouveau modèle de société est disqualifié, à peine proclamé. Dans ce contexte encombré, quelques fils conducteurs théoriques s'imposent pour prévenir le ballonnement du vagabondage intellectuel et démêler l'écheveau des enjeux, au-delà du descriptif. Depuis l'Europe précisément, des offres théoriques se sont historiquement installées, opposant chacune sa propre lecture universaliste relative aux vertus des systèmes de communication.

Ainsi, dès le XVIII^e siècle, les physiocrates esquissent une réflexion novatrice, à destination du despote éclairé qui serait avisé de libérer le flux de biens et de main-d'œuvre. Le tableau économique alors construit vise à soutenir une politique de construction et d'entretien des voies de communication. Médecin, inspiré dans cette lecture par la circulation du sang dans le corps humain, François Quesnay propulse une représentation de la circulation des richesses au niveau macroscopique d'une économie générale des flux, dont les acteurs ultralibéraux se nourrissent encore aujourd'hui. N'en déplaise aux euro(péo)centristes, déjà, la Chine en constitue le modèle : le chef de file de l'école physiocrate est vénéré en tant que « Confucius de l'Europe ».

En ce même XVIII^e siècle, comprenant mieux le rôle des secteurs économiques industriels que François Quesnay qualifie trop

rapidement de « classe stérile », Adam Smith ancre sa République économique universelle dans l'individualisme et la libre concurrence, sur un marché et un atelier unique au-delà des frontières, régentés par la division internationale du travail. C'est contre cette illusion libérale, économiste et productrice d'inégalités, puis contre l'archaïsme juridique et métaphysique de l'universalisme du constituant révolutionnaire français de 1789, que la pensée saint-simonienne articule sa contre-proposition d'une Association universelle du point de vue de l'industrie, basée sur les réseaux de communication naissants.

L'alternative ne s'éteint pas à l'entrée du nouveau millénaire. Entre saint-simonisme et néo-libéralisme, chacune des deux options élargit son empreinte, s'invitant dans les débats des acteurs. Ainsi réapproprié et constitutif de la trivialité contemporaine, chacun de ces héritages s'empêtre cependant dans ses propres dérives et illusions, nées au XIX^e siècle et désormais éclatantes au XXI^e siècle.

3.1. Une dérive techno-rétiologique accélérée à partir du XIX^e siècle

Nées de leur observation des réseaux de communication à l'échelle planétaire, les propositions du XIX^e siècle ne s'offrent plus aussi convaincantes au XXI^e siècle. L'une émerge pourtant d'une réflexion critique, consignnant l'approche originale de Claude-Henri de Rouvroy de Saint-Simon. Séduisant ensuite les États-Unis à partir de l'engagement de l'auteur en tant que « héros de l'indépendance américaine », puis l'URSS pour « l'esquisse socialiste » de sa réflexion, l'offre se serait présentée comme un premier ancrage intéressant pour l'élaboration d'une réflexion critique pertinente au XXI^e siècle..., si elle n'avait pas fait l'objet de dérives chez certains des disciples de l'auteur visionnaire. Participant de « l'éternelle promesse des paradis de la communication » (Mattelart, 1995), ces relectures dénaturées de l'œuvre comptent dans la célébration à l'entrée du nouveau millénaire d'une « société de l'information », scientifiquement décriée.

3.1.1. Un héritage saint-simonien dilapidé dans la fétichisation du réseau

Avant le marxisme donc, la première offre théorique à construire l'alternative avec le libéralisme renvoie à l'effort de modélisation développé par Claude-Henri de Rouvroy de Saint-Simon (dit Saint-Simon).

La proposition est datée, mais les cercles saint-simoniens d'aujourd'hui restent ancrés dans le commerce des élaborations théoriques et critiques de ce XIX^e siècle (Musso, 1998, p. 31-67 et 2003, p. 149-197). « L'église saint-simonienne » propose de contourner l'étroitesse de l'atelier unique, régenté par la division internationale du travail. Car la République économique universelle d'Adam Smith est productrice d'exclusions et responsable de l'accroissement de l'écart entre riches et pauvres. Pour enrayer celui-ci, la gestion universelle du monde doit être confiée à une association des « gens de sens ». Transcendant ainsi une gouvernance de la planète par des États tutélaires dépassés, une administration palliative assurée par les industriels et savants associés œuvrera à l'accomplissement d'un but commun, partagé par tous. Philosophe, économiste, officier du génie, Saint-Simon nourrit sa réflexion d'une participation active à la construction territoriale d'un formidable réseau d'échanges – terrestre, fluvial, maritime, ferroviaire – en cours de constitution dès la première moitié du XIX^e siècle. L'effervescence est de nature à accélérer le mouvement des biens, des personnes et, partant, des idées. Prolongée par ses exécuteurs testamentaires, la réflexion universelle anaphorise l'expression « réseau de communication ».

Saint-simonisme et dérive rétiologique

La communication devient le viatique de remplacement de la religion. Chez Michel Chevalier, qui s'accapare l'héritage, l'élan est enthousiaste pour ce « nouveau christianisme ». Le réseau permettra de tirer de leur torpeur toutes les civilisations endormies, de la Grèce à l'Asie Mineure, de l'Espagne à la Russie. L'exemple de cette dernière, princesse assoupie que viendront réveiller les réseaux par la seule magie de leur baiser princier, est symbolique du *système méditerranéen*, défini par Michel Chevalier en 1832 : « [...] le moyen le plus efficace de les réveiller [les Russes] de leur somnolence consistera à placer près d'eux les exemples d'un mouvement extraordinaire, à les exciter par le spectacle d'une prodigieuse vélocité, et à les inviter à suivre le courant qui circulera à leur porte. »

L'ambition entend dépasser les traditionnelles oppositions qui divisent le monde, avec la réconciliation imminente ainsi autorisée entre Occident et Orient. Le système euro-méditerranéen en dessine les prémices. La voie d'une authentique association universelle guide la foi lyrique animant la pensée saint-simonienne chez ses légataires :

Et quel spectacle touchant présentera l'humanité, lorsqu'aux bords de la Méditerranée, où la civilisation s'est développée par le choc de tant de flottes et la lutte de tant de cités rivales réfléchies dans ses ondes, l'Europe, l'Afrique et l'Asie, comme aux bords d'une coupe immense et magnifique où elles n'ont communiqué qu'en la rougissant de leur sang, désormais se tendant des bras d'amis, communieront pacifiquement entre elles, et offriront dans cet accord sublime le symbole de l'association universelle que nous venons fonder¹ !

Le réseau fait désormais partie « du grand charriage de la nouvelle *épistémè* qui se constitue alors en Occident, dans une rupture fondatrice des sciences humaines ». Michel Foucault, Armand Mattelart, Pierre Musso, Anne Cauquelin... en rappellent la démonstration : avec le déploiement planétaire des réseaux d'information et de communication, le recyclage pare systématiquement toute nouvelle technique d'échange d'une charge civilisatrice, en soi. L'analyse apparaît d'autant plus légitime qu'elle se présente critique, visant à saper l'ordre précédent, décevant. La philosophie des Lumières assume d'abord ce rôle, que concrétise l'universalisme de la Révolution française. C'est ensuite contre le savoir négatif des Lumières, puis contre la dérive métaphysique et juriste, qui, à sa suite, hypothèque l'esprit de 1789, que la critique saint-simonienne se fonde.

Mais cette même posture devient ensuite contre-productive pour créer un nouvel ordre social et assurer le « passage du système féodal et théologique au système industriel et scientifique » (Mattelart, 1995). De fait, les disciples empressés de Saint-Simon s'abîment dans le « technomessianisme ». Présente dès 1830 avec Michel Chevalier, la dérive rétiologique fait déchoir le précepte de réseau en un « décepte » : « La vulgate saint-simonienne produite par les ingénieurs polytechniciens a ouvert la voie à la fétichisation du réseau [...] et à la formulation d'une « techno-utopie du réseau », à partir de quelques invariants ou « marqueurs » (Musso, 2003).

Nul questionnement pertinent ne vient plus alors percuter le carrousel des métaphores et récits mythiques. La richesse créative et linguistique témoigne de l'imagination débridée des auteurs. Mais sur le fond, l'analyse se réduit à une récurrence, comme l'ânonne

1 Extrait de « L'Orient et l'Occident », signé É. (Émile) Barrault, paru dans le journal *Le Globe*, 16 janvier 1832.

Michel Chevalier, sans plus de justification et d'enracinement social : améliorer la communication, c'est travailler à la liberté réelle, positive et pratique, c'est en soi faire de l'égalité et de la démocratie.

Si elle fait encore illusion dans le débat public du XXI^e siècle et continue d'animer les lectures naïves d'une communication réconciliatrice des tensions du monde par la seule magie de sa mise en œuvre, la proposition ne masque pas cependant l'inconsistance de l'antienne qui la caractérise désormais. Lucien Sfez le rappelle : au-delà de la promotion des innovations réticulées dans ces discours d'ingénieurs, l'exercice renseigne de manière significative quant à l'incapacité des techniciens à théoriser. Le paroxysme est atteint dans la seconde moitié du XX^e siècle, lorsque le développement d'Internet – promu en tant qu'annonceur d'un « nouvel âge » – n'invite plus à penser la communication mondiale qu'autour de la référence naturalisée à une société mondiale structurée en réseaux : « Cette réification du réseau se double d'une fétichisation de l'objet technique en image symbolique de « l'association universelle ». Le réseau [devient] l'objet d'un culte qui permet d'identifier la partie et le tout, c'est-à-dire de confondre le nouveau réseau technique avec un changement radical de société » (Musso, 2003).

Le mythe est désormais réactivé à chaque innovation technique, du chemin de fer à l'électricité, de la radio au cinéma et à la télévision, de l'informatique à Internet. *Per se*, chacune autoriserait le rapprochement des peuples et la stimulation des entrepreneurs. La perception des enjeux communicationnels à l'échelle planétaire peut – aujourd'hui encore – réduire la proposition technique à une injonction sociétale : l'équipement technique est indispensable à l'ouverture culturelle et au brassage stimulant de créativité qu'il libère. La magie volontariste du mouvement, né de la seule rencontre interculturelle ainsi autorisée, permettra de dépasser l'état sclérosant du confinement. Désormais, l'accélération technologique constitue la réponse, illusoire : le nombre d'amis récoltés sur la Toile faisant office d'indicateur d'ouverture et d'amélioration sociale.

Deux situations peuvent révéler les limites de cette croyance en la toute-puissance, en soi, des réseaux, physiques tout autant que numériques, c'est-à-dire en la seule rencontre de la différence et du mouvement pour tirer les esprits de leur somnolence et provoquer le changement social. La première témoigne des difficultés des métissages culturels en entreprise, que les thèses néo-institutionnelles érigent pourtant en nouveau paradigme du management des organisations.

La seconde renvoie aux malentendus nés des croisements aléatoires liés au tourisme, que certains s'emploient à qualifier de facteur d'hybridation culturelle, en soi enrichissante.

En premier lieu, les thèses néo-institutionnelles (DiMaggio et Powell, 1983 ; Ely et Thomas, 1996) exhortent les responsables de ressources humaines à développer la diversité culturelle dans leurs recrutements : leurs collaborateurs bénéficieront de l'apprentissage de la différence sur les lieux mêmes du travail et se présenteront ainsi mentalement flexibles, condition d'adaptation à des marchés mondiaux croissants et, plus que jamais, imprévisibles et volatils.

Diversité culturelle et embellissement social entrepreneurial

À considérer les sciences de la gestion, plutôt qu'une globalisation qui nivellerait les émotions au sein du village global imaginé par Marshall McLuhan au milieu du xx^e siècle, la théorie de la ressource conduit l'entreprise « glocalisée » à penser globalement et à agir localement (Robertson, 1995), c'est-à-dire à prendre en compte les cultures d'accueil des terrains investis et, *in situ*, à valoriser ce que les collaborateurs apprennent des autres perspectives, quelles qu'elles soient. Il ne s'agit donc plus de travailler à assimiler les différences ou à seulement les évaluer (Dass et Parker, 1999) : entrer de plain-pied dans la mondialisation exige de se confronter à ces particularismes, que la responsabilité sociale des entreprises se doit d'intégrer.

Ces déclaratifs des *executive boards* se révèlent souvent bousculés par les réalités de terrain. Avec d'autres (Toumi et Youssoufi, 2018), nous les avons qualifiés de discours « d'embellissement social », constitutifs de l'imaginaire mélioratif disposé au sein de la sphère publique pour entraîner la motivation des salariés tandis que, dans le même temps, la charge croissante de l'incertitude, dont l'entreprise privée a horreur, se reporte sur cette même ressource humaine (Cabedoche, 2014a). Sans plus de prise en considération dans les pratiques managériales des enjeux de la communication interculturelle et de la difficulté pratique de sa mise en situation, qui plus est sans suivi et analyse des retours d'expérience de cette « diversité culturelle », les bonnes volontés destinataires du discours managérial se retrouvent refroidies, parfois pour longtemps.

Les autocélébrations se multiplient cependant sur ce terrain, sans que l'on sache trop si ce qui est ainsi distingué relève de l'ouverture à

la différence, de la promotion de la diversité, ou de la lutte contre les discriminations. En 2008, Disneyland Paris reçoit ainsi le 5^e trophée annuel de la diversité culturelle pour son engagement en ce sens et, en 2010, le label « Diversité » de l'Association française de Normalisation « en matière de prévention des discriminations, d'égalité des chances et de promotion dans la diversité ». Pourtant exercée précisément sur ce terrain (Mœglin, 2013 ; Miguel de Bustos, 2016), la réflexion critique est expulsée du débat public : or, plus que jamais, avec la diminution par exemple de la capitalisation boursière à l'arrivée sur le marché de Netflix, les logiques du matraquage publicitaire, l'exploitation des *big data* et les pratiques managériales du groupe de communication ainsi distingué sont régulièrement stigmatisées pour leur écrasement de l'humain. Les GAFAM (Google, Apple, Facebook/Meta, Amazon, Microsoft) sont pareillement signalées, pour ce que subissent par exemple les modérateurs d'Internet en termes de conditions de travail.

De la même façon, l'opérateur France Télécom peut, dans un premier temps, se vanter d'avoir réussi l'expérience de l'interculturalité et de la diversité culturelle, nées de sa fusion avec le Britannique Orange en 2000-2003. La presse française salue alors la performance, porteuse de fortes potentialités économiques. Mais sur le terrain, les difficultés laissent des traces sévères, dans le contexte anxigène de l'effondrement brutal de la bulle spéculative, que l'opérateur paie au prix fort pour s'être introduit trop tardivement sur le marché des actions. Les traumatismes se traduisent en interne par le rejet, désormais systématique à la simple évocation de toute nouvelle greffe culturelle, caractéristique d'un *effet de seuil* provoqué par l'injection idéaliste de la diversité en entreprise. Les mesures de restructuration et de délocalisation s'ajoutent ensuite pour réduire la tolérance d'accueil des nouveaux collègues issus de la diversité par les employés déjà en place. Quand leur statut est ainsi ébranlé, le réflexe porte vite ces salariés « installés » à ériger la « normalité » nationale comme critère de définition des priorités pour l'emploi, en termes de recrutement, de promotion hiérarchique et salariale ou de simple maintien dans la place. Le procès d'intention pointe, quand les aménagements pratiqués au nom d'une diversité normalisatrice des chaînes d'exploitation visent moins à « diversifier » qu'à stabiliser un noyau dur de salariés : en rendant ainsi ces derniers redevables, l'exploitant de l'hôtellerie-restauration par exemple espère prévenir les défections d'un secteur profondément marqué par le *turn-over*.

Les *effets mémoriels* ajoutent à ces *effets de seuil*. Ces derniers à l'origine de blocages psychologiques naissent d'un premier échec d'une politique de métissage culturel à l'embauche, précipitée sans plus de *business case*. La fusion de France Télécom et d'Orange l'illustre : de part et d'autre de la Manche, ainsi réunis et obligés à travailler ensemble, les salariés des deux structures témoignent de réactions xénophobes identiques, se renvoyant les mêmes disqualifications stéréotypées de leur supposée non-performance réciproque, exprimée par nationalité. Sur le terrain, la diversité imposée se révèle source d'affrontements, de concurrence nationaliste et de réveil d'ostracismes historiques latents, plutôt qu'opportunité de coopération, de synergie, d'acculturation vantée dans les rapports et bilans internes.

Le blocage s'étend aux managers opérationnels, empêtrés dans un imbroglio schizoïde jusqu'à l'atteinte du *seuil de saturation*. L'accumulation des injonctions *top-down* (verticales) par les *executive boards* provoque alors les critiques au cœur de ce *middle management* : confusion entre différence, discrimination et diversité ; empilage d'injonctions parallèles, contradictoires, approximatives et décalées ; non-arbitrage du *top management* pour les dépasser... Face aux stress au quotidien de la gestion de la diversité, la tension débouche sur le sentiment de non-reconnaissance, déjà théorisé (Honneth, 1996), puis d'exclusion (Toumi et Youssoufi, 2018), dont l'expression ultime se traduit par le drame humain. Après France Télécom (Cabedoche, 2014b), le fournisseur de *software* Foxconn à Taipei connaît à son tour ces *work-related-suicides* (Alemanno et Cabedoche, 2011b).

Le tourisme constitue le second contre-exemple révélant l'utopie des discours de promotion d'une diversité, en soi, déclencheur d'acculturation et de développement partagé.

Tourisme et rencontre altéritaie

La naïveté des discours « *lovely planet* » et « guide du routard » s'est historiquement construite autour des vertus spontanées et systématiques attribuées à l'aventure viatique, du Nord vers le Sud (Cabedoche, 2017a), bien que le guide de conversation, festival de stéréotypes, constitue un vaste genre littéraire, repéré dès l'Antiquité. Aujourd'hui, une maison d'édition consacrée à un tourisme décomplexé propose même un « guide de communication universelle », pour aller à la rencontre des populations « aux quatre coins de la planète » (*sic*). La promesse d'échanges positifs y est garantie à l'aide d'un référentiel

constitué de pictogrammes, pour que le voyageur puisse « se faire comprendre en un clin d’œil [...] sans même avoir besoin de parler ». Pour ne rien laisser au hasard, un bonus est offert « avec des images consacrées à la drague » (*sic*), dont le clin d’œil se découvre autant irrespectueux des personnes qu’indifférent au poids du culturel dans les interprétations multiples et contextualisées du non verbal.

L’échec n’est souvent que trop prévisible, annonciateur du « syndrome de l’Inde » (Airault, 2016). Marquée par l’incompréhension réciproque, la rencontre viatique surinvestie aboutit parfois au repli pathologique chez le visiteur, dans les méandres d’une intolérance latente d’autant plus renforcée qu’elle est désormais portée par la puissance perlocutoire du vécu décevant, puis mal assumé (Viallon, 2013). Généreux dans son projet de rencontre, ce nomadisme folklorique ne s’épargne pas de la déception de l’universalisme républicain de la Révolution française : incarné, ce dernier n’accepte la différence que dans la potentialité de l’*Autre* à rejoindre la société des « nous », c’est-à-dire dans l’adhésion niveleuse aux valeurs, us, voire mœurs en vigueur sur la terre d’accueil.

Un discours plus attentif à la différence émerge avec l’arrivée d’un tourisme de réconciliation de la culture et de l’économie. Construit en démarquage du tourisme de patrimoine, le scénario configure l’apologie d’un « tourisme responsable, solidaire, éthique, moderne et urbain », pour des rencontres « de l’habitant dans son environnement ». Mais les limites apparaissent, dès que les chercheurs interrogent les choix des agences de voyages, à partir de l’hypothèse forte d’un « leurre pour augmenter les rentes des actionnaires » : les indicateurs de résultat d’ordre économique – plutôt que cognitif – prédominent, à l’origine des « projets d’acculturation » retenus. Les produits du tourisme culturel désignent souvent les circuits de groupes, « seule chose rentable pour les voyageurs » (Cousin, 2006). Par ailleurs, agences comme médias – anciens ou « nouveaux » – portent des valeurs dont l’influence mérite analyse (Abdallah, 2015a).

La promesse peut alors se réduire à la répétition éperdue, voire renforcée, des stéréotypes. Parant le visiteur initié de l’avantage surplombant d’avoir « fait » le pays hôte, le discours testimonial se nourrit à nouveau de l’argument intimidant de l’expérience vécue, d’autant plus péremptoire que ce vécu a été « partagé » avec l’autochtone (Cabedoche, 2017a). Là encore, sans autre forme de prérequis et de préparation psychoculturelle à la communication interculturelle,

l'expérience qui se révèle négative, *a fortiori* dramatique, justifie encore le rejet, viscéral, de toute altérité.

Le tourisme de masse perpétue ainsi une tradition héritière de l'impérialisme colonial ou de la propagande nationaliste, comme en témoigne l'activité de l'association Tourisme et travail, créée à la Libération en France. Le risque pointé de la déculturation, que le voyage numérique prolonge : « [...] sous les coups de boutoir du marché mondial, par le tourisme ou par le maillage toujours plus fin des grands *networks*, nous vivons progressivement l'extinction des isolats (géographiques, économiques, techniques ou civilisationnels) » (Bougnoux, 1993).

L'analyse critique explose. Avec la mesure de leurs impacts, le questionnement des activités touristiques rejoint désormais la problématique du changement climatique et de la sauvegarde de l'environnement (Cacomo, 2007). Le recensement s'établit des conséquences négatives sur place de l'accroissement désordonné et de l'industrialisation de l'activité : augmentation des émissions de CO₂, fragmentation des milieux socio-économiques et culturels, pollutions multiples (déchets, eaux usées, lumières). Un tourisme dit « durable » tente aujourd'hui de « penser autrement l'activité », dans le cadre de démarches enfin inclusives, lisibles et inscrites dans le long terme, non sans ambivalences (Ruiz, 2014).

L'ouverture du champ s'impose aux chercheurs, par suite d'une actualité soudain plus anxiogène, sur le terrain des confrontations transfrontières, dont les travaux portent les drames : croisement, aussi brutal qu'interloqué, sur les mêmes plages de vacanciers déconnectés et de migrants épuisés ; percussion irrespectueuse des hordes d'un tourisme sportif intrusif, propulsées avec pétarade et démesure dans le paysage rural de populations locales bousculées, apeurées et parfois meurtries dans leur chair ; irruption violente de l'actualité guerrière et terroriste dans le ghetto désemparé du loisir exotique ; mise en scène médiatique de la répression juridique locale à l'encontre du tourisme pédophile, procréatif, fiscal et autres expériences viatiques délictueuses. Les discours de prévention ciblent encore le croisement des tribus irresponsables « d'adolescents de la défonce » et des organisations mafieuses des barons de la drogue ; les reconnaissances de terrain des délinquants fiscaux et professionnels du blanchiment d'argent ; les cupidités des épargnants spéculateurs du placement immobilier *offshore*...

Par contraste, les travaux des chercheurs sur le terrain se présentent désormais plus méthodologiquement conduits, constituant

une dynamique d'interactions réciproques entre ressources scientifiques « locales » et ressources « extérieures », dès l'élaboration même du projet. Le choix est ainsi pleinement assumé, de part et d'autre, pour rendre compte de la manière dont les différents acteurs décrivent et traduisent leur attachement au territoire ; considérer les relations sociales que ces équipes de recherche élaborent ; accorder sens aux croyances et s'autoriser ensuite une information valorisant ces lieux d'expérimentation (El Gaied et Meyer, 2014). Par contraste vis-à-vis du modèle de la médiation, l'illusion éclate, d'une communication systématique dès la « mise en relation » des producteurs et des récepteurs par des objets signifiants.

Ainsi, sans prérequis, ni la confrontation directe par exemple *via* le tourisme et le brassage organisationnel, ni le recours à un objet technique *via* la numérisation des échanges en entreprise, ne sont en soi d'une utilité dans ce projet de réconciliation universelle et de *stimuli* économiques rêvés par Michel Chevalier au XIX^e siècle. Pourtant, la fiction en est régulièrement entretenue, autour de la métaphore système nerveux/réseau. Elle assimile routes, chemins de fer, canaux fluviaux, couloirs maritimes et bientôt aériens aux vaisseaux sanguins ; puis le télégraphe au système nerveux ; enfin les machines aux muscles d'un corps social, dont le fonctionnement serait la duplication intégrale de celui du corps humain. Pareille fiction corporelle, qui englobe le réseau pour en faire un *organisme-réseau* et l'exporter dans le champ social, est cycliquement reformulée. L'ingénierie des télécommunications l'accueille avec générosité : « [...] pour les réseaux électriques et de télégraphie avec Spenser ; pour l'ordinateur avec la neurocybernétique de Neumann et Wiener ; pour les télécommunications avec de nombreux ingénieurs ; pour Internet avec Licklider, puis avec les idéologues du Net, rassemblés autour de revues-cultes comme *Wired* » (Musso, 2003).

Les désillusions sont à la hauteur des croyances aveugles et rigides ainsi entretenues, autour de la simple irrigation du corps social par le *réseau-mouvement*. Ainsi, les préconisations, financièrement intéressées de Richard Florida (2005), se présentent loin de convaincre de l'atout décisif des stratégies de séduction développées par les métropoles urbaines en direction d'une « classe créative » (*sic*), dont l'installation sur le territoire serait, en soi et pour tout contingent, décisive pour le redressement économique de ladite collectivité (Cabedoche, 2019c). De la même façon, le scepticisme s'impose face à la « nomadologie », chère au prophétisme d'un espace postcolonial

métissé à l'échelle mondiale : la culture doit être pensée autant comme un lieu de rencontres issues du voyage, réel ou virtuel, que comme un lieu de résidence, voire de crispation sur un territoire (Mattelart T., 2007), où s'entremêlent les enjeux de pouvoir, supranationaux et locaux. Evgeny Morozov (2011) ne manque pas de fustiger ceux qui attribuent à Internet – et, de manière plus large, aux médias transnationaux – le pouvoir de provoquer systématiquement le changement social qu'encore récemment, de nombreuses croyances médiatiques célèbrent pourtant : l'attention des messages échangés sur Twitter sur l'attendue révolution iranienne à la fin des années 2010 ne résiste pas, quantitativement, à la succession des commentaires liés à... la mort de l'artiste Michael Jackson, « mondialement consacré » ! Tout autant que le changement social ou le conservatisme, voire la réaction, les réseaux de l'information portent une invitation virtuelle au voyage, parfois réduite à une « culture de l'entre-soi », dont l'une des critiques réside dans sa vacuité. Ils célèbrent enfin une « culture de la télé réalité », dont la production s'exporte aujourd'hui dans un Dubaï luxueux et factice. Les *success stories* Instagram des « célébrités » servent d'abord la fortune des influenceurs et influenceuses occidentaux, ainsi mis en scène par des producteurs tout aussi vénaux que le projet de promotion touristique d'un émirat dubaïote, intéressé par la nouvelle rente financière et communicationnelle ainsi exploitée. Partir en voyage sur Internet ou s'évader en *bad trip* par procuration narcotique constituent ainsi les formes contemporaines de l'immobilisme, proche de l'état d'esprit que traduisent ceux qui restent au pied de la montagne, par *frigida incuriositas*, comme les nargue déjà Francesco Pétrarque en 1336.

Ainsi nourrie dans sa dimension psychosociale, la critique anti-déterministe de l'échange médiaté par l'objet technique connaît par ailleurs une nouvelle dimension, éthico-politique, soudainement exacerbée avec l'entrée dans le troisième millénaire : celle d'une surveillance systématisée par les réseaux numériques, incompatible avec les valeurs de la démocratie occidentale, alors que cette dernière constitue une des promesses du renouveau libéral des années quatre-vingt.

3.1.2. *Les fausses promesses libérales d'un « humanisme augmenté »*

La critique saint-simonienne s'est engagée à partir des promesses déçues du libéralisme d'Adam Smith : la richesse des nations promise par le libre jeu de la concurrence aboutit en fait

à l'accroissement de l'écart entre riches et pauvres. Mais dans sa dénaturation rétiologique, le nouveau christianisme saint-simonien, auquel se sont d'abord raccrochés les socialistes utopiques, se voit bientôt débordé par une pensée critique de plus en plus radicale qui, avec Karl Marx, offre un nouvel espoir, au moins jusqu'au milieu du xx^e siècle : le rééquilibrage social passe par la précipitation de l'évolution des modes de production, telle qu'enseignée par le matérialisme historique, jusqu'à l'avènement de la société sans classe et la disparition de l'État. En attendant, le mode de production socialiste donne toute sa place à l'État prolétarien, investi par la violence et la révolution.

Quelques décennies suivantes, la déstalinisation de l'URSS puis la chute symbolique du mur de Berlin laissent la place vacante au néo-libéralisme, dont le mirage est porté par la référence appuyée à l'œuvre de Frederick Von Hayek (Lège, 2009).

Sur les places mondiales, l'heure est à la dérégulation, c'est-à-dire à la suppression des réglementations et barrières à l'entrée sur les marchés, dont celui des télécommunications devient le symbole stratégique le plus fort. Les États-Unis de Ronald Reagan démantèlent AT&T en sept compagnies régionales. La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher privatise British Telecom dès 1984. À la tête de la Commission européenne, le socialiste français Jacques Delors se découvre, promoteur convaincu de cette dérégulation : grâce au pharaonique marché européen espéré à l'horizon 1992, ouvrir au privé le marché des télécommunications favorisera le consommateur par des tarifs d'accès toujours plus avantageux et dopera les entreprises nationales dans les secteurs les plus avantageux de la communication au niveau mondial. La Chine de Deng Xiaoping semble alors elle aussi sacrifier aux promesses de l'ouverture aux marchés mondiaux, même si le cadre politique reste celui du parti unique et de l'État central.

Parallèlement, la sociologie des usages (Jouët, 2000) repère un discours – qu'elle discute – prometteur d'émancipation de l'individu avec le développement des technologies de l'information et de la communication. Dans la continuité des imaginaires sociaux libérés par les mouvements de mai 1968 dans de nombreux pays, y compris du Sud comme au Sénégal, la pensée critique réclame l'affranchissement vis-à-vis des administrations poussiéreuses, en charge du secteur.

Dérégulation et créativité numérique

Expérimentant parallèlement des modes de vie communautaires, les libertariens de la côte Ouest californienne reconnaissent immédiatement le potentiel libérateur en émergence : grâce au numérique, la revendication éperdue d'autonomie et la recherche de nouveaux liens sociaux trouve enfin sa voie, pacifique et réconciliatrice, au-delà des barrières politiques, administratives et culturelles. La promesse de ces nouveaux croisés de la religion communicationnelle rejoint ainsi l'aspiration néo-libérale, qui appelle pareillement à l'autonomie des individus contre le carcan et la lourdeur des institutions publiques. La mise en réseau et la connectivité des nouveaux dispositifs libèrent un « écosystème numérique », c'est-à-dire un ensemble de réseaux de petits organisateurs qui réinjectent le nouveau savoir pratique dans de multiples appareils et objets du quotidien, tous appelés désormais à communiquer entre eux et pour le bien-être de tous.

La « révolution numérique » multiplie les atouts : esthétique, grâce à la créativité qu'elle libère, au-delà même du monde artistique et pédagogique ; démocratique, par la diversité culturelle, qu'elle sert mieux que toute politique publique ; économique, par l'accès avec la robotique et la sensorique à des systèmes d'information à moindre coût. Individus, petites entreprises, pays et continents, tous jusque-là moins favorisés en sont les bénéficiaires potentiels. Proclamée dès le milieu du xx^e siècle en tant que concept central de la cybernétique de Norbert Wiener (Sefiane, 2015), la « société de l'information » devient enfin réalité, réconciliatrice et annonciatrice de jours meilleurs, pour tous. À l'entrée du troisième millénaire, la performance exponentielle des processeurs multiplie les possibilités d'accès, de stockage et de diffusion de l'information, libérant l'homme des contraintes du « monde d'avant ». Le développement des algorithmes offre l'ajout personnalisé de l'intelligence artificielle.

Toutes les composantes des sociétés « modernes » s'y investissent. La recherche universitaire, qui avec l'armée, est historiquement la première institution à mobiliser les ressources de l'Arpanet, profite largement de ces opportunités du numérique : nouveaux modes d'archivage ; développement exponentiel des lectures de sources pointues autour de la transdisciplinarité ; redéfinition de la relation éducateur/apprenant ; mise en œuvre de nouveaux lieux de production avec les *médialabs* ; révélation de nouveaux publics ;

développement exponentiel de la taille des fichiers exploitables ; stimulation des sciences sociales par les méthodes de la *data science* et les opportunités de quantification des sociétés, comme de suivi à la trace des énoncés et des objets, etc. En Afrique, le *Machine Learning* s'offre en option de dépassement des problèmes de massification, de paupérisation, d'exclusion, sur le terrain de l'éducation.

Cependant, se limiter à la numérisation des corpus, à l'encodage textuel, à la fouille des textes, à l'extraction, à la lexicométrie et à la cartographie des données [...] consacre une approche restreinte des « humanités numériques » et de leur mise en perspective en termes d'enjeux. Si le lieu le plus sombre est toujours sous la lampe, la distanciation invite à interpellier le discours enchanteur, tant est grande la fascination qui l'investit. Déjà, au seul niveau universitaire, la « réalité augmentée » peut aussi constituer la voie de l'opportunisme financier : ajouter l'onglet « Humanités numériques » aux projets scientifiques augmenterait « considérablement » leurs chances de capter des financements (Citton, 2015).

La fin du xx^e siècle se prête aux prophéties millénaristes. Les discours circulants combinent allègrement science et science-fiction (Catellin, 2006). Mais après avoir symbolisé le génie créatif de l'homme, la créature numérique se transforme bientôt en monstre menaçant, dans les imaginaires sociaux.

Science et science-fiction

Le progrès technique est encore qualifié de facteur de libération de l'homme. Mais ses objets paraissent s'autonomiser, jusqu'à menacer l'équilibre de l'être humain et des sociétés. L'attention est d'abord ciblée sur les risques que des usages compulsifs des technologies de l'information font peser sur l'équilibre psychique des utilisateurs et leur capacité à s'extraire du bombardement d'informations sans hiérarchies ainsi autorisé.

Sans même imaginer ces exploitations exponentielles du numérique, dès le milieu du xx^e siècle, Charles Wright Mills (1951) s'effraie du risque d'étouffement du libre arbitre, chez des utilisateurs menacés par l'usage addictif de n'être plus que de « joyeux robots opprimés ». L'auteur désigne ainsi l'apathie des usagers des technologies, excessivement concentrés sur le plaisir immédiat de leur consommation d'objets techniques, dont il craint déjà le délitement de la conscience politique de cette classe moyenne, devenant politiquement

« émasculée et culturellement abîmée ». Vingt ans après, Alvin Toffler (1971) prédit « le choc du futur », quand trop de choix tue le choix ! À l'approche du nouveau millénaire, chez Robert Kraut (1998) ou Robert Putnam (2000), les usages compulsifs et individualisés du numérique interpellent quant au délitement du lien social chez certains adolescents. Aujourd'hui, le neuroscientifique français Michel Desmurget dénonce la fabrique du « crétin digital ».

La critique déborde désormais sur le terrain des impacts sociétaux. L'exemple des imaginaires développés autour des nanotechnologies est significatif : l'emballlement des options passe avec une rapidité confondante de la cité merveilleuse, portée par l'enthousiasme de l'ingénieur Kim Eric Drexler en 1986, à la malédiction dantesque : co-fondateur de Sun Microsystems, président de la Commission sur le futur de l'Intelligence Artificielle, Billy Joy sonne l'alarme quant aux risques liés à ce même développement des nanotechnologies pour les sociétés humaines.

L'effet pendulaire se retrouve aujourd'hui chez les majors mêmes du numérique. Parmi les pionniers canadiens du *Deep Learning* et signataires de la Déclaration de Montréal sur l'éthique de l'intelligence artificielle, Yoshua Bengio se dit aujourd'hui terrifié par les applications de celle-ci. L'alerte est prolongée par la *Lettre ouverte sur l'intelligence artificielle* du Future of Life Institute, signée par Stephen Hawking, Elon Musk, Max Tegmark, Stuart Russel, Daniel Dewey [...]. Les pétitions se multiplient, portées aussi bien par Noam Chomsky que par Jaan Tallinn, co-fondateur de Skype ; Elon Musk, fondateur de Tesla ; Mustapha Suleyman, créateur d'Alphabet, etc. Les docteurs Frankenstein se réveillent soudain, atterrés par le monstre – « l'instrumentarisme » – auquel ils ont donné vie. Les croyances les plus contradictoires envahissent désormais le corps social, dont les *chats* des réseaux sociaux du XXI^e siècle se régalaient particulièrement, dans leurs versions les plus extrêmes.

Sandra Braman le recommande cependant : le nécessaire effort de compréhension de ces processus globaux d'échange, de prise de décision et de contrôle social contraint l'expert à « élargir la trousse à outils conceptuels, bien au-delà de l'analyse traditionnelle des rapports interétatiques ». Car l'entreprise généalogique critique des réseaux (Musso, 2003) montre que si les distanciations opérées aujourd'hui par les acteurs eux-mêmes se prétendent disruptives, elles se révèlent scolairement classiques et peu novatrices, inspiratrices inlassables de thèses complotistes autour d'un *Big Brother* anonyme. Le vocabulaire

puise dans le répertoire (répété à l'envi après Pierre Dénys-Montfort, Victor Hugo, Jules Verne) de l'hydre, de l'araignée, du poulpe... mal-faisants. La nouvelle monstruosité désignée aujourd'hui est le *réseau-machine* dérégulé, doté d'un pouvoir exponentiel « surhumain » et « sur l'humain », que n'a pas su anticiper une ingénierie-sociologie, aveuglée par l'omniscience de son expertise et par le cadre libéral l'autorisant, sans entrave, voire sans éthique.

Ainsi, partant d'un enjeu d'abord technique, la question de la gouvernance d'Internet concentre rapidement l'ensemble des enjeux communicationnels, politiques, diplomatiques, économiques, éthiques du millénaire : ces tensions constituent les nouveaux espaces où le pouvoir politique et économique se déploie au XXI^e siècle (Denardis, 2014). La critique désigne désormais un « capitalisme voyou », né du néo-libéralisme.

3.2. Le développement d'un « capitalisme voyou », produit du néo-libéralisme

Le mode de production capitaliste ne se réduit pas au capitalisme de plateformes numériques. La part de celui-ci y est encore mineure (moins de 5 %) dans le calcul de l'indice global S&P 500². Mais la particularité devrait constituer la majorité des plus grandes valorisations des prochaines années. Plus d'un milliard d'utilisateurs pour certains services se connectent aujourd'hui sur le *cloud*. Désignant une des modalités contemporaines du capitalisme, les données constituent une nouvelle « marchandise fictive », comme l'économiste autrichien Karl Polanyi en formalise le principe dès 1944, autour des trois précédents *process* de même nature : le travail, la propriété foncière, et l'argent.

3.2.1. La progression exponentielle du capitalisme de plateforme

L'importance des plateformes est aujourd'hui consacrée, au point que les noms commerciaux s'imposent en génériques. La recherche d'information se « googélise », concurrencée par Yahoo et Bing. Les liens sociaux « facebookés » sont disputés par Instagram, LinkedIn, Snapchat. Les ventes sur Internet sont « e-bayées », sur un marché

2 Indice boursier basé sur 500 grandes sociétés cotées en bourse aux États-Unis, géré par l'agence de notation financière Standard and Poor's.

auquel s'attaquent aussi Amazon, Taobao et Alibaba. Le transport urbain est « ubérisé », parallèlement investi par Lyft, Zipcar, Blablacar. Les ressources financières et humaines en ligne sont « Elancées » entre autres services Workday, Upwork, TaskRabbit. Airbnb désigne le tourisme moderne, au même titre que Kayak et Trivago. Paypal suscite les positionnements concurrentiels de Square Order, Apple Pay, Google Wallet pour les paiements mobiles. Google Pay Store, Windows App Store s'efforcent de déloger App Store d'Apple sur le marché des logiciels, et 23andMe, PatientslikeMe, Parkinson Power se battent sur celui de la santé en ligne, etc.

Désormais, la production industrielle avec GE et Siemens, l'agriculture avec John Deere et Monsanto, et les énergies propres avec SolarCity, EnerNOC, etc., illustrent l'adoption des plateformes par toute une série de secteurs plus traditionnels (Manokha, 2017). Et bien que ces plateformes soient encore majoritairement disposées depuis les États-Unis, le phénomène est reconnu mondial. Leur rôle s'affirme de plus en plus important dans tous ces pays qui, peu dotés en infrastructures commerciales viables, savent, comme la Chine, saisir l'opportunité pour organiser leur industrie autour du « cyberspace ». Les nouveaux compétiteurs se nomment Tencent, propriétaire des plateformes de messagerie WeChat et QQ ; Baidu, installé sur le marché des moteurs de recherche ; Xiaomi, ambitionnant de devenir « l'Apple du continent asiatique » ; Alibaba, qui, avec ses plateformes Taobao, Tmall et Alipay, contrôle 80 % du commerce électrique du pays, avant l'intervention du pouvoir central chinois pour « pratiques monopolistiques ». En 2020, lancée trois ans auparavant par ByteDance, TikTok devient l'application la plus téléchargée dans le monde, devant Facebook !

La littérature fournit son lot de néologismes mélioratifs, consacrant l'économie du partage, de pair-à-pair, à la demande, collaborative, comme sa consommation. En insistant sur la praticité de la livraison et la souplesse des relations entre acteurs, l'économie de plateforme renvoie à une *gig-economy*, supposée faire disparaître les liens de sujétion des offrants et de dépendance des demandeurs, jusque-là prisonniers du contrat de travail à durée indéterminée.

L'extraction massive des données, publiques et privées, devient aujourd'hui essentielle, pour les plateformes numériques comme pour toute une série de courtiers en données (*data brokers*) et sociétés de conseil. Ces données sont considérées en tant que moyens de production immatériels, à part entière dans le cas des plateformes

publicitaires (Google) et des plateformes de troc sur le *cloud* (e-Bay). Elles sont aussi associées à d'autres facteurs de production pour créer de la valeur : facturation d'application (App Store, Google Pay), facturation du service (Uber, Airbnb, UpWork), gestion de la logistique (Amazon), partage d'informations en temps réel pour l'optimisation des usines intelligentes, ces *smart factories* de l'industrie 4.0 (Siemens, General Electric), etc. La mise initiale de capital est relativement limitée, associée à des actifs immatériels tels que les algorithmes ou les lignes de codes.

Ainsi, de nombreuses entreprises escomptent générer des milliards de dollars de profit dans des secteurs multiples, simplement en procédant à la surveillance des objets matériels et des utilisateurs individuels. Les traçabilités se présentent multiples, désormais exploitables : localisation du smartphone, historique de la recherche, identification des applications et extensions utilisées, exploration des marque-pages, mails, contacts, fichiers répertoriés, musiques écoutées, photographies prises, livres achetés, pages partagées, supports *likés*, heures de consultation...

Ce modèle commercial pose problème d'abord par sa dimension exponentielle : il suppose une augmentation perpétuelle du volume d'acquisition de données, soit par l'augmentation des sources (création de liens vers d'autres bases de données et réseaux ou acquisition des *startups* déjà prometteuses), soit par le développement de nouveaux outils de traçage et d'analyse (algorithmes). Il s'agit ainsi d'en savoir toujours un peu plus sur les cibles potentielles (le surplus comportemental) et d'augmenter le taux de conversion des données, comme la finesse des produits ainsi offerts aux annonceurs et prestataires.

Dans l'industrie 4.0, Sociometric Solutions fournit ainsi des badges d'identification des employés, capables de capter la voix, la tonalité, la durée des échanges... constitutifs de la « dynamique sociale » (Manokha, 2017). Epicenter développe aujourd'hui des micropuces qui, implantées sous la peau, ouvrent les portes à distance, activent les distributeurs automatiques, mais aussi élargissent les informations d'un employeur sur ses employés, comme avec le bracelet numérique d'Amazon. Toujours plus puissants et affinés, des algorithmes anticipent, voire influencent les choix et actions des citoyens, statuent sur la solvabilité des consommateurs, jugent de l'employabilité des collaborateurs, pour en instrumentaliser les inflexions, le tout dans le secret de la boîte noire que les puissants de cette économie dominée par les géants de la Silicon Valley et de la

finance savent techniquement verrouiller, avant même que la Chine n’inscrive un objectif de valorisation de l’intelligence artificielle à hauteur de 150 milliards de dollars d’ici à 2030. Les violations des espaces privés et des règles de confidentialité que ce type de traçage, d’incitation et de surveillance offre alimentent l’alerte aujourd’hui.

Traçabilité, incitation et surveillance

Une première expérience est testée en 2009 par le département de recherche scientifique du Pentagone états-unien. Une compétition ludique est ainsi mise en place, sous la forme d’un concours primé pour les premières équipes à signaler des ballons météorologiques secrètement disposés dans le pays. Les résultats montrent qu’à l’évidence, les gagnants se sont imposés en mobilisant amplement la production participative (*crowdsourcing*). Une équipe du Massachusetts Institute of Technology en perfectionne ensuite le système, découvrant que les participants sont tout autant désireux d’entraîner leurs amis que d’effectuer la recherche en solo. « La science est née, qui consiste à inciter les gens à coopérer ». Installant cette fois des sociomètres sur quatre-vingts employés d’un centre d’appel de la Bank of America dans le Rhode Island, l’équipe découvre que ceux des testés qui parlent le plus entre eux obtiennent les meilleurs résultats dans la réponse aux questions dudit centre d’appel. Étendu avec l’allongement des pauses café, le gain de productivité ainsi révélé atteint pratiquement 15 milliards de dollars en une seule année.

La méthode du *tag-and-trace* est ainsi adoptée par le capitalisme de plateforme, combinant l’extraction et l’analyse des données, habituelles aux informaticiens, et la compréhension de la dynamique sociale par la recherche de modèles chez les humains, entreprise par les sociologues et exploitée par la proxémique. Dans le magazine *Forbes*, Andy Greenberg s’en réjouit dès 2010, ravi d’apprendre « comment façonner le comportement humain », après l’avoir étudié³.

La critique s’organise. Les lecteurs optimistes se reportent à Jeremy Rifkin (2014), annonceur d’un après-capitalisme plus respectueux de l’humain : avec l’éclatement prochain de la bulle carbone sur le terrain des énergies, le coup de grâce sera enfin donné au capitalisme avec la nouvelle économie – libérale et issue d’Internet – du

3 “Mining Human Behavior at MIT”, *Forbes*, 12 août 2010.

coût marginal zéro, combinée avec la destruction créatrice financée par les fonds de pension.

Au contraire, les plus pessimistes instruisent avec Evgeny Morozov (2014) le procès d'un capitalisme numérique renforcé. Les critiques développées par le chercheur – qui relèvent parfois de l'essai – se développent contre trois prétentions théoriques fallacieuses : 1. le « solutionnisme », que le cadre néo-libéral présente en tant que réponse individuelle systématique avec l'*open data*, le *crowdfunding* et l'*uberisation* à tout problème, politique, économique et social, sans les barrières des administrations, les contraintes de coût du ticket d'entrée et les lourdeurs des corporatismes ; 2. « l'époqualisme », qui privilégie systématiquement la nouveauté à la lenteur du recul historique, avec l'application téléchargeable comme instrument de rupture immédiate ; 3. « l'internet-centrisme », qui permet de contrôler l'irrationalité des individus et de réduire l'incertitude corrélative dont le capitalisme a horreur, avec le verrou numérique du *self-tracking*.

Un troisième type de critique se présente d'une dérive « instrumentariste » du « capitalisme de surveillance ».

3.2.2. *Le glissement libéral vers un capitalisme de surveillance et d'aliénation des comportements*

Tout part de la demande d'investisseurs privés auprès des dirigeants de Google pour concevoir un modèle économique fiable et rentable, à la suite de l'éclatement de la nouvelle économie Internet en avril 2000. À l'entrée du troisième millénaire, l'entreprise ne dispose d'aucune stratégie susceptible d'assurer une rente intéressante à ses investisseurs prestigieux. La matière première est là, sous forme d'une accumulation exponentielle de données comportementales liée à la consultation de ses pages, mais il apparaît stratégiquement risqué de rendre le moteur de recherche payant pour ses utilisateurs. Beaucoup plus précise que la simple extraction des informations, la logique d'accumulation, que dégage alors AdWords, la filiale publicitaire de Google, consiste – en toute opacité et sans l'accord des utilisateurs – à déduire leurs pensées, préférences, modalités d'usages à partir des traces collatérales de leurs interactions et de leurs habitudes de recherche en ligne des informations. La performance se dégage désormais de la mobilisation des profils des utilisateurs à des fins de publicité et d'induction des comportements.

Ainsi, toujours plus ciblée, enrichie en permanence par le croisement démultiplié des données, cette marchandise fictive redonne de la valeur, en soi et en temps réel, aux données comportementales plutôt qu'aux besoins réels. Étendu à l'ensemble d'Internet et non plus aux seules recherches d'information, un impératif de prédiction s'ajoute désormais à l'impératif d'extraction de données les plus variées (système sanguin, conversations matinales, trajets, loisirs, repas, habitat...) et les plus intimes (humeurs, émotions, fragilités...). Par exemple, Sleep Number fournit des lits intelligents, devenus sources de données biométriques, mais aussi enregistreurs de sons, positions, mouvements, respirations, fréquence cardiaque... captés depuis la chambre du dormeur !

Un marché dynamique se présente ainsi, financièrement juteux : quelque 25 fois le chiffre d'affaires d'AdWords – devenue AdSense – en moins de quinze ans. La concurrence s'y précipite, dans tous les secteurs, par exemple celui des appareils ménagers connectés, doublant en un an les résultats du secteur en 2016. En 2017, les chiffres des revenus tombent, vertigineux : 111 milliards de dollars pour Google et ses nombreuses filiales, dont YouTube ; 40 milliards pour Facebook ; 5 milliards pour Yahoo, etc.

La réduction de l'incertitude par les objets connectés est désormais accélérée par l'économie de l'action. Des logiciels sont ainsi configurés pour intervenir dans des situations concrètes de la vie « réelle » des personnes et infléchir les comportements : l'insertion d'une phrase précise dans un déroulé d'information dans un fil d'actualité ; l'apparition d'un bouton « achat » au moment opportun sur le téléphone portable ; l'orientation du GPS dans la quête de *Pokémon* ; le verrouillage du réfrigérateur pour l'adepte d'un régime alimentaire, ou de la télévision pour l'insulaire aux horaires de programmation du sommeil... Le dispositif peut aussi définir automatiquement les sanctions au profit du prestataire en cas d'augmentation du risque lié au comportement du client : attribution de malus par la compagnie d'assurance, voire arrêt du moteur de la voiture en cas de non-paiement de l'assurance ou blocage de l'usage par le loueur d'automobiles ; hausse des taux d'intérêt par la banque ; fermeture du compte par le fournisseur d'accès..., sans aucun contrôle public.

Ainsi se définit le « capitalisme de surveillance » par « l'instrumentarisme » (l'instrumentation et l'instrumentalisation du comportement à des fins de modification, de prédiction, de monétarisation et de contrôle), que pourfend Shoshana Zuboff (2019a : 472) : depuis

la Silicon Valley, un glissement – malsain – s’est finalement opéré par rapport à un capitalisme industriel basé jusque-là sur l’exploitation des ressources naturelles et la transformation de celles-ci par le travail. Ce modèle est aujourd’hui perverti par un « capitalisme voyou » (*rogue capitalism*).

Ce décryptage de l’économie de la surveillance provoque à son tour la critique, au moins dans deux de ses aspects : la supposée nouveauté du constat ; la nature de la protestation réduite à une dimension morale et politique.

Continuité et rupture du *rogue capitalism*

Le constat distingue le dévoiement totalitaire d’un « capitalisme voyou » par rapport à des formes plus anciennes du capitalisme. Mais ce pointage par Shoshana Zuboff (2015) se présente déjà après d’autres travaux : un an auparavant, la revue *Monthly Review* regroupe toute une série de travaux pour décrire les stratégies d’hégémonie états-unienne par le numérique (Foster et McChesney, 2014). De manière beaucoup plus lointaine encore et sans en employer l’expression, le risque d’un usage malsain de la cybernétique est exposé par Norbert Wiener (1956), après que l’auteur en ait d’abord défendu les atouts.

Quant à l’acte de naissance de ce « capitalisme de surveillance », arrêté « au cours de la dernière décennie » par Shoshana Zuboff (2015 : 75), John Bellamy Foster et Robert McChesney le dénichent plus tôt, dès 1945 : le lien de corrélation est effectivement établi par les deux auteurs, entre l’essor de ce « capitalisme de surveillance » et l’hégémonie états-unienne qui se manifeste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L’intensification de cette collecte de données par les entreprises privées (notamment les banques) est ensuite favorisée par la financiarisation de l’économie : le rapport de la National Science Foundation de 1982 désigne ainsi les potentialités de l’utilisation des données résultant du télétexte et du vidéotexte aux États-Unis, un des protocoles techniques d’exploitation parmi tous ceux déjà en compétition sur le futur marché des communications en ligne, antichambre du syllogisme du « capitalisme de surveillance » :

La logique implicite ou explicite des arguments avancés par ceux qui utilisent la notion de “capitalisme de surveillance” peut être synthétisée comme suit : les entreprises recueillent de plus en plus

de données et, dans la mesure où celles-ci sont ensuite monétisées – utilisées par les entreprises pour générer du profit – cela signifie que nous avons affaire à un « capitalisme de surveillance ».
(Manokha, 2017)

La critique contemporaine concerne deux formes exacerbées de l'économie de surveillance, principalement développée par les GAFAM depuis les États-Unis, et les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi) depuis la Chine. Mais pour les critiques du capitalisme dit « voyou », la cause est entendue s'agissant de ce dernier pays : le quadrillage numérique de la surveillance chinoise digne du *Big Brother* de George Orwell ne mérite pas qu'on s'y attarde. Le modèle, totalitaire, est indéfendable : l'objectif de ces nouveaux acteurs de la communication mondiale n'est pas de participer au développement d'un marché libéral et du capitalisme qui s'y est épanoui à la faveur des politiques de dérégulation des années quatre-vingt. Il s'agit tout au mieux pour la Chine d'utiliser de manière opportuniste les ressources d'un marché global pour poursuivre l'enrichissement du pays, participer au renforcement de sa puissance et préserver le monopole du Parti, dont la légitimité s'appuie sur la croissance et l'exaltation nationaliste (Bergère, 2013).

Pour une partie de la critique, le vrai débat porte donc sur les risques encourus par le modèle de démocratie libérale, pervertie par un *rogue capitalism* malsain (*Big Other*). Jusqu'au début du millénaire, le capitalisme libéral progresse grâce au mécanisme de l'accumulation primitive, caractérisé par le « dynamisme de la démocratie de marché ». Mais, avec Facebook et Google, la version contemporaine de ce capitalisme traditionnel s'appuie sur un processus de *digital dispossession* (dépossession numérique), comme le baptise encore le marxiste britannique David Harvey. Pour Shoshana Zuboff (2019 : 23), les nouveaux instruments de modification comportementale, que ces acteurs économiques contemporains expérimentent de manière illicite et opaque, inaugurent une « ère réactionnaire », un « nouvel autoritarisme ».

L'argument est ainsi disposé : l'emprise de ce *rogue capitalism* ne procède pas nécessairement d'une malhonnêteté fondamentale de la part de ses acteurs. Certains des fondateurs de ces entreprises libérales du Net participent d'ailleurs à la critique. Mais cette soudaine prise de conscience se présente liée au fait que la « naïveté » initiale des promoteurs d'Internet ne leur permet plus, ni à aucun autre acteur, de

freiner – *a fortiori* d’arrêter – l’emballement de leurs créatures entrepreneuriales. Au-delà de la monétarisation des données personnelles ainsi extraites, la menace se présente dans le volume exponentiel de la dépossession de celles-ci par ce « capitalisme de surveillance », dans des conditions de vide juridique relatif.

C’est alors que ce *surcapitalism* que distingue Shoshana Zuboff commence à ressembler à la structure tyrannique et autoritaire de l’État totalitaire, analysée par Hannah Arendt. Les effets en sont de même nature : confusion des espaces publics/privés, détruisant le rapport de l’humain à l’espace étudié par Gaston Bachelard ; étouffement du libre arbitre et du jugement avec l’habitude des usagers à cette incursion, dans la droite ligne des théories comportementalistes des années soixante, reprises par le Massachusetts Institute of Technology ; privatisation illicite de la division du savoir et de la modération : « qui décide de qui décide ? » (Zuboff, 2019a, p. 170). Par exemple en décembre 2022, Elon Musk provoque de nombreuses critiques pour avoir suspendu arbitrairement les comptes Twitter de plusieurs journalistes, notamment ceux qui avaient relaté le conflit l’opposant au créateur du compte @elonjet.

Mais comme la contrition dont témoignent aujourd’hui quelques acteurs des grandes sociétés états-uniennes du Net, la réduction des enjeux à une question éthico-politique et à un « instrumentarisme » inhumain conduit seulement à prendre distance vis-à-vis d’un *rogue capitalism* déconnecté de l’analyse des fondements du capitalisme. La définition même du « capitalisme de surveillance » s’établit sur des éléments quantitatifs. Les insuffisances théoriques de l’analyse et du concept de *surveillance capitalism*, reconnues par Shoshana Zuboff elle-même, provoquent à leur tour la critique, alors que la lecture proposée d’une nouvelle ère du « capitalisme » bénéficie déjà d’une forme de naturalisation : l’expression est reprise dans la sphère publique, par exemple par l’essayiste indienne Priya Kumar ou le journaliste new-yorkais Jacob Silverman.

Depuis la France, l’historien des sciences Christophe Masutti (2020 : 174-190) analyse encore avec le sociologue de l’innovation Antonio Casilli (2017) la « tâcheronnisation » et le sous-paiement qui caractérisent ce que ces auteurs qualifient de « capitalisme de surveillance au premier degré ». Mais leur travail se distingue de « l’exceptionnalisme » de ce *rogue capitalism*.

Rupture et continuité du capitalisme de surveillance

Spécialiste de la surveillance et de la protection des données depuis l'Université d'Oxford, Ivan Manokha interpelle le « saucissonnage » de l'histoire des entreprises, qui désigne ce « capitalisme de surveillance » en termes de rupture (Manokha, 2017). Car avec Max Weber (1978), Anthony Giddens (1985), Christopher Dandeker (1990), les travaux sont nombreux, qui révèlent les pratiques de surveillance comme inhérentes à l'activité économique contemporaine, bien avant cette irruption du capitalisme de plateforme que Shoshana Zuboff identifie en 2001-2002.

De fait, l'observation des consommateurs et le contenu des messages publicitaires en découlant ont toujours eu pour visée d'influencer les choix en vue d'activer certains types de comportements, jusqu'à conduire à l'achat. Pour rappel, l'Autro-Américain Edward Bernays propose dès 1923 de recueillir des données de comportements pour susciter certaines pratiques consuméristes, à l'aide des outils de la psychanalyse. Plus tard et de manière critique, des auteurs reconnus de l'école de la dépendance comme Paul Baran et Paul Sweezy (1966) dénoncent le système de surveillance que constitue le ciblage des consommateurs par la publicité pour étendre cette culture de la consommation dont a besoin le capitalisme des années soixante.

Il faut remonter plus en amont dans l'historique : en distinguant ce « capitalisme de surveillance » comme un modèle né il y a deux décennies et qualifié de « voyou », la thèse lui oppose les phases antérieures du capitalisme. Mais déjà, les observateurs avertis rappellent que le principe de l'accumulation du capital, basé sur l'exploitation de données, caractérise toutes les formes historiques de capitalisme : l'industrialisation de la grande presse au ^{xix}^e siècle et l'essor des empires de communication au ^{xx}^e siècle en constituent les exemples historiques les plus manifestes. La distinction pose ainsi problème, que pointe Ivan Manokha (2017) :

Ces travaux n'abordent pas des sujets tels que la part des activités commerciales basées sur les données dans l'activité économique globale, ou la relation entre la collecte des données et leur monétarisation et les facteurs de production traditionnels, ou encore l'impact du processus de création de valeur sur les données sur les industries plus conventionnelles.

La « nouveauté » réside seulement dans l'explosion quantitative et exponentielle contemporaine de la transformation de ces données en « marchandise fictive », dans la génération de revenus du capitalisme contemporain. Mais cette caractéristique – engendrant la « surveillance » des données personnelles en violation des principes de confidentialité – est intrinsèquement liée à la nature du capitalisme et à son développement.

L'analyse se présente donc sélective, qualifiant le capitalisme du troisième millénaire de « voyou », « pathologique » par rapport à un capitalisme historique résultant du « dynamisme de la démocratie de marché », aujourd'hui en quelque sorte, « gâché ».

Cette segmentation de l'histoire du capitalisme est déjà discutée, sauf à reconnaître le glissement d'une division du travail en une division du savoir et la restriction du marché à quelques décideurs, disposant d'une concentration de capital et de pouvoir suffisante pour évincer leurs concurrents, comme l'analyse Shoshana Zuboff (2015 : 81-82). Les critiques de cette distinction ont beau jeu de convoquer toute une littérature rappelant que le marché se présente par nature comme un terrain de contraintes imposées (Wood, 1985) et non comme cette « démocratie de marché » dont il faudrait retrouver le dynamisme, pour rattacher le capitalisme de l'information brute « aux intérêts du peuple », comme l'aurait été le fordisme (*sic*).

C'est même en qualifiant d'asservissement les relations entre acteurs économiques qu'une analyse marxiste s'est construite, opposant aux bourgeois propriétaires des moyens de production ceux qui, prolétaires ne disposant que de leur force de travail, sacrifient leur liberté réelle pour simplement espérer survivre. L'historien marxiste Robert Brenner (1977) rappelle ainsi l'importance de ces rapports conflictuels dans la constitution même du capitalisme. Depuis cet avènement, les convocations complaisantes du taylorisme de Frederick Taylor ou critiques du panoptique de Michel Foucault suffisent à rappeler que « la surveillance a toujours été au cœur du rapport salaire-travail », y compris dans un contexte libéral (Manokha, 2017).

La convocation du thème de la rupture renvoie parallèlement au rôle « nouveau », réclamé au niveau de l'État sur le terrain de l'énergie, du prix du gaz, de la dette commune ou de la taxation des grandes entreprises, après des années de néo-libéralisme qui avait semblé en prononcer la relégation dans des fonctions exclusivement régaliennes. « On les a trop laissé faire », s'exclament aujourd'hui certains acteurs, pressés de voir l'autorité publique reprendre le pouvoir

face aux GAFAM, dont l'acronyme s'est entre temps déjà élargi en MAGFANS, pour intégrer les stratégies d'accaparement du marché mondial de nouveaux acteurs hégémoniques, par exemple Netflix et le suédois Spotify, renforcé par un investissement à hauteur de 100 millions de dollars provenant de la firme russe DST (Digital Sky Technologies) et par un accord avec Facebook, qui entend aussi se positionner sur le terrain du podcast.

En réaction, les élans apeurés en faveur d'une régulation autoritaire semblent oublier que celle-ci participe également de la « culture de la surveillance », autour de laquelle l'État sait historiquement construire son autorité !

3.3. Les ambiguïtés de la régulation autoritaire par l'État

Le développement exponentiel du pouvoir des plateformes privées provoque les appels appuyés en faveur d'une régulation correctrice, autoritaire. Mais l'action publique se révèle déjà ambivalente, selon les lieux et niveaux territoriaux à partir desquels elle s'exerce.

3.3.1. Une action publique ambivalente

Au double niveau, national et européen, l'action publique française travaille à sanctionner les abus de position dominante, l'évasion fiscale et la destruction des emplois, caractéristiques des agissements de GAFAM comme Amazon et Google. Mais dans le même temps, la collaboration avec les géants du numérique s'y exprime au niveau des collectivités territoriales pour des opérations de numérisation des bibliothèques et des musées, et pour les créations d'emploi ainsi ouvertes, quitte à se montrer moins regardante quant à la commercialisation massive des données personnelles et au mépris des droits d'auteur ainsi autorisés (Thuillas et Wiart, 2021). À Toronto, Google obtient la maîtrise d'ouvrage du projet urbain du quartier Quayside en 2017. Écouté attentivement par les autorités, Uber ambitionne de casser les codes de la mobilité urbaine, offrant de remplacer les lignes de bus déficitaires par du taxi à la demande. Ainsi, des stratégies d'alliance sont suggérées par les acteurs publics, espérant par là-même retrouver une part de leur souveraineté sur la création d'emplois et la récupération nationale de la richesse.

Pour l'économiste française Joëlle Toledano (2020), la régulation publique entreprise jusqu'à présent est vouée à l'échec dans la

mesure où elle intervient toujours *a posteriori*, une fois les dérives identifiées. Pourtant, les pratiques abusives de chacune des GAFAM sont largement connues et documentées, sans qu'il soit même besoin de convoquer leur expertise dans l'optimisation fiscale pour échapper à l'impôt. Sont ainsi pointés : leur impact écrasant sur le commerce et les emplois qu'elles déstabilisent ; leur responsabilité indirecte dans la publicisation et la démultiplication des contenus haineux qu'elles autorisent ; l'effacement du débat démocratique authentique ; la régulation politique à laquelle ces sociétés privées se livrent arbitrairement, etc.

Les alliances se présentent comme autant de pactes faustiens, quand par exemple la vision du monde dont se prévaut Mark Zuckerberg vise à remplacer la démocratie par les réseaux sociaux. L'autorité politique, comme l'identité des territoires, peut se sentir légitimement remise en cause, quand la maîtrise du sol et de l'espace constitue le fondement du pouvoir politique. L'enjeu est donc majeur, configurant le questionnement autour de la propriété des données, de la souveraineté nationale, de la sécurisation des personnes et de la coordination des acteurs publics... Déjà, certaines villes, dont Londres, entament le bras de fer, interdisant à Uber d'y circuler pour éviter la concurrence avec les taxis. En Italie, d'autres villes jouent la carte de la technophobie, misant plutôt sur la culture traditionnelle.

Mais la confusion est totale quant à ce rôle de régulation que pourrait jouer l'instance publique. Car d'autres collectivités, plus radicales, pensent aussi la *smart city* publique, pour récupérer la maîtrise des innovations technologiques à des fins de contrôle de la population. Ainsi, le modèle chinois fortement teinté de nationalisme énerve les sensibilités libérales, vis-à-vis du risque avéré de contrôle social auquel aboutit un quadrillage numérique de la surveillance digne du *Big Brother* de George Orwell. Basé sur le *big data* et la technologie de reconnaissance faciale, tout un système de crédit social (National Credit Information Sharing) – machiavélique – y est organisé. À Nankin par exemple, un écran géant installé en pleine rue expose les notes des piétons qui traversent en dehors des passages qui leur sont réservés, grâce à un logiciel de reconnaissance faciale. Le géant chinois Huawei se présente même en mesure d'imposer, déjà, le modèle d'un réseau sous le contrôle de l'État, susceptible de remplacer l'architecture technologique qui charpente le Web depuis un demi-siècle. Le *New IP Project* renverrait ainsi au passé le réseau mondial actuel, anarchique et autorégulé par des entreprises privées – états-uniennes principalement – parvenu aux limites de ses exploits

techniques. Et en avril 2021, estimant qu'il lui revient d'organiser cette mutation, l'État chinois, *via* la Banque centrale de Chine, impose le transfert à son profit de toutes les données des 700 millions de clients, recueillies par Ant Financial, bras financier de Alibaba. Avec ses plateformes Taobao, Tmall et Alipay, le géant de l'e-commerce contrôle alors 80 % du commerce électronique du pays.

Ce modèle de reconnaissance numérique connaît déjà des applications ailleurs. À Moscou sans surprise, la surveillance permet déjà l'arrestation de manifestants, ainsi reconnus après avoir protesté en faveur du dissident Alexeï Navalny.

L'alternative est apparemment clairement posée. Mais en se réduisant aux deux options, entre régulation totalitaire de l'État (*Big Brother*) et développement débridé des comportements « voyous » (*Big Other*), l'analyse peut oublier la place qu'historiquement, les institutions publiques des pays libéraux prennent aussi dans le développement du capitalisme, dont le capitalisme de plateforme fait partie intégrante de la trajectoire (Srnicek, 2017).

3.3.2. *Une action publique contemporaine impliquée dans la « culture de la surveillance »*

Dans l'absolu, le libéralisme est plus l'œuvre du mathématicien belge Adolphe Quételet que la préoccupation d'Adam Smith. Car ce dernier s'inquiète déjà du contournement « sauvage » des lois du marché par l'institution d'ententes et de monopoles et légitime l'intervention de l'État, au moins pour renforcer le respect des règles de la concurrence et la formation à celles-ci.

L'argumentation n'est donc pas nouvelle en faveur d'une action de l'État qui, doté d'un statut garantissant une supposée « neutralité », serait seul en mesure d'obliger les capitalistes à prendre des décisions qui privilégieraient l'intérêt commun. Mais portée par l'économiste soviétique Eugen Varga pendant la Seconde Guerre mondiale, puis par l'historien français Paul Boccard, l'analyse de cette irruption de la puissance publique sur le terrain économique ne renvoie pas nécessairement à une volonté du politique de combattre un capitalisme « sauvage ». Au contraire :

Du lendemain de la deuxième guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1960 environ, le monde capitaliste connaît une croissance élevée [...]. En même temps, on assiste partout à une intervention

massive de l'État capitaliste dans la production et la consommation. L'idéologie bourgeoise tire argument de ces faits pour prétendre que l'État, arbitre au-dessus des classes, n'est préoccupé que de l'intérêt général et que la conscience de la maîtrise de la croissance est désormais assurée. En réalité, il s'agit seulement de la période d'épanouissement du capitalisme monopolistique d'État. (Boccaro, 1973)

Action publique états-unienne et surveillance contemporaine

L'acte de naissance du « capitalisme de surveillance » arrêté à 1945 par John Bellamy Foster et Robert McChesney est significatif, consacrant le lien entre l'essor de ce capitalisme et « l'hégémonie impérialiste de l'armée américaine » : la création de la catégorie « ennemis de l'intérieur » justifie ainsi la surveillance des populations (Dandeker, 1990). Christophe Masutti (2020) analyse pareillement la consolidation du « complexe militaire-industriel-financier », en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui permet déjà de pallier la baisse des taux de profit, notamment lors du choc pétrolier de 1973, par un processus de *surfinanciarisation* de l'économie. Or aujourd'hui, après la dérégulation des années quatre-vingt, ce serait précisément contre les situations monopolistiques du « capitalisme de surveillance » que l'État interviendrait, au risque d'ajouter sa propre contribution à cette « culture de la surveillance ».

L'Indienne Priya Kumar (2017) s'emploie ainsi à montrer comment à leur tour, les entreprises d'Internet sont devenues les principales cibles de la surveillance gouvernementale. Le programme Prism de la National Security Agency (NSA) au département de la Défense des États-Unis correspond à cette mise en surveillance des fournisseurs d'accès aux services électroniques. Mais la mise en visibilité médiatique soudaine de ce programme d'espionnage des géants du Web s'accompagne du scandale des accès spéciaux que ces derniers aménagent parallèlement, pour faciliter la recherche d'information recherchée par les autorités publiques. Après la découverte des liens entre la NSA et l'opérateur téléphonique privé Verizon, des millions de citoyens états-uniens et des centaines de millions d'utilisateurs étrangers découvrent la face cachée de l'iceberg : chacun d'entre eux est placé sous « surveillance », en toute légalité selon la loi des États-Unis, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Ce qu'Edward Snowden notamment parvient à révéler, c'est que tous, Facebook, Google, Microsoft, Apple, AOL, Skype et Yahoo relèvent de ce programme public, déclenchant ainsi « la plus importante crise de la gouvernance mondiale de l'Internet » (Masutti, 2020, p. 174-190). Même si elle n'a pas été promue à l'origine pour renforcer le contrôle social par ces géants de l'économie de plateforme, la rationalisation ainsi mise en place par l'action publique aboutit, de fait, à un *statu quo* favorable aux États-Unis, depuis la création de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN). Instituée par l'administration Clinton en 1998, l'association de droit californien est ainsi toujours liée par contrat au droit du commerce des États-Unis. Prism supprimé, XKeyscore poursuit le programme de surveillance du trafic Internet depuis 150 sites Web, afin de repérer des activités suspectes et de remonter à leurs origines. Bientôt, l'Allemagne, la Suède, la Grande-Bretagne, l'Australie, Israël... révèlent avoir pareillement installé de tels dispositifs de surveillance, au profit des services de renseignement nationaux.

Ainsi, dans un contexte où les plateformes privées constituent l'une des formes de puissance les plus prometteuses à partir de leur activité de surveillance, des convergences continuent à être établies avec les autorités publiques d'un certain nombre de pays, à l'instar de ce que révèle l'affaire Cambridge Analytica en 2018. Recrutée ensuite par l'équipe de campagne de Donald Trump en juin 2016, ladite société de conseil en stratégie basée à Londres fournit ainsi toute une série de données personnelles d'utilisateurs, réutilisées ensuite pour cibler les électeurs états-uniens et personnaliser les messages politiques à leur adresser (Manokha, 2017), ce que le *digital president* Barack Obama inaugure lors de la campagne présidentielle précédente (Cabedoche, 2009a et 2010).

Sans doute, combinant des outils d'exploration et d'analyse des données, la société de publication stratégique Cambridge Analytica doit finalement, sous la pression, annoncer sa fermeture le 2 mai 2018. Mais d'autres, comme Facebook, Twitter ou WhatsApp, dont l'administration Obama autorise l'acquisition par Facebook avec Instagram (Toledano, 2020), sont pareillement confondus au Brésil, pour avoir relayé la rhétorique haineuse, mensongère et ouvertement homophobe du candidat Jair Bolsonaro, jusqu'à l'élection de celui-ci à la présidence en 2018.

Depuis, les programmes de développement des systèmes de surveillance globale, comme l'usage sans contrainte des plateformes

numériques par le politique, confirment la convergence des intérêts partisans avec les facilités accordées au « capitalisme de surveillance ». Le président Donald Trump peut ainsi fanfaronner, expliquant son élection en 2016 et sa gestion autocratique : « Sans Twitter, je ne serais probablement pas là. J'ai près de cent millions d'abonnés sur Facebook, Twitter et Instagram. J'ai mon propre média. Je n'ai pas besoin de m'en remettre aux faux médias » (Fassassi, 2017, p. 69-86).

Ainsi, des objectifs s'entrecroisent, consacrant l'ambiguïté des intérêts : d'un côté, l'optimisation du profit des géants du Net ; de l'autre, la réappropriation politique des techniques de marketing et l'entretien de la confusion des savoirs, pour imposer parallèlement le développement du contrôle social au bénéfice de l'État. « Il n'y a pas de capitalisme sans État », conclut Christophe Masutti (2020).

Un « autoritarisme renforcé » est donc en marche alors qu'il y a plus de trente ans, la tendance inverse semble s'imposer d'une adhésion généralisée de tous les États au modèle hayékien : l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de la Russie est, à cette époque, consacrée comme significative de la mise en place d'un « modèle en transition ». Aujourd'hui, la supposée « transition démocratique » va dans le sens du renforcement de la surveillance par les pouvoirs centraux. Les opportunités d'espionnage de militants, de journalistes, d'avocats... et de personnalités politiques au-delà des frontières se sont accrues : la mise à la disposition de logiciels d'infiltration des téléphones privés, comme *Pegasus* développé par l'entreprise israélienne NSO ou *DeuilsTongue* de la société Saito Tech Ltd, permet aux dirigeants et services secrets d'exploiter les fragilités de messageries chiffrées dont WhatsApp, ou les failles des i-Phones d'Apple et du navigateur Safari.

Malgré les protestations des pays ainsi désignés et les condamnations des pays libéraux, puis de la Commission européenne et des Nations unies, l'inquiétude est grande de l'extension généralisée de ces usages à des fins de renforcement du contrôle social. Pour l'économiste Philippe Lège (2009), les valeurs libérales sont elles-mêmes condamnées à n'exister qu'en s'appuyant alternativement sur le conformisme et l'autoritarisme politique. Voilà donc que, loin de constituer des sphères pacifiées et allégées des règles autoritaires, les sociétés néo-libérales paraissent elles aussi promouvoir l'autoritarisme, gage de libertés futures ! La surveillance classique du territoire, ajoutée aux impératifs contemporains de la lutte contre le terrorisme, l'évasion fiscale, les migrations clandestines, les trafics en tous genres,

les pandémies ou le renseignement militaire et civil... engagent les sociétés contemporaines dans un mode de fonctionnement caractérisé par une organisation publique centralisée, décidant de l'intérêt général au nom d'une éthique supposée universelle, donc non soumise à débat.

Ne pas percevoir cette contradiction, c'est oublier toute une tradition de recherche, qui, avec Armand Mattelart et André Vitalis, désigne ainsi ce rôle historique de surveillance par l'État, avec le risque liberticide du profilage des populations (Mattelart, 2008 ; Mattelart et Vitalis, 2014).

Le détour diachronique s'impose.

3.3.3. *Le contrôle social, pratique historique de l'action publique*

Tout au long de la préhistoire de la « modernité postale », la crainte de la conspiration – nationale ou internationale – hante déjà les gestionnaires publics des réseaux postaux. En France par exemple, cette psychose au sommet de l'État aboutit à la création du « cabinet noir » sous Louis XIII, bureau de l'Hôtel des postes où l'on viole gaillardement le secret du courrier privé (Mattelart, 1992, p. 14).

Quand, au XIX^e siècle, le progrès scientifique et technique se dispose selon une linéarité conquérante, le scientisme élargit les connaissances susceptibles de réduire l'incertitude quant aux débordements possibles de l'homme.

Scientisme et fichage de la déviance

Menace potentielle, la « masse » justifie pour le mathématicien belge Adolphe Quételet la mise en place d'un dispositif public de contrôle statistique des flux judiciaires et démographiques. Les nouveaux savoirs caractérisent désormais une « science de la mensuration sociale ».

« L'homme moyen » devient ainsi l'unité de référence et le centre de gravité du corps social, dont les écarts vont désormais pouvoir être rabotés. À titre préventif, la physiognomonie propose ses outils d'examen du langage « animal » du corps, pour déduire la personnalité d'un individu sur la seule foi des traits de son visage. Les « tables de criminalité » se banalisent parmi les instruments de la surveillance des autorités publiques, dont les « indices de penchant

au crime » s'enrichissent de la prise en compte de variables de plus en plus nombreuses : sexe, âge, climat, condition sociale, race, etc. Avec cette dernière variable, le racialisme scientifique se substitue désormais au racialisme précédent, relevant seulement de la croyance. Un ordre moral doit surgir de tout ce contrôle social, parallèle à l'ordre physique. La dynamique de surveillance s'étend.

Ainsi, la loi probabiliste s'installe dans l'activité économique avec le psychosociologue australien Elton Mayo, qui relie la mesure de la normalité à la performance. Le fichage des salariés s'organise, autour d'une modélisation dite « du marché », centrée sur les variables individuelles (personnalité, traits psychologiques, résultats).

Nomenclatures et indices servent désormais aux juges, policiers et médecins légistes pour codifier et remplir leur mission hygiéniste de normalisation des classes dites « dangereuses », comme des indigènes des territoires coloniaux susceptibles de rébellion. Au passage du XIX^e au XX^e siècle, encouragées par la puissance publique, les nouvelles disciplines apportent ainsi leur concours à l'identification de l'individu par l'établissement de « profils » : anthropométrie du Français Alphonse Bertillon, précurseur de la « science du crime » ; biométrie et eugénisme de l'anthropologue Francis Galton, du mathématicien Karl Pearson et du zoologiste Walter Weldon, depuis la Grande-Bretagne ; anthropologie criminelle du professeur italien de médecine légale Cesare Lombroso, rassemblant les « déterminations du criminel-né »... (Piazza, 2011). Avec les lois sur la liberté de la presse et de réunion, le *biopolitique* pour parler comme Michel Foucault témoigne de sa crainte d'une opinion publique, libérée des contraintes imposées par la vie sociale (Simonnot, 1999).

La première formulation théorique de cette représentation apparaît à la toute fin du XIX^e siècle chez l'Italien Scipio Sighele (1892), dont l'extrapolation transpose les enseignements de la « psychologie individuelle » à la « psychologie collective ». Sous le concept de « crimes de la foule », le sociologue range toutes les « violences collectives de la plèbe », des grèves ouvrières aux soulèvements publics. Dans toute foule, il convient de distinguer des menés, hypnotisés et des meneurs, hypnotiseurs (dont le journaliste). La « suggestion » explique que les uns suivent aveuglément les autres.

C'est en des termes semblables qu'en France, le médecin anthropologue Gustave Le Bon (1895) analyse le comportement des multitudes dans la *Psychologie des foules*. L'influence de l'aliéniste Jean-Martin Charcot est manifeste dans sa construction intellectuelle : la

contagion, la suggestion, l'hallucination transforment les individus pris dans la foule en automates, en somnambules. Gustave Le Bon ne comprend pas la révolte des laissés-pour-compte, à la différence de Scipio Sighele. Son influence est cependant certaine aux États-Unis.

Mais depuis ce pays, les premiers théoriciens de l'information et de la communication partent d'une tout autre influence dans la première moitié du xx^e siècle. Les analyses de la propagande marquent le glissement de finalité justifiant l'affinement des techniques d'analyse des contenus médiatiques.

Propagande et engouement pour l'analyse des contenus

De pédagogique dans les années vingt en vue de la formation des futurs journalistes depuis l'Université de Columbia, la mobilisation méthodologique devient idéologique dans la décennie suivante, en vue de l'identification de l'ennemi, jusqu'en son territoire intérieur même aux États-Unis. Car si Harold Lasswell (1927) parle d'abord positivement de la qualité propagandiste des médias liée à la promotion de la démocratie aux côtés du politique, l'auteur estime progressivement que cette action peut aussi s'avérer dangereuse, antidémocratique.

Ainsi, exacerbée par la montée du nazisme, la conviction s'installe d'une vaste manipulation des médias par les forces totalitaires au-delà des frontières, à une époque où, parallèlement, la représentation des médias en tant qu'outils redoutables de manipulation est consignée dans la thèse dite « des effets forts » provoquée par l'action de ces derniers et métaphorisée par le symbole de la « seringue hypodermique » d'Harold Lasswell.

Ce contexte explique le déplacement de l'analyse des discours depuis les universités de journalisme vers les instituts de sciences politiques : l'arrière-plan politique des études commanditées vise à confondre la propagande nazie sur le territoire même des États-Unis. Élève d'Harold Lasswell, Schreyler Forster permet par cette rigueur méthodologique de démasquer la présence d'agents hitlériens dans la grande presse états-unienne, avant l'entrée en guerre des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Autoproclamé « Führer américain », Fritz Kuhn inaugure l'ère de l'infiltration grâce au réseau *Duquesne Spy Ring* disséminé dans la société états-unienne et procède déjà à la création d'une vingtaine de camps d'endoctrinement de la jeunesse sur le territoire. Son influence culmine avec le rassemblement

nazi du 20 février 1939 au Madison Square Garden, qui attire plus de 20 000 sympathisants.

Ainsi avertis, 25 % des travaux relevant des sciences politiques pendant la Seconde Guerre mondiale s'inscrivent dans ce type de problématique depuis les États-Unis. Les méthodologies en vue de dépistage sont alors particulièrement développées, pour confondre les médias suspectés : repérage des thèmes favorables à l'ennemi dans les pages d'un journal suspecté en relation avec l'ensemble des thèmes abordés ; comparaison entre le contenu du journal suspecté (*The Galilean*, par exemple) et celui d'émissions nazies destinées aux États-Unis ; analyse comparée de publications soupçonnées de sympathies pronazies (*Today's challenge*, *Forum Observer*) et mise en correspondance avec des publications dont le patriotisme est évident (*Reader's Digest*, *Saturday evening*) ; analyse lexicale à partir d'une liste de mots-clés considérée comme révélatrice d'une propagande pronazie ; définition d'indices de favorabilité vis-à-vis d'une proposition pareillement manichéenne, etc.

De son côté, exilé d'Allemagne au Danemark, puis en France, Serge Tchakhotine instruit le procès en « viol des foules ». Interdite à la diffusion en France par le régime collaborationniste de Vichy pour ne pas déplaire à l'occupant nazi, sa thèse est finalement reconnue, offrant le décryptage du mécanisme de la propagande développée par Joseph Goebbels, jusqu'à consacrer ce dernier en tant qu'inventeur des méthodes de la « propagande moderne ».

Car après la Seconde Guerre mondiale, la méfiance ne se relâche pas. L'analyse rétrospective des mécanismes du récent conflit et le sentiment que l'action de manipulation des esprits est due à la propagande des médias justifient la généralisation de la surveillance. D'anciens nazis comme Paul Dickopf sont recrutés comme espions pour le compte des États-Unis, avant que celui-ci ne devienne président... d'INTERPOL ! Avec l'institution de la Central Intelligence Agency en 1947, dont Shoshana Zuboff (2019a : 431) rappelle les programmes de « contrôle mental » des années cinquante, la surveillance à l'intérieur et au-delà du territoire national s'exerce désormais contre les tendances croissantes de la manipulation, que l'on identifie comme étant particulièrement liée à l'Union soviétique. Daya Kishan Thussu (2019 : 255-258) rappelle que pendant la Guerre froide, plus de 70 % des satellites lancés depuis les États-Unis le sont alors à des fins de surveillance et d'espionnage.

Au sein du bloc de l'Est, la surveillance s'étend de manière plus généralisée encore, englobant tout autant les structures d'échange d'information, la formation des médiateurs, les contenus, et les pratiques de lectures de leurs destinataires :

[...] le contrôle de l'État sur les médias est [...] beaucoup plus répandu et direct : toutes les entreprises des médias sont publiques ; l'État contrôle la formation des journalistes qui doivent être, profondément, des fonctionnaires ; les médias ne doivent pas seulement éviter certains sujets dont la liste, longue, est codifiée rigoureusement, ils doivent aussi participer à toute mobilisation décidée par le pouvoir (par exemple la mise en œuvre de la « planification » dans le régime soviétique) ; enfin, les citoyens eux-mêmes sont censés être des lecteurs ou auditeurs attentifs des médias d'État et ne pas chercher leurs informations ailleurs. (Bourdon, 2009, p. 108-109)

Analysant cette période à son tour, Herbert Marcuse (1968) ajoute l'organisation économico-sociale militarisée et la surveillance généralisée à laquelle conduit l'équilibre de la terreur par le nucléaire entre les deux grandes puissances de l'époque, le stakhanovisme soviétique se présentant par ailleurs l'équivalent du productivisme états-unien. Des deux côtés, la généralisation du nucléaire aboutit ainsi à un contrôle croissant par l'État, prédisposant ainsi une société centralisée, autoritaire, aliénante. Le Français Jacques Ellul (1962) étend la critique contre les mobilisations propagandistes du système technicien, qu'il identifie pareillement à l'œuvre, à l'Ouest comme à l'Est. L'expérience du KGB soviétique nourrit l'expertise et le sentiment paranoïaque développés ensuite par le Kremlin de Vladimir Poutine, jusqu'à assigner à résidence les propres chefs du FSB en 2022. Au XXI^e siècle, la planète tout entière est assignée à surveillance.

Nouveau millénaire et surveillance généralisée des territoires

Les exemples sont aujourd'hui réguliers de cette surveillance généralisée. Par exemple, c'est par l'affinement de ses outils de surveillance que le site Bellingcat permet d'établir la responsabilité entière d'un tir de missile russe dans la destruction d'un avion de la Malaysian Airlines au-dessus du Donbass en 2014. En 2022, grâce aux outils

de reconnaissance faciale de l'*Open Source Intelligence*, une société française Tactical Systems Académie parvient, en une heure, à identifier un combattant tchéchène envoyé parmi d'autres en renfort des troupes russes sur les champs de bataille ukrainien. La chercheuse australienne Kate Crawford (2021) rappelle encore comment des *start-ups* états-uniennes comme Clearview AI revisitent aujourd'hui la physiognomie du XIX^e siècle pour offrir leurs bases de données de quelque 3 milliards de visages et engager ainsi des associations douteuses avec des institutions publiques, universités comprises. Les plus récentes manifestations de cette surveillance technodéterminée attribuent à l'intelligence artificielle la capacité de décoder « objectivement » les indices caractéristiques du comportement des psychopathes par les seuls mouvements de leur tête et de leurs yeux face à une caméra lors d'entretiens psychologiques. Depuis l'Université du Nouveau-Mexique, des chercheurs parviennent ainsi à développer un algorithme capable de déceler ces traits et de les interpréter « objectivement » lors de tests PCL-R, autorisant les autorités publiques à renforcer la surveillance des déviants dans les prisons et les hôpitaux psychiatriques.

Aujourd'hui en France, une partie des oppositions au passe sanitaire tel qu'imposé par l'exécutif s'appuie sur les risques, potentiels, d'exploitation statistique des données de santé de la population ainsi enregistrée. En dépit des affirmations officielles, la protection de la vie privée n'y serait effectivement pas totalement garantie par les protocoles de traçage (*Robert* pour le traçage Bluetooth et *Cléa* pour le traçage des lieux par QR code). Les *scans* ainsi réalisés autoriseraient le recoupement des utilisateurs, la fuite de données de santé confidentielles liée à la synchronisation de celles-ci par les deux protocoles, l'identification précise d'une personne malgré l'utilisation d'un identificateur unique différent du couple nom + prénom. En 2021, des associations dénoncent le manque de volonté politique en France dans la lutte contre les pillages publics et privés des données.

Dans ce contexte anxiogène, la critique s'élargit désormais, jusqu'à provoquer la distanciation de « positionnements tiers », critiques contre l'enfermement des options technodéterministes entre régulation par le marché ou régulation par le seul état national, chacune participant de la « culture de surveillance ». À ce jeu exacerbé par la mondialisation croissante, comme d'autres régions du monde à statut intermédiaire, l'Europe tente de définir son propre couloir de nage, déplaçant le débat autour de l'action publique dans un cadre

territorial élargi au moins au niveau régional, sinon mondial. Les options se redessinent ainsi autour du multilatéralisme onusien et du regroupement régional, pareillement susceptibles de renforcer la promotion des « biens communs » et la protection des individus et des cultures. Les résultats en sont relatifs, dans la critique desquels s'engouffre l'option souverainiste, contre « les ravages de la mondialisation ».

3.4. Les positionnements tiers, entre multilatéralisme et souverainisme

L'alternative se réduit-elle à une nouvelle lecture bipolaire du monde, après celle qui a opposé bloc de l'Ouest et bloc de l'Est pendant la Guerre froide ? Dans cette hypothèse, l'alternative se serait ainsi renouvelée au *xxi*^e siècle : d'un côté, un libéralisme dont la régulation par le marché comme par l'État national libère finalement un modèle de gouvernance (la *gouvernementalité*, dénoncée par Michel Foucault) prédateur des données personnelles depuis les États-Unis ; de l'autre, un « socialisme de marché » dont le développement algorithmique organise plus méthodiquement encore le renforcement du contrôle social par l'État depuis la Chine.

Mais comme au milieu du *xx*^e siècle, une posture de non-alignement semble se dessiner, annonciatrice de nouvelles lectures en termes de multipolarités à l'échelle du monde. Contre les excès du néo-libéralisme et la tentation d'une politique nationale de régulation brutale, une autre mondialisation se présente, participant de solidarités institutionnelles réactivées et conduisant « à des perceptions du monde inédites, ou tout du moins renouvelées », que résume Pascal Lamy, l'ancien commissaire européen au commerce et directeur général de l'Organisation mondiale du commerce : « Dans la phase actuelle de mondialisation, on observe l'émergence de dimensions qui, pour n'être pas forcément nouvelles dans leur contenu, accèdent à la scène mondiale comme objets communs à l'humanité et appelant des modes de régulation inédits à l'échelle mondiale⁴. »

La problématique est ainsi redéfinie, appelant à reconsidérer le rôle des États, entendu cette fois de manière solidaire. Il s'agit dans un premier temps de considérer jusqu'où la marchandisation

4 L'analyse de Pascal Lamy est accessible dans : « L'autre mondialisation ? Quelle autre mondialisation ? », *Revue du MAUISS*, 2002/2, no 20, p. 115-118.

des activités humaines est acceptée, tandis que le capitalisme étend progressivement la propriété des moyens de production matériels à la production de la connaissance. Il s'agit parallèlement de considérer les moyens d'intervention collective et publique pour réagir, notamment par une régulation véritablement démocratique qui ne reproduise pas le mode directif, intrusif et liberticide des modèles à contrer. Pour Pascal Lamy, ladite recherche doit conduire à réviser le rôle de l'État-nation en tant que pilier de l'organisation sociale. Le chantier est en construction, qui vise à identifier les niveaux politiques désormais pertinents en termes de régulation, de redistribution, d'appropriation.

L'exemple de l'Union européenne se présente immédiatement, significatif du niveau régional auquel les jeux des acteurs publics entendent désormais s'exercer. Pascal Lamy s'en fait le promoteur : « le modèle européen, qui utilise la force issue de la mise en commun des politiques, peut faire progresser les valeurs européennes et dessiner, comme le disait Jean Monnet, ce que sera peut-être le "monde de demain". »

Par les relations privilégiées et tumultueuses qu'il s'est historiquement forgées avec le continent africain, ce modèle européen de régulation y est susceptible par ailleurs d'inspirer, sinon d'entraîner, ces démarches de régulation régionale. L'entrée se présente ainsi pour la redéfinition des options autour de l'action collective des autorités publiques, au-delà de l'égoïsme des nations.

Non sans ambigüités, à nouveau !

3.4.1. L'exploration laborieuse et ambiguë d'une régulation régionale depuis l'Afrique et l'Europe

Il peut sembler surprenant de penser à des pays africains plus éloignés dans la hiérarchie économique mondiale, pour questionner une régulation qui se présenterait à la fois efficace vis-à-vis des excès du capitalisme de plateforme et non liberticide : la surveillance y apparaît tout aussi active qu'en d'autres lieux et les instances politiques nationales s'y révèlent particulièrement impuissantes à elles seules contre l'intrusion des acteurs dominants de l'économie numérique mondiale. De fait en Afrique, l'indépendance des organes de régulation est encore peu acceptée par les gouvernements. La composition politique partisane de ces instances, leur manque d'autonomie budgétaire, la révocabilité des mandats de leurs membres... témoignent du prolongement, paradoxal, du rôle de surveillance de l'État par

leur médiation, notamment vis-à-vis des médias, plutôt que d'une activité de régulation pour le bien commun.

Action publique et régulations régionales africaines

La régulation est rediscutée aujourd'hui sur le plan de son efficacité avec l'extension du numérique. Mais l'hétérogénéité des réponses étatiques face aux risques de perte de souveraineté avec cette mondialisation des réseaux freine le regroupement régional des actions publiques sur le continent.

L'architecture du Web échappe pour une part à la mainmise territorialisée des autorités publiques nationales : la domiciliation des sites avec des noms de domaine comme .com et .net ou .org rend ceux-ci moins contrôlables. Les internautes africains le comprennent rapidement, les réseaux sociaux préférant paradoxalement passer par les structures mondiales, GAFAM et BATX. De fait, le développement des *Virtual Private Network* offre aux internautes disposant de compétences numériques de contourner les dispositifs étatiques de blocage. Pour le meilleur comme pour le pire !

Par ailleurs, les *infomédiaires* – interfaces entre les producteurs d'information et les internautes – se retrouvent en position de force. Maîtrisant pour une part non négligeable la mise à disposition des contenus et captant la ressource publicitaire dans les mêmes proportions, ils s'incrument dans les logiques éditoriales des éditeurs ; ils modèrent les plateformes privées selon leurs règles propres ; ils ne tiennent que partiellement compte des législations nationales, y compris sur le plan du droit social [...] quand celui-ci existe : les géants d'Internet sous-traient cette modération à des nettoyeurs sous-payés, nouvelle forme d'exploitation du travail à l'échelle mondiale. Ainsi, le monde ne peut plus être compris à partir des seules frontières nationales, compétences étatiques et champs d'expérience exclusifs. La réflexion s'impose, conduite à l'échelle extranationale : « Qu'il s'agisse des entités géoculturelles – la Francophonie, l'Ibéro-Amérique et l'Europe – ou géopolitiques – l'Union européenne, l'ALENA –, celles-ci doivent formuler des propositions permettant de constituer une aire d'échanges interculturels équitables, tout en favorisant les relations avec des entités semblables » (Farchy et Tardif, 2006, p. 190).

Mais ces propositions supposent une convergence des analyses de la mondialisation entre pays alliés. Et en Afrique notamment, confrontée à la dimension multiacteurs d'une régulation désormais

davantage comprise comme une hétérorégulation et une corégulation (sinon une autorégulation), qui incluent le législateur, les corporations et les opérateurs, la régulation opérée par les gouvernants hésite, entre une approche normative héritée d'une philosophie keynésienne de l'économie et une approche néo-libérale.

Du coup, l'option d'un front uni de plusieurs États, qui organiseraient une résistance convaincante contre les majors mondiaux du numérique, s'en trouve affaiblie. D'un côté, les initiatives prises par ces géants du Net pour intensifier le développement de la fibre optique ou de relais Wi-Fi autonomes sont abordées dans le cadre de la « communication pour le développement », référence incontournable de certains discours gouvernementaux africains. De l'autre, la facilité de l'usage explique que de nombreux acteurs économiques de ce même continent privilégient Google et son service Gmail et, dans une moindre mesure, Yahoo. À la recherche de nouveaux marchés pour étendre leur puissance numérique, ces opérateurs s'empressent eux-mêmes de relever combien l'Afrique, « terre de promesses numériques », se distingue en tant que continent précurseur d'usages innovants, plutôt que suiveur dans un secteur en perpétuelle évolution : comme ailleurs, les cabinets-conseils proclament la *high tech* comme dispositif idéal pour « révolutionner » les modes de vie !

Le « solutionnisme », que dénonce Evgeny Morozov (2013), étend ainsi jusque sur le continent africain la croyance et la fascination projetées sur les géants du Net : tous les défis des sociétés contemporaines pourraient ainsi être résolus par les technologies de l'information et de la communication : criminalité et déviance, pauvreté et exclusivité sociale, pollution, réchauffement climatique... Par ailleurs, écrasée par les phénomènes de massification et de pénurie budgétaire, l'université africaine espère elle aussi, comme d'autres institutions locales, trouver quelques solutions – sinon les solutions – avec le numérique et passe ainsi des compromis avec les géants du Net de nature à freiner sa dimension légitimement critique.

Les populations elles-mêmes ne se présentent pas unies et constantes pour inciter les exécutifs qui les représentent à intensifier la lutte contre l'irruption des GAFAM sur leur territoire. En Afrique du Sud, par exemple, la résistance peut, dans un premier temps, s'organiser contre le choix d'Amazon d'installer son premier siège social africain près du Cap, dans une zone grande de 15 000 m² si on y ajoute les commerces, logements, hôtel et école dont la construction accompagnerait le projet. La tension, paradoxale, monte soudain

d'un cran en 2021 : d'un côté, la promesse de 21 000 emplois dont 6 000 directs et dont se réjouissent les acteurs économiques, principalement les milieux d'affaires et les édiles de la ville du Cap ; de l'autre, une partie de la population indigène, heurtée par la décision du géant états-unien de l'e-commerce de s'installer entre les rivières Liesbeek et Swart River. Le site s'avère sacré pour les Khoekhoe et les San – deux peuples revendiquant être les « premières nations » d'Afrique du Sud, et désignant Amazon comme le symbole même contre lequel se focalise leur lutte historique contre toutes les formes de colonialisme. Mais au moment où l'Observatory Civic Association en assure le relais, certains Khoekhoe et San se sont déjà ralliés au projet *Liesbeek Leisure Properties* : Amazon y garantit la construction d'une médiathèque dédiée à leur culture et d'un jardin indigène, et décide l'attribution des noms de personnalités importantes de l'histoire de ces « premières nations » pour la désignation de rues du futur quartier.

Pour autant, le risque de captation de la valeur et de la compétence par les majors étrangers du numérique est réel. Le constat est brutal, comme en convient Cédric Villani, lauréat de la médaille Fields 2010. Devenu ministre français du gouvernement Macron, le mathématicien ne s'encombre pas des pudeurs du langage diplomatique, pour qualifier la démarche de « néocoloniale » : « [...] vous exploitez une ressource locale en mettant en place un système qui attire la valeur ajoutée vers votre économie. Cela s'appelle une cybercolonisation⁵. »

La critique rejoint celle de chercheurs indiens contre « le colonialisme numérique et l'économie rentière d'Internet ». Ainsi, pour Prabir Purkayastha et Rishab Bailey, l'offensive du capitalisme mondial contemporain correspond en fait à un nouvel « impérialisme », face auquel les régulations des États ne consacrent au mieux qu'un « changement cosmétique ». Fondateur d'Emerging Valley (le Sommet international sur l'innovation africaine et les technologies émergentes), Samir Abdelkrim résume l'alternative pour l'Afrique : d'un côté, les Africains ont besoin de ces infrastructures et de cette connexion pour rattraper leur « retard de développement », mais de l'autre, ce ne sont pas eux qui produisent les technologies et maîtrisent les informations récoltées. Qu'il s'agisse effectivement de la collecte et du contrôle des

5 Cédric Villani, dans Céline David, « Les GAFAM en Afrique : aide au développement ou prédation ? », *Newsletter de PwC France et Maghreb* [en ligne], 2019.

données personnelles, du financement des *startups* ou de la formation des développeurs, une forme de « colonisation numérique » existe dont « on ne parle que très peu », estime à son tour un développeur ouest-africain, passé par un incubateur de Google.

Car Amazon n'en est encore qu'au stade de l'observation, tandis que l'ensemble des GAFAM avancent leurs pions en Afrique : offre d'accès gratuit à Internet par Facebook, *via* le service baptisé Free Basics et lancement dans la Yabacon Valley nigériane de l'incubateur NG_Hub en vue d'y bâtir une « communauté tech » grâce à la formation de cinquante mille entrepreneurs et développeurs de logiciels ; proposition de bourses doctorales par Google pour former les talents locaux aux métiers du numérique ; ouverture d'un centre de recherche en intelligence artificielle à Accra, au Ghana... ; fourniture de la technologie Microsoft à la quasi-totalité des gouvernements africains, etc.

Face à cette offensive de charme, les États africains ne témoignent pas de la même volonté pour opposer une régulation plus élargie que celle de leurs propres instances nationales. Certains d'entre eux ont carrément renoncé à exercer tout droit souverain en matière de régulation des GAFAM. Alors que les questions liées à l'intelligence économique renvoient systématiquement aux fonctions régaliennes de l'État pour ce qui est de la sûreté, dans la plupart des pays africains de l'espace francophone, il n'existe pas de réelle stratégie de gestion des données. D'autres s'emploient d'abord à résoudre les chevauchements de compétences entre instances de régulation publique concurrentes, déjà sur leur seul territoire national.

Contre ce fractionnement des réponses publiques, les voix se regroupent pourtant, comme lors de la Conférence mondiale sur les télécommunications en 2012 lorsque plusieurs « pays émergents » – dont la Chine, la Russie et les Émirats arabes unis – tentent déjà, sans succès, d'imposer le transfert de la gouvernance d'Internet, depuis les États-Unis vers le contrôle exclusif des gouvernements.

Mais dans le contexte africain, la régionalisation de la régulation étatique s'avère problématique. Dans une Afrique où seulement 25 pays – principalement francophones – sur 54 disposent d'une législation sur la protection des données et où cette question ne fait pas encore véritablement sens au sein de l'ensemble des populations, les réseaux contrôleurs sont encore bien fragiles. Des textes ont bien été adoptés au niveau de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique des États de

l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), mais l’application en est différente selon les cadres juridiques nationaux. Les réseaux tels que le Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM), le Réseau des instances africaines de régulation de la communication (RIARC) ou la Plateforme des régulateurs de l’UEMOA et de la Guinée constituent seulement des cadres d’échanges entre régulateurs, sans être réellement porteurs de règles qui s’appliqueraient impérativement aux États qui les entérinent. Il s’agit plutôt de réseaux d’entraide, de partage des connaissances et des compétences. Pour renforcer son autorité, le REFRAM, créé en 2007 à Ouagadougou grâce au soutien et à l’engagement de l’Organisation internationale de la francophonie (OIF), s’est cependant doté d’une présidence, actuellement assurée par la Haute autorité de la communication audiovisuelle de Tunisie⁶ et d’une vice-présidence assurée par l’Arcom, l’instance de régulation française, qui ouvre ainsi le réseau régional à l’expérience européenne en la matière.

Par contraste en effet, l’Europe se présente plus déterminée et surtout mieux armée : accusé d’avoir favorisé ses propres applications pour éliminer la concurrence du fait qu’Android – le système d’exploitation pour mobiles de Google – équipe 80 % des *smartphones* à travers le monde, le géant du Net vient d’écoper d’une amende de 4,3 milliards d’euros, depuis l’Union européenne. Une nouvelle législation se propose parallèlement de mettre fin aux abus de position dominante des GAFAM à partir de janvier 2023, annonciatrice d’une « nouvelle ère de réglementation des technologies dans le monde entier », selon l’eurodéputé allemand Andreas Schwab, rapporteur du texte.

Gestion européenne des données et enjeux sécuritaires

Désormais, le Règlement général pour la protection des données (RGPD) voté par le Parlement européen⁷ oblige les collecteurs des dites données à obtenir au préalable le consentement des internautes et à expliquer clairement l’utilisation qu’ils comptent en faire. Pour les entreprises en faute, le texte prévoit des sanctions financières allant jusqu’à 4 % de leur chiffre d’affaires mondial.

6 Cf. notre entretien avec Nouri Lajmi, président du REFRAM, 8 mai 2022.

7 Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données.

En avril 2021, soit cinq ans après l'entrée en vigueur dudit RGPD, la Commission européenne renforce la pression et publie son projet de règlement sur l'intelligence artificielle (IA). Selon la commissaire européenne Margrethe Vestager, il s'agit « [d'] élaborer de nouvelles normes qui garantiront une IA sûre, tournée vers le progrès et centrée sur l'humain ». Privilégiant une approche fondée sur le risque, la Commission européenne entend ainsi encadrer le nouvel *El Dorado*, sans l'interdire pour respecter les libertés et ne pas hypothéquer l'innovation. Adopté le 23 avril 2022, le *Digital Service Act* constitue un texte législatif majeur visant à limiter le pouvoir des géants du numérique : « un pas essentiel pour la reconquête de l'espace numérique » selon Shoshana Zuboff. Enfin, le 2 mars 2023, le *Digital Markets Act* interdit aux GAFAM et autres grandes plateformes de favoriser leurs propres biens et services, d'exploiter les données d'entreprises plus modestes pour les concurrencer, enfin d'imposer des logiciels par défaut à l'installation (comme des moteurs de recherche, par exemple).

Se pourrait-il ainsi que les délégations de compétences des États à des organes communautaires les rendent à la fois plus efficaces dans le bridage du « capitalisme de surveillance » et plus vertueuses en s'épargnant, de par cette association régionale des États, des illusions et risques déjà rencontrés en matière de protection juridique vis-à-vis des algorithmes ? Il y a quinze ans, Armand Mattelart dénonce déjà une « globalisation de la surveillance », au-delà des seuls calculs mercantiles des libertariens de la Silicon Valley (Mattelart, 2008). Quand plus récemment, son collègue français André Vitalis pointe à son tour « l'obsession sécuritaire des États » en évoquant l'incertaine révolution numérique (Vitalis, 2016), l'hypothèse se déplace désormais de cette même obsession à ce niveau régional.

Car dans l'Europe de Schengen, même si le cadre juridique reste avant tout une affaire nationale et sa définition la prérogative première des États membres, les exigences se multiplient en ce sens d'une collaboration étroite des instances publiques et d'un quadrillage policier hors frontières avec la mondialisation croissante des enjeux. Les opportunités s'ajoutent ainsi les unes aux autres : questionnement dès 1995 de la fragmentation des identités politiques de l'Europe notamment depuis l'Europe centrale et orientale, avant même que ne se pose la question de la sécurisation des identités individuelles ; adoption du traité d'Amsterdam de 1997, puis l'année suivante du *Programme Falcone* sur cinq ans pour renforcer la répression du grand

banditisme et du crime organisé autour des trafics en tous genres ; adoption du programme de la Haye en 2004 pour le contrôle de l'immigration sauvage ; présentation du texte « Vers une stratégie européenne des droits de l'enfant » de 2006 pour la protection des mineurs, y compris dans le rapport aux médias entretenu par les usages des jeunes utilisateurs ; préconisation par le Conseil « Justice et affaires intérieures » de juin 2013 pour la présentation régulière de rapports sur la question des combattants étrangers en Syrie et la gestion par pays de leur retour en Europe ; projet de 2021 d'un système unique de calcul des revenus imposables dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale ; et plus récemment, suggestion – non aboutie – d'une coordination européenne des dépistages des populations et de l'exigence de présentation de passes sanitaires contre une pandémie de COVID-19 avec ses différents variants, anglais, breton, sud-africain, brésilien, indien, delta, puis omicron BA.1, et depuis, BA.2 en 2022 au Danemark et en Inde...

Les arguments s'empilent ainsi en faveur du regroupement des bases de données au niveau supranational. Le mille-feuille s'épaissit, ajoutant chaque disposition nouvelle aux traditionnels accords de partenariat stratégique, eux aussi concernés par la gestion des données numériques. Par définition secrets et parfois particulièrement opaques, ceux-ci font l'objet d'attentions toutes particulières, pour ce qui concerne la protection contre l'espionnage industriel satellitaire, par exemple au niveau de l'industrie aérospatiale et du déploiement d'*Eutelsat* pour des objectifs tout autant commerciaux que géopolitiques et étatiques.

Le questionnement est plus délicat concernant les accords de défense entre les membres de l'Union européenne et dans le cadre de l'OTAN avec l'European Security and Defense Identity, sans que l'on puisse véritablement parler d'un modèle de défense partagé au niveau de l'Union européenne. Du moins tant que l'intervention russe en Ukraine n'en accélère pas le besoin ! Car le discours de la dissuasion et du « contrôle parfait » s'est construit sur le pari de l'invulnérabilité, selon lequel l'accident n'advient pas, l'ennemi le plus hostile sera dissuadé, une guerre nucléaire sera écartée, notamment sur le territoire européen. Mais « aujourd'hui, c'est fini », comme l'enregistre Benoît Pelopidas (2022).

Les tensions de la mondialisation contemporaine poussent ainsi à la collaboration de plus en plus étroite entre États européens : avec le passage d'un système réactif classique à un système proactif de

contrôle et d'anticipation, le nouveau paradigme du risque appelle de plus en plus à des « mesures d'urgence et [à des] discours de justification situés au-delà des procédures politiques normales ». Jusqu'à constituer à leur tour ce que Christophe Masutti (2020) qualifie depuis de « danger civique » ?

Le risque n'est pas seulement hypothétique. Sans doute aujourd'hui, l'Union européenne suggère d'interdire ces outils constitutifs du « crédit social » au terme duquel en Chine, chaque personne se voit attribuer une note de conformité civique à partir du dépistage de ses activités quotidiennes. Au regard des sensibilités et valeurs européennes, ces outils « portent un préjudice systématique à certains individus ou groupes de personnes », selon le récent texte de la Commission européenne d'avril 2021 relatif au projet de règlement de l'intelligence artificielle. Alors que la Chine vise sans restriction une part de marché dans cette économie de l'IA valorisée à 150 milliards de dollars d'ici à 2030, la recommandation européenne entend limiter son exploitation pour des raisons éthiques, par exemple hors du champ de l'identification des personnes dans l'espace public en temps réel. Un moratoire de cinq ans est ainsi défini depuis janvier 2020 s'appliquant à la reconnaissance faciale.

Mais le diable peut se nicher dans les exceptions. Sans doute, le projet européen n'autoriserait le retour dérogatoire à ces technologies intrusives que pour trois situations : la prévention d'actes de terrorisme ; la localisation de personnes recherchées par la police pour des crimes de sang, punis d'au moins trois ans de prison ; la recherche de victimes et d'enfants disparus. Par ailleurs, la biométrie intrusive ne resterait possible qu'*a posteriori*. Enfin, les recours à l'intelligence artificielle seront limités dans l'espace communautaire, s'ils sont susceptibles... « [d'] affecter des personnes en situation vulnérable ». Les recours aux drones, caméras thermiques et autres détecteurs de fréquence cardiaque par l'autorité publique sont ainsi assujettis à des contrôles particuliers. Mais leur usage n'est cependant pas interdit.

Ces techniques constitutives de l'intelligence artificielle sont ainsi mobilisées dans le cadre de la détection et du refoulement de migrants par Frontex, l'agence européenne de gardes-frontières, en violation totale avec les garanties des droits de l'homme telles qu'énoncées dans la Convention de Genève de 1951 et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Regroupant une dizaine d'organisations non gouvernementales, le collectif Border Violence Monitoring Network se fait fort de lancer l'alerte. La critique cible à

la fois l'entreprise de légitimation *a posteriori* des violences policières ainsi autorisées et « les systèmes de catégorisation biométriques » qui pourraient cette fois être mis en place *a priori*. Car le projet de règlement européen n'en condamne pas expressément l'établissement. Et la tentation grandit aujourd'hui pour le recours à de telles mesures préventives, au risque de ressusciter les pseudosciences de classement biométrique de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle – dont la fumeuse physiognomonie – sur la base de « l'appartenance ethnique », la couleur des cheveux, l'orientation sexuelle, etc. !

Angle mort du texte européen, la « pulsion phrénologique » est ainsi à nouveau réactivée, dénoncée par la chercheuse australienne Kate Crawford (2021). Avec la puissance contemporaine des algorithmes, l'opportunité existe donc, décuplée, non seulement de décryptages pointus de la « potentialité criminelle » d'une personne par la voie de la seule reconnaissance faciale (*sic*), mais plus encore d'inférence « potentielle des opinions politiques d'une personne » (*sic*), à partir de données numériques dont la précision atteint déjà 88 %. Les exemples se multiplient de déploiement des dispositifs de reconnaissance numérique dans les aéroports et métros des Émirats arabes unis, de Singapour... Le maire de Nice, « ville la plus surveillée de France », estime « compatible avec la démocratie » (*sic*) la mise en place du dispositif technique pour identifier les personnes « extrêmement dangereuses » et en faire, comme Marseille, une *safety-city*. Au Royaume-Uni, les habitants de Bristol sont déjà notés à l'aide d'algorithmes et en Ouganda, en Zambie, en Égypte, en Algérie, etc., les contrats de surveillance se multiplient, signés avec l'entreprise chinoise Huawei, dont les caméras sont aussi utilisées pour espionner et intercepter les communications des opposants.

Par ailleurs, les garanties offertes par les textes sont relatives, renouvelant la promesse du juridisme régulateur, toute formelle s'il se dispose indépendamment de la prise en compte du contexte social de son inscription. Le questionnement de la régulation offerte par l'action publique ne peut donc faire l'économie de l'interrogation du risque de ses différents modes de régulation au niveau régional. La confiance dans ce niveau de traitement est ébranlée, autant par le questionnement de son efficacité que par celui de sa détermination à lutter contre les dérives de la culture de surveillance, à laquelle l'Union européenne participe également.

À un niveau plus élevé encore que ce niveau régional, des voix se font entendre pour que soient érigés des accords supranationaux

comme un *Internet Bill of Rights* ou une *Magna Carta*, dans l'esprit de la Constitution mondiale pour l'Internet réclamée par Tim Berners-Lee. La proposition européenne émise par Viktor Mayer-Schönberger lors du Sommet mondial sur la société d'information de 2003-2005 agit dans ce même sens. Mais la suggestion s'avère lettre morte si elle ne rencontre pas l'adhésion de tous les États membres des différentes agences du système des Nations unies. De ce point de vue, le multilatéralisme se présente fragile, si l'on considère notamment une position états-unienne traditionnellement versatile, sinon hostile à tout type d'engagement quand celui-ci aboutit à contrarier les intérêts du pays et de ses entreprises.

L'épisode reste traumatique pour la France de la rupture unilatérale par l'Australie d'un juteux contrat de vente de sous-marins atomiques de classe *Attack* en septembre 2021, au profit de la mise en place *en catimini* de l'*Aukus* tripartite, accord fortement appuyé par les États-Unis avec le Royaume-Uni pour « contrer l'expansionnisme chinois dans l'Indopacifique » où la France, écartée, possède cependant des territoires. L'épisode, violent pour le pays – comme pour le Canada qui se retrouve devant le fait accompli d'une nouvelle alliance transpacifique Washington, Canberra, Londres – est significatif du manque de solidarité européenne. Car si Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Charles Michel, président du Conseil européen, s'avouent heurtés par la décision unilatérale, une autre partie de l'Europe se démarque de l'élan solidaire régional ainsi provoqué : Autriche et Danemark « lâchent la France », pour défendre une position pilotée par un Joe Biden qui, au même moment, clame son « multilatéralisme » pour « relever, ensemble, les grands défis de la planète » !

Washington réussit peut-être à convaincre le G7 de reconnaître les sociétés multinationales en tant que sujet de droit et au moins, à les soumettre à l'impôt universel sur les sociétés à hauteur de 15 % de leur revenu consolidé, avant de prétendre à une véritable régulation de leurs activités en matière de surveillance. Mais timorée pour certains, dépendante du bon vouloir d'un seul pays, en l'occurrence les États-Unis pour d'autres, la mesure adoptée témoigne surtout de l'impuissance de l'Europe à freiner le phénomène *offshore* en son sein. Depuis l'Université de Moncton, Alain Deneault en établit le constat : « L'Union européenne a façonné le continent selon les logiques de la mondialisation elle-même, laissant la Roumanie, par exemple, se développer à la manière d'une zone franche, la République maltaise

comme un port franc, l'Irlande et les Pays-Bas comme des paradis réglementaires et le Luxembourg comme un supermarché de législations permissives⁸. »

Par ailleurs, l'évasion fiscale ne constitue qu'un des aspects du questionnement global des législations dites « de complaisance ». Le rempart européen est inégal selon les domaines concernés. Ainsi, en termes de protection des personnes comme de l'environnement, le juge européen ne s'autorise généralement pas à juger le siège social d'une entreprise dont l'une des filiales à l'étranger s'est affranchie de ses obligations : en 2013, le tribunal de La Haye refuse ainsi de condamner la maison-mère Shell, située aux Pays-Bas, pour les dommages environnementaux gravissimes provoqués par sa filiale au Nigeria. Mais en juillet 2021, Amazon, dont le siège établi au Luxembourg relève de la réglementation RGPD, se voit infliger une amende record de 746 millions d'euros pour non-respect de la nouvelle législation européenne, vis-à-vis de laquelle le géant de l'Internet déclare aussitôt son intention de se pourvoir en appel.

La confiance populaire pouvant se présenter ainsi lourdement abîmée vis-à-vis des institutions européennes, l'appel se recentre pour que, par exemple, « au plus près des habitants » – c'est-à-dire au niveau plus local des collectivités territoriales par exemple – soient développés l'apprentissage des usages des applications numériques en même temps que la transparence de leurs actions dans le respect des droits et des libertés (Toledano, 2020).

L'exigence se déplace ainsi pour que la société tout entière monte en compétence, plutôt que de toujours attendre la mise en place *a posteriori* de mesures correctives. De fait, la démarche rejoint la réflexion de Shoshana Zuboff, également méfiante vis-à-vis de toute régulation publique centralisée et prenant acte des relations troubles entre Google et les administrations fédérales états-uniennes, notamment sous l'ère Obama. Le *Communications Decency Act* de 1996 est ainsi opportunément rappelé, dont la section 230 exonère les entreprises numériques de toute responsabilité légale dans les contenus publiés sur leurs plateformes. Pour Shoshana Zuboff, les propositions qui émergent dans le débat politique aux États-Unis ne sont pas suffisantes et les lois antitrust ne sont pas une fin en soi : le démantèlement

8 Alain Deneault (2021). « Pourquoi l'impôt universel sur les sociétés est une avancée ? Et les multinationales paieront (un peu) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2021, p. 3.

de Google et de Facebook ne ferait qu'attirer de nouveaux prétendants à ce « capitalisme de surveillance ». L'autrice appelle aujourd'hui à une prise de conscience collective en vue de l'émergence de modèles véritablement alternatifs, qu'elle qualifie de « public utility » (Zuboff, 2019). Mais avant elle, d'autres auteurs ouvrent déjà la voie : « La mondialisation oblige donc à reconsidérer les rapports entre culture politique et économie, en dépassant le filtre étatique » (Farchy et Tardif, 2006).

Ainsi, une réappropriation dite « citoyenne » serait déjà en marche, qui dépasserait la seule question du réinvestissement des usages de la donnée au service de l'intérêt général, sans que pour autant, la promesse d'une fabrique du social par le bas ne se révèle systématiquement libératoire vis-à-vis de logiques centralisatrices plus fortes et réductrices. Car le populisme participe de la même logique de réappropriation citoyenne, qui redonne finalement poids à l'autorité nationale contre l'entité régionale. Le déploiement d'un « national-souverainisme », par exemple britannique, est significatif en ce sens, depuis la ratification du traité de Maastricht.

3.4.2. *Le réveil des souverainismes*

L'erreur serait de penser que le souci de la souveraineté nationale contre les effets négatifs de la mondialisation et du multilatéralisme traduit les mêmes sensibilités en Europe. Des convergences semblent pourtant se manifester très tôt, par exemple de part et d'autre de la Manche pour manifester la même volonté de reprise en main des industries culturelles menacées par une politique hollywoodienne particulièrement agressive. Ainsi, en 1946, un accord historique Blum/Byrnes est signé, en vue de limiter les importations de productions cinématographiques et prévenir l'écrasement de la production nationale française. La Grande-Bretagne s'y essaie à son tour en 1947, même si, sous la pression des majors états-unis, elle doit rapidement abandonner son projet politique de taxation à hauteur de 75 % sur l'ensemble des films étrangers distribués dans le pays (Mattelart, Mattelart et Delcourt, 1983, p. 34-37).

Aujourd'hui, les débats théoriques se présentent plus complexes depuis la Grande-Bretagne, où même avant le Brexit, la pensée politique n'a que peu investi l'enjeu européen. Nationalisme et libéralisme s'y sont facilement présentés en étroite combinaison, comme l'analyse David Miller (2005). Ce retour nationaliste britannique se

distingue également de la doctrine Bieber, ainsi désignée depuis la Bulgarie par Ivan Krastev (“You should go and love yourself”)⁹. Sur fond de xénophobie et de rejet de l’accueil des nouvelles migrations « musulmanes » en Europe, ladite doctrine est effectivement portée et expressément assumée par les présidents hongrois Viktor Orbán, polonais Jaroslaw Kaczyński à Krynica le 6 septembre 2016, et par les présidents tchèques successifs Vaclav Klaus et Miloš Zeman, voire, au-delà du groupe de Visegrád, par les partisans du FPÖ en Autriche derrière Sebastian Kurz¹⁰. Lorsque les flux extérieurs ne sont plus considérés comme apports, mais exclusivement en tant que menaces, l’opposition aux élites mondialisées et aux migrations nées des effets de cette même mondialisation sert de fondement au repli sur une conception illibérale, conservatrice et fermée de la culture. Des politiques souverainistes sont ainsi bruyamment affichées depuis l’Europe centrale contre la mondialisation libérale, et s’y révèlent tentées par le radicalisme néoconservateur et l’autoritarisme – jusqu’à célébrer Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan !

Le réflexe du repli n’est pas propre à l’Europe. Par exemple, la volonté affichée depuis 2011 dans la Tunisie issue du « printemps arabe », en vue de dégager un « homme nouveau », se concrétise autour de la figure exclusive de l’arabo-musulman, aux dépens des cultures amazighes, toujours en attente de reconnaissance officielle (Mezrioui, 2021).

Toutes ces réécritures d’un patrimoine mémoriel, instrumentalisant la référence à l’unité de la nation à des fins politiques, invitent à reconsidérer les niveaux de réappropriation identitaire, comme s’il suffisait de renvoyer à un niveau d’espace politique proximal pour s’épargner des affres du localisme et de l’étroitesse de l’ethnicisme.

Small is beautiful. Ou pas ! Car les mêmes enjeux de contrôle social et de promotion partisane peuvent se reproduire quand le local est érigé comme « la madeleine de la démocratie »¹¹ : Isabelle Pailliarat parle de « démocratie événementielle » pour ces dispositifs

9 Ivan Krastev (2016). “Donald Trump and the Bieber doctrine”, *The New York Times*, 20 novembre, disponible sur www.nytimes.com.

10 Groupe informel composé de la Slovaquie, de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque.

11 La revue *Hermès* rassemble tout un dossier consacré à cette interrogation du rapport entre proximité numérique et démocratie : « Le local, la petite madeleine de la démocratie », *Hermès/La Revue*, [www. démocratie locale.fr](http://www.democratie locale.fr), 2000, no 26-27, p. 93-97.

techniques d'échange numérique, parés en soi des valeurs de « modernité », de « transparence » et de « participation », sans plus de contextualisation sociale. L'exemple des journaux municipaux en ligne est édifiant, correspondant surtout à une fonction performative de mise en visibilité des pouvoirs locaux et à une volonté partisane d'intervention sur l'actualité plutôt que d'élargissement de la participation (Cabedoche, 2007).

Les auteurs sont nombreux à rappeler l'avertissement, qui invite à nouveau à prendre distance vis-à-vis du « solutionnisme », du localisme et du communautarisme. Des collectifs s'auto-instituent, collecteurs appliqués d'informations sur le Net et organisateurs de l'alerte autour de leur diffusion sans contrôle, susceptibles de constituer l'alternative avec la régulation par le marché ou la régulation autoritaire des États. Mais sans plus de modération et de prise en compte des rapports de force et options tacticiennes dans ces jeux de contre-pouvoirs, le détournement de l'attention sur les seules institutions publiques de la surveillance peut conduire, par effet de balancier, à négliger la responsabilité de toute collecte organisée de données, publique, privée, comme associative : « [...] si ceux qui s'indignent de l'action de Cambridge Analytica ne remettent pas en cause toute forme de collecte de données, ils contribueront à renforcer la normalisation des pratiques de surveillance [déjà] adoptées par le capital de plateforme et ses partenaires » (Manokha, 2017).

Précisément, cette déconnexion du social explique la naïveté déterministe qui entoure le rêve libertarien des années soixante/soixante-dix, d'une société libérée de toute emprise et d'un accomplissement par l'auto-organisation et l'autonomie personnelle sur le Net. Pour comprendre ces confusions autour des dispositifs de *public utility*, le retour à l'analyse critique de l'explosion historique des activismes en découlant s'impose.

La perspective diachronique s'offre à nouveau, de nature à identifier les indices du renouvellement d'une réflexion critique. Ou du conservatisme qu'elle engendre à son tour !

Le renouvellement de la réflexion critique au seuil du XXI^e siècle

Quand les branches des arbres se fouettent, leurs racines s'embrassent.

PROVERBE AFRICAÏN

S'il est prématuré de procéder à l'élaboration d'une pensée critique relevant des répertoires académiques, la compréhension des activismes contestataires est néanmoins déjà facilitée par le renvoi à des propositions théoriques éclairantes.

Par exemple, une sociologie dite « à la française » ouvre d'autant plus des pistes de réflexion qu'elle inspire, sinon structure certains engagements de terrain.

4.1. Les apports de la sociologie « à la française »

Quand Shoshana Zuboff (2019a, p. 691) mise sur l'indignation des usagers plutôt que sur une régulation de la surveillance conduite par les États pour redéfinir un futur numérique en quelque sorte « humain », il devient nécessaire de revenir à cette observation des usages. En France, la sociologie critique explore ce thème depuis quelque quarante années, témoin d'une certaine confusion.

4.1.1. *La confusion entretenue autour de l'autonomie des usages*

À l'entrée du troisième millénaire, la sociologie des usages offre des synthèses rétrospectives, qui réactualisent le questionnement de

l'autonomie des usages. Ces états de la recherche aident à mieux comprendre les enjeux communicationnels contemporains.

Usages et autonomie

La sociologie des usages s'offre différente, selon qu'elle s'exerce depuis les pays anglophones ou depuis la France, dont l'influence déborde du cadre national au long des années soixante-dix.

Chez les premiers, l'attention est centrée sur la réception et sur les usages des médias de masse. Moins réceptive sur ce terrain jusqu'aux années quatre-vingt-dix, la tradition française circonscrit d'emblée l'étude des usages autour des technologies de l'information et de la communication. Des équipes de recherche se constituent, d'abord autour de quelques institutions nodales : l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE). S'y côtoient sociologues atypiques, chercheurs du CNRS, universitaires indépendants ou relevant du Groupe de recherche sur les enjeux de la communication de Grenoble (GRESEC) (Jouët, 2000, p. 492). Progressivement, ces travaux précurseurs défrichent le champ, débordant les programmes de recherche commanditée relatifs à l'accompagnement du *Plan câble* et du *Plan télématique* du gouvernement français. Dès la formulation des appels, ces commanditaires publics choisissent de dépasser les études de marketing réalisées par les bureaux-conseils et se positionnent de manière à impulser des recherches sociologiques, pour « mieux comprendre les réactions du corps social face à l'arrivée des nouveaux objets de communication ».

Un cadre s'ouvre ainsi à l'autonomie des chercheurs dans un contexte d'effervescence débridée, en l'absence de références théoriques et de modèles, eu égard à la faible diffusion alors des travaux culturalistes anglo-saxons. Les problématiques tâtonnent dans un joyeux « bricolage intellectuel ». L'artisanat conceptuel bénéficie cependant des apports des nouvelles approches sociologiques issues de l'effervescence de mai 1968. Sur fond d'un ébranlement général des institutions (éducation nationale, santé...), des cercles traditionnels d'appartenance sociale (corps intermédiaires, famille, religion, classes sociales...) et des idéologies conformistes « petites-bourgeoises » (patriarcales, cléricales, militaristes, machistes, racialistes, assimilationnistes...), la société tout entière expérimente des pratiques sociales

originales. Ces dernières explorent de nouvelles formes d'autonomie, dans toutes les strates de la vie sociale, au sein de tous les espaces de rencontre, publics comme privés.

L'époque et son futur deviennent riches de promesses en termes de déblocages sociétaux puissants et provisoires, de mutations profondes comme d'améliorations quotidiennes par petites touches impressionnistes. Ce temps privilégié de l'histoire se présente comme une « éclipse de la transcendance » : « Chacun de son côté cherche à retrouver une marge de liberté vis-à-vis de l'autre et cette autonomisation se déploie en cascade ! Elle va du centre politique administratif jusqu'à chacun d'entre nous, atome individuel de la société » (Barel, 1984).

Ainsi, des *méso-niveaux* surgissent, exprimant ce besoin de (re) construction en débordant les catégories économistes classiques, chaque individu apparaissant susceptible de libérer ses potentialités d'autonomisation sous les formes les plus variées. Un double cri, paradoxal, émerge bientôt de la cacophonie : « le problème impose qu'il soit trouvé une solution, et où l'absence de solution est la solution » (Barel, 1984, p. 26-27).

Certains y voient l'opportunité de définir une « modernité », à repenser, dégagée de tout technicisme. D'autres, que traduit la sociologie du travail, recherchent des formes de gestion plus participatives, consacrant le groupe de travail comme acteur, car « le goût de l'autonomie gagne l'usine et les bureaux ».

Les premières études d'usages repèrent alors la façon dont les technologies de l'information et de la communication s'insèrent dans cette dynamique générale des pratiques d'autonomie, analysées dans d'autres secteurs de l'action sociale (Jouët, 2000, p. 495-496). Les travaux révèlent ainsi les tactiques de contournement des usages prescrits, l'inventivité des pratiques ordinaires comme autant de formes de microrésistances à l'imposition de normes, que, dans l'esprit de l'époque, Michel de Certeau retraduit dans son analyse des « arts de faire » et que les Grecs anciens désignent par *métis*.

Mais les tensions se manifestent déjà, contradictoires : d'un côté, la recherche de nouveaux types de relations sociales et des valeurs réconciliatrices les autorisant ; de l'autre, la revendication éperdue de liberté, au risque d'abîmer l'être dans l'individualisme forcené. Être numériquement connecté devient paradoxalement symbole d'émancipation personnelle et d'entrée dans la nouvelle « société de l'information », que dessine la mondialisation des marchés.

Ainsi s'explique que l'investissement éperdu dans les potentialités du Web, jusqu'au débridement le plus total dans les rentes potentielles de la surveillance, prenne naissance du côté de la Silicon Valley.

La fin de l'histoire du « mouvement hippie » états-unien est actée en 1996, au-delà du folklore qui prolonge celui-ci. L'année est aussi celle de la *Déclaration d'indépendance du cyberspace*, portée le 8 février à Davos par John Perry Barlow. Fondateur de l'Electronic Frontier Foundation et membre actif de The Well, association de défense de la liberté des internautes, le personnage est aussi l'ancien parolier du groupe de rock californien *Grateful Dead*, à l'époque où lui-même expérimente la vie en communauté depuis les années soixante-dix. L'univers recherché se veut étranger à celui des maîtres du monde institué par les chefs d'État et les chefs des entreprises, fait de « briques et de mortier » (Cardon, 2019, p. 65-75).

Mais en France, certains activistes se recommandent déjà de la lecture de Jacques Ellul, critique contre l'introduction de « nouveaux systèmes » au sein du corps social.

4.1.2. *La critique radicale du « système technicien »*

Sociologue protestant, Jacques Ellul analyse comment, en écartant les corporations, le constituant jacobin français de 1789 prive le citoyen de la protection des corps intermédiaires. Au nom de la liberté du nouveau citoyen que rien ne doit entraver dans sa relation directe à ses représentants élus, l'homme se retrouve paradoxalement exposé sans écran aux pouvoirs dominants. Deux siècles plus tard, par le jeu d'une interconnexion exponentielle de tous les réseaux avec les progrès de l'informatique (banque de données, flux, circuits de production et de distribution, publicité, médias, etc.), l'individu se voit livré à l'emprise d'un système technicien, aveugle, sans perspective, sans autre loi que celle de l'extension illimitée de celui-ci.

Publié aux États-Unis avec l'appui d'Aldous Huxley, considéré par ses hagiographes comme « celui qui avait (presque) tout prévu » (*sic*) quant aux enjeux du XXI^e siècle, Jacques Ellul (1980) désigne par « système technicien », non pas un champ précis, mais un ensemble de mécanismes. Répondant à la recherche de l'efficacité en toutes choses, ceux-ci finissent par aliéner l'homme.

En fait d'autonomie, c'est ce « système technicien » – et non pas l'homme – qui se développe de manière toujours plus relâchée, jusqu'à s'affranchir de tout périmètre. Ce système devient fondamentalement

autonome vis-à-vis de l'économie, qui ne se présente plus ni en condition, ni en obstacle ; vis-à-vis de l'État, dont il ne faut attendre aucune action correctrice des errements de la technique quand celle-ci permet à celui-là d'accroître sa propre puissance ; vis-à-vis des espaces localisés, quand la technique est érigée en facteur déterminant de toute société humaine ; vis-à-vis de l'éthique, quand cette marche inéluctable se développe par le jeu mécanique et amoral de l'innovation ; vis-à-vis de la science, quand la foi reste inébranlable dans les solutions techniques pour tout défi contemporain. Le développement de ce « système technicien » correspond à une prolifération cancéreuse, un « déjà-là » auquel l'homme ne peut désormais que se conformer. Le « bluff technologique » désigne ainsi ce stade ultime d'une société organisée par les réseaux informatiques, desquels l'homme ne peut plus se soustraire (Ellul, 2012, p. 45).

Autre apport théorique, la sociologie pragmatique « à la française » est plus précise dans son imputation. L'école témoigne d'abord du chemin parcouru depuis le milieu des années soixante-dix quand se perpétue en France une vision déterministe du social, imprégnée de la tradition marxiste et de l'école de Francfort. Alors, Pierre Bourdieu et Luc Boltanski ([1976] 2008, p. 83) co-écrivent une analyse décapante de l'agrégation des thèmes et variations constitutifs de l'idéologie dominante. Colportée par la fraction elle-même dominante de l'économie, la vision du monde véhiculée par ces discours, bien que pluriels, entraîne la « fermeture absolue de l'univers des possibles ».

Depuis, Luc Boltanski s'attache à reconsidérer la domination de manière plus fragmentée qu'il n'y paraît d'abord, et, partant, à identifier les voies qui entendent contourner la réalité inacceptable que tentent d'imposer les logiques hégémoniques. Le chercheur travaille désormais avec Laurent Thévenot une « sociologie des régimes d'action », qui révèle les « économies des grandeurs », par lesquelles les acteurs justifient leurs décisions et leurs actions. Ainsi, l'auteur s'éloigne de la « sociologie du dévoilement » de Pierre Bourdieu. Il s'agit dorénavant de comprendre ce qui divise les acteurs autour d'un même objet et par quels processus ces mêmes acteurs parviennent ensuite à (re)définir un accord, provisoire, mais conscient. L'intérêt de la démarche est de quitter une lecture critique déterministe et d'accorder aux jeux des acteurs une certaine latitude, de nature à permettre l'expression, plurielle, de leurs logiques d'action, motivations, valeurs, justifications..., au fur et à mesure des épreuves qu'ils rencontrent. Ainsi, les acteurs sont reconnus dans leur aptitude à prendre position, juger, dénoncer, critiquer, etc.

Un même individu – ou une même organisation – peuvent même être écartelés entre plusieurs principes de légitimité, selon l'expérience des dites épreuves rencontrées. C'est à partir de ce modèle, qu'avec Ève Chiapello, Luc Boltanski décrypte le « nouvel esprit du capitalisme », dont les auteurs identifient les étapes (1999 : 580-589).

4.1.3. *La mise en œuvre d'un « nouvel esprit du capitalisme »*

L'astuce du capitalisme contemporain est d'avoir laissé passer l'orage de la critique qui lui était adressée – l'étouffement des besoins d'autonomie et de créativité de l'individu par la pesanteur des hiérarchies paternalistes et sclérosantes – pour finalement s'en accaparer le principe, à son profit. Ainsi, un nouvel esprit, capitaliste, peut s'attribuer la paternité de la revendication, à l'avantage des acteurs dominants : par la maîtrise des technologies de l'information et de la communication, l'homme, enfin, se libère de ses contraintes.

L'analyse critique désigne non plus « l'aliénation d'un système technicien » comme avec Jacques Ellul, mais une dynamique managériale, conduite en plusieurs temps autour du modèle des *Cités*, proposé par *l'économie des grandeurs* (Boltanski et Thévenot, 1991).

Une dynamique en plusieurs temps

Le capitalisme œuvre d'abord à saper les justifications de la *Cité domestique* : la qualité du chef décideur, autocrate et protecteur paternaliste, particulièrement en œuvre dans le capitalisme familial, s'oppose désormais à la nécessité pour l'entreprise d'une réactivité maximale de chacun de ses salariés aux inflexions des marchés devenus mondialisés, au-delà des pesanteurs hiérarchiques.

Deuxième étape de la dynamique : le déploiement d'un discours patronal, qui exhorte le travailleur à quitter le confort et la sécurité des avantages acquis et des plans de carrière liés au développement de sa mono-expertise, ne s'exerce pas sans rencontrer de résistances, au nom des « grandeurs » de la *cité civique*. Certes, les outils classiques de contrôle continuent à exister : consignation de la liberté d'expression en interne à la seule amélioration de la performance ; stigmatisation du droit social perçu comme une entrave à celle-ci. Mais ce capitalisme en mouvement ne peut canaliser tous les esprits. En révélant les potentialités tacticiennes des hommes, y compris dans un cadre stratégiquement contraint, Michel

de Certeau invite à prendre distance vis-à-vis de l'approche des Pierre Bourdieu et Michel Foucault, qui ne voient l'individu qu'en tant qu'être soumis aux pouvoirs en place, jusqu'à même intégrer la contrainte pour le dernier auteur. Au contraire, les spécificités française et italienne du « compromis social » dans les entreprises privées consignent la confrontation des partenaires sociaux à l'expression de la revendication, plutôt qu'élargie à la gestion de l'entreprise privée qu'acceptent les syndicats allemands ou scandinaves. Cette caractéristique explique qu'il faut attendre les contributions des sciences de l'information et de la communication pour que la sociologie du travail sorte enfin de la centration sur « le travailleur », pour s'engager dans l'analyse des stratégies de management, dans toute leur complexité (Miège, 2000b, p. 566).

Troisième étape de son déploiement : le discours patronal œuvre à imposer une rationalité surplombante au sein de l'espace public, sous le signe de l'évidence mathématique face à la critique organisée des syndicats. En interne, l'hégémonie de ce discours quantophrénique devient un mode de management dont la rationalité surplombe toute autre forme de débat (Cabedoche, 2014b). Les idéaux de la *citè marchande* et de la *citè industrielle* dissuadent par ailleurs le réflexe de « chef de clan » au sein de hiérarchies « de proximité », poussées à ne plus manager les hommes, mais des tableaux et des chiffres, par « idéalisation de la procédure » et ubiquité panoptique, grâce aux technologies de l'information et de la communication.

Significative d'une quatrième étape : la logorrhée chiffrée de la performance convainc cependant de moins en moins. L'espace public s'emplit progressivement de la critique de cet *homo œconomicus* (Perroux, 1975), dont les dirigeants de l'économie libérale tentent de réduire les aspirations sociales. Avec la critique éclairée des « grandeurs » de la *citè inspirée* conduisant à distinguer *développement*, *croissance* et *progrès*, les conceptualisations implicitement normatives et la modélisation économique témoignent de leurs limites, dès les années soixante/soixante-dix. Une pensée radicale entreprend déjà de déconstruire les mythes autour desquels le capitalisme de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle est en train de se réorganiser. Entre autres, l'économiste brésilien Celso Furtado pourfend le mythe du « développement », porté depuis les États-Unis par l'économiste Walt Whitman Rostow et dont l'étape ultime du cycle universel de la croissance économique serait le mode de consommation états-unien : « Il est maintenant admis [...] que les économies de la périphérie ne seront

jamais développées dans un sens similaire aux économies qui forment le centre actuel du système capitaliste [...] Il faut donc dénoncer l'idée du développement qui n'est qu'un simple mythe » (Furtado, 1974, p. 75).

D'autres encore, comme l'économiste germano-états-unien André-Gunder Franck (1969 : 314), pointent l'origine néo-impérialiste de ce mythe depuis l'Amérique latine, l'estimant « véhiculé par les entreprises multinationales, [et] adopté par les États nationaux pour bénéficier aux élites technobureaucratiques et capitalistes ». Il s'agit donc d'un système intégré, résultat du choix d'un type de développement « qui n'a pas seulement été imposé aux pays périphériques, mais accepté avec satisfaction par leurs élites technobureaucratiques et capitalistes ». Herbert Schiller résume ainsi par *impérialisme culturel* « [...] la somme des processus par lesquels une société est intégrée dans le système moderne mondial et la manière dont sa strate dominante est attirée, poussée, forcée et parfois corrompue pour modeler les institutions sociales, pour qu'elles adoptent, ou même promeuvent les valeurs et les structures du centre dominant du système¹ ».

Confondues à partir de la participation active d'International Telegraph and Telephone états-unienne au renversement de l'expérience d'Unité nationale de Salvador Allende au Chili, les entreprises multinationales deviennent les « sorcières de l'économie ».

Dans ce contexte critique, le discours économique du patronat ne peut plus se dérouler sur un mode exclusivement économique, à base de statistiques, ni exclusivement conjugué sur un mode impersonnel, aspirant à la naturalisation. C'est là que, cinquième étape du déroulement de la dynamique, le capitalisme participe de la construction d'un nouvel esprit, pour reprendre du terrain.

Nouvel esprit du capitalisme et reprise en main de la critique

Dès 1981, par exemple en France, le syndicat patronal appelle ses adhérents à la construction d'un imaginaire social, que les syndicats sont un temps parvenus à disposer à leur avantage. Désormais, l'entreprise sera « citoyenne », porteuse d'un discours et d'orientations engageant sa responsabilité sociale. À ce moment, non seulement la

1 SCHILLER, Herbert I. (1991). « Manipuler et contrôler les cœurs et les esprits », *Le Monde diplomatique*, mai.

critique s'essouffle, mais elle contribue à accentuer la logique de ce redéploiement discursif et stratégique.

L'évolution des représentations liées à la firme multinationale, dite désormais firme « transnationale », est à ce titre significative. Jusque-là, la connivence entre ces firmes et les États périphériques provoque la critique contre la nouvelle élite capitalo-technobureaucratique : la firme participe de la mise en place d'un système économique international de plus en plus planifié et contrôlé, dont les exclus sont les populations des pays périphériques. Mais avec les années quatre-vingt, après avoir été accusée de tous les maux de la planète, la firme transnationale redevient fréquentable, sociale, écologique, sublimée par le discours de l'écoblanchiment (*greenwashing*). Partenaire privilégié pour conduire le changement social avec efficacité, l'entreprise privée est consacrée dans les Sommets de la terre, comme chez certains auteurs :

L'image véhiculée de « firmes monstres s'implantant dans les frêles États du Tiers Monde dans le seul but d'exploiter honteusement les populations » résiste mal à une analyse approfondie. Quelles que soient les critiques adressées à l'encontre des FT [firmes transnationales], beaucoup de pays en développement adoptent des mesures susceptibles d'encourager l'implantation de FT (dégrèvements fiscaux, investissements publics dans les infrastructures, création de zones franches, etc.). D'autre part, les FT occupent une place très importante dans le monde capitaliste et plus particulièrement dans certaines activités (dans la coopération au développement, ou les recherches dans les biotechnologies, par exemple). (Perroulaz, 1988)

Ainsi, à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2011, le Sommet dit *Rio + 20* consacre l'accompagnement qu'offrent ces firmes aux principales agences des Nations unies : le nouveau Programme des Nations unies pour l'environnement promeut une « économie verte ». Le programme Millennium Development Goals de la Banque mondiale le confirme : les entreprises privées constituent au plus haut degré l'acteur incontestable du développement, car elles sont la véritable source de la création de richesse. L'Afrique est réceptive : « [...] l'expérience montre que les États transforment moins bien les informations ou les opportunités économiques à leur disposition que les opérateurs privés [...] Et si l'avènement de l'entreprise sans frontières n'est

peut-être pas encore totalement une réalité en Afrique, son avènement est inexorable du fait des changements technologiques » (Nguem, 2007, p. 117 et 145).

L'argumentaire fait écho dans la société civile : la firme transnationale n'est certes pas une œuvre de bienfaisance au service du développement des plus pauvres. Mais comme toute firme capitaliste, elle vise la survie à long terme pour la réalisation d'un profit pérenne. Elle n'a donc pas intérêt à épuiser la sève dans un environnement qu'elle aurait sinistré. Paré de cette aura vertueuse et élevé au rang des « nouveaux Olympiens » analysés par Edgar Morin dans *L'esprit du temps*, l'entrepreneur s'offre les grandeurs de la *cité du renom*. Steve Jobs d'Apple organise ainsi autour de la « marque à la pomme » tout un univers de convivialité significatif (Lardellier, 2013), dissuasif vis-à-vis des velléités de reprise en main par la puissance publique (Wagner, 2018).

Fort de cette mutation des perceptions, une dernière étape consacre l'installation de ce « nouvel esprit du capitalisme » : celle de la *Cité par projet*.

Nouvel esprit du capitalisme et Cité par projet

Avec les potentialités décuplées des technologies de l'information et de la communication, et l'explosion des réseaux numériques, le collaborateur des organisations marchandes doit désormais développer sa propre autonomie, non seulement par sa polycompétence et sa mobilité, mais aussi par son habilité à se connecter aux réseaux et à y drainer des *followers*. Il lui faut s'y imposer en tant qu'influenceur et *community manager*, ambassadeur qu'il sera toujours loisible de réutiliser au service de l'entreprise, si celle-ci subit quelque crise. L'information devenant source de productivité et de profit de premier plan, l'une des compétences désormais recherchées consiste à savoir où traquer l'information, comment l'évaluer, à qui la rediffuser. L'important n'est donc plus la hiérarchie, la planification, la structure. Au contraire, la petite unité flexible, connectée, sans unité de temps ni de lieu, devient recherchée, animée par des *team leaders*. Ces derniers travaillent à entretenir et optimiser l'automotivation et la créativité d'équipes caméléons, dont ils sont les animateurs dans le cadre d'un projet opérationnellement défini et limité dans le temps.

Le nouvel esprit se veut ainsi libérateur. N'offrant pas toujours la compétence technique pour comprendre les enjeux sociétaux et

le nouveau modèle économique défini par le « capitalisme de surveillance », les autorités publiques maintiennent alors un *statu quo* réglementaire, quand elles ne s'inscrivent pas elles-mêmes dans la promotion du nouvel imaginaire social. Les organisations internationales suivent, prêtes à consacrer « l'ère de la société de l'information », comme lors du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) de 2003 et 2005 à Genève et Tunis, dont certains auteurs ont auparavant associé la genèse de l'expression au climat post mai 1968 (Simioni, 2002). Yves Jeanneret (2005) en décode la méprise :

Tous les textes préparatoires [au SMSI] placent l'industrie informatique en position d'hégémonie – cette posture rassemble les adeptes de la libéralisation des marchés mais aussi certains fervents défenseurs d'un financement public des équipements destinés à rattraper la « fracture numérique ». Une industrie qui n'est jamais nommée, puisqu'elle est désignée par l'intermédiaire de son avatar culturel, la « société de l'information ».

Nous sommes donc loin d'un *rogue capitalism*, à la marge. Convocation de la responsabilité sociale des entreprises, mobilisation des technologies de l'information et de la communication et injonction à l'extension des règles de la gestion privée aux services publics, le « nouvel esprit du capitalisme » s'installe. En tous lieux. Le modèle entrepreneurial estime catalyser mieux que l'État et les services publics encalminés et poussifs les espoirs du développement personnel et sociétal.

Rétroactivement, les années soixante-dix se révèlent être celles de la construction lyrique d'un imaginaire social sur le mode de la guerre économique et de l'esprit de résistance, désignant pour les entreprises nationales (France Télécom par exemple) la « nouvelle bataille d'Angleterre » à mener contre les « envahisseurs » de la mondialisation : *unregulated players* (Yahoo, Google, Apple...), *industrial players* (Nokia, Philips, Sony, Samsung), et autres *fixed* (NTT) et *regulated players* (Free, Bouygues Télécom, Télé2, ST...).

La dynamique se poursuit, dont la logique se reconstitue, rétrospectivement : les années quatre-vingt défendent la dérégulation et l'esprit de conquête dans le nouvel *El Dorado* que constituent les marchés internationaux. Les années quatre-vingt-dix travaillent à la professionnalisation de l'autonomie et de son management à partir d'indicateurs quantitatifs et personnalisés (donc « justes ») de l'efficience à court terme. Le passage du millénaire s'opère en ouvrant

toujours davantage les espaces d'échange par le biais des projets de management matriciel et autres mises en place de cercles de qualité, puis de l'usage généralisé des technologies de l'information et de la communication, jusqu'à proclamer l'avènement de la « société de l'information » et de « l'entreprise-réseau ». Enfin, la première décennie du nouveau millénaire engage l'entreprise à s'autoproclamer dépositaire d'une culture de l'universalité jusqu'à prétendre sublimer l'Être dans la totalité de ses aspirations, notamment à la recherche de ce bien-être que toutes les autres entités ont abandonnée (Musso, 2019). Jusqu'à ce que les années vingt commencent à instruire le procès d'officines privées, à l'instar du cabinet états-unien McKinsey, conseils privilégiés du Prince hors frontières, et dont les préconisations, grassement payées sur fonds publics, s'exercent, paradoxalement, pour la réduction des effectifs du secteur public..., au nom de la rigueur budgétaire !

Désormais dans le discours dominant, libertés formelles et libertés réelles, rentabilité et éthique, stratégie industrielle et autonomie individuelle, sont réconciliées. L'harmonie des forces contraires se développe dans un contexte de mondialisation croissante qu'il convient d'aborder, non en état de frilosité, mais porté soi-même par un projet, professionnel, familial et sociétal. Édictée source de bien-être par-delà les pratiques de *coaching* et de gestion du stress, la performance, devenue culte, s'impose et se décline dans le secteur des services en *new public management* (néo-management public). Ainsi, reposant sur le fondement mythique de l'adhésion à partir de la production de signes et symboles de rassemblement, les normes de la sphère professionnelle capitaliste débordent, jusqu'à devenir les références dominantes, y compris dans ces secteurs qui voulaient au départ s'en affranchir, voire s'y opposer. Le système « happycratique » entend ainsi reconstruire l'homme total !

Mais les tensions provoquées font apparaître de nouvelles mises à distance. Car pas plus que l'esprit du capitalisme, la critique n'est immuable : « Elle peut donc se porter sur des moments qui n'avaient pas jusque-là été formalisés en termes d'épreuves, engageant des êtres dont les souffrances ou le caractère injuste de la condition qui leur est faite n'avaient pas été relevés » (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 603).

Luc Boltanski et Ève Chiapello articulent ainsi le questionnement critique à la possibilité d'une nouvelle étape, à laquelle l'esprit du capitalisme pourrait devoir faire face : celui des risques majeurs qu'il aurait déclenchés, et qui relanceraient la distanciation.

4.1.4. La relance de la critique face aux risques d'ordre légal

Précisément, ce risque s'avère au milieu de la première décennie du XXI^e siècle, avec l'épisode dramatique de suicides au travail chez France Télécom, jusque-là peu encore pris en considération par le droit et les organisations. Le retour sur l'étude de cas offre des traces de réactivation de la critique sociale. Car à partir de 2006, c'est le désespoir qui s'invite brutalement à la Une des médias en France, particulièrement chez les salariés de plus de cinquante ans.

Le profil de ces désespérés est commun, qui, trente ou quarante ans plus tôt, rejoignent le service public des postes et télécommunications françaises par choix des valeurs du service public et des grandeurs de la *Cité civique*. Chacun se présente ensuite avec une identité professionnelle forte, patiemment construite autour d'une mono-expertise technique, portée par la recherche permanente de la qualité et de l'humanité du service rendu, comme de « la belle ouvrage », avant même toute préoccupation de rentabilité.

C'est cette construction affective fragile, synonyme pour l'entreprise mondialisée de plans de carrière tout tracés et de droits acquis immuables que le *washing management* (gestion brutale de la ressource humaine) bouscule dès 2006. Il suffit de mettre en place la règle triennale du *Time to move* : tous les trois ans, pour éprouver son adaptabilité aux marchés, le salarié se retrouve autoritairement déplacé, de son service, de son expertise, de son rang hiérarchique et parfois, de sa zone géographique d'exercice. Sont ainsi brutalement écartés les « porteurs de signaux faibles » : ceux qui, physiquement ou psychologiquement, ne supportent pas la multispécialisation à marche forcée, mais aussi ceux qui, culturellement, politiquement et éthiquement, n'acceptent pas de devenir des *cost killers* (traqueurs de coûts injustifiés).

Sur le terrain, l'injonction autoritaire du *Time to move* est parfois vécue par le salarié comme un renvoi punitif en MOT (mission opérationnelle temporaire), où se retrouvent surqualifiés et sous-employés les cadres, sujets de ce fait aux états d'âme. L'assignation autoritaire en boutique de vente renforce encore le sentiment d'un déclassement, pour des techniciens brutalement exposés sans formation à la gestion anxiogène des plaintes des clients. Que s'y ajoute la brutalité d'un plan de départ à la retraite, volontaire puis provoqué par tous les moyens – prime à la clé pour les responsables de terrain

qui parviennent à réduire la taille de leur équipe au moindre coût – et toute une population salariale se retrouve désemparée. Ce sentiment de « dislocation de l'être » est précisément analysé par les théories de la reconnaissance, développées par le philosophe et sociologue allemand Axel Honneth (1996 et 2006). Le sentiment de mépris est ainsi particulièrement perceptible chez les quelques salariés du public encore en place et expressément stigmatisés.

Bientôt, les méthodes brutales de management n'apparaissent plus irréductiblement liées à la psychologie de dirigeants pervers. Ils ne s'attachent pas davantage à une entreprise spécifique, même si France Télécom devient le symbole du coût humain de l'excellence. D'autres comme Renault sont confrontées aux mêmes cas de *work-related suicides* (suicides liés au travail), quand le PDG franco-libano-brésilien Carlos Ghosn du géant français de l'automobile assume cyniquement son management par la peur, condition de la créativité au travail (*sic*).

La critique s'élargit alors au fur et à mesure de la contagion du modèle managérial à l'ensemble des services publics : hôpital, ministère, pôle emploi, société publique des chemins de fer, universités, etc. (Harari-Kermadec, 2019). Tous se montrent désormais saisis par cette même injonction à intégrer les outils de gestion initialement conçus pour des organisations privées, dont la légitimité réside dans leur capacité à dégager de la richesse, quel qu'en soit le coût humain.

Non sans quelques déstabilisations des collectifs, reflux de la participation et flous des convergences artificiellement convoquées, la fièvre organisationnelle participe ainsi à de véritables reconfigurations des services publics et d'individuation de la surveillance.

4.1.5. *Le rapport à la « gouvernance » au cœur des enjeux communicationnels planétaires*

Bientôt, ce questionnement de la gouvernance, circonscrite aux méthodes « modernes », privées comme publiques, s'ajoute aux critiques activistes foucaldiennes de la *gouvernementalité* verticale, au cœur de mouvements populaires de protestation dans le monde entier. Des échappatoires sont proposées, sur un mode plus participatif : l'*Internet Engineering Task Force* (IETF) élabore des standards sur un mode plus ouvert ; le Web fédératif en PEP (*peer-to-peer*) propose un réseau de blogs, de partage d'images et de vidéos, d'organisation d'événements construits à partir de logiciels décentralisés ; Activity

Pub offre une normalisation des protocoles, qui contribue à l'amorce de modes de gestion collective des données et échanges... Contre le capitalisme de surveillance, Shoshana Zuboff (2019a, p. 22-23) désigne encore le sanctuaire privé de l'*Aware Home*, cette nouvelle maison numérique « dont les données ne fuient pas ».

Chacune de ces options se présente d'abord technique. Au-delà, des sociétés coopératives et participatives, et des initiatives créatrices dans l'économie sociale et solidaire, inaugurent parallèlement de nouveaux modes informels de rééquilibrage. Les convergences s'établissent entre ces mouvements dits « de préfiguration » (Maeckelbergh, 2011), porteurs d'une vision collective des « biens communs » à protéger. Ces précurseurs s'imposent à leur tour comme « entrepreneurs de cause », à l'échelle d'une communication mondialisée. Se rejoignent ainsi, dans une critique multiforme intégrant la puissance publique, les mouvements *Y'en a marre* au Sénégal, *le Balai citoyen* au Burkina Faso, *Filimbi* en République démocratique du Congo, *Liyannaj Kont Pwofitasyon* aux Antilles françaises, *Yo soy 1, 2, 3* au Mexique, voire plus récemment, les révoltes populaires après les « printemps arabes » du début des années 2010 en Tunisie et en Égypte, puis au Liban avec la *thawra*, en Algérie avec le *hirak*, en France avec les *Gilets jaunes*, etc.

Auteur critique de la *New Cultural Hegemony and Global Media*, Lee Artz (2016) conforte l'analyse depuis l'Université de l'Iowa : la recherche du profit maximum déstabilise l'environnement humain et social et organise parallèlement l'obsolescence des objets consommés jusqu'à provoquer la dévastation de l'environnement. Mais malgré sa puissance hégémonique, ce capitalisme transnational crée inévitablement la résistance.

Comme les firmes capitalistes, à son tour, cette résistance s'organise hors frontières : du Venezuela à la Bolivie, de la Tunisie à l'Égypte... de nouveaux mouvements sociaux travaillent à la construction d'un *process* de résistance et de transformation. Une nouvelle offre en faveur d'une hégémonie culturelle de démocratie, de solidarité et de justice sociale se répand. La correspondance s'établit dans l'histoire des mouvements contestataires à partir des années soixante-dix, entre les revendications indépendantistes du Québec, les soutiens des Indiens du Chiapas mexicain, les alertes des *datzibaos* en Chine, les spectacles critiques des marionnettistes tchèques du temps de l'URSS..., tous participent de cette *culture civique* que Peter Dahlgren (2003) définit comme constitutive de modes de vie.

Ces tensions ne sont cependant que rarement expressément traitées au niveau des Nations unies où principalement, l'urgence bouleverse les réunions prévues. Parmi les personnalités fondatrices des sciences de l'information et de la communication en France, Anne-Marie Laulan espère malgré tout en l'élaboration de référentiels partagés par les États, parce que les propositions de ces mouvements de préfiguration s'adressent à la « sagesse » de ces derniers, sans valeur comminatoire :

Il en résulte des *policies* [...], soumis au vote de la Conférence plénière puis à ratification par chaque pays membre. C'est alors seulement que la Convention acquiert valeur universelle parce que [...] jamais imposée. Certes il serait naïf de croire qu'aucune tentative d'influence, de financement d'un vote favorable ne s'exerce ou même de nier le troc de votes sur différents projets [...]. Mais les responsables de chaque état veillent, tout est public, publicisé, archivé. L'utopie démocratique dont rêvait Montesquieu semble devenir « réalité » par une décision collective acquérant valeur universelle (*sic*). (Laulan, 2013)

Depuis l'Université de Glasgow, Kate Oakley (2016) tempère cependant les ardeurs : aussi prometteuses que soient ces approches, le danger est que ceux qui sont capables de les entreprendre sont de plus en plus coupés des sociétés dans lesquelles ils travaillent.

Pendant ce temps, aux États-Unis, la logique managériale décriée et poussée à son paroxysme aboutit à l'instauration d'un *New short-term Insurance Order* par Donald Trump, alors que Barack Obama avait fait de la réforme du *Health Care system* l'un des symboles forts de sa politique. Bien qu'avortée par son désistement en faveur de Joe Biden dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles de 2020, la proposition de Bernie Sanders pour une assurance-maladie universelle laisse trace aujourd'hui, auprès de jeunes électeurs que les idées « socialistes » du candidat démocrate ne semblent plus nécessairement rebuter.

Ces offres novatrices témoignent de la recherche, d'abord engourdie, de nouvelles perspectives susceptibles de redynamiser l'espoir. Il aura fallu le drame de la pandémie de COVID-19 pour que le contre-modèle états-unien de désengagement du *welfare state*, promu par Donald Trump, interpelle plus largement. Significatifs en ce sens, les commentaires médiatiques se rejoignent jusqu'à voir en Joe Biden... un « révolutionnaire », après ses cent premiers jours

de présidence. Parallèlement à la pression qu'elle laisse entrevoir contre les pratiques jugées anticoncurrentielles des GAFAM avec la proposition de nomination de la juriste Lina Kahn à la Federal Trade Commission et la désignation de Tim Wu comme conseiller à la Maison-Blanche, la nouvelle politique états-unienne se présente inattendue en ce début de mandat 2021, jusqu'à dépasser dans la comparaison le *New Deal* de Franklin Delano Roosevelt et le projet de *Grande Société* de Lyndon Baines Johnson : « Le plan d'investissement dans les infrastructures et l'emploi de plus de 2 000 milliards de dollars qu'il vient de présenter est historique. Ajouté au plan de relance COVID de 1 900 milliards, il constitue une révolution². »

Le questionnement ne se pose donc pas qu'en termes formels qui réduiraient les options à des effets de langage. Autrement dit, l'apparent changement des codes de la communication diplomatique – auquel Jair Bolsonaro au Brésil, Boris Johnson au Royaume-Uni et Vladimir Poutine en Russie ajoutent leur partition fleurie à celle de Donald Trump – réactive le questionnement des modèles de gouvernance, au-delà de la gesticulation imprécatoire. Depuis les États-Unis de Joe Biden, une rupture majeure semble s'être programmée avec la « révolution conservatrice » affirmée depuis l'époque de Ronald Reagan. À force de diabolisation de l'État, celle-ci finit par saper le contrat social et provoquer une explosion dangereuse des inégalités, cruellement révélée par la pandémie en 2020. En 2021, le plan Biden se présente ainsi comme une réhabilitation totale du pouvoir de l'État fédéral, en tant qu'artisan majeur de la relance économique, sociale, environnementale et technologique.

Avec la Chine de Xi Jinping, c'est un tout autre modèle – formalisé sur le mode d'un *soft power* à destination de l'ensemble de la planète – qui s'offre pour constituer la nouvelle alternative du troisième millénaire. En dépit des rejets effarouchés de ce contre-modèle chez les libéraux, une attention nouvelle pour l'expérience se manifeste, à partir d'atouts que Xi Jinping sait habilement disposer. Le modèle de gouvernance chinoise est ainsi expressément proposé, profitant du rejet du multilatéralisme réactivé pendant la présidence de Donald Trump, comme d'une gestion de la pandémie et de sa communication, pareillement déçues depuis l'Europe.

2 Éditorial (2021). « De "Sleepy Joe" à Biden le révolutionnaire », *Le Temps*, [mis en ligne le 2 avril 2021, modifié mardi 7 avril 2021]. <https://www.letemps.ch/opinions/sleepy-joe-biden-revolutionnaire>.

Le projet se présente peut-être anachronique au XXI^e siècle. Mais au XX^e siècle, l'une des problématiques réside précisément dans la recherche de quelque modèle politique qui aurait guidé, par l'exemple et l'expérimentation, des politiques nouvelles de gouvernance. Depuis, la course s'est avérée éperdue et vaine de cette recherche erratique de leurs politiques révolutionnaires. Mais pour en mesurer le chemin parcouru, l'interpellation s'impose quant à ces désignations passées des modèles, comme autant d'ancrages concrets des espoirs alors perçus en termes de changement social. Car si pour le chercheur, un modèle désigne un cadre hautement formalisé, applicable à une diversité de figures, l'appellation aux yeux du militant consacre un idéal sublimé, souvent la concrétisation politique érigée en traduction réifiée de l'aspiration sociale.

La mise en débat de ces expériences politico-économiques se présente souvent passionnée, pipée par des dispositifs de clôture. Plusieurs chercheurs (Charaudeau et coll., 2001) témoignent ainsi des déconvenues qui les opposent rapidement à des militants inconditionnellement acquis à la cause. Les premiers contacts sont en général prometteurs pour la recherche documentaire. Mais les chercheurs se retrouvent ensuite facilement ostracisés, dès lors qu'à partir de leur travail de distanciation, les conclusions rigoureusement établies ne vont pas, ou plus tout à fait, ou plus du tout, dans le sens des croyances préconstruites de leurs interlocuteurs activistes.

Pour autant, la perspective diachronique s'impose.

4.2. La recherche erratique de modèles politiques pour une alternative crédible

La recherche de modèles politiques est inscrite dans l'histoire des systèmes politiques. Pour les démocraties occidentales, avec le développement de l'anthropologie sous l'impulsion de Marcel Mauss, la référence aux cités-états de l'Antiquité gréco-romaine est systématique, encore qu'à côté d'Athènes, Sparte, voire Rome, des milliers d'autres formes d'organisation politico-sociétale coexistent en cette période. Quoi qu'il en soit, narcissisme occidental aidant qui redéfinit la personne en tant que marqueur de civilisation, reconstruire le système de l'interpellation directe du politique par le citoyen devient l'obsession contemporaine, *via* les technologies de l'information et de la communication, depuis qu'à l'époque des Lumières, le philosophe Jean-Jacques Rousseau émet l'objection de l'impossibilité

géographique et démographique de reproduction de l'*agora* grecque à l'échelle de l'univers.

4.2.1. *La cité-état athénienne, à l'origine des discours technicistes de reconstruction de l'agora*

Le modèle athénien ne se présente pas vierge de critiques : la définition y est restrictive de la condition de citoyen dont ne relèvent ni les esclaves, ni les femmes, ni les métèques. Pour autant, l'originalité des modes d'organisation sociétale gréco-latins explique l'attractivité qu'ils conservent, au-delà des siècles : déjà, ni les monarchies hellénistiques ni l'Empire romain ne mettent fin à l'ère des cités. Synonymes de civilisation, agents d'*hellénisation* et de *romanisation*, ces dernières restent l'horizon indépassable du monde antique, au moins dans les référentiels du monde occidental contemporain.

Ainsi, le questionnement de l'espace public passe inévitablement par le recours à la relecture de ces expériences passées, aussi bien chez Hannah Arendt que chez Jürgen Habermas (1993 : 30). L'expérience de la cité athénienne est particulièrement retenue. Elle témoigne de l'apparition du social en tant que caractéristique des rapports qu'entretiennent aujourd'hui le domaine public et la sphère privée, ainsi que des conditions normées de l'échange et de la publicisation des idées en vue de faire émerger des points de vue communs (Miège, 2010). L'*oikos nomos* (la gestion de la maison, de la famille, puis de la cité avec Aristote) invite au respect de l'*oikos logos* (le renouvellement des ressources), de la *psychè logos* (le développement harmonieux de la vie psychique), enfin de l'*anthropos logos* (l'amélioration des rapports de l'être à la société).

C'est cette éthique que prétend pareillement incarner aujourd'hui une entreprise privée capitaliste, laquelle serait enfin réconciliée avec l'humain grâce à la mise en œuvre de sa responsabilité sociale et au dopage que lui permettrait en ce sens l'investissement massif dans les technologies de l'information et de la communication. Cette dernière proposition, techniciste, connaît sa généalogie, que le travail d'Armand Mattelart (1995) fait remonter précisément au siècle des Lumières. Le concept de l'échange, tel qu'expérimenté dans la cité grecque, bénéficie encore de l'éclairage du philosophe allemand Emmanuel Kant qui y ajoute le rôle de la Raison, de manière à aboutir à une relative réunification des consciences médiatisées avec la publicité (Revault d'Allones, 2010).

Mais dans le même temps, la référence athénienne est ébranlée par la réflexion d'un Jean-Jacques Rousseau, à la recherche d'un nouveau *contrat social*. Enfant, le futur philosophe se vit « grec ou romain », sensible à un modèle de République appuyé sur la Vertu politique. Mais son interrogation de la référence antique – plutôt grecque que latine – le conduit à penser le *contrat social* en termes de « territoire public », c'est-à-dire comme un cadre réduit à l'ensemble des terres sur lesquelles vit une communauté et au droit de souveraineté qui s'y attache. Dès lors, la « grande politique », qui invite à peser les enjeux au-delà du cadre strictement territorial, ferme la voie à ces modèles antiques : le poids du nombre et l'étendue des questionnements collectifs ne peuvent plus se circonscrire aux espaces spatialement limités de la Cité. Sans doute, celle-ci se présente comme modèle de démocratie libre et vertueuse, fertile en citoyens, mais l'espace d'expression directe au sein duquel elle se construit, l'*agora*, est, par définition, contraint géographiquement et numériquement et, de ce fait, ne peut plus désormais être reproduit. Car c'est la proportion entre la population d'un État d'une part, la taille et le caractère de son territoire d'autre part, qui déterminent la force d'une société civile, et non pas l'un de ces facteurs pris isolément :

On peut mesurer un corps politique de deux manières : à savoir par l'étendue de son territoire et par le nombre du peuple, et il y a, entre l'une et l'autre de ces mesures, un rapport convenable pour donner à l'état sa véritable grandeur [...]. Ce rapport est donc que la terre suffise à l'entretien de ses habitants, et qu'il y ait autant d'habitants que la terre en peut nourrir. C'est dans cette proportion que se trouve le maximum de force d'un nombre donné de peuples. S'il y a du terrain de trop, la garde en est onéreuse, la culture insuffisante, le produit superflu : c'est la cause des guerres défensives ; s'il n'y en a pas assez, l'État se trouve pour le supplément à la discrétion de ses voisins : c'est la cause prochaine des guerres offensives. (Rousseau, 1999 [rééd.], p. 367)

Ainsi, la notion de territoire chez Jean-Jacques Rousseau renvoie à la *chora*, au sens d'espace rural cultivé autour de la *polis* (cité-état) et dépendant de celle-ci. C'est aussi ce rapport géographique et climatique qui détermine les *temperaments* (caractères) des gens autour d'une même façon de penser et vivre la Cité : « Ainsi, on s'étendra beaucoup dans un pays de montagne [...]. Au contraire, on peut se

resserrer au bord de la mer [...] parce que la pêche y peut suppléer en grande partie aux productions de la terre » (Rousseau, *ibid.*).

C'est précisément l'espoir de dépasser cette limite géospatiale et culturelle que les croyances technicistes contemporaines réactivent à partir de leurs lectures linéaires du progrès social. Grâce à la communication à distance que les innovations techniques autorisent désormais, la contrainte du territoire soulevée par Jean-Jacques Rousseau s'efface. Ainsi en est-il des raisonnements successifs et convergents en France de l'ingénieur Claude Chappe et de son frère député Ignace Chappe, du philosophe Charles Fourier, de l'ingénieur-polytechnicien saint-simonien Michel Chevalier ; hors de France, du romancier états-unien Jack London, du géographe russe Pierre Kropotkine, du biologiste écossais Patrick Geddes, de l'historien états-unien Lewis Mumford, du mathématicien Norbert Wiener, du philosophe canadien Marshall McLuhan, du politicien états-unien Albert Arnold Gore junior et encore plus récemment, du sociologue espagnol Manuel Castells... La même « promesse éternelle du paradis de la communication » lie le changement social au développement des technologies – télégraphe optique, puis électrique ; cinéma ; radio ; télévision ; numérique – et de leurs codes (Mattelart, 1995). Aujourd'hui, avec le *leapfrogging* (saut des étapes) qu'elle autorise, la promesse se renouvelle pour l'Afrique : « Le courant électrique et le moteur à explosion sont des découvertes de la révolution industrielle pouvant être comparées à internet [...]. Elles constituent les deux pans du voile ouvrant sur le développement des activités de l'humanité » (Nguem, 2007, p. 191).

En réaction à cette disposition rétiologique depuis trois siècles, la pensée critique s'étoffe. Au xx^e siècle, ses promoteurs choisissent d'investir dans des expérimentations politiques exotiques qui se démarquent de ces promesses technicistes, le plus souvent incarnées dans le système néo-libéral... Bien que parfois résumé chez Lénine aux « soviets + l'électricité », le socialisme soviétique incarne d'abord l'espoir dans l'évolution des rapports de force, en cette première moitié du xx^e siècle. Commence alors cet « âge des extrêmes », que distingue l'historien Éric Hobsbawm.

4.2.2. *L'incarnation soviétique du dépassement de l'ordre mondial*

Même historiquement transitoire, l'expérience soviétique léniniste, puis stalinienne, s'impose à l'analyse, tant le modèle se présente

d'abord en tant qu'incarnation concrète de l'idée du communisme et preuve que celui-ci n'est pas seulement idéal.

Il y a donc un siècle, l'ordre mondial bascule. Après une répression implacable et une terrible guerre civile, les bolcheviks parviennent à se hisser, puis à se maintenir au pouvoir, pour fonder l'Union des républiques socialistes et soviétiques en 1922, immédiatement érigée au rang de modèle. Partant d'une prétention théorique qui en institue le sens comme étant scientifique dans une lecture matérialiste de l'Histoire, la référence devient finaliste, ouvrant l'avenir à l'échelle du prolétariat et de l'humanité tout entière. Comme le positivisme d'Auguste Comte au XIX^e siècle (par ailleurs secrétaire de Claude-Henri de Saint-Simon) ou le néo-libéralisme du XX^e siècle, le progressisme prosoviétique du début du XX^e siècle se présente comme une autre version de la croyance en la progression inéluctable de l'Histoire. Ses aveuglements relèvent d'une recherche acharnée, scientiste, têtue chez ses dirigeants d'une forme achevée de sa traduction sur le terrain, y compris dans la définition de l'information.

Le glissement d'un pensé, théorique et socialiste de la communication, à un modèle concret d'organisation politique et sociale totale est conforme à la conception et à la prescription léninistes de l'information (Worontzoff, 1975), beaucoup plus développées que chez Karl Marx (De La Haye, 1980).

Matérialisme scientifique et information

Ainsi, le journaliste prolétarien ne se laisse pas enfermer dans le positivisme de la presse bourgeoise. Sa protestation ne se réduit pas à une réaction morale contre la censure, significative d'une critique, vaine, réduite à la seule promotion des libertés formelles, même si le jeune Karl Marx, incidemment, laisse échapper une distanciation de cette nature. Pour Vladimir Illitch Lénine, comme tout intellectuel, le reporter n'est pas seulement un agitateur ou un propagandiste de la révolution prolétarienne, il est d'abord la courroie de transmission nécessaire au bon fonctionnement du centralisme démocratique : « [...] l'idéologie est celle d'un régime dictatorial qui réclame, au moins dans les apparences, une participative active de la population » (Bourdon, 2009, p. 108).

Depuis l'étranger, un journaliste prolétarien travaille lui aussi à comprendre et promouvoir la société nouvelle, en marche depuis Moscou pour le bienfait de l'humanité tout entière. Internationaliste

convaincu, Vladimir Illitch Lénine considère en effet que la révolution russe n'a de sens que comme premier acte d'une révolution générale dans le monde. Où qu'elle se développe dans les médias prolétariens, l'analyse doit traduire l'engagement résolu en faveur de la dynamique engagée à l'Est. Les aspirants journalistes des pays voisins européens sont invités à effectuer leur apprentissage à Moscou et à s'inspirer des contenus de la *Pravda* pour couvrir l'événement, en connaissance de cause. Les intellectuels camarades font également partie du voyage à Moscou, « nouvelle Mecque » des progressistes du monde entier.

Ce faisant, pour l'analyse et la compréhension des enjeux mondiaux, il convient d'intégrer le matérialisme historique comme « sens de l'histoire et sens dans l'histoire ». Concrètement, l'injonction signifie procéder à une lecture structurante des passages successifs d'un mode de production dominant au suivant, selon une chronologie inéluctable : antique, féodal, capitaliste, puis socialiste. La linéarité de la projection jusqu'au « Grand Soir » de la société sans classe et sans État est à peine bousculée par l'hypothèse, dérogeante, d'un mode de production asiatique, vite refoulé par les marxismes orthodoxes.

Bien que dictatorial et précisément parce que cette caractéristique lui donne quelque chance de terrasser la réaction conservatrice et libérale bourgeoise, l'État prolétarien attire : le centralisme démocratique en fait véritablement un instrument de la révolution prolétarienne et du changement social.

Qui plus est, son développement s'inscrit dans une perspective internationaliste. Depuis Berlin, la sédition spartakiste avec Rosa Luxemburg explique : si le mode de production capitaliste ne s'est pas effondré à la fin du ^{xix}^e siècle comme l'avait prédit Karl Marx, c'est parce que, de par sa nature impérialiste, il a su développer son emprise au-delà des marchés nationaux et s'étendre dans les régions moins développées, non encore capitalistes. En conséquence, le groupe social des prolétaires ne se circonscrit pas à l'intérieur de l'espace territorial national, pas plus qu'il ne se définit en termes de citoyenneté, de race ou d'hérédité : seule, la révolution socialiste internationale mettra fin à l'exploitation, à l'oppression raciale et à l'inégalité des sexes.

Malgré la distanciation luxemburgiste vis-à-vis des analyses léninistes qui attribuent au parti un rôle central de direction de la classe ouvrière, l'expérience soviétique rencontre très rapidement l'intérêt des intellectuels ouest-européens avides de changement social. L'attirance est réelle par opposition au réformisme social-démocrate, avant même que l'URSS ne se constitue en bloc symbolique de

l'affrontement avec les États-Unis qui consacre les deux superpuissances de la seconde moitié du xx^e siècle. « Indépassable philosophie de notre temps » comme le désigne le philosophe français Jean-Paul Sartre, le marxisme est enfin incarné. L'engouement est immédiat depuis l'Europe, y compris dans sa partie occidentale : pour nombreux intellectuels progressistes, le modèle incarne la justesse des analyses critiques du capitalisme, en Italie (Battistrada, 1989, p. 84-99) comme en France (Worontzoff, 1975), où intellectualisme et marxisme se conjuguent facilement en synonymes. Par ailleurs, l'analogie avec la Révolution française – en termes de rupture et d'impact, à défaut de nature – crée un objet commun de travail entre historiens français et soviétiques.

La fascination perdue, jusqu'à ce que quelque retour d'URSS, désemparé, d'un fidèle « compagnon de route », confirmé par les retouches ultérieures – plus encore documentées et acerbes – de sa critique, ne provoque le traumatisme dans les rangs progressistes. Comme dans une méchante tragédie shakespearienne, le sentiment de trahison se manifeste d'abord contre le messager André Gide (1936 et 1937 [2009]).

Mais le déni s'épuise bientôt dans l'Ouest européen. Dans le déchirement, l'accusation se déplace contre le modèle, avec la révélation progressive des affres et horreurs du stalinisme. Nikita Khrouchtchev y contribue dès 1953, puis en 1956 avec la publication du fameux rapport dénonçant le culte de la personnalité chez Staline. Le huis clos est imposé pour la lecture confidentielle dont bénéficient d'abord les seuls 1 436 délégués soviétiques à la fin du xx^e congrès du Parti communiste. La déstalinisation est ensuite prononcée au-delà des frontières soviétiques, auprès des « partis frères ».

Déstalinisation et essoufflement du modèle

Du côté des militants anti-impérialistes européens, avec cette déstalinisation, puis la déception consécutive liée à l'évolution du modèle soviétique, l'intérêt peut cependant être encore entretenu avec l'analyse des purges staliniennes en termes d'erreur du « petit père des peuples », plutôt que de se risquer à engager la responsabilité au niveau du modèle.

Les révisions sont difficiles, bien que de nouvelles influences appellent à des distanciations plus marquées. Au-delà de sa critique des phénomènes d'aliénation en œuvre dans les pays industrialisés,

la relecture d'Herbert Marcuse qui, après coup, aide à théoriser les mouvements de mai 1968, affine ainsi les perceptions critiques. Dans le contexte de la Guerre froide activée par les deux superpuissances, le constat désabusé d'Herbert Marcuse se nourrit effectivement de la perception d'une même fuite éperdue dans le productivisme, à l'Est comme à l'Ouest, le stakhanovisme soviétique se présentant comme le pendant du fordisme états-unien (Marcuse, 1969).

Mais le discours est encore peu entendu par les thuriféraires historiques du modèle. Et en d'autres régions du monde, plus au Sud, l'attrait pour le modèle soviétique se prolonge, à la faveur des Conférences tricontinentales de la solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine initiées à La Havane en 1966 sous l'impulsion de Fidel Castro. L'expérience cubaine entretient la « grande lueur » soviétique (Cabedoche, 2016c), avec d'autres vestales zélées, par exemple depuis l'Afrique : « Pour des États comme l'Angola, l'Éthiopie ou le Mozambique, la fonction de « bouclier militaire » remplie par l'URSS est indissociablement liée à la perception de l'URSS comme modèle organisationnel, voire comme parangon idéologique » (Laïdi, 1983).

L'ébranlement des consciences est donc lent. Il y faut encore quelque électrochoc brutal, par exemple la libération de la parole publique d'Alexandre Soljenitsyne. D'abord hésitant, le prix Nobel de littérature 1970 se résout finalement à publier son immense fresque critique du système concentrationnaire que l'URSS connaît de 1918 à 1956 : « Le cœur serré, je me suis abstenu, des années durant, de publier ce livre alors qu'il était déjà prêt : le devoir envers les vivants pesait plus lourd que le devoir envers les morts. Mais à présent que, de toute façon, la sécurité d'État s'est emparée de ce livre, il ne me reste plus rien d'autre à faire que de le publier sans délai » (Soljenitsyne, 1970).

En France, le relais de la critique est assuré par les « nouveaux philosophes » Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann. Proche de Jean-Paul Sartre, ce dernier rapporte ainsi le sentiment de sidération de certains militants, n'hésitant pas à parler de la « crétinerie occidentale » vis-à-vis de l'URSS :

Malgré la cassure du mouvement communiste international, ni l'opinion publique, ni les organisations ouvrières n'avaient compris ce que les occupants des prisons et des camps considéraient comme une vérité aveuglante [...] Les pires appréhensions des

révolutionnaires de la « génération perdue » qui fut la mienne ont été largement dépassées, surtout dans les universités occidentales. (Glucksmann, 1975)

Naturalisée française, professeure d'histoire à Paris I, puis à Sciences politiques, Hélène Carrère d'Encausse annonce bientôt l'« Empire éclaté ». La prédiction s'avère inexacte, distinguant un mouvement sécessionniste à partir des républiques musulmanes d'Asie centrale plutôt que des pays baltes. Mais l'ouvrage est remarqué dès sa parution en 1978. Plus tard, après la chute effective du mur de Berlin, Samir Amin (1990 : 14) résume un sentiment désormais partagé par de nombreux déçus du soviétisme : celui d'un effondrement fracassant de l'engouement militant, « rongé de l'intérieur jusqu'à la moelle » et « ne laissant plus derrière lui que le chaos ».

Depuis la dislocation de l'empire soviétique, une nouvelle historiographie se reconstruit, lentement. Elle redonne la parole aux principales figures intellectuelles russes, parfois oubliées dans le contexte des purges staliniennes. Exerçant dans des conditions inouïes, Dmitri Bovikine et Dmitri Chudinov sont désormais reconnus pour leur rôle dans le développement des sciences sociales en URSS. Les chercheurs étrangers redécouvrent Nikolai Loukine ou Iakov Mikhaïlovitch Zaker... Une relation étroite s'établit avec les historiens français, prolongée depuis la Russie postsoviétique. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, puis la chute du mur de Berlin deviennent symboliques de nouveaux espoirs, dans le sens d'une libéralisation rapide de la nouvelle Russie. Mais comme il arrive souvent, les dirigeants politiques instrumentalisent les rêves partagés – extravagants dans ce cas d'espèce – à des fins personnelles.

Dans le débat public en France, le regard est de plus brouillé par les coups de projecteur partisans qu'engendre la catastrophe de Tchernobyl le 26 avril 1986. D'un côté, les militants antinucléaires relisent *a posteriori* les analyses d'Hébert Marcuse, quand l'auteur identifie à l'Est comme à l'Ouest la même société industrielle, la même structure militaro-policière, le même verrouillage des libertés. De l'autre, les acteurs exploitants du nucléaire refusent cette analogie entre les deux modèles, pour rediriger l'acte d'accusation : du nucléaire vers le soviétisme. Exclusivement ! (Cabedoche, 2003a, p. 294-296). Le pointage des manquements, symboliques du délabrement de l'URSS, facilite ainsi les discours d'exonération de la responsabilité des acteurs français de la filière : erreurs dans la conception même du réacteur

de Tchernobyl ; non-respect des consignes de sécurité au moment du déclenchement de l'alerte ; accumulation de défaillances humaines oubliées des automatismes de protection ; incohérences dans la synchronisation des instances de pouvoir ; irresponsabilité dans la décision de poursuite de l'activité, malgré des conditions de fonctionnement soudainement devenues anormales... La critique de la « culture de pénurie et de violation », que le drame de Tchernobyl symbolise, s'étend ainsi à l'Union soviétique tout entière. Le bilan fait même état désormais de dysfonctionnements dans deux autres centrales soviétiques, moins dramatiques, mais de même nature, dont les responsables de la centrale ukrainienne ont été laissés ignorants. La langue anglaise s'enrichit bientôt de l'expression *misinventions*, pour désigner ce quotidien « au pays des soviets », fait d'opérations en violation permanente avec les prescriptions techniques mondiales. Sans l'opacité propre au système soviétique, le réacteur de Tchernobyl n'aurait jamais été autorisé à fonctionner, concluent les experts français. La presse française généraliste s'empare de l'argument, pour confondre définitivement le modèle soviétique.

Dès le milieu du ^{xx}^e siècle, un progressisme orphelin s'active déjà cependant à identifier en quelque autre territoire l'expérience originale qui se révélerait correctrice des « erreurs » politiques de cette expérience historique déçue. La traque s'exerce avec la même ferveur téléologique que celle qui, une génération précédente, avait désigné le modèle soviétique. Pour ces activistes des années soixante/soixante-dix, il s'agit de reconstituer l'alternative avec le modèle technocapitaliste dominant érigé depuis les États-Unis, et porté par l'école du développement jusque dans les sphères des Nations unies.

À la faveur des décolonisations croissantes et des rencontres tricontinentales qui animent les rassemblements politiques en Amérique latine, Afrique et Asie du Sud-Est, la pensée critique entreprend sa mue et redessine les options de la planète, désormais divisée en une autre partition bipolaire, cette fois Nord/Sud. Constituant pour une part la matrice des discours du non-alignement à partir de la première Conférence de 1955 à Bandung en Indonésie, les enjeux politiques, sociaux et communicationnels se déplacent ainsi dans la valorisation d'expériences dites « alternatives », toutes dans ce « tiers-monde » en voie de fédération, contre les tensions et les modèles du Nord, libéral occidental et socialiste soviétique confondus.

Ainsi, la recherche d'un référentiel renouvelé, issu des luttes anticoloniales et se voulant à la fois pragmatique et utopique entre

marxisme et humanisme, constitue la caractéristique principale des tiers-mondismes européens. Pendant trente ans à partir de 1955, une part de la pensée critique s’y alimente.

4.2.3. *L’ancrage « tiers-mondiste » des nouveaux modèles politiques*

Le néo-marxisme se construit sur les cendres fumantes d’une expérience soviétique qui ne parvient plus à combler son déficit d’image. Les tiers-mondismes – qui incarnent pour une part cette volonté de renouveau jusqu’au milieu des années quatre-vingt – consacrent également une lente dérive intellectuelle : leur errance s’épuise, à la poursuite d’un idéal de société, susceptible, comme l’URSS autrefois, d’incarner le contre-modèle, opposable aux lectures dominantes consacrant la supériorité du système politico-économique états-unien.

L’Afrique constitue un des berceaux de ce non-alignement à partir du radicalisme des discours critiques de Gamal Abdel Nasser depuis l’Égypte et de Sékou Touré depuis la Guinée. Le continent devient ainsi l’objet de nouvelles projections pour des expériences politiques novatrices, quand Cuba de Fidel Castro se présente trop aligné sur l’URSS. Sont ainsi sublimés les modèles politiques d’Agostinho Neto en Angola, de Houari Boumediene en Algérie, d’Amílcar Cabral en Guinée-Bissau, de Samora Machel au Mozambique, de Denis Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville, de Julius Nyerere en Tanzanie, voire de Richard Ratsimandrava à Madagascar et Thomas Sankara au Burkina Faso, deux expériences dramatiquement interrompues par l’assassinat de leur promoteur (Cabedoche, 1990, p. 83-85). L’espérance est ainsi reportée, souvent inconditionnelle comme dans le magazine *Afrique-Asie* depuis Paris à partir de 1969.

Aucune de ces expériences politiques n’atteint cependant la résonance en Europe des « révolutions asiatiques », depuis la promotion du pandit Jawaharlal Nehru lors de la première Conférence de Bandung en 1955 jusqu’aux revirements déchirants face à la tragédie du Kampuchéa de Pol Pot. C’est surtout la Chine de Mao Tsé-toung qui incarne le renouveau, tant par sa réflexion que par son modèle politique. S’inspirant un temps du modèle soviétique dans sa conception de l’histoire après la prise du pouvoir par le Parti communiste en 1949, l’expérience s’en éloigne bientôt. En engageant la *Révolution culturelle* en 1966 pour purger le parti de ses éléments révisionnistes

et limiter les pouvoirs de la bureaucratie, elle devient terre d'élection d'un néo-marxisme européen, jusque-là orphelin.

Révolution culturelle chinoise et néo-marxisme mondial

Pour nombre de chefs d'État et de forces progressistes des pays reconus sous-développés et non-alignés, le modèle chinois se présente particulièrement adapté :

Devenue banale dans ce qu'elle a d'étranger au léninisme (implantation rurale, guérilla, résistance nationale), la formule maoïste a détrôné celle de la grève insurrectionnelle et du double pouvoir en dotant le marxisme-léninisme, qu'elle a conservé, d'un autre modèle, mieux adapté au sous-développement et aux luttes d'émancipation du tiers-monde dont la Chine et sa révolution sont comme l'archétype. (Chevrier, 1983)

L'expérience met fin à l'état de sidération provoqué chez les militants marxistes-léninistes par les désillusions soviétiques : la Chine populaire de Mao Tsé-toung reprend le flambeau de l'espoir.

Grâce à ce développement de la technique révolutionnaire, le maoïsme dépasse les innovations léniniennes et rejette la révolution russe dans le cercle étroit des révolutions européennes : celui des villes et des sociétés intégrées par le développement économique et/ou l'action unificatrice d'un État central fort. Mais il y a plus. Le maoïsme n'a pas seulement inauguré un communisme rural, anathème au fondateur du bolchévisme : il s'est érigé en communisme national, l'originalité stratégique s'étant soldée par une autonomie politique qui, à terme, devait dresser l'une contre l'autre deux Mécques rouges. (Chevrier, 1983)

L'alternative se redessine alors, idéale pour les désespérés du stalinisme dont certains, en dépit de la condamnation croissante des purges staliniennes dans les discours progressistes, n'hésitent pas à s'afficher léninistes-staliniens à la lecture du nouveau modèle. Depuis Dakar, des étudiants se réclament pareillement de la référence :

Sans doute Lénine met-il le doigt sur un trait non négligeable de ce que nous appelons le développement : l'apparition de

bourgeoisies autochtones et de mouvements nationalistes dans le « secteur moderne » des pays dominés. L'expérience n'en a pas moins prouvé partout que ces bourgeoisies n'avaient pas vocation révolutionnaire. Celle de la Chine a montré même que la révolution pouvait se faire sans ce secteur et même contre lui. (Chevrier, 1983, p. 49)

L'économiste français Charles Bettelheim (1965) s'intéresse tout particulièrement à cette République populaire de Chine. L'auteur y est invité plusieurs fois, étudiant les nouveaux modes de la gestion industrielle créés par la Révolution culturelle prolétarienne et témoignant des débats entre la ligne révolutionnaire, portée par Mao Tsé-toung³ et « l'ultra-gauche », dont « le moralisme, l'égalitarisme et le spontanéisme dissimulent l'absence d'analyse des rapports sociaux véritables ». Avec Jacques Charrière, directeur de collection aux éditions Maspero, Charles Bettelheim devient la référence de l'engagement maoïste en France jusqu'en 1982.

La pensée communicationnelle française entreprend aujourd'hui la lecture rétrospective de l'engouement prochinaise de cette période (Chi et coll., 2017). Il est rappelé combien le maoïsme est alors fantasmé dans les pays européens. S'y sont logiquement investis les agitateurs du Parti communiste marxiste-léniniste de France, mais aussi, des animateurs de la gauche radicale française, voire certains trotskystes. La ferveur militante marque la biographie de grandes figures du journalisme et de la pensée critique, hébergées dans les quotidiens *Libération* et *Le Monde* : Jean-Paul Sartre, Serge July, Jean Claude Vernier, Philippe Gavi, Julia Kristeva, Philippe Sollers... enrichissent le répertoire des inconditionnels de l'expérience.

Le rappel montre combien la pensée Máo Zédōng s'est alors offerte comme un « délice intellectuel », jusqu'à inviter de jeunes étudiants français à quitter l'amphithéâtre pour l'usine. Même Alain Peyrefitte, ministre de Charles de Gaulle et peu soupçonné de gauchisme, contribue au mythe en 1973, jugeant Mao Tsé-toung « seul capable de secouer la Chine de sa léthargie ». Au sein des ONG chrétiennes, l'institution de gardes rouges n'entraîne d'abord pas d'enthousiasme particulier, encore trop émaillée « d'incidents de

3 Pour désigner le chef de l'État chinois, nous avons choisi d'en observer l'orthographe classique, jusqu'à ce que l'écriture pinyin Máo Zédōng soit officiellement consacrée, que nous adopterons alors.

parcours ». La suspicion s'éloigne ensuite : Mao Tsé-toung s'engage dans une réforme contre la structuration élitiste du pays ; il mise sur l'agriculture et lutte « contre la mentalité de profit » ; sa révolution culturelle est pacifique ; enfin, un effort, apprécié, est même entrepris pour la libération de la femme. Le pays est en train de devenir indépendant, stable, unitaire, égalitaire, débarrassé du mandarinat et de la féodalité. Qu'il y ait une pression sur le peuple est certes regrettable, mais c'est le prix à payer pour sortir de la misère, comme il est alors concédé. Enfin, la Chine s'engage dans une politique diplomatique prestigieuse à l'international, qui vaut à son chef d'État le sacre de « leader du tiers-monde », comme nous en avons rappelé les plaidoyers bientôt inconditionnels : « De sa Chine millénaire, le leader rouge s'adresse en fait à tous les pays sous-développés et, dépassant Marx et Lénine, il ouvre la voie qu'il convient de suivre » (Cabedoche, 1990, p. 145).

Pour ces humanitaires tiers-mondistes, la Chine traduit donc cette aspiration à l'égalité qui, « depuis des siècles, anime l'humanité », jusqu'à y reconnaître « une voie spirituelle » : le rapprochement diplomatique s'amorce avec le Vatican, qui voit le pape Paul VI sortir de sa réserve. Le rêve est permis d'une option « enfin authentique », puisant dans la tradition culturelle autochtone l'élaboration du contre-modèle attendu, pour faire barrage à la froideur du système capitaliste et techniciste, décadent : « Seule, une solution à la chinoise... ! ».

Le rappel historique ne limite donc pas la séduction à la France quand depuis l'Italie, Maria-Antonietta Macciocchi proclame encore : « Le Che est chinois » et quand le Franco-Égyptien Samir Amin considère le maoïsme des années 1965-1975 comme l'apogée de l'affrontement continu des différentes lignes de « développement », dont le « tiers-monde » constitue le théâtre.

L'expérience maoïste inspire encore des engagements plus radicaux et plus violents en Amérique latine : tandis qu'à la mort du Grand Timonier et avec la profusion *a posteriori* des écrits critiques, la déconvenue est plus rapide chez certains en Europe qu'à l'époque des désillusions soviétiques, les guerriers maoïstes du Sentier lumineux entament la résistance, brutale, contre les autorités péruviennes. De 1975 à 1980 sous la direction idéologique d'Abimael Guzmán Reinoso, la lutte armée s'implante dans l'Alto Huallaga, dans la région de Aucayacú, La Morada, Uchiza et Tocache. Les premiers comités d'appui se constituent en zone rurale et s'étendent aux villes. Au nom de la lutte contre la corruption, la délinquance, la prostitution

et la consommation de drogues, les actions violentes et spectaculaires contre le pouvoir suscitent d'abord l'adhésion, « car elles répondent à une véritable attente, tant en milieu urbain que rural ». Pour déstructurer cette action collective, les présidents successifs après la dictature de Morales Bermúdez, Alán García, puis Alberto Fujimori, étendent leurs relations clientélistes dans les quartiers populaires *via* des programmes sociaux spécifiques.

Les écarts en face y contribuent, de plus en plus nombreux sous la férule despotique des *delegados*. Les attentats terroristes sont perpétrés au quotidien, sur fond de trafic mafieux de cocaïne : en 1990, ce contrôle dépasse 90 % de la superficie clandestinement cultivée, pour une valeur globale estimée à 340 millions de dollars américains pour la partie exportée en contrebande. L'enrichissement personnel se développe, sous couvert du statut valorisant que procure la référence maoïste. Tandis que la répression s'accroît, le chantage, le recrutement forcé, le kidnapping et l'assassinat s'érigent en mode d'élimination des opposants et d'innocents. Dans un document présenté en 2021 devant la juridiction spéciale de la paix, créée dans le cadre de l'accord de paix entre le gouvernement et l'ancienne rébellion marxiste, les dirigeants survivants du FARC reconnaissent ce recours systématique à l'enlèvement, « pour se financer, mais aussi pour forcer les échanges avec des guérilleros emprisonnés et pour contrôler le territoire et la population civile ». Parallèlement, la destruction massive des infrastructures du pays (ponts, tours à haute tension, banques, casernes, ambassade) ne laisse plus que la désolation dans certaines zones rurales du pays tandis qu'en ville, l'alcoolisme, la prostitution et la petite délinquance se développent.

« Dans un tel contexte, parler de développement alternatif est une gageure », estiment les observateurs avertis. La capture d'Abimael Guzmán Reinoso et de Camarada Feliciano provoque la déstructuration du mouvement. Quelques groupuscules armés du Sentier rouge, opposés aux négociations de paix, tentent de perpétrer la lutte, encore qu'il semble... « [...] qu'il s'agisse plus de bandes de brigands à la recherche d'un profit immédiat que d'un véritable renouveau du mouvement subversif » (Chamba, Alvarado et Tourrand, 2003).

Pendant ce temps, chez ceux des tiers-mondistes occidentaux qui ne souffrent pas une nouvelle vacuité de l'espérance, l'engagement est reporté sur le Vietnam, auréolé de sa victoire contre les États-Unis et *a priori* plus rassurant : la liberté religieuse y est totale. « Le Sud n'aura ainsi pas à subir une dictature à la soviétique ou à la chinoise. »

Là encore, l'analyse se veut d'abord rassurante. Le prix à payer est l'austérité et les quelques excès d'autoritarisme sont d'abord compris : ils ne doivent pas étonner d'un pays qui sort d'une guerre et qui « invente avec la Chine, une façon très digne d'être du tiers-monde » (Cabedoche, 1990, p. 148). Mais les posters de Jane Fonda sur les chars vietnamiens et les calendriers à l'effigie d'Hô Chi-Minh ne suffisent bientôt plus à rassembler, malgré quelques relents tiers-mondistes.

Asie et relents tiers-mondistes

Le Kamputchéa de 1975 glisse comme une météorite dans le nuancier des modèles tiers-mondistes. Sans doute est-ce cette même société égalitaire que, soutenus par le Vietnam Nord, les partisans de Norodom Sihanouk tentent de construire, au fur et à mesure qu'ils reprennent le contrôle du pays avec les Khmers rouges (Cabedoche, 1990, p. 148). Mais les esprits progressistes sont désormais échaudés, rapidement alertés par les dernières informations parvenant de ce Sud-Est asiatique réformateur. L'expérience est rapidement, douloureusement, jugée décevante, tandis que l'accusation de « dérive marxiste » lui est adressée et que la politique de massacre est confirmée par « des témoins dignes de foi ». Les tiers-mondistes humanistes s'inclinent avec humilité, jurant ne plus rien céder désormais sur le principe de respect des droits de l'homme.

Ainsi, en même temps que le Grand Timonier en 1976, le dernier fantasme révolutionnaire est mort, même si dans les revues tiers-mondistes, la nécrologie reste dithyrambique, comme une dernière chronique des années de braise, tandis que le président français Valéry Giscard d'Estaing se commet d'un éloge funèbre significatif de l'engouement général : « Avec la mort du président Mao Tsé-toung s'éteint un phare de la pensée mondiale ». Dans la recherche académique, la Chine maoïste est une dernière fois rangée en bonne place des modèles influant les relations internationales du tiers-monde, alors que l'ouverture des archives commence déjà à éclairer le regard critique, redonnant par exemple visibilité au travail oublié de Hsieh Yueh en 1949⁴.

4 HsIEH, Yueh (1949). « La "Révolution" de Mao Tsé-Toung : rapport sur le stalinisme chinois », *Fourth International*, décembre 1949, (résumé d'un article publié le 15 avril 1948).

Les analystes hésitent encore à reconstituer l'influence du modèle au début des années quatre-vingt : « il faut avouer que nous en savons beaucoup moins sur ce plan » (Chevrier, 1983, p. 79). Mais au passage du millénaire, la prétention à faire du modèle un centre de la révolution mondiale s'efface, le pays paraissant seulement s'adapter au « vieil ordre mondial » après avoir tenté d'ouvrir la voie d'un nouveau. L'élan messianique hors frontières est interrompu.

Depuis, les propositions surgissent, explicatives de cette période et du malentendu entre la « pensée Máo Zédōng » et la pensée critique européenne. Ordonnateur de la *Révolution culturelle*, le Grand Timonier est revisité comme ayant œuvré à affaiblir « la classe des bureaucrates », plutôt qu'à la supprimer. Les lectures rétrospectives sont aussi mobilisées pour comprendre la résonance de la Révolution culturelle sur sa propre trajectoire : l'attraction se révèle comme une forme d'exorcisme de souffrances passées avec l'autoproduction de récits d'accointance entre Histoire(s) et histoire personnelle. Annette Wiewiorka (2021) revient ainsi sur ses années chinoises pour proposer le décodage de son itinéraire, avec le recul du temps.

L'entrée dans le nouveau millénaire ne voit pas l'élan messianique se reporter sur d'autres « révolutions du tiers-monde », hors du continent asiatique. En France, les braises s'éteignent, à peine ravivées par les appels des Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Michel Foucault, Roger Garaudy et autres intellectuels français pour l'Iran de l'ayatollah Khomeiny ou la Jamahiriya de Mouammar Kadhafi. Comme pour la Russie soviétique mais en accéléré, le bal des illusions s'épuise successivement dans le déni, l'attribution, puis la souffrance. Dorénavant, les dérives autoritaires, justifiées par l'histoire ou un environnement contraignant, ne provoquent plus guère de plaidoyer favorable en Europe. La mort annoncée des mythes révolutionnaires du tiers-monde (Chaliand, 1986) dissuade de la recherche de quelque modèle où enraciner les rêves. Charles Bettelheim, qui défend toujours une pensée marxienne, tombe dans l'oubli, malgré la publication de derniers ouvrages aux accents encore « maoïstes » (Bettelheim, 1974, 1977 et 1982).

La politique chinoise entreprise par Deng Xiaoping à partir de 1978 est sur le moment considérée comme une rupture. Avec son entrée dans la compétition mondiale, le tournant réveille des peurs renvoyant au « péril jaune », avant même que la Chine ne s'installe en position de force dans la hiérarchie économique mondiale. Mais Samir Amin veut encore y croire, aussitôt attaqué bien qu'il s'exprime

sous réserve d'inventaire : la stratégie poursuivie en Chine depuis 1976 prolonge le projet mené depuis trente ans... « [...] parce que c'est la seule voie juste et féconde [et] parce que le peuple détient le pouvoir en Chine et que le modèle du capitalisme périphérique qui compromet l'indépendance nationale est impossible » (Amin, 1981).

Au ^{xxi}^e siècle, l'investissement de la Chine au sein de la *global market place*, avec un « gouvernement socialiste aux manettes », ranime ainsi quelque « sino-béatitude ». Par exemple, Daniel Bell (2013), père de l'informationnalisme salué par Manuel Castells et Alain Touraine, parle d'un modèle chinois original, basé sur la méritocratie, particulièrement adapté à l'histoire, à la culture et à l'expérience chinoises. Pour le sociologue états-unien, inquiet des avancées spectaculaires de la société de consommation, l'exploration de la gouvernance politique chinoise contemporaine offre une pertinence plus grande pour la politique du ^{xxi}^e siècle que la démocratie libérale.

Les imaginaires sociaux n'en ont donc pas tout à fait terminé avec la Chine, dont l'envoûtement en Europe de l'Ouest est aussi culturel.

Chine et envoûtement culturel hors frontières

Dans les pays à longue tradition historique et culturelle de l'Europe de l'Ouest, les stéréotypes chinois se construisent sur le mode amour/haine. Le sentiment de respect mutuel qu'impose la conviction de partager, dans l'altérité absolue, une même profondeur historique culturelle et philosophique (Jullien, 2007) nourrit une approche parfois opportuniste de la nouvelle puissance économique mondiale. L'héritage, lointain, s'invite d'une tradition « voltairienne » admirative des institutions et de la morale chinoises, pour une population européenne préoccupée par la crise de la modernité occidentale et en mal d'un nouveau modèle de société. Élevées au niveau d'un art de vivre et d'une aspiration à la sagesse par définition « mandarinale », les cultures chinoises provoquent paradoxalement l'impression fugitive de familiarité avec l'Europe. La promesse de l'initiation au mystère est entretenue par les *tour operators* et autres centres de bien-être, plus ou moins avertis, renvoyant au confucianisme en tant que voie de réalisation des valeurs suprêmes du monde, au même titre que le taoïsme et le bouddhisme.

Au moins jusqu'à la pandémie de 2019, la Chine reste terre d'élection privilégiée où se cultive naturellement le bien-vivre face

à l'évolution anxiogène du développement occidental : solitude, malbouffe, aliénation culturelle, culture du chiffre et perte de sens au travail... (Cabedoche, 2015a, p. 208-226). Aller en Chine, c'est, en accord avec les exigences du troisième millénaire, s'inscrire résolument comme acteur depuis ce poste avancé de la mondialisation contemporaine.

À défaut de ce déplacement coûteux, la fréquentation des Chinois vivant en Europe est recherchée, comme au XVII^e siècle lorsque l'arrivée des premiers Chinois en terre française s'offre en source de renseignements, indispensable à Montesquieu : « la Chine provoque un effet miroir et aide à penser son propre chemin » (Jullien, 2007). Par ailleurs, l'économie diasporique et entrepreneuriale des migrants chinois, notamment ceux venant de Wenzhou (70 % d'entre eux), est d'abord vécue positivement. Les chefs d'entreprise ouest-européens, hôtes de ces diasporas, apprécient : les représentations disposent des populations discrètes, disciplinées, sociables, dures à la tâche, capables de très grande autonomie, voire de pratiques exercées de la connexion numérique et du *community management* (Cabedoche, 2019a). La « personnalité chinoise » pourrait bien consacrer l'avènement de ce travailleur mobile, requis par la *Cité par projets*, caractéristique du « nouvel esprit du capitalisme », la profondeur philosophique en plus.

En opposition aux fondements, binaires, de la pensée rationaliste européenne depuis la Grèce antique, la communication de crise renvoie à la science militaire asiatique. L'esprit « extrême-oriental » inspire, prenant appui sur l'obstacle plutôt que le combattant. Dans les entreprises européennes, le traité de polémologie de Sun Tzu fait autorité, (ré) cité à l'envi par les experts de la communication stratégique. La litanie crée le mythe – pourtant démonté – d'un chef de guerre Máo Zédōng, qui aurait conduit les attaques contre les nationalistes à partir des enseignements du... jeu de go. Lors des formations à la gestion de crise, les références abusent de la déclinaison sémantique paradoxale de *Wēijī* (crise) en danger et opportunité, exaltant, admiratives, le temps d'observation du *wu wei* (non-action), « pour ménager une situation dans laquelle les actions invisibles produisent naturellement leurs effets ».

Ainsi s'explique qu'en Europe, l'expérience contemporaine chinoise, qui se revendique encore socialiste, suscite d'autres réactions que le rejet rapidement expédié depuis Harvard par Shoshana Zuboff. Sans doute, lorsque la Chine y attire aujourd'hui les engagements militants, c'est principalement dans le cadre des solidarités politiques

renouvelées, par exemple avec les événements de la place Tian'anmen, ou les rencontres avec le Dalaï-Lama..., peu amène envers le pouvoir chinois. Mais le « nouveau contrat social » proposé aujourd'hui par la Chine du président Xi Jinping peut réactiver certaines analyses curieuses et fouillées, sans qu'il faille pour autant parler de réinvestissement idéologique chez ces scrutateurs.

Car entre temps, les « ruses » de la communication diplomatique sont davantage considérées, au-delà des investissements opportunistes de la *realpolitik* conduite sur chacun des continents, par exemple liée aux coûts du baril de pétrole (Cabedoche, 2021b).

4.3. La compréhension plus fine des jeux diplomatiques pour le leadership mondial

Entre la Chine et l'Europe, le lien ne s'est jamais rompu entre chercheurs : jusqu'à la pandémie de COVID-19, les Européens sont restés largement invités lors des colloques organisés à Beijing, Guangzhou, Shanghai, Xi'an... et réciproquement, les portes sont restées ouvertes à la Chine en Europe. Elles se sont même élargies, par exemple avec l'école chinoise de la Révolution française qui entretient l'intérêt des auteurs français : Yi Gao retrace « les origines chinoises des Lumières et de la Révolution française » ; Lihong Zhou témoigne des travaux de François Furet et Albert Soboul ; Tang Xiaoyan et Zhang Chi évoquent l'œuvre de Tocqueville... Aux côtés des historiens, la pensée communicationnelle française interroge le discours de l'altérité avec la Chine ou la stratégie de la route de la soie. Les soutenances de thèses chinoises se multiplient depuis la France. Les publications y sont également régulières dans les revues qualifiantes.

Cette continuité des échanges explique que l'offre chinoise de cette année 2020 d'ouvrir l'alternative en se proposant comme modèle – au moins en termes de gestion d'une pandémie si ce n'est en tant que modèle économique-politique pour le monde entier – ne se retrouve pas balayée d'un revers de la main, comme il est facilement procédé depuis les États-Unis. La recherche de ce côté de l'Atlantique offre une distanciation intéressante pour l'analyse des enjeux. Des clés de lecture sont déjà disponibles de l'activité diplomatique, envisagée en tant qu'objet de communication, différent de ce que disposent les relations internationales, la linguistique et la sociologie : « La diplomatie s'est toujours définie comme une activité de communication. Elle a toujours désigné l'activité d'information et de communication

qui institue des médiations, mais entre les puissances ou les pays, au lieu de le faire entre les personnes » (Lamizet, 2011, p. 192).

4.3.1. *La diplomatie, activité communicationnelle par excellence*

À l'origine peu fourni en analyses théoriques, sinon quelques références discrètes en sociologie et en sémiotique du discours, le répertoire des analyses de la communication diplomatique s'enrichit depuis une quinzaine d'années, à partir notamment des réexploitations croisées des travaux de Harold Garfinkel, John Austin, Erving Goffman, Pierre Bourdieu, Jürgen Habermas, Algirdas Julien Greimas, Ferdinand de Saussure, etc.

La communication diplomatique est d'abord définie par les diplomates eux-mêmes de manière purement descriptive dans le cadre *stricto sensu* des relations internationales. Mais mobilisée dès les années soixante par Edmund Asbury Gullion de la Fletcher School of Law and Diplomacy près de Boston, la diplomatie publique englobe déjà d'autres dimensions, au-delà de la diplomatie traditionnelle exclusivement centrée sur l'activité consulaire et autres manifestations de représentation des ambassades. Elle élargit son champ de discours et d'intervention jusqu'à la culture de l'opinion publique dans d'autres pays ; l'interaction de groupes et d'intérêts privés dans un pays avec un autre ; le compte rendu des affaires étrangères et son impact sur la politique ; les échanges entre les diplomates et les correspondants étrangers, et le processus de communication interculturelle. De manière plus stratégique, Hans Tuch de la Georgetown University désigne par diplomatie publique un processus de communication gouvernementale en direction de publics étrangers avec l'objectif explicite de leur faire comprendre les idéaux, les institutions, la culture d'un pays, voire de s'en approprier les objectifs et politiques nationales. Au-delà d'une simple communication institutionnelle, il s'agit de travailler à l'élaboration d'une image favorable pour obtenir le soutien d'un public élargi au-delà du territoire national, à partir d'une gestion pointue des informations et d'initiatives soigneusement planifiées à cet effet (McQuail, 2010).

Depuis, intégrée dans les répertoires d'analyse des sciences de l'information et de la communication, cette communication diplomatique fait l'objet de travaux de plus en plus nombreux, qui témoignent de toute la subtilité de l'art. Ainsi, héritage en Afrique de

la construction nationale au lendemain des indépendances politiques ou de la revendication pour un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication », la communication politique *top-down* (verticale) s'y présente de plus en plus essouffée, comme en Guinée-Bissau (Cabedoche, 2020). Par comparaison, le contraste est saisissant de subtilité diplomatique chez certains chefs d'État, croisant enjeux nationaux et déploiement international en Côte d'Ivoire, ou jouant de l'oxymore « embuscade diplomatique » au Cameroun (Cabedoche, 2020). L'analyse réintroduit l'*ambiguïté* et l'*oblicité* en tant que concepts centraux (Villar, 2005, p. 45-61), pour prévenir de la naïveté d'un idéal de transparence et de constance dans la relation diplomatique, qui oublierait que celle-ci constitue d'abord, par essence, un jeu de pouvoir :

La stratégie de communication ambiguë permet en effet de maintenir le doute chez l'interlocuteur. Certes, la communication est parfois rendue plus claire en cas de réaction favorable, mais bien souvent elle est laissée en l'état pour maintenir l'autre dans le doute. Elle permet aussi d'influencer l'impact final des signaux afin de gagner un plus grand contrôle sur les images que d'autres ont de l'émetteur. (Villar, 2006, p. 175)

Pour les théories réalistes, les États entretiennent donc des relations diplomatiques en poursuivant des intérêts qui, pour l'essentiel, sont liés à l'économie, à la sécurité et à la volonté de *leadership*. L'approche sociocognitive de la *Critical Discourse Analysis* offre encore de lire les « faits » rapportés en considérant leur disposition discursive, selon qu'ils précèdent lesdites actions de communication, les accompagnent, ou sont anticipés en fonction de l'appréciation des défis à relever. D'abord fermée, consignait seulement les pratiques des professionnels de la diplomatie (échanges de notes, représentation, négociation, etc.), cette communication diplomatique est aujourd'hui abordée comme étant ouverte, plurielle, diversifiée, incluant des acteurs tiers : « Les ambassadeurs, dont le rôle était justement de créer des conditions pour éviter les incommunications et les ruptures, doivent désormais composer avec les membres des gouvernements, qui développent souvent une activité internationale intense, mais aussi avec les parlementaires, les intellectuels, les *think tanks*, etc. » (Rouet et Radut-Gaghi, 2018, p. 15-17).

Ces ouvertures voient ainsi les ministres des Affaires étrangères quitter la « politique de la chaise vide », pourtant conforme à la tradition du secret qui caractérise tout « domaine réservé » (Ollivier-Yaniv, 2003). À leur tour, ces actions publiques entraînent les jeux discursifs des autres acteurs, eux aussi évolutifs selon le développement des enjeux, des rapports de force et de la perception qu'ils en ont. Ces jeux discursifs, parfois croisés entre acteurs, relèvent aussi de la « diplomatie des gros bras », autre manière d'éprouver l'adversaire en testant la résonance de menaces extrêmes et la détermination de ce dernier, à l'instar du risque nucléaire brandi par Vladimir Poutine comme autre arme de guerre, ou de négociation.

Dans ce contexte, la surprise est omniprésente. Yves Jeanneret le rappelle : rien n'y est permanent, tout peut arriver dans ces relations, qu'elles soient considérées *a priori* sûres ou, au contraire, troubles, « [car] la discrétion, la rétention d'informations, le secret, le silence, entourent rituellement ces hommes d'antichambres qui frayent avec le pouvoir » (Villar, 2006, p. 17).

Soigneusement entretenu derrière une pléiade d'euphémismes pour masquer les réels enjeux comptables, le terrain de la communication diplomatique est donc marqué à la fois par certaines permanences et traversé par la pluralité et la versatilité des discours, autant d'options tactiques qu'aident une fois de plus à décrypter les grilles d'analyse disposées par Michel de Certeau. Les théories de la reconnaissance insistent également quant à l'aspect symbolique que recherchent les États. Tel est le cas lorsque la légitimité des dirigeants semble bafouée ; lorsque les enjeux témoignent de disputes acharnées en termes de *leadership* que les challengers tentent d'imposer ; lorsque les compétiteurs au pouvoir entendent obtenir reconnaissance par la communauté internationale ou, pour le moins, par la partie ciblée de celle-ci.

L'excuse d'une communication maladroite peut ainsi être avancée, pour tenter de faire passer une recomposition d'alliances souterrainement élaborée, par exemple dans le cadre de la nouvelle alliance transpacifique entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie (Aukus), vécue comme une gifle par la France en septembre 2021. À l'inverse, avec le concept de *campaigning*, la contre-information états-unienne face à une doctrine russe de la guerre hybride appliquée à l'Ukraine en 2022 consiste à priver l'adversaire de l'effet de surprise en rendant publics des renseignements classifiés sur les scénarios

possibles de ce dernier pour mieux les anticiper. La diplomatie forme alors l'alternative avec la guerre totale.

Les outils théoriques et conceptuels offrent donc opportunément de passer « de l'autre côté du miroir », narcissiquement tendu par les thuriféraires d'un modèle et rejeté par ceux qui ne s'y laissent pas regarder. Dans un XXI^e siècle où les lectures de la complexité engagent de plus en plus d'observateurs, l'époque du décryptage purement textuel des modèles politiques est révolue, qui avait pu enfermer l'analyse critique au siècle précédent. L'interprétation de la communication diplomatique est reconnue plus délicate, d'autant plus que devenue numérique, elle se lit comme un jeu de billard à plusieurs bandes sur les réseaux sociaux, sans s'y réduire : « Les technologies numériques peuvent faciliter le travail quotidien, mais sans pourparlers en tête-à-tête, sans échange direct pour évaluer et argumenter dans le cadre d'un dialogue en direct, il est impossible de comprendre pleinement la position de ses partenaires, de comprendre les opportunités de compromis et de trouver un équilibre dans la vie internationale » (Chobanova, 2018, p. 61-63).

Au XXI^e siècle, l'art diplomatique s'exerce ainsi avec la complexité autorisée par ce contexte multimédia et les aspirations, anciennes (États-Unis, Russie) et nouvelles (Chine), au leadership mondial.

4.3.2. *Les jeux troubles des États-Unis, superpuissance consacrée au XX^e siècle*

Confrontée comme le reste du monde à la pandémie de COVID-19, l'Europe se présente affaiblie par la gestion désarticulée entre ses pays membres de la crise, étendue de sa dimension sanitaire aux niveaux économique-politiques. L'Union européenne éprouve d'abord le sentiment de subir les déplacements du *leadership* mondial, sans véritablement compter et pouvoir même se positionner collectivement. D'un côté, le multilatéralisme, qu'elle n'attend aucunement d'un président Donald Trump imprévisible, est à peine redessiné par les premiers semestres d'administration Joe Biden, malgré les espoirs d'abord placés dans la nouvelle équipe de la Maison-Blanche. De l'autre, les renvois à l'expéditeur des accusations réciproques entre Chine et États-Unis, quant à l'origine du virus tueur, provoquent le tournis à suivre un jeu de ping-pong dont elle n'est même pas l'arbitre.

Incantations et « maladie communicationnelle » états-uniennes

Avec Donald Trump, l'émergence des *fake news* apparaît non plus comme une dérive, mais comme l'essence même de l'animation de la nouvelle scène politique et diplomatique, jusqu'à ce que ces allégations sans preuve soient considérées comme caractéristiques de l'entrée dans un millénaire de « bruits et de rumeurs » ! Le locataire de la Maison-Blanche reconnaîtra en avril 2022 les jeux de bluff exercés sous sa présidence, par exemple en menaçant les alliés de l'OTAN de ne pas les protéger d'une attaque de la Russie à moins qu'ils ne financent davantage l'alliance : « Nous défendons l'Europe, qui, elle, nous arnaque » (*sic*).

L'une des particularités de la « communication incantatoire », à la définition de laquelle le président Donald Trump contribue particulièrement avec ses homologues nord-coréen Kim Jung-un ou brésilien Jair Bolsonaro, réside dans sa dimension performative et agressive à l'encontre des adversaires. Elle témoigne d'une interpellation débridée, au hasard de l'évolution du contexte national et international et de la réactivité maximale de son promoteur depuis la Maison-Blanche. Jouant de la confusion entre communication et marketing politiques, usant de la disqualification plutôt que de l'analyse, le leader états-unien se présente pourvoyeur de thèmes du débat public réduit à un assemblage bancal des opinions, plutôt que fournisseur d'arguments et de lignes directrices structurantes.

À ce jeu des provocations états-uniennes, les solidarités s'effilochent entre « alliés ». En pleine pandémie, l'Europe dresse déjà l'accusation contre le pays, confondu pour avoir détourné à son profit des produits médicaux destinés à l'Allemagne depuis un aéroport de Bangkok. Tandis que le catastrophisme de la gestion trumpienne de la pandémie comme de sa communication s'étalent dans les médias des « partenaires » occidentaux, la diplomatie de l'*America first* se traduit par un repli égocentrique, qui ne dispose pas l'Europe dans une dynamique d'alliance confortable. Le discours présidentiel trumpien tire tous azimuts pour répondre aux accusations de la diplomatie chinoise quant à l'origine états-unienne de la COVID-19 : les pactes entre alliés tiennent peu, s'il faut aller jusqu'à faire état depuis Washington d'une origine... italienne du coronavirus !

Le soulagement à l'arrivée d'une nouvelle équipe à la Maison-Blanche s'exprime avec l'espoir d'un véritable changement, dont l'Europe escompte profiter : à la tribune des Nations unies en septembre 2021, Joe Biden annonce une « nouvelle ère diplomatique », qui verra « les dirigeants du monde entier travailler ensemble », eu égard aux défis planétaires de ce millénaire.

Mais consacrant une rupture unilatérale du contrat signé avec l'industriel français Naval group, l'affaire des « sous-marins australiens » déjà évoquée ouvre une douche froide qui éclabousse les solidarités entre alliés européens et nord-américains. Le scandale de la signature d'un traité Aukus isolant les autres partenaires occidentaux ne peut se réduire à une « maladresse de communication », malgré la demande d'excuse portée par le chef de la diplomatie états-unienne Antony Blinken, jusque devant la présidence française : « On aurait pu, on aurait dû faire mieux au niveau de la communication (*sic*). » Car quelques mois auparavant, l'administration Biden réussit, déjà, à imposer ses avions de chasse à la Suisse, aux dépens des Rafales français. En décembre 2021, l'Australie enfonce le clou, manifestant sa volonté de remplacer ses hélicoptères d'origine européenne par des Blackhawk et Seahawk de l'États-Unien Lockheed Martin. Ainsi confirmée, l'exclusion d'un partenaire européen du nouveau pacte auquel est invité le Royaume-Uni post-Brexit renforce la perception européenne d'une diplomatie états-unienne, plus « systémique » que relevant d'une passade trumpienne. Malgré la réaffirmation de la poursuite de la coopération UE-OTAN, au Sahel comme dans l'espace indo-pacifique, la confiance entre « partenaires » est ébranlée, Washington donnant encore son quitus à la vente de trois frégates à la Grèce, contre un accord de vente préalable entre ce pays et la France. Il faudra encore l'*Inflation Reduction Act* de décembre 2022, plan états-unien massif de soutien et d'investissements pour les entreprises et les ménages, pour que la France et l'Europe toute entière réalisent que ces aides sont conditionnées à l'achat de produits fabriqués aux États-Unis, confirmant la posture éminemment protectionniste des démocrates de ce pays.

L'inquiétude s'exprime également depuis un Canada pareillement mis devant le fait accompli. Le nouveau pacte militaire entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie s'est dessiné sans consultation aucune, malgré l'appartenance du Canada au Commonwealth, sa proximité avec les États-Unis dans le domaine militaire *via* l'accord bilatéral du North American Aerospace Defense (NORAD) et

sa présence au sein de l'alliance dite des « Five Eyes » (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Royaume-Uni, États-Unis).

Pour autant, les alliances du XXI^e siècle entre « alliés » ainsi fragilisées retrouvent un élan soudainement (re)construit, lié à la réalpolitique. Par exemple, le Canada ne tarde pas à demander son adhésion à l'alliance indo-pacifique lancée par Joe Biden « pour contrer le poids économique de la Chine dans la région ». Sur tout, avec la rupture du *statu quo* de l'après-Guerre froide, alors mis en place à partir de l'éclatement de « l'empire soviétique », l'activité diplomatique prend une nouvelle signification, soudainement aiguë depuis l'Europe en ce 21 février 2022, avec la pénétration militaire de la Russie dans la partie orientale du Donbass, puis au-delà en Ukraine. L'option semblait pourtant interdite jusque-là, depuis la signature du mémorandum de Budapest en 1994 garantissant l'intégrité du territoire ukrainien, puis celle du protocole de Minsk en 2014/2015.

De fait, par son inflexibilité et son intransigeance, le message diplomatique de Vladimir Poutine se confond alors rapidement avec le message militaire adressé aux forces d'intervention sur le territoire ukrainien et le message informationnel délivré à l'interne en direction des populations. Partant de l'idée que la guerre n'est qu'une autre façon de communiquer entendue comme affrontement des volontés (« il y a des messages derrière les frappes militaires »), l'analyse des stratégies et tactiques informationnelles des belligérants devient particulièrement édifiante, à partir de ce mois de février 2022.

4.3.3. *Les jeux croisés des messages militaires, diplomatiques et médiatiques de la Russie poutinienne*

Pour autant qu'il puisse être intercepté, puis décodé, le discours développé par Vladimir Vladimirovitch Poutine renvoie à un système vertical clos, développé avec le concours des *siloviki* (agents des services de renseignements) et des *guébistes* (cadres du FSB, anciennement KGB). L'ascendant de ceux-ci s'impose sur les hommes politiques, depuis l'accession d'un des leurs au Kremlin.

Clôture et verticalité du système russe

Depuis l'éclatement soviétique, l'étatisation de l'information en Russie se manifeste sous la forme d'une mobilisation multidimensionnelle. En apparence, le pays vit éloigné des tensions réveillées par la

pandémie au début de l'année 2020, si ce n'est dans le tri des lieux (Moscou et Saint-Petersbourg) et des entreprises à confiner (Gazprom et Rosneft, investie dans l'extraction, la transformation et la distribution de pétrole ; Kuzbassrazrezugol, dans la production de charbon ; Transmashholding, dans l'ingénierie des transports).

Pour autant, l'*agir stratégique* russe reste très actif sur tous les autres terrains, depuis le passage au nouveau millénaire. La communication diplomatique s'y déploie dans toutes ses dimensions – y compris culturelles – comme une politique d'influence administrée par la puissance publique. Elle se manifeste totalement alignée sur les priorités idéologiques et stratégiques du Kremlin. L'objectif vise d'abord à retrouver le crédit international que la crise financière d'août 1998, l'opération de l'OTAN au Kosovo en 1999 et les luttes internes au Kremlin... ont dégradé. « À l'entrée du troisième millénaire, les orientations de cette diplomatie russe se présentent d'abord incertaines, liées à des options en apparence non tranchées, entre rapprochement avec l'Union européenne, redéfinition de la relation avec les États-Unis, offensive en Afrique et prise en compte de la montée en puissance de la Chine. » (Rucker, 2003)

De manière générale, la Russie poursuit alors une communication d'influence qualifiée « d'énigme » depuis l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine (Lévesque, 2003), fervent pratiquant de la *maskirovka* (camouflage de ses intentions pour tromper l'ennemi), promoteur des *poniatya*, (codes mafieux, concevant la menace et la violence comme des « catalyseurs de bon sens ») et parlant volontiers le *mat* (langue porteuse d'obscénités et de haine). Au sein d'une géopolitique mondiale écrasée par la « nouvelle Guerre froide » entre la Chine et les États-Unis, la Russie entend à nouveau faire résonner sa partition propre, dont les notes s'incrument, disharmonieuses aux oreilles des voisins européens.

Dans les médias russes où le consensus est de mise, l'image de l'Europe apparaît d'abord globalement positive au cours des dix premières années du ^{xxi}^e siècle. Les expressions s'y disposent à très forte charge affective comme *девушка европа* (« la demoiselle Europe »), *мать европа* (« la mère Europe ») ou *красивая европа* (« la belle Europe »). Le discours renvoie au raffinement des cultures européennes, distinguant celles-ci parfois hors de l'Occident, dans une reconfiguration témoignant des interpénétrations culturelles entre la Russie et l'Europe. Parfois même, l'Europe de l'Ouest est érigée en modèle à suivre, dont il est fait état de

l'avancée économique, scientifique et technique, comme de son système de cohésion sociale, de sa qualité de vie, de son effervescence culturelle... Mais plus que de témoigner d'une admiration altérite, il s'agit d'abord de lézarder le bloc occidental et surtout, de réveiller la fierté nationale. À la manière des *Lettres persanes* de Montesquieu ou du *Candide* de Voltaire, sont pointées en Russie, par contraste et pour provoquer le sursaut national : « [...] les dérives administratives, le taux de mortalité, la pauvreté des retraités, la vétusté des équipements et des installations, la défaillance des soins médicaux, le stress des travailleurs, la vie difficile des populations, le poids catastrophique de l'économie parallèle [...] » (Beliakov, 2011, p. 90).

Mais que les intentions européennes se manifestent négatives à l'encontre de la Russie, par exemple à propos de l'Ukraine que le pays refuse d'abandonner à l'OTAN, et l'Europe politique redevient aussitôt source de mal, génératrice d'angoisses, entité déshumanisée et politiquement cynique, dans un climat que dès 2016, Neil McFarlane qualifie de guerre froide. Les réflexes dépréciatifs marqueurs de la période soviétique, sinon tsariste, remontent à la surface du discours médiatique à la gloire de la Russie, « pays de haute tradition culturelle et de grande Histoire ». Le pays se dispose alors en tant que « centre de la civilisation européenne », son meilleur défenseur et le promoteur de sa culture et de ses valeurs. Et vu de Moscou, cet espace socioculturel européen est menacé par des dangers énumérés à foison : l'épuisement des ressources naturelles, les armes nucléaires, l'islam, le terrorisme, l'immigration, la crise démographique, les cataclysmes écologiques, les mouvements LGBTQIA+, enfin la menace destructrice représentée par un Occident dont on comprend mieux désormais la distinction de l'Europe dans le discours russe, semeur de division « dans le camp d'en face ».

De fait, dès le 5 septembre 1999, sur ce terrain des anciens territoires de feu l'URSS, la tension se dispose d'un intérêt vital dans le discours russe : avec Boris Eltsine, elle permet à un régime à l'agonie de bousculer la donne. À quelques mois des élections législatives prévues en mai 2000, l'ancienne éminence grise du libéral Anatoli Sobtchack à Léninegrad, puis de Boris Eltsine au Kremlin, Vladimir Vladimirovitch Poutine, assume un rôle de chef de guerre, à peine désigné premier ministre, avec l'engagement du pays contre la République indépendante de Tchétchénie. Le « phénomène Poutine » est né. La popularité du dirigeant russe dépasse les 50 % des intentions de vote à

la présidentielle de mars 2000⁵, gonflée par sa radicalité contre les « terroristes tchéchènes », qu'il faut botter « jusque dans les chiottes » (*sic*), puis par les mises en scène de la virilité sportive du nouveau chef d'État (Launet, 2013). En 2007, Vladimir Poutine est sacré « personnalité de l'année » de *Time*.

Déterminé à restaurer la « verticalité du pouvoir », Vladimir Poutine comprend très tôt l'intérêt du contrôle des médias : son élection est déjà analysée comme liée, en partie, à l'implication des puissantes radios et télévisions d'État, privant d'antenne et dénigrant systématiquement les opposants. Noam Chomsky et Edward Herman (2008) l'analysent ainsi, au passage de leur diatribe contre les médias états-uniens.

Réaffirmation de la Russie et « guerre » de l'image avec l'Ukraine

En renforçant le poids des services de renseignement russes et en dénonçant un système qu'il juge inefficace, Vladimir Poutine met donc fin à la libéralisation politique introduite par Mikhaïl Gorbatchev avec la *perestroïka* et la *glasnost*, et poursuivie par Boris Eltsine. Promouvant les *guébistes* (anciennement cadres du FSB, ex-KGB) qu'il impose comme la seule force morale susceptible d'endiguer la corruption, et les *siloviki*, patriotes soucieux de redressement et opposés aux oligarques « soutenus par l'Occident », Vladimir Poutine organise bientôt ce système vertical clos qui le prive d'une appréciation éclairée de « l'avancement » de l'opération militaire spéciale en Ukraine comme l'analyse l'historien Andreï Kozovoï. Dans un premier temps, cette édification lui permet cependant de s'atteler à la restauration de l'influence russe sur la scène internationale. Avec le détachement, militairement obtenu, de la Crimée de l'Ukraine en 2014 et le soutien constant au régime de Bachar al-Assad en Syrie, le président Poutine entretient la fibre nationaliste qui lui assure une très confortable réélection en 2018 : près de 78 % des suffrages exprimés.

De nouvelles offensives mûrissent alors. Déjà, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en 2007, Vladimir Poutine hausse le ton face aux projets d'installation de systèmes d'armes balistiques états-uniens en Pologne et en République tchèque, en violation

5 Timothée Vilars, « Pourquoi Vladimir Poutine est si populaire en Russie ? », *Nouvel Observateur*, 21 avril 2019, p. 1.

des promesses orales faites à Mikhaïl Gorbatchev au début des années 1999. Le script russe se répète l'année suivante, contre l'hypothèse d'un élargissement de l'OTAN aux anciennes républiques soviétiques d'Ukraine et de Géorgie, qui aurait vu un monde unipolaire s'imposer, dirigé par Washington. Et en septembre-octobre 2008, la Russie prend ses premières mesures gouvernementales pour renforcer son système financier, à la suite du conflit avec la Géorgie l'été précédent. L'acte d'accusation tombe, péremptoire : la responsabilité de la crise incombe aux dispositifs mis en place depuis les États-Unis.

L'ennemi est donc d'abord cet OTAN expansionniste dont Moscou affirme devoir se défendre par des mouvements de troupes et d'armes lourdes en direction de la frontière ukrainienne. Le pays dit se mettre ainsi en position d'exiger des garanties pour le maintien d'un cordon de sécurité de « pays non hostiles » autour de la Russie, comme condition de désescalade de la tension. En diabolisant l'OTAN, Vladimir Poutine peut aussi espérer renforcer parallèlement sa légitimité en interne, disputée avec la détérioration de la situation économique et une gestion progressivement critiquée de la pandémie de COVID-19. Le discours accusateur séduit également une certaine gauche latino-américaine, historiquement critique vis-à-vis des velléités hégémoniques des États-Unis. Ainsi, l'ancien président brésilien et bientôt à nouveau candidat au poste suprême, Luiz Inácio Lula da Silva, dit « Lula », montre du doigt tant le président Joe Biden que l'Organisation des Nations unies et l'OTAN pour leurs responsabilités dans le conflit en Ukraine, tout en jugeant sévèrement la communication gesticulatoire du président Volodymyr Zelensky.

Au-delà du caractère humainement tragique de l'événement militaire, le traitement de l'affrontement russo-ukrainien se prête en effet tout particulièrement à l'analyse des jeux informationnels de chacun des protagonistes. Avec le pilonnage de *fake news* et de *deepfake via* le logiciel malveillant NotPetya et l'action des Conti et autres Energetic Bear, comme les menaces de dépôt d'« implants » dans des entreprises occidentales liées au secteur de l'énergie, côté russe d'une part ; avec en riposte les fuites de données déjà opérées par les sécessionnistes des *Conti Leaks*, l'annonce d'une *IT army* par le ministre ukrainien de la Transformation digitale, et les participations multiples hors frontières au forum de discussion lancé sur la messagerie Telegram, côté ukrainien d'autre part, la communication diplomatique se déploie également numérique.

Sur le territoire russe, l'alignement s'est déjà imposé avec l'éviction de certains oligarques, patrons des médias : Boris Berezovski, décédé de manière inexplicable ; Vladimir Goussinski, doublement arrêté, au même titre par ailleurs que le banquier Sergueï Mavrodi ou le dirigeant pétrolier Mikhaïl Khodorkovski. Parallèlement, les agences culturelles russes se transforment en appareils de propagande avec le statut de territoire diplomatique.

Pour compléter le dispositif de contrôle, la loi de censure votée le 4 mars 2022 entend désormais priver le pays de toute information contraire au discours gouvernemental, prévoyant jusqu'à 15 ans de prison quiconque publierait des « informations mensongères ». Visant parallèlement les journalistes étrangers et les réseaux sociaux Facebook, mais aussi depuis le territoire russe, les médias, universitaires, associations et militants russes éloignés de la ligne pro-Kremlin et à la merci d'une inscription sur la liste noire des « agents de l'étranger », l'arsenal juridique accompagne le dispositif militaire : une des premières destructions militaires en Ukraine est, significativement, l'antenne de diffusion télévisée de Kyiv (Kiev), obligeant à la fermeture des programmes. Sur place, les tirs visent également les journalistes occidentaux, renforçant l'hypothèse, sérieusement envisagée, d'un *black-out* total de l'Internet en Europe, par la destruction des câbles qui sillonnent les fonds marins.

Avant cela, l'enjeu vire aussi à l'affrontement des personnages, médiatiquement créés de chaque côté des belligérants et dont le chercheur portugais Marió Mesquita (1999) nous a déjà méthodologiquement livré des grilles de décodage éclairantes.

Géopolitique et mise en scène des personnages

À l'écran des médias russes, désormais alignés, l'image de superhéros ayant construit le mythe Poutine s'efface lentement, pour laisser apparaître un nouveau personnage, inexpressif sur le terrain des émotions, laconique, distant géographiquement comme symboliquement : la mise en scène jupitérienne correspond au déploiement d'une image froide, qui sied à la cible prioritaire que constituent les militaires. L'effort ne vise plus à la mobilisation d'une opinion publique, désormais déconsidérée en tant qu'entrepreneur de cause pour le président, habillé en chef de guerre « impérial ».

Le contraste est saisissant avec la nouvelle communication développée par Volodymyr Zelenski, l'acteur-président de l'Ukraine,

entouré de conseillers relevant du monde de l'information et de la communication et par ailleurs, largement soutenu par des agences de communication comme Banda.

Sur un plan général, une revendication insurrectionnelle dispose de plusieurs scénarios pour compenser le déséquilibre du rapport de force sur le terrain et écrire la mémoire de sa résistance. Par exemple, Carmen Gomez Mont (1999) enrichit les lectures en communication politique de son analyse de la stratégie engagée par le sous-commandant Marcos, défendant les revendications des Indiens Chiapas au Mexique. L'épisode communicationnel est devenu un cas d'école, repris bien au-delà du continent latino-américain (Ngono, 2020). L'autrice mexicaine sait effectivement mettre en évidence comment en 1998, le silence est paradoxalement devenu l'une des conditions d'établissement du dialogue pour le mouvement néo-zapatiste du sous-commandant Marcos dans le conflit qui, au Chiapas, l'oppose au gouvernement central de Mexico. Les conditions se prêtent à cette tactique, consistant à se taire pour faire parler et ainsi, artificiellement, créer l'attente : une situation de culture minoritaire et d'oppression, qui permet d'associer symboliquement la perte de la voix (volontaire) à la perte d'identité (subie) ; une tradition politique et culturelle de nature à légitimer l'action, qui pousse à interroger publiquement le mutisme artificiellement, subtilement et subitement installé ; une discipline absolue dans la non-réponse comme seule option, de nature à libérer tous les fantasmes et extrapolations et à provoquer ensuite un appétit insatiable d'information ; une rupture dans le silence par la rumeur soigneusement orchestrée sous forme de spirale de manière à créer le mythe d'une disparition « guevariste » accédant au statut de martyr (la rumeur part d'un épicycle qui ne fait qu'affleurer à la surface visible, puis se développe comme une vague, agrégeant progressivement différentes forces sociales) ; une rupture soudaine de silence, provoquée par le présentiel, ciblant les médias internationaux convoqués en nombre, de manière à jouer de l'effet de surprise et espérer ainsi l'impact maximal du discours tant attendu et enfin délivré.

La stratégie n'est pas adoptée par Volodymyr Zelenski, même si, dans une situation de conflit notamment, tout silence peut aussi caractériser un *agir stratégique*. Le premier élément de la réponse informationnelle développée par le jeune président ukrainien renvoie classiquement à l'alimentation en information auprès des médias et des populations, soumises à la censure, russes y comprises. Par exemple,

les images des théâtres de bataille sont abondamment diffusées hors du territoire national, valorisant les images symboliques à l'instar du char russe dérobé, tiré par un tracteur agricole ukrainien, quitte à tricher parfois avec la réalité et risquer ainsi de nourrir l'accusation adverse de fabriquer des *fake news* : pour accélérer les prises de conscience et engagements européens, à l'instar des détournements d'images du jeu vidéo Arma 3, une vidéo diffusée sur Internet depuis Kyiv (Kiev) scénarise Paris, imaginé sous les bombes comme ce que subit alors la ville de Marioupol. Par ailleurs en octobre 2022, ce sont cette fois des développeurs ukrainiens qui lancent un jeu (*Ukraine War Stories*) censé permettre au joueur de faire l'expérience de la survie dans le contexte de l'occupation russe à Boutcha, Hostomel, et Marioupol. Dans ce même esprit, les témoignages affolés des jeunes soldats russes, enrôlés sans savoir au départ qu'ils partaient se battre en Ukraine, sont recherchés pour être diffusés auprès de leurs mères en Russie et inviter celles-ci, découvrant la réalité, à manifester « contre la guerre » depuis le territoire russe.

Dans la propagande ukrainienne, les mots de la diplomatie ne sont pas pudiquement écartés, comme la référence à la « guerre », dont l'usage est puni de 15 ans d'emprisonnement côté russe. En agissant ainsi, le pouvoir ukrainien s'engage dans une stratégie relevant du triptyque classique *naming/claiming/blaming*. Le processus est ainsi désigné comme ouvrant l'accès des causes à la médiatisation, au sens de *social problem* : *naming* revient à définir une situation comme une offense en la nommant ; *claiming* à la transformer en grief et à faire jouer une imputation de responsabilité ; *blaming* à engager un processus de réparation (Felstiner, Abel et Sarat, 1980-1981).

Surtout, le principe de cette communication particulièrement étudiée profite du scénario, étonnant de coïncidence, d'un président-comédien, dont la popularité, déjà élevée dans la fiction où il joue le rôle de... chef de l'État ukrainien, explose lors de son élection, réelle cette fois : 73 % des suffrages le propulsent au sommet de l'État ukrainien, au-delà de ce qu'avait imaginé la série à l'écran (« Serviteur du peuple »). Inespéré, pareil script d'un feuilleton télévisé très populaire où l'acteur-président se mue en président-acteur bénéficie déjà de précédents (dont Ronald Reagan aux États-Unis). Vladimir Poutine, quant à lui, reconnaît avoir ressenti l'appel pour le KGB à partir du personnage Otto von Stierlitz, l'espion soviétique infiltré au sommet de la hiérarchie nazie de la série russe « Dix-sept moments de printemps », véritable phénomène de société des années soixante-dix.

En décembre 2022, il s’empare de la référence au « Seigneur des anneaux » de John Ronald Reuel Tolkien (« ouvrage de propagande occidentale russophobe ») en offrant symboliquement un anneau à chacun des huit autres dirigeants de la Communauté des États indépendants, à l’instar du personnage maléfique Sauron vis-à-vis des dirigeants ainsi désignés à le servir. Il n’est ainsi pas exceptionnel que les hommes politiques mobilisent les codes de la *fantaisy* pour s’en attribuer les bénéfiques. En avril 2022, la France mobilise la série « Sentinelles », pour contribuer à faire connaître au monde l’opération militaire Barkane au Mali. En 2016, Hilary Clinton se compare à Cersei Lannister de la série « Game of Thrones » après sa défaite à l’élection présidentielle. Dans les années 1980, Ronald Reagan aime à désigner l’URSS comme « l’Empire du mal », et lance encore un programme de défense militaire en multipliant les références à Star Wars.

Mais historiquement plus en avant encore depuis le Brésil, Juremir Machado da Silva (2003) établit déjà le même lien entre le politique, imaginé par une fiction télévisée et le politique, réel : contre l’école de Francfort, l’étude revisite alors de manière critique la thèse de la manipulation et de l’aliénation des masses par les *mainstream media*. Au contraire, faute d’images saisies au bon moment et eu égard à la difficulté de sonder les intentions, la fiction permet de montrer la complexité du vécu, la multiplicité du réel, dans un condensé du quotidien. Ainsi, les feuillets du réseau *Globo* produisent du réel à partir de la fiction : ils exposent les paradoxes des populations et travaillent une pluralité d’interprétations, là où les journalistes s’attendent facilement à une lecture univoque en cas de conflits, et ne disposent parfois ni du temps, ni de la situation éclairante sous la main ou opportunément captée par l’objectif de la caméra, pour en montrer l’essence ou les nuances. Les feuillets contournent encore les interdictions : une même chaîne capable d’interdire une information dans son journal peut la laisser passer à travers la fiction. Ouvrant l’univers des signes, cette dernière va jusqu’à permettre l’intervention des publics dans les destins de ses personnages à l’écran, d’une part, et son référencement dans les joutes oratoires des hommes politiques, au même titre que l’investissement des artistes dans le réel social, d’autre part : « [...] pendant longtemps, la télévision brésilienne a fait de la politique une fiction. Aujourd’hui, certains hommes politiques et certains sociologues font de la fiction une politique » (Machado da Silva, 2003, p. 284).

Près de vingt ans après le constat, la lecture, qui irrite tant aujourd'hui le leader brésilien Lula, désigne à nouveau la mutation scénarisée du « saltimbanque » ukrainien en chef de guerre, maîtrisant parfaitement les codes vestimentaires et sociaux de la proximité et reprenant comme Greenpeace avant lui les dispositifs de l'*agit-prop* : représentation à l'image des superhéros dessinés par les publications Marvel ; interventions cadrées au milieu des « gens de rien », parfaitement identifiables et autorisant l'empathie de ce fait, à la différence des masses de soldats russes sans visage de la propagande ennemie ; allusions à l'histoire, modulable selon les cibles alliées visées : Pearl Harbor devant le Congrès états-unien, Shakespeare devant le parlement britannique et l'aide humanitaire consentie par son pays au profit de l'Éthiopie et de la Somalie pour convaincre les représentants des pays africains de soutenir la « juste lutte » de l'Ukraine.

Les effets d'appropriation se multiplient ainsi, parfois oubliés de la possibilité de mises en scène. La mémoire se rafraîchit avec le rappel des faux charniers de Timisoara, disposés il n'y a pas si longtemps en Roumanie pour accélérer la chute du dictateur Nicolae Ceaucescu et la précipitation de son procès, puis de son exécution comme celle de son épouse (Vorms, 1991). Dans ces mêmes années, le souvenir peut être utile à rappeler de cet autre « témoignage » d'une infirmière relatant la destruction poignante d'une maternité, confondu deux ans après comme relevant d'un scénario totalement fabriqué avec, dans le rôle larmoyant, Nayirah al-Sabah, la fille même de l'ambassadeur du Koweït : les États-Unis y avaient ainsi construit le prétexte supplémentaire de leur entrée en guerre sur le terrain. Dans le même esprit enrôleur des consciences hors frontières, travaillent ainsi depuis l'Ukraine la diffusion d'images de guerre d'un pilote d'avion particulièrement combatif – « le fantôme de Kiev » – extraites... d'un jeu vidéo, ou le *storytelling* audio de ces quinze « martyres » ukrainiens de l'Île des serpents, résistants héroïques annoncés morts sous les bombardements d'un navire de guerre russe, et finalement retrouvés, certes prisonniers, mais sains et saufs.

Ces emphases communicationnelles ne se présentent pas sans risques « toxiques » (Lamy, 2022), que la Russie sait aussitôt brandir. Ainsi, Vladimir Poutine considère les attaques des *hackers* non coordonnées d'Anonymous comme autant d'agressions de la part des pays d'émission, fournissant le prétexte à escalade dans la riposte : le « biais algorithmique » procède alors par bombardement d'informations

secondaires sur les réseaux pour décentrer les analyses du questionnement principal sur « les exactions contre les populations civiles » vis-à-vis du droit de la guerre.

Parallèlement, l'activité même de renseignement nourrissant l'armée et la diplomatie se trouve affectée, tandis que dès le début des engagements militaires en Ukraine, les applications de calcul d'itinéraires sur Google et Tiktok permettent de déceler les mouvements de l'armée russe vers la capitale ukrainienne et d'en transmettre les images en temps réel auprès de tout internaute. Dissipant ainsi les « brouillards de guerre » comme jamais, l'information horizontale relance la mobilisation collective de manière inédite, jusqu'au relais d'experts comme Stin Minzer basé aux Pays-Bas, capables d'identifier chaque armement et char à partir de photographies d'amateurs ukrainiens et d'ancrer le sentiment antipoutinien en Europe.

Pour des raisons tout autant affectives que juridiques et politiques, la projection en Europe s'exerce au très net avantage de l'Ukraine de Volodymyr Zelensky, comparé aux résonances de la propagande russe, globalement restée au stade de la communication verticale.

Affrontement des propagandes et résonances européennes

Pour les populations européennes, au-delà du seul cas de l'Ukraine et des pays limitrophes de la Russie aujourd'hui adhérents ou demandeurs d'une adhésion à l'OTAN, l'affaire de l'empoisonnement au polonium d'Alexander Litvinenko en 2006 fait déjà ressurgir le spectre d'un KGB/FSB tout puissant, capable d'assassiner hors territoire espions et opposants. Par ailleurs, les prises de position à l'encontre des anciennes républiques soviétiques, en particulier lors des « révolution de la rose » en Géorgie fin 2003 et « révolution orange » en Ukraine fin 2004, laissent trace. Dès ces années, la Russie inquiète, comme le manifestent les principaux médias ouest-européens, quand l'ombre de Moscou se profile parallèlement contre les processus électoraux nationaux, à coups de *fake news* et de cyberattaques (en 2022, un groupe IT Army se présente « armée de hackers volontaires levée par l'Ukraine », alors qu'il s'agit de proRusses proposant un logiciel malveillant à télécharger). Bien avant, avec l'annexion de la Crimée et l'emprisonnement de l'opposant Alexeï Navalny, certains analystes repèrent l'héritage soviétique dans l'insatiable ambition de puissance et de prestige de Vladimir Poutine :

Comme à l'époque soviétique, sa propagande sert à créer non une version édulcorée de la réalité, mais une réalité différente. C'était toute l'habileté du communisme, qui rendait un futur idéal plus réel qu'un présent décevant. À bien des égards, le communisme est mort, remplacé par un capitalisme d'État. Mais en tant que système de domination politique, il est bien vivant. (Jeangene Vilmer, 2015)

La thèse se dessine cependant avec le chercheur Ilya Kiriya, qui dès 2006 revisite la volonté de puissance de Moscou dans l'espace post-soviétique, en référence à l'historique de la « Grande Russie », plutôt que du stalinisme, Vladimir Poutine se manifestant volontiers admirateur de Pierre Le Grand.

Les événements confirment l'analyse d'Ilya Kiriya avec la reprise de la tension autour de l'Ukraine, d'abord déployée par une diplomatie accusatrice des humiliations vécues par les populations russes enclavées à l'Ouest dans les anciens pays de l'URSS depuis la chute du mur de Berlin, puis relayée par un véritable pilonnage de l'information porteuse de la thèse. Difficile à établir à chaud – par exemple le regard de l'historien Stephen Kotkin depuis Princeton ne propose dans le poutinisme que la critique d'une « kleptocratie de voyous » –, l'analyse de l'offensive médiatique russe dispose déjà quelques indices, permettant au moins de décoder certaines appréciations européennes majoritaires.

En réaction effectivement, le discours laudateur de RT (*ex-Russia Today*), vu comme « agent étranger » en Europe, est interdit d'émettre dans les pays baltes, et se retrouve bientôt sous la même menace en Grande-Bretagne, puis en Allemagne, juste avant que l'Union européenne n'élargisse à *Sputnik* la décision d'interdiction sur tout le territoire européen, l'agence de presse russe étant accusée avec RT d'entretenir la division entre pays alliés de l'OTAN. Car alors que les pays baltes, la Pologne et une minorité croissante des Finlandais y sont favorables, Berlin et Paris restent réservés par rapport à un élargissement des pays membres de l'OTAN, surtout si l'option concerne l'entrée de l'Ukraine dans l'alliance. Ce faisant, l'Allemagne espère notamment ne pas mécontenter Moscou dont, comme la Hongrie, elle dépend fortement énergétiquement tout en se montrant favorable à l'acquisition d'un bouclier antimissiles Arrow 3 cofinancé par les États-Unis et l'Inde ; de son côté, la France se rappelle, héritière d'une réserve historique gaullienne vis-à-vis d'un traité de l'Atlantique Nord

quelque peu distendu depuis le retour des talibans à Kaboul, et se montre par ailleurs attentive à conserver une légitimité en termes de médiation. Jusqu'à ce que jugeant ne pas avoir été entendu sur ses exigences en termes de garanties pour la sécurité de son pays, Vladimir Poutine reconnaisse unilatéralement les territoires séparatistes de Donetsk et de Lougansk le 21 février 2022, puis ordonne à l'armée russe de « maintenir la paix » en Ukraine, au-delà du Donbass. Pour autant, même à cet instant d'escalade militaire, la communication diplomatique ne s'éteint pas. La guerre ne pouvant s'arrêter que par cette action, les pourparlers sont maintenus, en vue de la reprise des négociations à cet effet.

Rapidement, les solidarités occidentales se resserrent alors autour de l'OTAN, France comprise, contre la volonté de la Russie de « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine après en avoir libéré l'Europe, selon le récit national russe. En Europe, les thuriféraires du modèle russe se réduisent comme peau de chagrin. Tel est le cas au sein des extrêmes droites ultra-nationalistes européennes, séduites un temps après la chute du mur de Berlin par le néo-isolationnisme du pays, l'opposition à l'extension de l'OTAN et la figure de fermeté patriotique de Vladimir Poutine. S'en était ainsi nourri le fantasme d'une unité politique néo-eurasiste de Reykjavik ou Lisbonne à Vladivostok.

En 2022, le modèle russe se présente d'autant plus répulsif à l'Ouest que les répercussions des sanctions économiques prises contre le pays fragilisent d'abord le pouvoir d'achat des Européens, eu égard au rôle éminent de fournisseur de gaz naturel qu'y joue la société russe Gazovaïa Promychnost (Gazprom), alors que depuis l'automne 2021, les factures d'électricité battent déjà des records de hausse pour les ménages européens.

Au-delà, aux risques de coupure des câbles Internet, l'option crainte se présente d'une relocalisation en Biélorussie d'armements nucléaires russes, imposée par Vladimir Poutine après le verrouillage de la constitution du pays contre le mémorandum de Budapest, également signé par l'Ukraine et le Kazakhstan. La menace est ainsi clairement identifiée, d'abord pointée contre la Pologne et les pays baltes. Impensable jusque-là, le scénario se profile d'une offensive plus large encore, bousculant même le *statu quo* de la dissuasion nucléaire. La tension s'exprime, aussi bien contre une Europe, symbole d'une démocratie libérale contagieuse (« l'Empire du mensonge libéral » et de ce fait, menaçante pour les dirigeants du Kremlin), que contre un ordre territorial bancal, établi à l'issue de la Guerre froide.

À cela s'ajoute le risque d'une extension catastrophique de l'escalade sur le théâtre de la Méditerranée orientale, en Syrie, en Libye, en Algérie en cas de conflit avec le Maroc.

Smart power russe et montée des tensions intercontinentales

Les liens occultes commencent effectivement à être établis entre la Russie et la force brutale d'intervention paramilitaire Wagner, initiée par « Sa majesté noire » Dimitri Outkine et parrainée par l'oligarque sulfureux Evgueni Prigogine (proche de Vladimir Poutine) en Libye, en Syrie, en Algérie, et encore en Centrafrique, au Mali, au Burkina Faso, à Madagascar..., sinon en Ukraine même. L'opacité des acteurs bénéficiaires du pacte, dont la société minière russe Loubaye Invest déjà compromise sur le sol états-unien (Audinet, 2021), justifie les condamnations, française, allemande et canadienne. La présence brutale de ces mercenaires « musiciens » est complétée par l'irruption en Afrique francophone de « politologues et sociologues » russes, dont la dénonciation stratégique des exactions du colonialisme et du néo-colonialisme est (sur)relayée par vidéos et trolls en Russie et depuis la Russie.

À l'instar de la Syrie de Bachar al-Assad séduite par cette entreprise de « correction de l'histoire », certains pouvoirs locaux, eux aussi en place par la force en Afrique, s'accommodent particulièrement de cette diplomatie offensive, dont l'allégorie « le lion (l'Afrique), les hyènes (rassemblées derrière les drapeaux français et états-unien) et l'ours (la Russie) » – diffusée dans les écoles sous forme de dessin animé (Audinet, 2021, p. 13) – constitue le symbole, depuis les accords Moscou-Bangui de 2017. L'arbitraire colonial des découpages territoriaux accélère les convergences d'analyse avec le projet russe de (re)dessinage des frontières en Europe.

Pour autant, la charge idéologique de ce *smart power* n'agace pas que les Européens, jusque dans les rangs des critiques de la *Françafrique*. Sur le continent africain, d'autres acteurs comme Martin Kimani, représentant permanent du Kenya aux Nations unies, s'engagent radicalement contre cette tentation passéiste et lourde de risques bellicistes de redéfinition des territoires historiques.

L'avertissement contre l'escalade n'est plus hypothèse d'école : à fleurets mouchetés dans les accusations réciproques comme sur le terrain ukrainien avec l'attaque contre la centrale nucléaire de

Zaporijjia – la plus grande d'Europe – par la Russie le 4 mars 2022, la menace atomique réintègre le discours diplomatique, jusqu'aux plus hauts niveaux de l'Union européenne et des Nations unies. Nombreux espèrent alors n'y voir que stratégies de communication. Mais le 22 mars 2022, le risque est considéré d'un niveau d'alerte maximum depuis la Maison-Blanche, dès lors que le porte-parole de la présidence russe Dmitri Peskov rappelle l'option d'un usage des armes nucléaires – ou plus proche encore, chimiques et bactériologiques – si une « menace existentielle était identifiée pour la Russie », sans plus de précision quant à cette condition. Enfin, la découverte début avril 2022 de l'exécution sur place de nombreux civils, après l'évacuation des villes de Boutcha, Borodianka et Motyjyn par l'armée russe, précipite les condamnations, tandis que le bureau des droits de l'homme des Nations unies évoque la possibilité de « crimes de guerre ».

Au même moment, la montée en puissance fulgurante de la Chine exacerbe davantage encore les tensions entre puissants du XXI^e siècle, quand l'administration Biden déclare le 18 mars 2022 « que la Chine portera une responsabilité pour tout acte visant à soutenir l'agression russe et que nous n'hésiterons pas à lui imposer des coûts ». Les preuves de tels soutiens militaires, voire économiques, restent à fournir. Cependant, même si la relation sino-russe reste fondamentalement asymétrique, Xi Jinping endosse le concept « d'indivisibilité de la sécurité », tel que révélé lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver à Beijing en février 2022, contre tout élargissement de l'OTAN et toute possibilité, par exemple pour l'Ukraine, d'en choisir l'alliance.

Mais contrairement à la Syrie, l'Érythrée, la Biélorussie, la Corée du Nord et le Venezuela qui soutiennent la Russie, témoignant ainsi surtout de leur antiaméricanisme, la Chine s'abstient de s'engager aux Nations unies sur le terrain glissant de la reconnaissance de « républiques autoproclamées » du Donbass, comme elle refuse les sanctions contre l'intervention militaire russe en Ukraine.

Minoritaire au sein des États membres des Nations unies, la distanciation chinoise interpelle cependant. Elle apparaît en effet plus énigmatique que celle de l'Inde coincée dans ses alliances russo/états-uniennes et ses approvisionnements en énergie et en armes auprès de la première ; celle des pays de l'ASEAN apeurés de braquer la Russie, hormis Singapour, Brunei et les Philippines ou des Émirats arabes unis, soucieux de rester de possibles médiateurs ; et celle encore de

quelques pays africains coïncés entre une opinion publique antioccidentale, un attachement au principe de souveraineté des territoires et une attention à ne pas froisser une Russie devenue notamment leur principal fournisseur d'armes et acteur principal des approvisionnements alimentaires, notamment de blé et de céréales (Sihlobo, 2020). En septembre 2022, l'opposition est plus marquée quand, avec Cuba et le Venezuela, la Chine vote cette fois contre le texte du conseil des droits de l'homme des Nations unies proposant de condamner Moscou pour sa politique de répression systématique.

Des ombres chinoises demeurent donc, qui assombrissent la lueur du nouveau contrat social promu par Xi Jinping et offert en modèle de gouvernance pour le monde entier. Le sinologue français François Jullien avertit de la difficulté à lire les codes d'un discours diplomatique chinois spécifique, à la fois binaire, ternaire et dialectique, entre accès et détour (Jullien, 1995).

4.3.4. *Le « nouveau contrat social » chinois sur les routes de la soie*

L'essence de la production discursive chinoise consiste à accompagner la création des espaces, susceptibles d'être mobilisables à tout instant, et sous de multiples formes, pour entretenir la puissance. La République populaire de Chine collectionne les cartes du *soft power* et d'occupation de l'espace au ^{xxi}^e siècle : multiplication des instituts Confucius et des centres culturels à l'étranger ; organisation des Jeux olympiques d'été à Beijing en 2008, de l'exposition universelle de 2010 à Shanghai, « d'années de la Chine » dans différents pays étrangers, des Jeux olympiques d'hiver à Beijing du 4 au 22 février 2022...

Le jeu diplomatique se présente pourtant de la pire façon pour le pays fin 2019, avec les mesures de lutte que la Chine est d'abord seule à prendre contre le virus qui vient de se répandre à Wuhan.

Pandémie et intensité diplomatique

L'état de pandémie reconnu, les observateurs pressants relèvent que son déclenchement en Chine commence plus tôt qu'officiellement reconnu : certains responsables du Parti ont préféré se taire. Depuis les États-Unis, l'hypothèse est aussitôt émise d'un « Tchernobyl à la chinoise », eu égard « aux mensonges des autorités ».

Après le cafouillage initial, le parti au pouvoir en Chine impose très rapidement des mesures radicales de confinement (près de 69 millions de personnes isolées), étendues à toute la province de Hubei. Les résultats s’y présentent encourageants, tandis que la pandémie n’en finit plus de tuer en Europe, aux États-Unis, au Brésil, en Inde... Le questionnement surgit en Europe, du lien entre cette efficacité et la nature autoritaire du régime⁶. Le « sacrifice » de la population chinoise est ainsi évoqué, offert aux autres pays pour anticiper et gérer la crise. Depuis, la Chine se précipite à fournir des kits médicaux de par le monde, témoignant par contraste des difficultés des vieilles démocraties européennes à prendre les bonnes décisions, de manière radicale et homogène. Le pays ouvre ses articles scientifiques relatifs à la recherche médicale chinoise sur le nouveau coronavirus. Il propose son appui, palliatif après la défection des États-Unis trumpistes de l’Organisation mondiale de la santé. Ministre des Affaires étrangères de la Chine, Hua Chunying se défend de toute autre intentionnalité qu’altruiste.

C’est dans ce contexte que le président Xi Jinping propose au monde entier le modèle chinois de gestion de la pandémie, en même temps que son « nouveau contrat social » d’ajustement des revenus excessifs et de prohibition des revenus illicites. Depuis un pays où les mots ont un pouvoir plus grand que les lois, le discours diplomatique reprend le mot d’ordre interne de la « prospérité commune », pour offrir le dépassement de son application au-delà du seul cadre national, pour l’instant prioritaire.

Même si le ton devient soudainement plus amical dans la presse chinoise vantant les cinquante ans de coopération avec les États-Unis⁷, aucun leader à l’étranger ne consacre le modèle chinois. Mais tandis qu’il s’oppose à la Russie dans le dossier ukrainien, Elon Musk offre profil bas pour vendre ses Tesla en Chine et Amazon ferme son système de notation des textes de Xi Jinping. Ailleurs, le discours de solidarité déployé par la diplomatie du pays touche certains points sensibles des failles et tensions européennes, tant que le dossier ukrainien ne ressoude pas les rapprochements. En attendant, depuis l’Italie,

6 “Pandemic geopolitics: Is China Winning?”, *The Economist*, Londres, 30 avril 2020.

7 Guān Míngwén, « Zhōng měi guānxì hézuò gòng yíng de dàshì bùkě nǐzhuān : huí wàng “shànghǎi gōngbào” fābiǎo 50 nián zuòzhě » (La tendance générale de la coopération gagnant-gagnant entre la Chine et les États-Unis : retour sur le 50^e anniversaire du communiqué de Shanghai [notre traduction]), *Guangming Daily*, 1 mars 2022, édition 01.

Luigi Di Maio reconnaît que cette aide chinoise conforte la stratégie, d'abord eurosceptique, de son Mouvement 5 étoiles. La Serbie communique dans le même sens, au moment où Pologne et Hongrie jouent les rebelles contre le rappel par Bruxelles de la supériorité de la Constitution européenne sur leurs droits nationaux, entachés d'accusations de conflits d'intérêts et d'atteinte à l'indépendance de la justice.

Le débat s'organise autour des trois axes structurant la diplomatie chinoise, qu'énonce Zhu Zhiquan. La *diplomatie énergétique* vise à garantir ses approvisionnements en énergies et matières premières. La *diplomatie conquérante* recherche l'équilibre entre exportations et importations et passe du *bringing in* au *going out*. La *diplomatie politique* œuvre à isoler diplomatiquement *Zhōnghuá Táiběi* (Taïwan pour les Occidentaux), *via* le déploiement d'une activité « active » et « pacifique ».

Soft et smart powers chinois

Les options stratégiques de ce *soft power* sont dans la continuité de la théorie des trois harmonies (*San He*), défendue par Hu Jintao et Wen Jiabao : un monde harmonieux, une société harmonieuse, un développement pacifique. Et depuis 1990, la Chine s'y emploie tactiquement autour de plusieurs principes : la diplomatie des sommets ; le non-conditionnement des échanges commerciaux ou humanitaires à des exigences politiques ; la promotion dans le monde de la culture, de l'éducation, du sport et du tourisme ; le non-affrontement direct avec les institutions au sommet des États et la participation des publics (diplomaties « du ping-pong et du panda »).

Deux traductions de cette « offensive pacifique » se manifestent de manière affichée et particulièrement visible. D'une part, le développement de la China Central Television (CCTV) – devenue la China Global Television Network et désormais diffusée dans les six langues mondiales – entend ouvrir le monde au regard chinois sur les enjeux de la planète. D'autre part, l'ouverture d'un millier d'Instituts Confucius – projetée sur dix ans dans 87 pays – participe de la volonté politique de développement d'enseignements en chinois auprès de non-natifs de Chine.

La question en débat, que traduisent les échanges aigres-doux depuis Beijing à propos de la gestion de la COVID-19, concerne le choix, là encore, d'un *smart power*, c'est-à-dire d'une combinaison

intelligente des *hard* et *soft powers*, tel que défini par Joseph Nye pour les États-Unis. Sur le plan juridique, le débat s’anime autour du traditionnel respect par la Chine du principe de non-ingérence dans les affaires internes des États. Par exemple, le géographe canadien Yann Roche le convoque pour expliquer la fermeture de la politique chinoise en matière de définition des eaux territoriales autour des archipels de la mer de Chine méridionale, justifiée en réaction à la pression états-unienne dans la zone. Irwing Lewis interroge cependant, depuis Québec : cette stratégie du *soft balancing* tiendra-t-elle, visant à miner la puissance états-unienne ?

La communication diplomatique chinoise autour de la gestion de la COVID-19 réactive ces questionnements entre deux écoles. D’un côté, partisan d’une communication offensive, l’ambassadeur de Chine au Canada puis en France, Shaye Lu, s’illustre déjà en stigmatisant la « suprématie blanche », à la suite de l’arrestation de Meng Wenzhou, vice-présidente de Huawei aux États-Unis. De l’autre côté, partisans d’une communication humble, certains intellectuels chinois tentent de prévenir le discours officiel chinois de toute tentation « complotiste » : la position est tenue par Sheng Hua et Li Shi de la Beijing Normal University, par ailleurs économistes critiques de la fracture sociale à l’intérieur du pays. Ces modérés proposent que la Chine se prête aux commissions d’enquête habilitées que les Nations unies entendent diligenter, quant à l’évaluation de la politique sanitaire conduite à Wuhan. Mais chercheuse au Mercator Institute for China Studies à Berlin, Lucrezia Pogetti juge peu probable pareille soumission, susceptible de contrarier la dynamique interne du *mianzi* (面子), cet art chinois de sauver la face exploré par Hsien Chin Hu.

Au-delà des inflexions tacticiennes du discours, le questionnement se déplace désormais pour ce qui est d’identifier la recomposition des alliances à laquelle pourrait correspondre la politique de *soft power* chinoise. Apparemment, la Chine ne semble pas intéressée à supplanter les États-Unis. Du moins dans sa stratégie de *leadership* des réseaux numériques et acteurs privilégiés du *soft power* (Google, Netflix, Harvard, Fondation Gates...). Le pays n’observe pas en effet la lecture hobbesienne du monde qui sous-tend la diplomatie des États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, au moins jusqu’à l’arrivée à la présidence d’un Barack Obama, partisan d’une politique de *leadership* plutôt que d’hégémonie. La stratégie chinoise relève seulement du « confinement » de concurrents potentiels qui pourraient freiner sa route, « de la soie » ou autre.

Nouvelles « routes de la soie » et stratégie chinoise de déploiement

Les ciblage critiques contre la Chine se concentrent sur la contestation du dollar par le pays en tant que monnaie de réserve et son entrisme à des postes influents du système des Nations unies pour mieux en contrôler l'édiction des règles, sans pour autant tenter de définir un « Nouvel ordre chinois ». Pour Matt Ferchen, de l'Université Tsinghua, la Chine ne désire pas imposer un empire communiste mondial, ni même la culture chinoise au monde entier. Mais les acquisitions en Europe, en Afrique ou en Amérique latine, comme les actions menées par le pays à l'international, témoignent d'une stratégie de déploiement, que consacre le projet *China Manufacturing 2025*. Cet impératif d'extension « sans volonté de conquête » (*sic*) pourrait alors être dicté par l'évolution de son modèle économique, confronté au double risque de vieillissement de sa population, et de la baisse de la productivité par tête, parallèlement au développement d'une classe moyenne et des habitudes de consommation consécutives.

Par ailleurs, tout puissant qu'il apparaisse aujourd'hui, le pays se présente particulièrement dépendant de l'étranger. Ses approvisionnements en pétrole, fer, cuivre, et cobalt (élément essentiel pour la fabrication de ses batteries) en témoignent. Et pour l'écoulement de ses biens de consommation, la Chine craint tout autant les politiques de relocalisation territoriale dont témoigne l'Europe aujourd'hui, que le risque, désormais avéré, d'un conflit en Ukraine, voire au-delà. Parallèlement, le pays affronte des pénuries d'électricité monstres qui l'obligent à importer du charbon d'Australie, et tente par ailleurs de juguler les déboires d'Evergrande, le géant de l'immobilier chinois qui ralentit la croissance du pays. Les retraits européens des marchés russes au titre des sanctions contre l'intervention militaire en Ukraine offrent une opportunité qui consisterait à « combler le vide », dont l'ambassadeur de Chine à Moscou Zhang Hanhui entreprend dès la fin mars 2022 de tester la réceptivité auprès des entreprises chinoises déjà installées, non sans appréhensions. Mais jusqu'ici, le géant chinois du pétrole et de la chimie Sinopec suspend son investissement en Russie, par prudence.

Dans ce contexte en pleine recomposition, l'appréciation du « contrat social » chinois proposé comme modèle planétaire pour le XXI^e siècle impose d'élargir l'analyse de cette réceptivité. Les convergences par pays se révèlent d'abord comme une réponse stratégique en fonction

des intérêts et rapports de force des uns et des autres (Cabedoche, 2021b), plutôt que les indices d'une adhésion au modèle chinois de « démocratie accomplie », même si le Forum international sur la démocratie – organisé par la Chine en décembre 2021 en réponse au Sommet pour la démocratie de Joe Biden – rassemble quelque « 120 pays et régions ».

Dans une Europe très sourcilleuse par ailleurs du respect des droits de l'homme, la carte jouée par la Chine avec l'installation des « nouveaux Talibans » au pouvoir en Afghanistan en août 2021 montre que les réserves peuvent vite enfler : la Chine s'y montre trop impatiente à relancer les projets, longtemps restés bloqués, d'exploitation de vastes gisements de cuivre au sud de Kaboul. Sur les places mondiales encore, les milieux financiers témoignent de leur circonspection dès que le pouvoir politique manifeste une reprise en main résolue des géants chinois de la *high tech* depuis Beijing, alors que début 2021, les placements de capitaux vers ces actions y atteignent encore des niveaux record : l'indice MSCI China plafonne alors à son plus haut niveau depuis... 27 ans.

Au niveau des populations enfin, le modèle chinois s'apprécie aussi à partir des enseignements et refuges philosophiques, nés des paramètres sanitaires liés au confinement ; environnementaux, liés aux nouveaux dérèglements ; économiques, dépendants de l'évolution anxiogène de la géopolitique ; existentiels, provoqués par le retour des peurs ancestrales de l'extermination : identitaire, nucléaire, chimique, bactériologique, climatique...

Ainsi, introspections et remises en question des modes de vie ; incertitudes des marchés (biens, services, emplois) ; déniaisements vis-à-vis des grands récits idéologiques ; rebonds nationalistes et recherche des solidarités immédiates..., les facteurs se multiplient pour dissuader les élans « progressistes » envers quelque modèle pré-construit que ce soit – socialiste, libéral, spirituel, nationaliste, etc. – qui se proposerait, au XXI^e siècle encore, de dessiner pareillement l'avenir pour l'ensemble des peuples de la planète. Dans ces deux premières décennies, le nouveau millénaire consacre au contraire la fin des schémas narratifs totalisants et globaux, si présents jusque-là pourtant, pour légitimer la pensée critique.

4.3.5. *La fin des schémas narratifs totaux et globalisants*

Nous vivons une situation inédite dans l'histoire, qui voit plus de trois milliards de personnes se trouver confinées en même temps sur

la surface de la terre [...]. Nous sommes confrontés à une crise, qui ne se limite pas à une crise sanitaire liée au [*sic*] COVID-19. Mais une crise plus générale : la sixième extinction. Le plus grand problème est celui de garder la planète habitable. Car il est possible que l'humanité puisse disparaître de la planète.

Reliant avec ce diagnostic toutes les crises de la planète – sanitaire, environnementale, financière, gestionnaire, politique, économique et communicationnelle, le Canadien Hubert Reeves veut parallèlement croire à une « dynamique de combat », immédiate, pour réorganiser le monde après le confinement sanitaire. Sans que la solution ne se présente déterminée, le chercheur écarte seulement quelques options :

[L]e profit et la sécurité ne font pas bon ménage. Nous avons régulièrement penché du côté du profit. Les Japonais, par exemple, qui sont d'une culture scientifique très avancée, ont installé dans un endroit parmi les plus actifs de la planète des réacteurs avec des murs de protection de 6 mètres. Alors que les tsunamis peuvent entraîner des vagues de 30 mètres, il faut prendre nos distances avec cette quête du profit qui fait que nous menaçons nous-mêmes⁸.

Effectivement, le modèle japonais a vécu, qui dans le dernier quart du ^{xx}^e siècle se propose pourtant au reste du monde.

Modèle japonais et performance économique

Après avoir manqué le référencement néomarxiste eu égard à la faiblesse de son parti communiste, et ce, malgré une riche tradition marxiste et/ou marxienne (Kato, 2010), le Japon des années 1980 séduit, d'une tout autre façon, une classe de cadres investis dans la mondialisation et émoustillés par la performance économique du pays. En quête permanente de résultats économiques à partir de l'entreprise privée, les États-Unis donnent le ton : les capitaines d'industrie mesurent tout particulièrement la différence de mode de management, à l'avantage de la méthodologie *カンバン* (kanban), initiée par le Japonais Taiichi Ōhno en 1988 et développée dès la fin des années 1950 dans les usines Toyota.

8 Entretien avec Hubert Reeves (avril 2020), *France Culture*, diffusion le 3 mai 2020.

Là où nous, en Occident, chercherions immédiatement un miracle automatique magique comme la fabrication intégrée par ordinateur (CIM), la robotique ou les techniques de fabrication avancées, les Japonais réduisent simplement les gaspillages. [notre traduction de ÔHNO, 1988, p. ix-x]

L'exemple japonais, à suivre, est celui d'un système original d'organisation de la production industrielle. Les constructeurs leaders mondiaux de l'automobile s'en inspirent aussitôt : juste-à-temps, raccourcissement de la longueur des *process*, changement rapide de production pour réduire les lots, suppression des stocks, équilibrage de la production, tirage des flux par l'aval, lutte antigaspi, amélioration permanente..., la force « miraculeuse » de l'exemple est telle qu'il est parlé de « japonisation du monde ». Le modèle offre au monde industriel et commercial l'atout de particulièrement s'adapter en réactivité et en flexibilité.

Les méthodes séduisent : progressivité de la démarche instituée par séquence trisannuelle (*productive management*) ; implication des managers de terrain dans la motivation des équipes ; récurrence des démarches pour un progrès illimité ; priorité des résultats de terrain sur les concepts et débats ; mise en place de groupes de travail transversaux et multifonctionnels, sans hiérarchisation formelle ; distinction non monétaire des meilleurs... L'Institut Kaizen, le Japan Management Association, le Lean Management Institute sont courtisés pour animer les conférences des organisations industrielles en Europe. Le modèle est également recommandé pour l'Afrique : « L'approche japonaise de la création est une démarche ambitieuse, orientée vers la promotion de la créativité intellectuelle. Elle apparaît à l'examen détaillé comme extrêmement structurée, cohérente et ambitieuse. Elle présente également par son pragmatisme un souci de mise en œuvre progressive » (Ngouem, 2007, p. 45).

Ce même modèle semble également intéresser ceux qui, comme Wang Huning (1991) depuis Shanghai, voient d'abord dans le collectivisme japonais (集体主义) l'expérimentation pour contester la position mondiale des États-Unis pour les décennies à venir. Mais pour ceux qui en énoncent encore les atouts dix ans après l'entrée dans le nouveau millénaire, une crainte se présente déjà : « La mondialisation, les technologies de l'information, les contraintes environnementales et les effets de la crise financière vont probablement amener à réviser nos référentiels actuels » (Pesqueux et Tybergheim, 2010, p. 11-31).

Depuis effectivement, ce que le Japon offre au monde est surtout le spectacle de ses failles : stagnation du modèle économique, erreurs politiques de la Banque du Japon et du ministère des Finances, inefficacité de certaines entreprises japonaises, corruption, entrée en récession dès 1991... Ne manque plus que quelque catastrophe nucléaire à Fukushima, par suite d'un tsunami non anticipé en termes de prévention des risques, pour témoigner de la faillite de la gouvernance japonaise et réactiver la crainte d'un nouveau péril planétaire. Le modèle japonais se retrouve balayé, apparemment pour longtemps. Anémié, vieillissant face à une Chine conquérante, le Japon est désormais facilement disqualifié en tant que modèle inadapté au nouvel environnement politico-économico-écologique planétaire, qui plus est aujourd'hui exposé aux inondations catastrophiques à répétition, dues au changement climatique.

L'espoir pourrait-il ressurgir d'un autre modèle, par exemple au niveau d'une fédération d'États ? Un *Green deal européen* est déjà mis en place en Europe par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, pour conditionner le financement des projets à la transition énergétique. Mais déjà en 2021, la Pologne et la République tchèque en demandent la dispense, pour concentrer les efforts sur le redressement de leur économie en sortie de confinement pandémique. Eu égard aux bouleversements que provoque la mondialisation croissante, la tentation du recroquevillement pour retrouver ses valeurs « nationales » hante certains discours politiques, qu'illustre encore le tropisme prorusse de Viktor Orbán en Hongrie (avant condamnation de l'attaque de l'Ukraine). En réaction, le jugement se révèle sévère à l'encontre de ces pays qui jouent aujourd'hui la carte de l'altérophobie, du nivellement culturel et/ou du déni climatique.

Le retrait de la Conférence de Paris sur le climat par les États-Unis de Donald Trump peut ainsi être amèrement regretté, au même titre que la décision brésilienne de relancer l'exploitation de la forêt amazonienne sans parallèlement aucunement prendre en considération les populations indigènes qui y vivent, au nom du libéralisme. L'ambiguïté des politiques invite alors une part de la critique à se détourner des acteurs publics nationaux, tandis que la COP26 attendue à Glasgow le 31 octobre 2021 voit ceux-ci s'y préparer autour d'un objectif réduit à un seuil de deux degrés du réchauffement climatique annuel, quand la projection nécessaire s'avère déjà double. Responsable de 27 % des émissions de CO₂, la Chine décide de ne pas participer au rassemblement, laissant les commentateurs expectatifs eu égard à la relance chinoise de la production de charbon dans un contexte de

pénurie de l'énergie et de l'électricité alors qu'en 2020, le pays s'était engagé sur un objectif de neutralité carbone d'ici 2060.

Pareille procrastination, confirmée lors de la COP27 réunie à Charm el-Cheikh en novembre 2022, peut apparaître rageante. Pour certains promoteurs du multilatéralisme en la matière, le sursaut ne peut plus être attendu des États comme en 1945. Les options doivent partir de chacun des acteurs sociaux quand tout se conjugue en crise : environnement, santé, finances, gouvernance, dissuasion, droit, confiance. Même si, à peine élu, le président Joe Biden entreprend de rejoindre les accords de Paris sur le climat, de s'inscrire dans le projet Covax de garantie d'accès aux vaccins pour les pays à faible revenu et de réinitialiser le partenariat avec l'Union africaine, le système multilatéral se présente abîmé, tandis que les options se réduisent du côté des États.

À la différence des mesures de sortie de la crise financière de 2008, les espaces publics résonnent désormais plus fortement de la proposition d'un « nouveau multilatéralisme », au-delà des États, compte tenu de la dimension des enjeux planétaires. Les opportunités s'en dessinent déjà : le confinement de 3,5 milliards de personnes lors du premier semestre de l'année 2020 – la moitié de la population mondiale – contribue à libérer une prise de conscience des limites d'un développement mondialisé effréné, qui repose principalement sur le recours généralisé aux énergies fossiles et sur une urbanisation galopante (Cabedoche, 2018). Ainsi, la crise sanitaire du début de ces années vingt est de plus en plus analysée comme le résultat de l'intrication débridée des flux de personnes et de marchandises, des systèmes de transport mondialisés, des chaînes de sous-traitance, combinés à la démographie galopante, l'industrialisation de l'alimentation, le commerce des animaux sauvages, l'utilisation éperdue des énergies fossiles et l'urbanisation accélérée. La pandémie se révèle effectivement inséparable de cet urbanocène, ressort de toutes les croissances du xx^e siècle. Les chercheurs en énumèrent les conséquences : explosion de l'extraction des ressources ; artificialisation des sols avec la multiplication des routes et l'étalement urbain ; propagation des polluants dans le sol ; errance gigantesque des déchets, exponentiellement intrusifs, à la surface et dans la profondeur de territoires terrestres et maritimes érigés en « zones mortes » ; déforestation et développement corrélatif des virus et bactéries, que le réchauffement climatique devrait réveiller davantage depuis les zones polaires encore temporairement gelées.

En comparaison, la guerre tripolaire des modèles – « présidential-congressionnel » états-unien, « socialiste de marché » chinois, « autoritariste compétitif » russe – se présente dérisoire, bien que potentiellement très dangereuse : les leaders mondiaux se retrouvent chacun dans le même état d’hypersiège et d’insécurité climatique chronique, enchaînant les mêmes incendies, mégatempêtes, inondations, nuages polluants..., catastrophiques. La *chimerica*, devenant *chimericarus*, symbolise l’hybridation et l’interdépendance des systèmes.

Par contraste, l’analyse des mouvements sociaux contemporains à l’échelle de la planète témoigne d’aspirations croissantes, lesquelles, plus qu’obéissant à un modèle prédéterminé, misent sur l’inclusion, l’expérimentation, l’évaluation permanente, l’hétérogénéité, la qualité au quotidien, la solidarité..., jusqu’à rediscuter des usages et des pratiques.

Des options politiques et sociétales sont citées aujourd’hui en vrac, en tant que références concrètes et partielles : la flexisécurité danoise ; la communauté rurale équitable indienne ; l’initiative populaire suisse ; le management circulaire congolais, sénégalais, rwandais ; la culture cycliste néerlandaise ; le totémisme aborigène australien ; l’engagement des petits états insulaires à la neutralité carbone d’ici 2030 ; les chaînes féminines de restauration solidaire de Lima et autres dispositifs collectifs de réinvention de la gouvernance alimentaire face à la demande croissante de produits locaux. L’historien rompt même l’évolutionnisme consacré, qui, partant des chasseurs-cueilleurs imprévoyants, dote encore les seuls États modernes de la souplesse requise face aux défis environnementaux : « Que l’on soit Inuits, Africains ou Indiens Iroquois, qu’on ait vécu en Amazonie, en Égypte ancienne ou dans le bassin mésopotamien, peu importe : ces populations n’ont pas hésité à retoucher leur système d’organisation quand il leur semblait défectueux, et même à l’abandonner s’il leur semblait caduc ou néfaste » (Graeber et Wengrow, 2021).

Les ancrages contemporains ne sont plus convoqués qu’en tant que modes de vie à tester localement, sans être configurés en norme absolue, à observer dogmatiquement et à étendre systématiquement. L’incertitude brutalement accélérée par la pandémie de COVID-19 encourage à rechercher de nouveaux modes d’échanges, à des rythmes plus courts, hypothéquant ainsi toute approche prévisionniste.

Cette hétérogénéité des réflexions et des expérimentations, corrélée à la prise de conscience de la montée soudaine des périls à l’échelle planétaire, témoigne de l’évolution de l’*espace public*, qu’il n’est plus possible aujourd’hui de concevoir de manière unitaire.

L'explosion des espaces d'expérimentation critique avec la conscience croissante des périls

Notre maison brûle et nous regardons
ailleurs.

Jacques CHIRAC

Le rêve de l'universalisme jacobin à la française s'est épuisé. À la faveur de la Révolution française et d'une politique déterminée de « nivellement », il s'agit pourtant alors d'éradiquer les aspérités politiques, psychologiques, culturelles et sociales, pour imposer le paradigme de l'égalité, consigné jusque dans une Déclaration des droits de l'homme et du citoyen pensée pour l'humanité tout entière, sans distinction. L'homogénéisation de la société ainsi légitimée aboutit à l'écrasement du paradigme de la différence, perçue comme un retour à l'ordre ancien, au profit du paradigme de l'égalité. De la même façon au ^{xxi}e siècle, les imaginaires sociétaux s'effilochent, disposés autour de modèles politiques qui prétendent imposer leur grille normative pour décliner un corps social homogène.

Parallèlement, le cadre théorique de la globalisation se lézarde. Lui aussi, dans la seconde moitié du siècle, envisage la convergence planétaire des représentations et consommations avec le développement des échanges autorisé par celui des technologies de l'information et de la communication (Levitt, 1983). Malgré l'appui de pouvoirs politiques actifs en ce sens, le « village global » de Marshall McLuhan ne s'épargne pas les segmentations, différenciations et résistances (Mattelart, 2017) : à l'entrée du ^{xxi}e siècle, les flux transnationaux n'ont toujours pas épuisé les appropriations locales du social. Les hégémonies transrégionales et transcontinentales accélèrent au contraire les opportunités de métissage et les formes renouvelées de la résistance,

des alliances et des expérimentations sociales. Les uns, dominés, sont relativement dépendants d'enjeux mondiaux qui, souvent, les dépassent, sans pour autant écraser leurs références éthiques et leur mobilisation. Les autres, dominants, doivent prendre acte d'intérêts, de valeurs et de résistances spécifiques aux (dé)localisations retenues, avant d'investir leurs actifs nomades. L'approche marketing de la « globalisation » s'enrichit, avec la « glocalisation » (global + local), d'une prise en compte des particularismes, dans toutes leurs dimensions. Désormais, les hybridations croissantes obligent à considérer les multiples aptitudes des *coding/decoding* (codages/décodages) qui caractérisent le monde, entre acceptation, négociation et rejet.

Le questionnement se pose alors de la pertinence d'outils d'analyse, conçus en d'autres temps et en d'autres lieux, pour intégrer la richesse liée à la diversité des mouvements oppositionnels et expérimentations critiques à la surface du monde. Peut-on seulement espérer une méthodologie déductive qui partirait de quelque concept préétabli, pour mieux saisir les significations profondes et tendances lourdes de toutes ces résistances à un ordre mondial, jugé dépassé et à la montée des périls, létaux pour l'individu comme pour l'ensemble des espèces ? Doit-on au contraire se résoudre à l'alignement des monographies qu'une démarche inductive ne permettrait pas de dépasser, au-delà de quelques régularités visqueuses suffisamment dissuasives de tout effort de modélisation ?

L'épistémologue note d'abord qu'un objet d'analyse n'est jamais abordé avec des yeux « innocents », traquant des « faits purs » dont le constructivisme discute de la relativité. Faire appel à des instruments, parfois complexes, d'investigation d'un terrain, c'est se ranger aux côtés de ceux qui, Émile Durkheim, Pierre Bourdieu, Gaston Bachelard..., prennent distance vis-à-vis de l'illusion de la transparence des faits sociaux et tentent d'écarter les pièges de la compréhension spontanée. Le détour méthodologique consacre alors une posture de « rupture » par rapport aux enseignements du « sens commun », hérité des sédimentations de la mémoire collective, par exemple autour des modèles politiques (dé)passés. Comment alors se saisir des nouvelles formes de résistance, expérimentées contre les logiques lourdes de la mondialisation et en réaction à la montée des périls que celle-ci semble provoquer au XXI^e siècle ?

Depuis Sarrebruck, Alexander Neumann (2016) mesure la difficulté du repérage de ce néo-militantisme : spontanéité de l'expression, parfois sans porte-parole ; inscription hors des règles et calendriers

de l'espace public formalisé ; mobilisation des acteurs en dehors des catégories institutionnelles établies de la politique ; anonymat des militants et éphémérité des rassemblements de protestation, alternant ombre et « visibilité furtive », mais offrant pour autant consistance ; coordination incertaine au-delà des frontières ou réduction à une sphère matérialisée sur un territoire précis, limitée à une action réduite à deux ou trois années ; reconstruction inattendue des convergences autour des causes défendues ou à partir d'assemblages mémoriels hétéroclites et hétérodoxes...

Des concepts doivent ainsi être écartés pour ethnocentrisme, ou pour le moins, revisités, précisés, réadaptés. Telle est l'aventure d'*espace public*. Sa convocation n'apparaît plus légitime qu'à partir de sa déconstruction, pour prétendre saisir les expressions critiques non formelles des activismes multiples, mobilisés par les nouveaux enjeux planétaires.

5.1. La déconstruction de l'espace public habermassien

Jürgen Habermas (1978) observe un principe de publicité qui, dès la fin du xvii^e siècle voit s'organiser en Angleterre, en France et en Allemagne un espace de débats entre l'État et la société civile, progressivement critique à l'encontre du pouvoir politique avec la généralisation de l'exercice du jugement en commun autour de questions sociétales, et son institutionnalisation dans les sociétés européennes.

Avant même le passage au troisième millénaire cependant, l'analyse critique prend déjà en compte la fragmentation de cet *espace public* et la possibilité de sa (re)convocation universalisée dans sa dimension plébéienne et oppositionnelle, c'est-à-dire hors de la théorie classique habermassienne centrée sur un *espace public* réduit à la bourgeoisie.

Par exemple, l'élaboration d'une théorie critique constitutive d'un *espace public oppositionnel* renvoie à la déconstruction entreprise depuis l'école de Francfort par Theodor W. Adorno et Oskar Negt dans les années 1950. Elle suppose une réactualisation permanente pour englober tous ces mouvements sociaux et expérimentations concrètes qui, principalement depuis 2008 lors de la crise financière mondiale, gagnent une « visibilité dans l'opacité ». Exacerbé par le changement climatique, la pandémie et les tensions militaires dramatiques en Ukraine, un radicalisme critique tente d'imposer – voire de dépasser eu égard à l'urgence – les quelque 300 propositions citoyennes adoptées fin avril 2022 pour réformer démocratiquement

l'Union européenne sur le terrain des politiques étrangères, sociales, fiscales ou budgétaires¹.

Bien avant cependant, les manifestations pétitionnaires de l'écologie politique des années 1950 aux États-Unis constituent les esquisses d'un écheveau particulièrement embrouillé de la critique, plurielle, complexe, paradoxale de la mondialisation. L'*espace public bourgeois européen* défini par Jürgen Habermas se révèle alors déjà globalisant, rigide, ambigu, bref daté.

La question se pose d'abord de savoir ce que recouvre le concept : une sphère géographiquement délimitée ? Une pure abstraction ?

5.1.1. Le questionnement de la matérialisation de l'espace public

Certains auteurs insistent donc sur la matérialisation de l'*espace public*. Ainsi, depuis la Commission nationale du débat public en France, Ilaria Casillo (2013) renvoie à l'*agora* grecque, au sens de lieu de débat, territorialement circonscrit. D'autres au Mexique (Guerra et Lempérière, 1998) proposent de recentrer la convocation des *espaces publics* sur leur dimension physique : la rue, la place, le Congrès, le Palais, l'imprimerie... Pour d'autres encore qui le conçoivent cependant « hors sol » (Paquot, 2000, p. 8-13), le retour de la matérialité de l'*Öffentlichkeit* vient de ce que l'expression est aujourd'hui largement accaparée par les urbanistes, aménageurs et autres architectes. Mais le glissement lui fait perdre toute dimension critique.

Avec « l'urbanisme international » de type gratte-ciel, aucune activité particulière d'échange ne caractérise alors le rez-de-chaussée, la rue devenant elle aussi un « espace mort », comme la considère Richard Sennett (1974) depuis la London School of Economics. Dans le même sens, la paroi de verre encadrée par de minces supports d'acier symbolise le « mur perméable » vertical des immeubles contemporains, qui, bien que transparent, isole l'espace intérieur de l'espace extérieur, comme l'analyse Siegfried Giedion (1941) dès les années quarante. Plus tard, les grands espaces architecturaux, cette fois horizontaux – dalle piétonnière, centre commercial, parking, espace dit « vert », boulevard périphérique, *drive-in* – ne provoquent plus systématiquement la promesse d'espaces publics de discussion,

1 Cf. Ralf NEUKIRCH, « Reform der EU : Weg mit dem Veto », *Spiegel politik*, 20 avril 2022.

malgré les noms de *forum* et *d'agora* dont ils sont affublés dans les nouvelles zones urbanisées. Ce ne sont pas spécifiquement en ces lieux que se développent les contestations qui témoignent bientôt de la crise urbaine des années 1970, même si Erving Goffman reconnaît la configuration de la rue en tant que lieu de mise en scène de la vie quotidienne et Daniel Cefaï (1996) en tant qu'espace d'exposition des problèmes publics. Avec l'irruption des *fora* et autres manifestations d'influenceurs, de lanceurs d'alerte et de *community managers* sur Internet, l'application symbolique du concept d'*espace public* devient alors utile pour en interroger les modalités contemporaines de discussion.

Comme d'autres encore, Marc Lits (2014) associe les deux dimensions, même si, à aucun moment, Jürgen Habermas ne problématise la relation entre le sens physique, géographique de l'*espace public* et son sens politique. Alors, rien n'en empêche la transposition en d'autres lieux, à d'autres époques et à des populations non bourgeoises. En Afrique par exemple, le kiosque à journaux désigne l'espace physique constitutif d'un *espace public* que les Sorbonnards d'Abidjan arpentent pareillement depuis le plateau de Cocody (Atchoua, 2015). Le peuple arabe qui « descend dans la rue » traduit également un espace de contestation géographique à évaluer (Guaaybess, 2019).

La deuxième interrogation concerne les catégories de populations susceptibles d'animer cet *espace public*, matérialisé ou non. Jürgen Habermas est d'abord inspiré par le cadre bourgeois ouest-allemand des années cinquante. Oskar Negt et Alexander Kluge (1980) élargissent la réalité sociologique initiale du concept habermassien aux salons français du XVIII^e siècle et aux bourgeois éclairés par les principes du libéralisme philosophique anglais. De ce fait, un *espace public plébéien*, voire *prolétarien* est laissé de côté. Mais cet *espace public* anglais se déploie en interaction avec un puissant mouvement populaire. Le concept exclut encore certaines de ses animatrices, représentantes des associations de femmes aux États-Unis du XIX^e siècle et dans les sociétés du capitalisme tardif. Habermas lui-même reconnaît que son évaluation initiale, néglige... « [...] la capacité de résistance, et surtout le potentiel critique d'un public de masse pluraliste et largement différencié, qui déborde les frontières de classe dans ses habitudes culturelles » (Habermas, 1992).

C'est ainsi que mal inspiré, l'auteur parle de *reféodalisation* : au fur et à mesure de l'avancée du processus de marchandisation au XX^e siècle, l'élan critique des revues culturelles et artistiques

européennes du XIX^e siècle est ralenti quand alors, il s'agit de mettre fin à la culture du secret, propre au pouvoir étatique. Le moteur de la *publicité manipulée* s'éloigne d'une opinion publique stimulée par l'usage public de la raison, pour se réfugier dans le *consensus fabriqué*, prêt à l'acclamation. En se départant finalement de cette lecture pessimiste, l'auteur se joint à la critique – déjà entamée – de son propre modèle, jugé élitiste, patriarcal. Habermas le reconnaît à la fin du XX^e siècle : un pouvoir communicationnel peut, depuis le terrain, influencer le pouvoir administratif et parallèlement s'opposer à la manipulation des médias dominants.

La révision s'avère salutaire, au moment où, au passage du millénaire, les auteurs déplorent la convocation routinière et le « normativisme » d'un modèle devenu « doxique ». Ainsi, sous ce bénéfice d'inventaire, *l'espace public* n'est déjà plus celui de Habermas pour saisir les enjeux du XXI^e siècle. Le concept n'offre une pertinence que s'il se présente tendu entre un modèle unitaire et un modèle pluriel (Dahlgren, 2000, p. 167 ; Miège, 2010).

5.1.2. *La remise en question d'un modèle unitaire et ethnocentré de l'espace public*

Tous, Colin Sparks, Peter Dahlgren, Mihaï Coman, Bernard Miège... dressent le même constat : *l'espace public* se présente aujourd'hui fragmenté. Déjà, à l'idéalisme d'un *espace public* considéré comme l'expression d'un intérêt général partagé par tous au terme d'une délibération fondée sur des échanges dûment argumentés, Pierre Bourdieu oppose la catégorie de *champ* : la désignation renvoie à la violence symbolique présente à tous les étages de la hiérarchie sociale. Dégagé depuis de ce déterminisme, *l'espace public moderne* témoigne cependant de l'asymétrie des citoyens en situation « d'interaction partielle ».

L'expression ne se convoque plus que dans sa fragmentation sociale.

Espace public, diversification des expressions et des expérimentations

Parler d'*espace public* au XXI^e siècle renvoie effectivement à la diversification des modalités d'exercice de l'expression publique, que ne suffit pas à rendre la seule prise en considération du discours argumentatif. La référence renvoie encore à l'inégalité de participation selon les

classes et les groupes sociaux, qui ne se traduit pas que par la guerre frontale, comme au morcellement des espaces, professionnels, publics et privés, qui ne se distinguent plus nécessairement *mais* se superposent, voire s'interpénètrent. S'intéresser par exemple à l'économie solidaire signifie ainsi dépasser la seule analyse d'un mouvement social et de ses expérimentations pour le considérer principalement en tant que précipité des contradictions de *l'espace public*. La possibilité d'un modèle décentralisé permet ainsi d'aborder la cohabitation de plusieurs formes d'expressions et de constructions sociales, traduisant des identités multiples et des formes distinctes aussi bien que transnationales du « vouloir vivre ensemble », où que ce soit.

Désormais, les adjectifs s'ajoutent systématiquement au concept *espace public* initial, aussi bien pour insister sur sa fragmentation que pour préciser de quel *espace public* il est question, et surtout pour en étendre l'analyse au monde entier. Il est ainsi fait état d'un *espace public mosaïque* chez Érik Neveu et Bastien François ; d'un *espace de médiation* entre société civile, système économique et système étatique chez Éric Dacheux ; d'un *espace public oppositionnel* chez Oskar Negt, accouplé au concept de *subjectivité rebelle* pour donner toute sa place au sensible chez Alexander Neumann : « Il émane du sujet qui produit sa propre expression, mais se définit aussi en rapport à une altérité [...] aux connotations multiples selon les situations » (Neumann, 2016, p. 136).

Pour construire l'alternative avec *l'espace public politique*, d'autres distinguent encore un *espace public autonome*, avec Marie-Gabrielle Suraud ; *sociétal*, avec Bernard Miège et Isabelle Pailliarat ; *symbolique*, avec Mihaï Coman. Sont encore convoqués *l'espace public idéal*, *l'espace public unique* et les *espaces publics multiples*, chez Risto Kunelius et Colin Sparks, ou les *espaces intermédiaires*, de nature à favoriser l'accès à *l'espace public* des personnes marginalisées et le renouveau des pratiques et des discours militants, chez Laurence Roulleau-Berger. Avec Éric Dacheux, *l'espace médiatique* est abordé en tant que lien entre les espaces *public* et *domestique*, selon une frontière haute de *l'espace public* (les *espaces de médiation institutionnelle*) et une frontière basse (les *espaces civils*). Un *espace public rural* apparaît encore à côté de *l'espace public urbain* chez François Tomas. Pour transposer l'analyse à l'Amérique latine des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles, l'expression *espace public* est désormais conjuguée au pluriel, ou considérée comme *multi-polaire*, autorisant le repérage de sphéricules chez Tod Gitlin et Marc Lits. Parallèles, intriquées, mouvantes, ces *public sphericules* oscillent

entre des espaces de *repli* et de *regroupement*, et s'offrent en terrains d'essais pour des activités d'agitation vers des publics plus larges, chez Aurélie Aubert, Julie Denouël et Fabien Granjon, etc.

Ces affinements du concept initial évacuent ainsi le procès en ethnocentrisme attaché au modèle canonique habermassien.

Espace public et ethnocentrisme

Depuis l'Université McGill à Montréal, Marc Raboy définit la mondialisation comme un contexte généralisé caractérisé par :

[...] le rôle diminué des États, la concentration transnationale du pouvoir économique capitaliste, la réduction des contraintes de temps et d'espace, la remise en question des notions d'identité nationale et culturelle, l'émergence des nouveaux réseaux globaux et la mise en place progressive d'un nouveau régime juridico-politique de gouvernance mondiale. (Raboy, 1999)

Pareillement inspiré, Ndiaga Loum estime qu'il serait naïf de penser que cette volonté d'imposer un modèle unique, fondé sur le néo-libéralisme, procède sans résistance. Mais l'analyse ne peut se limiter à une référence vague à « l'inquiétude du reste du monde » face à une « américanisation du monde » (Loum, 2017). Il convient donc de retravailler le concept d'*espace public*, pour intégrer les différentes formes d'expressions et de réalisations, spécifiques aux sociétés multiculturelles, aux sociétés non européennes et aux sociétés politiquement contraintes. Le transfert ne s'autorise pas sans conditions, ainsi énumérées : considérer l'espace public comme *fragment* ; en étudier les modalités de son adaptation aux terrains ; en élargir le champ à tout échange dialogique et de co-construction sociale entre individus participant à la construction du débat collectif ; en circonscrire la volatilité, de manière à ne considérer comme objets possibles (*principe d'extension*) que ceux qui correspondent au répertoire des caractères liés à cette représentation (*principe de compréhension*).

Ainsi, le concept est-il mobilisé à des niveaux plus larges que ceux initialement interpellés. Dans la littérature anglo-saxonne, l'Indo-Britannique Daya Kishan Thussu, le politologue norvégien John Erik Fossum, le sociologue écossais Philip Schlesinger et ses collègues néerlandais Ruud Koopmans et britannique Paul Statham parlent d'une même voix d'un *espace public européen*. Plus largement

encore, Arjun Appadurai, Harmut Wessler, Bernhard Peters, Michael Brüggemanns, Katharina Kleinen-V. Köningslów, Stefanie Sifft... renvoient à un *espace public transnational*. Alix Goheneix évoque un *espace public international* en marche et Tourya Guaaybess des *espaces transnationaux* incertains de solidarité. Mais c'est aussi en en considérant les limites que Colin Sparks conteste la validité d'une *Global Public Sphere*, revendiquée par Manuel Castells ou Ingrid Volkmer. Nancy Fraser juge pareillement difficile d'associer la notion de pouvoir communicationnel à des espaces discursifs ne correspondant pas à des États souverains.

L'application du concept habermassien est encore discutée pour l'Afrique, même si les théoriciens critiques du continent ne sont pas suffisamment considérés sur ce terrain, ce que regrette Oumar Kane.

Espace public et réalité sociale en Afrique « pré-moderne »

Pour Georges Madiba Oloko (2007), le concept d'*espace public* pose problème quant à son application automatique aux sociétés colonisées, renvoyant d'abord aux sociétés civiles libérales européennes du précédent millénaire. En Afrique, la société civile apparaît historiquement inexistante, l'entreprise coloniale se conjuguant avec certaines expressions culturelles autochtones absolutistes pour en empêcher la constitution et adjoindre la posture de soumission au portrait du colonisé.

Pendant, déjà à cette époque coloniale, une société civile s'esquisse, même imparfaite : elle unit progressivement les revendications identitaires et anticolonialistes, portées par des partis politiques, des associations et des syndicats. Certes, ces forces de résistance s'efforcent de reconstruire l'histoire précoloniale dans un collectif totalisant et figé, autour de l'injonction au retour à l'« authenticité » réifiée et sans aspérités de la culture traditionnelle. Après Georges Balandier (1999), cette recomposition mythique d'un passé lointain unifié est confondue par Jean-Christien Ekambo (2018) : des espaces précoloniaux et colonisés témoignent déjà de la contrainte, en même temps que de l'expression des oppositions à celle-ci.

Pareillement, avec les indépendances africaines, cette société civile balbutiante se retrouve à nouveau bridée, assignée à l'unanimité de son expression imposé par la construction de la nation autour du parti unique. La discussion n'y peut être que molle, encadrée

par l'État et le Parti ; ou clandestine, contrainte à l'action violente après la répression des manifestations et campagnes d'action qu'elle tente d'organiser. L'expression oppositionnelle n'est donc pas mobilisée autour de la raison froide habermassienne : elle s'alimente de la fièvre contagieuse, dont la poussée vise seulement à alerter de la présence de certains virus sociaux subversifs, et dont les thermomètres officiels se refusent à prendre le degré de température. Georges Madiba Oloko l'évalue : même floue, la société civile revêt alors une réalité sociale en Afrique.

Il ne s'agit pas de calquer l'observation de son expression sur les grilles d'analyse qui prévalent dans les sociétés européennes : des modes de production du politique et du pouvoir sont déjà repérés, il y a cinquante ans, à la périphérie des capitales africaines, émarginant ainsi du pouvoir central (Coulon, 1972). Et avec les années 1990, l'introduction du multipartisme dans les sociétés politiques africaines ne lève pas davantage « l'impureté » de cette société civile, de nombreux cadres adoptant un comportement double : en désaccord dans la sphère privée mais soumis aux consignes de l'État dans la sphère administrative et politique. Pourtant, la polémique peut surgir, policée – quoique vive – au détour de débats télévisés ou d'une campagne électorale réactivant une forme de critique. À ce titre, un vague rapport se dessine avec l'*espace public* bourgeois habermassien, en ce que le débat contradictoire s'introduit. Bien que décevante sur le plan de la promesse au sens ontologique défini par François Jost, l'ouverture aux télévisions privées apporte la concurrence au « débat ronronnant » d'une télévision d'État, trop empêtrée dans ses habitudes pour se constituer en télévision de service public.

L'analogie avec l'*espace public* de Habermas, même bourgeois, reste encore hésitante. Certes, l'espace ainsi « ouvert » concerne bien une élite possédante, dotée d'un certain capital culturel – « les longs crayons » des milieux urbains, de retour au pays après des cycles plus ou moins longs d'études universitaires à l'étranger. Mais la gesticulation à l'écran caractérise plutôt le procès d'intention – qui s'étale dans ces médias généralistes et donne consistance aux personnages qui l'instruisent – que la confrontation contradictoire sous l'angle de la raison. Le chercheur camerounais Simon Ngonu (2020) en analyse l'incomplétude, après Jean Mouchon, et Georges Madiba Oloko n'ose pas reprendre le terme d'*espace public bourgeois*, lui préférant l'expression de « sphère curiale ».

Ce déballage médiatique ne consacre cependant pas la totalité des expressions d'une société civile africaine en voie de constitution : des réseaux d'acteurs, plus ou moins visibles, commencent à se structurer, dont les modes de fonctionnement et d'action sont tendus vers l'expression antitotalitaire. Les structures associées se forment, pour une part, à l'exemple de ce qui existe en Europe : syndicats, associations professionnelles font le lien entre la population et les instances dirigeantes de la société. Ces expressions encadrées peuvent aussi déborder d'une vocation initiale philanthropique, stimulée par les organisations non gouvernementales internationales, et déboucher sur le questionnement des droits de l'homme à partir de leurs actions d'intervention en aide aux groupes défavorisés. D'autres manifestations en marge n'attendent pas le *stimulus* exogène : elles s'organisent spontanément en structures communautaires, à hauteur d'une circonscription citadine ou d'un regroupement rural à base ethnique ou religieuse, et travaillent à l'expression solidaire pour le développement local.

Espace public sociétal *africain* et *changement de millénaire*

Même si, à juste titre il y a quinze ans, Georges Madiba Oloko ne le reconnaît pas encore en tant que modalité pleine de l'expression publique, un embryon d'*espace public plébéien* se constitue dans certaines régions d'Afrique, timide, hétérogène, fragile, mais existant. En son sein, clubs, ONG, associations tribales, presse confessionnelle, sectes religieuses, confréries, sociétés secrètes, syndicats estudiantins, syndicats professionnels... agissent en tant que groupes de pression. Même dans un environnement national autoritaire, ces « alliances » participent d'une forme de recomposition du champ social et politique. Elles ouvrent à des modalités inédites de communication, d'usage de la parole et d'argumentation en public.

Le chercheur camerounais Thomas Atenga propose de décoder sur ce mode l'usage de la dérision et de la subversion dans la presse camerounaise et gabonaise, à la manière dont, parallèlement en Chine sur les réseaux sociaux ou en Algérie avec les animateurs du *hirak*, la dissidence témoigne d'une imagination débordante pour contourner les dispositifs de contrôle social du pouvoir en place. Elle use des références populaires, par exemple du renvoi détourné des personnages de contes pour enfants, de la satire, du morse, des *emojis*..., et

des facilités offertes par le numérique de domiciliations identitaires hors du territoire national.

Dans un contexte national tendu où les supports médiatiques classiques ne constituent qu'un des lieux balbutiants de la construction sociale du sens, les réseaux sociaux et les médias de l'audiovisuel transnational recueillent le bénéfice de l'impatience d'une expression plébéienne qui s'y dispose généreusement. Il convient ainsi de parler d'une articulation de ce lieu spécifique que constituent les médias avec des espaces autres – qu'il ne s'agit ni de minorer ni de survaloriser – où sont également mis en débat des problèmes publics.

Ainsi, sans pour autant réduire le social au communicationnel, l'explosion de la téléphonie mobile en Afrique, le développement des plateformes numériques stimulé par la participation très active des diasporas, ou encore l'activité collaborative des *foras* professionnels comme la plateforme 237 *médias* ouverte aux journalistes camerounais (Atenga, 2020)..., témoignent de cette effervescence brouillonne de l'expression publique et des formes multipolaires de l'*espace public sociétal* en Afrique. Georges Madiba Oloko comme Julien N'guessan Atchoua l'y reconnaissent désormais repoussant les sources de ces espaces de résistance jusque dans l'histoire précoloniale.

Ainsi revisité en milieu semi-autoritaire dans ces formes liminaires pour reprendre l'expression de Mathieu Hilgers (2013), l'espace public est désormais mobilisé, bien au-delà de l'Europe du xviii^e et xix^e siècle qui l'a vu naître.

Espace public et extensions temporelle et spatiale

L'*espace public oppositionnel* transparait aujourd'hui des travaux relatifs aux pratiques d'échange des citoyens de Talca au Chili. Il sous-tend la construction théorique des historiens de la mémoire aborigène d'Australie, la mise en visibilité des autochtonies des premières nations en Amérique du Nord ou encore les expressions LGBTIQ+ émergentes depuis la Turquie.

Bientôt, la distinction entre sociétés de tradition « orale » ou « écrite » n'offre plus d'intérêt, quand d'une part, elle se révèle par trop dichotomique (Agbobli, 2015) et quand d'autre part, elle s'efface devant la multitude de combinaisons des supports mobilisés par ces expressions de la résistance publique, sur tous les continents : interpellation orale des Sorbonnards et grins d'Abidjan et discussions au kiosque autour des titraillogues de Douala et Yaoundé déjà observées,

mais aussi formes du « journalisme de la paix », cher au sociologue norvégien Johan Galtung (1998) et expérimenté au Congo-Brazzaville par *La Semaine Africaine* ; écritures numériques des avocats chinois en Chine, ou de la Russie contemporaine et après les écritures filmiques critiques de la Russie soviétique...

Dans de nombreux pays donc, la référence à cet *espace public plébien* apparaît désormais consacrée, après inventaire. Son territoire déborde jusqu'à absorber la société tout entière en Inde. Il désigne encore les tentatives de (re)conquête d'une expression publique constitutionnellement contrainte dans des cadres confessionnels au Liban, depuis l'accord de Taëf en Arabie saoudite de 1989. Mais il ne se présente que timidement ouvert, sous forme « d'arrangements » avec le Parti-nation au Vietnam. La prise en compte de traductions plus fines de *l'espace public fragmenté* ouvre enfin l'alternative et déborde les cadres d'analyse de regards médiatiques trop centrés autour du système libéral, pour accéder à une meilleure compréhension des logiques en jeu dans les pays arabo-musulmans.

Enfin, cet élargissement de la réflexion à l'ensemble de la planète invite, là encore, à reconsidérer et tresser le lien, distant chez Habermas, entre *espace public géographique* et *espace public symbolique*. À Madagascar par exemple, l'expression de la rue renvoie la résonance aux désignations incarnées des urbanistes, tandis que l'espace de confinement mémoriel de l'État postcolonial assigne à ce même espace public une dimension plutôt symbolique. Nées de l'urbanisation exponentielle au ^{xxi}e siècle et des phénomènes consécutifs de pollution, d'encombrement de la circulation et d'insécurité des personnes, les réflexions sur la ville débouchent sur des projets urbains qui redonnent aux *espaces publics* le rôle prépondérant qu'ils avaient progressivement perdu et une fonction d'échange social, considérée comme partie intégrante des besoins de l'homme (Cabedoche, 2019c). Espaces-flânerie, espaces-exposition, espaces-spectacle vivant, espaces-carnaval, espaces-manifestation... y sont reconsidérés comme centraux, en même temps que *l'homme-piéton* et *l'homme-cycliste*. Barcelone en Europe, Curitiba en Amérique latine, Québec en Amérique du Nord... en deviennent les symboles. Copacabana et Ipanema offrent leur périphérique piétonnier, courant le long de la plage brésilienne. En milieu suburbain, le parc naturel, le sentier de randonnée, le gîte... poussent les anonymes qui s'y rencontrent à se saluer, échanger des informations, voire des impressions, des émotions, des opinions et

même à envisager de se retrouver pour des actions et des expérimentations communes :

Par-delà sa rue, son quartier, ou sa ville, le citoyen d'aujourd'hui se sent aussi habitant de son pays, voire de sa planète. Il peut se sentir concerné et mobilisé par le devenir d'espaces publics fort éloignés de son lieu de résidence habituelle. Il lui arrive même de s'engager dans des actions, voire des luttes sociales, qui se déroulent à des centaines ou des milliers de kilomètres de chez lui [...]. Tout se passe en fait comme si, plus les hommes avaient la possibilité de se replier sur eux-mêmes et plus ils multipliaient les occasions d'en rencontrer d'autres dans des rassemblements organisés ou spontanés et à toutes les échelles. (Tomas, 2001)

Ainsi, à la liquidité croissante des sociétés contemporaines, imposée par le nouvel esprit du capitalisme, répond la liquidité nouvelle de la critique, flottant dans cet *espace public oppositionnel* en reconstruction permanente.

5.1.3. Une réappropriation de la liquidité sociétale par la critique

Le sociologue anglo-polonais Zygmunt Bauman se serait donc trompé, jugeant que les sociétés contemporaines et modernes imposent à leurs membres des prises de décision et des changements si rapides que les modes d'action n'ont même pas le temps de se figer en habitudes et en routines. Référents caméléons, portés par le nouvel esprit du capitalisme, les « Grands » – mobiles – imposeraient ainsi les normes de la flexibilité maximale de la *société liquide* pour répondre à l'incertitude et aux exigences de la réactivité immédiate des marchés mondiaux. *A contrario*, brutalement projetés hors du monde *solide* où ils avaient pu appuyer leur propre projet de vie sur des institutions stables et permanentes, dans un monde *liquide* où ils n'ont plus le temps d'apprendre les nouvelles règles de l'autonomie, les « Petits » – immobiles – subiraient la fragilité et l'éphémérité croissante des liens sociaux contemporains (Bauman, 2000). Par un étrange paradoxe, tandis que le capitalisme récupère la critique qui lui est adressée en l'incluant dans le nouvel esprit dont il a besoin, ladite critique se meut à son tour dans le nouvel environnement qui lui est imposé, pour lui échapper en organisant à son avantage sa propre... liquidité.

La thèse est déjà implicitement amorcée dans l'analyse des configurations des journalismes du xx^e siècle. Au flou constitutif de ces expressions médiatiques classiques, répond la volatilité des altermondialismes du troisième millénaire.

Flou et liquidité des expressions médiatiques classiques

L'auteur français Denis Ruellan s'inscrit dans la continuité de la désignation de la pratique des *mainstream media* en tant que *champ*, selon la définition de Pierre Bourdieu. Par champ journalistique, il s'agit de considérer un espace social relativement autonome. Structuré par des relations inégalitaires, il associe des agents diversement dépourvus de ressources, mais qui ont en commun de participer à un même jeu et d'en partager le sens. Parlant d'interface de ce champ avec d'autres champs (le champ politique, le champ de la production culturelle, le champ de la classe dominante, le champ des luttes de classe...), Pierre Bourdieu ne pose pas la question des relations entre ces divers champs. En conséquence, il ne faut pas s'étonner :

[...] du sens tantôt précis, tantôt plutôt vague dans lequel est pris ce concept [...] en vertu de sa généralisation, du nombre de groupes ou marchés auxquels il s'applique [...]. Son principal intérêt est [cependant] de comporter des espèces (champ de production littéraire, champ de production de la haute couture, etc.) et le signe de sa fécondité [*sic*] de permettre l'analyse précise du fonctionnement de certains espaces sociaux, comme la mise en évidence des lois de leur transformation. (Blondel, 1981, p. 645-646)

Denis Ruellan prolonge la réflexion quant à cette interaction entre les champs. L'approfondissement le conduit – au-delà de quelques caractéristiques communes aux journalistes – à parler du « flou constitutif » du territoire, à partir duquel précisément, le journalisme peut échapper à l'emprise des pouvoirs (Ruellan, 1993).

L'analyse mérite attention en dépassant le champ journalistique pour vérifier son application à des *espaces publics oppositionnels* tout aussi volatils. Déjà, le développement spontané sur Internet de pratiques de collectes et de commentaires de l'information, développées sans plus de cartes de presse ni de contrôle de compétences, inspire l'internaute, invité sur son propre blog à se revendiquer « journaliste », ou du moins lanceur d'alertes. L'option s'ouvre aussi

à des journalistes titulaires, dont le blog personnel s'offre en espace d'échange plus ouvert que le support officiel dont relève ce « professionnel de l'information ». Les regroupements en consortiums de journalistes internationaux offrent enfin une visibilité et une exploitation ciblées de l'expression critique des cabinets d'avocats, comme dans l'affaire des *Panama papers*.

Les activistes du troisième millénaire organisent pareillement leurs canaux d'information, parfois par défiance envers les *mainstream media*. En réaction, ce « sacre de l'amateur » provoque le plaidoyer pour la distinction d'un journalisme autoqualifié de « professionnel », même si, sur le terrain, les pratiques de ce dernier, éloignées des cadres déontologiques qu'il s'est lui-même donnés, ne permettent pas d'installer aisément cette distinction. Le flou fait débat. Mais qu'il s'agisse des discours journalistiques ou des discours populaires, cette même faiblesse de circonscription des expressions constitue aussi leur force : ne se laissant pas enfermer dans un territoire, celles-ci échappent aux velléités de contrôle absolu, social et économique, manifestées par les pouvoirs dominants. Ainsi s'expliquent également les déchirements internes qui affaiblissent les *espaces publics oppositionnels* dès que surgit une prétention quelconque de représentation par un de leurs animateurs, mais aussi leur force, liée à leur caractère insaisissable, comme chez les « Gilets jaunes » en France.

Les altermondialismes du XXI^e siècle se présentent très souvent dans cette configuration *liquide*.

Altermondialistes et volatilité des activismes contemporains

Depuis le dernier quart du XX^e siècle, de nouveaux dispositifs protestataires émergent, dont l'altermondialisme constitue une des facettes, se révélant rapidement organisé en réseaux hors frontières et orienté vers la défense, elle aussi hors frontières, de groupes à faibles ressources. Des citoyens recherchent ainsi de nouvelles formes d'investissement dans des espaces sociaux parfois numériquement plus restreints que les grandes mobilisations activistes du siècle précédent, mais au sein desquels leur implication collective est envisagée de façon concrète et immédiate. Édifiés autour de causes spécifiques, reliés sans considération de nationalité par des coordinations flottantes, ces groupements répondent à des situations d'urgence de façon directe, pour peser en vue de réformes et d'expérimentations sociales inédites.

Ces espaces collectifs apparaissent dès la fin des années soixante. Tous témoignent d'une plus grande spécialisation dans leurs objectifs *single-issue organization* (à but unique), plutôt que de la recherche du « Grand soir ». Défiantes vis-à-vis de toute centralisation et délégation, ces mobilisations rejettent les systèmes classiques de représentation :

La participation aux nouveaux mouvements sociaux tend à être plus fluide, les participants s'engageant et se désengageant en fonction des évolutions du contexte politique et des circonstances. En découlent des contraintes auxquelles les nouveaux mouvements sociaux répondent par une structure organisationnelle originale, marquée par le rejet des partis et des syndicats au profit d'organisations décentralisées, à petite échelle, anti-hiérarchiques, et permettant la démocratie directe. (Fillieule et Péchu, 1993, p. 133)

La réaction collective peut partir d'un nœud sectoriel, traducteur d'une défense *a priori* frileuse, « corporatiste », « petit-proprétaire », ou arcbutée à un territoire jugé menacé par une action publique au service d'intérêts économiques extérieurs, jugés illégitimes en raison de leurs nuisances : extension d'un aéroport international ; tracé d'une autoroute reliant plusieurs métropoles ; aménagement d'un mégacentre commercial ; délimitation d'un espace de tourisme de luxe... Le combat est alors d'abord lié à la perception d'un trouble direct, « local » : pollution visuelle, expropriation, déclassé social, destruction d'un habitat, menace culturelle, déséquilibre des finances publiques... La mobilisation dure généralement peu, le temps de gagner... ou de perdre. Mais le phénomène est exponentiel. En France, plus de 6 000 collectifs de cette nature sont déjà enregistrés pour la seule année 1996. De nombreuses organisations revendicatives explosent depuis, contre le chômage, la paupérisation, le sida, les injustices sociales, la défense des droits de l'homme et du citoyen, l'environnement...

La cause peut vite transcender le territoire initial qui la voit surgir. Par son caractère symbolique, elle dépasse alors le mouvement initial en durée, en résurgences militantes et en formes inédites de coordination au-delà des frontières, constitutives du fameux *rhizome* cher à Gilles Deleuze et Félix Guattari (1976) pour désigner une structure souple, horizontale, évoluant en permanence, sans niveaux hiérarchiques.

Solidarités hors frontières et extension du *rhizome*

L'ampleur de la lutte et son débordement des frontières nationales dissuadent de réduire l'analyse de la conflictualité sociale à un syndrome « nimby » (*not in my backyard* = pas chez moi). La lutte contre un projet de construction d'un réacteur nucléaire ou d'enfouissement des déchets voit des militants affluer en France depuis l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas... (Cabedoche, 2003a, p. 111). L'explosion d'une usine filiale de la firme états-unienne Union Carbide à Bhopāl en Inde rassemble depuis presque quarante ans des manifestants venus de partout honorer chaque année la mémoire des milliers de morts ou handicapés à vie, et appuyer la réclamation des familles en dommages et intérêts. Des militants se rassemblent à Londres, Paris, New York..., en solidarité avec la « révolte des parapluies » à Hong Kong en 2014, dont le symbole gagne la Pologne, où les femmes militent à parapluies déployés contre les projets de loi limitant leurs droits. À Brême, Cologne, Munich..., les manifestants se retrouvent pour protester contre la criminalisation de la jeune capitaine allemande Carola Rackete, arrêtée à Lampedusa en Italie pour y avoir conduit son bateau avec une quarantaine de migrants à son bord. Le 15 mars 2019, des centaines de milliers de jeunes du monde entier font le choix de sécher leur cours pour dénoncer l'inaction des adultes face à l'urgence climatique. En novembre de la même année, la marche de la solidarité citoyenne avec les peuples autochtones du Brésil s'ébranle place de la Bourse à Paris. Des marches blanches s'élancent d'Europe de l'ouest en solidarité avec les femmes afghanes et iraniennes et la révolte « du papier blanc » contre la stratégie chinoise du « zéro COVID » et pour la liberté d'expression s'étend en décembre 2022 à Paris, Londres, Sydney, etc.

Ainsi, les luttes sectorielles ne se réduisent pas à des replis identitaires qui caractériseraient la montée des individualismes, communautarismes, corporatismes et autres poujadismes. *L'espace public oppositionnel* prend désormais en charge toute atteinte à la « citoyenneté sociale », en tous lieux, quelles que soient les formes d'exclusion et de dégradation des conditions d'existence : misère, exploitation, menace environnementale, risques *exosomatiques* et *endomécaniques* d'ordre biologique, sanitaire, alimentaire...

Pour partie, ces dysfonctionnements correspondent aux *process* capitalistiques émergents. Le néo-militantisme tend ainsi à s'éloigner

des formes d'entraide caritative pour réarticuler les dimensions à la fois éthiques et politiques des actions à mener. Il travaille à faire passer ses animateurs d'une topique du (re)sentiment à une topique de la dénonciation. Il les pousse à participer à la co-construction d'un *espace civique*, qui ne s'accompagne plus nécessairement ni d'un projet de société étroitement formalisé, ni d'une territorialisation systématique de la lutte, ni d'une temporalité parfaitement définie, ni de modalités d'action rigidement cadrées, homogènes, fermées à l'appréciation personnalisée de l'investissement de chacun de ses membres.

Ces perspectives de terrain provoquent les chercheurs, bousculant leurs classifications « routinisées », leurs postes-frontière entre organisation, action collective, institution. La sociologie des mobilisations collectives s'éloigne ainsi de la *resource mobilization theory* nord-américaine, consacrée « au déclin des mouvements des années soixante-huit » et à la critique des approches françaises, jugées « provinciales ». Au-delà des revendications traditionnelles liées aux inégalités sociales, une tendance lourde de « refonte du politique » se dessine ainsi autour des nouvelles formes d'articulation de l'action collective hors frontières :

Une formation politique en réseaux, de type contractuel, polycentrique, à géométrie variable, selon les thèmes et les objets avancés, permettant une synergie de type coopératif, tendanciellement autogestionnaire et à enracinement social significatif et différencié. Cette formation politique devrait être capable d'assurer des fonctions de survie, de représentation d'intérêts, de compétence, de savoirs très variés, se construisant progressivement une identité à travers la construction de luttes et d'un projet-programme. (Ravenel, 1992, p. 30-31)

Cette refonte du politique est aussi celle de *l'agir stratégique*. « L'Internet militant » est significatif de ces expérimentations sociales et communicationnelles. Plus que jamais, mettre en visibilité fait partie du répertoire de ces actions collectives en tous lieux, sur tous les fronts. Les modalités de celles-ci se diversifient à l'envi : interpellations directes et spectaculaires, à l'exemple de la stratégie – déjà évoquée *supra* (chapitre 1) – développée par Greenpeace ; recherche de soutiens par des sommités internationales, icônes médiatiques témoignant de formes diverses de l'engagement et draineuses de *followers* ; promotion de porteurs médiatiques symboliques de la cause, non sans

controverses autour des personnages ainsi créés comme celui de la jeune Suédoise Greta Thunberg.

Ces formes d'engagements se manifestent parfois sans préméditation : certains rejoignent un mouvement à la faveur d'un reportage d'une chaîne de télévision généraliste, par exemple relatif à une occupation d'église par des migrants en situation irrégulière. D'autres implications, *a priori* circonstanciées, sont le point de départ d'agendas militants plus réguliers : à la faveur d'une action « Gilets jaunes » contre un projet de réaménagement des retraites, des « indignés » à l'âge des cheveux blancs se découvrent soudain une âme de militants pour des causes plus larges, confortant les théories de la psychologie de l'engagement et la métaphore du « pied-dans-la-porte » développée par Jerry Burger (1999) et Robert-Vincent Joule (1987 et 2000) : la communication « engageante » devient ainsi structurante dans l'interaction.

De manière plus recherchée encore, cette extension des liens militants sectoriels à « l'horizon universaliste » de la communauté mondiale des citoyens s'exerce par une production numérique, sur le mode autoritatif. Complétant les modèles classiques précédents (*mainstream media*, publication distribuée, métaéditoriale...), la publication autoritative désigne : « [la] diffusion de ses propres créations par un auteur (individuel ou collectif), sans médiation extérieure, dans une visée souvent imprégnée de l'idéologie libertaire associée aux origines de l'internet » (Smyrniaios et Rébillard, 2009).

Produites exclusivement sur Internet, ces publications sont le résultat d'initiatives individuelles (blogs d'actualité), collectives (webzines) ou collaboratives (site de journalisme participatif). Ce néo-militantisme numérique autorise un élargissement du potentiel de mobilisation. N'obligeant pas à une présence physique, cette implication « de solidarité », dite encore de « sympathie agissante », permet des engagements à géométrie variable, multicausaux, circonstanciés, définis depuis les ressources, disponibilités et compétences de chacun, acquises ou en construction. L'intérêt est renforcé par l'affichage et la revendication en faveur d'un modèle de fonctionnement évolutif, étranger à toute organisation pyramidale hiérarchique et destiné à prévenir tout rapports de force, que Fabien Granjon (2001) désigne par l'expression « réticulaire erratique ».

Mais ce que ce néo-militantisme gagne en souplesse, il le perd parfois en cohérence, en efficacité, voire en « pureté ».

Activisme et « pureté » opérationnelle

Malgré le nombre important et croissant de ces publications et interpellations engagées dans la communication persuasive, leur plus-value informationnelle est souvent mince, réduite à une activité de retraitement de l'information, peu soucieuse des règles déontologiques de collecte et de diffusion, sans ligne éditoriale claire et cohérente. À l'usage, ces expérimentations se montrent, pour la plupart, incapables d'assurer une quelconque pérennité du support (Rébillard, 2007, p. 56). Leur fonctionnement se distingue ainsi de la structuration professionnelle des *pure players*, parmi lesquels certains *infomédiaires* peuvent relayer des articles de blogs.

Par ailleurs, les effets de ces investissements oppositionnels sont diversement appréciés. Une abondance d'informations ne correspond pas nécessairement à la réflexion de fond et à la diversité attendues. Écrasée par l'injonction au « dégagisme », une communication politique débridée se confond parfois avec le marketing politique, jusqu'à dilution de ses objectifs.

À long terme, les effets sont plus encore discutés s'il s'agit d'attribuer le changement social à ces seuls usages des technologies de l'information et de la communication. Tout juste peut-on y voir un accélérateur de revendications préalables à l'Internet militant, parfois réduit au rôle de porte-voix. Même si ces perspectives témoignent d'une dynamique certaine, une pensée critique doit se défaire de la tentation d'un déterminisme technique, qui survaloriserait l'autonomie des sujets par la seule magie de l'outil (Miège, 2004a, p. 117) et le support numérique comme performatif, en soi, du changement social (Morozov, 2011) : au *xxi^e* siècle, le bombardement numérique de *fake news* et la cyberattaque enrichissent la panoplie des offensives guerrières, quelle qu'en soit l'idéologie comme l'analyse encore James Owen Weatherall en 2019, co-auteur de *The Misinformation Age*.

Par ailleurs, les pratiques *autoritatives* ne sont pas exemptes de velléités hégémoniques (Granjon, 2001). Pareil modèle adhocratique érige pourtant la figure de l'usager actif, entrepreneur-de-sa-propre-vie en référence écrasante. Les pionniers du Web depuis la Silicon Valley ne procèdent pas autrement pour entretenir l'imaginaire social de la libération – par l'outil technique – d'une « [...] communauté d'égaux où le statut de chacun repose essentiellement sur le mérite évalué par les pairs » (Flichy, 1999, p. 112). Inspirés par Christian Huitma

(« le père d'Internet »), les acteurs en poursuivent souvent le discours miragique pour juger que « l'horizon indépassable de la cyberculture est la communication universelle » (Ngouem, 2007, p. 71).

Malheureusement pour ces prophètes de la nouvelle fraternité ainsi définie, certaines pratiques averties, amplifiées par le phénomène de « meute » lié à la reprise anonyme des contenus, justifient de repêcher le concept de *reféodalisation* abandonné par Jürgen Habermas. Sighard Neckel (2017) qualifie ainsi la transformation sociale en cours, liée à la mondialisation sauvage des économies. D'un côté, celle-ci aboutit à l'établissement de privilèges « néo-féodaux » pour les classes fortunées de la planète ; de l'autre, les couches inférieures de la population sont confrontées à une paupérisation croissante, bientôt traduite par l'exclusion et la précarité au travail, sur fond des discours dominants de la « modernisation ». Ces situations paradoxales expliquent qu'au sein des catégories intermédiaires, la peur du déclassement – ressenti ou réel – produise le déploiement de tactiques perverses, plus ou moins conscientes et assumées, d'élimination de la concurrence sur le marché du travail, quand celles-ci ne s'expriment pas dans le repli ultranationaliste. La dérive se présente en 2009 depuis les cercles installés du journalisme et de la communication en France : une « Ligue du Lol » s'organise ainsi sur Internet autour du harcèlement, de la calomnie, de l'insulte, de la disqualification publique en bande organisée, pour empêcher l'accès à la profession et la promotion de consœurs potentiellement concurrentes (Cabedoche, 2021a).

Sans aller jusqu'à ces excès, les promesses de l'Internet militant sont loin d'être tenues. Les tensions naissent du manque de ligne éditoriale des publications et de projet fédératif des manifestations, pour des militants dont l'activisme se justifie parfois par le seul objectif de maintenir un fort niveau de visibilité critique, sans plus de force de proposition et de cohérence. Parallèlement, confrontés aux difficultés financières de maintenance de leur site, certains groupements militants se retrouvent dépendants de fournisseurs extérieurs, avec l'acceptation des offres d'hébergement proposées par exemple par des collectivités locales ou des organes de presse. D'autres encore, acteurs de la critique sociale, comprennent aussi l'intérêt à concevoir les nouvelles pratiques de communication en complément d'actions médiatiques conventionnelles, plutôt que de les expérimenter systématiquement en termes de substitution, trop coûteuse en ressources. Enfin, certains succès sont moins liés à la qualité de l'offre des

contenus et des propositions théoriques pour constituer une véritable alternative qu'à des caractéristiques propres des rédacteurs : par exemple, la maîtrise du dispositif technique et la disponibilité calendaire de certains animateurs des réseaux. Ces atouts personnels des uns peuvent alors redistribuer les liens de subordination que subissent les autres, relégués à l'exécution des propositions.

Toutes ces expérimentations permettent de saisir les enjeux de la communication mondialisée sous la catégorie de la *configuration*, chère à Nobeit Élias ([1981] (1991)). Celle-ci permet d'appréhender les manières d'agir, mais aussi d'être, de penser, de communiquer des individus au sein de l'espace de jeu les associant. En insistant sur l'interdépendance de ces jeux, la désignation aide à comprendre certains aspects particuliers de l'activisme social : l'association paradoxale entre opposants ; la solidarité fluctuante, éphémère, ponctuellement saillante ; l'échange symbolique, à vocation principalement monstrative, déclarative, sans plus de consistance.

La distanciation rappelle que l'usage d'une technologie et le sens de cet usage ne vont pas nécessairement de pair. Ainsi, de nouvelles formes d'entrisme et d'usages créatifs de la technologie s'organisent autour de l'activisme militant. Mais certains *geeks* s'y adonnent simplement pour narguer de leur compétence informatique l'impuissance d'une administration française, par exemple empêtrée dans la gestion des prises de rendez-vous pour les vaccinations contre la COVID-19 : avec pour seule arme la simplicité et la clarté des algorithmes, des plateformes drainent ainsi entre deux et trois millions de vues par jour. D'autres *geeks*, de manière cette fois résolument assumée en tant qu'acteurs de militantisme, s'impliquent de manière très organisée dans le « hacktivism » technopolitique, de tous bords.

Mais il arrive aussi que, mis à l'écart pour leur faible compétence du numérique, certains en conçoivent une amertume qui les invite à revenir à des formes d'engagement plus classiques et à une solidarité de proximité. Ou simplement épuisés à courir après leur vie virtuelle, d'autres souhaitent procéder à un *break numérique*, par hygiène mentale. D'autres encore s'installent dans un radicalisme de combat, poussant l'expérimentation oppositionnelle dans toutes ses dimensions.

Ainsi, le décrochage technologique peut se présenter autant comme une incapacité à suivre le rythme numérique, que comme une volonté politique assumée de le freiner, voire de s'en affranchir.

5.2. Le décrochage, modalité de la lutte contre les effets négatifs de la mondialisation

Au milieu du xx^e siècle, le décrochage technologique n'est pas de mode, au contraire : la croyance est alors très forte dans ce pouvoir en soi des technologies de l'information et de la communication. Père de la cybernétique, Norbert Wiener pronostique l'avènement de la « société de l'information », un demi-siècle avant Manuel Castells. Au lendemain de la découverte des atrocités du régime nazi, l'ancien étudiant de Bertrand Russel, de David Hilbert et de John Dewey entrevoit déjà la possibilité d'une société qui, enfin informée grâce au développement de l'informatique, se prémunirait définitivement contre le retour de la barbarie (Wiener, [1948] 1971).

Pendant ce temps, l'enjeu principal pour les Nations unies s'arrête au scandale de la faim, que dénonce avec force le géographe brésilien Josué de Castro (1952). L'aide aux « pays en retard » s'impose, notamment à partir des États-Unis avec le programme *Food for Peace*, conçu à la manière du plan Marshall pour l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En proclamant en décembre 1961 l'ouverture de la décennie pour le développement des pays sous-développés avec le *Global Attack on Hunger*, le secrétaire général des Nations unies Maha Thray Sithu U Thant entend stimuler les ressources internes desdits pays sous-développés, par la fourniture de capitaux liés aux exportations et investissements, et par le transfert des méthodes scientifiques et des techniques liées au développement, notamment des technologies de l'information et de la communication. Très vite cependant, ce dernier terrain se révèle plein d'embûches.

5.2.1. Les « embûches » du transfert de technologies

Fidèle représentant de l'école diffusionniste, Daniel Lerner vient de le démontrer pour les pays arabes à la fin des années cinquante : la généralisation de l'usage des technologies de l'information et de la communication aide les populations dans les régions du monde encore à l'écart à apprendre les comportements de la « modernité », par imitation de ce qu'elles voient à l'écran (Lerner, 1958).

Nous l'avons évoqué *supra*, cet apprentissage constitue l'élément décisif du *take off*, ce décollage qui sépare les « pays en retard » des « pays en voie de développement » et des « pays développés »,

selon la modélisation entreprise à la même période par Walt Whitman Rostow.

Transfert technologique et décollage économique

Le programme des Nations unies de ces années soixante intègre le lien bientôt naturalisé dans les esprits : à la manne alimentaire et financière, il convient d'ajouter le transfert technologique, notamment des outils de l'information et de la communication. La coordination est assurée avec la tenue quasi simultanée de la Conférence sur les applications de la science et de la technique de Genève du 4 au 20 février 1963 et du Congrès mondial de l'alimentation de Washington du 4 au 18 juin 1963. Bien que des réserves en conditionnent le projet à l'implication et à la formation des populations, tandis que d'autres en rejettent déjà le principe, préfigurant ainsi l'éclosion de l'école critique de la dépendance, une majorité d'auteurs se félicite de la prise de conscience de ce lien et du programme onusien qui le traduit : l'objectif sous-jacent vise la réduction de la fracture numérique en termes d'accès des populations sous-développées à ces technologies de l'information et de la communication, si prometteuses ! L'intérêt pour les médias arabes depuis l'Europe date de cette même période, liant communication et développement (Guaaybess, 2019, p. 14). La posture est également adoptée par ces humanistes chrétiens des pays de l'hémisphère Nord, convertis à l'idée qu'il ne s'agit pas seulement de nourrir le monde affamé, mais surtout de lui fournir des remèdes techniques et pratiques pour une solution permanente.

Deux décennies après, la couverture des territoires est encore trop lente, qui doit reproduire dans tous les pays du Sud l'effervescence provoquée par l'extension des réseaux de communication au XIX^e siècle dans les pays du Nord, comme les vulgates saint-simoniennes et néolibérales le prescrivent. Mais avec la persistance de la *fracture numérique*, les plans poussièreux et rigides qui impliquent les États sur ce terrain des télécommunications témoignent de leur incomplétude, sinon de leur faillite. La dérégulation s'impose, s'appuyant sur les valeurs distributives du libéralisme. Le relais est finalement assuré par les promoteurs de la très approximative *trickle down effect theory* (théorie du ruissellement), selon laquelle une politique favorisant les revenus des plus riches, notamment par la réduction d'impôts, finira par profiter à la société toute entière.

Depuis, la couverture de la planète par ces technologies de l'information et de la communication s'est élargie pour l'entrée – toujours recherchée – de tous dans la « modernité et la généralisation du développement qui la caractérise », même si des « zones blanches » persistent dans le monde, témoignant des difficultés de l'accès partagé aux réseaux numériques. S'y ajoutent par ailleurs les problèmes récurrents de délestage des réseaux électriques, récurrents sur l'ensemble de certains territoires de l'hémisphère sud.

Mais au troisième millénaire, le concept de *fracture numérique* évolue, réapproprié par une pensée critique et débarrassé de sa connotation diffusionniste. L'évolution du concept fournit aujourd'hui une explication à des comportements constitutifs d'un décrochage en dehors de la problématique de l'accès, et sans qu'il ne soit d'abord reconnu une quelconque signification politique de l'acte.

Avec Alexander Van Deursen et Jan Van Dijk, ou Paul DiMaggio, Eszter Hargittai, Coral Celeste et Steven Shafer..., la *fracture numérique* ne désigne plus en effet les obstacles à l'accès, mais les différences de compétence des usagers.

Fracture numérique et défauts de compétence

Le travail initial d'Alexander Van Deursen et Jan Van Dijk repose sur la situation des Pays-Bas, où le niveau de pénétration d'Internet est très élevé. L'enquête distingue alors « compétences opérationnelles et « compétences formelles », révélant la réalité des pratiques numériques, jusque-là indifférenciées. Avec les nouveaux répertoires de l'*European index of digital inclusion*, la lecture des usages s'affine et témoigne d'utilisations variées d'Internet, selon un degré plus ou moins élevé de facilité (Van Dijk et Van Deursen, 2010, p. 908).

Ainsi, dotés de compétences élevées, quelques utilisateurs – voire pour certains d'entre eux, quelques concepteurs – se prévalent d'usages riches en extraction et exploitation de l'information, participant d'un véritable développement personnel et, partant, d'un potentiel pouvoir sociétal élevé. Mais l'écart est flagrant avec le reste de la population, lié aux compétences techniques. Le critère invite à distinguer d'un côté, des usages réguliers, exercés, qui voient certains segments de la population, déjà dotés d'un capital culturel et social élevé, dégager un profit maximum et stratégique de l'exercice ; de l'autre côté, des pratiques hasardeuses, relâchées, peu soutenues, parfois réticentes et seulement pressées par la contrainte professionnelle

et/ou sociale. Dans ce cas, le bénéfice de l'usage se révèle parfois nul et la pratique encombrante.

Ainsi, la *fracture numérique* ne reflète pas seulement les inégalités sociales : elle en constitue un des éléments de la reproduction. D'un côté, les *info-riches*, de l'autre, les *info-pauvres*. Loin de s'estomper avec la réduction, voire la suppression des « zones blanches », la *fracture numérique* persiste donc et peut même s'aggraver.

La proposition critique est reprise dans certains travaux, en Afrique, en Europe, en Amérique latine, au Canada... Elle recense ainsi les facteurs d'inclusion et d'exclusion liés aux compétences numériques : la localisation rurale ou urbaine des utilisateurs ; l'état général de sociabilité personnelle et la combinaison de l'environnement domestique et professionnel ; la disponibilité et la pédagogie des aidants au sein des cercles familial, amical ou professionnel ; la fréquence d'usage ; le genre ; l'âge (encore que la critique disqualifie la référence à une pseudo « génération Y »)... Toutes ces considérations renvoient à l'importance des capitaux culturels, sociaux, économiques, distingués par Pierre Bourdieu, dans l'acquisition des compétences techniques.

Par ailleurs, la sociologie critique ne se limite pas au questionnement des seuls usages. Patrice Flichy (2018) prévient : « [...] seule, l'analyse des autres possibilités, qui n'ont pas été finalement retenues, nous évitera de « produire cette illusion rétrospective de fatalité » dont parlait Raymond Aron, et nous permettra de pouvoir ainsi « restituer au passé l'incertitude de l'avenir ».

Ainsi, d'abord non pensé, le non-usage devient objet légitime de la théorie de la reconnaissance : Axel Honneth élargit l'analyse du différend à l'expérience concrète, pratique, du mépris, voire du refus même de la participation publique, numérique ou présenteielle. Jacques Rancière et Jean-François Lyotard enrichissent pareillement les approches du conflit social avec la mise en retrait. La sociologie des usages se saisit encore de l'analyse des pratiques, délaissée par l'école diffusionniste, traduisant des usages partiels.

Décrochages volontaires et usages partiels

Certaines pratiques témoignent d'un choix conscient, averti, en faveur d'un rapport homéopathique à la technologie. Elles ne consacrent donc pas systématiquement un « défaut d'usage », comme le qualifie trop rapidement la littérature scientifique classique, sans parler

des non-usages, dont l'opposition apparaît trop binaire : certaines enquêtes font ainsi état de continuité entre usage et non-usage (Von Pape et Martin, 2010).

Un refus, même partiel, de l'usage technique peut exprimer une des formes de la critique sociale. Cette manifestation est le résultat d'une réflexion sur le rapport de l'homme au progrès technique et scientifique, l'un des piliers du capitalisme que rappellent Luc Boltanski et Ève Chiapello : la foi techniciste et l'innovation accompagnent inévitablement celui-ci, tout comme ensuite son appropriation dans toutes les dimensions de l'activité humaine. Cet état d'esprit constitue la base stable de l'efficacité économique, avec la concurrence et les libertés d'entreprendre qui lui sont liées.

Mais voilà que désormais, avec les pratiques qu'il promeut, ce progrès technique se révèle négatif pour certains. L'usage est ainsi analysé en tant que source d'aliénation individuelle, marquée par l'addiction à l'objet et le sentiment d'être prisonnier d'une laisse électronique. Il l'est également en tant que source d'aliénation collective, à partir des logiques de surveillance et de dépendance, d'exploitation et de spoliation des données qu'il autorise.

Le sociologue français Francis Jaureguiberry (2014) parle d'abord de « nausée télécommunicationnelle » et de « fatigue numérique », en réaction à cette pression chez certains usagers. Le sentiment d'*overdose* se traduit à terme par un désir de déconnexion, qu'il ne convient plus d'analyser en tant que réaction de « laissés pour compte », comme le stigmatise d'abord le diffusionnisme d'Everett Rogers. Dans les faits, la déconnexion est rarement totale, mais plutôt segmentée (à certaines heures, dans certaines situations) et partielle (limitée à quelques usages). Pour ces semi-décrocheurs, la réaction « de survie » correspond à une surcharge informationnelle, liée au *fear of missing out* (Fomo) ou à la conscience du *Dasein* (conscience de son être-là et de sa finitude individuelle, étudiée par Martin Heidegger). Elle vise à se réinsérer dans le temps (*Zeitigung*). L'être humain tente ainsi de réintroduire de l'*intro-détermination* (conviction personnelle) quand l'*extro-détermination* (adoption tactique du comportement au regard de l'autre) ne se suffit plus à elle-même. L'appel d'air provoqué par cette déconnexion segmentée et partielle vise à retrouver un idéal de connexion maîtrisée.

Au-delà de cette économie de l'attention, il arrive aussi que les résolutions soient plus durables et profondes, par exemple au terme d'une réflexion critique engagée de longue date, ou d'une

introspection consécutive à une mise en retraite, un *burnout*, ou un confinement lié à une pandémie.

L'exemple de Norbert Wiener est là, modèle d'encouragement au décrochage et dont l'autobiographie est à nouveau traduite au début du nouveau millénaire. Souffrant de syndrome maniaco-dépressif en même temps que marqué par la tragédie d'Hiroshima et de Nagasaki, le père de la cybernétique ajoute au portrait du scientifique l'implication du citoyen ouvrant la voie du refus politique. Son rejet radical de toute collaboration avec l'armée états-unienne est justifié par la perception des potentialités d'usages, incontrôlés et incontrôlables, de la recherche scientifique, au service du pire à côté du meilleur et au profit des acteurs les moins scrupuleux. La critique par l'auteur désigne l'emballement des nouveaux développements techniques que les résultats de sa propre recherche provoquent et leur contribution, involontaire, à la concentration des pouvoirs. Le scientifique est désormais également reconnu en tant que philosophe pour la deuxième partie de son œuvre, impliquée dans les questionnements sociétaux liés à la recherche.

Aujourd'hui, en ce début des années vingt où l'humain fait l'expérience brutale du confinement sanitaire, la tentation, plus radicale encore, du décrochage – « ne rien faire » comme le revendique Jenny Odell depuis sa résidence d'artiste – émane aussi du désir, universel selon Rémy Oudghiri, de « faire le ménage » dans son quotidien et ses relations, voire dans sa vie professionnelle avec le phénomène de *Quiet quitting* (ne faire que le strict minimum au travail et rien d'autres) pouvant aller jusqu'au *Big Quit* (la « grande démission »). Il s'agit encore de redonner sens à ses projets de vie personnelle et de solidarité au niveau de microcommunautés locales et humanitaires : « [...] La déconnexion ne renvoie rien moins qu'au sens de la vie, aux questions existentielles et à la force des engagements » (Jaureguiberry, 2014, p. 37).

La recherche de ces suppléments d'âme peut ainsi se manifester jusqu'à des retours au spirituel ou au renforcement de celui-ci. Les conséquences sont alors diverses au niveau des usages numériques : convertis et fortement investis, ou « agnostiques » vis-à-vis des « religions technologiques » et fortement décrochés.

Décrochage et retour à l'essentiel

Spiritualité et usages numériques peuvent aller de pair. Après quelques atermoiements, la plupart des grandes religions, dites « du

livre », s'investissent dans le numérique, lui reconnaissant comme la communauté mouride au Sénégal une opportunité de prosélytisme. D'autres n'attendent pas les promesses de la toile pour bénéficier des technologies de l'information et de la communication alors disponibles. Ainsi, dès la fin du XIX^e siècle, *Omoto* apparaît comme l'une des premières nouvelles religions du Japon à mobiliser les nouveaux outils de communication pour diffuser son message millénariste de « réparation du monde », sous l'impulsion de Deguchi Onisaburō. Pareillement, Agonshū, la secte des sūtras Agama de l'école Sarvāstivāda fondée en 1978 ou la secte Kōfuku no kagaku créée en 1986 par Okawa Ryūkō enseignent le retour au bouddhisme originel, tout en développant un usage averti des technologies les plus avancées de l'information et de la communication, télévision satellitaire et agence de communication comprises. Elles agissent ainsi comme une industrie culturelle. Plus tard encore, la prédication salafiste s'accommode très bien d'Internet pour la diffusion de son message fondamentaliste. Comme nous l'avons déjà traité (chapitre 1), ils sont nombreux à mobiliser les médias numériques pour nourrir leur projet mortifère de destruction de la société occidentale : État islamique, Al-Qaïda, Boko Haram, shebabs somaliens..., savent enjamber les frontières grâce au numérique, au point de se voir accoler les termes de « radicalisation virtuelle » et « internétisation du terrorisme ».

Ainsi investie en tant qu'espace privilégié de la contestation radicale, la toile offre des fonctionnalités inédites permettant aux internautes djihadistes d'interagir de façon rapide et anonyme, *via* des pseudonymes et des réseaux sécurisés. Les formes nouvelles de communication « participative » nourrissent un « Web subversif » de plus en plus important, dont la fonction principale est la promotion d'une « culture révolutionnaire » tournée vers l'action violente, et non plus seulement la mise à disposition d'informations ou de documents pour la simple consultation des internautes à former.

A contrario, cet élan communicationnel se retrouve parfois brutalement interrompu comme au Japon : l'anéantissement de la secte Aum Shinrikyō après l'attaque du métro de Tōkyō au gaz sarin en mars 1995 provoque une réaction paradoxale de la part des nouvelles autres religions apparues depuis. Certaines s'engagent dans une politique de transparence numérique totale, révélée par une notable production éditoriale ; d'autres adoptent une posture de discrétion, voire de repli et de délaissement des opportunités contemporaines

offertes par le développement des technologies de l'information et de la communication.

Traditionnellement, cette déconnexion consentie désigne les anachorètes et ces communautés religieuses invitées à retourner à la pureté primitive, qui n'ont jamais été tentées par l'appel du numérique pour leur communication sociale. Encore que les fichiers des communautés mormones sont devenus des incontournables de la consultation généalogique du monde entier, depuis le gigantesque entrepôt de données numériques familiales constitué par l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours à Salt Lake City. Par contre, les communautés amishes, mennonites, huttérites..., cultivent le retrait du monde moderne pour rester fidèles au christianisme primitif, depuis la réforme luthérienne du ^{xvi}^e siècle. Leur recrutement connaît une recrudescence aujourd'hui en Amérique du Nord et en Europe, principalement en Moravie, en Suisse et aux Pays-Bas.

Ces formes de retrait rejoignent une préoccupation contemporaine plus sourde, séculière plus que spirituelle, que les tensions anxigènes de la scène internationale et les enjeux climatiques, sanitaires, alimentaires, géopolitiques... invitent progressivement au premier rang des projets de vie. Alors, la déconnexion, partielle ou totale, participe de la recherche d'une hygiène de vie retrouvée, à partir d'un renoncement librement consenti aux facilités de l'intelligence artificielle, de la recherche documentaire numérique, des distractions immédiatement accessibles et des fleurs du mal des paradis virtuels. La recomposition des légitimités s'appuie alors sur... « [le souci de] préserver un quant-à-soi, un espace privé, un anonymat, une distance réflexive dans lesquels l'individu peut se penser comme sujet » (Jaureguiberry, 2014, p. 47).

Cette déconnexion-passage de la réalité virtuelle à la « vraie vie », préfigurée en 1970 par Alvin Toffler dans *Le choc du futur* pour se protéger d'une « désorientation destructrice » liée au bombardement informationnel, ne consacre le plus souvent qu'un zapping régulier entre vie *off line* et vie *on line*. Mais cet *escapism* (échappatoire) se présente également radical, idéologique, d'une nature cependant différente de la « déconnexion volontaire » du Kremlin : considérant Internet moins comme une technologie que comme un territoire à défendre, le pouvoir russe se montre soucieux d'isoler ses grands centres urbains, Moscou, Saint-Pétersbourg, Novossibirsk, Iekaterinbourg, à l'instar des modèles iranien et chinois, pour se garantir des pressions, attaques et contrôles de fournisseurs étrangers. Au-delà de cette stratégie patriote,

la loi de 2019 formalise les principes d'un Internet « sûr et durable » (Nocetti, 2018 ; Adam De Villiers, Tellenne et Nocetti, 2021).

Dans un tout autre esprit dans les pays occidentaux, la résistance s'exprime parfois par un décrochage généralisé et soutenu, dès lors qu'aucune utopie, aucun grand récit, aucune réponse sociale enchantée ne vient plus éclairer l'avenir.

Déconnexion radicale et engagement politique

La recherche radicale et immédiate de bien-être passe alors par une reconquête personnelle... « [...] à partir de ses propres ressources. On n'espère plus collectivement dans le futur : il faut réussir personnellement dans le présent » (Jaureguiberry, 2014, p. 45).

Ce passage à l'acte pousse à ne plus s'exposer aux stratégies de captation des auditoires et d'exploitation anonyme, marchande ou politique, des données personnelles par quelque géant du Net. La résonance de cette critique s'exprime jusqu'en Afrique à l'aube du troisième millénaire, appelant à une intelligence critique pour ne pas laisser ses données dans des banques géantes sous la houlette de « spécialistes » sans scrupules (Missè, 2000). Appelant à des formes assumées de mises à l'écart, la déconnexion volontaire témoigne ainsi d'une volonté de reprendre en main une destinée, personnelle et collective, et d'un engagement résolu contre les actions totalisantes des puissants de l'économie et de la finance. Pour l'accomplissement de l'homme et la sécurisation maximale contre les inquisitions de la société de surveillance, Shosana Zuboff (2019a : 22-23) prône ainsi le sanctuaire du refuge numérique, un « chez-soi » dont les données ne fuient pas avec *l'Aware Home*.

Le passage à d'autres formes de décrochage profite aussi des reconsidérations terminologiques, par exemple lorsque le développement – et la communication qui lui est rattachée – se voient opposer le concept de substitution de la « communication pour le changement social », sous l'impulsion notamment de Jan Servaes (1985) depuis l'Université de Brisbane, sans la mire obsédante du progrès technologique continu. Facteurs de déséquilibres psychologiques et écologiques, les coûts de l'excellence provoquent ainsi ces passages à l'acte vers de nouvelles façons de vivre, électroniquement déconnectées, partiellement ou totalement.

Le XXI^e siècle consacrera-t-il cette mutation anthropologique, qu'interroge le philosophe français Marcel Gauchet ? Farouchement

technophobes et anticapitalistes, certains militants incorporent désormais à leur engagement la lutte contre le développement. Le répertoire de la critique contemporaine de la mondialisation s'enrichit ainsi à la lettre D, comme le consigne Marie-Noëlle Carré : aux termes « déréglementation », « dénationalisation », « délocalisation » tricotés dans la lutte contre la mondialisation de la fin du xx^{e} siècle, s'ajoutent les recommandations de la « décroissance », de la « démondialisation » et du « décrochage », cet « au-delà » de l'antimondialisation et de l'altermondialisation.

Historiquement, cette stratégie du décrochage commence à s'exprimer au début des années soixante-dix, autour du prêche pour un changement radical du mode de consommation tel qu'il se déploie dans l'hémisphère nord, avec l'appel à la « croissance zéro ».

5.2.2. *Le rejet du système technicien avec l'appel à une croissance zéro*

Les critiques les plus sombres du système technicien, tel que dénoncé par un Jacques Ellul hostile à toute médiation technique (voir *supra*, chapitre 4), retrouvent visibilité à l'entrée du troisième millénaire. La rétrospective historique est cependant nécessaire, remontant jusqu'aux premiers paradigmes traducteurs de la foi dans le progrès du xix^{e} siècle pour comprendre la résonance de l'alerte (Cabedoche, 2003a et 2003c).

Paradigmes sociétaux et foi dans le progrès

Dès le milieu de ce xix^{e} siècle, les dégâts collatéraux du progrès commencent à être enregistrés. Mais le discours dominant refuse que les victimes accidentelles de ce progrès technique puissent en retarder la marche : le principe de la *responsabilité individuelle* prime, quel qu'en soit le coût humain. Tout juste commence à être enclenchée une comptabilité inquiète, qui additionne les nuisances du développement industriel et technique, par exemple depuis la France face à l'avance technologique de la Grande-Bretagne (Coussy, 1983). « Plaignons-les, mais marchons », consigne le discours politique d'Alphonse de Lamartine, après une introduction empreinte de compassion pour les victimes lors de la première « grande catastrophe » de Meudon, due à un déraillement de train en 1842. Au début du xx^{e} siècle, l'hypothèse du réchauffement climatique lié à l'utilisation massive d'énergie fossile inspire même le propos optimiste du prix Nobel suédois Svante

Auguste Arrhenius, ravi de cette perspective dont pourrait profiter le développement touristique de son pays [sic].

Après la Première Guerre mondiale, les nouvelles règles de la vie en société imposent le principe de la *solidarité sociale*, qui se substitue à celui de la *responsabilité individuelle*. Pour autant, la marche du progrès doit continuer, inexorable. Le slogan de l'exposition universelle de Chicago de 1933 donne le ton : « La science trouve, l'industrie applique, l'homme s'adapte ». Mais la Seconde Guerre mondiale sème le doute : le progrès scientifique et la technique qui lui est liée aboutissent à des forces de destruction massive, désormais avérées. Dès l'annonce du bombardement de Hiroshima, les *Atomic Scientists* impliqués dans le « Projet Manhattan » se défendent d'avoir ouvert la boîte de Pandore. Une décennie plus tard, suite à l'appel de Max Born et Otto Hahn, dix-huit scientifiques, lauréats de prix Nobel, se prononcent le 15 juillet 1955 contre l'utilisation de l'armement nucléaire, dans le cadre de la Déclaration sur l'île de Mainau. Ils sont 52 à signer l'appel en 1956, même si, dans son ensemble, la communauté scientifique se déclare confiante dans le progrès technique : « La science est une route conduisant vers une ère plus heureuse de l'homme ».

Les années soixante ouvrent ainsi « l'ère technique ». Pour prévenir les dommages collatéraux du progrès, c'est l'homme qu'il faut contrôler, voire rendre capable de s'autocontrôler plutôt que d'entreprendre de réduire le progrès et la technique. Des scientifiques évoquent déjà certains risques, que pourrait provoquer le rejet de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, né de la combustion des énergies fossiles. Mais les numéros spéciaux consacrés à l'an 2000 dans la revue *Science et vie* traduisent l'euphorie techniciste d'alors :

Bien loin de détraquer les saisons, la science s'apprête à les sauver... Dans quelques dizaines d'années, la consommation de charbon et d'essence commencera à baisser dans le monde, grâce aux sources d'énergie « propres » que nous préparent les atomistes. En même temps, [...] la science apprendra peu à peu à domestiquer la météorologie. L'effet de serre qui, pour le moment, échappe à notre contrôle, sera réglé par des thermostats planétaires [sic]².

2 Cf. « L'automation enrichira chaque Français », *Science et Vie*, no 467, août 1956 ; « Brookhaven, USA : le jardin des atomes », *Science et Vie*, no 498, mars 1959, p. 55 ; « Notre planète, menacée par les glaces ? », *Science et Vie*, no 558, mars 1964, p. 34.

Les années soixante-dix – période du rapport Meadows du Massachusetts Institute of Technology au Club de Rome, titré *Halte à la croissance* – amorcent un tournant en 1972 : il y est annoncé l'effondrement de l'écosystème mondial. Ainsi, le temps est révolu de la croyance absolue dans les bénéfices indiscutables du progrès.

Mais la thèse critique ne prend pas : au sein du corps social, le positivisme du XIX^e siècle laisse encore largement intacte l'idée que l'opposition au progrès technique relève de l'ignorance et non d'une opposition réfléchie. La communication de l'information scientifique et technique se veut instruction publique, quand les bénéfices du progrès sont si évidents : l'Europe ne connaît plus de famine depuis plus d'un siècle ; les ruptures de barrage, ou les catastrophes minières, sont plus rares ; le nombre d'accidents industriels a très sérieusement diminué. Unique en termes de santé, le développement l'est aussi en termes de sécurité.

Mal ficelés, certains des arguments de nature apocalyptique ne résistent pas à la critique. Mais les thèses « zégistes » (pour *zero growth*, croissance zéro) du rapport commencent à cheminer, jugeant la croissance économique des pays développés à l'origine de la dégradation de l'environnement naturel. La contribution de l'économiste Ignacy Sachs et de son équipe réunie à Founex en Suisse en juin 1971 est décisive pour la réflexion critique : *l'écodéveloppement*, que ces chercheurs redéfinissent avec Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence de Stockholm sur l'environnement, introduit la notion de gaspillage des ressources, élargi à la dimension sociale. « L'humanité ne [peut] échapper à l'apocalypse que par l'arrêt de la croissance, faute de quoi, nous [avons] le choix entre mourir par manque de ressources, suffoquer sous les pollutions, ou encore griller ou geler à cause des changements climatiques entraînés par la surchauffe de l'atmosphère » (Sachs, 1972, p. 27).

Selon ces auteurs, déjà, le *maldéveloppement* est jugé plus répandu dans le monde que le développement. L'association *Zero Population Growth* propose ainsi aux pays africains de freiner l'industrialisation qu'on leur demande d'observer. L'invite les exhorte à devenir une « réserve récréationnelle » pour le reste du monde, le temps que les pays riches se désindustrialisent, parallèlement à des préconisations de stérilisation forcée des femmes face aux problèmes de surpopulation.

Écodéveloppement et zégisme

Pour Ignacy Sachs, la cible prioritaire à combattre reste cependant les sociétés acquiescentes, dont le système productif absorbe une énorme quantité de ressources physiques et incite à en absorber davantage par la publicité et l'industrie de la mode. Le rythme des innovations techniques est ainsi précipité pour assurer un maximum de bien-être matériel à la minorité influente, laquelle en exige le développement exponentiel à la surface de la planète :

Cette société « acquiescente » fait le malheur de la majorité misérable des habitants de la planète qui, privés de l'accès aux ressources, ne sont pas en condition de pourvoir à leurs nécessités les plus élémentaires [...]. Ces gens-là sont réduits à la malédiction de l'oisiveté forcée qui est le contrepoint tragique de la civilisation des loisirs. Gaspillage doublement répréhensible parce qu'il comporte une dimension morale – il y va de la dignité humaine foulée – et il s'agit là d'une ressource qui ne se stocke pas. (Sachs, 1972, p. 20)

L'influence d'Ignacy Sachs et associés se réduit d'abord à quelques cercles d'initiés, qui animent l'*espace public oppositionnel* de la fin des années soixante dans les pays industrialisés. Progressivement, cette pensée critique de la société de consommation participe de l'expérimentation sociétale qu'un fragment de la jeunesse des pays industrialisés tente alors, avec l'espoir de la voir essaimer dans le corps social. Les manifestations de ces engagements s'investissent dans le couplage de circuits de distribution et d'information parallèles au sein d'une floraison de nouvelles offres de mobilisation militante émanant de la société civile. Ces dernières se déploient en concurrence avec l'action *top down* et unilatérale des pouvoirs publics, *via* l'animation de boutiques avec Les Amis de la Terre depuis les États-Unis dès 1971, et dont l'organisation se structure en Europe à partir de 1977. Plus radicale dans le décrochage est la constitution en réseaux de communautés autarciques néorurales aux États-Unis et dans l'ouest de l'Europe, et de rassemblements hippies plus exotiques sur les chemins de Katmandou...

Sortie de l'expérience des pétitions états-uniennes des années soixante avec Ralph Nader, l'écologie politique naît ainsi. Sa visibilité

s'épanouit bientôt en un foisonnement de supports de « contre-information ». S'y croisent les animateurs des syndicats étudiants, dont certains rescapés du maoïsme européen. Le projet repose sur l'autonomie des individus et la capacité de la société à se renouveler, sans qu'aucun modèle politique arrêté ne soit nécessaire. Modalité parmi d'autres du travail militant, la problématique perturbe le jeu des élections présidentielles : en 1974 en France, le candidat René Dumont s'attache quelques (rares) électeurs écologistes, auxquels se rallient des tiers-mondistes, dans une campagne seulement engagée pour donner l'alerte : le lien y est affirmé, entre la société de gaspillage à base de pétrole au Nord et la misère des pays du tiers-monde, les « nations prolétaires ». Seule, l'utopie évitera la mort de « notre vaisseau spatial livré à lui-même au sein de l'Univers » !

Les cibles sont désignées : ingénieur-cadre des exploitants du nucléaire ; préfet, refusant le droit à la manifestation ; chercheur, attelé au développement des industries de l'énergie ; dirigeant de multinationale, participant de la nouvelle division internationale du travail ; élu, appuyé par un capitalisme financier à la recherche de recettes fiscales... Tel est bien le système industriel stigmatisé par Jacques Ellul et rejeté par ces « écolos », dont certains s'assument « libéraux-libertaires ».

Mais le projet de transformation de la société ainsi prescrit tarde à gagner les sociétés tout entières. Dès la fin du xx^e siècle, la dépolitisation convainc quelques-uns de ces militants fatigués qui ne se pensent déjà plus comme acteurs politiques à part entière, tandis que l'attitude à adopter quant au nucléaire divise, au sein même du mouvement. Futur ministre français de l'Environnement et conseiller spécial pour le développement durable auprès du Pacte mondial des Nations unies, Brice Lalonde se positionne dans la lignée du protocole de Kyoto, lancé en 1997 en faveur d'une énergie nucléaire vierge de tout dégagement de ce CO₂ auquel est attribuée l'origine du dérèglement climatique. Favorable de la même façon au nucléaire outre-Manche, Zion Lights s'attaque au « dogmatisme » sur ce terrain dont ferait preuve l'organisation écologiste Extinction Rebellion. En face, les antinucléaires ont beau jeu de rappeler le discours faussement rassurant du rapport Rasmussen aux États-Unis, garantissant l'impossibilité d'un problème dans une centrale nucléaire et publié... juste avant l'accident de la centrale de Three Miles Island (Verón, 1981).

Sans cadre global et cohérent de l'action, la sensibilisation s'avère plus difficile encore à organiser au niveau supranational, où

Le discours dominant sur les Objectifs du développement durable (ODD) semble écraser toute autre référence. Pour autant, le discours critique ne se laisse pas éteindre. Pour cette pensée oppositionnelle au contraire, c'est le développement même qu'il faut combattre, compte tenu des risques que cette course éperdue – au Nord comme au Sud – fait aujourd'hui courir à la planète. L'objection désigne cette fois l'idéologie de la croissance, en soi.

5.2.3. « *L'objection de croissance* », contre toute politique et communication pour le développement

L'analyse du Club de Rome est confirmée par les analyses ultérieures, bien que de manière plus réaliste et prenant en compte la diversité des régions du monde, et sans que la référence à une « croissance zéro » ne soit encore revendiquée. La préoccupation se présente désormais commune à l'ensemble de l'humanité. En particulier en Afrique, où, comme le relève Séverine Kodjo-Granvaux, « [...] contrairement à la cosmologie occidentale moderne, qui a transformé la nature en ressources et en matière inerte à disposition des humains, les cosmologies – africaines définissent la nature en un ensemble vivant, dynamique et ouvert³ ».

L'acte d'accusation est ainsi expressément dressé contre les modèles de développement du Nord industrialisé, dont la croissance exponentielle constitue un risque majeur pour la planète.

De fait, le 1^{er} Sommet de la terre de Stockholm en 1972 accueille l'analyse de manière ouverte et se saisit du concept d'*écodéveloppement* porté par Ignacy Sachs. Mais son succès provoque en réaction les mêmes distanciations que celles adressées hier au Club de Rome : les projections sont jugées trop linéaires, car la notion de réserve avant effondrement de l'équilibre de la planète est élastique et des produits de substitution apparaissent régulièrement. C'est même grâce à l'incessante agitation créatrice de la société capitaliste que des possibilités nouvelles surgissent et que des innovations jaillissent.

L'argument porte. Deux ans après Stockholm, la Conférence des Nations unies de Cocoyoc au Mexique en 1974 voit déjà le concept d'*écodéveloppement* enterré depuis les États-Unis : priorité au développement ! Prétendre lui substituer la préoccupation environnementale

3 Cf. Séverine KODJO-GRANVAUX. « L'Afrique est le berceau de l'écologie », *Le Monde*, 17 décembre 2017.

est idéologique, contre le développement des grands groupes industriels. Ignacy Sachs ne s'en étonne pas : « [...] la thèse sera inacceptable aussi longtemps que subsisteront les disparités sociales et matérielles à l'intérieur des pays et entre les pays » (Sachs, 1972, p. 72).

À partir de la fin 1973, la crise économique, qui heurte les équilibres occidentaux et y fait renaître le spectre du chômage, rend le discours du ralentissement de la croissance – *a fortiori* de son arrêt – quasi inaudible dans les pays industrialisés. D'autant plus qu'en face, « l'optimisme technologique sans rivages » est prôné pour une croissance pure et dure (Mafouta, 2008).

Ainsi, jugé trop politique, *écodéveloppement* disparaît des agendas institutionnels : *développement durable* le remplace, après la publication en 1987 du rapport Brundtland rédigé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations unies. L'affinement de la référence terminologique au *développement durable* renvoie à cette réflexion développée autour de Manfred Max-Neef ([1978] 1993) : avec l'appui de la Fondation Dag Hammarskjöld et les concours du sociologue espagnol Antonio Elizalde et du philosophe chilien Martín Hopenhayn, l'économiste chilien Manfred Max-Neef travaille à la théorie des besoins humains fondamentaux. Universels, interdépendants, interactifs et non hiérarchisés, ces besoins fondamentaux appellent à l'éducation pour tous, autour de la nécessité vitale de développer la compréhension du monde par chacun.

Développement durable et environnement

En 1992, soit cinq ans après le rapport Brundtland, le *développement durable* guide la réflexion du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro. Dix ans après, le Sommet de la Terre de Johannesburg s'organise à son tour autour des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Mais la rencontre en terres sud-africaines est marquée par la division. Elle oppose, d'un côté, les questions de l'environnement (convention sur le climat, convention sur la biodiversité, convention sur la diversification) ; de l'autre, les questions de développement. Les mémoires se sont trop rapidement éteintes, oubliées de la partition dichotomique ayant déjà gâché la résolution finale de la Conférence des Nations unies de Cocolyoc de 1974 : pour certains représentants des États du Sud, l'écologie y est alors considérée comme une « pré-occupation typiquement occidentale », trait des populations dont le

niveau de vie est secondaire par rapport au genre de vie, quand au « Sud », « notre pollution, c'est la misère ». À la faveur de la montée en puissance de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), certains entendent désormais profiter de la manne pétrolière, dont leur sous-sol dégorge. La « mentalité texane » gagne certains des territoires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. Dans ce contexte, la préoccupation environnementale est perçue comme une attaque envers ceux qui entendent profiter de la présence massive d'énergie fossile sur leur territoire pour, à leur tour, « engranger le développement grâce à leurs exportations ».

Parallèlement depuis l'hémisphère nord, des lectures radicales stigmatisent certains modes de vie autochtones : l'activisme romantique réclame l'interdiction de la chasse aux phoques, indispensable à la nourriture des Inuits, alors que depuis des siècles, ces derniers établissent des systèmes de quotas, respectueux des équilibres humains et environnementaux. L'anthropologue français Jean Copans juge l'explication écologiste surplombante, qui tente de s'imposer aux dépens de toute analyse politique, économique et sociale des pays du tiers-monde : l'analyse ainsi entreprise des sécheresses du Sahel en 1972 et en 1974 n'est que mystification⁴.

Quoi qu'il en soit, le Sommet de la terre de Copenhague de 2009 ne parvient plus à faire illusion. Les questions environnementalistes et les questions développementalistes s'y présentent antagonistes. L'échec est manifeste : d'un côté, des pays développés refusent de s'engager et de se soumettre à toute pression multilatérale, notamment les États-Unis. De l'autre, des pays confrontés à la priorité de l'éradication de la pauvreté refusent de payer la note de l'*écocoresponsabilité*.

Un nouveau concept apparaît : celui du *risque technologique majeur*. Sa caractéristique est précisément de faire fi des cartographies géopolitiques, eu égard à son ampleur. Les années quatre-vingt montrent effectivement que les populations des pays industrialisés ne sont pas les seules à subir le risque, qu'une comptabilité morbide égrène : explosion dramatique de gaz en plein Mexique en 1984 et fuite d'isocyanate de méthyle sur le site industriel de l'Union Carbide à Bhopāl en Inde ; une décennie plus tard, empoisonnement au plomb des enfants du « cimetière électronique » de Guiyu dans la province de Guangdong en Chine, décharge des déchets en provenance des

4 Jean COPANS, « Écologie politique et tiers-monde », *Afrique-Asie*, no 159, 17 avril 1978.

États-Unis, du Canada, du Japon, de la Corée du Sud, puis sabotage des puits de pétrole au Koweït à l'issue de la première guerre du Golfe..., avant l'explosion de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique et le constat de l'errance du vortex de déchets dans le Pacifique Nord, etc. Greenpeace dépose un recours auprès du Conseil d'État français pour excès de pouvoir, avec la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique au mépris des populations locales : les espaces naturels font partie du patrimoine commun à l'humanité tout entière.

L'époque est devenue celle de la « société du risque ». Au passage du millénaire, Ulrich Beck (2001) en impose la référence. Les inégalités de distribution des richesses et l'antagonisme entre classes sociales cèdent la place à une autre division sociale : celle de la distribution inégale du risque. Celui-ci s'étend désormais au-delà des seules sociétés industrialisées, débordant les hémisphères. Ainsi, la perception des grandes catastrophes – naturelles ou liées à l'activité humaine – se retrouve désormais pareillement distribuée sur toute la surface du globe, jusqu'à étendre la prise de conscience aux organisations internationales. Par exemple en mai 2019, le secrétaire général des Nations unies António Guterres s'investit personnellement depuis l'île basse de Tuvalu, pour appeler à soutenir les Petits États insulaires en développement, existentiellement menacés par la montée des eaux consécutive au changement climatique lié à l'activité humaine, au même titre que, par exemple, le Pakistan. Déjà perçue au passage du millénaire, l'urgence environnementale se déterritorialise : « Pour un Occidental, la catastrophe redoutée il y a vingt-cinq ans n'a pas [encore] eu lieu. Pour un Africain, elle est déjà là » (Chauveau, 2002, p. 172-179).

En 2015, la Conférence de Paris sur le climat (COP21) entérine la lutte commune : contrairement au protocole de Kyoto dont l'engagement ne concerne que les pays industrialisés, 195 délégations répondent cette fois à la proposition de signature de l'accord, isolant le rejet de quelques autres, dont les États-Unis. Il est vrai qu'entre-temps, les rapports se font accablants, depuis les Nations unies : « Quatre-vingts pour cent des réserves mondiales de coltan sont situées en République démocratique du Congo, où l'extraction de ce minerai stratégique pour la fabrication des smartphones pollue les eaux et les sols. Le continent qui contribue le moins à l'effet de serre paie un lourd tribut à des dérèglements causés par les pays les plus riches. »

En novembre 2022, non sans difficultés, la COP27 réunie à Charm el-Cheikh finit par adopter le principe d'une compensation des dégâts

provoqués par le changement climatique et déjà subis par les pays les plus pauvres, à défaut d'un engagement supplémentaire sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou de l'abandon progressif des énergies fossiles.

La pensée critique se retrouverait-elle finalement noyée dans ce quasi-unanimisme, enfin retrouvé au plan international ? *A priori*, la réponse se présente affirmative, au regard de cet autre bilan, négatif, des désertions exotiques des militantismes prônant le refuge à la marge des sociétés industrialisées. Dans les années soixante-dix, les expériences de communautés hippies exilées offrent pourtant leur *praxis* accueillante aux populations locales : provisoirement non aliénées, celles-ci sont invitées à rejoindre l'aventure d'une collectivité humaine désencombrée des superflus de la société matérialiste, individualiste et capitaliste. Mais à l'épreuve du temps, les exemples de conversion autochtone se révèlent nuls. Les rêves de refondation sociale à l'étranger s'essoufflent rapidement, comme leurs animateurs.

Les uns s'abîment dans l'exotisme de l'expatriation balinaise ou népalaise, au mépris des environnements investis. Vaguement décliné des philosophes cyniques grecs du IV^e siècle avant Jésus-Christ, du mazdakisme iranien de Jean-Jacques Rousseau, des philosophies orientales et bouddhistes, et du pacifisme de Henry David Thoreau, le « projet hippie » se veut d'abord rejet des valeurs matérialistes de la société paternaliste de ses aînés et de la société de consommation, puis recherche d'émancipation personnelle et de rapports humains plus authentiques dans une chaîne de fraternité universelle. Mais avec l'exportation hallucinée de ses expériences communautaires, le rêve ne réussit souvent, paradoxalement, qu'à précipiter le sacrifice des espaces au tourisme de masse, jusque-là épargnés, et des populations locales, exclues de la manne. À ces dernières, il ouvre surtout la voie de la prostitution infantine et de la mendicité, en guise d'ouverture à d'autres cultures et d'éveil à de nouvelles perceptions sensorielles et autres états de conscience modifiés. D'autres enfin, parmi ces « *flower children* », connaissent la dérive sectaire, jusqu'à la fin tragique de l'expérience dans le sang de la communauté guyanienne de Jonestown.

Les rescapés apparemment les plus heureux de ces utopies sont, finalement, ceux qui se sont réinvestis dans les échanges numériques, et dont certains s'épanouissent financièrement aujourd'hui dans le... *rogue capitalism* ! Le groupe musical *Grateful Dead* le prophétise dès le festival de Monterey en 1967 : « Personne ne sait exactement comment,

mais nous savons par expérience que quelqu'un, quelque part, va gagner de l'argent avec [ce mouvement] ». Jerry Rubin devient ainsi l'un des premiers actionnaires d'Apple. Ces entrepreneurs-de-leur-propre-vie entendent incarner *l'homme nouveau* dont rêve le trans-humanisme de Jean Coutrot dans les années trente, et *l'ultra-humain* qu'appelle le teilhardisme des années soixante. Ironie de l'histoire : comme nous l'avons rappelé *supra* (chapitre 4), le rejet de l'oppression capitaliste finit par s'acoquiner avec le néo-libéralisme, pour y développer le cynisme décomplexé de son darwinisme culturel. Google le comprend, qui propose à ses salariées méritantes de congeler leurs ovocytes pour améliorer l'espèce [*sic*] !

Plus sourde, une pensée critique est cependant toujours en embuscade, que les discours des Nations unies en faveur des Objectifs du développement durable ne parviennent à troubler. La « croissance zéro » ne constitue plus l'objectif. Plus radical, le nouveau mot d'ordre s'assume, dans la « décroissance ».

Développement durable et décroissance

Développée dans les années soixante-dix, notamment par le mathématicien et économiste d'origine roumaine Nicholas Georgescu-Roegen depuis l'Université de Nashville au Tennessee, la réflexion conduit à rejeter le dogme mécaniste – et selon l'auteur, de plus en plus anachronique – d'une science économique « [...] néglige superbement les dimensions biogéophysiques de l'activité humaine et nie l'existence de la Biosphère dont nous dépendons » (Georgescu-Roegen, 1971, p. 6).

En rapprochant le processus économique et la loi de l'entropie, un constat s'impose désormais à tous : le développement économique est parvenu aux limites supportables pour la planète. Il ne s'agit donc plus de (re)définir une « croissance illimitée » comme dans les années soixante, ni même la « croissance zéro » des années soixante-dix, *a fortiori* la « développement durable » de la fin du xx^e siècle. La « décroissance » constitue désormais le futur indépassable de l'humanité tout entière.

Le concept est exposé, autour duquel se rassemble bientôt un Mouvement des décroissants. En France, la réflexion gagne certains acteurs des médias comme Paul Ariès, de la diplomatie comme Majid Rahnema, ou de la Cour des Comptes comme Patrick Viveret. Avec Axel Kabou (1991), la consultance stratégique s'empare de la

thématique pour le devenir de l'Afrique, avec un sens de la formule parfois confondant pour offrir au continent de refuser désormais le développement. Chantre de l'agriculture biodynamique et impliqué en Afrique à partir d'une approche d'abord spirituelle, très controversée pour son conservatisme social, Pierre Rahbi porte la critique dans les médias.

En France encore, l'élaboration théorique se construit principalement autour du philosophe Jacques Grinevald (2002) et de l'économiste Serge Latouche (2006), pareillement marqués par une expérience africaine. Dans l'empreinte de Nicholas Georgescu-Roegen, il s'agit aujourd'hui d'envisager « l'après-développement », à la faveur des différentes crises rencontrées au niveau planétaire depuis le passage du millénaire. Le constat est celui des désastres écologiques et humains au nom d'un développement dystopique, quelles qu'en soient les précisions adjectivales – autocentré, endogène, durable, communautaire, participatif, authentique, intégré ou alternatif – et quels que soient les espaces concernés, au Sud comme au Nord. Le futur doit être réinventé dès aujourd'hui, et ce, en tous lieux de la planète. Dans ce contexte, le développement constitue une notion fondamentalement ethnocentrique, et déchoit du rang de concept scientifique. Sa référence n'a pour fonction que d'éviter le changement des habitudes – d'abord occidentales – pour maintenir les profits de certains. Elle consacre donc une « occidentalisation du monde » à laquelle souscrivent les médias dominants, laquelle contamine jusqu'aux dirigeants et élites des pays non encore industrialisés. Professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, Gilbert Rist ajoute : Le développement est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale, oblige à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable » (Rist, 2013).

À lire certains commentaires, la proposition séduit peu dans les pays en voie de développement : « [...] S'il y a une préoccupation qui est partagée par la plupart des chercheurs des PVD, c'est celle qui consiste à mettre la recherche en communication au service du développement, d'où l'axe communication pour le développement » (Kiyindou, 2016, p. 209).

Les options se présentent pourtant, plurielles, pour nourrir la réflexion en vue de cet après-développement réclamé par les

« objecteurs de croissance ». Il s'agit de replacer le politique, le social, mais aussi le philosophique et le spirituel au centre des préoccupations, au Nord comme au Sud. Ce qui est en question n'est pas une exigence culturelle fétichiste : l'impératif s'impose au nom de la préservation, voire de l'extension des modes de fonctionnement de chaque société humaine – quelle qu'elle soit – qui, dans ses valeurs et pratiques, se présente respectueuse de l'équilibre humain et naturel.

La posture critique invite ainsi à procéder au sein de chaque culture humaine au même exercice de déconstruction/reconstruction que celui auquel procède l'individu à la recherche de la sagesse, par le travail sur soi. Les propositions procèdent ainsi d'un tri au sein des différentes expressions culturelles existantes – quel qu'en soit le lieu – puis de la distinction et de l'extension par l'expérimentation pour celles qui apparaissent de nature à construire l'alternative avec l'hyperproductivisme et l'hyperconsommation. La démarche s'appelle *umran* (épanouissement) en référence à Ibn Kaldûn ; *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) chez le mahatma Gandhi ; *bamtaare* (être bien ensemble), référence partagée par les Toucouleurs. Elle s'inspire de la technique japonaise de *tenshigoto*, ou de l'art du *mianzi* chinois exploré par Hu Hsien Chin. Elle rejoint la pratique de la *palabre africaine*, vantée par Nelson Mandela. Elle participe de la recherche des *capabilities* à la manière d'Amartya Kumar Sen, ou de la redéfinition des indicateurs du bien-être de chacun, traduit par l'indice du bonheur national brut (BNB).

Auteur d'ouvrages initialement sur *Le développement inégal et L'avenir du maoïsme*, Samir Amin appelle à son tour à cette déconnexion, non seulement possible, mais aujourd'hui nécessaire : « [...] elle] s'impose avec force aux peuples du tiers-monde, qui veulent éviter les réajustements dramatiques provoqués par la crise, telle la famine ou la guerre. Mais elle concerne tout autant les États du Nord, en redéfinissant les règles du jeu planétaire » (Amin, 1985).

Samir Amin voit les signes de cette nécessaire réadaptation dans les mouvements Verts européens, comme dans le regain du fait religieux dans le monde. Mais l'auteur reste à la recherche d'un « autre développement », à la différence de Serge Latouche, l'un des plus féconds promoteurs de la « décroissance » depuis la France. Pour celui-ci, après vingt ans de soubresauts de la planète dans le nouveau millénaire, la « décroissance » constitue la seule option pour « réenchanter le monde ». Avec ce multiculturalisme qualitatif « de transformation », plutôt qu'un multiculturalisme quantitatif

« de consommation », l'important est de signifier la rupture avec l'entreprise actuelle de destruction des équilibres humains et environnementaux qui se perpétue, au nom du « développement », sous prétexte de mondialisation. Depuis la Suède, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, toute une génération de jeunes chercheurs (Schmelzer, 2016 ; Liégey, 2021 ; Les économistes atterrés, 2021) s'engouffre dans la proposition, aux côtés d'activistes, alertés notamment par le dernier rapport du 28 février 2022, émanant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).

Erratiques, apparaissant et disparaissant au gré des booms, bulles et krachs des *subprimes* comme en 2008, et dettes souveraines comme en 2010..., les crises se succèdent et créent ainsi une insécurité économique et sociale insupportable et dangereuse, jusqu'à précipiter les prises de conscience. Aux États-Unis, le *Big Quit* (« la grande démission ») compte déjà quelque 4,5 millions de personnes quittant volontairement leur emploi en se disant en souffrance au travail, notamment par rapport à leurs valeurs. D'autres encore, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Australie, sont tentés par le *Quiet quitting* (« la démission discrète »), justifiée par l'insatisfaction ressentie par rapport au travail, comme en Chine, où le hashtag *Tangping* (« Rester allongé ») est devenu viral sur Tiktok avant de subir la censure. De la même façon en France, le « mouvement des bifurcateurs » désigne ces étudiants de grandes écoles, promus aux postes les plus prestigieux de la haute fonction publique, qui choisissent un autre chemin, guidés par leur « envie de participer à construire un monde positif au niveau environnemental et social ».

L'économiste Daniel Cohen (2015) ne s'insurge pas contre l'industrialisation du monde, mais il appelle à son tour à une « révolution industrielle sans croissance ». L'auteur propose de réfléchir à un nouveau modèle économique où perdre son emploi n'y serait plus qu'un non-événement, comme chez les Ju/'hoansi dans le désert du Kalahari en Afrique australe, étudiés par James Suzman ; où l'emploi ne constitue pas un marqueur d'identité sociale, comme ce qu'expérimentent déjà en ce sens les sociétés scandinaves. La valeur de la propriété y céderait la place à la valeur de l'usage. En témoigne le développement des formules de vélos partagés et de covoiturage.

Depuis l'Université de Virginie, Leidy Klotz et ses collègues (2021) proposent encore le retranchement pour relever les défis contemporains : réduire, réutiliser, recycler ne suffira pas à relever le défi du dérèglement climatique, car nous avons déjà dépassé notre

quota d'émissions. « Retrancher » doit faire partie des options, alors que notre cerveau nous pousse à ajouter et à nous enthousiasmer pour une nouvelle technologie, en soi, même si son usage peut ne faire qu'aggraver la situation et ajouter complexité et incertitude. Ainsi, en débitumant ou en aménageant des trous pour permettre à la terre d'absorber davantage d'eau, des villes artificialisées et exposées aux inondations comme Houston pourraient mieux résister aux tempêtes. Remplacer les digues qui contribuent à l'érosion du littoral par des « bandes côtières vivantes » composées de plantes hydrophiles, de dunes de sable et autres éléments naturels se révélerait comme une option pour s'adapter à la hausse du niveau de la mer. Supprimer une voie rapide en mauvais état libérerait de la place pour des parcs, des lignes de transports en commun, des logements sociaux, à l'instar de ce qu'entreprennent déjà Seattle et San Francisco.

Less is more !

Une « communication internationale » vide (ou trop pleine) de sens pour saisir les enjeux mondiaux

Il suffit d'un premier débroussaillage terminologique pour comprendre le caractère scientifiquement inopérant de la locution nominale *communication internationale*. Son usage est pourtant exponentiel chez les acteurs. Liée à ce flou, la naturalisation valorisante de l'expression autorise de fait toutes les instrumentalisation possibles, quel que soit l'acteur y travaillant. L'organisation internationale y conforte sa vocation à dépasser l'égoïsme des nations pour en abaisser la température politique des échanges, et sa prétention à étendre ses territoires originels d'attribution. L'entreprise privée y inscrit l'un des indicateurs de sa réussite et l'étendue de sa responsabilité sociale, facteur d'embellissement social. L'association y dessine la promotion sans limites de sa cause, procédant au nivellement de son propre « trouble ». Le syndicat y espère le nouveau souffle, pour reprendre le leadership de la contestation. L'institution religieuse y perçoit une opportunité renouvelée de prosélytisme... Élément constitutif de l'identité érigé en symbole d'ouverture, de générosité, d'efficacité dans le cadre d'une mondialisation croissante, la locution nominale se présente malheureusement plus obscurcissante que révélatrice des enjeux et des luttes d'influence entre acteurs.

Déchue de son statut de concept, la communication internationale reste finalement l'expression fourre-tout que les acteurs, paresseux ou malicieux, consentent pareillement à convoquer, y compris l'institution universitaire, aujourd'hui pressée entre production

du savoir et progression dans la hiérarchie des classements mondiaux. L'expression entre ainsi dans le langage courant, parfois par défaut ! Les affichages discursifs s'emparent d'une terminologie supposée neutre, sans toujours réaliser combien l'expression est, en soi, ambiguë, vertigineusement polysémique, idéologiquement marquée ou stratégiquement pensée, au moment même où elle semble se défaire de toute connotation. La diplomatie états-unienne le comprend parfaitement en entrant dans la seconde moitié du xx^e siècle, où elle s'emploie à dissimuler derrière l'expression la nature profondément intéressée de la nouvelle stratégie communicationnelle du pays à l'échelle planétaire, marquée de l'empreinte de Thomas Hobbes. Aujourd'hui, la Chine s'engage à son tour dans cette communication internationale, qu'elle rebaptise, tout aussi diplomatiquement, « développement pacifique », marqueur de son *soft power* sur les « nouvelles routes de la Soie », tandis que la Russie ou l'Inde s'y exercent parallèlement, en Afrique notamment.

Pour contenir cette explosion dans une lecture plus cognitive que sociale de la communication internationale, l'option se dessine du repérage de quelques grandes écoles de pensée, qui proposent une lecture traditionnellement universaliste. Mais avec le développement des technologies de l'information et de la communication, saint-simonisme et néo-libéralisme brouillent les repères. Le premier s'enfonce dans des dérives rétiologiques, développées dès la fin du xix^e siècle par les héritiers infidèles de la pensée de Claude de Saint-Simon. À l'instar de Michel Chevalier, ceux-ci réduisent le projet à un technodéterminisme. Parallèlement, la référence libérale se (re)déploie fin du xx^e siècle dans une confusion savamment entretenue avec le « nouvel esprit du capitalisme », autour du potentiel d'autonomie des usagers des technologies de l'information et de la communication. Les succès économiques et financiers de certains entretiennent d'une part, l'illusion teintée d'esprit libertaire d'un nouvel idéal du *sujet-roi*, autonome et créatif et d'autre part, la confusion du *citoyen/consommateur*.

Au xxi^e siècle, le pouvoir exorbitant de quelques-unes de ces entreprises innovantes – au profit principal de leurs fondateurs – invite certaines lectures critiques à se désengager de ce qu'elles qualifient de « capitalisme voyou ». Adam Smith lui-même envisage que l'industriel puisse contourner les lois du marché par les ententes et les monopoles, et que l'État intervienne pour corriger ce « capitalisme sauvage ». Un rôle économique peut alors être reconnu à l'autorité publique, d'une part dans l'éducation des populations parce que la

maîtrise des passions et le décentrement provoqué par la confrontation altéraitrice ne relèvent pas d'une aptitude innée ; d'autre part, dans la garantie du respect des règles du marché.

Paradoxalement, l'intervention de l'État contre le *rogue capitalism* des GAFAM au ^{xx}e siècle participe du renforcement de la « société de surveillance » par l'action publique, dont certains n'envisagent le danger d'un contrôle social augmenté que dans la reprise en main politique par la Chine de ses propres plateformes. Mais où qu'elle s'exerce, toute régulation autoritaire s'ajoute aux restrictions liberticides, justifiées en réponse au terrorisme international comme en Afrique, à l'évasion financière et fiscale comme en Amérique latine, aux migrations clandestines comme au sein de l'Union européenne, au spectre de la guerre comme en Ukraine ou de la pandémie comme avec la reprise de la contamination à Shanghai au printemps 2022 ou à Zhangzhou en novembre 2022.

La pensée critique, que le « nouvel esprit du capitalisme » ne parvient pas à bâillonner, se réfugie dès le milieu des années soixante dans la recherche de modèles politiques plus radicaux, développés à la périphérie. Ces expériences inédites concrétisent le nouvel espoir tiers-mondiste, à l'instar de ce que l'Union soviétique représente pour les militants marxistes de la première moitié du ^{xx}e siècle, avant l'effondrement du modèle. Les révolutions néomarxistes ainsi élues pendant les vingt-cinq premières années de la seconde moitié du ^{xx}e siècle offrent la même caractéristique prescriptive pour le nouveau « tiers-monde » : priorité à l'État et à la solidarité des forces progressistes pour construire l'unité nationale, puis pour lutter collectivement contre la dépendance néo-colonialiste. Il s'agit de renverser l'échange inégal constitutif de l'ordre mondial, économique comme informationnel, dont profitent essentiellement les économies de l'hémisphère Nord, URSS comprise. Pour l'Europe, la Chine de Mao Tsé-toung offre le terrain archétypal de ces projections tiers-mondistes en vue de la construction d'une société nouvelle. Mais à son tour, la lueur marxiste-léniniste s'éteint avec la mort du Grand Timonier, en même temps que s'épuise l'espoir d'un « Nouvel ordre mondial », économique tout autant qu'info-communicationnel. Avec les années quatre-vingt, le discours de la dérégulation finit par écraser ces rêves de changement social, pour s'inscrire dans la compétition exacerbée par l'accélération soudaine de la mondialisation libérale de l'économie.

Dégagé de la recherche d'un modèle incarné, un activisme critique continue cependant à couvrir, hors des formes institutionnelles

classiques de résistance. Ce néo-militantisme rassemble les troupes altermondialistes du troisième millénaire. Leurs manifestations s'organisent autour de nouvelles configurations d'espaces publics de débat et d'action, éphémères, sans cesse renouvelées. Ces visibilitées innovantes de l'expression critique se présentent plus ouvertes, moins géographiquement circonscrites que l'*espace public bourgeois* défini par Jürgen Habermas pour l'Europe de l'Ouest des XVIII^e et XIX^e siècles. D'abord réfuté pour son ethnocentrisme, le concept *espace public* se révèle à nouveau pertinent, assorti de l'adjectif *oppositionnel* pour bien en marquer la fragmentation et l'élargissement militant. Il caractérise le renouveau de la critique, enjambant frontières, hémisphères et délimitations institutionnelles classiques du débat critique.

Le terrain est déjà préparé à cette évolution, avec l'hémorragie des adhérents et sympathisants des corps intermédiaires historiques, impuissants à répondre immédiatement aux nouveaux enjeux de la planète. Le cas est exemplaire du silence des organisations syndicales pour la prise en charge des désespoirs humains, lorsque les salariés des organisations privées se retrouvent happés par les techniques oppressantes et cyniques d'un *washing management*, présenté comme réponse adaptée à la mondialisation libérale en cours. La *Cité par projet* tente ainsi de devenir la norme, transposant au secteur public ses injonctions à la performance individuelle, c'est-à-dire à la polycompétence, à l'autonomie et au réseautage numérique actif du collaborateur, salarié du privé ou agent de la fonction publique. Par sa contamination à la société tout entière brutalement devenue « liquide », la modélisation managériale entraîne parallèlement la mesure chiffrée et culpabilisatrice de la performance immédiate, individualisée, et la référence obsédante du classement mondial au sein de toutes les institutions, quels qu'en soient la nature (privée ou publique) et le secteur d'activité (produits ou services). Avec la responsabilité sociale généralisée, l'embellissement du discours masque la transposition du « nouvel esprit du capitalisme », étendu à l'activité humaine tout entière et requis par l'accélération de l'hypercompétition mondiale à l'entrée du troisième millénaire.

Dans son opposition à cette mondialisation libérale, le néo-militantisme constitue bientôt une réponse tout aussi « liquide », dans la multiplicité incessante de ses configurations et l'extension activiste du rhizome, au-delà des seuls périmètres nationaux. Les prises de conscience l'imposent quand la transformation des données personnelles en flux, profits, préconisations, variables d'ordre financier,

participe à elle seule des commerces contemporains des rencontres, des transactions et des données à l'échelle planétaire.

Ces nouvelles solidarités militantes se révèlent plus difficiles à saisir, réfractaires désormais à tout modèle politique, dont l'activité diplomatique des pays leaders tente pourtant d'imposer la référence : tour à tour, les modèles incarnés perdent de leur attractivité, qu'ils désignent les États-Unis, la Russie, le Japon, l'Europe, l'Afrique, la Chine. Par ailleurs, les discours oppositionnels se décentrent d'une organisation pyramidale classique pour s'investir, selon les disponibilités et préférences de chacun, dans des engagements les plus divers, jusqu'à parfois devenir contradictoires et paradoxaux. Car c'est à partir du rejet de l'État russe et au nom du combat contre les vieilles élites pour une Russie numérique moderne que Pavel Dourov crée la plateforme « libertaire » Telegram. Désormais piloté depuis Dubaï, le *darknet* (réseau non indexé) accueille tous les échanges d'information et messages sans exception, par refus de la censure et de toute réglementation publique. Son offre garantit ainsi la protection absolue de tout contenu et de tout auteur, quels qu'ils soient : activiste prodémocratique à Hong Kong, Téhéran et Minsk ; assiégé ukrainien de Marioupol ; militant du mouvement Convoy France et de campements néozélandais dans la lignée des manifestations de routiers du Canada contre l'obligation vaccinale liée à la COVID-19 et la loi de sécurité globale, préfiguration d'une société basée sur l'identité numérique sans contrôle ; lettre d'Ivan Safronov, célèbre journaliste russe d'investigation poursuivi pour haute trahison pour avoir évoqué des ratés et des incidents embarrassants dans l'armée russe, considérés comme des « informations relevant du secret d'État ». Mais s'y côtoient aussi des personnages plus ambigus : faussaire de passes sanitaires ; néonazi ukrainien du régiment Azov ; conspirationniste germano-turc ou états-unien ; recruteur de l'État islamique ; « patriote » russe animateur des faux comptes de la « ferme à trolls » ; coronasceptique ; négationniste antisémite ; dealer en ligne ; *hacker*, *cracker* et autre pirate informatique, harceleur et cybercriminel... En Chine, les réseaux sociaux se mobilisent autant contre le théâtre joué par le président Volodymyr Zelenski et mis en scène par Joe Biden, que dans le soutien à la guerre héroïque menée par l'Ukraine. Par ailleurs, tandis que la Russie de Vladimir Poutine excelle dans le « rançongiciel » (prise en otage de données sensibles hors frontières) avec NotPetya, capable de paralyser l'économie ukrainienne en 2018, la riposte des hacktivistes d'Anonymous,

de Squad303 ou des Cyberpartisans biélorusses, opposés au président biélorusse Alexandre Loukachenko, réclamée par le vice-président ukrainien Mykhailo Fedorov, peut fournir le prétexte, recherché par la Russie, à la dénonciation de l'implication de l'Occident dans le conflit (Karatzogianni, 2010 ; Karagiannopoulos, 2018).

Paradoxalement, les activismes protestataires s'expriment aussi par le biais du décrochage numérique, partiel ou total, dans la recherche de modes de vie plus équilibrés, plus respectueux de l'environnement, plus soucieux de la qualité de vie et du long terme. Sur le fond, ils renvoient au multilatéralisme du « développement durable », qu'imposent par exemple les enjeux climatiques et environnementaux. Ils passent aussi par le rejet même de la notion de développement pour libérer les stratégies assumées de décrochage des « décroissants », déconstructeurs en acte de l'illusion évolutionniste et développementaliste et, par là-même, étrangers aux demandes de pause vis-à-vis de l'intelligence artificielle : réclamée par des Elon Musk et autres « seigneurs féodaux », cette dernière stratégie obéirait à des besoins de consolider le pouvoir de ces signataires, selon le chercheur slovène Slavoj Žižek.

Par essence contradictoires, les réactions oppositionnelles se croisent dans la redéfinition d'un nouvel universalisme distinct de tout « essentialisme », aussi bien que dans l'expression d'un rejet « illibéral » et d'un repli nationaliste, voire communautariste, dont les liens commencent à se structurer eux aussi au-delà des frontières. Du fait de cette dispersion, l'explosion des discours et des actions, toujours réunis autour de la locution nominale communication internationale, n'offre aucun élément de cohérence, *a fortiori* de compréhension profonde des enjeux communicationnels avec la mondialisation croissante du troisième millénaire, ni enfin de conceptualisation nécessaire à leur traduction scientifique.

C'est donc en délaissant momentanément le discours des acteurs pour pénétrer le labyrinthe des propositions scientifiques disciplinaires qu'il est permis d'espérer une lecture plus éclairante, plus resserrée. Dans cet esprit, l'entrée par les sciences de l'information et de la communication – d'abord construites depuis la France et en même temps ouvertes à l'interdisciplinarité et aux contributions hors frontières – se présente de nature à lever quelques ambiguïtés, puis à provoquer le resserrement d'une réflexion, jusque-là bien éparpillée.

Du resserrement au décentrement

Reconsidérer les propositions discursives et les postures des acteurs liées à la mondialisation s'avère nécessaire à partir de la distanciation requise d'une inscription scientifique. Discipline structurée, la pensée communicationnelle telle qu'elle se présente en France s'offre en fil conducteur utile pour prévenir la dispersion, quand les *Media Studies* et *Communication Studies* anglo-saxonnes se revendiquent « indisciplinées ». L'offre se laisse aborder par sa généalogie. Imaginer cependant que cette co-construction se développe *ex nihilo* serait le piège d'une recherche consignée à un répertoire délimité *stricto sensu*, à partir du seul marqueur institutionnel de la discipline, qui plus est, en un seul pays. À la naissance de celle-ci, des propositions déjà construites sont disponibles pour l'analyse des enjeux mondiaux, dont l'évaluation est nécessaire. Science non cumulative, la nouvelle discipline procède alors, avec d'autres, au resserrement de sa réflexion et à certaines distanciations vis-à-vis des discours circulant dans les médias et les espaces publics, politique et sociétal (chapitre 6).

Les paradigmes, qui la constituent progressivement, participent de toute une réflexion, relevant même d'un de ses champs propres d'interpellation : la communication de l'information scientifique et technique. Le fil conducteur offre de comprendre les enjeux de nouveaux rapports sciences/société, en construction, particulièrement influents dans la structuration d'un *regard-monde* (chapitre 7).

Son socle stabilisé, la discipline peut se déployer. Méthodes, concepts, théories sont ainsi évalués, triés, jusqu'à porter la réflexion au niveau épistémologique. Des distances sont prises, précisément vis-à-vis des *Cultural Studies*, largement explorées depuis les pays anglophones (chapitre 8).

De cette évaluation comparative, élargie à l'ensemble des continents, des théories et concepts, des écoles et auteurs émergent, qui renforcent l'empreinte d'une pensée communicationnelle restée ouverte à l'interdisciplinarité, en même temps qu'ils la préviennent de la tentation nombriliste (chapitre 9).

Parée d'une telle exigence, la *communication-monde* surgit, entre immanence et pragmatisme, ouvrant enfin à une lecture à la fois cohérente et structurante, véritablement porteuse au XXI^e siècle de ces enjeux communicationnels que la communication internationale n'a jamais réellement su traduire dans leur complétude (chapitre 10).

Un *regard-monde* dans le champ des sciences humaines et sociales

La science ne peut rester cantonnée à la surface, réduite à une simple « science des faits ».

Edmund HUSSERL

Les patrimoines scientifiques sont déjà balisés quand la discipline officiellement consacrée en France sous l'appellation de sciences de l'information et de la communication apparaît à la fin des années soixante-dix. La dimension *non cumulative* de ce savoir oblige à l'infiltration – d'abord entre les lignes – des sciences exactes qui, de par leur nature et leur antériorité positivistes, disputent parfois toute légitimité scientifique à la nouvelle contribution savante. Aux côtés des autres composantes relevant de sciences humaines et sociales déjà installées, une réflexion interdisciplinaire se structure ainsi, profitant du resserrement de formes de savoirs académiques intégrant l'humain et les questionnements sociétaux à l'échelle planétaire.

Avec sa visibilité toute neuve, la distinction disciplinaire d'une pensée communicationnelle critique offre quelques repères dans le labyrinthe des lectures préconstruites disposées dans l'espace public, notamment par les médias dominants. La confusion des savoirs y est parfois confondante. La distanciation s'impose alors d'autant plus que s'afficher scientifiquement sur le terrain de l'information et de la communication peut être contrarié par une perception trouble de la discipline, hors de ses laboratoires – y compris chez les collègues des disciplines voisines qui estiment déjà couvrir le champ. S'assurer une assise communicationnelle pour corriger les myopies, astigmatismes et presbyties de son propre *regard-monde* suppose en effet ajuster la focale sur une discipline trop souvent réduite par le profane à

l'enseignement de techniques, considérées au mieux de vulgarisation scientifique, au pire de manipulation des opinions et de (dé)formation des étudiants en journalisme et en communication publicitaire et politique à cette même entreprise.

6.1. L'affirmation d'un savoir *non cumulatif* dans un environnement englué de positivisme

Le positionnement d'une pensée communicationnelle critique impliquant l'humain et le social à l'échelle planétaire n'est pas aisé. Les énonciateurs vis-à-vis desquels le chercheur en sciences de l'information et de la communication doit défendre sa légitimité sont d'abord les animateurs des autres composantes disciplinaires, traditionnellement distinguées entre sciences exactes et sciences humaines et sociales. L'alliance s'organise naturellement avec ces dernières qui, déjà, bousculent l'assurance positiviste des premières, héritée du XIX^e siècle. Mais dans un premier temps, le passage est obligé par l'évaluation des pairs, historiquement installés.

6.1.1. Un passage initiatique obligé par les canons évaluatifs des sciences exactes

Historiquement les premières, les sciences exactes disposent leurs protocoles de validation de tout énoncé scientifique, à l'aune de la théorie de la falsification formalisée par Karl Popper.

Sciences exactes et principe de falsification

Si relativisme il y a dans la connaissance scientifique, celui-ci ne peut être lié qu'à l'instant de sa découverte et à la dimension plus ou moins étendue, à la fois des échelles d'espaces investis par l'expérimentation et des référentiels pris en compte pour construire les hypothèses. La vérité scientifique n'apparaît que comme le résultat provisoire d'expérimentations ayant convaincu, par la rigueur de leurs cheminements jusqu'à la conclusion, les chercheurs qualifiés à cet instant T de l'évaluation. Les lois ainsi validées traduisent un savoir *cumulatif* (Popper, 1934). La qualification désigne ainsi la possibilité d'intégrer les résultats d'un grand nombre d'observations dans l'unité d'un modèle susceptible de les déduire. *A contrario*, l'énoncé infirmé par l'expérimentation disparaît au profit du nouveau.

L'influence du Cercle de Vienne est importante en ce sens qui, au début du xx^e siècle, reprend l'ambition positiviste d'Auguste Comte d'élaborer une conception scientifique du monde et de produire une méthode qui combinerait les deux approches méthodologiques classiques : le rationalisme et l'empirisme. L'assassinat en 1938 du fondateur de ce mouvement de pensée, le philosophe Moritz Schlick, par un de ses étudiants, sympathisant nazi, provoque la disparition du Cercle. Par là même, la tentative s'efface, récurrente, prétendant unifier les sciences en une théorie universelle qui aurait eu pour base la physique et les mathématiques et pour méthode l'empirisme logique, imposant de procéder par induction.

Le risque de dogmatisme est cependant latent, que de nombreux philosophes des sciences dénoncent bientôt : Willard Van Orman Quine (1951) rejette l'expérience comme modalité d'imposition d'une seule théorie possible ; Paul Feyerabend ([1975] 1988) défend le principe d'une pluralité possible de méthodes ; Thomas Samuel Kuhn ([1962] 1970), comme Bruno Latour et Steve Woolgar (1979), s'attachent à révéler la forte dimension sociale et humaine des sciences. Avec le postmodernisme, la critique pourfend bientôt les schémas narratifs construits aussi bien par les religions, les idéologies politiques et la science, s'attelant chacune à donner une vision cohérente du monde. Pour Jean-François Lyotard (1979), ce savoir normatif est indissociable du pouvoir et participe d'une opération de légitimité de l'action de l'État.

Ces tensions ressurgissent en pleine pandémie de COVID-19. Microbiologiste français de notoriété mondiale, Didier Raoult (2015) reprend de manière inattendue l'argumentation postmoderne de l'*Alice's living croquet theory*, métaphore renvoyant aux limites des sciences – exactes comprises – en matière de prévision des réactions du vivant. Le Directeur de l'Institut hospitalier universitaire Méditerranée Infection fustige ainsi ce qu'il désigne comme une manipulation par les services de l'État de grandes bases de données, œuvrant à prouver l'inefficacité du traitement du virus à base d'hydroxychloroquine qu'il prescrit sans attendre les protocoles d'autorisation, eu égard à l'urgence de traitement des contaminations.

Historiquement parlant, l'antériorité des sciences exactes façonne d'abord l'appréhension des modalités du travail en sciences humaines et sociales. Ainsi, au milieu du xx^e siècle depuis les États-Unis, Bernard Berelson et Paul Felix Lazarsfeld (1948) définissent l'analyse de contenu – qui permet d'accéder à une compréhension structurée des

discours et des représentations sur le monde – de manière ainsi alignée : l’approche méthodologique se réduit à une technique d’analyse pour la description « objective, systématique, quantitative du contenu manifeste de la communication ». Soixante ans plus tard, Robert Boure se sent obligé de réagir depuis les sciences de l’information et de la communication, pour confondre une vulgate encore « largement répandue » dans la « communauté scientifique » : « [...] il existe un mode “normal” (en gros décliné sur celui de la physique) d’institutionnalisation qui permet, quand certaines conditions sont remplies, de conférer un label de scientificité aux disciplines » (Boure, 2012).

Il n’est donc pas surprenant que le projet d’une nouvelle discipline scientifique ayant pour objet l’information et la communication ait à passer par l’évaluation exigeante de pairs consacrés, relevant des sciences exactes. Lors de sa fondation en France, la définition du champ par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est d’abord confiée aux économistes Edmond Arthur Lisle et Alain d’Iribarne. Et déjà, la contestation s’exerce contre la future discipline, à partir du modèle mobilisé en sciences physiques (Lurçat, 1997). Le procès pousse l’économie des années 1970 à tenter une « sorte d’OPA cognito-socio-discursive, tâtonnante et non linéaire » sur certaines dimensions de la discipline naissante, en raison de sa ressemblance avec les méthodes et techniques desdites « sciences dures ».

Finalement, les sciences de l’information et de la communication réussissent à adopter une position épistémologique forte depuis la France, qui oblige à leur reconnaître un régime de preuve et un objectif, différents de ceux de ces sciences instituées. Mais dans l’espace public, la confusion peut être totale, qui, parfois, n’envisage l’esprit scientifique que formulé « exactement ». La synecdoque encombre la perception métonymique, jusqu’à ce que la partie (les sciences exactes) se révélant décevante, le discrédit rejaillit sur le tout (les sciences).

Une perception empêtrée dans la synecdoque

Dans la langue commune, couramment parlée dans les médias, les arguments d’autorité pour appuyer les affirmations journalistiques rapides se construisent régulièrement autour des convocations globales de « la science », sans plus d’indice référentiel. Le discours parle de manière indéfinie « des chercheurs » et use de la clôture, plus intimidante encore, d’une référence tout aussi anonyme aux « spécialistes mondiaux de la question ». Ces convocations abstraites

renvoient à une communauté mystérieuse, supposée homogène, universelle, immuable, donc intemporelle. Et surtout « objective », « exacte », c'est-à-dire dégagée de tout enjeu autre que les seuls questionnements scientifiques, et ce, à l'aune de méthodes exclusivement quantitativistes (Flaysakier, 1997). La mise en scène, blouse blanche comprise, organise les éléments de la figure d'autorité du scientifique à laquelle la population placée « en état argentin » est soumise, comme le formalise déjà la thèse de Stanley Milgram (1974), avant d'être discutée par le philosophe Peter Singer.

Pour que le grand public désacralise « la science » en pleine pandémie de COVID-19 au premier semestre 2020, il faut au moins le scandale d'un article bancal, né de l'assemblage automatique de données discutables sans plus d'expérimentation, publié dans une revue scientifique aussi prestigieuse que *The Lancet*, puis mobilisé par les « experts médiatiques », enfin retiré de la publication dans la confusion : en moins d'une semaine, l'article polémique et litigieux – sur lequel il nous faudra revenir – se retrouve désavoué par les pairs et aussitôt stigmatisé par les mêmes commentateurs qui l'avaient auparavant adulé. Ainsi, un public naïf découvre à l'écran que même une communauté scientifique aussi prestigieuse que celle des épidémiologistes et autres ténors de la virologie peut voir ses membres s'entredéchirer et produire des informations douteuses, précipitées, sous la pression des injonctions politiques et médiatiques à fournir des résultats immédiats.

La foi dans LA science s'en retrouve ébranlée, alors qu'elle s'est construite pendant tout le XIX^e siècle, puis au début du XX^e siècle à partir de l'héritage laissé par le mathématicien belge Adolphe Quételet : la posture, instrumentalisée, répond à une demande sociale des pouvoirs institués, alors avides de réduire l'incertitude des comportements dangereux. L'enfermement de l'humain dans la mesure statistique entend objectiver la mise à l'écart de celui qui n'obéit pas aux canons de « l'homme moyen ». Les théories des races et autres sciences de la mensuration sociale ne font ainsi que disposer un « ethnologisme de pacotille » (Guiral et Temime, 1977).

La théorie mathématique de la communication de Claude Shannon et de Warren Weaver (1949) s'inscrit dans cette continuité probabilitaire, née de l'esprit rationnel des mathématiques et de l'ingénierie qui, de ce fait, ne s'encombre pas du *feed back* du récepteur. Plus tard, le discours est tout aussi convaincu, quant à la nécessité

d'Internet en Afrique : « Le réseau est révolutionnaire par excellence et l'ingénieur en est l'acteur principal » (Nguem, 2007, p. 11).

Par opposition précisément, le chercheur français Bernard Miège juge que c'est l'un des apports des sciences de l'information et de la communication que de s'être éloignées de cette pseudorationalité techniciste et d'avoir su élever les analyses de la « réception », passant d'un objet langagier clos à la prise en compte des stratégies des acteurs qui, jusqu'alors, avaient été négligées (Miège, 2000b, p. 567).

Le savoir s'évade donc de ce cadre trop étroitement balisé par les seules sciences exactes, parfois politiquement impliquées. Ainsi, la sociologie contemporaine, qui construit les outils de compréhension de l'organisation en société et de son évolution, s'émancipe de l'époque où, au XIX^e siècle, Auguste Comte (1851-1854) en propose la conception en tant que « théorie de classification des sciences », autour de la convocation exclusive des mathématiques, de l'astronomie, de la physique, de la chimie et de la biologie.

Mais contrairement aux projets de cette nature, universalisants, les sciences exactes perdent déjà une partie de leur surplomb, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Sciences exactes/sciences humaines et sociales de l'après-guerre

Les sciences exactes gardent de leur pertinence à la moitié du XX^e siècle. Mais elles sont aussi jugées sévèrement, pour s'être compromises dans les théories sulfureuses de l'eugénisme et du « racialisme scientifique » dénoncé par Léon Poliakov (1994). La voie s'ouvre aux sciences humaines et sociales. En 1955, l'Allerton House Conference de l'Université de l'Illinois accueille le *Committee on Linguistics and Psychology* du *Social Science Research Council* : la confrontation des représentants de plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales (*mass communication research, political science, psychology, literature...*) y est ainsi recherchée, pour stimuler l'interdisciplinarité sur le terrain des méthodes en analyses de contenu assistées par ordinateur. La pertinence des analyses qualitatives est introduite dans le débat, au-delà des seules analyses quantitatives. L'apport permet ainsi d'affiner et de nuancer les perceptions, au-delà des « lois des grandes séries ».

Par ailleurs, la conception cumulative de la science est remise en perspective, qui jusque-là, laisse supposer une progression continue des connaissances avec le remplacement successif des énoncés

non confirmés par l'expérimentation. Débarrassées de cette linéarité positiviste, des disciplines comme la sociologie contemporaine se présentent légitimement comme des sciences, bien que ne produisant pas un savoir *cumulatif* eu égard au nombre des propositions que provoque l'appréhension de l'humain, dans la multitude de ses dimensions. Aucune offre scientifique ne peut plus prétendre écraser de sa nouveauté l'ensemble des énoncés précédents sous l'implacable pilon de la loi scientifique, quand il s'agit seulement d'éclairer des dynamiques complexes.

L'alternative se dessine ainsi, entre *savoir cumulatif* et *savoir non cumulatif*, non sans quelques difficultés pour ce dernier, car le dégagement d'une connaissance organisée et vérifiée y est lente, comme le retient Raymond Boudon pour la sociologie (2002). Jean-Claude Passeron (1991 : 364) considère lui aussi l'espace non-poppérien des sciences historiques : le savoir ne peut s'y distribuer sous la forme d'un *savoir cumulatif*, c'est-à-dire « d'un savoir dont un paradigme théorique organiserait les connaissances cumulées ».

Les effets de ces confrontations gagnent les institutions supranationales. Ainsi, l'appel des intellectuels pour préparer l'après-Deuxième Guerre mondiale est fortement inspiré par la pensée d'Emmanuel Kant, pour tenter d'organiser le monde autour d'un « au-delà de la puissance ». Le revirement du premier directeur général de l'UNESCO Julian Sorell Huxley, ancien adepte des thèses eugénistes, est significatif de cette évolution.

UNESCO et héritage kantien

Le fondement même de l'UNESCO renvoie au concept de *paix perpétuelle* d'Emmanuel Kant (1795). Installer durablement la paix ne passe plus par la préparation du conflit : doivent s'imposer la loi, la réglementation, la négociation, la coopération entre les nations et la confrontation pacifique des idées, afin de gérer le monde à partir des ressources de l'éducation, de la culture, des sciences plutôt que de la guerre.

La transmission de l'héritage est préparée de 1921 à 1946 par la Commission internationale pour la coopération intellectuelle (CICI), devenue Organisation de coopération intellectuelle (OCI). La conviction ainsi partagée exprime un *ethos* : « donner une âme à la SDN », que recommande le philosophe Henri Bergson. La réflexion fournit également un modèle organisationnel pour aboutir à la création d'un espace d'échanges, accueillant à la fois les représentants des États

membres et des intellectuels. Les contributions se multiplient alors, offertes par les plus dignes représentants des sciences humaines et sociales à l'échelle mondiale, tous convaincus du risque que provoquerait un effondrement de la pensée critique. « Nous, civilisations, savons désormais que nous sommes mortels », prophétise un Paul Valéry vivant la crise de l'identité européenne, à l'instar outre-Rhin d'Oswald Springler, comme une perte de sagesse.

Ainsi portée par Albert Einstein, Sigmund Freud, Marie Curie, Thomas Mann, Hendrik Antoon Lorenz, Gilbert Murray, Alfred Zimmern..., la précaution légitime la constitution de sphères publiques de débat, à partir de la confrontation pacifique de disciplines scientifiques qui ne répondent pas nécessairement aux modes d'évaluation habituels des sciences exactes (Pemberton, 2007). Tous espèrent que cet espace public « élitiste » débordera de ces « conférences de haut niveau », jusqu'à rayonner sur les nations tout entières. La confiance des États et la confiance dans les États ne sont susceptibles d'être (re)gagnées qu'à deux conditions : s'épargner des grandes déclarations générales et gratuites pour privilégier le travail rigoureux des méthodologies croisées disciplinaires ; privilégier la réalisation du bien-être dans le cœur et l'esprit des gens plutôt que les vérités scientifiques, finalement « secondaires » si elles sont détachées de l'humain. Paul Valéry souhaite ainsi que l'esprit actif souffle sur le monde, c'est-à-dire que la pensée réflexive influe sur l'expérience, et que la vitalité de l'activité intellectuelle précipite le succès de l'activité pratique pour la normalisation et la solidarité des échanges politiques. L'esprit transcende l'acte constitutif de l'UNESCO en 1945 : « Une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples [...]. Par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ».¹

Sans doute, par sa formation (biologie), Julian Sorell Huxley est-il imprégné d'une conception évolutionniste et cumulative d'une science, permettant d'expliquer et de nourrir le progrès. Mais le premier Directeur général de l'UNESCO se positionne aussi contre le libéralisme classique : une doctrine scientifique du progrès doit agir à l'instar « d'une religion », qui a pour nom l'humanisme et doit

1 Préambule de l'Acte constitutif, dans *Actes du colloque des 16-18 novembre 2005, « 60 ans d'histoire de l'UNESCO »*, Paris, Maison de l'UNESCO, « Une vision : humanisme et culture de la paix », p. 99.

se substituer aux autres religions. Le rejet est expressément dirigé contre l'idée d'un *homo œconomicus* guidé par la seule rationalité de ses comportements, et contre « les forces froides et impersonnelles de la concurrence économique ». Il s'agit de réhabiliter « l'homme social, qui sera de la société un tout organique » (Toye et Toye, 2007).

Élu à son tour Directeur général de l'UNESCO, le Français René Maheu insiste dans les années soixante quant à la nécessité d'une synthèse humaniste, que l'Agence spécialisée des Nations unies se doit de porter. Ainsi devra être assuré :

[...] un équilibre entre la science et la culture, entre la science et la technique et, à l'intérieur même de la science, entre les sciences de la nature et les sciences de l'homme [...]. La libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances sont les objectifs que l'Unesco s'attache à faire prévaloir, sachant que les activités scientifiques et technologiques ont plus que jamais besoin de paramètres éthiques. (Moralès, 2007)

Cette prise de conscience n'est cependant pas partagée par tous les représentants des États membres, notamment pendant la Guerre froide. Ainsi, dès la 1^{re} Conférence générale de l'UNESCO, en l'absence de l'URSS qui refuse de siéger à l'UNESCO jusqu'à la mort de Staline, la Yougoslavie estime que la paix et les guerres ne naissent pas dans l'esprit des hommes, mais du rapport de forces entre les classes sociales et de la lutte pour l'extension de la révolution prolétarienne à l'échelle de la planète. Le mouvement ouvrier se doit donc de préparer cette révolution – inéluctable – à la surface de la Terre. Seule science de l'histoire et science dans l'histoire pour les pays du bloc de l'Est, le matérialisme historique enseigne que la compréhension de l'évolution du monde passe par la perception d'une succession de modes de production dominants, jusqu'à l'avènement de la société sans classe et sans État. Pour l'accélération et l'achèvement de ce modèle, les intellectuels sont invités à développer leur *praxis* en conformité avec les enseignements de ce matérialisme historique, au-delà de l'écume de « l'événement » dans laquelle se noie l'idéalisme bourgeois.

De son côté à l'Ouest, l'école du développement inspire la lecture tout aussi linéaire du développement économique, lequel définit chacune des étapes de la croissance à partir des lois mathématiques de l'économie classique, avec pour modèle d'achèvement la « société de consommation » incarnée aux États-Unis.

Malgré ce lot de certitudes peu disposées à l'encontre du relativisme et même si les sciences « exactes » tendent encore à écraser les débats de leur expertise dès lors que l'objet se veut technique, les enseignements des sciences humaines et sociales commencent à produire des effets au sein des sphères publiques du monde entier, parfois accélérés par les prises de position civiques et publiques de certains ténors des sciences exactes.

Sciences exactes et implications civiques

C'est en se démarquant de leur communauté scientifique d'appartenance qu'en ce xx^e siècle avançant, des physiciens français, Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel, et Francis Perrin, se positionnent contre un programme nucléaire militaire national particulièrement ambitieux. Bien que minoritaires dans les milieux de la physique nucléaire, leurs voix rejoignent une sourde clameur qui, depuis les États-Unis, s'élève rétroactivement contre la décision du président Harry Truman de lancer les deux bombes nucléaires contre le Japon. Au sentiment d'horreur provoqué par la connaissance progressive des conséquences humaines de la décision, s'ajoute l'impression désespérante d'une boucherie inutile, faussement justifiée par la nécessité d'arrêter ainsi la Seconde Guerre mondiale : avant cette intervention extrême, le Japon aurait déjà été sur le point de capituler comme le reconnaît le général Douglas McArthur en 1960, niant avoir même réclamé l'usage de la bombe atomique.

Mais jusqu'à la fin des années soixante-dix au moins, la confrontation acceptée des disciplines sur ce terrain des objets techniques est encore très exceptionnelle. Elle le devient moins ensuite, si l'on en juge l'écriture nostalgique de Michel Crozier et Bruno Tillette : les deux auteurs expriment le regret de l'affaiblissement progressif de l'esprit quasi unanimiste de l'époque précédente, qui privilégie alors l'innovation technologique, plutôt que le trop prudent « consensus mou » des décennies suivantes en matière de choix énergétique. Ainsi, la politique scientifique de la France d'alors – le « tout nucléaire » – apparaît rétroactivement à leurs yeux comme un choix heureux, mais exceptionnel dans l'histoire : « [...] fruit d'une rencontre improbable entre l'obsession de disposer de ressources énergétiques importantes, la présence d'un corps d'ingénieurs de haut niveau pouvant assurer la continuité [...], et l'absence d'opposition dans un secteur vierge » (Crozier et Tillette, 2000, p. 58).

L'école de Francfort se déchaîne pourtant pendant cette même période contre cette logique techniciste, soutenue par des sciences exactes quasi unanimes. En particulier, comme nous l'avons déjà évoqué (chapitre 3), Herbert Marcuse (1969) dénonce – à l'Ouest comme à l'Est – la société industrielle nucléarisée et militarisée qui, justifiée par les argumentations scientifiques, verrouille la liberté. Dans la continuité de cette pensée critique même s'il commence à s'en distancier, Jürgen Habermas dénonce la technique et la science comme « idéologie » : la suprématie des deux réunies pose le problème de leur relation avec la pratique sociale, telle qu'elle devrait s'exercer dans un monde où l'information est elle-même un produit de la technique. Ainsi, la technocratie tend à s'abriter derrière une pseudorationalité, pour assurer le triomphe de certains intérêts (Habermas, 1973).

De grands noms des sciences exactes ouvrent désormais leur réflexion à ces problématiques, en particulier depuis cette France engagée dans un vaste programme de développement du nucléaire. Ainsi, à l'approche du troisième millénaire, l'océanographe et charismatique commandant Jacques-Yves Cousteau est l'un des premiers à alerter sur les pratiques de délestage des fûts radioactifs dans les fonds sous-marins, comme il est pratiqué dans les années cinquante avant interdiction officielle. De 1982 à 1999, le biologiste Théodore Monod participe chaque année aux jeûnes d'interpellation de Taverny en France, à la mémoire des victimes des bombardements de Hiroshima et de Nagasaki. On le retrouve en 1997 dans une même action de protestation contre le surgénérateur français *Superphénix* dans le département de l'Ain en France. Le généticien Albert Jacquard continue ensuite à apporter la caution scientifique à la cause antinucléaire, estimant que développer cette forme d'énergie, « c'est le suicide à terme de l'humanité ». L'astrophysicien canadien Hubert Reeves estime que si la France avait misé sur les énergies renouvelables ce qu'elle a investi dans le nucléaire, *l'effet de serre* aurait pu être évité, avec en prime l'économie de la gestion des déchets nucléaires. S'il en fallait encore, le géologue Pierre Vincent émet de pareilles réserves quant à la thèse officielle de non-dégradation de l'environnement sur l'atoll de Mururoa, lors de la reprise des essais atomiques par la France durant l'été 1995. Le rapport Cousteau discute alors à la hausse les chiffres de toxicité fournis par le Commissariat à l'énergie atomique français à cette occasion (Cabedoche, 2003a, p. 78-97).

Au passage de l'an 2000, plus aucun champ des sciences exactes n'est épargné du questionnement sociétal de ses applications, relatif

au nucléaire, aux nanotechnologies, à l'intelligence artificielle, aux organismes génétiquement augmentés, à l'identité génétique, etc.

Les controverses scientifiques ne s'éteignent pas, loin de là, avec l'infiltration progressive, puis la reconnaissance des sciences humaines et sociales dans le répertoire de la production académique des connaissances : car, à leur tour, celles-ci voient la critique se retourner contre elles. Ainsi, dès la fin du xx^e siècle, la charge est déjà dirigée contre « le postmodernisme français » depuis les États-Unis.

6.1.2. *La charge des postures positivistes contre les « impostures » postmodernes*

L'offensive est déclenchée dans la dernière décennie du xx^e siècle contre le « dogmatisme du relativisme scientifique », subrepticement introduit dans la pensée savante et déployé selon ses détracteurs comme une « imposture » intrusive. Professeur de physique théorique à l'Université de New York, Alan Sokal réussit à faire valider un premier article « scientifique », construit sur la base d'une série d'énoncés qu'il considère lui-même comme absurdes ou dénués d'intérêt, mais qu'il feint de défendre, en observant scrupuleusement les dispositions formelles attendues par l'orientation générale constructiviste de la revue ciblée pour l'attaque. La supercherie vise à démasquer le manque de rigueur des *Cultural Studies* et des *Science Studies*, alors en vogue aux États-Unis et dont la revue *Social Text* constitue, du point de vue d'Alan Sokal, l'un des symboles. Comme prévu, ladite revue accepte, après évaluation, de publier l'article tel quel (Sokal, 1996a), alors que son seul fondement méthodologique est d'avoir été artificiellement construit selon les normes des sciences humaines et sociales, pour les besoins de l'accueil de la proposition et de sa publication, puis de la démonstration critique consécutive. L'auteur du canular engage alors la charge contre le système rhétorique de persuasion et de séduction qu'organisent ces revues prestigieuses à destination des décideurs politiques, économiques et sociaux : la posture constructiviste de celles-ci, rejetée par l'auteur, aboutit à un relativisme – dangereux – de la science (Sokal, 1996b).

Non content de la polémique ainsi déclenchée et cette fois associé au physicien belge Jean Bricmont, Alan Sokal récidive, avec plus encore de brutalité dans la charge contre ce que les deux auteurs (dis)qualifient maintenant, en les traitant « [d'] impostures intellectuelles » (Sokal et Bricmont, 1999).

Postures et impostures scientifiques

La cible du professeur de physique Alan Sokal est cette fois clairement désignée : les recherches françaises des Jacques Lacan, Julia Kristeva, Bruno Latour, Isabelle Stengers et Michel Callon, que l'auteur entend reléguer comme non scientifiques. Référence marquante en sociologie et en sciences de l'information et de la communication, Bruno Latour est particulièrement désigné, qui entend faire comprendre le lien entre *vérité*, *réinterprétation* et *innovation*. Plutôt que de parler en termes d'affaiblissement de la pensée scientifique avec la prise en considération de son interprétation, le sociologue invite à considérer cette dernière comme un renforcement de la première. Et plutôt que de parler de *constructivisme*, Bruno Latour recherche la vérité dans l'innovation, c'est-à-dire dans le processus même de médiation. Comme un Dieu dont la définition se construit conjointement à l'histoire du monde, le tout n'est pas donné au préalable, ainsi que le conçoit une lecture positiviste. Il est à obtenir, à composer : « Dans le registre politique, on dirait qu'il est à assembler par la création de publics autour de problèmes et, dans le registre religieux, à composer par des "actes de charité" » (Latour, 2015).

Le contingent ne s'oppose donc pas à l'immanent. L'exégèse désigne « ce qui dure le plus longtemps », en passant par « ce qui ne dure pas ». La démarche, compositionniste, rapporte la connaissance à un mode d'existence parmi d'autres.

Alan Sokal s'attaque précisément à cette conception, qui refuse de considérer la connaissance en tant que totalité de notre accès au monde. Le bruissement de l'espace médiatique ainsi réactivé réveille un retour au surplomb positiviste détaché du social, auquel les sciences de l'information et de la communication répondent aussitôt. Baudouin Jurdant (1998) et Yves Jeanneret (1998) ajoutent leur critique à celle d'autres figures des sciences humaines et sociales en France : Julia Kristeva, Marc Richelle... et la revue *Les Temps Modernes*². Jean-Marc Lévy-Leblond (1997, p. 9-10) stigmatise le danger sokalien : « Rien ne serait plus dangereux pour la survie même de l'aventure scientifique que de vouloir l'isoler par un cordon sanitaire : à vouloir exercer une prophylaxie absolue, les scientifiques risqueraient la stérilisation et même la stérilité ».

2 « Retour sur l'affaire Sokal : le vrai débat », *Les Temps Modernes*, no 600, juillet-août, septembre 1998.

La démarche d'Alan Sokal est pareillement mise à nu par la pensée communicationnelle : « l'objectivité forte » dont se revendique cette critique contestataire est une réalité « venue de nulle part ». Elle se présente détachée de tout ce qui, sur le plan méthodologique, fait le regard du savant : « S'opposer à l'existence de cette polysémie, vouloir la contrôler pour la réduire à ce que la science nous dit du monde concret des choses, est à la fois impossible et futile. Il s'agit là d'une tentative tout à fait analogue à celle qui préside au fonctionnement de la novlangue de George Orwell » (Jurdant, 1998).

Réagir ne signifie pas refuser l'évaluation du répertoire postmoderniste, devenu caverne d'Ali Baba. La critique info-communicationnelle n'est donc pas une posture de fermeture, ne serait-ce que parce que les auteurs de référence de la discipline en France, dont certains fondateurs, sont fréquents à avoir entamé leur parcours au sein des sciences dites « dures », sans le renier. Venu de l'ingénierie en électricité et acoustique, Abraham Moles construit ensuite son modèle de lecture du circuit de l'information en faisant connaître la théorie mathématique de la communication de Claude Shannon et Warren Weaver. Physicien, Bernard Castagna réoriente sa pensée devenue communicationnelle sur l'analyse des débats publics. Comme Jean Devèze venant de la chimie, Marie-Gabrielle Suraud travaille sur la communication relative aux risques industriels et étend sa réflexion à la fragmentation de l'espace public en *espace autonome*. Jacques Aumont apporte à la discipline ses connaissances initialement forgées au sein de la science polytechnique. Nadine Toussaint procède au même saut disciplinaire à partir de l'économie, Anne-Marie Guimier-Sorbets à partir de l'archéologie, etc.

Ces passerelles sont évidentes pour une discipline jeune, dont les auteurs – au moins les pionniers – ont fait leurs premières armes ailleurs, y compris au sein des autres sciences humaines et sociales : par exemple, les études littéraires pour Jean Meyriat et Robert Escarpit, ou les arts de la diffusion pour Yves Winkin... Il faut également compter avec ces chercheurs en marge, qui combinent leur attachement aux sciences de l'information et de la communication, avec des *habitus* scientifiques issus d'autres disciplines, « ce qui contribue à accentuer l'image mosaïque » de celles-ci. Bruno Ollivier n'hésite pas à faire état de l'influence que le neurobiologiste Henri Laborit ou le sémioticien et philosophe du langage Umberto Eco exercent sur sa propre réflexion : en Italie et en France, les travaux de ce dernier distinguant *paléo* et *néo-télévision* deviennent des références signifiantes pour la

discipline. Daniel Raichvarg se félicite de l'essor des recherches en sociologie, en linguistique, en sciences de l'éducation qui, aux côtés des sciences de l'information et de la communication, prennent la communication des sciences et techniques comme objet et tentent de répondre à la question de ses effets et de son impact. Robert Bouré regrette seulement que la discipline ne profite pas suffisamment des enseignements des sciences de la gestion, notamment pour intégrer la sémiologie de la publicité développée par Georges Péninou, dont les enseignements marquent cependant des Pierre Mœglin, Claude Le Bœuf, Eliseo Verón, François Jost, Éric Fouquier... Guy Lochard et Jean-Claude Soulages se glissent dans les pistes ouvertes par la sociolinguistique. Avec d'autres, ils enrichissent le débat autour du concept de *contrat*, qu'il se présente *de communication* avec Patrick Charaudeau, *de lecture* avec Eliseo Verón, *de communication publique* avec Jean Charron, Florence Le Cam et Denis Ruellan, ou encore *fictionnalisant* avec Francesco Casetti et Roger Odin, tandis que François Jost l'efface au profit du concept de *promesse*.

La critique sokalienne finalement jugée peu innovante au regard de l'œuvre de John Searle (1993), le supposé débat s'éteint, réduit à une « pensée spectacle », à grands coups d'effets médiatiques et de références flottantes, pour réhabiliter une posture positiviste classique au nom du « bon sens des citoyens ordinaires ». S'il faut donc revisiter le champ postmoderniste dénoncé par Alan Sokal où « n'importe quoi » a aussi été accueilli, la distanciation s'impose plus encore vis-à-vis de la supposée réflexion contradictoire annoncée par Alan Sokal et Jean Bricmont. Sans la mise en tension des hypothèses avec les méthodologies, qui aurait défini la perspective comme y procède tout travail de recherche, la critique des deux auteurs ne consacre qu'une absence de posture, à la différence de celle de Bruno Latour :

La description relativiste de la relativité par Latour est intéressante, non pas pour ce qu'elle nous dit des contenus de la physique d'Einstein, mais bien parce qu'elle réussit à restaurer l'articulation de cette physique avec l'existence d'une perspective humaine sur le monde. On est ici à l'opposé du projet vulgarisateur qui est d'effacer la pertinence des perspectives sur les réalités décrites par la science pour que puisse apparaître cette « réalité indépendante de toute être humain », si chère à Alan Sokal. (Jurdant, 1998, p. 7-23)

Pour autant, dix-neuf ans plus tard, le canular Sokal inspire à nouveau la considération dans les médias de pseudoétudes, pour discréditer les revues universitaires relevant du champ des sciences sociales les ayant accueillies³. Mais comme avec « l'affaire Sokal », la supposée déconstruction de disciplines scientifiques non cumulatives consacre surtout une pensée météorique, à grands coups d'effets médiatiques et de références flottantes inspirées du « bon sens » ou du « sens commun », pour « exprimer tout haut ce qu'un grand nombre de personnes pensent – ou croient penser – tout bas » (Jurdant, 1998).

Ainsi, tout en jouant des coudes contre les tentatives normatives et annexionnistes d'autres disciplines, les sciences de l'information et de la communication s'avèrent décisives pour affiner le *regard-monde*, au-delà des gesticulations politiques et médiatiques, au nom du « sens commun ».

6.2. Une mise à distance du « sens commun » porté par les regards politico-médiatiques sur le monde

Apparemment, le lien semble évident entre le travail d'information des journalistes et celui des chercheurs, notamment lorsqu'il s'agit de se saisir des enjeux communicationnels à l'échelle planétaire. Dès sa constitution en 1945, l'UNESCO ajoute la recommandation à la convergence, pour dissuader le mandarinate et la réflexion purement contemplative. Le premier rapport du Directeur général Julian Sorell Huxley est significatif. Soucieux des implications sociétales de la science, le Britannique considère d'emblée que l'UNESCO doit veiller à ne pas être qu'un rassemblement de gouvernements et d'intellectuels : l'Agence spécialisée des Nations unies doit aussi se préoccuper des moyens d'assurer la diffusion de la culture et de l'information scientifique et, parallèlement, d'exercer une influence sur l'opinion des masses, par voie de presse, radio, télévision et cinéma.

A priori facilitateur pour la découverte des enjeux *via* les traductions vulgarisées des journalistes et autres communicants, le terrain médiatique peut cependant se révéler piégeant.

3 James A. LINDSAY, Peter BOGHOSSIAN et Helen PLUCKROSE (2018). *Academic Grievance Studies and the Corruption of Scholarship*, [En ligne] 19 mars 2021 aeromagazine.com. <https://aeromagazine.com/2018/10/02/academic-grievance-studies-and-the-corruption-of-scholarship/>

Information médiatique et information scientifique

Précurseur en France des études en sciences de l'information et de la communication, Abraham Moles propose il y a plus d'un demi-siècle de revisiter les catégories de recherche, de manière à se départir de la *doxa*. Dans sa *Sociodynamique de la culture* (Moles, 1967), l'auteur identifie ainsi un cycle global de circulation des *culturèmes*. Dans cette boucle rétroactive, l'énonciateur premier, par exemple le créateur d'un concept scientifique, voit sa nouveauté – le *culturème* – capturée, avec plus ou moins de bonheur, par un salon, une avant-garde, un *think tank*... Ce *micromilieu* éclairé en nourrit ensuite le *macromilieu* des *mass media*, cercles politiques et mouvements sociaux. Lorsque le *culturème* lui revient ensuite, laminé par le lessivage du débat public, le créateur – ou ceux qui en ont élargi le sillon scientifique – doit corriger, rectifier les incompréhensions de la *culture mosaïque*, où le commun des mortels puise des bribes de connaissance non hiérarchisées, hasardeuses, et parfois fantaisistes. C'est à partir de ce patchwork distendu que se cristallise l'opinion, que par ailleurs, le débatteur public qui la porte dans les médias pense – souvent – personnelle et surplombante.

Le circuit de l'information ainsi dessiné est certes dichotomique, plaçant le scientifique lui-même à l'abri de toute croyance et le profane à l'écart de toute pertinence. Mais c'est précisément cette sociodynamique de la culture que la *néo-télévision* vient bousculer, rompant avec le modèle de communication pédagogique de la *paléotélévision* en tant qu'espace de formation (Eco, 1985) : le discours institutionnel, académique, y cède le pas au mode conversationnel, l'animateur fonctionnant sur le mode de la « proximité relative » (Bautier, 1986, p. 40-41).

Les sciences de l'information et de la communication s'emparent de cette tension dès leur naissance. Les outils méthodologiques sont déjà disposés pour prendre distance. Portée par les médias, la *doxa* est d'autant plus mobilisée que l'objet – l'information – semble *a priori* si familier que chaque acteur, quel que soit son niveau de connaissance, se ressent dépositaire légitime de son saisissement. Cette assurance invite les opinions à discuter de la pertinence même du regard scientifique, au-delà de la raison constitutive de l'espace public défini par Jürgen Habermas. Les *talk-shows* des consultants médiatiques à propos de la pandémie de COVID-19 à partir du premier trimestre 2020 constituent le cas d'espèce particulièrement illustratif de ces

déballages polémiques en tous sens, et des nécessaires distanciations qu'une pensée communicationnelle doit montrer vis-à-vis des énoncés politiques et « experts », comme de leurs reprises journalistiques.

Il ne s'agit pas de revenir aux postures surplombantes du XIX^e siècle qui caractérisent le *scientisme*, ou à l'absence de posture d'Alan Sokal, fermé à toute perspective humaine sur le monde et réfractaire à la polysémie des regards, voire aux prétentions récentes et désordonnées de la zététique dénoncée par Cyrille Bodin. Mais sur le terrain particulièrement surchargé de l'information à l'échelle mondiale, le chercheur peut éprouver un véritable vertige face à l'*informationnalisation* croissante des sociétés contemporaines, dont les industries de l'information participent (Miège, 2003, p. 211-221). Puisant parfois hors du monde académique certaines des informations qu'il ne peut dégager de son enquête personnelle – surtout s'il opère au niveau *macro* – ce chercheur doit se prévenir des illusions de la compréhension immédiate et spontanée, dont les journalistes généralistes et experts consultants autoproclamés sont aisément porteurs, notamment sur les chaînes d'informations télévisées en continu.

Pour structurer une réflexion cohérente sur les enjeux liés à la mondialisation, une pensée communicationnelle doit donc procéder à une relecture catégorielle, conceptuelle, méthodologique et reconsidérer certaines modélisations plus ou moins figées dans l'espace public. Pour l'y aider, l'anthropologue états-unien Clifford Geertz (2002 : 94-108) organise le décryptage de la référence expéditive et péremptoire au fameux « sens commun », supposé universel et particulièrement à l'œuvre dans la construction doxique.

6.2.1. *Un cheminement scientifique dans un labyrinthe de normes arrêtées au nom du « sens commun »*

Paradoxalement, ce que l'universalisme du « sens commun » a de « commun », ce sont les résonances... différentes auxquelles il renvoie, en fonction des cultures. Pour autant, « sens commun », « bon sens », « bon goût », etc., souvent indistinctement confondus, accèdent à cette dimension essentialiste qui en dissuade la déconstruction dans l'espace public, et, partant, la critique.

Par exemple, à l'instar de ce dont témoigne le profane en recherche documentaire, peu averti de la dimension positiviste des informations auxquelles il accède *via* les moteurs de recherche, les étudiants en journalisme provenant de Zambie, du Zwaziland et du

Tchad se précipitent sur des références abstraites comme « le bon goût », le « respect », la « décence », pour distinguer le « bon » journalisme du « mauvais ». S'appuyant sur Roland Barthes pour en révéler la dimension mythique, leur professeur sud-africain Keyan Tomaselli (2003) déconstruit cette référence au « sens commun », qu'il désigne par *communalism*, et dont se réclament pareillement par ailleurs les gouvernements en place dans cette partie australe de l'Afrique. Ainsi réifié, placé hors de tout questionnement, le « bon sens » (en termes gramsciens) est brandi de manière surplombante, légitimant la censure du genre satirique en journalisme.

Les juristes avouent eux-mêmes leur jugement encombré par cette référence au « bon sens ». Pourtant, l'évolution du droit devrait leur épargner cette subjectivité. En France par exemple, il leur est aujourd'hui demandé une nouvelle hauteur de vue, supposée objectivée par la référence aux textes, alors que, de 1804 à 2014, leur lecture du droit positif et leurs jugements s'appuient en référence au comportement idéaltypique du *bonus pater familias* (« le bon père de famille »). Mais la correction apportée par l'épistémologie du droit ne les épargne pas de l'interprétation personnelle quand, au-delà des textes, il leur est encore demandé d'apprécier le caractère « raisonnable » (*sic*) ou non des actes de la personne mise en examen. Le rendu de la justice est ainsi toujours soumis à l'aune du « bon sens », autre désignation du « sens commun » : « Finalement, c'est terrible le bon sens. Terriblement séducteur, en ce qu'il fait d'abord appel au ressenti collectif, censé être partagé par tous. Le bon sens, c'est ce qu'on a envie d'entendre, au-delà de la raison. Celui qui ne souscrit pas à des propositions de bon sens n'a forcément rien compris » (Gebler et Guitz, 2002).

Adam Smith lui-même élève les conceptions des auteurs de son époque au rang d'une lecture globale, considérant que ce qui est sage pour le chef de famille ne peut pas être considéré comme folie dans la gestion d'un empire. Pendant la Guerre froide, les comportements sociétaux, notamment dans le cadre de l'engagement au combat, de la performance au travail et de l'affichage public des croyances, sont ainsi jugés à l'aune normative et exclusive du « bon Américain », dont le modèle est considéré devoir être exporté pour l'humanité tout entière, par exemple au Cameroun (Godong, 2011). Au même moment, la posture caractérise la référence au « bon communiste », que se disputent âprement URSS (Depretto, 1982) et Chine populaire maoïste (Ardant, 1969) et dont les critères d'appréciation peuvent être

modulables à l'envis selon les bons vouloirs et intérêts des dirigeants en place, politiques et économiques. Plus tard, avec l'enfermement dans l'oppressante « spirale du silence » qu'ils participent à construire, les médias de masse poussent l'individu récalcitrant dans une alternative insoutenable, entre conformité sociale ou ostracisme (Noëlle-Neumann, 1984). Avec d'autres, Isabelle Pailliant (2019 : 198) rappelle que « si les médias participent de l'existence et du dynamisme de l'espace public, ils peuvent également contribuer à sa fermeture, à son assèchement ou à son affaiblissement ».

Dans ce contexte chargé, la distanciation commence déjà pour le chercheur par la (re)construction de son objet scientifique, dont, comme le rappelle Pierre Bourdieu, le fondement vise précisément... « [...] rompre avec le sens commun, c'est-à-dire avec des représentations partagées par tous, qu'il s'agisse des simples lieux communs de l'existence ordinaire ou des représentations officielles, souvent inscrites dans des institutions, donc à la fois dans l'objectivité des représentations sociales et des cerveaux » (Bourdieu, 1992, p. 207).

Malgré l'avertissement, plusieurs pollutions de l'esprit menacent l'appréhension rigoureuse des enjeux communicationnels à l'échelle planétaire, que ce « sens commun » dénature. La convocation de ce dernier est pourtant fréquente dans les lectures que les médias disposent pour leurs descriptions du monde, au-delà de leur chartre éditoriale ou de leurs engagements politiques respectifs.

Plusieurs procédés caractérisent ainsi la convocation paresseuse du « sens commun » dans les discours médiatisés, que ceux-ci relatent l'événement « rapporté », « commenté » ou « provoqué », selon la typologie établie par Patrick Charaudeau (1997 : 168). Ces procédés constituent précisément quelques-uns des biais cognitifs répertoriés depuis le Canada (Gingras, 2014 ; Beauchamp et Dupé, 2018). L'écriture se drape ainsi dans la légitimité du « sens commun », synonyme de « bon sens », dont les propriétés se satisfont de ce qui se présente naturel, pratique, factuellement transparent, abordable sans méthode et finalement accessible au commun des mortels (Geertz, 2002, p. 107-117).

6.2.2. *Un procédé de naturalisation du discours*

La *naturalisation* en œuvre dans le discours doxique vise à ne pas mettre en question ce qui est essentiel, en faisant apparaître l'énoncé comme évident, parce que naturel, et, de ce fait, universellement

partagé. Relayé ou créé par le discours médiatique, le discours public se développe, par exemple, sur la base de conclusions vérifiées dans une discipline, mais « naturellement » transposées sans plus de mise à l'épreuve dans une autre.

Un exemple l'illustre particulièrement. Lors d'une tournée mondiale de conférences financée par le National Party d'Afrique du Sud, le prix Nobel de médecine 1967 Christiaan Barnard reprend une lecture du fonctionnement du corps humain (dont il est l'expert incontesté), distinguant systèmes sanguin, nerveux, respiratoire, lymphatique..., lesquels distribuent chacun des organes humains dans sa fonctionnalité propre. Mais le conférencier en décrète ensuite la correspondance absolue pour la compréhension du fonctionnement du corps social. Par un tour de passe-passe scientifique procédant par analogie galénique⁴, la politique de « développement séparé » de l'Afrique du Sud se trouve ainsi justifiée. Même si le chirurgien manifeste ensuite une attitude constante d'ambiguïté vis-à-vis d'une politique qu'il juge « nuisible à la civilisation blanche » [*sic*] et bien que la mobilisation antiapartheid choisit de centrer ses efforts de rectification auprès des médias, organisations politiques, associatives et religieuses, l'opposition à cet « universalisme du bon sens » échoue : « [...] dans le cas de la transplantation cardiaque, les communautés médicales et juridiques françaises semblent avoir guidé l'opinion publique plus habilement que le Comité contre l'Apartheid » (Terreta, 2015).

Le cas est significatif, relevant historiquement des théories fonctionnalistes prônées par l'anthropologue polonais Bronislaw Malinowski à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, et consistant à étendre métaphoriquement les conclusions d'une discipline à une autre.

Les généalogistes en sciences de l'information et de la communication savent confondre ce procédé de naturalisation par la métaphore. Ainsi, Pierre Musso (2003) en remonte la représentation en *corps-réseau* jusqu'à René Descartes au XVII^e siècle, ce dernier étant déjà lui-même inspiré par William Harvey. Depuis, ce réflexe de naturalisation est constant. Il se révèle aussi bien dans le modèle *biométaphysique* du *réseau-filet* de l'Antiquité gréco-romaine que dans celui *biopolitique* du *réticulaire* avec Saint-Simon, puis dans le modèle *biotechnologique* du *réticulé* qui lui succède. Le philosophe français Michel Serres (1968) démonte

4 L'adjectif renvoie à la construction théorique de Claude Galien au II^e siècle, autour de l'assemblage des parties du corps « grâce à la sympathie ».

pareillement ce glissement faussement analogique qu'il juge habituel au sein des sciences de l'ingénierie, à partir des modélisations logico-mathématiques de Gottfried Wilhelm Leibniz aux xvii^e-xviii^e siècle. Plus récemment, Bernard Miège rappelle que les tentatives – vaines – d'élaboration d'une théorie générale des sciences de l'information et de la communication s'inspirent des principes logico-mathématiques, ou empruntent aux sciences du vivant (Miège, 2000, p. 551).

Une curiosité dans ce procédé naît de la nature des champs disciplinaires, objets de ces glissements faussement analogiques. Ainsi, comme avec Christiaan Barnard en 1968, les transpositions métaphoriques sont d'abord héritées de la médecine et des sciences naturelles. Par exemple au xviii^e siècle, participant des mêmes analogies disciplinaires, le « poison » de la lubricité qui se répand dans « les veines » des gens de la ville explique la mortalité infantine élevée [*sic*].

Premier déplacement de la métaphore, dans les années cinquante/soixante, le vocabulaire de l'architecture et de la toponymie domine : ainsi, le « mur » du silence fait scandale pour Josué de Castro, poussant le tiers-monde « dans l'impasse », selon Paul Bairoch, ou le bloquant par le « barrage » des mythes du racisme et de l'évolutionnisme que Joseph Ki-Zerbo entreprend de déconstruire.

Mais dans la réédition de l'ouvrage de Josué de Castro, le lexique technique s'impose à la démarche métaphorique, dépassant le fatalisme toponymique de la décennie précédente. Le dilemme du Brésil s'établit entre « pain ou acier », tandis que Jean-Marie Albertini construit son plaidoyer antilibéral en démontant les « mécanismes » du sous-développement. À l'origine de « l'esprit californien », la cybernétique du psychosociologue Joseph Licklider explose dans la techno-utopie de la connexion « cerveau/machine ». Vingt ans plus tard, l'environnement voit ses modalités de fonctionnement expliquées par des « rouages », avec leur lot de courbes et graphiques probatoires, quand Guy de Bosschère étale le trousseau de toutes les « clés pour le tiers-monde » et Georges Corm dénonce l'utopie du développement « clés en main ». Encore dix ans après, Edgar Pisani construit la critique du néo-libéralisme avec « la main et l'outil ». L'enfermement de l'homme se dispose ainsi, métaphoriquement, dans des logiques redoutablement techniques, empruntant aux sciences des matériaux. Les déterminismes technologiques réveillent enfin le prêche d'un Hamid Mowlana, qui juge les technologies de l'information et l'information basées sur les produits et les services comme « le maillon » essentiel de toute économie.

Cependant, au fur et à mesure que le *xx^e* siècle voit ressurgir les fléaux que l'humanité pense pourtant être en mesure de résorber avec la généralisation du progrès technique, le rouage rouillé subit la réhabilitation du vocabulaire de la science des fluides. Quand l'Afrique se meurt, « saignée à blanc » chez Marc Ferro plutôt qu'« étranglée » chez René Dumont, l'Amérique latine d'Eduardo Galeano gît, exsangue, « les veines ouvertes ». À l'instar de Gottfried Wilhelm Leibniz qui au *xvii^e*-*xviii^e* siècle renvoie au « ruisseau continu » du réseau, la lecture de l'information dans le monde chez les théoriciens de la dépendance permet de dessiner une cartographie Nord-Sud des « flux », à sens unique. Au début du *xxi^e* siècle, la société de Zygmunt Bauman devient « liquide », après un commerce mondial devenu toujours plus « fluide ». Quinze ans plus tard, la « théorie du ruissellement » néolibérale surgit, dénoncée par Arnaud Parienty. Avec l'avènement de la « société de l'information », le réseau fonctionne chez Alain-Claude Ngouem « comme l'eau dans un château d'eau, avec le principe des vases communicants », permettant l'irrigation d'un cerveau, dont les neurones (les ordinateurs) sont encore insuffisamment reliés entre eux par les axones (les réseaux), terminés par des synapses (les routeurs). En 2012, Daniel Bounoux rappelle que communiquer, c'est se mettre « au courant », zapper le petit écran considéré comme « robinet à images », « naviguer » sur Internet dont les données sont des « flux ». En 2014 encore, l'expression « tsunami numérique » apparaît chez Marc Hecker pour sensibiliser à la priorité de l'accès à l'information dans la gestion des catastrophes naturelles, aussi importante « que l'accès à l'eau ». Finalement, le théoricien de la décroissance Serge Latouche pointe le « naufrage de la grande société », fondée sur l'économie de marché.

La lecture ne se vérifie donc pas, défendue par Olivier Reboul (1980 : 45-46), qui assigne une distribution des lexiques disciplinaires selon la nature des idéologies. Le répertoire métaphorique de la physique, de la mécanique, de l'hydraulique et de la chimie s'offrirait, réservé au marxisme : le matérialisme historique ouvrirait ainsi le lot inépuisable de références aux « masses » populaires, au « moteur » de l'histoire, aux « rapports de forces », au « maillon de la chaîne », à la « courroie de transmission » du centralisme démocratique, etc. L'idéologie conservatrice emprunterait à l'écologie, à la biologie, aux sciences naturelles, avec la « totalité organique », « les racines des cultures », « la beauté naturelle » des races, le risque de « disparition des espèces », le caractère « contre nature » de l'homosexualité... Les

métaphores libérales puiseraient dans le lexique des mathématiques et de la comptabilité, avec le « retour sur investissement », « la loi de l'offre et de la demande », « l'équilibre des marchés », « la fonctionnalité des médias », « l'addition des compétences », « la division du travail », « la soustraction des dividendes », « la multiplication des effets créatifs », etc.

Mais à partir des années quatre-vingt, il appert que la fin des grands récits, sonnée avec la consécration du postmodernisme, participe totalement au brouillage des repères. Elle explique ce brassage désormais des lexiques métaphoriques, quand les cloisons idéologiques explosent. Là encore, le nouvel esprit du capitalisme s'empare de la critique, jusque dans le champ lexical : le réseau « homme-machine » est dans « l'ordre des choses », l'effet de « masse » des contenus directement générés par les internautes eux-mêmes contribue à l'objectivation de l'information, grâce à la puissance des « flux » ainsi générés et à la rigueur « mathématique » des algorithmes ! Il ne reste plus au néo-libéralisme du troisième millénaire qu'à ajouter la référence à « l'écosystème culturel » et à la biodiversité » pour que les principes de la diversité culturelle s'enlisent dans la confusion et la disqualification de l'exception culturelle. S'y sont déjà pareillement précipités plusieurs décennies auparavant les ethnolinguistes Luisa Maffiand et David Harmon, ou encore Daniel Nettle et Suzanne Romaine, le biologiste Roger Whittaker, et le sulfureux sociobiologiste Edward O. Wilson, dont les transpositions passent allègrement de la société des insectes à la société des hommes. L'interaction entre diversité biologique et diversité culturelle – dont le Français Pierre Mœglin (2013) discute avec justesse l'artifice des procédés analogiques – se présente normalisée, portée par la Société internationale d'ethnobiologie, la revue scientifique *Conservation & Society*, ou les Nations unies avec la proclamation de l'Année internationale de la biodiversité en 2010. Les sciences de la société, comme les institutions sociales, se retrouvent ainsi soumises aux logiques et paradigmes des sciences de la vie.

Les médias accélèrent la tendance. En Afrique par exemple, des comportements sexuels sont médiatiquement normalisés, justifiant discriminations et persécutions à partir d'une hétérosexualité non questionnée parce que « constituant la chose la plus naturelle » au monde, et illustrée notamment par un comportement animal, supposé pareillement standardisé. Or, même si la biologie et la psychologie contemporaine présentent quelques coïncidences qui permettraient

d'aborder l'hypothèse d'une certaine continuité ontogénétique et phylogénétique entre comportement animal et comportement humain, les extrapolations sont délicates : « Le chimpanzé n'est pas simplement une amibe plus grosse. L'homme n'est pas simplement un animal plus compliqué. L'adulte n'est pas seulement un enfant plus âgé. La continuité de l'origine ne signifie pas nécessairement la réduction de la structure et la signification du comportement » [notre traduction de Mariano Yela (1996)].

Passé ce premier écueil de la *naturalisation* dont les médias généralistes se font parfois les porteurs avec une conscience plus ou moins grande des enjeux, la puissance du « sens commun » enferme le savoir dans un pragmatisme exacerbé, au terme duquel le critère absolu de vérité de toute théorie réside dans sa potentialité à agir sur le réel et dans ses résultats. Hors de cette considération, le savoir perd de sa légitimité. Intéressante pour l'évaluation, l'exigence devient menaçante pour la recherche fondamentale, si elle institue en synonymes irréductibles savoir et utilité, conceptualisation et application.

6.2.3. *L'imposition d'un pragmatisme surplombant*

À juste titre, Bernard Miège (2000) juge bénéfique de relier connaissances fondamentales et applications immédiates, acquis théoriques et savoir-faire professionnels, longue durée et conjoncture, élaboration conceptuelle et travail de terrain. Mais à l'inverse, la distanciation liée à la qualité de chercheur invite à ne pas sacrifier au piège de l'*utilitarisme* forcené et systématique du savoir, qui dissuade toute réflexion fondamentale, épistémologique.

Pourtant, les intimidations sont nombreuses contre l'exercice d'abstraction *a priori* gratuit, donc inutile, au nom du « bon sens » renvoyant aux priorités vitales : par exemple, l'aide au développement se dispense du luxe des discussions « oiseuses » de sa contestation en tant qu'instrument de recolonisation à la manière de Tibor Mende (1972), éloignées de l'immédiateté des besoins. Alexis de Tocqueville observe déjà ce risque né de la tension provoquée par les institutions démocratiques, dont la tendance revient à ne demander aux sciences que leurs applications immédiates.

C'est oublier que l'abstraction caractérise toutes les sociétés humaines, y compris les plus « primitives » (Geertz, 2002, p. 108-117), auxquelles l'anthropologie coloniale des Bronislaw Malinowski et Edward Evan Evans-Pritchard dénie précisément cette aptitude

de classification au-delà de leurs besoins matériels immédiats. C'est oublier encore les applications inattendues que la « pure spéculation intellectuelle » peut autoriser, comme après la résolution patiente d'un théorème mathématique contre lequel des générations entières de mathématiciens se sont jusque-là épuisées en vain, par pur défi intellectuel. Tels se présentent la conjecture de Poincaré et le développement de la topologie (*analysis situs*), autour de « l'énigme des ponts de Königsberg »⁵. Prix Nobel de physique, Eugène Wigner (2012, p. 96-116) explique la nécessité de cette mise en tension, entre réflexion théorique purement abstraite et questionnement de son utilité :

Première considération : les concepts mathématiques peuvent intervenir là où on ne les attend pas ; de plus, là où ils interviennent, ils permettent souvent, de façon tout aussi inattendue, de donner une description fidèle et précise des phénomènes. Deuxième considération : de ce fait, et compte tenu de ce que nous ne comprenons pas les raisons de leur utilité, nous ne pouvons pas savoir si une théorie formulée en termes de concepts mathématiques est la seule qui convienne. Nous sommes dans la position de quelqu'un à qui on aurait donné un trousseau de clefs avec mission d'ouvrir les unes après les autres toute une série de portes, et qui serait toujours tombé sur la bonne clef du premier coup (éventuellement au deuxième) ; il serait en droit de s'interroger sur le caractère univoque de la correspondance entre les clefs et les portes.

C'est oublier enfin que la connaissance impose ce travail d'abstraction qui ne se réduit pas à l'accumulation de données empiriques. Des concepts en soi « évidents » comme la matière, la vie, l'environnement, le développement appellent à la mise en perspective interdisciplinaire et multiniveaux, comme le rappelle Edwin Zaccai (2007).

Parmi les pionniers d'une pensée communicationnelle, Theodor Adorno et Max Horkheimer instruisent déjà le procès à l'encontre d'une production scientifique, strictement consignée dans l'applicatif, comme leur apparaît la recherche conduite par Paul Felix Lazarsfeld. Principalement centrée sur les effets des médias et la mobilisation des

5 « Conjecture de Poincaré : les révélations de Perelman », *Futura sciences*, 20 novembre 2006, [En ligne] 16 février 2022. <https://www/futura-sciences.com/sciences/actualites/mathematiques-conjecture-poincare-revelations-perelman-9975/>

techniques d'enquête pour la collecte d'informations, le questionnement du sociologue empirico-fonctionnaliste est enfermé à l'intérieur des strictes limites – utilitaristes et mercantiles – élaborées par son commanditaire financeur : la fondation Rockefeller. Le champ de la réflexion se retrouve ainsi conditionné à la recherche prioritaire de profits pour le système de radios commerciales développé aux États-Unis (Adorno et Horkheimer, [1944] 1994, p. 13).

Au moment de la constitution de l'UNESCO, le débat est amorcé sur le même terrain. La tournée européenne de Daniel Joseph Boorstin est très rapidement assombrie par les critiques de Louis Aragon, significatives de la distanciation que la recherche commence à entreprendre depuis l'Europe à l'encontre du pragmatisme exacerbé de l'école empirico-fonctionnaliste nord-américaine.

Dans la continuité, Jürgen Habermas interroge l'essence de la société capitaliste moderne en décrivant les conséquences politiques de l'extension contemporaine de la « rationalité instrumentale ». La recherche systématique de la maîtrise des choses et la légitimité écrasante de l'efficacité dans l'action s'exercent aux dépens de la recherche de sens et du débat. Le questionnement des valeurs se retrouve absorbé par la dimension technique, jusqu'à aboutir à une dépolitisation de la société (Habermas, 1973). Ils sont nombreux ainsi à rejeter le surplomb de « l'expert » : Jean-Marc Lévy-Leblond, qui estime que l'exacerbation de l'opérationnalité et de la technicité constitue une forme dévoyée de la connaissance et une mystification néfaste de la science ; Armand Mattelart et Yves Stourdzé, qui ne reconnaissent aucune fatalité à ce que les intérêts de la connaissance en communication soient systématiquement portés par une raison instrumentale, bordée par les enjeux professionnels et les experts, etc.

La « haine des clercs » – invariant de la culture politique et médiatique – est cependant toujours latente, attisée dans les débats télévisés par les « experts épistocrates ». À l'entrée du *xxi*^e siècle, le coût du ticket d'entrée sur les plateaux télévisés des chaînes d'information continue renforce la sélectivité des invités issus du « sérail », c'est-à-dire cooptés par la cohorte corporatiste – parfois même sponsorisée – des « experts » consultants. Tous participent aux *talk-shows* télévisés de la « tribu », décryptée par Rémy Rieffel (1994).

Leur abonnement à l'écran ne se justifie souvent que par leur aptitude à dénicher la « petite phrase », dont l'avantage discursif dans le débat polémique tient dans ce qu'elle se déploie sur le mode de l'évidence et du pragmatisme, et dont l'effet de captation peut être

relancé dans les éditoriaux du lendemain (Krieg-Planque et Ollivier-Yaniv, 2011). « La volonté de faire là où les autres ne font que dire », devient un slogan de campagne électorale. La démonstration peut par ailleurs s’y retrouver outrageusement tronquée, comme en 1989 : « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part » dans le discours du Premier ministre français Michel Rocard n’apparaît plus que dans la reprise répétée à l’envi de la proposition principale, amputée de sa proposition secondaire. Convoquant le « sens pratique » et le « bon sens » confondus, la « petite phrase » constitue alors le symptôme de la dégradation du débat public à l’antenne, du formatage médiatique de la parole publique, du processus permanent de construction stéréotypale, de la mise en avant des *ethos* des journalistes et de la domination des logocrates. Dominique Maingueneau parle d’un phénomène de « panaphorisation » : « Le développement récent d’une configuration médiatique qui associe étroitement presse imprimée, radio, télévision, internet et téléphonie mobile a permis de porter à un niveau inégalé le détachement et la mise en circulation des aphorisations » (Maingueneau, 2011, p. 45).

Les chercheurs ne restent pas sans réactions, dont le rôle est aussi mieux perçu par certains acteurs, journalistes compris, qu’un contexte particulier de confinement provoque à la recherche du sens à donner au quotidien. Ainsi, la philosophie, que le Français Jacques Bouveresse (1998) pratique, se présente en contestation de l’idée d’une discipline totalement inutile et désintéressée, parce qu’elle se situerait à l’écart du profit et de la rentabilité : aujourd’hui, la philosophie redevient indispensable, sans que l’on ait toujours à se demander à quoi elle sert « réellement ». Visant à améliorer, « un peu », la façon de penser sur des questions concrètes, agissant sur les petites causes à petits pas, elle répond à la demande sociale de sens, de valeurs, de croyances, exacerbée en temps de pandémie. Elle peut alors bénéficier d’une mise en visibilité médiatique, en relation avec cette demande, sans plus besoin de prouver son utilité.

Un ouvrage collectif propose déjà un rapprochement entre ces deux grandes traditions de pensée en sciences humaines et sociales : la théorie critique et le pragmatisme (Frère, 2015). La confrontation réunit ainsi chercheurs de la théorie critique : Axel Honneth, Nancy Fraser, Jean-Louis Génard... ; théoriciens de la sociologie économique critique : Jean-Louis Laville... ; chercheurs de la sociologie pragmatique : Luc Boltanski et Laurent Thévenot...

En sciences de l'information et de la communication, la sémiopragmatique de Roger Odin (2011) est pareillement et largement convoquée, à équidistance de l'immanence et du pragmatisme. Poussé à l'extrême, le premier refuge fait perdre le contact avec les évolutions du terrain. Compressé jusqu'au-boutisme radical, le second consigne la recherche à une simple addition de faits et de monographies, desquelles, en soi, ne peuvent véritablement surgir de perspectives longues et de tendances lourdes, autrement plus significantes.

La posture méthodologique équidistante pousse ainsi à la déconstruction de ce que le « sens commun » retient comme « fait », au-delà de tout utilitarisme. Ce fait s'impose, en toute transparence : « la vérité est claire comme de l'eau de roche ». Prise « au pied de la lettre », sa désignation suffit à prouver son existence.

6.2.4. *Une croyance idéelle en la transparence du monde*

Catégorisant elle aussi le « sens commun » pointé par Clifford Geertz, la « minceur » désigne cette paresse à considérer le réel dans ce qu'il paraît être, aux yeux grands ouverts de l'homme de « bon sens » : les faits sont disposés à la surface, sans besoin de les compliquer pour les saisir. À court d'arguments, la stratégie discursive tend à déléguer ce rôle de révélation aux médias quand la preuve naît de la sacralisation par le journal ou l'écran : « vu à la télévision », « lu dans le journal », « entendu à la radio », « répété sur les réseaux sociaux », participent de la rhétorique péremptoire de la publicité.

L'acte d'écriture journalistique se présente ainsi sous cette dimension « objectivante », plutôt que comme une représentation. Dès lors, l'adage est répété dans les rédactions : « les faits ne peuvent pas mentir ». Avec cette puissance de la factualité, renforcée par la magie du chiffre et la focale de la caméra (Cabedoche, 2016e), la conviction autorise la répétition à l'envi sans déconstruction des références « objectives » à des « pays en retard », des « peuples paresseux », « des pratiques moyenâgeuses », des « donateurs généreux », « un monde libre », « des dictateurs fous », « le rationalisme occidental », « la sagesse orientale »... La démographie se présente visuellement « galopante », la contestation « généralisée », le débat « ouvert », la manifestation « unitaire », le peuple « citoyen », etc. Libéral, nationaliste ou socialiste, le journalisme dispose ainsi ses répertoires idéologico-déontologiques autour de la surpuissance des faits, avant tout commentaire « orienté », qu'il s'agit de distinguer sans ambiguïté.

Il faut croire que cette élévation qualificative du professionnalisme ne suffit pas. Car sous la III^e République en France, avec le député Philippe de Golbéry, le répertoire positiviste tente de circonscrire – de manière lapidaire – la relation des débats parlementaires au seul énoncé des faits. Il s’agit ainsi de prévenir l’information « authentique » de la pollution du discours provoquée par les aspérités culturelles, psychologiques, idéologiques, et portée par le journalisme.

Un siècle plus tard, le positivisme imprègne la formalisation par l’école du développement d’un réel, indépendant du regard de l’homme : froide, objective, la raison économique définit ainsi l’*homo œconomicus* des années soixante, enfin débarrassé des blocages et errements de la croyance. Le décollage des économies attardées peut être ainsi autorisé. Vingt ans plus tard, les théories de la globalisation (Levitt, 1983) fonctionnent sur cette même base, universaliste, d’un comportement consumériste rationnel, factuelisé, standardisé avec l’entrée dans la société mondiale.

Les faits ne lui donnant pas raison, le paradigme de la globalisation se retrouve balayé. Sans attendre, dès la première moitié du xx^e siècle, la phénoménologie de l’Autrichien Edmund Husserl ([1936] 1972) refuse déjà de laisser le discours scientifique s’enfermer dans la seule juxtaposition des faits. Trente-quatre ans plus tard, le philosophe tchèque Karel Kosik précise : « [...] la réalité des faits ne s’oppose pas à leur facticité parce qu’elle serait une réalité d’un autre ordre, c’est-à-dire indépendante des faits, mais parce qu’elle est la relation interne, la dynamique et la contradiction de la totalité des faits » (Kosik, 1970, p. 30).

Introduite par les sciences humaines et sociales, l’approche constructiviste bouscule cette facticité réductrice. Elle conduit au questionnement du support linguistique la rapportant, quand un positivisme radical érige en dogme la transparence du langage. Bernard Delforce et Jacques Noyer (1999) l’observent : cette foi transforme la désignation en modalité de l’existence : « Je suis nommé, donc j’existe ». L’appellation objectivante se contente de désigner pour faire « être » (Reboul, 1980, p. 187). La revanche du *dit* sur le *c’est* érige les répertoires linguistiques en norme universelle, quand leur environnement culturel les dispose au contraire en une particularité de l’activité humaine. Ainsi, l’Allemand Karl With relève dès 1922 l’absence du terme *art* dans le référentiel linguistique de Bali. Les sinologues s’avouent pareillement embarrassés pour traduire Dieu en

chinois : « aucun terme ne s'impose » (Jullien, 2022). Logiquement, le traducteur d'aujourd'hui ne se propose plus qu'en tant qu'interprète.

Il n'empêche : dans la conception libérale de l'information, l'universalisme linguistique inscrit l'objectivité journalistique dans le registre de la « neutralité ». Ainsi, caractérisant la *circulation circulaire* de l'information médiatique pointée par Pierre Bourdieu, le non pensé de l'écriture et sa récurrence permettent de valider la rupture séquentielle de l'histoire, disposée en termes de « nouvelle ère » aussitôt vitrifiée, qu'il s'agisse de l'entrée dans le « postcolonialisme », dans « l'ère de l'information », dans la « société du risque », dans la « société de surveillance », etc.

Parallèlement, avec le passage magico-religieux des mots aux choses, l'appellation objectivante justifie l'existence du complot. Par la seule désignation disqualifiante « d'ennemi du peuple », Joseph Staline en impose la référence implacable sans autre forme de procès, pour justifier sa politique de purges, comme l'analyse Isaac Deutscher (1953 : 460). Aujourd'hui, la supposée disqualification des « théories blanches » fait encore ses ravages en certains lieux de la planète, pour tenter de clore la réflexion, sans discuter la pertinence des distinctions raciales et des pensées radicales qui leur sont ainsi rattachées (Sibeud, 2011). Paradoxalement, discuter de l'affabulation des « théories du complot » après les attentats islamistes de Bruxelles et Paris contribue à accréditer, « de fait », l'existence du complot, résultat de la compétition analytique inédite entre journalistes, professionnels de la politique, pouvoirs publics, et chercheurs, décryptée par Julien Giry (2017). Tout récemment, le débat agite aujourd'hui certains médias et sphères politiques autour de la contamination d'un supposé « islamogauchisme » dans les universités françaises à partir de l'appellation objectivante – devenue invective – créée par Pierre-André Taguieff (2008) pour désigner la « dilection pour l'altérité » et la haine de l'Occident sur fond de défense de la cause palestinienne.

La proposition positiviste est largement discutée en sciences de l'information et de la communication et replacée dans le contexte de sa création, lors de l'industrialisation de la presse : réduite à la supposée « neutralité des faits », la prescription correspond en fait à la volonté marchande d'une presse devenue industrielle, pour élargir au maximum son marché potentiel. Elle vise à heurter le moins possible, autour de la « référence commune » à « l'opinion publique », dont l'existence même est discutée par Pierre Bourdieu avec la mise en visibilité de ses logiques de fabrication.

Dans le même esprit de déconstruction, dès la fin du XIX^e siècle, « l'objectivité économique » est déjà interpellée, avec l'Autrichien Carl Menger ([1883] 2010) ou le sociologue états-unien Thorstein Veblen (1898). Elle est poursuivie au XX^e siècle, par exemple avec la psychosociologue Marie-Louise Pellegrin, qui rappelle toute la part de symbolique contenue dans l'économique (1986/1987). Aujourd'hui au XXI^e siècle, le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond (2006) discute l'objectivité même des mathématiques, à partir de leur distinction selon les aires – arabe, européenne, chinoise – de leur développement historique.

Ce constructivisme nourrit l'école de la dépendance dans la seconde moitié des années soixante-dix, contre le référentiel partagé par les journalistes abonnés aux grandes agences mondiales d'information du Nord :

L'information n'est que le résultat d'une quête pour savoir ce qui s'est passé [...]. Mais elle n'est que relative : même le journaliste le mieux informé n'aboutit qu'à saisir partiellement les faits – d'où la nécessité pour le journaliste du fait brut, l'agencier, d'obtenir en premier lieu les réponses aux questions fondamentales ; qui, où, quoi, quand, comment – auxquelles s'ajoute, par simple réflexe plus qu'en vertu d'une réflexion proprement dite – pourquoi ? Or, le pourquoi de la chose amène le journaliste à quitter les épiphénomènes de l'événement pour s'aventurer sur les pentes glissantes de l'interprétation : qui dit interprétation dit point de vue, ce qui reflète un désir, conscient ou non, de convaincre... (Boyd-Barret et Palmer, 1981, p. 689).

Le débat se poursuit aujourd'hui dans les cercles académiques. Il accueille l'assumption positiviste du Canadien Gilles Gauthier, ou du Britannique Timothy Garton Ash, provoquant chacun le débat dans les revues académiques reconnues par les sciences de l'information et de la communication⁶, dont nous avons déjà produit quelques synthèses (Cabedoche, 2004a et 2006b). Le premier, Gilles Gauthier, accuse l'inscription constructiviste de conduire à deux dérives : l'*anti-objectivisme cognitif* qui, posant que la connaissance ne relève pas d'une adéquation au *réel*, dissuade de l'évaluation de celle-ci *in situ* ; le

6 Il s'agit principalement des revues *Mauss* (no 17 de 2001) ; *Questions de communication* (nos 3, 5 et 6 de 2004 et no 7 de 2005) ; *Les Cahiers du journalisme* (no 2 de 1996, no 6 de 1999, nos 12 et 13 de 2004).

scepticisme ontologique qui, appelant à une suspension définitive du jugement sur la réalité, conduit au cynisme comme ersatz d'analyse ou au relativisme radical : quand tout se vaut dans son inadéquation au réel, le *nihilisme cognitif* redonne place à la barbarie ou à la négation de l'Autre. Le second, Timothy Garton Ash, établit une frontière nette entre d'un côté le mensonge, la fiction et la littérature et de l'autre, la vérité, la science et le journalisme. L'auteur entend mettre fin à l'absurdité d'une Guerre froide entre ces deux dernières écritures, résultant du « narcissisme des petites différences⁷ ».

En réaction, la contradiction théorique témoigne d'une empreinte constructiviste toujours présente au sein des sciences humaines et sociales. Les accents en sont seulement plus ou moins appuyés selon les auteurs : pleinement revendiqués et assumés sans réserve chez Jean-Louis Lemoigne et Edgar Morin ; plus nuancés, chez Bernard Delforce et Grégory Derville. Roger Bautier estime que le désintérêt pour le « réel » dans une perspective postmoderniste constituerait un désastre intellectuel et politique. Isabelle Gavillet entend encore poser quelques limites au constructivisme pour en prévenir le risque de stérilisation de la réflexion par excès de précaution disciplinaire. Mais si Denis Benoit reconnaît que les propositions constructivistes manquent parfois d'une structuration rigoureuse, l'auteur appelle à les considérer comme utiles et efficaces en sciences humaines, ouvrant sur l'éthique. Roselyne Koren rediscute de la transparence du langage, jugeant l'objectivité « inatteignable » et sa référence nuisible à une éthique de l'impartialité. Et Nicolas Péliissier entend précisément rappeler la fécondité de travaux inspirés des méthodes constructivistes, contribuant à préparer les changements de paradigmes.

Cette opposition positivisme/constructivisme provisoirement laissée en suspens, un piège se présente encore à qui entend traiter des enjeux communicationnels à l'échelle de la planète : la formule sentencieuse dont la cohérence interne rend le « sens commun » acceptable, sans aucunement besoin de méthode.

6.2.5. Une conviction sentencieuse

Le « sens commun » est effrontément et sans s'excuser « une sagesse du moment ». Celle-ci satisfait particulièrement le discours d'adhésion,

7 Timothy GARTON ASH, (entretien avec Véronique Soulé). « Les journalistes écrivent la première version de l'Histoire », *Libération*, 6 octobre 2001.

dont la conclusion est plus importante que la rigueur de la démonstration. La distanciation ne signifie pas que la posture scientifique se doit de rester détachée, surplombante, sans implication. Au-delà des embardées d'un *social scientism*, certains chercheurs s'impliquent jusqu'à envisager la possibilité d'un « nouveau monde » et se donner le droit d'en évaluer les potentiels :

[...] ce que prétend la critique, c'est renégocier l'opposition artificielle entre *jugements de fait* et *jugements de valeur*, entre *distanciation* et *engagement*. Elle reconsidère cette séparation en instruisant un nouveau rapport entre les jugements scientifiques qui identifient la réalité sociale et l'expliquent, et lesdits jugements de valeur. En effet, les sciences sociales considèrent ordinairement que le principe de *neutralité axiologique* est un impératif de la pratique scientifique et souhaitent éradiquer de la logique démonstrative, la coprésence d'énoncés factuels et normatifs. *A contrario*, ce que défend la critique, c'est la nécessité de fonder rationnellement ses appuis normatifs, c'est-à-dire de les affirmer et de les expliciter pour qu'ils ne soient plus des implicites s'exerçant en contrebande : entre intérêts de connaissance (savoir scientifique) et intérêts d'émancipation (engagement). (Granjon, 2014, p. 345)

Sans cette transparence, le risque reste effectivement d'une réflexion qui, agitant la noblesse de la cause, s'engouffre dans l'essai, lequel dispose les disqualifications gratuites, les pétitions de principe, les assertions liées à la croyance pour vaincre, quoi qu'il en coûte sur le plan de la méthode.

Avant même que l'expression *woke* ne se répande pour radicalement dénoncer toute forme d'injustice subie par des minorités, sexuelles, ethniques, religieuses dans le monde, ou plus largement pour s'impliquer résolument contre le réchauffement climatique, la rigueur méthodologique doit déjà se battre contre « le sens commun » que mobilise le militant « éveillé » et indigné. D'abord accueilli avec bienveillance pour son implication par ce dernier, ne serait-ce que dans le saisissement de l'objet, l'enquêteur scientifique se retrouve facilement rejeté pour « trahison », quand sa réflexion prend distance avec l'évidence du « sens commun » qui confond hypothèse et conclusion. Avant même la présentation des résultats des analyses, la tension apparaît avec les avertissements méthodologiques que les protocoles scientifiques recommandent impérativement et méticuleusement de

préciser, par exemple pour prévenir le débordement passionnel dans le traitement de conflits génocidaires, comme en Bosnie (Charaudeau et coll., 2001, introduction).

Une presse d'opinion peut pareillement s'économiser dans la facilité du slogan ou du proverbe, dont la dimension esthétique écrase la dimension sémantique (Maingueneau, 2006). Le « sens commun » encombre alors le discours de tout un cliquetis d'émissions sentencieuses, et se répand dans un pot-pourri de proverbes, contes, *obiter dicta*, épigrammes (Geertz, 2002, p. 108-116). Il renvoie à une fonction poétique du langage – jeux de mots, de sens, de pensée – envahissante, jusqu'à écraser la fonction référentielle (Jakobson, 1970).

Tel est le cas lorsque la juxtaposition des énoncés absurdes entraîne, par contagion, le procès immédiat de l'énoncé qui, précisément, devrait faire questionnement. Les militants antinucléaires le comprennent, qui formulent ainsi leur objet de contestation : « La terre est plate, les cochons volent, le nucléaire est propre » (Cabedoche, 2003, p. 413). Les figures linguistiques sont encore travaillées dans le slogan des lanceurs d'alerte du mouvement anarchiste français contemporain, conjuguant rime, paronomase et antonomase : « Ni patrie, ni patron ; ni mari, ni Macron ». Dans les années soixante, le « cartiérisme » – qui, en fait d'école puissamment élaborée, se limite à la répétition d'un slogan de journaliste (Raymond Cartier) de la presse magazine populaire française – construit pareillement la force de son opposition à la politique de coopération défendue par le général de Gaulle, autour du slogan : « La Corrèze [département français] avant le Zambèze ». La musicalité de la rime détourne la mise en débat de l'option d'un retour sur investissement circonscrit au territoire national « économiquement garanti », contrairement à l'aventure « hasardeuse » de l'aide au développement.

En réponse depuis l'Afrique par exemple, le discours du polémiste des plateaux télévisés sait pareillement mobiliser les formules toutes faites, pour intimider la parole rebelle du serviteur contre le maître : « Chez nous, on dit que le chien ne mord pas la main de celui qui le nourrit ». Ainsi, partout dans le monde, le discours fourmille de références intemporelles et idéologiques au proverbe, lequel, par sa résonance populaire et son sens de la formule, vise à clouer l'adversaire au pilori de la tradition. L'argument d'autorité est ainsi préparé par l'introduction intimidante : « Le sage a dit que... », quand ce n'est plus le Duce Mussolini qui « a toujours raison ». Simon Ngono note que chez les Bantous, l'aîné tente facilement d'empêcher la parole du

cadet impertinent sur le plateau de télévision, en lui rappelant que : « Le jeune qui s'empresse de prendre le mgbet [bouillie traditionnelle réservée à la consommation alimentaire des anciens] ne fait pas de mal au mgbet. Il fait du mal à sa bouche. »

Ce à quoi l'interpellé peut opposer la cosmogonie bassa :

Un dicton de chez moi dit qu'un vieux qui tue les jeunes, c'est un mauvais vieux. C'est pour ça qu'il y a les mauvais mbombogs, et les bons mbombogs. On préserve les bons mbombogs [les patriarches qui consultent les oracles et renvoient la prise de décision de la communauté à l'équilibre du *Mbog*, l'ordre de l'Univers, du Cosmos]. Du coup, ces mbombogs qui intimideraient les jeunes avec des allusions au mgbet qui ferait du mal à leur bouche, dans la cosmogonie bassa, il faut les tuer.

Pressé par la magie du discours socialement rassembleur, le chercheur en études coloniales provoque contre lui le procédé d'intimidation, quand la référence, fétichiste et réifiée, aux cultures traditionnelles ne souffre aucune discussion chez les acteurs sociaux. L'ostracisme s'exerce *a fortiori* si ce chercheur critique entreprend de revisiter les portraits sublimés des « grands ancêtres africains » (Ekambo, 2018) ou de déconstruire le référentiel identitaire de cultures latino-américaines magnifiées contre l'oppression impérialiste, comme lorsqu'au début du xx^e siècle, José Carlos Mariategui s'inscrit en faux contre les rêves romantiques et anhistoriques de résurrection du *Tawantin-suyo*, ce socialisme originel des paysans incas (Lowy, 2007).

Quand le « sens commun » se mêle ainsi de surplomb idéologique, l'inversion des stigmates bloque la réflexion dans une configuration dichotomique de victimisation, parfois disposée géographiquement selon un axe Nord/Sud. Elle assigne alors la noblesse des causes, des comportements et des personnes à un territoire, une « race », un genre, une culture, une catégorie ou un mouvement social..., définitivement sacralisés pour avoir connu la misère, la souffrance, l'exploitation. « Le tiers-monde n'a pas besoin de définitions qui ne sont qu'arguties venant du Nord pour empêcher l'expression de la souffrance des pays du Sud », clôt ainsi péremptoirement un orateur des années soixante-dix, agacé par les débats terminologiques : le recours à pareil « faux performatif » s'avère confortable, au moment où se discutent âprement et dilatoirement la liste et la qualité des pays à inviter pour un sommet prochain des pays non-alignés.

De même, un journalisme « éveillé » embrasse facilement la figure du *journalisme-justicier*, héritage du XIX^e siècle en France (Lemieux, 2001), généreuse dans son intentionnalité à défaut de l'être tout autant dans sa rigueur méthodologique. De nouvelles formes de *doxa* viennent alors se nicher dans l'engagement... antidoxique (Rosencher, 2022). La distanciation s'impose à l'encontre de ces productions zélées qui, portées par le malinichisme⁸, font acte de contrition ostentatoire, hypothéquant toute analyse critique. Le travail de contre-enquête révèle ainsi chez le journaliste repentant un inspecteur bien partial : « Nous n'avons pas le droit de les juger », interdisent certains éditorialistes des années soixante-dix face aux dérives des modèles tiers-mondistes qu'ils vénèrent, renvoyant au passé colonial dont ils se sentent héritiers honteux (Cabedoche, 1990), comme d'autres, promoteurs des *cancel cultures*, choisissent de saucissonner l'histoire en n'en offrant que les tranches présentables.

Arcbouté à ses méthodologies, le chercheur apprend alors à circuler dans le trafic des fausses analogies, croyances positivistes, locutions proverbiales..., constitutives des économies de la pensée que portent tout autant les médias décryptés par Hervé Bourges (1978), la littérature qu'analyse Hacène Saadi (2001), les séries télévisées confondantes de bienveillance dont Christian Agbobli (2018) pointe l'essentialisation des personnes dans la tentative d'inversion des stigmates. Gaston Bachelard (1938 : 14) alerte : ce n'est pas que l'opinion – dont le journalisme se veut « le reflet » et le fournisseur – pense mal. C'est qu'elle « ne pense pas », au sens où la pensée scientifique ne s'élabore pas dans le droit fil du « sens commun », mais bien contre lui. Le chercheur doit ainsi se garder en permanence de ce ressac pour approcher l'altérité, concept le plus antipathique au « bon sens », selon Roland Barthes.

Face à une telle constance, l'analyse sémio-descriptive en vue de redressement des constructions médiatiques stéréotypales finit elle-même par devenir mentalement dangereuse, si elle configure cette attitude surplombante qui, depuis le XIX^e siècle, voit le lettré se sentir

8 Inexistant dans la langue française, l'antonyme du chauvinisme – le « malinichisme » – désigne chez les Mexicains l'attitude de celui qui montre de l'attachement à l'étranger en dénigrant ses propres origines, à l'instar du rôle joué par l'esclave indigène la Malinche auprès d'Hernán Cortés dans la chute de l'empire aztèque en 1521. Cf. Claire HANCOCK (2008). « Décoloniser les représentations : esquisse d'une géographie culturelle de nos "Autres" », *Annales de géographie*, vol. 2-3, no 660-661, p. 116-128.

le devoir de s'attaquer « aux idées reçues et aux lieux communs où s'ébat le vulgaire », comme le relève Ruth Amossy (1991).

Les travaux contemporains interrogent la posture de « celui qui sait, évalue et, au besoin, disqualifie ». L'analyse de la trivialité par Yves Jeanneret invite à se saisir de l'objet dans une perspective plus riche et à considérer que toute production stéréotypale « fait sens ».

6.3. Une lecture plus nuancée de la trivialité médiatique

Le cortège de préjugés, faux-savoirs et idées reçues une fois repéré – notamment dans les médias – puis disqualifié par l'analyse sémiodescriptive, la *doxa* ne devrait plus, *a priori*, figurer dans le champ du chercheur en sciences de l'information et de la communication. Dominique Chev  (2003) le rappelle : « exilée du jardin soigné du savoir, la *doxa* habite dans les champs ouverts du sens commun ».

Par ailleurs, invité à se garder de confondre son métier avec celui du juge ou du policier, le chercheur en sciences humaines et sociales doit parallèlement se prévenir à son tour de la surenchère normative, caractéristique du scientisme du xx^e siècle, qui pouvait purement et simplement écraser le discours de croyance de sa suffisance. Parce qu'elle est aussi lien social, non seulement entre les sociétés, mais à l'intérieur d'une même société, la *doxa* intéresse aujourd'hui la pensée communicationnelle, au-delà de ses seules révélation et condamnation.

6.3.1. La doxa, objet de connaissance

Pour ne pas en rester aux conclusions, entendues, de la persistance de la *doxa* dans les médias – finalement stériles pour la compréhension des enjeux et la perception de leur évolution – les travaux déploient désormais les questionnements plus en profondeur, au-delà de la dénonciation. Pourquoi malgré et après la critique des années soixante-dix pour un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication », le stéréotype médiatique est-il persistant, par exemple dans les publications « du Nord » ? Est-il propre à une culture « dominante » ? Varie-t-il dans ses représentations ou celles-ci sont-elles figées, insensibles à l'épreuve du temps et des événements ? Quels effets produit-t-il auprès des personnes stigmatisées ? Peut-il, même dans l'ostracisme, ouvrir à des résonances positives ?

Considérée comme objet de connaissance, la *doxa* offre au chercheur l'opportunité d'affiner ses outils pour interroger les sémèmes construits dégagés de sa récolte des stéréotypes. L'exercice vise à accéder au répertoire des ressources à partir duquel tout être humain – quel qu'il soit, où qu'il soit, à quelle époque que ce soit – organise son système de réponses immédiates face aux défis multiples de son environnement, sans avoir pris le temps des patiences secondaires, requises pour la distanciation épistémologique et ontologique.

Stéréotype et instinct de survie

Individuellement, l'humain répond en effet à ces défis quotidiens pour sa survie, sans avoir souvent ce temps de latence pour en organiser la réflexion préalablement. La décision d'action procède ainsi des grilles catégorielles instinctivement disposées, puis progressivement enrichies de l'expérience personnelle. Avec l'éthologie comparative, Nikolaas Tinbergen et Konrad Lorenz enseignent dès le milieu du xx^e siècle que ce réflexe vital est le propre de tout organisme vivant.

Au niveau collectif parallèlement, la *doxa* s'organise en une lente sédimentation, transgénérationnelle, à partir des co-constructions successives des consensus indispensables à l'équilibre de toute communauté humaine. Nourrie du croisement de multiples apports disciplinaires, une lecture compréhensive érige le répertoire doxique en tant que participant pleinement de la construction sociétale, plus ou moins consciente, de l'altérité. Depuis l'Université de Tel-Aviv, Ruth Amossy en explique la dimension universelle : « [...] notre esprit est meublé de représentations collectives à travers lesquelles nous appréhendons la réalité quotidienne et faisons signifier le monde [...] on peut en bonne logique supposer que chaque communauté transmet à ses membres un éventail de représentations collectives, à l'aide desquelles chacun se figure le monde » (Amossy, 1991, p. 9-10).

Ce stock de formulations préconçues et largement disponibles dans la sphère publique nourrit l'opération intellectuelle qui consiste à ramener le singulier à une catégorie générale dotée d'attributs fixes, ou du moins d'images sommaires et tranchées. Le groupe est essentialisé en ce qu'une nature est attribuée, inaltérable et commune à l'ensemble de ses membres, positive comme négative et produisant des effets multiples (Lorenzi-Cioldi et Buschini, 2005, p. 289).

Le discours médiatique fourmille ainsi de ces glissements de la *personne-relief* au *personnage-plat*, sans relief que décède le chercheur

portugais Marió Mesquita (1999). L'exemple est symbolique dans les rappels commémoratifs médiatiques de la catastrophe de Tchernobyl : le *personnage-victime* est doté de qualités personnelles, porteur d'émotions et de projets brutalement brisés ; le *personnage-bourreau* réduit le décideur à sa seule caractéristique professionnelle et à la froideur de sa décision ; le *personnage-sauveteur* est transcendé par ses qualités indiscutables d'héroïsme et d'altruisme, malgré l'ignorance, de fait, du risque létal de son engagement (Cabedoche, 2003a, p. 357-362).

Avec son lot d'approximations, de sédimentations, d'ostracismes, cette *endoxa* sédimentant la catégorisation de l'altérité au niveau planétaire n'est pas la caractéristique exclusive d'un Centre, dominant. Des *personnages* se figent aussi au sein des cultures périphériques, pourtant elles-mêmes victimes d'essentialismes : la femme, négativement disposée dans certaines cultures de l'Inde contemporaine ; l'enfant-sorcier, familialement rejeté sous le poids des injonctions environnantes en certaines régions africaines ; l'homosexuel, pourchassé jusqu'au lynchage ; l'Occidental, dont la stigmatisation disqualifie d'office le discours, quelle qu'en soit la nature au Machrek et au Maghreb ; le dépressif, *a fortiori* s'il se présente âgé en Afrique de l'Ouest ; l'albinos, dont le statut marginalisé est empli d'ambiguïté ; l'ethnalisé, compromettant la construction démocratique en certains lieux d'Amérique latine ; le « robinet d'eau sale », descendant des bagnards de Nouvelle-Calédonie...

Les répertoires ainsi reconstitués vont au-delà de leur seule description. À partir des mises en scène du « Blanc, riche, lubrique » et de « l'Africaine, fille facile, vénale, perversie », Pascal Froissart (1999) parvient à décrypter l'exploitation de la rumeur sur base de scandale sexuel dans les médias conakrikas et à en révéler les jeux d'acteurs.

Stéréotypes et décodages sociétaux

Là réside précisément l'un des apports des sciences de l'information et de la communication, qui ne s'arrêtent pas aux seules analyses texto-centrées, comme le rappelle Simone Bonnafous (2006) : Yves de La Haye (1985) prévient ainsi de ne pas désocialiser celles-ci, tandis que, regroupés autour du sociolinguiste Charaudeau et coll., (2001), les chercheurs de la discipline, Guy Lochard et Jean-Claude Soulages, prennent en compte, en les croisant, aussi bien les lieux de production de l'information médiatique que ceux de sa circulation et ceux de son interprétation. Philippe Bouquillion replace encore

L'exercice de tous ces jeux d'acteurs dans un espace socio-économique et financier transversal, dont la convocation s'avère indispensable à la compréhension des enjeux communicationnels à l'échelle mondiale. Ces élargissements de la perspective invitent à ne pas en rester à une approche seulement individualisée de l'écriture médiatique, voire uniquement *méso* de l'intentionnalité entre acteurs sociaux, *intra* et *extra* murs, pour parallèlement accorder attention :

[...] à la concentration des marchés et aux pouvoirs de marché dont disposent les pôles, à la politique de la concurrence, à la propriété étrangère, à l'histoire des politiques publiques en faveur de la convergence, aux stratégies industrielles conduisant à des articulations croissantes entre les industries de la culture et les industries de la communication et aux mutations que connaissent les contenus. (Bouquillion, 2008, p. 274)

Sans ces prises en compte croisées et en n'accordant importance qu'à une seule de ces caractéristiques, la critique monocausale de la *doxa* peut effectivement se présenter elle-même caricaturale, susceptible de se cristalliser à son tour en *doxa*. Le reproche est ainsi adressé par Lucas Dufour (2005), contre les paresse intellectuelles dont témoigne Laurent Gervereau dans son analyse de l'information internationale produite dans les journaux télévisés de grandes chaînes de télévision de sept pays différents, dont cinq européens et un états-unien. Ainsi positionnée, la conclusion critique de l'étude réduit la problématique scientifique à un volontarisme d'ordre purement individuel, sans aucunement prendre acte d'autres facteurs explicatifs, dont les configurations économiques des supports par exemple. Renvoyant à un esprit de clocher médiatique – à la fois lié et aboutissant à une déficience de pluralisme – la fausse explication proposée, a-socialisée, conduit Laurent Gervereau à exprimer le vœu pieu et moral d'un alignement correctif de ces médias sur l'exemple donné par les médias sociaux, que l'auteur gratifie au passage de l'appréciation élogieuse de « puissant vecteur de liberté et de démocratie directe » [*sic*] (Gervereau, 2004, p. 45 et p. 155).

À l'opposé, certaines critiques de la *doxa* médiatique ne voient plus que la preuve d'une collusion idéologique. Aucune autre lecture explicative n'est même évoquée, alors que la méconnaissance criante des terrains pourrait aussi être envisagée à titre d'hypothèse, liée au rythme de production de l'information médiatique et à la *circulation*

circulaire de l'information internationale que vivent des journalistes peu avertis et pressés de rendre compte.

Marc Lits (2006) en fournit la lecture explicative des constructions stéréotypées relevant de l'engagement anti-israélien généralisé d'une catégorie de la presse française, lorsqu'elle traite des conflits israélo-palestiniens. Ainsi, le chercheur belge offre une lecture multi-causale des marqueurs de jugements exprimés dans son corpus d'articles de presse, dont les partis pris idéologiques, réels, ne sont ni systématiquement dominants, ni exclusifs. Pour comprendre ces conclusions médiatiques à l'emporte-pièce, le chercheur propose de prendre également en compte les pressions, démissions et facilités qui entourent les pratiques journalistiques des envoyés spéciaux. L'analyse de discours intègre ainsi les modalités organisationnelles des médias, dont la précarité des statuts, l'absence d'expertise de la presse généraliste, et les contraintes professionnelles telles que la temporalité, la concision et la simplification de l'écriture, les modèles rédactionnels disponibles et les chartes éditoriales, etc. Sans évacuer l'option des prises de position partisans pleinement assumées, cette compréhension de la co-construction des récits médiatiques se livre ainsi particulièrement complexe, quand l'événement médiatique percute le cadre tendu de l'actualité et du passionnement idéologique.

Marc Lits établit sa proposition méthodologique correctrice à propos d'un autre cas de figure : le traitement par les médias internationaux de « l'affaire du pédophile meurtrier » belge, Marc Dutroux. Huit ans après la première écriture médiatique du scénario au moment de la découverte des crimes et de l'arrestation de leur présumé coupable, les mêmes questions – depuis longtemps évacuées par les populations en Belgique, lieu du fait-divers – et les répétitions en boucle dudit scénario se retrouvent à l'identique dans les discours lâchés par la horde des journalistes étrangers, de retour sur le territoire au moment du procès. La facilité de la confusion de ces discours, observés par les Belges frontaliers depuis les reportages télévisés français surchargés d'inexactitudes et affabulations, pousse à écarter comme exclusive l'explication en termes de « dérive idéologique des médias ». L'hypothèse doit être intégrée de facilités d'écriture, imposées par l'urgence, la méconnaissance, la pression. Elle invite parallèlement à considérer les effets de contagion des discours de surface de ces couvertures médiatiques internationales (la *circulation circulaire de l'information*, dite encore « effet Hilton »), par lesquels les journalistes parachutés pallient leur méconnaissance personnelle

confondante des faits, des géographies, du système juridique belge. Ce traitement hors frontières est même devenu une affaire d'État, depuis la Belgique !

Dès lors et à juste titre, la sociologue française Corinne Iehl (2008) estime que le travail d'analyse critique, auquel procède la stéréotypologie dans les productions médiatiques, gagnerait « [...] à être pensé plus systématiquement et plus explicitement en termes de tension entre dialogisation et monologisation, y compris dans les compromis ou les concessions sociodiscursifs que les stéréotypes peuvent manifester, y compris à la marge » (Iehl, 2008, p. 3).

Avec d'autres, nous avons ainsi abordé les qualificatifs – étroitement déterministes – de « révolution Facebook », « révolution Twitter », « révolution numérique », attachés aux mouvements sociaux du début de la seconde décennie en Égypte et en Tunisie comme le résultat, pour partie, de la méconnaissance des terrains par de jeunes *geek* journalistes. Plus familiers des univers numériques, ils en transposent les codes et grilles dans leur lecture explicative alors qu'on aurait pu attendre, d'une distanciation plus avertie de la complexité des terrains traités, une disposition à en déblayer la connaissance, méthodiquement (Cabedoche, 2013a).

Ainsi déchargé du poids de la condamnation systématique et unilatérale du préjugé pour l'aborder dans sa vocation explicative, le chercheur envisage les idées reçues et les lieux communs avec une nouvelle perspective : considérer les rôles, paradoxaux, que les stéréotypes jouent au sein d'un environnement spécifique, au-delà de leur seule dimension stigmatisante.

6.3.2. *La doxa, objet de résonances sociétales*

C'est seulement au XIX^e siècle que le stéréotype s'accompagne d'une connotation systématiquement négative. Son contournement devient alors « l'une des grandes obsessions des temps modernes » (Amossy, 1991, p. 11). Mais affranchie de l'injonction puissante et déconnectée de l'obsession de la « véricité », une analyse des idées reçues aide à comprendre certaines dimensions d'une culture complexe, plurielle, difficile à saisir pour le regard « extérieur ».

Clifford Geertz le rappelle : s'il nous est impossible de nous mettre à la place de l'Autre, au moins pouvons-nous nous imprégner des manières dont il se saisit du monde. Comme nous l'avons déjà évoqué, Pascal Froissart (1999) s'y essaie avec bonheur. Partant

d'un proverbe africain : « quand un chien se met à aboyer à une ombre, dix mille chiens en font une réalité » et recourant ainsi à cet objet controversé qu'est la rumeur médiatique, le chercheur parvient à saisir l'inscription de celle-ci dans le substrat historico-culturel de la société guinéenne.

Doxa et expression des valeurs sociétales

Le stéréotype est donc signifiant de la société qui le construit, comme de son époque. Car s'il constitue une suspension de la pensée, le ralenti sur image révèle que la fixité des caractérisations stéréotypales ne s'exerce pas de manière définitive. Celles-ci se disposent au contraire par séquences historiques, en fonction de l'évolution des rapports de force et des enjeux traduits pendant chacune de ces séquences. Ainsi, l'image du musulman – avant et après l'effondrement des tours jumelles du *World Trade Center* dans le Lower Manhattan le 11 septembre 2001 – est signifiante par son évolution, telle que disposée dans les médias français ou dans le discours politique institutionnel du pays (Blanchard, 2003). La lecture synchronique de ces séquences est tout aussi éclairante : à partir de ce même événement du 11 septembre 2001, c'est cette fois l'image des États-Unis qui subit, en réaction, pareille réduction disqualifiante, révélée avec l'analyse des journaux grecs (Samaras, 2005). Parallèlement, le 11 septembre est célébré à partir du Chili comme la date anniversaire, 28 ans avant, de la prise brutale du pouvoir par la junte militaire dirigée par Augusto Pinochet, malédiction pour les uns, bénédiction pour les autres.

Ainsi, le stéréotype offre-t-il une grille de compréhension des effets de sens recherchés par la communauté qui le construit et l'entretient. Par exemple, même réduite à la carte postale et reprise ainsi à l'envi par les articles paresseux des médias généralistes, l'imagerie caractérisant la communication des collectivités territoriales révèle la perception des enjeux mondiaux par les animateurs de celles-ci à l'échelle locale. Alain Mons (1992) l'énonce : l'exacerbation de la concurrence par la mondialisation se répercute à ce niveau également. Dans le combat pour le leadership territorial, l'arme des techniques communicationnelles devient ainsi essentielle, jusqu'à participer pleinement d'une reformulation de l'espace public. Ainsi, pour ne citer que quelques villes européennes dont l'imagerie a été analysée il y a une dizaine d'années, Paris s'expose nécessairement romantique ; Budapest, folklorique ; Varsovie, historique ; Munich, festive ;

Prague, noctambule ; Vienne, nuptiale ; Amsterdam, décalée ; Madrid, *fashionable* ; Dublin, consumériste ; Bruxelles, authentique et tribale ; Londres, cosmopolite (Amirou et coll., 2011).

Le stéréotype participe donc de la « fabrication du patrimoine ». À ce titre, cet « art de mentir vrai », comme le désigne David Lowenthal (1998), fait également sens pour celui qui le reçoit. Comme le révèle Héloïse Lhéreté (2012), si l'imagerie (cartes postales, films, reportages...) se transforme en cliché, incapable en soi de conférer de l'épaisseur et de porter l'âme du lieu désigné, l'imaginaire parvient à refaire exister dans les esprits et dans les cœurs une destination spécifique de « l'objet transitionnel » ainsi disposé, que le touriste s'approprie ensuite selon son altérité et sa sensibilité propres. L'analyse croise à la fois les études de réception, qui témoignent de ce que les auditoires manifestent par rapport à l'offre de stéréotypes ainsi disposée dans les médias ; le *contrat de communication*, qui organise le produit informationnel comme le résultat de processus interactifs de co-construction ; les analyses de l'économie politique critique, qui en (re)socialisent les jeux tacticiens des acteurs ciblés autour des stratégies des acteurs en position hégémonique.

La recherche en information-communication dépasse aussi cette autre idée – également préconçue et héritage de la thèse des *effets forts* des médias – qui érige les discours stéréotypaux médiatisés en facteur déterminant d'influence négative sur les comportements sociaux. De manière inattendue, le stéréotype peut au contraire jouer ce rôle de « ferment actif » que Ruth Amossy pressent, il y a une trentaine d'années. La plupart des analyses postulent une adéquation – discutable – entre stéréotypie et discrimination. Mais le portrait du colonisé dessiné par Albert Memmi (1957) ne vieillit pas toujours comme initialement cadré par l'histoire : le pacte faustien à la Conan Doyle peut se révéler vertueux. Dans la lignée des travaux d'Erving Goffman (1963), renforcés par ceux de Didier Fassin et Richard Rechtman (2007), le traumatisme du stigmate doit aussi être appréhendé comme une ressource, utile pour l'analyse, comme l'entreprennent Clyde Plumauzille et Mathilde Rossigneux-Méheust (2014).

Discrimination et ferment social du stéréotype

La distanciation opérée offre donc de (re)considérer la construction stéréotypale en tant que *ferment actif*, qui interroge comment une culture écrasée peut paradoxalement retrouver existence, sous des

formes inattendues, en réaction contre les stéréotypes la désignant. Les sapeurs congolais recréent ainsi une « identité fière » autour de l'habillement provocateur des « grands messieurs », détournant le modèle de soumission vestimentaire imposé par l'anomie coloniale. Aujourd'hui, « l'art de la Sape » dépasse largement l'ethnie kongo et les clubs de Brazzaville et Pointe-Noire, pour consacrer une production politique spécifique et créative, dans un contexte précis.

Les combats linguistiques sont de ce point de vue particulièrement riches de ces phénomènes de déconstruction/reconstruction des identités meurtries, en constante agitation. Depuis le Maroc, Fouzia Benzakour (2007) montre ainsi comment le parler arabe, institué de seconde zone pendant la colonisation, retrouve sa place de « variété haute ». Mais le combat identitaire se réactive ensuite avec la montée en puissance de l'amazighe, contre l'imposition de la figure unitaire de l'arabo-musulman en Tunisie (Mezrioui, 2021). Ailleurs, le statut de la langue française passe de langue coloniale, imposée et décriée, à celui de langue mondiale, avant-garde de la diversité contre le nivellement provoqué par l'élection écrasante de la langue anglaise comme *lingua franca* dans les répertoires mondiaux. Cette reconfiguration peut ainsi désigner la première comme l'idiome approprié pour forger une identité nouvelle, en harmonie avec les langues locales, elles-mêmes en prise avec la reconstruction identitaire : à Madagascar, Jean-Luc Raharimanana (2015) révèle combien la pratique de la *lingua franca* française, pourtant « langue coloniale », évite d'avoir à trancher entre les parlers sakalava, antakrana, bara, betsimiraka, betsileo, antandroy..., ce qui aurait poussé à se mettre en marge des autres communautés ethniques. Au Brésil, Juremir Machado da Silva (2003) rappelle le rôle du portugais dans le même sens. Ailleurs encore, la corrélation est établie entre la pratique de la langue anglaise des étudiants chinois en Amérique du Nord et leur ouverture à des expressions musicales, jusque-là exotiques pour eux (Jia et Koku, 2019), etc.

Le regard sur les mass-médias se révèle pareillement plus ouvert aujourd'hui. Dans les années quarante à soixante, ils sont d'abord désignés en tant que véhicules de conservatisme, ou de modernité pour les diffusionnistes. Dans les années soixante-dix/quatre-vingt, la question de l'influence des médias est directement posée, centrée par les uns sur les potentialités sélectives de la réception qui en révèlent la profonde autonomie, et par les autres sur la révélation des liens structurels des organisations médiatiques, qui en démasquent les phénomènes d'impérialisme culturel. Aujourd'hui, l'incertitude domine et

pour la recherche en sciences de l'information et de la communication comme en sciences politiques, les diagnostics ne présentent plus les assurances des années précédentes quant au pouvoir des médias, comme l'analyse Grégory Derville (2017).

Ainsi, sans pour autant se présenter complaisantes, des lectures moins dichotomiques se dégagent de tous ces croisements. Grâce à l'apport notamment de Jesús Martín-Barbero (1987), la distanciation permet de sortir des lectures fermées de l'école de Francfort, qui ne voient qu'idéologie et mystification dans la culture de masse. La (re)lecture de l'auteur hispano-colombien profite d'une définition conflictualiste de la culture, directement inspirée d'Antonio Gramsci. Transnationaux, les médias ne sont plus considérés seulement comme des canaux ou des moyens de communication conformément aux modèles implicites hérités de l'ingénierie, mais comme autant de médiations. La massification de la culture par les industries culturelles ne peut plus être lue seulement comme une menace envers une culture populaire, laquelle serait par définition « authentique » dans sa tradition et légitime sans nuance aucune, mais aussi dans sa capacité potentielle de résistance et de changement social. Elle est désormais reconsidérée « comme le champ contemporain des torsions et tensions culturelles ». Jesús Martín-Barbero (1993) invite ainsi, à juste titre, à parler en termes « d'imbrication conflictuelle dans la massification », plutôt que de penser le populaire systématiquement en termes « d'extériorité garantie » et d'authenticité malmenée.

Par ailleurs, les relations entre chercheurs et journalistes se redéfinissent. L'ouverture naît d'abord de l'apport d'une sociologie compréhensive, qui autorise certains rapprochements, puis surtout, d'une redéfinition des paradigmes caractérisant la valorisation sociétale de l'information scientifique et technique.

Les sciences de l'information et de la communication en France sont particulièrement imprégnées de cette mutation, dès leur apparition.

Le glissement des paradigmes de la publicisation de l'information scientifique

La connaissance ne se construit pas depuis un donjon, isolée de toute interaction sociale.

Josiane JOUËT

Pour saisir davantage les enjeux de la communication à l'échelle planétaire, le questionnement pousse désormais à penser la relation que les chercheurs entretiennent eux-mêmes avec leur environnement sociétal, sous l'angle de la médiation. À ce titre, les croisements des regards montrent que le temps est aujourd'hui dépassé des premiers paradigmes de la publicisation scientifique, qui réduisent celles-ci à de simples monstrations pour profanes curieux. De fait, avec l'évolution des propositions de valorisation de l'information scientifique et technique dans la sphère publique, c'est l'ensemble des relations caractérisant les échanges sociétaux des scientifiques autour de leurs objets de recherche qui se trouve modifié.

La diffusion de l'information scientifique dans le corps social comme l'impact de ce social sur cette production scientifique posent d'abord la question du rapport de la science avec les médias. Considérer ce champ non plus dans ses contenus mais lui-même en tant que médiation, comme y invite Jesús Martín-Barbero, renvoie à ce questionnement des paradigmes à partir desquels les sciences de l'information et de la communication vont aussi construire du savoir sur ce terrain. De fait, le croisement des perspectives révèle, dans un premier temps, des tensions moins systématiques qu'il n'y paraît *a priori*, entre producteurs d'information scientifique et producteurs d'information médiatique. Le questionnement des théories de la médiation conduit ensuite à redéfinir la relation du scientifique au

politique, puis au citoyen. C'est à partir de cette *transcientificité* que le saisissement des enjeux communicationnels à l'échelle planétaire est déjà entrepris, avant même la constitution des sciences de l'information et de la communication en France.

7.1. Des configurations sciences/médias plus ouvertes, à la convergence des *regards-monde*

En proposant d'interroger la relation que les chercheurs en sciences de l'information et de la communication entretiennent avec les médias, il ne s'agit pas d'accréditer Timothy Garton Ash, quand l'auteur, journaliste et chercheur, avance imprudemment que « de plus en plus de chercheurs croient ce qu'ils lisent dans les journaux¹ ».

Sans doute, une proximité existe, visible quand le débat à l'antenne de chaînes de réflexion convoque enfin des chercheurs spécialistes de ces enjeux communicationnels. À ce jeu dialogique sur les plateaux de télévision et dans les médias généralistes en France, se prêtent aussi bien Arnaud Mercier, Pierre Musso, François Jost, Nicolas Péliissier, Pascal Lardellier, Alexandre Eyriès, et bien d'autres, au titre de leur discipline respective. Par ailleurs, bon nombre de chercheurs en sciences de l'information et de la communication fourbissent leurs premières armes professionnelles dans le journalisme, dont en France Yves de La Haye, Denis Ruellan, Michel Mathien, Jacques Le Bohec, Bernard Idelson, et nous-même.

Cette connaissance de l'intérieur explique que, comme l'exprime Rémy Rieffel (1997), les deux milieux, journalistes et clercs, se vouent parfois une « fascination » réciproque. Par ailleurs, Elihu Katz (2009) juge l'activité du journaliste plus proche de celle du scientifique que de l'activité de consultance libérale : le sens du service public peut être pareillement aigu entre producteurs d'informations, que ceux-ci soient chercheurs ou journalistes. Une même appréhension intuitive du monde social et volontariste de l'action peut déclencher la pratique journalistique, l'appareillage méthodologique, conceptuel et théorique du chercheur en moins. Enfin, les deux types de diffusion jouissent chacun de l'onction que leur procure l'autorité de leurs supports respectifs, laquelle distingue la publicisation de leurs discours de toute autre parole commune : « Le journal permet de dire la vérité des faits bien plus que le récit individuel ou le journaliste isolé » (Katz, 2009).

1 Timothy GARTON ASH, *loc. cit.*

La proposition réclame cependant inventaire de ses énoncés implicites. Précisément, la distanciation scientifique est appelée sous peine de sacrifier à ce *médiacentrisme* que rejettent tant le Britannique Philip Schlesinger (Schlesinger, Zeitlin et Rizzi, 1992) que l'Hispano-Colombien Jesús Martín-Barbero. Le premier observe ce risque dans la plupart des travaux en sociologie du journalisme consacrés au rapport aux sources, le second le repère par contraste avec les pratiques culturelles des jeunes hors des supports classiques.

Il reste certes opportun de dépasser la méfiance réciproque de rigueur entre journalistes et chercheurs, cette « Guerre froide » parfois rigide à laquelle précisément, Timothy Garton Ash souhaite mettre fin. Mais dans les faits, le projet est complexe. Car si la sympathie peut s'installer entre les hommes, la distinction s'exerce dans les écritures, différentes par nature malgré les correspondances (Cabedoche, 2004a). De la même façon que les journalistes « professionnels » travaillent aujourd'hui avec des producteurs d'information non titulaires d'une carte de presse tout en les maintenant à distance, la relation tend vers la *coopétition* (coopération et compétition) entre chercheurs et médias dans l'exposé des enjeux communicationnels à l'échelle planétaire.

7.1.1. Une coopétition, à équidistance de l'isolement scientifique et du médiacentrisme

Malgré certains apaisements, les méfiances perdurent, de part et d'autre, entre producteurs d'informations médiatiques et producteurs d'informations scientifiques.

Médiatisation des savoirs et méfiances réciproques

En particulier s'ils sont envoyés spéciaux au front par exemple, les journalistes de terrain se déclarent facilement allergiques à toute théorisation de leurs pratiques². L'élan défensif est le même, qui, déjà, oppose ces baroudeurs nostalgiques des Morton Stanley et Albert Londres aux collègues du *desk*, spécialistes de rubriques, par exemple financière, et méprisants envers un grand reportage par trop généraliste, bavard plus qu'expert (Chupin, 2003).

De leur côté, les producteurs de savoirs académiques sur le journalisme et les médias expriment parfois leur agacement face à

2 Voir Patrick PÉPIN, Éditorial, *Les Cahiers du journalisme*, no 1, 1996, p. 5.

l'opacité organisée par les instances médiatiques elles-mêmes quant à leur organisation et leurs pratiques (Wolton, 2012), quand ces mêmes chercheurs ne s'enferment pas dans la suffisance lors de leurs confrontations houleuses avec les « scribouillards ». Significatif en ce sens est le performatif péremptoire : « L'élite, c'est moi », qu'oppose le Pr Didier Raoult à l'écran, agacé par l'hallali qu'il dit subir des médias, pour avoir défendu le traitement de la COVID-19 par l'hydroxychloroquine.

Les crispations se renforcent d'autant plus que les chercheurs pâtissent d'un déficit croissant d'occupation de la sphère médiatique : « De nombreux observateurs de la chose dite culturelle ont, depuis une décennie environ, diagnostiqué une sorte de prise de pouvoir des journalistes (et des médias) dans la sphère de la discussion publique et ce, au détriment des intellectuels dépossédés de leur prestige d'autrefois » (Rieffel, 1997).

Pour Rémy Rieffel, cette relative mise à l'écart du clerc académique s'explique par l'engagement aveugle passé de certains d'entre eux, promoteurs inconditionnels des modèles « exotiques totalitaires » mis en place à Cuba, au Vietnam, en Chine, au Cambodge... Au passage des années soixante-dix/quatre-vingt, ces porteurs de la parole (con)sacrée se retrouvent effectivement disqualifiés pour « idéologisme », dépossédés de leur influence par les nouveaux porte-parole issus de la sphère artistique ou d'associations luttant pour les droits de l'homme. En novembre 2021 aux États-Unis, procureur parmi d'autres de l'échec global d'un enseignement supérieur supposé « gangrené par la woke culture », la journaliste Bari Weiss proclame la création d'une « université libre » à Austin, vouée à la recherche « intrépide » de la vérité [*sic*] et déjà qualifiée de « Trump University ». La tension vise également, à son corps défendant, l'Institut d'études politiques de Grenoble en France, (où nous-même intervenons), agité par les accusations d'islamo-gauchisme [*sic*].

Dans un climat plus apaisé, le journaliste animateur du débat télévisé se montre cependant plus à la recherche du « bon client », qui crève l'écran par la fluidité de son expression et assure l'audimat (collectif, 2022), que de l'analyste hautement qualifié, dont l'énonciation en perte de vue écraserait la qualité scientifique certaine de l'énoncé.

Intéressante, l'explication n'est cependant pas suffisante. Depuis le pamphlet rageur de Pierre Bourdieu (1996), furieux après son départ précipité d'un plateau télévisé où il s'estime victime du nivellement de la parole académique, les dispositifs de débat offerts par le passage à la télévision rencontrent régulièrement la critique des chercheurs.

Depuis l'Université Laval à Québec, François Demers (1995) observe que si la connaissance scientifique et rationnelle réinvestit la communication publique, « [ce] n'est pas au rang de modèle de la connaissance mais, plus modestement, au titre de domaine d'activité, de prestige et de droit de parole publique parmi d'autres. »

Alors, quand la reformulation par l'animateur des énoncés discursifs originels du chercheur fourmille d'avatars fâcheux, la condamnation prononcée par le clerc pour trahison de la part des médias est immédiate. Le rejet est tout aussi rapide quand, pour illustrer le débat, la disposition à l'écran par le journaliste des icônes et symboles médiatiques se présente faussement analogique, par exemple s'ils ne sont là que pour pallier le déficit de figurabilité et l'insuffisance des indices – au sens de Charles Sanders Peirce (1978) – ou pour observer un suivisme paresseux des confrères (Flaysakier, 1997). Sans doute, le chercheur mobilise lui aussi ces icônes et symboles dans sa démonstration, mais avec une extrême prudence, dans des formats pédagogiques longuement préparés et attestés, dont fait état Daniel Jacobi (2005). Pour exemple, la critique scientifique se gausse de ce gribouillis très approximatif, proposé à titre explicatif par « l'expert » journaliste de service ce jour-là, entreprenant – sans le moindre prérequis scientifique – d'expliquer à l'antenne le dysfonctionnement à l'origine de l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island aux États-Unis. La disqualification scientifique est ainsi régulière de l'acte de vulgarisation opéré par le journaliste (Cabedoche, 2003b), plus souvent chambre d'écho des propos d'abord dissonants et générateur de moments mémorables que pourvoyeur obstiné du débat de fond, inscrit dans le déroulé peu tapageur de la longue durée.

Pour exemple encore, animés autour de l'évaluation des enjeux liés à la pandémie de la COVID-19 par des médiateurs plus ou moins avertis, les débats télévisés se montrent dramatiquement « riches de bon sens » : ils fourmillent de ces raccourcis, confusions des liens de corrélation et de causalité, convocations désordonnées des *big data*, nivellements des expressions, clôtures des débats et conclusions péremptoires sans nuances. Sur fond de règlements de compte, querelles d'*ego*, approximations et autres biais de cadrages, la confusion à l'antenne devient extrême, dans laquelle le chercheur invité se retrouve, à son corps défendant, négligemment confondu par les experts autoproclamés, abonnés des écrans : « On pourrait même se demander dans quelle mesure la recherche de légitimité n'est pas l'enjeu même de certains échanges, notamment pour des

contributeurs aux positions climatosceptiques qui soulignent régulièrement le manque de reconnaissance (notamment de la part de la “science officielle”) » (Campion, 2016).

Ainsi, la mise à distance ne se réduit pas à un « narcissisme des différences mineures ». Les convergences entre les deux types de production d’information sont freinées par la nature de l’écriture journalistique : celle-ci emprunte facilement à la narrativité romanesque ; abuse des illustrations à valeur d’icône plutôt que d’indice ; met en scène des personnages plutôt que des personnes ; multiplie les effets de captation et effets d’authenticité ; fourmille de périrécits..., ce que s’interdit l’écriture scientifique (Cabedoche, 2004a).

Pour autant et malgré les incomplétudes de leur relation, les centres d’intérêts réciproques et expériences partagées témoignent de nouveaux rapports entre producteurs concurrents d’information, scientifique et médiatique, offrant au savoir quelque chance de publication élargie.

Médiatisation et « chance aux savoirs »

Même s’ils restent à l’écart des problématiques des sciences de l’information et de la communication, parfois jugées « extérieures à leurs préoccupations », les questionnements des « professionnels de l’information » s’en rapprochent aussi. Tel est le cas à la faveur de la mise en place de programmes de formations pratiques à l’université animés par des journalistes vacataires, ou à l’occasion de partenariats académiques avec les écoles de journalisme reconnues par la profession. Les relations entre journalistes et chercheurs s’étoffent encore, *via* les réseaux, les travaux associés et les publications dans des revues communes³.

Surtout, avec les théories de la médiation scientifique, le journaliste se voit pris en considération par le saisissement scientifique, autant comme objet que sujet. Denis Ruellan (1992) montre ainsi qu’à certaines conditions, la médiation du chercheur favorise la médiatisation des savoirs, et réciproquement. Cohérent, l’auteur en question entreprend lui-même cette médiation de la médiatisation, apportant

3 L’exemple est significatif de ces cohabitations avec l’animation de réseaux comme le Réseau d’études sur le journalisme (REJ) ; les participations communes dans des Groupements d’intérêt scientifique (GIS) ; les publications croisées dans les mêmes revues spécialisées *Sur le Journalisme* depuis Rennes, Québec, Bruxelles et Brasilia et *Les Cahiers du journalisme* depuis Lille, Québec et Ottawa.

le renfort scientifique à l'appréhension du Brésil par la télévision française (Ruellan, 1997). Dans le climat général d'incompréhension des mouvements sociaux dans les « pays arabes » par les médias français, les journalistes les plus réservés quant aux explications technodéterministes se révèlent être également ceux qui entretiennent leurs échanges de manière soutenue avec des figures consacrées de la recherche académique (Cabedoche, 2013a).

Ainsi, sans lâcher la critique sur les enjeux des industries de l'information, des confrontations prudentes sont entreprises, souvent à l'initiative de chercheurs, attachés de leur côté à rompre avec les approches théoriques des années soixante-dix embuées de vulgates normatives (Proulx, 1999). Les analyses se font plus nuancées, prenant acte dans le cadre d'une sociologie compréhensive des contraintes de la construction de l'information médiatique (Derville, 1999), des temporalités spécifiques à l'exercice (Palmer, 2002), et des contradictions internes aux rédactions :

[...] Les mutations affectant les médias viennent encore provoquer des discussions enflammées sur leur impact social dans un contexte qui [*sic*] se pose avec toujours plus d'acuité la question de leur contrôle – au prix parfois d'oublier à la fois les déterminations sociales hors médias et le fait que les médias eux-mêmes sont des institutions sociales traversées de contradictions et de tensions. (Lafon, 2019)

De son côté, surtout si le débat se présente affectivement chargé, le discours d'information médiatique trouve intérêt à intégrer à son tour les logiques du cheminement scientifique, alors qu'il a de plus en plus tendance à traiter de tout dans les normes journalistiques. Car si le discours scientifique n'est pas, dans l'absolu, plus vrai qu'un autre (Godard, 1999), il est cependant plus facilement discutable par l'affichage de ses protocoles de recherche, ouvrant à la possibilité d'une correction par l'instrumentation ou à la redéfinition des problématiques. Et parce que l'auteur du discours d'information médiatique se vit au confluent de plusieurs relations, donc de pressions contradictoires, la référence aux discours scientifiques l'aide parfois à dépasser ses propres contraintes et à desserrer l'étau de ceux qui, à leur tour, tentent de s'imposer agressivement comme *définisseurs primaires* (Cabedoche, 2003a, p. 62-97).

Réciproquement, ces formes de médiation croisée autorisent le narrateur médiatique à agir en tant qu'agent esthético-narratif, éthico-narratif, mystico-narratif, politico-narratif, supplétif à certaines incapacités disciplinaires du chercheur. Ainsi, créant du lien social, par l'artifice de la disposition des faits de série et de l'entretien d'une mémoire des crises, le journalisme offre une occasion de partager une même expérience et un séquençement du rapport au monde. Il se positionne encore comme espace de « créativité dans un monde ordinaire » (Antoine, 1997) et s'offre salutairement stimulant vis-à-vis de l'énoncé scientifique. Enfin, en disputant la monocredibilité technico-scientifique, le discours d'information médiatique atteint parfois le stade de l'infrarécit, générateur d'un autre rapport au monde, et donc d'un autre fondement du rapport à la science dans notre société (Oger et Ollivier-Yaniv, 2003).

À condition de toujours articuler ces discours dans leur interaction et de considérer le contexte social de leur production et de leur diffusion, les médias classiques constituent l'un des lieux de la confrontation des enjeux de pouvoir, en même temps que celui, privilégié, « de l'interpellation du politique sur le progrès de la science, de la technologie, de son utilisation » (Sicard, 1988). Les travaux en sociologie du journalisme montrent ainsi que l'institution publique est toujours dans une relation d'interdépendance avec les médias dominants, à la fois productrice d'informations de premier plan et introduisant les corrections nécessaires de son action, révélées par cette interaction (Schlesinger et coll., 1992).

Ainsi, Rémy Rieffel le pointe : sans le soutien de la presse, les intellectuels défenseurs du capitaine Dreyfus au nom des sciences juridiques et de l'éthique n'auraient sans doute pas rencontré l'écho recherché dans l'opinion au tournant du xx^e siècle, ni obtenu la réhabilitation judiciaire qui a suivi. Eliseo Verón interroge pareillement le révélateur médiatique : s'il n'y avait eu qu'une « panne » le 28 mars 1979, comme l'auraient retenu les initiés avant que les discours d'information médiatique ne construisent l'accident-nucléaire-de-Three-Mile-Island, le gouvernement états-unien n'aurait sous doute pas créé de commission d'enquête sur la sécurité dans les centrales ; le gouvernement français n'aurait sans doute pas autant œuvré à renforcer les normes de sécurité dans les centrales françaises. De la même façon, sans cette crise de confiance réveillée par la gestion pitoyable du « Tchernobyl médiatique » en France, il est permis d'interroger

le devenir de ce débat-citoyen, dont le ministère de l'Industrie tente, avec d'autres, d'amorcer le développement en 2003.

Ces croisements des regards médiatiques et scientifiques montrent bien que le temps est aujourd'hui dépassé des premiers paradigmes de la valorisation scientifique, qui se limitent historiquement à de simples affichages pour profanes curieux.

7.1.2. *Des paradigmes évolutifs de la mise en visibilité des jeux scientifiques dans la sphère publique*

Organisant la diffusion des savoirs vers le « profane » en dehors des formats pédagogiques scolaires et universitaires, l'Antiquité institue le paradigme de la *monstration*. L'*onomasticon* livre des listes de mots selon un ordre thématique, mais se présente moins comme dictionnaire partant d'une observation des réalités, que comme témoignage... « [...] d'un mouvement général de valorisation, de conservation et de transmission d'un passé, de sa culture et plus précisément des auteurs grecs des v^e et iv^e siècles avant J.-C. » (Mathé, Moretti et Rabatel, 2015).

Les *chambres des merveilles* répondent ensuite à « l'esprit de studiosité », comme Thomas d'Aquin se plaît à le distinguer de la simple curiosité, disposition renvoyant trop à un vice à ses yeux. Le témoignage caractérise alors ce goût pour l'entassement d'objets hétéroclites, fragiles, étonnants, encore revendiqué aujourd'hui : « [Par celui-ci,] se construit le processus d'apprentissage, la constitution d'un savoir vrai, car marqué par l'observation, l'expérimentation, la comparaison » (de Baecque, 2011, p. 7-12).

Dans le même esprit, la Renaissance crée le *cabinet de curiosité*, ancêtre du musée. On y entrepose tout, avec un goût pour l'inédit, l'hétéroclite, l'inconnu lointain, selon les croyances d'alors. On y trouve ainsi... du sang de dragon séché ! Certes, il s'agit d'une pensée magique, néanmoins exemplaire d'une culture savante de la curiosité, inépuisable de syncrétisme. Antoine de Baecque en fait l'éloge : « [...] une science des *curiosa* s'est ainsi constituée dans ces marmites bouillonnantes de culture, une mémoire du savoir occidental s'est forgée dans ces capharnaüms, un catalogue de l'esprit humain s'est écrit dans ces musées de l'étrange » (de Baecque, 2011, p. 7-12).

Le paradigme de la démonstration s'impose ensuite avec le *cabinet de sciences*. Prémice des laboratoires actuels, l'exposition s'offre au regard extérieur comme lieu où le savant range son matériel et prépare ses expérimentations. Comme d'autres dans la seconde

moitié du xviii^e siècle en France, la collection du cabinet d'Antoine-Laurent de Lavoisier se révèle aujourd'hui une mine précieuse pour reconstituer l'état des sciences de l'époque, rassemblant de multiples fiches annotées et offrant l'étiquetage des innombrables spécimens ainsi consignés. Un an après la fin des expériences de l'auteur, définitivement interrompues par la guillotine, le texte de la loi Danau devient autorité, portant sur l'organisation de l'instruction publique le 25 octobre 1795, qui oblige à l'institution près de chaque école centrale d'une bibliothèque publique, d'un jardin, d'un cabinet d'histoire naturelle et d'un cabinet de chimie et physique expérimentales.

Mais dans la mesure où le fossé grandit entre le vocabulaire et le monde du savant, et ceux des « gens peu cultivés », l'absence de référent commun pour une éventuelle traduction voit la transmission scientifique repensée en termes d'arbitrage, confié à un tiers.

Le xx^e siècle ouvre au paradigme de la vulgarisation, vite déléguée à ce « troisième homme » que Jean Oulif et Abraham Moles (1967) désignent en pointant les médias.

Triangulation et médiation scientifique

Dominique Wolton explique :

[...] cette grande entreprise, pendant un siècle, a assuré par journaux, publications et livres interposés le passage de la science, du monde des savants à celui de l'espace public. Un jeu à deux, avec la vulgarisation comme point de bascule, dont on ne soulignera jamais assez son rôle dans l'émancipation culturelle. Certes le contexte culturel, favorable à la science, facilitait les initiatives de vulgarisation, mais rien ne serait plus faux que de minimiser son rôle pendant un siècle. Elle fut et demeure un grand projet culturel et politique, dont une bonne partie des orientations reste encore juste. (1997, p. 9)

Mais ce paradigme de la vulgarisation contient, latente, la tension désignée par le couple opposition traduction/trahison : la crainte reste permanente chez le scientifique de l'altération du noyau dur de son énoncé par ce « troisième homme », comme l'exprime le linguiste français Jean Peytard dans les années quatre-vingt.

Des malentendus se créent, entre le chercheur et le journaliste, déjà au niveau des appellations partagées : enquête, article, journal,

vérification, objectivité... Assumée chez le chercheur, qui la dispose dans la livraison de ses résultats auprès de ses pairs dans les colloques et autres rencontres « sans frontières », la référence à la « communication » autour de l'acte de diffusion de l'information scientifique et technique provoque facilement l'allergie du journaliste. Dans les milieux de presse, « communication » est souvent associée aux manipulations de la propagande et de la publicité commerciale, contre lesquels l'idéaltype journalistique défend sa légitimité. Les journalistes ont ainsi tendance à farouchement s'arc-bouter contre la distinction entre « information » et « communication ».

En France, par exemple, la *science de l'information* succède à la *science de la presse* en 1930, pour accueillir d'autres supports, en particulier l'audiovisuel. Après la Seconde Guerre mondiale, le journalisme se (re)constitue en opposition aux dispositifs de propagande : emprunté aux Anglo-saxons, et dérivé du latin, le terme *média* est alors opportunément convoqué. Il permet de distinguer l'information noble des dispositifs marchands et idéologiques – à vocation exclusivement promotionnelle – de la propagande, de la réclame, de la publicité, puis de la « communication ». La défense acharnée du statut de journaliste – bien que flou par essence – témoigne de cette volonté de distinction radicale entre le monde de l'argent et celui de l'information, entre le monde de la propagande et celui du journalisme, que le modèle économique, instable, des organisations médiatiques vient pourtant régulièrement contrarier (Leteinturier, 2014).

Pendant ce temps, les sociétés savantes se penchant sur les objets médiatiques (supports, dispositifs, écritures, organisations, publics, rapports sociétaux...) ne s'encombrent pas de cette distinction imposée par les instances professionnelles et se regroupent au niveau mondial en *International Communication Association* (ICA) en 1950 et en *Association Internationale des études et recherches sur l'Information* (IAMCR).

Quelques chercheurs témoignent encore d'atermoiements poussant à la distinction réclamée par les journalistes. Avant Dominique Wolton, qui range l'information du côté du signe, de l'unité cognitive et symbolique et la communication du côté de la relation, Daniel Bougnoux distingue « l'information » de la « communication », dans un sens cependant éloigné des pudeurs offusquées des journalistes, en renvoyant à Jürgen Habermas : « [...] dans les sociétés démocratiques, [le sacre de l'information] relève d'une démarche éthique : la recherche de l'information (l'information est soit vraie, soit fausse),

dans un souci d'intérêt général et de bien commun » (Bougnoux, 1995, p. 35).

Par opposition, la « communication » désigne la relation et reste associée à une démarche stratégique et pragmatique, relevant de la performance :

Elle est de fait soumise à un régime instrumental visant moins l'« entente » (au sens de la théorie de l'agir communicationnel d'Habermas) que le « succès » d'intérêts particuliers. Ce régime est conditionné par les trois principes « de plaisir, de marketing et de construction du sens ». La communication peut rencontrer la vérité et le bien commun, mais ce n'est pas sa finalité première. (Bougnoux, *ibid.*)

Cette distinction constitue aussi une fausse querelle : nombre de pratiques « journalistiques », souvent présentées comme occasionnelles, relèvent d'instances et de démarches de « communication » (Ruellan, 2005).

Au-delà des querelles terminologiques, le même acte de diffusion du savoir n'est cependant pas offert sur les mêmes bases, selon qu'il se retrouve assuré directement par le chercheur, ou relayé par le journaliste. Dans le premier cas de figure, le dispositif de communication scientifique se veut parcimonieux, lié à l'originalité du propos et correspondant aux délais de latence imposés pour la vérification, l'évaluation et la validation habituellement requises par les protocoles scientifiques de sa discipline. *A contrario*, les écritures journalistiques ritualisent et démultiplient les échanges *via* leurs agendas médiatiques, pour assurer leur présence, parfois en continu.

D'un côté encore, la communication scientifique *intra-muros* se veut longuement préparée, selon des protocoles rigoureusement établis et des prérequis soigneusement exposés. De l'autre, le *patchwork* distendu des paroles médiatiques s'étale, dont le nivellement – qualifié de « spontanéisme » par Robert Boure – freine la perception et la hiérarchisation des enjeux. D'un côté enfin, la communication scientifique se veut centrée sur la rigueur de l'énoncé, « comme s'il n'avait pas de destinataire » et se limite principalement aux fonctions référentielles et métalinguistiques du langage. De l'autre, la confusion médiatique se complaît dans les jeux de mots, de sens et de pensée, liés à la recherche de la résonance maximale et des *effets de captation*, dans la profusion des fonctions expressives, phatiques, rhétoriques et incitatives du langage (Cabedoche, 2003c).

Aujourd'hui, ce jeu réduit à deux est terminé. La diffusion de l'information scientifique et technique dans le corps social rencontre le nouveau paradigme *de la médiation* scientifique et technique. L'évolution est significative. Elle prend acte de ce qu'au moins quatre types de locuteurs sont interpellés, conjointement : la science, la communication, la politique, le public, chacun d'eux étant lui-même divisé en sous-groupes (Wolton, 1997, p. 9-14).

Ainsi, à l'instar de la dynamique de (re)légitimation des journalistes dans la diffusion des problématiques dans le corps social, le chercheur abordant la communication au niveau planétaire prend acte de deux autres formes de légitimation sociale, à côté de celles du chercheur et du médiateur journaliste : à savoir les légitimités respectives de l'action publique et de l'action citoyenne, dont il faut seulement distinguer la nature pour ne pas encourager les confusions avec la légitimation scientifique. Cette évolution participe de ce qui commence à être désigné par le terme *transcientificité*.

7.2. L'évolution des rapports sciences/société

Nous l'avons déjà évoqué (chapitre 5), par *configuration*, le sociologue allemand Norbert Élias désigne l'ensemble de dépendances réciproques que connaît tout système social, par lequel les acteurs sociaux sont liés les uns aux autres, selon un équilibre de tensions plus ou moins stables. L'auteur inspire particulièrement les analyses, à l'entrée du troisième millénaire. Face aux risques d'épuisement de la nature, d'exploitation sans vergogne des énergies, de manipulations génétiques et alimentaires sans éthique, de surveillance des données et des personnes sans pare-feu, de pandémies sans gestes barrières et de guerre potentiellement mondiale, atomique, chimique et bactériologique sans interdiction juridique, les exigences croissantes poussent à l'interpellation publique de toutes les parties prenantes. Baudouin Jurdant (1998) l'énonce avec « l'affaire Sokal » : le discours sur l'information scientifique et technique « n'appartient plus à personne ». Du moins, il ne relève plus d'une seule instance.

Le constat conduit à repenser la relation entre le scientifique et l'acteur politique, avant de considérer l'expérimentation de nouveaux « systèmes de confiance » avec les citoyens dans leur rapport à la connaissance. Avec en arrière-plan le rôle considérable que les instances scientifiques occupent dans la compétition économique

mondiale, « plus que jamais, la science et la technique sont inséparables des décisions politiques » (Wolton, 1997, p. 9).

Précisément, après avoir tendu entre un modèle *rationnel* ou *technocratique*, accordant la part belle à « l'expert » et un modèle *décisionniste*, plaçant le politique au premier plan, l'alternative s'ouvre avec Jürgen Habermas : un modèle *pragmatique* configure aujourd'hui les recherches de nouveaux équilibres entre les partenaires, dont les expérimentations s'accompagnent de la remise en cause des formes traditionnelles de légitimation des discours.

7.2.1. La défiance croissante vis-à-vis des modèles décisionniste et technocratique

Les rapports sciences/État sont codifiés en France en vue de garantir l'indépendance du chercheur. Cependant, les travaux rappellent que l'aptitude à la surveillance dont la puissance publique fait preuve, dès l'établissement de services publics postaux, s'étend à la société tout entière.

Fondement scientifique et décision dans l'histoire

Jusqu'à la Révolution française, pouvoir politique et pouvoir religieux se combinent en ce sens en France : au même titre que les journaux formant l'opinion publique, les écoles, les idées et les livres sont « entre les mains de l'Église, soutien indispensable à la domination de la monarchie », comme le rappelle l'économiste André Tiran (2020).

Symbolique de cette dépendance extrême de l'expert scientifique vis-à-vis du décisionnaire, religieux et politique, le contrôle exercé par Louis XIII et Armand Jean du Plessis, cardinal de Richelieu sur Théophraste Renaudot, « l'ancêtre des journalistes », s'étend pareillement aux discours savants. L'exercice se déploie notamment à partir de l'étroit service de surveillance du réseau de capucins mis en place par le *tenebroso-cavernoso* (éminence grise) du cardinal de Richelieu, François Leclerc du Tremblay, encore appelé le « père Joseph ».

Il faut toute la réflexion depuis l'Angleterre de John Milton au XVII^e siècle pour que la soumission préalable au système de l'autorisation préalable commence à être considérée comme un mauvais régime de publicisation de l'information. Le plaidoyer du poète pour la liberté de publier connaît bien une limite : sauf à ce que la liberté ne devienne licence, le privilège de la réflexion savante reste celui des puritains,

consacrés à la révélation de la Vérité chrétienne. Mais ce premier traité prépare la conception libérale de l'information : John Milton considère que c'est l'accès à l'information et sa publication plutôt que sa restriction qui libèrent cette Vérité. Les mauvaises idées se diffusent toujours, même censurées. Par ailleurs, rien ne garantit que l'homme d'État soit mieux à même de procéder au tri que le commun des mortels. Enfin, ériger une règle d'autorisation préalable revient à jeter un doute sur la force propre de la Vérité : « Qui a jamais vu la Vérité avoir le dessous dans une controverse libre et ouverte ? » (Milton, [1644] 2009).

La relation avec le pouvoir dont témoigne par la suite Antoine-Louis-Claude Destutt de Tracy ([1798] 1992 : 324-326) est significative, bien que peu étudiée comme l'ensemble de la culture française entre la deuxième moitié du XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Devenu comte de l'Empire sous Napoléon 1^{er} bien qu'opposant, le philosophe tente de fonder une science, l'*idéologie*, qui se préoccuperait de « l'analyse de la pensée, tout simplement ».

Le projet s'inscrit dans la continuité de la philosophie des Lumières, plutôt que marqueur de la fin de cette période. Il ne représente d'abord pas une menace pour le pouvoir : « [...] la formulation néologique de la notion d'idéologie utilisée par Destutt de Tracy en 1797-1798 pour désigner la "nouvelle science des idées" semble intervenir dans un ciel serein, garanti par la relative stabilité de la République directoriale, où règne la seule passion du savoir » (Guilhaumou, 2008).

Mais très vite, l'Empereur Napoléon Bonaparte accuse ces idéologues de n'être que des bavards irresponsables et dangereux, « des métaphysiciens » (alors que paradoxalement, ceux-là rejettent pareillement la métaphysique comme opposée à la connaissance). Ainsi, le sens césarien d'idéologie s'impose (Reboul, 1980, p. 17), pour désigner toute élucubration intellectuelle vide de vérité, voire toute proposition séditeuse menaçant l'esprit national et la représentativité du peuple incarnés par l'Empereur (Guilhaumou, 2008, p. 41).

Peu après, Claude-Henri de Saint-Simon convoque encore la métaphysique aux côtés du droit dans un esprit critique, voisin de celui de l'empereur. Mais il s'agit cette fois, paradoxalement, d'expliquer l'échec de la Révolution française, tandis que les idées d'Antoine-Louis-Claude Destutt de Tracy inspirent ensuite la réflexion critique de Karl Marx ([rééd.] 1982 : 1193-1197), puis, plus tard, celle plus intéressée de Thomas Jefferson pour sa dimension réflexive relative à la souveraineté du peuple aux États-Unis.

Quoi qu'il en soit, les idéologues construisent les fondations de l'universalisme scientifique :

« Il n'y a d'universalisme que savant ; la citoyenneté se définit par la compétence experte [...] d'une intelligence : elle seule rend apte à juger, décider, légitimer. Tout autre fondement (l'autorité, la coutume, la foi, la tradition, l'habitude, etc.) n'appartient pas à la souveraineté républicaine et alimente le despotisme et l'anarchie » (Tiran, 2020, p. 51).

Ainsi, le fondement de la connaissance se situe au-delà du pouvoir politique, comme au-delà des lois du marché : Jean-Baptiste Say, qui participe de ce mouvement des idéologues, n'y voit aucunement le fondement ultime de la Vérité. Pourtant, tandis que la tradition anglo-saxonne de l'*advocacy* entend confronter les différents groupes d'acteurs avec leurs intérêts et argumentations pour définir une politique scientifique, la tradition jacobine française justifie, pendant longtemps encore, le monopole de l'État sur l'expertise scientifique (Granjou, 2003) : le savoir offre seulement les énoncés scientifiques qui permettent au pouvoir politique *in fine* de prendre la décision en connaissance de cause, en fonction de l'intérêt général qu'il lui revient, seul, de définir. Le savoir scientifique ne se présente donc pas systématiquement comme fondement légitime de la décision.

Tout se déroule sans tension, tant qu'une expertise scientifique de haut niveau, un intérêt général bien compris et le consensus politique se rejoignent, comme lors du choix français du tout nucléaire en 1973. Mais nous l'avons noté (chapitre 6), cette convergence est exceptionnelle (Crozier et Tillette, 2000, p. 58).

Tensions des modèles et époque contemporaine

Dans de nombreux cas en ce passage au nouveau millénaire, la tension est manifeste, entre le modèle *décisionniste* qui donne poids aux choix politiques face auxquels la rationalité scientifique s'incline et le modèle *technocratique*, où l'affirmation des valeurs défendues par le politique s'adoucit face aux contraintes, « objectives », des spécialités. Mais Jean-Marc Lévy-Leblond (1977) nuance : le retour au consensus de surface ne consacre alors que le dévoiement de quelques experts, entretenant le mythe positiviste de la science pour « cautionner de leur autorité usurpée des décisions gouvernementales ou patronales ».

À certains moments cependant, la technicité de l'expertise scientifique produit l'écrasement du modèle *décisionniste* par le modèle *technocratique*, provoquant à la fois le désenchantement d'une partie de la population (Theys 1996) et le questionnement pressant des sciences humaines et sociales quant aux choix de société induits. En 2000 par exemple, le ministre français de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Claude Allègre, se prévaut de sa qualité de géochimiste, médaillé d'or du CNRS et membre de l'Académie des sciences, pour imposer la « vérité scientifique » de sa posture climatosceptique, hostile à « la dictature du principe de précaution » et s'appuyant par ailleurs sur les modélisations, scientifiquement contestées, du statisticien danois Bjørn Lombord.

À d'autres moments au contraire, le *modèle décisionniste* s'impose. Le cas se présente en 2021, quand le président français Emmanuel Macron décide de s'affranchir des avis des épidémiologistes et autres virologues, pour réintroduire d'autres enjeux – économiques, sociaux, psychologiques – et ne pas réimposer des mesures de confinement strict de la population française, comme lors de la première vague de pandémie de COVID-19.

L'idée d'un troisième modèle se profile, par exemple avec la protestation hebdomadaire des manifestations de « gilets jaunes » en France en 2019. La critique de Jürgen Habermas considère ainsi un modèle *pragmatique*, qui enjoint d'associer rationalité et expression des valeurs en explorant la voie de l'appropriation d'un certain niveau de connaissances par la société tout entière (Habermas, 1968). C'est ce modèle que la sociologue des sciences Céline Granjou (2003 : 176) estime proche de l'*advocacy* anglo-saxon. Eu égard au niveau des enjeux mondiaux du XXI^e siècle, l'État est pressé dans cette voie, qui prévient d'une double illusion : consigner le politique au rang d'arbitre et l'expert à la formulation d'une réalité neutre, d'une part ; postuler une séparation entre les deux instances, d'autre part.

L'interpellation surgit, aiguë, dans la gestion de *biens communs* liés à la connaissance intellectuelle. Elle rediscute particulièrement le droit de propriété et le droit d'auteur, lorsque cette gestion touche aux données de santé, par exemple dans le cas d'une pandémie.

7.2.2. La tension entre droit de propriété et libre accès aux biens communs informationnels

La pression s'exerce depuis quelques décennies contre la marchandisation croissante du savoir et l'imposition, de fait, de normes politiques,

managériales, budgétaires. L'UNESCO reconnaît les effets discriminants d'exploitation de la marque et autres impositions de modèles d'affaires, éloignés des exigences académiques de production et de diffusion de la connaissance, quand ils ne s'exercent pas en contradiction avec celles-ci⁴. Centrale aujourd'hui, la question concerne la gestion des *biens communs*.

Considérés comme fondamentaux, les *biens communs* s'inscrivent dans la perspective d'un mode de propriété partagée et de gestion collective des ressources : le modèle historique est celui des « communaux », ces ressources naturelles gérées par l'ensemble des individus d'une même communauté. Au XXI^e siècle, le questionnement se déplace des *biens communs naturels* dans le cadre de la « transition écologique » vers les *biens communs informationnels* dans le cadre de la « transition numérique » (Aigrain, 2005).

Biens communs informationnels et accès libre

Les *biens communs informationnels* sont susceptibles d'être créés, échangés et manipulés sous forme d'information, les outils d'information et de traitement de celle-ci étant considérés comme relevant de ceux-là. Sont ainsi concernés des données, connaissances, savoirs, créations, idées, logiciels..., autant de ressources qu'il s'agit de gérer au profit de tous. Ces *biens communs informationnels* constituent des biens publics parfaits au sens économique de l'expression, car contrairement aux *biens communs physiques*, ils gardent toujours une part de rivalité et d'excluabilité (Bollier, 2014).

La question se pose en termes d'élaboration comme d'accès, interpellant la puissance publique autour de la problématique des *big data*, appliquée à la production scientifique. Au même titre que la création culturelle, celle-ci est d'autant plus appréhendée en tant que *bien commun* que, par essence, cette construction de la connaissance implique une méthode collective, indépassable, de vérification et de validation par les pairs. Le questionnement des *biens communs* nourrit donc les pratiques d'échange et de partage qui structurent toute production scientifique.

L'irruption massive du numérique dans la plupart des champs de l'activité humaine crée des situations nouvelles : les réseaux facilitent l'émergence de larges communautés distribuées, capables de se mobiliser pour créer et partager les savoirs. Ces *communs de la*

4 Cf. le colloque international : *Interconnecter les ensembles : des clés pour la promotion des sociétés du savoir inclusives*, Paris, UNESCO, mars 2015.

connaissance sont donc autant de gisements d'initiatives, de créativité et de mobilisation des individus dans un but collectif. Mais cette élévation en termes de *bien communs intellectuels* vient heurter le principe du droit d'auteur, en tant qu'atteinte aux droits de la collectivité. En l'état actuel de nombreuses législations nationales, le domaine public informationnel n'est défini qu'en creux du code de la propriété intellectuelle, ce qui ne permet pas de lutter efficacement contre les revendications abusives de droit sur une œuvre (*copyright*).

Les exemples sont légion de dérives liées à la situation : il est fréquent que la numérisation d'une œuvre du domaine public, ou le simple fait de la photographier, justifie l'apposition d'un droit d'auteur sur cette œuvre. Par exemple en France, le conseil général de Dordogne le revendique sur les reproductions des dessins préhistoriques de la grotte de Lascaux, 17 000 ans après la mort de ses inspireurs. Les exemples de telles appropriations se multiplient, qui conduisent à discuter des fondements mêmes du droit de la propriété intellectuelle, tandis que la compétitivité économique repose de plus en plus sur la circulation des connaissances et des données. Ainsi, Amazon peut-il déposer un brevet relatif à la photographie sur fond blanc. Dans ses limites propres, le droit actuel contribue à réduire la diffusion et la réutilisation des œuvres qui composent le domaine public. Le *copyright* constitue une atteinte aux droits de la collectivité tout entière, que certains pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni entreprennent déjà de désacraliser (Cabedoche, 2016d).

En France jusqu'ici, les pouvoirs publics restent timides pour empêcher ces pratiques, dissuadant l'accès aux produits intellectuels et culturels au nom de la propriété des données. Parfois même, ils les justifient : aux termes d'un accord de 2013 entre la Bibliothèque nationale de France et l'entreprise états-unienne ProQuest qui édite des outils de partage et de gestion des informations, la numérisation des ressources culturelles entraîne l'attribution de licences d'exclusivité, pour une durée illimitée. Le public se retrouve ainsi privé d'accès à des œuvres qui se trouvent pourtant dans le domaine public, au profit d'intérêts commerciaux dont, par exemple, ceux de Goldman Sachs, actionnaire de l'entreprise.

Des projets sont débattus, visant à donner un statut public contre l'appropriation abusive, considérant que des éléments du domaine public ne peuvent faire l'objet d'un droit de propriété intellectuelle. L'exemple est celui des informations, faits, idées, principes, contenus du savoir académique, dont il s'agit d'autoriser la publication

en accès libre. Et depuis 2012, la Commission européenne invite les États membres à consacrer l'*open access* dans leur législation. Adopté en Allemagne et au Royaume-Uni, le principe consacre la possibilité juridique, pour les chercheurs qui le souhaitent, de publier en accès libre des articles de recherche, à l'issue d'une courte durée d'embargo.

En attendant, le système qui prévaut se révèle particulièrement inique, instaurant un système de double paiement pour les chercheurs, pour la publication et pour la consultation : astreints pour des raisons de visibilité et de carrière à l'obligation de publier dans des revues prestigieuses, les chercheurs, financés par l'argent public, se retrouvent paradoxalement dépendants de revues scientifiques lorsque celles-ci relèvent d'oligopoles détenus par quelques grands éditeurs (*Elsevier, Springer, Wiley, Nature*). Les auteurs cèdent leurs droits d'auteurs, alors que leur expertise est convoquée pour définir les choix éditoriaux de ces revues. Il s'agit bien là d'une captation des droits d'auteur, tandis que l'augmentation – injustifiée – des prix des abonnements se poursuit. D'un côté donc, l'*open access* travaille avec le numérique à réduire les coûts de publication. De l'autre, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche dépensent annuellement des sommes considérables pour avoir accès aux ressources électroniques : plus de 80 millions d'euros pour la France, sachant que les prix d'accès augmentent continuellement : de 7 % par an depuis 10 ans. Ainsi, la bibliothèque de l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm à Paris s'est délestée de plus de 500 000 euros de dépenses en 2011 pour l'acquisition des revues, sur les deux millions d'euros qui constituent son budget. Cette situation limite les avancées de la recherche, tout en pesant sur les finances publiques.

L'impact de l'*open access* est aujourd'hui reconnu au niveau même de la production scientifique et l'élargissement de ses applications. Dans le cas de la recherche automatique de données textuelles (*text et data mining*), le principe consiste à autoriser la recherche automatisée pour un volume très important de données : des résultats surgissent, qui n'auraient pas été découverts par une autre méthode.

Enfin, l'*open access* est aujourd'hui jugé nécessaire en situation d'urgence, comme dans le cas de la gestion d'une pandémie.

Open access et données de santé

Au moment même où l'information scientifique revêt une dimension particulièrement importante afin d'identifier un virus et adapter au

plus tôt les mesures de prévention et de soin, l'exemple du Liberia est édifiant face au virus *Ebola* : du fait de leurs coûts et du manque de ressources humaines pour en assurer le traitement, le pays n'accède pas à certaines de ces informations urgentes. Ailleurs, la médiatrice européenne Emily O'Reilly juge aujourd'hui que les *textos* échangés par la présidente européenne, Ursula von der Leyen, avec le directeur général du laboratoire Pfizer, alors que les Vingt-Sept négocient l'achat de vaccins contre la COVID-19, « entrent dans le cadre de la législation européenne sur l'accès du public aux documents », ce que discute Erik Mamer, le porte-parole de la Commission.

L'*open access* aux données de santé n'est pas évident. Il heurte en effet certains principes généraux du droit, comme la protection de l'individu et celle des brevets. Jean-François Viel (1998) éprouve cette tension : légitime quant à la protection des données personnelles de santé, la règle du secret médical s'oppose à la levée de l'hypothèse, émise par l'épidémiologiste, d'une corrélation entre la proximité d'habitat vis-à-vis du centre de retraitement des déchets nucléaires de La Hague en France et la présence de cancers de la thyroïde. L'enquête, juridiquement interdite, supposait méthodologiquement accéder aux dossiers médicaux de la population locale et suivre ceux-ci sur le long terme.

Par ailleurs, la circulation de l'information scientifique de santé n'y suffit pas, quand le pays bénéficiaire n'est pas producteur de vaccins, alors qu'il se reconnaît en capacité d'exploiter ces données scientifiques. Les polémiques entre l'Allemagne d'Angela Merkel et les États-Unis de Joe Biden l'illustrent quand, le 6 mai 2021, la chancelière oppose une fin de non-recevoir à l'offre du président états-unien de lever les brevets sur les vaccins anti-COVID. Par cet acte radical, Angela Merkel invite à distinguer accès aux vaccins et protection de la propriété industrielle. Parallèlement, si la levée des brevets initiée par l'Inde et l'Afrique du Sud devait être décidée, le prononcé devrait relever de l'Organisation mondiale du commerce et non d'une décision unilatérale. De fait, la crainte – partagée cette fois par l'Union européenne et les États-Unis – serait de devoir céder à la Chine la propriété intellectuelle de la technologie de l'ARN messenger. La levée des brevets se présente donc au croisement de données scientifiques et d'enjeux géopolitiques, quant au leadership mondial.

Quoi qu'il en soit, sur ce terrain du traitement des pandémies, l'exemple de la société Surgisphère mérite rappel, tristement illustratif des effets pervers du nonaccès public aux *biens communs intellectuels*

dès lors que le droit de propriété en dispense le propriétaire du devoir de diffusion.

Ainsi, en pleine polémique concernant l'efficacité du traitement des malades de COVID-19 à l'hydroxychloroquine, associée ou non à un antibiotique comme l'azithromycine, les revues de référence *The Lancet* et *The New England Journal of Medicine* se retrouvent contraintes le 22 mai 2020 de retirer une étude relative aux effets non probants, voire dangereux, de ces traitements. Or c'est précisément sur la base de cette étude, discutable et très discutée quant à l'origine, l'homogénéité et la fiabilité de ces données, que l'Organisation mondiale de la santé annonce soudain suspendre immédiatement le recrutement de patients sous hydroxychloroquine, dans le cadre du vaste essai clinique international *Solidarity*. De même, après avis du Haut Conseil de santé publique et à la demande de l'Agence nationale de sécurité des médicaments, le gouvernement français abroge la dérogation permettant d'utiliser cette molécule à l'hôpital contre la COVID-19. Les 16 essais cliniques alors en test sont ainsi suspendus sur le champ.

Le scandale naît du refus de Sapan Desai, chirurgien et PDG de Surgisphere – petite société de quatre personnes, jusque-là inconnue et fournisseur des données primaires à la base de l'étude – de révéler les sources de ses données, concernant quelque 96 000 patients dans 671 hôpitaux répartis sur plusieurs continents et sous-continent constitutifs du corpus de l'étude. La condition de publicité des sources pour publication dans des revues scientifiques aussi prestigieuses que *The Lancet* est pourtant éthiquement et scientifiquement indispensable à la vérification des méthodologies de l'enquête. En l'absence de leur communication, c'est l'ensemble des résultats de l'étude qui se retrouve mis en cause. Motivé au nom de la propriété privée des données et des contrats signés par Surgisphere avec ses clients, le refus provoque aussitôt la demande de rétractation des quatre cosignataires de l'enquête, dont le prestigieux professeur Mandeep Mehra de la Harvard Medical School, Frank Ruschitzka de l'hôpital universitaire de Zurich et Amit Patel de l'Université de l'Utah⁵. Leurs excuses publiques sont alors adressées au *Lancet* et à ses lecteurs, pour le « développement malheureux » de l'affaire et les désagréments ainsi

5 Mandeep MEHRA, Sapan DESAI, Frank RUSCHITZKA, et Amit N. PATEL (2020). « RETRACTED: Hydroxychloroquine or Chloroquine with or without a Macrolide for Treatment of COVID-19: A Multinational Registry Analysis », *The Lancet*, 22 mai, [En ligne] [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)31180-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)31180-6) consulté le 17 juin 2022.

provoqués. Finalement, le verdict concluant à l'absence de sérieux de l'enquête oblige l'Organisation mondiale de la santé à reprendre immédiatement son essai *Solidarity*, comme la France ses essais cliniques.

Parallèlement, une autre étude ressurgit, elle aussi fondée sur des données tout autant verrouillées par Surgisphère et dont le même Mandeep Mehra s'avère là encore être le co-auteur principal : bien que seulement diffusées en prépublication, les conclusions provisoires de l'étude conduisent déjà plusieurs pays d'Amérique latine à ajouter un antiparasitaire, l'ivermectine, dans la panoplie des traitements de la COVID-19. À nouveau, les critiques sont immédiates à l'encontre de la décision politique, prise sur des bases scientifiques aussi fragiles et opaques que précédemment. La résonance publique de l'affaire s'avère mondialement désastreuse, contribuant à déstabiliser la confiance populaire en « la science » : en 2022, une majorité de Français la décline ainsi au niveau d'une... croyance, parmi d'autres !

Ce type de situations illustre un autre questionnement de l'*open access*, qui interpelle directement la puissance publique : l'accès direct dans la sphère publique des données numériques détenues par les institutions publiques (Van Cuick, 2015). Jusqu'ici, les gouvernements justifient leur goût du secret dans l'intérêt de la sécurité nationale et de l'ordre public. En langue swahélie par exemple, l'un des termes utilisés pour désigner le gouvernement signifie littéralement « secret farouche ». Mais sous la pression des scientifiques, journalistes et associations « citoyennes », la puissance publique est de plus en plus enjointe à se comporter en *data provider* (fournisseur de données).

L'ampleur et le croisement des enjeux à l'échelle planétaire invitent à expérimenter de nouveaux « systèmes de confiance » entre consommateurs/citoyens, promoteurs décisionnaires/médiateurs et chercheurs, à l'origine de nouveaux modèles procéduraux d'expertise.

7.2.3. *L'apprentissage de la transparence par l'instance politique et publique*

La loi du silence administratif est aujourd'hui débattue, notamment face au risque technologique majeur. L'interpellation par les scientifiques de toute discipline et l'ouverture de débats citoyens entretiennent une culture du questionnement, même une fois la décision prise par l'autorité administrative habilitée, voire la politique scientifique de l'État arrêtée.

Mais les évolutions du droit positif sont lentes. En outre, elles ne consacrent pas un processus linéaire d'ouverture, que ce soit au niveau des textes et de la jurisprudence, ou des pratiques publiques.

Par exemple, il faut attendre 1953 pour voir se développer un programme *Atom for peace* proposé par le président Dwight Eisenhower devant l'Assemblée générale des Nations unies, en vue du partage de l'information entre pays engagés dans le nucléaire à des fins pacifiques. Ce projet est à l'origine de la création de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne. Le discours fait suite à la conférence des Bermudes, au cours de laquelle Winston Churchill et Dwight Eisenhower s'accordent sur la levée du strict secret entourant jusqu'alors les technologies nucléaires et les recherches les concernant. La fourniture d'informations à des pays étrangers est désormais autorisée sur ce terrain, sous réserve du contrôle de leur usage à des fins exclusivement pacifiques⁶.

Secret administratif et culture du questionnement

Juridiquement, le principe de l'accès aux sources publiques n'est constitutionnellement discuté qu'au XVIII^e siècle. En Europe, c'est la Suède qui, la première, consacre ce principe du libre accès dès 1776 : le secret a des effets indésirables. Mais il faut attendre la seconde moitié du XX^e siècle pour voir le principe du droit à l'information reconnu comme *droit naturel* par les... catholiques. La surprise est d'autant plus grande qu'historiquement, l'institution religieuse est marquée du sceau de l'Inquisition, dont l'une des particularités de l'instruction au XIII^e siècle est précisément le secret (Tallon, 2019). La posture est configurée par une culture et une pratique de clôture de l'information qui traversent toute la tradition catholique, observée dans le livre scellé de l'Apocalypse, le secret de la Confession, les secrets de Fatima, le huis clos des assemblées plénières (Dufour S., 2013). Mais avec Vatican 2, le pape Jean XXIII consacre enfin le droit à l'information comme un droit *naturel*, confirmé par Paul VI dans la lettre encyclique *Popularum Progressio*. « Fille aînée de l'Église catholique », la France attend pourtant 1978 pour que l'accès à l'information publique devienne un droit opposable : tout citoyen peut désormais

6 Collectif (1990). *Principes fondamentaux de sûreté pour les centrales nucléaires*, Paris, AIEA (collection Sûreté), disponible à l'Office international de documentation et librairie.

porter recours auprès de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) ou de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL) et devant les tribunaux.

Aux États-Unis, le *Freedom of Information Act* (FOIA) de juillet 1966 oblige les agences fédérales à transmettre leurs données. Ce FOIA est voté dans le contexte de la guerre du Vietnam, contre l'intention initiale du président Gerald Ford. Ses exceptions sont la sécurité nationale, le secret défense, les secrets de fabrication, le respect du secret médical et de la vie privée.

Plus largement, la *Charte de Munich de 1971* ne limite l'accès des médias aux affaires publiques que pour motifs clairement exposés et de plus en plus limités. Par exemple, ce droit à l'accès s'étend désormais aux documents économiques et financiers.

Au passage du nouveau millénaire, le Prix Nobel de la Paix, Amartya Kumar Sen (2000) ajoute l'argumentation du lien direct entre développement et ouverture du secret : ce sont les mauvais gouvernements qui cultivent l'opacité pour survivre et dont la culture du secret favorise l'incompétence, le gaspillage, la corruption. Au contraire, la divulgation de l'information offre une évaluation plus fiable – notamment par des scientifiques indépendants – des diagnostics plus précis et une implication plus profonde pour un développement inclusif. Elle permet aux citoyens d'examiner scrupuleusement les activités de leur gouvernement et constitue la condition première du débat sérieux et bien informé. Des institutions internationales, comme la Banque mondiale et les Banques de développement régionales, adoptent, elles aussi, des politiques de divulgation de l'information financière. Et en 1998, la *Convention d'Aarus* signée par 39 États étend aux questions environnementales l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice. Des directives sont attendues, qui instituent une obligation d'organiser le débat du public sur les projets d'aménagement ayant une incidence sur cet environnement.

Aujourd'hui, quelque 75 pays – contre 13 en 1990 – disposent d'une procédure de type *Freedom of Information Act*. Les évolutions restent lentes. La Grande-Bretagne n'offre un *Freedom of Information Act* que depuis 2000, dont les dispositions sont en vigueur en 2005. La loi mexicaine sur la transparence et l'accès à l'information publique attend 2002. Le *Right of Information Act* indien date de 2005 et celui du Brésil de 2012. En France, le tournant est le décret du 21 février 2011, qui crée une mission *Etalab* : l'administration ne répond plus

seulement à des demandes, elle met spontanément en ligne une série de données. Pour la Tunisie, Abdelkrim Hizaoui parle d'un droit à l'accès encore méconnu en 2010 et Sameh Chabbeh d'une pratique administrative, encore fondée en 2012 sur une culture du secret : il faut attendre le 11 mars 2016 pour voir consacrée une loi relative à l'accès à l'information par l'Assemblée des Représentants du Peuple – non sans controverses, ni amendements – et entendre le ministre Kamel Djendoubi – chargé des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile, et les droits de l'homme – s'engager à son application, lors de la Conférence organisée par l'UNESCO.

D'autres législations consacrent cependant des régressions. Le renforcement des dispositifs de traçage pour des raisons officielles de lutte contre tout « virus » (terroriste, informatique, organique...) et détournement financier (fiscal, spéculatif, mafieux) justifie les restrictions de cette circulation publique, tandis qu'il étend paradoxalement la « culture de la surveillance ». Aux États-Unis, Ronald Reagan restreint l'application de la loi pour raison de sécurité nationale. Bill Clinton en ouvre à nouveau les cas d'application. Mais Barack Obama échoue à supprimer certaines zones de « non droit », principalement sur la base de Guantanamo où seraient pratiqués des traitements dégradants, voire des actes de torture, dont la mise en visibilité est frappée d'interdits. Cette suppression avait pourtant été promise pendant sa campagne présidentielle en 2008. Pour raisons juridiques, son secrétaire de la Défense déclare bientôt que certains des prisonniers détenus le seront indéfiniment. Et en 2018, Donald Trump décide d'abord d'ouvrir le centre de détention pour des raisons économiques, puis de lui redonner une deuxième vie, envisageant même y accueillir de nouveaux détenus. Dans l'opacité !

Par ailleurs, le développement de la finance *hors sol* contribue à freiner la transparence et la circulation de l'information dans le monde. La fraude et l'évasion fiscale constituent pourtant un acte d'hostilité majeur contre les peuples et les États. Mais la corruption devient un phénomène généralisé de la « modernité », facilité par la dérégulation des marchés financiers dès les années 1980. Comme nous l'avons déjà évoqué (chapitre 5), seule, l'investigation croisée de cabinets d'avocats panaméens et la compilation du consortium international des journalistes d'investigation fait éclater l'affaire des *Panama Papers* (Gayraud, 2016).

La demande états-unienne d'extradition de Julian Assange en témoigne : dissuasif, le risque est certain pour les lanceurs d'alerte.

Ceux-ci s'obligent à une créativité de tous instants en période de conflits, comme en ce Venezuela qu'analysent Franck Debos et Maria Daniella Lancini (2017). Ainsi, dès 2000, le rapport annuel des Nations unies sur la liberté d'opinion et d'expression suggère en son principe 9 que tout lanceur d'alerte soit protégé vis-à-vis de toute sanction judiciaire, administrative ou professionnelle dès lors qu'il a diffusé de bonne foi des informations relatives à un agissement constitutif d'un délit pénal, un manquement à une obligation légale, une erreur judiciaire, la corruption ou la malhonnêteté, ou des actes graves d'incurie dans la gestion d'une administration publique⁷.

Mais au-delà des pratiques, les limites sont régulièrement pointées, nées des manques juridiques. Par exemple, la loi française ne protège pas les fonctionnaires qui, pour servir l'intérêt général, rendraient publics des documents abusivement classifiés, comme c'est le cas en Suède. Elle ne défend pas le journaliste des manipulations qui consisteraient à sanctionner le lanceur d'une alerte visant à nuire à des tiers, comme c'est le cas en Norvège. La protection des informateurs, qui feraient parvenir à la presse des documents confidentiels publics, se limite au droit du journaliste à protéger ses sources (sauf en cas de terrorisme).

Au-delà, les formules se répandent cependant, qui expérimentent de nouveaux dispositifs associant scientifiques, politiques, médias et citoyens, en vue d'élargir la circulation de l'information et, partant, les outils de l'action : rencontres uruguayennes, contre la pollution créée par les industries extractives ; conférences du consensus danoises ; jurys citoyens espagnols (*Idiazabal* au Pays basque) et allemands (*Wuppertal*) ; budgets participatifs brésiliens (Porto Allègre) ; sondages aborigènes australiens ; participation électronique estonienne...

Cette pression croisée exercée par des scientifiques, des journalistes et des usagers provoque les administrations et institutions publiques à être plus encore des *data providers* (fournisseurs de données). Alfred Sauvy l'énonce : Bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés, ils deviennent des sujets. L'*open data* relève d'une exigence sociétale croissante pour la transparence et la gestion collective des communs. *RegardsCitoyens.org* publie ainsi l'activité des hommes politiques (présence à l'Assemblée, dépôts et vote de textes de loi votés, etc.).

7 Collectif (1999). *Rapport annuel, OEA/Ser. L/V. II.106*, chapitre II(B)(3).

L'événement témoigne de l'irruption d'un dernier acteur avec le paradigme contemporain de la médiation de l'information scientifique et technique : le public, conjugué au pluriel.

Citoyen ordinaire et communication de l'information scientifique

Longtemps, l'échange est consigné entre d'un côté, ceux qui savent et de l'autre, ceux qui ne savent pas. Scientifiques et ingénieurs estiment construire un monde de raison, auquel ne se heurtent que les réflexes frileux de « ceux qui ne savent pas » (Boy, 1999) : « Dormez tranquilles : la science veille sur vous ». Mais comme le titre Daniel Cohen en 2018, « Il faut dire que les temps ont changé », non sans risques : le populisme remplacerait aujourd'hui le gauchisme comme porte-parole de la contestation. Victime des traumatismes accumulés depuis plusieurs décennies et à l'origine d'un scepticisme généralisé, la jeunesse d'aujourd'hui reconnaît ainsi sa difficulté à se représenter l'avenir et sa difficulté à sortir des enjeux du présent immédiat.

Il n'est pas certain cependant que toutes les réactions, réfractaires au discours construit, relèvent du populisme. Il n'est pas certain non plus que tous les scientifiques se présentent éloignés de postures surplombantes et disqualifiantes à l'encontre de leurs contemporains qui, sans prérequis, entreprennent de s'investir dans la communication de l'information scientifique et technique. Michel Callon (1998) le relève au passage du millénaire : le modèle du déficit est cependant encore bien présent chez ceux qui estiment que non seulement, les scientifiques doivent tout apprendre au public, mais de plus, ils ne peuvent rien apprendre de lui. D'autres encore l'attestent :

La vulgarisation tient encore lieu d'habitus structurant certaines communautés scientifiques et participe à la reproduction sociale de la conception positiviste que les sciences se font d'elles-mêmes [...] Les postulats d'une réception « profane » et d'un « fossé des connaissances » ne sont jamais discutés, et viennent confortablement justifier la finalité des pratiques vulgarisatrices. (Bodin, 2013, p. 97-98)

Cependant, l'évolution de l'appréciation de *Wikipédia* par les chercheurs est significative. Le rejet initial est à l'image du mépris

qu'historiquement, *L'Intermédiaire des chercheurs et curieux* inspire en France à partir de 1864. Fondée par Carle de Rash (Charles André Read à l'état civil) à l'image des *Notes and Queries* publiées à Londres, la revue se veut un *forum*, qui, tous les mois, accueille les questions de certains lecteurs et les réponses d'autres, parfois contradictoires et déjà érudites, quel qu'en soit le thème. Cette étrange revue des ophélètes voit toutes sortes de sujets se métamorphoser en curiosités, dans une alchimie à laquelle progressivement, certains savants commencent à s'intéresser, puis à collaborer discrètement. Sans doute, l'anonymat s'impose, « pour préserver leur réputation ». Mais aujourd'hui, des auteurs reconnaissent le cheminement possible, entre cet *Intermédiaire* et *Les Annales*. Certains avouent collaborer au premier, à l'instar d'une pratique parallèle de plus en plus assumée vis-à-vis de *Wikipédia*, sans que les écritures ne soient pour autant confondues :

La première revue [*Les Annales*] m'apporte des analyses, des méthodes, des terrains de recherche, une épistémologie du savoir historique ; la seconde [*L'Intermédiaire des chercheurs et curieux*], injustement méconnue, déconsidérée, nourrit régulièrement ma pratique historienne d'une pulsion fouineuse et d'objets singuliers. D'ailleurs, j'ai écrit, et je continue d'écrire, dans les deux. (De Baecque, 2011, p. 7-12)

Ainsi, bien qu'elle recouvre une multitude de situations, la désignation s'impose progressivement d'une « science citoyenne », propulsée notamment par le développement du numérique et dont des synthèses entreprennent aujourd'hui la recension (Diaz Da Silva et coll., 2017). Des publics sont consultés lors de la mise en place de politiques publiques. Ils collaborent à la production de connaissances. Ils sont sollicités pour participer en amont à la définition de projets de recherche, dont le nombre sur ce mode collaboratif augmente : « Depuis quelques années, les recherches participatives sont à l'honneur et sont présentées comme une des façons de rapprocher chercheurs et citoyens dans de nombreux domaines » (Hubert et coll., 2013).

Paradoxalement, la défiance peut aujourd'hui s'inverser, provenant des publics contre les scientifiques. Les situations de crise le révèlent, obligeant l'institution scientifique à défendre sa légitimité publiquement, comme en matière de recherche sur l'énergie

nucléaire (Cabedoche, 2003c) : « Dans un contexte caractérisé à la fois par une peur ambiante et par une demande de recherche de base, les classes cultivées deviennent plus critiques à l'égard de l'innovation scientifique. Il devient par conséquent plus difficile de croire que la crise entre science et société serait le simple produit d'un "malentendu"⁸ ».

Comme Daniel Boy (1999) l'explique au passage du millénaire : s'il suffisait hier que la science s'explique sur ses travaux pour vaincre l'obscurantisme et emporter l'adhésion, ce n'est plus vrai aujourd'hui, « car l'équation se pose maintenant en termes de risques et d'utilité ».

Les publics ne se comportent cependant pas de façon identique vis-à-vis du chercheur, ou du médiateur journalistique. Les travaux en sciences de l'information et de la communication tentent de catégoriser certaines de leurs attentes, souvent contradictoires.

Médiation scientifique et attentes citoyennes

Les travaux témoignent aujourd'hui d'une diversité de comportements, aussi bien à l'encontre du discours scientifique que de son dispositif d'exposition. Suzanne de Cheveigné (1997) repère ainsi trois grands types de réceptivité des discours scientifiques à la télévision, confirmés par d'autres études dont les institutions scientifiques savent en retour parfois tirer bénéfice (Cabedoche, 2006).

La première réaction, qualifiée de *lecture intimiste*, révèle un niveau de réceptivité élevé du destinataire, si le dispositif de l'échange se présente sur le mode symétrique – c'est-à-dire dans une relation égalitaire – entre le scientifique qui s'exprime et son destinataire final. Lui-même doté d'un capital culturel élevé, ce téléspectateur attend du dispositif d'énonciation un accès direct à la parole savante, ou au moins au noyau discursif de l'énoncé scientifique, avec une médiation journalistique des plus réduites, voire absente. Le « journaliste scientifique » n'est toléré que dans un jeu « asymétrique bas », qui le positionne dans une intervention discrète, limitée au cadrage du débat, avec un énoncé quantitativement très faible et une énonciation personnelle qualitativement interdite. Pour cette cible, constituée elle-même d'acteurs experts (Emprin, 2013, p. 118), la violation autoritaire de positionnement par le médiateur est vécue comme une violence. Si

8 Daniel Boy. « "Ceux qui savent" jugent aussi sévèrement que "ceux qui ne savent pas" », *Le Monde*, 21 août 2001.

de plus, ce destinataire se reconnaît militant averti et se sent parqué dans une configuration imposée de « gavage d'oie », la défiance surgit aussitôt (Debailly, 2013, p. 190).

Par contre, ce mode intimiste de l'échange – construit autour de la relation directe avec le scientifique – convient difficilement à celui qui témoigne d'une *lecture bénéficiaire*, et réclame une intervention forte du médiateur. Pour entretenir l'attention, ce journaliste scientifique doit se positionner dans une relation symétrique avec le détenteur de la parole savante, qu'il n'hésite pas à interrompre, au nom du téléspectateur. La générosité d'énonciation du médiateur, qui vient ainsi bousculer l'énoncé du scientifique, est particulièrement appréciée s'il multiplie les « [...] références fréquentes au terrain que l'on retrouve chez les non-chercheurs qui vont argumenter leur position en se référant à cet ancrage particulier, à cette expérience qu'ils maîtrisent » (D'Arripe, 2013, p. 139).

Une troisième catégorie de lecture se présente *complexée*, caractérisant celui « qui sait ne pas savoir » et en souffre, parfois secrètement. De ce fait, ce téléspectateur se sent facilement exclu d'une situation lui rappelant son capital déficitaire, du fait d'un historique personnel négativement chargé avec l'institution scolaire, voire ensuite d'un passif professionnel lourd, sitôt mis en situation de devoir apprendre. En ce cas, la réceptivité est contrariée dès qu'à l'antenne, les énonciateurs, scientifiques comme médiateurs, adoptent une posture asymétrique haute, surplombante et un discours porteur d'un niveau d'abstraction élevé : le destinataire se sent aussitôt ravalé à sa triste condition « d'ignorant » et zappe l'échange.

Tenir compte de cette hétérogénéité des attentes des publics dans la communication de l'information scientifique et technique participe aujourd'hui de l'enjeu de cette science appelée à devenir « citoyenne ». Les acteurs politiques le ressentent particulièrement quand il s'agit de communiquer sur l'état des (mé)connaissances concernant la COVID-19 et sur les mesures qu'ils prennent, recommandant l'adoption de changements de comportement, par exemple de « gestes barrières ». Les médias s'obligent également à considérer cette même hétérogénéité d'un auditoire lui-même producteur d'information, ne serait-ce que pour assurer la pérennité de leur support. Les chercheurs explorent à leur tour ce qui pourrait constituer les modalités de ce nouveau rapport sciences/société désormais attendu, en prospectant les *weblogs* entretenus hors du journalisme classique

et apparus d'abord aux États-Unis⁹. La réflexion se nourrit encore de l'analyse des pratiques sociales partagées sur le Web, entre *discussion groups*, *user generated contents*, *weblogs*, *collaborative publications*, *peer-to-peer* et XML syndication... (Le Cam, 2010).

Ces nouveaux modes d'implication sociétale ne se développent pas sans tensions, par exemple lorsque l'infraction à la règle de légitimité est commise par un chercheur.

Assumption des légitimités respectives

Créée fin 2020 pour « soutenir les scientifiques harcelés » depuis le début de la crise sanitaire, une association Citizen4Science, juge soudain : « L'imputabilité [de responsabilité vis-à-vis de la pandémie] est un travail d'enquête fait par des médecins et des pharmaciens spécialisés en pharmacovigilance. Un sociologue ne pourrait y prendre part ».

Le ciblage concerne un auteur de quelque 63 analyses consacrées à la crise sanitaire sur son blog, hébergé par le *pure player Mediapart*. Spécialiste des politiques sécuritaires, le sociologue en question s'aventure, sans plus de rigueur scientifique, à imputer une mortalité, « inédite dans l'Histoire », à la vaccination en masse. La polémique grossit aussitôt, à partir de la publication dans le journal *Le Monde* d'une pétition de rappel à l'éthique par des scientifiques signataires¹⁰. Pour l'accusé, il s'agit de défendre le droit « au débat contradictoire, à la libre discussion des données et des raisonnements » (Mucchielli, 2021). Fin août 2021, le comité d'éthique du CNRS français tranche : tout chercheur intervenant dans l'espace public doit préciser à quel titre il prend la parole, spécialiste identifié tenu au respect des protocoles de communication de sa discipline ; représentant de son organisme de recherche, tenu à un devoir parfois écrit, de confidentialité ; ou citoyen engagé, voire militant, tenu à la règle implicite de l'acceptation de la contradiction. Le fil est donc tenu, entre respect de l'éthique et contrôle de la parole publique,

9 Shayne BOWMAN et Chris WILLIS (2003). *WeMedia: How audiences are shaping the future of news and information* [En ligne], USA, J.D. Lasica, Senior editor, 06/2003. Disponible sur : https://www.hypergene.net/wemedia/download/we_media.pdf (consulté le 1^{er} juillet 2020).

10 Collectif (2021). « Vaccination contre le COVID-19 : “La sociologie ne consiste pas à manipuler des données pour étayer une position idéologique” », *Le Monde*, 19 août 2021.

dans la recherche de nouveaux types de publicisation de la parole des scientifiques.

L'exemple de la gestion publique de la pandémie en Chine le révèle particulièrement, à partir du succès du « journalisme citoyen » porté par la plateforme *WeChat* qui y compte plus d'un milliard et demi de comptes actifs¹¹ (deuxième performance après la Corée du Sud, championne du monde des comptes « d'informations citoyennes » avec *OhmyNews*). La presse officielle y trouve aujourd'hui matière à développer sa visibilité et apporter la contradiction¹², par exemple avec « l'affaire du docteur Li Wenliang » : en plein démarrage de l'épidémie de COVID-19 en Chine dès décembre 2019, une course poursuite entre la censure et les internautes lanceurs d'alerte qui s'empressent, après chaque intervention de la censure, de recoder systématiquement l'information délivrée par le fameux docteur Li Wenliang et sa supérieure hiérarchique Ai Fen, directrice du service des urgences de l'hôpital de Wuhan, avant le décès du premier, précisément lié à la contamination¹³. Débordée par cette circulation de l'information scientifique relayée par les internautes en chinois, en anglais, en français, en morse et par *emojis* (33 versions au total) au fur et à mesure des fermetures de comptes, la plateforme chinoise laisse finalement l'information réapparaître. Ainsi pressées, les autorités officielles finissent à leur tour par traiter l'information, dégagée de sa charge émotionnelle.

Même si, de manière générale, les motivations de ces nouveaux producteurs d'information sur le Web sont multiples, voire ambiguës (Aubert, 2009 ; Péliissier et Chaudy, 2009 ; Yin et Gongcheng, 2012) entre journalisme, lancement des alertes, médiation sociale..., une « culture scientifique citoyenne » se développe donc. Les signaux forts en sont répertoriés : intérêt des élèves pour l'apprentissage de la lecture des médias par l'école ; investissement dans des études plus longues ; usage démultiplié des sources d'accès à la connaissance ;

-
- 11 Donsheng FAN (2006). « L'émergence et la clarification du journalisme citoyen », traduction par Qi Mengzhu, *Chinese Journal of Journalism and Communication*, no 1, [En ligne] <https://www.ixueshu.com/document/c74152243b4d11ec.html> (Consulté le 1^{er} juillet 2020).
- 12 Qian HE (2017). « La presse officielle chinoise à l'ère des nouveaux médias », [En ligne], *Monde chinois*, 02/2017, n° 50, p. 134-140. Disponible sur <https://www-cairn-info-sidnomade-1-grenet.fr/revue-monde-chinois-2017-2-page-134.htm> (Consulté le 1^{er} juillet 2020).
- 13 Laurence DEFRAVOUX (2020). « Ai Fen, l'autre lanceuse d'alerte de Wuhan », *Libération*, 14 mars [En ligne], disponible sur <https://www.liberation.fr/planete/2020/03/14/ai-fen-l-autre-lanceuse-d-alerte-de-wuhan-1781525> (Consulté le 1^{er} juillet 2020).

engagements associatifs plus nombreux et intenses ; pratique familiale de l'échange participatif dans les entreprises où les pôles de l'innovation sont encouragés dans tous les services ; envahissement de l'espace public, qui, avec Internet, « change l'ordre de grandeur des possibilités » ; occupation et développement des lieux d'accueil de l'esprit critique ; réactions critiques des usagers ; procédurisation de la société...

Pareille éthique de responsabilité suppose un minimum de conditions pour que l'échange autour de la connaissance puisse être autre chose qu'un discours abstrait, dont on connaît mieux les contours au fur et à mesure des expérimentations. Quelques pays se présentent précurseurs et offrent déjà l'expérimentation de dispositifs de confrontation innovants.

7.3. La recherche de modèles procéduraux d'expertise dans la *transcientificité*

Au passage du millénaire, des auteurs jugent que toute une « culture du risque » est effectivement à mettre en place, qui nécessite un effort significatif d'apprentissages partagés de la médiation. Un nouvel enjeu de communication se dessine ainsi (Bouzon, 2001). Norvège, Autriche, Grande-Bretagne, Pays-Bas..., mais aussi Canada, Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande... développent aujourd'hui des dispositifs de rencontres scientifiques dites « citoyennes ». Participant de l'exploration de ce *modèle pragmatique* défini par Jürgen Habermas, la « conférence du consensus » danoise en constitue un exemple méritant présentation, sans pour autant l'ériger en modèle exclusif.

Pour permettre un échange constructif sur des objets scientifiques abscons en même temps que lourds d'enjeux, la caractéristique principale du dispositif est d'être pensée avec précision, tant du point de vue des énonciateurs scientifiques (positionnement et partage des expertises), que du dispositif (ouverture aux options, représentativité et taille des panels), et des participants (préparation à la confrontation, nature de l'avis) (Cabedoche, 2003a, p. 259-261).

Déjà, le cadrage préalable s'avère fondamental, susceptible d'autoriser ensuite l'implication des uns et des autres, et ce, quels que soient le niveau de formation et d'information préalable des participants, et leur habitude de la prise de parole en public.

7.3.1. *Le cadrage préalable à la « conférence du consensus »*

La « conférence du consensus » dispose la rencontre des publics directement avec les scientifiques, les grands problèmes de dimension planétaire n'étant souvent pas accessibles aux sens et à l'expérience immédiate du commun des mortels sans cette médiation scientifique experte (Bourg et Schlegel, 2001, p. 112) : « Que serait une telle procédure qui ne pourrait s'appuyer sur aucune expertise, sinon un jeu à l'aveuglette ? » (Godard, 1999, p. 51).

Le cadre de rencontre est donc particulièrement défini pour prévenir tout risque de réflexe normatif, prétentieux du discours scientifique instrumentalisé. Préférence est ainsi donnée à la rencontre interpersonnelle : le scientifique est invité à intervenir en sa qualité de chercheur plutôt que représentant d'une institution – fût-elle scientifique – et à afficher clairement son école de pensée, ses paradigmes, ses théories, en relation avec d'autres. Bref, il lui est demandé d'accompagner sa présentation d'un rapide état de sa discipline sur la question abordée et d'indiquer expressément son inscription théorique propre.

Pour prévenir le risque d'instrumentalisation, le dispositif de la conférence du consensus accueille l'exposé d'options plurielles. La recommandation vaut particulièrement en milieu controversé, comme se présentent les débats à l'échelle de la planète sur les énergies, la gouvernance, le climat, les cultures, les pandémies, les consommations, l'inclusion, etc. Les options scientifiques proposées doivent se présenter ouvertes, les pistes et intervenants multiples, les modes de confrontations expressément contradictoires : « les débats montrent souvent, sans toujours l'avouer, tout un jeu indirect de confrontations et de négociations d'intérêt » (Godard, 1999, p. 55).

Les auteurs convergent sur ce point du questionnement des conditions de la confiance. Le psychanalyste Denis Vasse en clarifie l'option : « La souffrance de la différence n'est acceptable que dans la joie de la reconnaissance des uniques » (Vasse, 1983). En sciences de l'information et de la communication, Gilles Le Cardinal, Jean-François Guyonnet et Bernard Pouzoulic (1997) reprennent cette exigence de la confrontation pacifique des différences, voire des oppositions, sans laquelle... « [l']homme tente vainement de fuir cette souffrance à travers le désir et le comportement mimétique qui conduisent finalement à la violence ou à l'exclusion » (Le Cardinal et coll., 1999).

Concernant les publics, la conférence du consensus prétend d'abord à une représentativité des panels. Par des procédures de sélection adaptées, l'idéal vise à rassembler des personnes issues de la société civile, qui n'étant liées à aucun groupe d'influence ou lobby, ne représentent donc pas des intérêts constitués : « Ils sont là justement pour ne représenter que le "citoyen moyen" », c'est-à-dire eux-mêmes, dans toute la singularité des identités (Bourg et Schlegel, 2001, p. 176). Cette dimension est soulignée pour qu'il y ait vraiment débat public. Car dans la pratique habituelle, les participations des « citoyens ordinaires » sont souvent le fait d'initiés, qui voient ensuite les associés ressortir dépités, écartés de la prise de parole et « dénonçant ensuite le caractère non démocratique du dispositif » (Weill, 2013, p. 179).

Le pari de la confiance s'organise au sein de petits groupes humains, la taille étant condition de la convivialité et de la fécondité de l'échange. L'expérience montre qu'effectivement, le débat devient moins créatif au-delà d'une vingtaine de personnes. Des expérimentations sont déjà tentées depuis, avec succès, sur cette base, composées de 15 à 20 personnes sélectionnées selon des critères *ad hoc*, pour constituer un panel dont sont exclus les militants, par exemple dans le domaine alimentaire : la taille du groupe permet ainsi une implication sous forme de « parcours de découverte », préparant plus facilement à l'apprentissage de postures « responsables » (Allessandrin et Houdebine, 2013, p. 208-213). Par ailleurs, en particulier si ce public exerce déjà des responsabilités de gestionnaire susceptibles de développer une lecture *intimiste*, la recommandation va dans le sens d'une implication le plus « en amont du problème à traiter » (Emprin, 2013, p. 118).

Une fois pressentis, ces citoyens sont préparés aux problématiques par une formation préalable, avant d'être confrontés directement aux experts, pendant une session d'un ou deux jours. L'objectif vise à bien faire prendre conscience de la complexité des débats plutôt que d'y imposer une solution précise, de manière à maintenir l'incertitude comme question à ne pas éluder, comme l'exige l'économiste français Olivier Godard (1999 : 51).

7.3.2. La prise en considération de la complexité

Trop souvent, la « vulgarisation » ne caractérise que la pédagogie du « simplisme », que stigmatisent les chercheurs en sciences de

l'éducation Bernard Charlot ou Philippe Mérieu¹⁴ : sous prétexte de s'adapter à des populations non averties, parfois déconnectées de la situation d'apprentissage cognitif, on confond le niveau de complexité taxonomique, c'est-à-dire la complexité de la mobilisation des connaissances et le niveau des enjeux que l'on réduit outrageusement.

Les outrances de la référence au principe de précaution ayant été confondues et le caractère fondamentalement controversé des options possibles reconnu, il s'agit d'affronter la complexité, plutôt que de la réduire : l'investissement consiste à la faire surgir comme paramètre du débat. Des expériences de plus en plus nombreuses sont aujourd'hui développées en ce sens, qu'il s'agisse d'aborder les questionnements liés à l'eau, à la santé, au vieillissement, à l'intelligence collective, à l'automobile et aux nouvelles mobilités... (Goux-Baudiment, Heurgon et Landrieux, 2001).

La plupart des réunions publiques concernant de tels objets scientifiques laissent habituellement les participants dans l'expectative quant au résultat et au suivi de ces confrontations. Avec le dispositif de la conférence du consensus au contraire, la finalité des rencontres est définie dès le lancement, sans ambiguïté : l'échange ne donne pas lieu à autre chose qu'à un avis consultatif, rédigé sous la forme d'un rapport où apparaissent les positionnements des publics ainsi rassemblés dans leurs contradictions, sans lissage des aspérités.

Ainsi, l'élu peut ensuite tenir compte des conclusions contradictoires de ce rapport, sans que le jugement populaire ne se substitue aux autres formes de consultation électorale ou délibérative. Il ne s'agit donc pas d'un dispositif de référendum populaire « où l'information donnée est d'emblée partielle et partielle parce que politisée », comme le jugent sévèrement les promoteurs de la conférence citoyenne (Bourg et Schlegel, 2001, p. 177). Il s'agit seulement pour l'élu de partager avec des concitoyens une réflexion qui, tout en acceptant l'incertain, l'aide à sortir du réflexe de la non-décision, au nom du principe de précaution. Les avis ainsi construits constituent un jugement collectif et s'expriment ensuite par les canaux usuels de l'action économique, sociale et politique (Godard, 1999, p. 52 ; Bourg et Schlegel, 2001, p. 150-155).

14 Philippe MEIRIEU (1997). *Entre Homère et la loi de Joule, le rap et la feuille d'impôt...*, quelle culture enseigner à l'école ?, conférence Université de Rouen, le 7 mai 1997. [En ligne], <http://merieu.com/BIOGRAPHIE.realisationsvideo.htm>, consulté le 12 janvier 2003.

D'autres expérimentations se déploient déjà dans le même esprit que ces conférences du consensus danoises. Dès le début du XXI^e siècle, la Commission européenne dans son *Plan d'Action Science et Société* de 2002 énonce cette urgence de la création de nouveaux dispositifs de dialogue et de collaboration entre science et société : « Un vrai dialogue doit donc s'instaurer entre science et société. Ces dernières années ont vu se multiplier des initiatives dans ce sens : conférences de consensus, jurys de citoyens, consultations nationales et régionales, forums électroniques, programmes de prospective participatifs, etc. sont apparus pour satisfaire ce besoin de compréhension mutuelle¹⁵ ».

La problématique évolue ainsi vers la *transcience*, imaginée dès le début des années soixante-dix par le chercheur états-unien Alvin Martin Weinberg (1972), pour des questions qui peuvent être posées à la science et auxquelles la science ne peut répondre. Le physicien donne ainsi l'exemple des risques pour la santé des rayonnements à faible dose, ou de la pondération des avantages et des risques des nouvelles technologies, plusieurs décennies avant que les débats sur le clonage, les cellules souches embryonnaires humaines, les nanotechnologies et le changement climatique ne se posent avec l'acuité qu'on leur connaît aujourd'hui.

Depuis, de nombreux chercheurs, par exemple depuis l'Université norvégienne de Bergen, font valoir qu'en ce qui concerne la fonction d'information du chercheur auprès des politiques et de la société en général, de nombreuses sources d'incertitude et de complexité se présentent (Funtowicz et Strand, 2007). La référence à la *transcience* se développe alors au carrefour de plusieurs disciplines et de considérations extrascientifiques, pour inviter le chercheur à la formulation de certaines problématiques, sans pour autant qu'il en soit attendu de sa part la capacité à les résoudre. La confrontation des légitimités l'engage ainsi à organiser « l'hybridation », telle que défendue par le sociologue français Michel Callon et le philosophe néerlandais Arie Rip (Callon et Rip, 1992). Disposé au même niveau que les autres, le chercheur s'inscrit ainsi dans des processus d'expertise, ouverts à tout participant, et des *foras* hybrides, où l'arrangement final se construit par confrontation des différents intérêts et arguments des interlocuteurs concernés : « Le rôle de l'expert est alors de fabriquer des "arrangements", des compromis, les plus solides possibles entre

15 Commission européenne (2002). *Plan d'Action Science et Société*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, p. 14.

le pôle des connaissances scientifiques, celui des contraintes réglementaires, et celui des intérêts sociaux, politiques ou économiques » (Granjou, 2003, p. 179).

Ces exigences infiltrent également la réflexion des sciences de l'information et de la communication en France, attelées à éclairer, voire à animer la communication de l'information scientifique et technique.

7.4. Une exigence croissante en faveur de « sciences citoyennes »

Avant même la naissance en 1978 d'une nouvelle discipline en France structurée au niveau de l'information et de la communication, le chercheur répond déjà à la pression de plus en plus forte des acteurs pour une réflexion partagée sur les enjeux mondiaux, quand les décideurs politiques et économiques se sont d'abord employés à verrouiller la diffusion des *biens communs informationnels*. Œuvrant déjà à redéfinir les modalités de la communication publique de sa propre expertise au-delà des approches *technocratiques* et *décisionnistes*, ce chercheur parvient parfois à briser la routine de ses propres modes de fonctionnements. Il prend déjà en compte les « troubles » de sa propre expérience, et conjugue – à la manière d'un John Dewey ([1925] 1981) – activité réflexive, sens, perceptions, faire et action (Voirol, 2008).

S'inscrivant ensuite par la qualité de ses questionnements dans l'élaboration d'un modèle *pragmatique* de confrontation ouverte sciences/politiques/médias/citoyens, ce même chercheur contribue à déstabiliser les certitudes, antithèses de la connaissance, selon Bertrand Russel, motivées par l'urgence et l'utilitarisme factuel. Il aide à la dépollution d'un débat public, déjà encombré de formules toutes faites, comme « la neutralité libérale » et plus tard « l'islamo-gauchisme », « l'histoire civilisatrice », « la cancel culture », le « bon sens patriarcal », « l'intersectionnalité », « la rationalité blanche », « le grand remplacement »..., dont les médias généralistes sont souvent les caisses de résonance, eu égard aux modalités de co-construction de leurs contenus. Bien comprise de part et d'autre par les journalistes, les acteurs politiques, les chercheurs et les publics, la médiation scientifique participe déjà d'une publicisation éclairée des enjeux mondiaux du millénaire, aidant à faire surgir leur complexité plutôt qu'à la réduire à des anathèmes.

En résumé, dès ces années soixante-dix, l'exigence citoyenne s'y renforce en termes de responsabilité à l'égard des instances décisionnaires et académiques. Elle porte une réclamation de plus en plus appuyée pour une (ré)ouverture démocratique des choix en matière d'orientation technologique, quand la vie sur terre et les organisations sociétales qui la permettent se présentent de plus en plus « vulnérables » (Theys et Fabiani, 1987). Des dispositifs sont ainsi déjà imaginés, pour répondre à cette aspiration multiple, convergente, scientifique, politique, médiatique, citoyenne, et permettre à chacun, avec ses légitimités propres et non interchangeables, d'engager une réflexion sur les sciences, de libérer des avis éclairés sur les choix de politique technoscientifique, voire de contribuer à ces choix.

Sans attendre le passage du millénaire, cette réflexion initiale autour de la communication de l'information scientifique et technique se structure peu à peu avec d'autres enjeux communicationnels, au point de provoquer l'envie, voire le besoin d'enrichir la palette des disciplines scientifiques déjà disponibles d'une nouvelle composante. Participant au regroupement de tout un savoir institutionnalisé en France sous la désignation de « sciences de l'information et de la communication », Armand Mattelart témoigne de ce besoin :

[de] remettre en cause les rapports de savoir et de s'interroger sur la possibilité des nouvelles alliances entre la science et la société, d'un nouveau contrat entre chercheurs et société. [...] Seules les "sciences citoyennes" qui échappent à l'élitisme tout en se gardant de faire le jeu du populisme, peuvent faire contre-poids au projet de société globale de l'information porté par les monopoles cognitifs, leur culture du résultat et du retour sur investissement à court terme. C'est là une condition nécessaire à l'essor de nouveaux usages démocratiques du potentiel du réseau des réseaux. ([1999a] 2009 : 38)

Cette recommandation de l'auteur s'est patiemment forgée, née de son inscription et de sa contribution très active dans le champ de l'interdisciplinarité, pour traiter des enjeux de la communication à l'échelle planétaire. Comme beaucoup d'autres figures marquantes de la composante scientifique, Armand Mattelart commence sa carrière dans une première discipline (la démographie) et dispose ses outils théoriques, conceptuels, méthodologiques sur plusieurs continents.

Le besoin de resserrement peut alors saisir l'historien des sciences, soucieux de comprendre l'apport de ces sciences de l'information et de la communication dont se recommande aujourd'hui l'auteur. Car la fondation de cette toute jeune discipline ne se fait pas sans inventaires des savoirs déjà disposés, ni sans confrontations avec des disciplines déjà installées. Son déploiement hors frontières en moins d'une cinquantaine d'années impose la reconstitution rigoureuse.

Sans aucunement accepter l'enfermement dans un pays en particulier, il convient de partir ainsi d'un sillon, tracé depuis la France, pour mieux observer ensuite le déploiement du rhizome.

L'affirmation depuis la France d'une pensée communicationnelle

Jette mon livre ; dis-toi bien que ce n'est
là qu'une des mille postures possibles
en face de la vie. Cherche la tienne.

André GIDE

Roland Barthes (1964) le recommande : un même objet d'étude – en l'occurrence la communication à l'échelle planétaire – peut être approché, en considérant son évolution dans le temps depuis la mise à disposition des premiers éléments constitutifs d'une discipline (axe diachronique), puis à partir de la distinction de celle-ci vis-à-vis des propositions voisines de son patrimoine scientifique (axe synchronique).

Cette double prise en compte passe par la compréhension des « nourritures terrestres » disposées par ces disciplines déjà installées. Ces dernières peuvent aussi considérer le terrain déjà couvert par leurs propres outils méthodologiques, conceptuels et théoriques, et procéder de ce fait à l'augmentation du coût du ticket d'entrée de toute candidature à élection disciplinaire concurrente.

Parce qu'aucune discipline ne peut prétendre à l'immanence absolue surtout quand les enjeux pris en charge s'élèvent au niveau mondial, la mise en perspective de celle-ci s'avère nécessaire au-delà du seul territoire français – voire francophone – de reconnaissance institutionnelle. Il s'agit de vérifier en quoi l'élargissement du panorama scientifique s'accompagne – ou pas – du même élan hors frontières, et en quoi cette construction disciplinaire territorialisée constitue aussi une originalité nationale ou régionale. Des ponts conceptuels et théoriques s'affirment, dans la convergence comme dans l'opposition. Tous sont susceptibles d'offrir ces lectures structurées que ni

les usages brouillons de la locution nominale communication internationale, ni les investissements communicationnels multiformes des acteurs, ni les métadiscours médiatiques souvent baignés de positivisme n'ont proposées, jusqu'ici, de manière convaincante. Des pistes se dessinent, de nature à offrir des outils scientifiques cohérents.

Une pensée communicationnelle sur les enjeux du troisième millénaire à l'échelle planétaire participe donc d'une réflexion générale sur la production scientifique. Elle se présente en réponse à des demandes sociales émanant des États, des organisations et des acteurs sociaux, qu'elle transcende par des paradigmes et des questionnements propres à son champ. Elle se révèle aussi directement organisatrice de pratiques scientifiques, réflexives, critiques. Elle accompagne enfin des changements dans les modalités de diffusion ou d'acquisition des connaissances (Miège, 2005, p. 9). Appelant à l'élévation épistémologique, les débroussaillages structurants aident à saisir en quoi une discipline nouvelle comme les sciences de l'information et de la communication enrichit la lecture des enjeux du XXI^e siècle, sans pour autant prétendre circonscrire ceux-ci à la seule dimension communicationnelle parce que tout serait communication et s'y réduirait : « Toute vie sociale présuppose l'existence et le fonctionnement de systèmes de communication complexes... mais ce constat fondamental ne conduit pas logiquement à penser qu'on peut rendre compte de la complexité sociale à partir de la seule communication » (Miège et Tremblay, 1998).

Obtenant officiellement reconnaissance avec son premier congrès à Compiègne en 1978, cette pensée communicationnelle française ne propose pas un répertoire disciplinaire *ex nihilo*. Ses membres fondateurs présentent déjà un parcours académique, souvent très riche, construit à partir d'enseignements identifiés dans d'autres disciplines, sciences exactes y comprises comme déjà relevé (chapitre 6).

Sur le terrain de la communication hors frontières, une production scientifique s'est ainsi constituée. Cette dernière nécessite cependant interpellation, si elle arrête sa remontée historique à l'instant où, en pleine guerre de Trente Ans avec l'empire espagnol, la plume greffière de Théophraste Renaudot réduit la relation des événements entre nations dans sa *Gazette* aux seuls faits de la cour royale française (Roudy, 2005), prenant soin d'en masquer les « mystères » (Feyel, 2004). Ainsi commence au XVII^e siècle l'épopée française du pseudo-concept de communication internationale, que la naturalisation de l'expression poursuit au XXI^e siècle.

L'invite de l'UNESCO se dispose depuis sa fondation pour qu'une culture de l'ouverture aide à améliorer « nos capacités de découverte de l'Autre, d'ouverture, d'acceptation mutuelle et de dialogue », et pour que s'élaborent les réponses possibles aux grands défis de notre époque. Elle n'appelle cependant pas à la mise en place d'une nouvelle discipline en ce sens. Le succès de communication internationale s'explique d'abord par sa reprise, « naturelle », dans le champ des relations internationales et du droit international public, disciplines familières du repérage des jeux entre nations. Inscrite dans les instrumentalisation des acteurs de l'après Seconde Guerre mondiale, communication internationale se retrouve de manière tout aussi « naturelle » sur les radars de l'anthropologie, de la démographie, de l'économie politique, avec l'implication de plus en plus appuyée des organisations internationales en faveur de la « communication pour le développement ».

Le débroussaillage terminologique que nous avons déjà conduit (chapitre 1) pousse maintenant à explorer les enjeux communicationnels, tels qu'ils se présentent, alors que des sciences de l'information et de la communication en gestation découvrent les sillons tracés par les disciplines plus anciennes, pour progressivement s'y engouffrer et... s'en émanciper.

8.1. Un tri immédiat parmi les offres théoriques déjà constituées

Au ^{xxi}e siècle, le périmètre – encore désigné sous l'appellation objectivante communication internationale – intègre désormais de multiples acteurs, objets et problématiques. Il renvoie à un éclatement d'enjeux que l'on devine fondamentaux, quoiqu'insaisissables eu égard au nombre de disciplines scientifiques déjà impliquées. Mobilisée au gré des écoles théoriques, mais aussi de leur instrumentalisation par les acteurs dominants, l'expression caméléon n'éveille pas encore la distanciation scientifique attendue, pour prévenir la convocation généreuse de formules déjà naturalisées dans la sphère publique : « ère numérique », « diversité culturelle », « modernité », « communication pour le développement », « dépendance », « journalisme de la paix », « créativité citoyenne », etc., vis-à-vis desquelles la nouvelle discipline va devoir très rapidement se positionner.

Précisément, l'entrée par les sciences de l'information et de la communication justifie plus que jamais l'abandon définitif de la

locution nominale communication internationale, s'il s'agit de recouvrir les enjeux communicationnels majeurs du troisième millénaire et leur problématisation scientifique. Afin de dégager les outils conceptuels et théoriques supplétifs, le détour s'impose donc du resserrement disciplinaire, à partir de cette fondation de la composante communicationnelle depuis la France (Cabedoche, 2016a).

8.1.1. *La gestation d'une approche communicationnelle dans un répertoire déjà disponible*

Bien avant la constitution de la discipline, les premières impulsions théoriques se proposant d'embrasser le territoire sont amorcées par les travaux en relations internationales. Il s'agit d'enranger un savoir académique relatif aux relations entre les nations au sens d'acteurs étatiques, initialement seuls à être consacrés par le droit international public. L'élargissement s'impose au ^{xx}e siècle, la communication internationale débordant du droit de la guerre.

Communication internationale et ouvertures disciplinaires

Depuis la France, les premières études en polémologie dégagent deux perceptions. Les auteurs prennent d'abord acte de la conviction installée, qui gouverne la diplomatie de la Maison-Blanche : pour celle-ci, le constat reste celui du monde sauvage décrit par Thomas Hobbes – *homo homini lupus* (l'homme est un loup pour l'homme) – à partir duquel la *doxa* états-unienne justifie la criminalisation de l'adversaire, l'appel aux valeurs civilisationnelles jugées menacées, la mobilisation préventive permanente et la nécessité du shérif.

En France au contraire, le contexte dominant autour de la polémologie naissante renvoie à la vision de *l'homo furiosus*, classiquement désignée comme « européenne » et distinguant guerre et paix. Cette représentation ouvre à toute une série de productions de normes, considérations des espaces, convocations de temporalités, analyses des rapports de forces, repérages des états de conscience, décodages des finalités et décryptages des jeux de communication, qu'il convient de préciser.

Mais à l'ère contemporaine des conflits post-étatiques et post-politiques – du moins jusqu'à ce qu'après l'Inde et le Pakistan par exemple, la Russie de Vladimir Poutine ne réveille l'actualité de la territorialisation –, le système défini à partir des traités de Westphalie

en 1548 ne tient plus. Il consigne pourtant jusque-là *jus ad bellum* (droit à la guerre) et *jus in bello* (droit dans la guerre), à partir des principes conjoints de la souveraineté des États et de la symétrie des engagements. Désormais, il devient nécessaire de considérer le rôle des médiateurs « neutres » et surtout d'intégrer de nouveaux belligérants, parfois indiscernables au milieu des non-belligérants : brigades de partisans, mouvements de libération, cellules de guérilla, maquis de résistance, milices paramilitaires, activistes terroristes, groupes mafieux, réseaux de cyberdélinquants, etc. Face à toutes ces zones grises de la guerre hybride, les cadres convenus d'analyse explosent. Ils débordent l'interétatique (Boulanger, 2014), lorsque les jeux tactiques des acteurs de toute nature, militairement et logistiquement dominés, œuvrent à compenser l'asymétrie des rapports de force par de subtiles logorrhées discursives pour brouiller les cartes au-delà des logiques nationales (Ayalon, Popovich et Yarchi, 2016), et à multiplier les menaces hybrides *via* la démultiplication exponentielle des capacités de haut niveau technologique, acquises ou dérobées. Ils provoquent finalement l'effacement de la polémologie, que, dans les années soixante-dix, son fondateur Gaston Bouthoul (1970) entend encore lier à des lois statistiques et aux territoires pour la compréhension et la prévention des conflits (Coste, 2002).

La linguistique et les sciences politiques enrichissent déjà l'arsenal des méthodes susceptibles de repérer l'ennemi, notamment lorsque celui-ci s'infiltré au sein même des médias nationaux. Harold Dwight Lasswell révisé très tôt sa conception empirico-fonctionnaliste du journaliste, méliorativement érigé comme agent de propagande en appui du politique pour « la gestion gouvernementale des opinions, plus économique que la violence et la corruption » (Lasswell, 1927). Il lui faut ainsi dépasser le confinement convenu de ce journalisme à des fonctions classiques d'alerte, d'organisation des réponses sociétales aux défis de l'environnement et de transmission de l'héritage culturel et social. Pour distinguer la « bonne » propagande de la « mauvaise » quand la thèse des *effets forts* des médias pour la gouvernance des opinions reconnaît encore ceux-ci comme déterminants, la panoplie des outils d'analyse des contenus s'enrichit alors de techniques probatoires pour confondre l'ennemi, agissant sur le territoire national même, états-unien (Lasswell, 1952).

Ainsi sont codifiées des méthodes de repérage des thèmes (analyse descriptive), des signifiés (analyse thématique), des signifiants (analyse lexicale), des catégories (analyse fréquentielle). Le programme

se veut scrutateur des contenus (*content analysis*), des auditoires (*audience analysis*), du canal (*media analysis*), de l'impact (*effect analysis*), et de la régulation (*control analysis*). L'injonction s'exerce dans le sens d'une double obéissance : au principe d'*objectivation* d'une part, qui permet de dépasser l'étroitesse des prénotions nationales et de comprendre le texte exogène ; au principe de *quantification* d'autre part, qui impose la scientificité des sciences humaines et sociales sur le modèle des sciences exactes (Berelson et Lazarsfeld, 1948), comme nous l'avons déjà évoqué.

Tout cela explose un quart de siècle plus tard, à la fin de cette guerre au Vietnam considérée d'abord comme une victoire militaire, puis comme une défaite psychologique pour les États-Unis : réinvesti par la Maison-Blanche dans une rhétorique justificatrice de la guerre au nom de l'intérêt national, l'État s'érige *définisseur primaire*, usant des technologies de l'information et de la communication les plus performantes pour mobiliser à la cause les populations, nationales comme extranationales (Géré, 1997). Comme nous l'avons déjà évoqué (chapitre 1), Joseph Nye en théorise bientôt la pratique sous le nom de *soft power* (2004), avant de parler de *smart power*, subtile combinaison du *soft* et du *hard power* (2011).

Cette compréhension réactualisée des enjeux constitue un socle croisé de multiples apports disciplinaires, dont en France témoignent déjà colloques, ateliers et publications, par exemple consignés autour du thème « Tolérance et compréhension »¹, avant de se décliner rapidement en « Communication et conflits ».

Tout un répertoire scientifique s'offre ainsi, méthodologique, conceptuel, théorique, à l'inventaire duquel, dès leur apparition, les sciences de l'information et de la communication doivent se livrer.

Communication et approches conceptuelles et méthodologiques

En France tout particulièrement, influence première des sciences politiques et des enseignements en relations internationales oblige, les recherches en communication internationale sont d'abord cadrées par les théories de l'État. La perception des enjeux est certes critique,

1 Cf. en 1962, le colloque du Centre culturel international de Cérisy (CCIC), *De la tolérance à la compréhension*, dirigé par Pierre Burgelin, Gabriel Marcel et le Père Leclerc, du 2 au 12 juillet. <http://www.ccic-cerisy.asso.fr/colloques3.html>

mais ceux-ci sont identifiés sur un terrain essentiellement culturel, c'est-à-dire au niveau principal de la sphère idéologico-politique.

Ce confinement a ses avantages : il prévient la recherche en sciences humaines et sociales en France de la tentation d'un économicisme, voire d'un technicisme, étroits, dans lesquels au contraire les principaux acteurs des années soixante se précipitent allègrement, notamment au sein du système des Nations unies, pour aborder les questions du développement en référence au modèle états-unien. Les prescriptions y réduisent trop souvent les analyses aux études de marché et le consommateur à la rationalité de l'*homo œconomicus*, en quelque endroit que ce soit de la planète.

Dans cette protohistoire de la discipline, si l'on ne peut déjà parler de problématiques communicationnelles malgré les efforts en ce sens d'Edgar Morin et de Roland Barthes, les débats sont cependant très vifs à partir des travaux états-uniens. Leur déploiement contradictoire bénéficie de promoteurs critiques avertis : les séminaires de l'École pratique des hautes études ; la diffusion en France de la revue *Communications*, accueillant de savantes analyses des travaux de Theodor Adorno et de Max Horkheimer ; les écrits de jeunes politistes, dont Jean Cazeneuve qui envisage la « société de l'ubiquité » et Francis Balle qui, influencé par Jacques Ellul et sa critique du « système technicien », s'affaire à la première édition du manuel *Médias et sociétés*, devenu un classique depuis.

Chaque discipline ajoute sa contribution propre. Entreprenant de (re)découvrir l'humain, la psychologie apporte sa sensibilité à l'*homo psychologicus*. La psychologie sociale réhabilite l'*homo singularis* au sein du groupe. Le droit consacre l'*homo civilis*. Les sciences politiques désignent l'*homo politicus*, voire l'*homo aestheticus*. Toutes ces constructions disciplinaires préparent les sciences de l'information et de la communication à immédiatement ériger l'humain en tant que « sujet actif » des sociétés humaines, et ce, au niveau mondial.

Autour de ce qui se dispose déjà comme les éléments constitutifs de la communication internationale, les convocations disciplinaires se bousculent. La philosophie politique offre aux fondateurs de la future discipline de distinguer Emmanuel Kant et son idéal de *paix perpétuelle* du monde sauvage de Thomas Hobbes. L'anthropologie sociale permet, avec Georges Balandier, de considérer la savante combinaison du *dedans* et du *dehors* dans la construction sociétale et politique des territoires et régimes de pouvoir, que les sciences de l'information et de la communication intégreront en même temps que la distinction

vertical/horizontal, sujet/système, objet/sujet, contenu/relation, organisme/milieu (Bougnoux, 1993, p. 13). La sociologie criminelle invite à distinguer valeurs, mœurs et us pour se prévenir du piège d'un relativisme culturel absolu, liberticide : les valeurs renvoient à l'universel désincarné et n'appellent à aucun jugement, de la même façon que les us n'ont aucune prétention à l'universel, à la différence des mœurs qui autorisent et justifient l'évaluation critique (Brodeur, 2002). La linguistique et la sémiologie disposent tout l'appareil méthodologique pour confondre le discours journalistique de la neutralité universaliste, comme le synthétisera ensuite Roselyne Koren (2004).

Combinée avec les sciences politiques, la psychanalyse aide encore à repérer les mécanismes inconscients de la construction des imaginaires politiques, comme s'y prépare Philippe Braud (1981). Reliées à l'histoire, les mêmes sciences politiques révèlent de manière dynamique les croisements et glissements métalinguistiques successifs – par exemple des appellations civilisation(s) et culture(s) – selon les zones géoculturelles et les époques considérées (Bénéton, 1975). De son côté, travaillant avec la démographie, l'histoire aide à la (dé) construction de cartographies sociales convenues à l'échelle de régions du monde, comme la classique « carte de Mercator » du xvi^e siècle, corrigée par la « carte de Peters » (Grataloup, 2012). Mobilisant les sciences de la gestion, la sociologie des organisations prend acte de l'ouverture des organisations aux enjeux de la mondialisation, sans déjà intégrer l'injonction de l'apprentissage rentable de la différence culturelle sur place, que porteront plus tard les théories néo-institutionnalistes de la glocalisation. L'économie politique critique avertit de la nature asymétrique des systèmes de communication à l'échelle mondiale, avant que sa lecture de l'uniformisation du monde par l'industrie de la culture, portée par l'école de Francfort, ne soit confondue pour sa vision trop générique (Voirol, 2010). La sociologie critique s'enrichit de l'approche bourdieusienne du capital social (Meda, 2002), que ne perturbent pas encore les enseignements de l'École pragmatique française : Pierre Bourdieu et Luc Boltanski (1976) décryptent ensemble la production de l'idéologie dominante.

Les auteurs qui s'apprêtent à se regrouper en France au sein des sciences de l'information et de la communication s'investissent dans ces espaces de réflexion critique déjà entrouverts. La trace en est rétrospectivement perceptible dans le champ des organisations économiques, *via* ce qui, progressivement, constituera une réflexion critique appuyée sur le terrain des industries culturelles. Cet effort

conjoint de « théorisation » constitue ainsi une première distanciation par rapport aux enseignements de l'économie politique critique de l'école de Francfort (Huet et coll., 1978).

Les auteurs de référence de la future discipline s'investissent parallèlement dans le questionnement de la (dé)(re)territorialisation des espaces publics, *via* les jeux des acteurs institutionnels et sociaux, comme le rappelle récemment Isabelle Garcin-Marrou (2020). Le terrain commence également à être exploré par la sociologie des usages et pratiques (Perriault, 1989), *via* le développement de technologies de l'information et de la communication que les acteurs désignent alors comme « nouvelles ».

Des ponts commencent également à s'établir hors frontières, comme avec l'université de Lubumbashi qui amorce sa réflexion en information et communication dès 1963, avant que le pays ne procède au lancement de sa propre société savante (Ekambo et Dikanga Kasadi, 2013).

Communication et ponts institutionnels

Les rencontres s'élargissent, organisées depuis 1957 par l'International Association For Media and Communication Research (IAMCR), avant le renfort à venir en 1990 de l'Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication (AIERI).

Les partages scientifiques ainsi initiés donnent lieu à des publications croisées réunissant les chercheurs par l'objet communicationnel, sans que celui-ci ne soit alors identifié au sein d'une discipline spécifique. La mise en visibilité de ces savoirs associe ainsi les collaborations interdisciplinaires, notamment à l'occasion des états collectifs de la recherche. Les solidarités scientifiques autorisent la reconnaissance de revues structurantes, dont les onglets ouvrent le travail scientifique au terrain de l'internationalisation de la communication, que s'apprête à explorer la future discipline. Enfin, les chercheurs en sciences humaines et sociales sont déjà régulièrement appelés par les organisations internationales (par exemple l'UNESCO) pour nourrir celles-ci de leur contribution structurante, ou pour des activités de conseil auprès des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des opérateurs de la francophonie : Organisation internationale de la francophonie (OIF) et Agence universitaire de la francophonie (AUF), que rejoindra l'Université Senghor en 1990.

La reconnaissance sociale de la discipline est ainsi en marche, qu'engage la constitution d'un Comité des sciences de l'information et de la communication en février 1972, à l'initiative de Robert Escarpit, Roland Barthes et Jean Meyriat (Couzinet, 2002, p. 138). Des problématiques peuvent donc déjà se présenter, pêle-mêle, questionnant certains enjeux transversaux et hors frontières, non traités jusque-là, ou peu, ou accessoirement. La discipline en voie de constitution bénéficie des examens réflexifs des disciplines aînées.

8.1.2. *Les avantages d'un espace cognitif déjà déblayé*

Les auteurs précurseurs repèrent rapidement l'instrumentalisation de l'expression communication internationale par les États-Unis à l'entrée dans la Guerre froide (Mattelart, 1992, p. 102-103).

Érigée en révélation, cette acuité conduisant à lier guerre et communication peut d'abord surprendre depuis l'Europe – au moins jusqu'à la guerre de l'information autour de l'intervention russe en Ukraine en 2022 – quand, du point de vue des armées abusivement qualifiées de « grandes muettes », les tentatives d'éjection des autres acteurs de l'investissement dans une technologie de l'information sont historiquement avérées, sitôt celle-ci créée et diffusée : de l'annexion des postes à l'usage pionnier des *Advanced Research Projects Agency Network* (Arpanet) en passant par les tentatives de *black-out* du télégraphe optique, l'institution militaire tente de s'en réserver les usages (Mattelart, 1995).

Communication et débroussaillage programmatique

L'effet de surprise vis-à-vis de l'irruption de la nouvelle discipline peut aussi naître de sa disposition au repérage et à la prise de distance à l'encontre de l'instrumentalisation de certaines expressions, naturalisées ailleurs : « objectivité », « communication pour le développement », « communication internationale », etc. La nécessité de l'inventaire au démarrage d'une nouvelle offre disciplinaire oblige à la relecture des terminologies quand tant d'autres disciplines ont déjà disposé leurs outils d'analyses et concepts structurants – par exemple la linguistique – sans trop toujours revisiter la dimension routinière de ces convocations méthodologiques et conceptuelles.

Enfin, sur le terrain de l'information comme de la communication, les professionnels eux-mêmes ne sont pas en attente d'un nouveau

répertoire disciplinaire, disposant déjà leur *idéaltypique* autour de la « neutralité » déontologique, à leurs yeux suffisant pour prévenir les confusions dans la sphère publique. Dès lors, le saisissement de la *doxa* peut constituer l'atout immédiat d'une discipline nouvelle, par définition non encombrée par les historiques des guerres de chapelle jalonnant les généalogies des autres composantes scientifiques. L'exigence peut même s'en retrouver renforcée contre certains *habitus* banalisés au sein de disciplines plus anciennes : pour obtenir reconnaissance de communautés scientifiques déjà en place, les pionniers doivent présenter les cartographies de leur apport et ainsi, mieux penser l'articulation des problématiques, du lien, du sens, du savoir et de l'action.

L'exercice conduit à se dégager de certaines croyances installées dans le corps social, quand les éléments constitutifs de l'appellation disciplinaire – information et communication – sont déjà si connotés, réduisant la communication à des techniques et à des ajustements. Le nouveau répertoire doit dépoussiérer les notions de pouvoir, de domination, d'inégalités, etc., attachées à la communication, quand certains acteurs réduisent alors l'acte de communication au rabâchage, jusqu'à pénétration par force dans les esprits, sans autre forme de remise en question de l'énoncé, seulement pour convaincre : « [...] la communication politique est un exemple particulièrement révélateur d'un tel courant : un projet de réforme lorsqu'il est contesté, c'est qu'il est mal communiqué » (Bernard, 2004, p. 5).

L'une des forces de la discipline en voie de constitution consiste à proposer un projet constitutif qui se présente en premier lieu comme un programme de recherche, avant même d'être une maquette d'enseignement, comme le sont au contraire les premières institutions historiques de formation au journalisme : en ces années trente, issus du monde professionnel, les animateurs français de l'Institut des sciences de la presse se donnent d'abord pour objectif de transmettre des techniques de savoir-faire professionnel, dont la légitimité se présente déontologique, sinon corporatiste avant d'être scientifique. Au contraire, pour une nouvelle discipline constituée depuis l'université, la puissance argumentaire des truismes s'efface aussitôt, si elle en est encore à réduire l'ouverture au monde par l'information médiatique au trousseau des clés technologiques délivrant l'entrée du village planétaire (Cabedoche, 2004b).

Par ailleurs, face à l'éventail académique déjà en place, la virginité historique liée à l'irruption de la discipline renforce ses chercheurs dans la perspective heuristique en tant que méthode de recherche,

plutôt que dans une perspective axiomatique : des hypothèses sont posées, sans se soucier *a priori* de leur « vérité ». Peu encombrée d'*habitus* scientifique, ou jouant de la neutralisation des *habitus* multiples la constituant eu égard aux origines pluridisciplinaires des chercheurs qui la rejoignent, la discipline contribue plus facilement que d'autres à « penser l'impensé », à discuter « ce qui n'est pas déjà là », « ce qui n'est pas encore là », « ce qui n'est pas encore nommé ».

Communication et débroussaillage méthodologique

À l'opposé, la discipline bénéficie de techniques d'enquête et d'analyse déjà très éprouvées ailleurs – par exemple en sociologie – sans avoir à réinventer l'eau chaude. Sa disponibilité à l'analyse comparée pour se frayer le chemin la prédispose, *a priori*, au dégagement de nouveaux objets. Ses chercheurs ne s'encombrent pas des préjugés autour de la noblesse – ou de la trivialité – desdits objets. Ils ne s'embarrassent pas de l'accusation de compromission par le cousinage que certains de ces objets provoquent avec ce que saisissent les professionnels, concernant par exemple la communication des organisations ou les analyses des usages. Les collaborations enjambent les disciplines et s'inscrivent plus facilement dans des projets-frontières, sans frôler aussitôt le procès en excommunication (Fleury-Vilatte et Hert, 2003).

Parallèlement, les emprunts épistémologiques, théoriques et méthodologiques sont d'autant plus autorisés que le socle disciplinaire reste à construire et que, relevant de savoirs non cumulatifs, la discipline dispose plusieurs énoncés, même contradictoires, sans devoir systématiquement procéder à de douloureuses opérations de reniements. *A priori* affaiblie par l'étendue de ses objets (tout est communicationnel) et de son territoire historico-géographique (l'international est dans tout, à toute époque), la nouvelle discipline tire force des révisions déjà entreprises ailleurs, qui la préviennent du risque de commettre les mêmes erreurs. Sa prétention à lier plusieurs champs – le politique, l'économique, le social, le culturel, le culturel... – et à resituer l'homme communicant dans son environnement l'oblige à emprunter humblement les acquis précieusement constitués et disposés dans les états de la recherche des autres disciplines.

Plus spécifiquement, de nouvelles sciences de l'information et de la communication poussent à regrouper et approfondir des questionnements partagés par l'ensemble de la communauté scientifique. La situation se présente par exemple à propos de la communication de

l'information scientifique, dont nous avons déjà exploré l'évolution historique des paradigmes (chapitre 7) ou de la communication des organisations, face à l'extension des techniques du néo-management public autour du « paradigme de projet » (chapitre 4).

De fait, avant même que la discipline ne formule son positionnement original, des révisions sont déjà actées, des polémiques sont déjà consommées, des avancées sont déjà consacrées, prévenant d'un relativisme absolu comme d'un conservatisme rigide, dangereux pour la connaissance. Certaines de ces interrogations mobilisent déjà les chercheurs qui s'appêtent en cette fin des années soixante-dix à faire le saut dans l'inconnu d'une nouvelle aventure scientifique.

8.1.3. *Une réflexivité et une distanciation à prolonger*

En cette décennie fondatrice de la discipline en France, les thèses diffusionnistes – dont le déterminisme technologique inspire encore de nombreuses politiques, dites « de développement » – rencontrent déjà la critique (Boullier, 1989). Cette dernière est en effet activée avec le Sommet des pays non-alignés d'Alger de 1973, et la revendication théorisée en faveur d'un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ».

Ainsi, la discipline bénéficie d'une historicité de la pensée critique. À évaluer !

Communication et historicité de la pensée critique

La réunion de la commission en charge de rédiger le rapport McBride, qui tente en cette fin des années soixante-dix de sortir l'UNESCO de l'impasse, représente une tentative de mise en débat contradictoire, éclairante des différences de positionnement théorique (Cabedoche, 2011a). Des concepts à l'origine de l'effervescence à l'échelle planétaire appellent déjà réactualisation, voire révision. Le travail précurseur des auteurs finlandais Kaarle Nordenstreng et Tapio Varis, autour de la circulation « à sens unique » de l'information mondiale, révèle ainsi la nature des flux de l'information internationale médiatisée (Nordenstreng et Varis, 1974). La recherche scientifique est ainsi invitée à développer ses outils méthodologiques pour traquer les réflexes ethnocentriques des médias du Nord. L'anthropologie et la linguistique sont fortement sollicitées en ce sens.

L'économie politique critique ouvre en outre la piste de la marchandisation de la culture, encore peu empruntée au début de la seconde moitié des années soixante-dix, par une distanciation plutôt développée par les sciences politiques autour des théories de l'État. Jeune démographe formé à l'école française d'Alfred Sauvy, installé depuis au Chili et dont la trace institutionnelle s'est académiquement un peu perdue depuis son retour précipité en France en 1973 à la suite du coup d'État d'Augusto Pinochet, Armand Mattelart en élargit la perspective critique. Ainsi, les premiers travaux de l'auteur combinent déjà l'analyse de contenu à celle de l'organisation du journal conservateur *El Mercurio* au Chili et de ses liens avec la puissance états-unienne dominant l'économie du pays latino-américain (Mattelart, Mattelart et Piccini, 1970). Ce travail pionnier invite ainsi, immédiatement, à dépasser la simple analyse descriptive, chère à la sociologie fonctionnaliste des médias, pour aborder l'étude de la structure des groupes médiatiques. Depuis l'Amérique latine et l'Europe, la réflexion critique se focalise déjà sur la marchandisation des médias et sur les stratégies informationnelles des experts états-uniens dans les pays du Sud.

Toute nouvelle discipline qui entendrait se présenter en cette fin des années soixante-dix bénéficie encore d'une offre méthodologique déjà bien balisée par le structuralisme, pour dépasser les seules grilles d'analyses sémio-descriptives des contenus de presse.

Communication et structuralisme

Déjà reprises en sciences politiques, les figures linguistiques organisées autour des fonctions du langage définies par Roman Jakobson permettent de confondre le discours idéologique des médias (Bonnafous et Jost, 2000).

La sociologie inspire alors les analyses comparées en démontrant comment le cerveau est conditionné par la *gestalt* générale des Unes et des pages intérieures, à l'instar du travail effectué par Violette Morin lors de la visite de Nikita Khrouchtchev en France (Morin, 1961). Par la systématisation, l'analyse structurale se propose de mettre en relief le signifié, la connotation, le système sous-jacent aux apparences. Ainsi, des mythes contemporains surgissent du langage commun porté par les communications de masse, naturalisant les valeurs de la petite bourgeoisie française, y compris dans les préférences culinaires nationales (le bifteck frites) exposées à l'offre concurrentielle

de consommations alimentaires exotiques (Barthes, 1951, p. 72-73). Le projet sémiologique inspiré par la lecture structurale de Roland Barthes et d'Edgar Morin séduit ainsi un Armand Mattelart, tenté par l'évasion hors d'une science démographique qui ne répond déjà plus à ses nouvelles aspirations.

Le paradigme structuraliste s'étend déjà à la psychanalyse, à la littérature, à l'anthropologie, qui permet de confondre le « faux évolutionnisme » des lectures linéaires de l'histoire : celles-ci aboutissent à décréter des peuples et des cultures historiquement « en retard ». Ce discours est alors déconsidéré, au-delà de la seule expression d'un sujet parlant et au-delà même de l'intention de son auteur, quel qu'il soit : politicien, écrivain, journaliste... Cette pensée critique apprend à comprendre que le sujet peut se retrouver envahi au plus profond de sa propre conscience, jusqu'à le voir, malgré lui et contre lui, s'appropriier le discours de pouvoir, comme vient de le démontrer Michel Foucault (1974). Ce dernier auteur influe particulièrement sur les trajectoires intellectuelles, que des sciences de l'information et de la communication devenues plus matures analyseront plus tard lors de colloques internationaux (Mattelart, 1999b et 2010).

La posture bourdieusienne s'est également déjà installée, qui permet de dénoncer plus encore le triomphe et la violence cachée du code : ainsi, la désagrégation sociale de la société algérienne ne se présente plus comme le résultat d'un choc de civilisations, dont l'une serait retardée par rapport à l'autre, mais en tant que cicatrice d'une opération de « chirurgie sociale », en œuvre depuis le XIX^e siècle : « La guerre fait éclater en pleine lumière ce qui est au fondement de l'ordre colonial, à savoir le rapport de force par lequel la classe dominante tient en tutelle la classe dominée » (Bourdieu, 2008, p. 126).

Mais première évaluation critique de l'héritage, que la discipline devra considérer dès sa naissance : le structuralisme et, particulièrement, les thèses althusseriennes entament déjà leur déclin. Le radicalisme de l'école de Francfort, à laquelle le concept d'*impérialisme culturel* est redevable, est lui aussi menacé par l'usure.

Le procès est en effet déjà entendu, contre des lectures mécanistes du fonctionnement des sociétés humaines : en se focalisant sur la stigmatisation du code, la linguistique structurale y enferme le contexte. La structure apparaît immobile, gelée, hors du temps et de l'espace. L'information est irréductiblement consignée au contrôle d'une totalité étatique dans un ensemble monolithique, d'où l'expression de la société civile ne peut surgir. L'homme n'est plus que le

support de structures, ce qui, à l'extrême chez Louis Althusser, rend vaine l'analyse visant à pointer les spécificités discursives des auteurs (Brohm, 1974). Le moment que choisissent les sciences de l'information et de la communication pour apparaître en France correspond à une période de mise en jachère théorique, qui invite à repenser la place du sujet, les jeux des acteurs, le rôle actif de l'audience. Henri Lefebvre (1969) s'est déjà prononcé contre un théâtre althussérien humainement désert, se complaisant dans l'analyse des invariants et des indéterminations et qui tend à effacer l'action des sujets. Outre-Manche, depuis la *New Left*, Edward Palmer Thompson (1978) retient même de la construction althussérienne une « terrible machine à déshumaniser ».

Depuis, le débat s'est élevé au niveau des enjeux de la communication à l'échelle planétaire, dès lors que ce structuralisme radical, quelque peu épuisé au niveau national, n'en inspire pas moins encore certains acteurs du Mouvement des pays non-alignés, critiques résolus de « l'Ordre mondial de l'information et de la communication ». En France, la charge critique dans l'espace public des années soixante-dix se déplace alors contre le tiers-mondisme. Le procès de la « pensée 68 » et du structuralisme s'est ainsi mis en mouvement. Il prépare à l'exécution qui en sera prononcée au milieu des années quatre-vingt (Ferry et Renaut, 1985). Mais déjà en cette fin des années soixante-dix, la réaction se veut réhabilitation du *Sujet* en tant qu'être pensant autonome, lequel réclame la prise en considération de son discours et de son libre arbitre.

Dans ce contexte polémique, la pensée critique en France – qu'une majorité des futurs fondateurs des sciences de l'information et de la communication observe avec attention, et parfois anime – se sent de moins en moins attirée par les méthodologies d'analyse de contenu *stricto sensu* des textes. Comme pour les théoriciens de la *Critical discourse analysis*, l'interface est absolue entre texte/discours/société : si le discours reste considéré dans sa matérialité linguistique en tant que production écrite ou orale, c'est toujours en lien étroit avec ses différents contextes de production, de diffusion et de réception, desquels il tire (une partie de) sa signification. Comme nous l'avons déjà évoqué (chapitre 6), la sociologie prépare les prescriptions pour l'analyse des discours médiatiques d'un Yves de La Haye précurseur (1985), puis d'un Jean-Pierre Esquenazi (2002), lesquels comprennent les enjeux que devra traiter la nouvelle discipline. Ils participeront à leur théorisation une ou deux décennies après. De manière plus large encore, la filiation, déjà amorcée avec l'économie politique critique, invite à réintroduire les

relations de pouvoir dans l'analyse de la production, de la distribution et des échanges de ressources, comme dans l'étude des phénomènes et de reproduction dans la vie sociale (Mosco et Bouillon, 2000, p. 95).

Ainsi, même si l'analyse des modalités discursives (genres, rubriques, tons, registres...) est en soi signifiante, – au-delà même du concept de *cadre*, formalisé par Erving Goffman (1963) – l'information médiatisée n'est déjà plus à prendre seulement en tant que somme de contenus. Elle doit être étudiée en tant que modes de relation, schéma de communication productive entre les groupes et les forces sociales, construit social révélateur d'un type de rapports de force entre différents acteurs sociaux et cela, à tous les niveaux, *micro, méso et macro*. Plus tard, depuis l'École des hautes études en sciences sociales, Roger Chartier (1999 : 20) reliera encore l'histoire de la communication à une exigence d'articulation entre une histoire des textes – canoniques ou ordinaires –, une histoire des formes de leur transmission – supports manuscrits, formes de l'oralité et médias électroniques – et une histoire des appropriations – entendues au double sens de pratiques et de compréhension.

En cette fin des années soixante-dix en France, le terrain est également préparé à la distanciation vis-à-vis du programme de recherche fonctionnaliste, tel que défini par Harold D. Lasswell et dont les recherches se régalaient aux États-Unis (Proulx, 2001).

De manière plus marquée encore, le terreau dans lequel mûrit le projet d'éclosion de la nouvelle discipline réagit, réfractaire à toute théorie générale qui se présenterait explicative de tout, voire à la modélisation si celle-ci se présente à outrance, sans préoccupation *in situ et pro tempore*. Or, sur le terrain des enjeux communicationnels à l'échelle de la planète, les grandes distinctions des écoles fleurissent, dont la confrontation, tendue, aide la discipline à construire ses propres paradigmes, à équidistance de l'école du développement et de l'école de la dépendance.

8.1.4. *La prédisposition au rejet des grands récits des écoles du développement et de la dépendance*

Dans l'entourage intellectuel de ceux qui préparent l'avènement de la nouvelle discipline, l'enthousiasme n'est pas débordant pour trancher entre les deux grandes écoles investies dans ces enjeux mondiaux. La critique que subit le fonctionnalisme en Europe de l'Ouest déteint déjà sur l'empirisme de la lecture proposée de la communication

internationale par l'école du développement, qui s'en nourrit depuis le début des années soixante. L'opération de déconstruction en est déjà entamée par les théoriciens de l'école de la dépendance, dont le renouvellement critique salutaire commence pourtant à provoquer la distanciation : l'école critique se révèle figée au moment de la constitution des sciences de l'information et de la communication, quand elle prétend à son tour offrir un cadre théorique global qui expliquerait l'homme dans sa totalité, quels que soient l'espace et la temporalité proposés (Miège, 1990). Mais pour l'instant, en cette fin des années soixante-dix, l'affrontement reste entier entre les deux écoles, disposées en un couple-opposition insécable et regroupant plusieurs approches, de part et d'autre².

Ainsi, en ces années soixante-dix, l'UNESCO d'Amadou Mahtar M'Bow traite désormais des questions de communication à l'échelle de la planète, qu'elle estime relever de sa compétence. L'arène offerte par l'Agence spécialisée des Nations unies se montre sensible aux postures théoriques critiques, déstabilisant les certitudes de l'école du développement. Le fait est nouveau. Car jusqu'au début des années soixante-dix, l'ensemble des institutions du système des Nations unies s'est largement construit autour de cette seule première posture théorique, séduisante, qui entend notamment prendre en charge le développement des nouvelles nations décolonisées par l'aide au développement et le transfert technologique.

École du développement et référencement dominant

Il est frappant alors de constater la linéarité des propositions dominantes d'un siècle à l'autre. Ainsi, au XIX^e siècle, Auguste Comte élabore, dans un flou confondant et aujourd'hui confondu (Bourdeau, 2006), sa théorie « des trois états », selon l'évolution du mode d'explication propre à l'état d'avancement de chaque société, à l'instar du développement humain (Pickering, 2011). L'état *théologique* (état de l'enfance) désigne cette étape initiale des sociétés humaines, quand la cause des phénomènes est recherchée en attribuant des intentions aux objets (fétichisme, animisme), ou à un Dieu, voire à des êtres

2 Le présent développement est inspiré d'une première publication, revue et augmentée : CABEDOCHÉ, Bertrand (2016). « "Communication Internationale" et enjeux scientifiques : un état de la recherche à la naissance des sciences de l'information et de la communication en France », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2016/2, n° 17/2, p. 55-82.

suraturels (mono et polythéisme). L'état *métaphysique* (état de l'adolescence) recouvre la disposition théorique qui remplace les agents explicatifs – jusque-là exogènes – par des forces abstraites : *la Nature* de Spinoza, *le Dieu géomètre* de Descartes, *la Matière* de Diderot, *la Raison* du siècle des Lumières. Enfin, l'état *positiviste* (état adulte) s'observe lorsque l'esprit recourt à l'épreuve de réalité et s'affranchit, par l'expérimentation, des discours spéculatifs précédents. Ainsi, le découpage anthropologique permet de disposer des *cultures-enfant*, des *cultures-adolescent*, des *cultures-adulte*, ces dernières ouvrant la route à suivre pour les deux premières.

Un siècle plus tard, les sociétés humaines sont pareillement hiérarchisées et linéairement disposées, chez Walt Whitman Rostow – par ailleurs, conseiller du président John Fitzgerald Kennedy. Pour rappel, six étapes sur l'échelle de la croissance caractérisent ainsi leur degré d'avancement : point de départ, la société traditionnelle fonctionne en autarcie ; puis, le prédécollage s'observe avec le dégagement de surplus agricoles ; le décollage apparaît à partir d'un fort investissement, l'émergence d'industries motrices et la fin des blocages culturels et sociopolitiques ; l'image de la modernité se profile ensuite avec l'établissement de la démocratie, condition de dépassement du décollage ; puis la voie vers le développement s'ouvre avec l'exode rural, conjointement au développement de la production industrielle ; enfin, la maturité est consacrée, concrétisée par la consommation de masse.

À la naissance d'une pensée communicationnelle en France, le décryptage du concept de *développement* s'est déjà opéré au sein de la pensée critique. Les enseignements de la géopolitique ont déjà expliqué la convocation de l'expression comme partie intégrante du discours de combat du président Harry Truman contre le communisme. Ils ont pareillement associé les programmes de lutte, proposés désormais contre le sous-développement des pays concernés, à l'esprit du précédent plan Marshall pour l'Europe. La référence enjoint concrètement de procéder à l'injection massive d'une aide financière, temporairement limitée, et au transfert technologique pour accélérer le *take off*. L'aide passe également par la formation des journalistes, notamment à la déontologie, pour précipiter le *free flow of information*, condition de dépassement une fois le décollage engagé.

Les futurs fondateurs des sciences de l'information et de la communication l'analysent déjà ainsi : l'investissement des Nations unies est significatif de cette influence théorique états-unienne déjà installée, pour la mise en place au début des années soixante d'un programme

pour le développement international sur dix ans (PNUD), couplé avec la mise en place d'une agence spécialisée disposant un Programme alimentaire mondial (PAM), à partir de 1963.

C'est précisément à ce moment que tout jeune chercheur, Armand Mattelart vit directement la tension intellectuelle de l'époque depuis sa Belgique natale, puis depuis la France où il rejoint l'Institut national d'études démographiques (Ined) d'Alfred Sauvy. Deux influences théoriques et disciplinaires, alors dominantes, se combinent, logiquement, entre économie développementaliste, d'un côté ; démographie néomalthusienne, de l'autre : les efforts pour le *take-off* des économies du tiers-monde seront vains si, parallèlement, on n'impose pas le contrôle des naissances. L'opinion publique est prise à témoin. Dans ce contexte, installé au Chili, Armand Mattelart franchit un pas disciplinaire, radical : le chercheur prépare sa mutation de la science démographique vers des sciences de l'information et de la communication en gestation. Il en sera plus tard l'un des piliers sur le terrain de l'analyse de la communication à l'échelle planétaire depuis la France, où il vient d'être accueilli en 1973, chassé par le coup d'État d'Augusto Pinochet. Avec son épouse Michèle, il contribue déjà à sensibiliser des collègues français, moins avertis du lien entre les intérêts des États-Unis et la presse conservatrice chilienne. Et avec d'autres chercheurs, invitation est faite à prendre en compte les approches critiques à l'encontre de l'école développementaliste, nourries chez Armand Mattelart de rencontres stimulantes : Ivan Illich, critique radical des systèmes techniques de la société productiviste ; Louis-Joseph Lebret, spécialiste des questions de développement ; Dom Hélder Câmara, figure de la théologie de la libération en Amérique latine dont Michel de Certeau (1970) contribue à populariser l'œuvre.

Alors cependant, les prescriptions de la « modernité », auxquelles l'école du développement renvoie, structurent le discours des principaux médias de masse en France (si l'on fait exception de la position de repli « cartériste » du magazine *Paris Match*). Le discours théorique entreprend déjà de déconstruire cette « modernité » dont se nourrissent les chartes déontologiques du journalisme en France, depuis 1918, et 1938, avant la réactualisation au niveau européen de la *charte de Munich de 1971*. Sous le sceau de l'évidence, se dégagent de prétendues « lois scientifiques », renvoyant au positivisme des sciences exactes et au libéralisme dont les revues référencées de la nouvelle discipline entreprendront plus tard le décryptage critique : existence de lois objectives régissant le fonctionnement de toute

société humaine ; élection des médias indépendants du pouvoir politique comme moteurs du progrès social, en tous lieux ; primat de l'information, à valeur universelle, sur l'opinion, liée aux contingences sociétales ; nécessité de la libre circulation de l'information pour le développement ; attribution au journalisme des fonctions messianiques d'éducateur et de promoteur de l'ouverture ; valorisation de l'expérience et de la « vérité des faits », ces derniers étant réputés pouvoir être observés sans prérequis particuliers (Pélissier, 2009).

Mais en ces années soixante-dix, ce n'est pas le constructivisme radical qui caractérise les postures critiques les plus vives contre l'école du développement. C'est même au nom du retour au « réel » qu'un plaidoyer critique s'engage frontalement en faveur des cultures écrasées par les illusions de l'utopie libérale et diffusionniste, jusqu'à constituer l'école de la dépendance.

En attendant cependant, Ithiel de Sola Pool (1977) assume toujours sa lecture des étapes du développement : même si elle n'est pas définitive, correspondant à un processus qu'il faut lire comme une succession de cycles, la norme états-unienne reste la référence au terme du processus contemporain de développement. La première étape du développement est bien celle de la dépendance culturelle à l'égard des programmes étrangers. Mais c'est aussi la solution la plus économique, rapide, pratique pour l'entrée dans un cycle où les cultures nationales seront progressivement intégrées.

Parallèlement, le répertoire des acteurs économiques investis dans la conquête des marchés d'un monde devenu global s'enrichit des modèles alors dominants de la communication interculturelle. Parce qu'elle propose des chiffres à vocation probatoire et des « recettes simples » à dupliquer, la modélisation péremptoire développée par le Néerlandais Geert Hofstede rencontre un succès immédiat en entreprise et... l'appétit financier des consultants. Au terme de deux phases d'enquêtes, de 1967 à 1969, puis de 1971 à 1973, auprès de plus de 90 000 personnes réparties en soixante-douze filiales d'IBM, l'auteur dégage un certain nombre de conclusions à vocation de guides pour le management des différences culturelles en entreprise, par nationalités (Hofstede, 1980)³.

3 Les questionnaires portent sur le degré de satisfaction au travail, la perception des problèmes dans le cadre du travail, les buts professionnels de chacun, les croyances relatives au travail, enfin, les coordonnées sociodémographiques et économiques liées à la personne.

Mais dans ces années soixante-dix, cette modélisation à outrance est déjà désignée comme réductrice, mécaniste, ethnocentrique, idéologique. Des recommandations critiques circulent, sans attendre les appels au troisième millénaire des auteurs, chinois et états-uniens (Tsui et coll., 2007), indiens et britanniques (Chatterjee et Grainger, 2006), français (Livian, 2011), pour une convocation au contraire cross-culturaliste, multifactorielle et polycontextuelle de l'interculturalité.

L'environnement critique que connaissent les futurs fondateurs des sciences de l'information et de la communication en France est donc d'abord celui du rejet du déterminisme culturel. Il se nourrit encore d'autres écoles, inspirées par l'économie politique critique.

Pensée communicationnelle et économie politique critique

Une réflexion critique s'est constituée, héritière de la théorie de l'industrie culturelle élaborée par Theodor Adorno et Max Horkheimer (1944) et de l'école de Francfort qui en désigne les successeurs.

L'influence inspire des auteurs français qui, avant l'élaboration en cours du futur corpus théorique critique des industries culturelles, constatent déjà, comme Bernard Miège, l'absence critique de multiples travaux traitant alors de l'histoire du livre, de la presse, du cinéma, de la radio et plus encore de la télévision. La plupart des lectures proposées diluent en effet les analyses autour de considérations esthétiques ou professionnelles et n'offrent pas de grilles de lecture des secteurs étudiés, en relation avec le développement plus général des sociétés humaines au sein desquelles ces relations se développent. Les conclusions se cantonnent à relever les caractéristiques communes des produits culturels et informationnels, comme s'ils ne relèvent que de leur dynamique propre. Elles ne se hissent pas au niveau plus général de la compréhension des phénomènes de production et de consommation, ou au niveau plus singulier de leur développement contemporain par rapport aux formes antérieures de la production de l'information. Ainsi, la sectorisation des productions industrielles de la culture et de l'information ou bien dissuade de percevoir l'industrialisation de la culture et de la communication dans ses tendances lourdes et ses spécificités contemporaines, ou bien incite à ne considérer la production industrielle des contenus informationnels que dans ses effets culturels et sociaux, sans l'associer au développement des réseaux et des outils.

En ces années soixante-dix, le mérite est alors reconnu aux théoriciens de l'école de Francfort d'avoir nourri la critique des formes modernes de la culture de masse, même si la forme marchande ne recouvre pas toutes les activités culturelles et informationnelles. Les produits qui en sont issus, information internationale comprise, se présentent de plus en plus sous la forme d'une marchandise.

Le rejet de l'empirico-fonctionnalisme part ainsi du refus par Theodor Adorno de l'invitation émise par Paul Felix Lazarsfeld visant à identifier les effets culturels des programmes musicaux à la radio. Max Horkheimer partage ce constat d'une limite idéologique du projet : « [...] le besoin de se limiter à des données sûres et certaines, la tendance à discréditer toute recherche sur l'essence même des phénomènes comme « métaphysique », [risquent] d'obliger la recherche sociale empirique à se restreindre au non essentiel, au nom de ce qui ne peut pas faire l'objet de controverses » (Adorno et Horkheimer, ([1944] 1994, p. 13).

La critique épistémologique ainsi amorcée dans l'entre-deux-guerres caractérise le refus de la dichotomie imposée par l'*Aufklärung* (la « philosophie du progrès »), quand celle-ci entend repousser l'obscurantisme et les mythes des sociétés primitives au moyen de la raison moderne et conduire à une humanité émancipée, avec la rationalisation du monde par le savoir dont « la technique est l'essence même ». Avec cette spéculation dans la modernité, la Raison devient totalitaire et destruction de l'altérité : tout ce qui ne se conforme pas aux critères du calcul et de l'utilité est suspect.

Les produits culturels, les magazines, les films, les programmes radiophoniques doivent ainsi être considérés comme symboles de l'industrie culturelle, dont l'empreinte, dévorante, se traduit par la trilogie sérialisation/standardisation/division du travail. En s'emparant des produits culturels et informationnels à l'échelle de la planète, l'industrie culturelle les dégrade, précipitant leur chute dans la marchandise. La théorie de l'industrie culturelle est ainsi constituée.

Après la Seconde Guerre mondiale, Herbert Marcuse prend le relais de l'analyse : ce qui est aujourd'hui en œuvre à l'échelle mondiale, c'est l'irrationalité d'un modèle d'organisation de la société qui, à l'Ouest comme à l'Est, plutôt que de libérer l'homme, l'asservit doublement, en tant que producteur d'abord, puis en tant que consommateur. L'agent principal de cette aliénation, le système médiatique dominant, travaille à configurer la société unidimensionnelle et à réduire l'espace de la pensée critique.

Se recommandant encore de cette école de Francfort, Jürgen Habermas juge que si entre l'État et la société, un *espace public* permettant la discussion publique se profile conjointement en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne aux XVIII^e et XIX^e siècles, la période contemporaine correspond à une *reféodalisation* de la société. L'analyse met en perspective le développement des lois du marché et leur intrusion dans la sphère de la production culturelle : ce phénomène substitue au raisonnement, au principe de publicité et à la communication publique, des formes de communication (les médias commerciaux) de plus en plus inspirées par un modèle commercial de « fabrication de l'opinion ».

L'ensemble de cet arsenal théorique regroupé autour de l'école de Francfort participe de toute cette littérature à partir de laquelle l'école de la dépendance organise sa réponse critique à l'école du développement. Étendue à l'échelle des rapports Nord-Sud, l'analyse popularise les expressions « manipulation de l'opinion », « standardisation des produits », « massification des cultures », « atomisation du public », « déculturation des populations »...

Les bases sont posées, qui nourrissent radicalement les oppositions doctrinales de ces années soixante-dix, sur le terrain de la communication à l'échelle mondiale. Autour de la « circulation à sens unique » de l'information du Nord vers le Sud, le questionnement s'oppose rigoureusement à la vision irénique et harmonieuse des *process* d'internationalisation des médias dans le monde, tels qu'ils sont décrits par l'école du développement. Avec la révélation des mécanismes de la dépendance, de nouvelles formes de domination structurent les relations Nord-Sud. L'impérialisme culturel, défini par Herbert I. Schiller et que nous avons déjà évoqué (chapitre 4), devient la référence incontournable de l'école de la dépendance.

Dans ces années soixante-dix, la thèse est immédiatement diffusée en France, notamment par Armand Mattelart (1976), autorisant des collaborations directes entre auteurs, de part et d'autre des frontières (Boyd-Barrett et Palmer, 1979) et des invitations en France de Herbert I. Schiller (Miège, 2004b). Des ponts théoriques sont ainsi dressés avec l'ensemble des auteurs critiques des années soixante-dix : britanniques (Olivier Boyd-Barrett), latino-américains (Alan Wells ; Leena Paldàn et Raquel Salinas ; Luis Beltrán), états-uniens (Herbert Schiller), etc.

C'est l'introduction brutale de cette critique au sein de l'UNESCO qui provoquera plus tard les départs fracassants de l'Agence spécialisée des Nations unies des États-Unis en 1984, puis du Royaume-Uni

en 1985. Mais la tension est déjà présente en cette fin des années soixante-dix, renvoyant à une stratégie mûrement réfléchie et préparée dès la création de l'UNESCO par une diplomatie états-unienne hostile à l'évolution critique d'une agence internationale que le pays rêvait de contrôler, depuis sa création : assumé par le président Ronald Reagan dès sa campagne présidentielle à la charnière des années 1970-1980, le projet états-unien de sabotage est né en fait dès 1945, lorsque la première direction générale de l'UNESCO échappe au pays (Toye et Toye, 2007).

Mais à cet instant de la naissance de la discipline en France (1978), la distanciation est déjà assurée vis-à-vis de la lecture radicale de l'école de la dépendance : comme déjà évoqué (chapitre 1), Armand Mattelart notamment juge que la référence au « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » constitue l'alibi de beaucoup de pays d'Amérique latine et du reste du tiers-monde pour ne pas amorcer de véritables politiques nationales de nature à créer de nouveaux flux d'information « avec des contenus, des protagonistes, des priorités et des nécessités absentes du flux actuel » (Mattelart, Mattelart et Delcourt, 1983, p. 22-23).

L'apport des théoriciens de la dépendance est certes reconnu, offrant de considérer l'information et la communication comme ressources pour les jeux des acteurs, voire comme moyens de gouverner. La confirmation viendra plus tard avec la désignation péremptoire par les pouvoirs en place d'une entrée dans « l'ère de la communication ». Mais dans l'immédiat, pour la pensée communicationnelle en voie de constitution en France, les enjeux apparaissent plus complexes que la dichotomie des écoles précédentes, école du développement comme école de la dépendance, peut laisser croire.

Lectures globales et paradigmes disciplinaires

Au-delà de leurs oppositions frontales, les deux écoles pêchent du même travers, perceptible à la fin des années soixante-dix : tous les auteurs qui composent l'une et l'autre ont pareillement tendance à ne retenir que le rôle stratégiquement déterminant des moyens de communication dans la reproduction ou l'évolution des rapports sociaux, et ce, de manière rigide. Ils oublient parallèlement le vécu concret et conflictuel des groupes sociaux dans leur rapport au spectacle. Or, les détours méthodologiques par l'étude des auditoires révèlent déjà comment les médias transnationaux dominants peuvent aider à la

prise de conscience des populations locales, pourtant enfermées dans l'*extranéité* des médias nationaux aux ordres de pouvoirs dictatoriaux (Madani, 1996).

Par ailleurs, bien qu'irréductiblement opposées, école du développement comme école de la dépendance révèlent une démonstration pareillement construite en référence à la prénotion discutable de « cultures nationales » essentialisées : la première pour les tirer toutes vers le développement, quelle que soit l'étape dans laquelle elles sont encore identifiées ; la seconde pour les protéger contre l'impérialisme culturel des médias extérieurs. Le questionnement est déjà entamé, alors qu'il semble oublié par les acteurs au moment le plus tendu de la revendication pour un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » fin des années soixante-dix : que signifient les concepts de « culture nationale » et « d'autonomie culturelle » quand les entreprises états-uniennes adaptent leurs programmes aux terrains nationaux et quand sur place, les matrices, schémas et genres qui ont fait leur preuve au centre sont repris à la périphérie ? (Mattelart, 1976).

Le questionnement perturbant est ainsi déjà entamé en France, pareillement amorcé depuis l'Amérique latine (Paldán et Salinas, 1979), avant d'être formellement traduit pendant la décennie suivante (Martín-Barbero, 1987). La compréhension des enjeux ne peut s'arrêter aux seuls stratagèmes du dominateur : la séduction, la résistance et la structure du message peuvent être traversées par des conflits et contradictions, car les médias classiques ne sont pas uniquement mus par la seule logique des intérêts dominants. La prise en compte de leur rôle en tant que médiateurs invite à une relecture profondément dialectique des interactions entre culture de masse, publics populaires et rapports sociaux. Trop longtemps oubliées, les audiences se rappellent ainsi à l'examen des chercheurs français amorçant l'entame du dernier quart du xx^e siècle. La révélation de celles-ci les fait déjà apparaître comme porteuses de réalités multiples et de multiples histoires de significations accumulées.

Progressivement, les analyses se détachent ainsi d'une approche des enjeux communicationnels planétaires par les flux : si l'entrée théorique permet d'identifier de manière synchronique les déséquilibres, « elle n'offre en revanche aucun principe de compréhension » (Mattelart, Mattelart et Delcourt, 1983, p. 44). La conclusion tombe alors, brutale, mais prometteuse de nouveaux horizons : pour la compréhension des enjeux de la communication à l'échelle mondiale, « la notion d'impérialisme culturel et son corollaire, la dépendance

culturelle ne suffisent plus aujourd'hui » (Mattelart, Mattelart et Delcourt, 1983, p. 47).

C'est sur ce terrain, déjà fortement préparé, que, dès leur naissance, les sciences de l'information et de la communication vont fourbir les éléments propres de leur disposition critique, jusqu'à ce que, par exemple, certains de leurs auteurs soient reconnus, avec d'autres, comme promoteurs d'une théorie dite « des industries culturelles ». Le premier travail en ce sens ne renvoie pas spécifiquement à la discipline, encore à l'état embryonnaire (Huet, Ion, Lefebvre, Miège et Péron, 1978). Mais il offre un premier intérêt pour le traitement ultérieur des enjeux de la communication à l'échelle planétaire : il oblige à considérer que, pas plus que pour les produits culturels, on ne peut analyser la communication mondiale comme un tout indifférencié, dont la seule logique serait systématiquement marchande.

Certes, les industries culturelles ne constituent pas un secteur à part des autres branches industrielles. Mais dans le même temps, la piste de travail ouverte en cette fin des années soixante-dix invite à distinguer les industries culturelles par filières, obéissant à des particularités propres, selon le caractère reproductible ou non des produits ; selon la participation ou non des travailleurs artistiques ; selon les chevauchements entre filières, précisément ; selon les terrains où celles-ci se développent. Plus tard, les analyses comparées, les synthèses régionales, voire continentales, élargiront ainsi les espaces de réflexion critique, à l'instar d'un travail pionnier pour l'Afrique subsaharienne (Alleman, D'Almeida, Miège et Wallon, 2004).

C'est de cette réflexion, nuancée, que chez les auteurs qui regroupent leur regroupement en France au sein de sciences de l'information et de la communication, des convictions s'installent, bientôt constitutives de paradigmes : le refus de toute théorie générale explicative de tout et le retour systématique au terrain comme au temps long, pour prévenir les modélisations trop rapidement forcées. Par exemple, formalisée par les économistes de Stanford, la notion d'« industries de l'information », qui consacre le statut primordial et déterminant de l'information pour comprendre et maîtriser les enjeux mondiaux de la supposée « nouvelle ère de l'information » ou l'entrée dans la « société de la communication », est déjà lue de manière critique, comme l'instrument d'un nouveau système de pouvoir, de l'aveu même du conseiller du président Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski.

Sans se constituer en spécificité nationale absolue, la discipline pourra bientôt ajouter la coloration particulière de certaines des

recherches plus spécifiquement développées en territoires francophones, par rapport aux tendances déjà autrement marquées dans les pays anglo-saxons, pour ce qui est de la sociologie des usages (Jouët, 2000) ou des travaux sur la réception (Mattelart et Neveu, 2003). Au sein de cette recherche francophone, les travaux poursuivront le chassé-croisé avec d'autres disciplines, par exemple avec l'anthropologie, jugée toujours féconde par certains collègues, belge (Winkin, 1996), tunisien (Chouikha, 2003), roumain (Coman, 2003), etc., pour appréhender les questions de communication à l'échelle planétaire et notamment les questions liées au rapport entre pratiques des publics et territoires socioculturels.

Sous les coups de boutoir théorique des années soixante-dix que rencontreront les écoles du développement et de la dépendance, les travaux redonneront sens aux convocations d'une linguistique renouvelée, avec le recours à la *sociologie compréhensive* inspirée de Max Weber (1978), lorsqu'il s'agira plus tard d'explorer les récits viciés portés par les blogues et sites numériques (Ange et Desseignigny, 2011a), ou les *sms* échangés par les acteurs (Dahmen-Jarrin, 2014).

Le reflux du dogmatisme structuraliste correspond aussi au succès, établi pendant la décennie précédente, des théories énonciatives (Benveniste, 2012) et des théories pragmatiques avec John Austin (1962) et John Rogers Searle (1969). La posture offrira ainsi l'intérêt de réhabiliter les logiques d'acteurs, voire de prendre au sérieux les prétentions et compétences des « gens ordinaires », plutôt que de systématiquement les renvoyer à l'expression d'une illusion (Bonnafous, 2006). Pour autant, il ne s'agira pas de revenir à un Sujet plein et souverain, qui, passant par le détour du *micro*, ferait oublier le niveau *méso* et *macro* des enjeux ainsi analysés à l'échelle mondiale.

Pour pleinement s'ouvrir à ces derniers, les sciences de l'information et de la communication entendent alors se présenter en un cadre disciplinaire structurant, bénéficiant notamment des apports de la sociologie de la traduction pour laisser place à d'autres légitimités des savoirs, sans pour autant sacrifier les paradigmes identifiés dès la constitution de la discipline à la fin des années soixante-dix. Des questionnements se profilent déjà, susceptibles d'ancrer une matrice disciplinaire. Ils travaillent ainsi à l'interpellation du rôle de la communication pour le changement social, à l'échelle régionale, continentale, voire intercontinentale ; à l'analyse des jeux croisés entre médias classiques et médias sociaux, locaux, nationaux et transnationaux pour la construction des espaces publics, politiques

et sociétaux ; à l'interrogation des filières aux niveaux régional, continental et intercontinental, constitutives des industries de l'information et de la communication ; à la discussion des industries créatives ; à la mise en débat critique de la « diversité culturelle », plus entendue dans sa résonance politique autour du pluralisme des expressions que dans sa seule dimension anthropologique ; au questionnement de la régulation (nature et niveaux)...

Ce répertoire non exhaustif ne peut être établi qu'à partir d'une approche historique étendue (Braudel, 1987), au-delà des seuls agendas médiatiques contemporains (Bautier, 2006). La précaution explique pourquoi, en cette fin des années soixante-dix qui les voient émerger, les sciences de l'information et de la communication sont, potentiellement, en mesure d'identifier des pistes originales, insuffisamment exploitées ailleurs, et de nature – peut-être – à justifier leur émergence sur le terrain de la communication à l'échelle planétaire. Bien que fondamentalement inscrite dans l'interdisciplinarité, la discipline apporte ainsi sa structuration et son originalité dans la compréhension des enjeux planétaires, quitte à se positionner délibérément à l'écart de certains sillons, profondément labourés en d'autres lieux. Ainsi s'explique le faible impact en France des *Cultural Studies* pourtant investies sur le terrain des enjeux interculturels planétaires.

8.2. La construction d'un regard-monde, à l'écart des *Cultural Studies*

La confrontation aurait dû s'imposer, presque naturellement, avec les *Cultural Studies* tant ces dernières se présentent d'abord critiques, *a priori* convergentes avec l'économie politique critique de la communication, dans la prise en compte des phénomènes de domination dans le monde. Principalement portée par les auteurs anglo-saxons, cette réflexion ne gagne les territoires de la recherche française que tardivement, et ce, avec réserves.

La réflexion sur la culture traverse pourtant la réflexion académique comme le corps social français. Dès les années cinquante, cette sensibilité est particulièrement ouverte par l'anthropologie structurale, dont la figure de proue est précisément le Français Claude Lévi-Strauss, et dont témoigne Françoise Héritier à la mort de celui-ci en 2009 : « Nous avons découvert avec stupéfaction qu'il y avait des mondes qui n'agissaient pas comme nous. Mais aussi que derrière cette différence apparente, derrière cette rupture radicale avec notre

propre réalité, on pouvait mettre en évidence des appareils cognitifs communs. Ainsi, nous prenions à la fois conscience de la différence et de l'universalité »⁴.

Mais bien qu'affaiblie par la critique du structuralisme déjà largement entamée à la naissance des sciences de l'information et de la communication en France, la thèse du relativisme culturel renvoie à des applications inattendues avec l'évolution en sciences de la gestion des thèses néo-institutionnelles : les entreprises s'ouvrent bientôt à cette prise en compte des différences culturelles, pour offrir une lecture plus « glocalisée » de la mondialisation et ainsi se saisir de toutes les niches potentielles de la *market place* mondialisée. Pour Armand Mattelart (2017 : 69-70), la dissimulation des firmes internationales derrière la nouvelle qualification « multinationales » constitue le nouveau piège du relativisme culturel, suggérant trop rapidement qu'elles épouseraient ainsi les intérêts de chaque nation où elles s'installent, et de leurs populations.

Les *Cultural Studies* témoignent très tôt de ce décalage sur le terrain. Compte tenu de leur expansion dans le monde, il peut paraître étrange que des pans de réflexion aussi importants aient pu relativement passer à la trappe de la pensée critique en France. En comparaison, Éric George et Renaud Carbasse (2013) ne manquent pas d'observer qu'au Canada au contraire, la place de ce courant de pensée, qui se veut critique, est centrale.

Le chercheur français Fabien Granjon (2014) explique cette mise à l'écart par le poids de l'économie politique critique au sein des sciences françaises de l'information et de la communication, sans doute nécessaire, mais pour autant écrasant selon lui pour les autres dimensions à aborder dans le cadre d'une pensée critique. En réalité, l'analyse historique doit se montrer plus large, renvoyant à l'environnement intellectuel qui préside à la naissance de la discipline en France. Parce que d'abord, il n'y est pas imaginé que les subcultures puissent constituer un facteur de résistance aux pouvoirs constitués, la réflexion critique s'investit en France dans l'analyse prioritaire et anhistorique des mécanismes de domination :

Comme si le sens d'un discours s'épuisait au niveau de l'émission.
Comme si le récepteur (l'auditeur, le lecteur, le téléspectateur)

4 « Claude Lévi-Strauss était "un passeur exceptionnel" », *Le Monde*, 4 novembre 2009.

n'était pas lui aussi producteur de sens. C'est cette même vision anhistorique de l'idéologie dominante qui explique pourquoi la théorie et l'observation privilégient l'étude du fonctionnement des appareils producteurs d'idéologie dans les périodes de paix sociale, de normalité libérale, et négligent ces périodes de plus en plus fréquentes où basculent les hégémonies (c'est un cas de figure), où les moyens de domination sociale se redéfinissent (c'est un autre cas de figure). (Armand et Michèle Mattelart, 1979, p. 433-434)

L'analyse rétrospective suppose d'abord distinguer les périodes et les lieux du déploiement des *Cultural Studies* en Grande-Bretagne, puis aux États-Unis, comme y procèdent Armand Mattelart et Érik Neveu (2003). Précisément, la première période, des années soixante aux années soixante-dix, aurait pu entraîner les rapprochements à partir de son analyse critique de la culture académique, dans la lignée des critiques déjà ouvertes par les premiers théoriciens de l'école de Francfort. Mais le rendez-vous ne se produit pas avec les principaux auteurs critiques d'alors, outre-Manche, bien avant donc que n'y apparaissent les sciences de l'information et de la communication.

8.2.1. *Un premier rendez-vous manqué avec la critique performative de la culture élitiste*

À l'entrée de cette seconde moitié du xx^e siècle, la Grande-Bretagne connaît une crise de son identité nationale, menacée par la montée d'une *middle class* qui procède à une disqualification de l'art en tant qu'ornement non rentable. Une pensée critique s'installe peu après, depuis le Centre for Contemporary Cultural Studies (CCCS) fondé à Birmingham en 1964. L'équipe de recherche se propose d'étudier les formes, pratiques et institutions culturelles, dans leur rapport avec la société et le changement social.

Rompant résolument avec une conception évolutionniste de la culture, l'école dite « de Birmingham » est d'abord inspirée par les travaux de Richard Hoggart, qui, quelques années plus tard, est désigné en tant qu'assistant-directeur général de l'UNESCO de 1971 à 1975. Initialement publié en 1957, l'ouvrage décisif de l'auteur, *The Uses of Literacy* (Hoggart, 1957), n'est traduit en France qu'en 1970, sous le titre *La culture du pauvre* (Hoggart, 1970).

Cultural Studies et divergences marxisantes

A priori, ce retard peut surprendre. L'auteur aurait pu rencontrer une pensée critique bien avant. Fabien Granjon l'exprime en 2014, regrettant que le champ académique français méconnaisse largement les *Cultural Studies*, sinon pour en combattre les effets. Selon lui, la démarche que ce courant théorique entreprend doit être prise au sérieux, se situant, par héritage, dans l'orbe des pensées matérialistes et critiques. Les premières approches de l'école de Birmingham participent du rejet du déterminisme structuraliste, se présentant ainsi comme héritières d'un matérialisme historique ouvert : « [...] La culture ordinaire est considérée comme une dimension de la réalité sociale pouvant servir au renforcement du système (hégémonie, idéologie, cultures affirmatives), mais aussi, sous certaines conditions, de soutien à la contestation par les classes populaires (luttés idéologiques, contre-hégémonie, cultures critiques) de l'ordre culturel, social et productif » (Granjon, 2014).

Au moins dans les premiers travaux des *Cultural Studies* en effet, la réflexion vise à désacraliser la culture académique. L'œuvre de Richard Hoggart s'emploie à révéler que, si les formes modernes des industries du loisir encouragent des attitudes susceptibles d'être considérées comme futiles parmi les gens du peuple, ceux-ci n'en sont pas moins capables de préserver des pans entiers de leur vie quotidienne et de « faire culture ». Cette intuition d'une résistance populaire est bientôt reprise avec les travaux des successeurs de Richard Hoggart : Raymond Henry Williams, Edward P. Thompson, Stuart Hall..., imprimant l'empreinte identitaire des *Cultural Studies*.

Mais à la même époque en France, le climat intellectuel critique est tout autre. Depuis le Centre d'études de communication de masse (Cecmas) dirigé par Georges Friedmann, Edgar Morin (1962) s'attaque à la « culture moyenne » qu'il considère dans sa totalité et sur laquelle l'accent critique doit être porté, plutôt que sur quelque « subculture marginale ». Comme Louis Aragon qui, quelque quinze ans plus tôt, interpelle Daniel Joseph Boorstin pour lui signifier son rejet de la culture de masse véhiculée par les mass médias, Edgar Morin dénonce cette « étrange noosphère qui flotte au ras de la civilisation » et qui a pris forme aux États-Unis, notamment dans les années trente.

Née de la presse, du cinéma, de la radio et aujourd'hui de la télévision, la culture de masse se répand ainsi, concomitante du

développement des outils modernes de la diffusion collective. Elle investit de proche en proche pays et continents. Elle se superpose, voire se mélange aux cultures locales. De leur côté, celles-ci l'alimentent, en même temps qu'elles s'y font laminer. La thèse est donc celle d'une uniformisation de la culture au niveau mondial, en dépit de l'extrême diversité des publics et des structures des groupes sociaux. « L'homme moyen » ainsi enfermé dans la passivité ne constitue qu'une « came-lote culturelle » et la supposée « culture » qui en découle se réduit à une culture de consommation. L'imaginaire collectif qui la structure engrange ses *process* de projection, d'identification et de transfert autour des « nouveaux Olympiens » que sont les vedettes à l'écran, que celui-ci soit petit ou grand (Morin, 1961, p. 73). Cette « culture du pauvre » ne peut donc aucunement être envisagée – contrairement à l'analyse des *Cultural Studies* – comme une expression culturelle digne d'un intérêt lié à sa supposée résistance.

Pendant ce temps outre-Manche, Raymond Henry Williams prolonge l'œuvre de Richard Hoggart d'une lecture plus marxisante, gramscienne, redéfinissant la culture en tant que processus global. Ainsi, les significations s'y présentent socialement et historiquement construites. Par exemple, l'art et la littérature ne sont qu'une part de la communication sociale (Williams, 1980, p. 101). L'œuvre de Raymond Henry Williams renouvelle ainsi les études sur la publicité, qu'il considère, au-delà d'un dispositif pour vendre, en tant que partie réelle de la culture d'une société organisée au profit d'une minorité. Mais pour la contrer, en l'absence d'une intervention publique des plus vigoureuses, l'auteur mise lui aussi sur la réception, précisément sur l'avant-garde des cultures « résiduelles », « émergentes », « alternatives » et « oppositionnelles » : contestant la culture hégémonique, elles peuvent bousculer le pouvoir grandissant des médias.

Bien que constituant une figure importante de la gauche socialiste britannique, fondateur de la *New Left Review*, concepteur important des *Cultural Studies* et critique du déterminisme technologique comme du pessimisme culturel, l'auteur n'est pas davantage lu en France. Sans doute, près de quarante ans après la publication de son ouvrage majeur, certaines associations altermondialistes françaises se retrouvent aujourd'hui proches de la réflexion de l'auteur. Mais à sa sortie en Grande-Bretagne, la démonstration de Raymond Williams ne satisfait toujours pas ces Français qui y voient une approche de la superstructure réduite à la seule économie, à la seule production des biens et des marchandises. Sans le désigner, certains auteurs

rappellent les dangers de la tentation économiste en réaction à la fermeture des lectures inspirées par les théories de l'État, et le même risque, paradoxal, de fermeture :

L'affirmation du rapport culture/industrie fait courir le risque d'un basculement tout aussi partial de la réflexion et de la prospective dans la sphère de l'économie. Risque d'autant plus réel que les théories de l'État d'hier semblent bien silencieuses devant les mutations que l'internationalisation des économies provoque dans la nature même de l'État. Pourtant, en faisant table rase de la question de l'État, on sombre dans un économisme ou un technicisme qui réduit le fonctionnement matériel de la culture aux trouvailles d'un nouveau genre d'études de marché. (Mattelart, Mattelart et Delcourt, 1983)

Par ailleurs, la théorie du reflet chez Karl Marx ne se réduit pas à un marquage mécanique et immédiat des représentations en fonction des intérêts de classe, mais « à la réalité instable, complexe, contradictoire de la lutte des classes », que rappelle un Lucas Dufour (2010) dans le sillage de Michael Beausse et Palmer établi en France.

Enfin, selon certaines relectures outre-Manche, ce n'est pas le marxisme que Raymond Williams entend renouveler : il s'agit seulement d'en corriger la version caricaturée par l'orthodoxie stalinienne et dont le procès est déjà établi.

Le rendez-vous est donc manqué, que le développement de cette première période des *Cultural Studies* au-delà de Raymond Williams ne rattrape pas.

Cultural Studies et héritages de la première période

Ainsi, dès le départ, l'incompréhension caractérise le courant des *Cultural studies* d'un côté, l'économie politique de la communication de l'autre. Celle-ci structure bientôt les éléments de construction des analyses critiques des industries culturelles, à l'élaboration desquelles certains auteurs des sciences de l'information et de la communication contribuent en France. Il ne s'agit pas cependant d'une opposition nationale ou linguistico-culturelle : outre-Manche, Nicholas Garnham (1990) ou David Hesmondhalgh (2002) s'associent à la démarche, pionniers eux aussi dans l'élaboration de ce qui pourrait constituer une « nouvelle théorie des industries culturelles ».

Ainsi, indépendamment du côté de la Manche de son expression, l'opposition se présente très rude entre les deux courants de pensée. Côté britannique, la tension est ainsi marquée entre Nicholas Garnham (1995) et Lawrence Grossberg (1995), avant que quelques passerelles ne commencent à s'établir entre les auteurs qui abordent le lien entre inégalités structurelles et complexité de la réception, comme en témoigne plus tard Natalie Fenton (2007).

Plus récemment en France, G r me Guibert et Nelly Quemener reconstituent les liens et distinctions entre les deux courants de pensée, à partir de l'œuvre initiale de Raymond Williams. Dans leur dimension critique respective et partant pareillement du marxisme, les *Cultural studies* et l'économie politique de la communication se révèlent également attentives aux rapports sociaux de classe et aux dimensions matérielles des pratiques médiatiques. La différence ne serait que de niveaux : les premières se positionnent à l'échelle *micro* avec l'attention aux pratiques culturelles des acteurs en leur accordant une capacité autonome d'agir ; les secondes au niveau *macro*, se focalisant sur l'évolution des industries culturelles. Par ailleurs, les unes et les autres constituent des courants de pensée souples, protéiformes, dont les contours ne cessent de se redessiner en fonction de l'histoire et des contextes pris en compte (Guibert et Quemener, 2015).

L'évolution des *Cultural Studies* n'aide cependant pas à ce rapprochement depuis la France. Par exemple, Edward Palmer Thompson (1971), promoteur d'une histoire « par le bas », tente depuis le Warwick Centre for Study of Social History de dépasser l'approche de Raymond Williams auquel il reproche une lecture trop tributaire de la tradition littéraire évolutionniste. L'auteur entend récrire « culture » au pluriel, conformément à sa vision de l'histoire, faite de luttes, de tensions et de conflits entre des cultures et des modes de vie. Pour l'historien réfractaire à la condescendance d'une histoire officielle obsédée par la construction d'indicateurs scientifiques de la croissance, l'émeute rurale par exemple est le vecteur d'une culture et d'une morale ordinaires, fruit du bon sens des gens de peu.

La démarche ne rencontre toujours pas résonance en France. Malgré une commune attention aux ruptures culturelles et aux procédures de contrôle et de dressage, la différence d'approche est patente entre les deux nouveaux représentants des *Cultural Studies*, Edward Williams et Raymond Thompson, et la pensée critique française de l'époque. Alain Maillard (2004) l'expose : plusieurs passages des écrits du premier font écho à la critique du spectacle de Guy Debord (1967),

publiée en France à la même époque. Par contre, le champ d'investigation, l'appareillage théorique, le mode d'écriture de l'histoire sont beaucoup plus ambitieux chez Michel Foucault (1974), et étrangers à la tradition romantique et utopique de Raymond Williams. Érik Neveu et Armand Mattelart discutent le projet chez ce dernier d'une vision de l'histoire construite à partir des luttes sociales et de l'interaction entre culture et économie, où la notion de résistance à un ordre marqué par le capitalisme serait centrale :

L'époque est alors dominée chez les intellectuels de gauche par le débat sur l'antinomie sommaire qui oppose la « base matérielle » de l'économie à la culture, faisant de cette dernière un simple reflet de la première. Sortir de ce dilemme impossible et réducteur est l'un des défis auxquels vont se confronter les *Cultural Studies* (Mattelart et Neveu, 2003, p. 22-23).

Précisément, pour toute une partie des intellectuels critiques depuis la France, les *Cultural Studies* ne parviennent pas à se sortir du guêpier où les enferme cette attention (trop) appuyée à la réception.

8.2.2. *L'insistance trop exclusive sur les capacités, en soi, de résistance des subcultures*

Stuart Hall connaît une certaine notoriété en France, accueilli et traduit par la revue *Réseaux* dans les années quatre-vingt-dix. Répertoire au sein des *Cultural Studies*, l'auteur réfute à la fois les postulats de l'école fonctionnaliste états-unienne et la critique systématique et globale de l'impérialisme culturel des médias, chère aux théoriciens de l'école de la dépendance. Centré sur la réception, Stuart Hall (1994) analyse les différentes formes de *codage/décodage* de celle-ci pour en tester les capacités de résistance aux médias, en particulier lorsque ceux-ci se présentent transnationaux.

Réception, codage et décodage

L'auteur identifie plusieurs attitudes chez le téléspectateur exposé aux programmes des chaînes de la télévision commerciale.

La première (*dominant position*) témoigne d'une adhésion aux points de vue hégémoniques. Ceux-ci apparaissent naturels, légitimes, pour ceux qui s'y exposent et y reconnaissent le « sens commun »

d'un ordre social et d'un ordre professionnel, qu'ils naturalisent. Mais un second groupe interprète le message à partir de ses propres cadres de référence : les valeurs dont ces téléspectateurs se réclament correspondent à un intérêt national ou un intérêt de classe qui les opposent fondamentalement aux messages censés les domestiquer, *via* les médias dominants (*oppositional position*). Enfin, un troisième groupe se construit un code négocié, mélange d'adaptation et de composition : la réception souscrit alors en partie aux significations et aux valeurs dominantes, mais elle sait retrouver parallèlement et parfois contradictoirement des arguments de réfutation aux définitions généralement partagées, si celles-ci renvoient à des intérêts catégoriels perçus et à une situation vécue comme différents (*negociated position*).

Une rupture semble s'esquisser à partir de cette période au sein des *Cultural Studies*, à laquelle les auteurs français se montrent particulièrement attentifs. De nombreux travaux caractérisent désormais l'activité des *Cultural Studies*, à partir de cette typologie. Avec Stuart Hall (1980), Charlotte Brundson et David Morley (1978) prennent en considération les stratégies de séduction des producteurs des télévisions dominantes, tout en s'intéressant systématiquement aux lectures préférentielles nées du *decoding*. La résonance des travaux de Stuart Hall définit une nouvelle lignée : aux auteurs précédents déjà cités, s'ajoutent Phil Cohen, Chas Critcher, Simon Frith, Paul Gilroy, Dick Hebdige, Dorothy Hobson, Tony Jefferson, Andrew Lowe, Angela McRobbie, Paul Willis, etc. Tous se réclament de l'héritage de Raymond Leavis : en 1932, l'auteur pionnier fonde alors *Scrutiny*, tribune d'une croisade culturelle auprès des enfants contre l'abrutissement des médias, forme dévoyée de la production industrielle pour le profit de quelques-uns. Outils et méthodes de la critique textuelle et littéraire sont désormais mobilisés pour l'analyse de tous les produits de la culture de masse. Ils autorisent des conclusions sur une très grande variété d'objets, constitutifs de l'univers des classes populaires (potins des quotidiens, photographies de presse, phénomène punk...), et des rapports de générations et de questionnements identitaires des jeunes.

Outre-Manche, l'intérêt est éveillé, même si les approches françaises en sciences de l'information et de la communication sont freinées par le poids que le courant accorde aux analyses de contenus (Bonnafous, 2006) : la réserve justifie que les études sur les usages se mobilisent dans l'analyse privilégiée des technologies de l'information et de la communication plutôt que de la réception des médias de masse (Jouët, 2000, p. 490). Le propos est cependant entendu en

France, où Michel de Certeau (1970) initie au repérage des options tacticiennes des acteurs dans un cadre stratégique contraint :

L'homme ordinaire [...] invente le quotidien grâce aux arts de faire, ruses subtiles, tactiques de résistance, par lesquelles il détourne les objets et les codes, se réapproprie l'espace et l'usage à sa façon... La foule sans qualité n'est pas obéissante et passive, mais pratique l'écart dans l'usage des produits imposés, dans une liberté buissonnière par laquelle chacun tâche de vivre au mieux l'ordre social et la violence des choses.

Au-delà du Royaume-Uni, d'autres auteurs empruntent la piste ainsi ouverte, accordant une plus grande attention à la réception. Le chercheur coréen Seok-Kyeong Hong (2002) montre ainsi comment les Nord-Coréens frontaliers investissent la télévision sud-coréenne pour y repérer les éléments du niveau de vie de leurs voisins, susceptibles de nourrir leur réflexion critique. Le Tunisien Riadh Ferjani (2002) repère l'attraction qu'exercent les chaînes de télévision italienne auprès de téléspectateurs tunisiens à la recherche de divertissement pour sortir de la fadeur des télévisions nationales aux ordres, alors qu'ils n'en parlent pas la langue d'émission. Le Canadien René-Jean Ravault (1996) parle de *coersédution* pour caractériser ce *process*, invitant à dépasser les lectures en termes d'imposition des cadrages opérés par les médias internationaux, etc.

Mais côté français, les auteurs s'interrogent quant à la place à accorder à ces conclusions : faut-il vraiment consentir à une valeur subversive pour ce qui est de ces *subcultures* de résistance ? Ou plus modestement suggérer qu'elles contiennent une critique latente des valeurs instituées ? Ou encore, au contraire, ne les considérer que comme une récréation sans conséquences, que le capitalisme autorise hors du temps de l'école et de l'usine ? (Mattelart et Neveu, 2003, p. 34).

Cultures de résistance vs cultures récréatives

Le risque de surévaluation est exprimé par Pierre Bourdieu (1989), Jean-Claude Passeron et Claude Grignon (1989), réservés quant à une telle célébration des cultures populaires dominées. Celle-ci pourrait ne caractériser qu'un populisme sociologique, qui aboutirait à magnifier toute pratique culturelle populaire – c'est-à-dire n'importe laquelle – dès lors qu'elle est investie d'un « plus de... » : plus d'authenticité,

plus de profondeur, plus de simplicité, plus de vertu, sans plus... d'inventaire ! Philip Schlesinger prend distance avec Stuart Hall : « sa démarche reste largement « texto-centrée », travaillant sur les récits de presse sans en questionner les réceptions, plus encore sans véritable enquête sur le travail des journalistes qui les rédigent » (Schlesinger, 1990).

Avec Martin Jacques, Stuart Hall (1989) précise alors le « repositionnement » des *Cultural Studies* en insistant sur quatre processus majeurs qui obligent à « franchir les frontières ». Le premier désigne la « globalisation » d'origine économique, qui constitue aujourd'hui un « processus partiel de décomposition des frontières ». La fracture des « paysages sociaux » dans les sociétés industrielles avancées caractérise le deuxième processus : la construction de soi devient un processus complexe, par lequel chaque individu fait l'apprentissage de ses propres syncrétismes, au fur et à mesure des brassages culturels auxquels il est désormais confronté. De ce fait, l'individu ne peut plus être réduit à une seule de ses caractéristiques (classe, race, nation, ethnie, genre, âge). Parallèlement, l'accélération des migrations constitue un troisième processus, lequel contribue à la transformation du monde contemporain et oblige à quitter les cartographies anciennes. Enfin, un dernier processus d'homogénéisation et de différenciation, par le haut et par le bas, sape la force organisatrice des représentations de l'État-nation, de la culture nationale, de la politique nationale.

La voie est tracée. Lawrence Grossberg s'attache ainsi aux trajets du « sujet nomade », appelé à se remodeler sans cesse, dans une opération de réification de l'identité culturelle. Professeur à l'Université de Sydney en Australie, May Ien Ang (1985) retient le principe de renégociation dans les foyers non états-unis, pour finalement considérer le plaisir du téléspectateur comme facteur explicatif principal du succès mondial du feuilleton télévisé *Dallas*.

Ce tournant de *Cultural Studies* quelque peu oubliées des stratégies industrielles provoque une charge critique argumentée, au-delà même de l'opposition d'une tradition française désormais installée sur le terrain de l'économie politique critique.

Cultural Studies et minoration des stratégies industrielles

Depuis la France, Armand Mattelart et Érik Neveu (2003 : 61) dénoncent la faiblesse du matériel empirique et la simplification de la thèse par rapport aux générations précédentes des *Cultural Studies*.

Jostein Gripsrud (1995 : 107) rappelle pareillement que la réception se joue dans un contexte multidimensionnel qui inclut aussi bien la production, la circulation que le contexte de diffusion. Pour l'auteur norvégien, il convient de ne pas séparer le constat des motivations de l'audience de l'analyse des stratégies de l'industrie culturelle, comme le conclut son travail sur le succès de *Dynastie*. Tristan Mattelart (2002b, p. 47-48) monte pareillement au créneau pour s'étonner : May Ien Ang fait totale abstraction des stratégies mises en œuvre par les producteurs pour susciter le plaisir qu'elle identifie avec insistance chez les téléspectateurs, alors que l'équilibre entre les deux regards (conception/réception des programmes) est recommandé par les auteurs traditionnels des *Cultural Studies*, notamment David Morley.

May Ien Ang (1986) se corrige aussitôt, reconnaissant que « ne prendre que le parti du public n'est pas suffisant », tout en assumant que les analyses de la réception des *Cultural Studies* constituent « l'un des développements les plus importants dans les récentes études en communication » : le contexte reste bien celui de l'hégémonie, dans lequel il faut situer les pratiques de réception et de consommation des médias (Ang, 2009). Mais Tristan Mattelart continue à craindre chez les *Cultural Studies* la célébration du consommateur, être autonome, qui n'aurait pas à subir la logique de commercialisation de l'audiovisuel à l'heure de la déréglementation.

Le pressentiment est bientôt confirmé (Mattelart T., 2010) avec l'ordre culturel que dessine le géographe David Harvey (1989), porteur d'une postmodernité qui rendrait obsolètes les concepts « d'audience » et « de consommation de masse » : « Il est paradoxal de voir les *Cultural Studies*, accusées encore au début des années quatre-vingts pour leur ethnocentrisme, devenir une des disciplines de référence pour penser la culture à l'heure de la mondialisation. » (Mattelart T., 2007)

8.2.3. Une dérive conduisant au néo-libéralisme

Depuis la France, la rupture est consommée avec John Fiske, chercheur britannique d'abord investi à Perth en Australie. L'auteur est marquant d'une nouvelle étape des *Cultural Studies*.

Jusque-là en effet, depuis la fin des années soixante, la recommandation est émise pour que de véritables politiques publiques de communication soient engagées, qui prennent déjà en compte les phénomènes d'identité et de culture nationales, indissociables des

contextes dans lesquels ils se manifestent : celui de pays nouvellement indépendants à la recherche de leur souveraineté nationale (Mattelart, 2005b).

Dans cet esprit, l'expression « diversité culturelle » n'est sans doute pas systématiquement convoquée par les recherches critiques, mais elle en constitue une des bases : « Elle renvoie alors à la nécessaire préservation de la pluralité des expressions culturelles, mises sous tension par les logiques d'internationalisation et de commercialisation des médias. » (Mattelart T., 2009)

Mais avec l'évolution des *Cultural Studies*, la « diversité culturelle » est en train de changer de signification. Ainsi, dans la continuité des travaux centrés sur la capacité des téléspectateurs à négocier le sens des programmes, « bien supérieure à ce que pense Ien Ang », John Fiske ne fait même plus cas de l'offre de programmes, face à des « résistants » (Fiske, 1987, p. 309). L'auteur juge désormais qu'Hollywood est, en soi, plus efficace pour la promotion de la diversité culturelle, à l'avantage par exemple des cultures aborigènes d'Australie, que les nombreuses politiques publiques contraignantes, mises en place à cet effet. Par ailleurs, l'univers reproduit dans des séries comme *Miami Vice* est plus proche de la réalité des jeunes Australiens que celui proposé par les fictions nationales australiennes.

Cultural Studies et diversité culturelle états-unienne

C'est ce changement de la résonance du concept de « diversité culturelle » qui explique que, de leur côté, les États-Unis sont particulièrement disposés à accueillir les *Cultural Studies*, quand celles-ci y migrent depuis le Royaume-Uni : le pays relève du modèle de « nation multiculturelle », laquelle organise constitutionnellement une volonté de vivre ensemble autour de la reconnaissance juridique des diverses communautés la composant à l'intérieur d'un *melting pot*.

La charge est lancée désormais depuis les États-Unis, contre les chercheurs critiques européens, accusés d'être des *Culture nationalists* qui réclament la régulation de la culture par l'État national. Au contraire pour Ithiel de Sola Pool qui défend la dérégulation, chaque culture est le produit d'interactions et d'acculturations, selon un cycle de diffusion naturelle que toute politique protectionniste définie par l'État contrarie : loin de menacer les cultures nationales, les programmes de télévision étrangers tracent la voie au contraire pour les producteurs nationaux et les aident ainsi à développer leurs

propres programmes. Par contraste, l'encadrement de cette production télévisuelle par l'action publique n'aboutit qu'à un appauvrissement de l'offre culturelle (de Sola Pool, 1987).

Le terrain est donc favorable dès la fin des années soixante-dix, qui explique déjà le succès états-unien du Britannique Dick Hebdige (1979) formé au Centre for Contemporary Cultural Studies de Birmingham et qui prépare ainsi l'accueil ultérieur de la troisième génération des *Cultural Studies*. Dix ans plus tard, respectivement professeurs à l'Université de Pennsylvanie et à l'Université hébraïque de Jérusalem, Elihu Katz et Tamar Liebes (1990) estiment invalider les théories de l'économie politique critique, en révélant les stratégies pluralistes de résistance développées par les téléspectateurs de plusieurs régions du monde, pareillement exposés au feuilleton *Dallas*.

Ne reste plus à David Harvey qu'à formaliser la théorie qu'il qualifie de postfordiste, signifiant que le système capitaliste a changé de nature depuis le choc pétrolier de 1973 : il n'est plus caractérisé par la production et la consommation de masse, mais par sa flexibilité et sa capacité à satisfaire la segmentation des marchés en répondant à chaque attente spécifique des consommateurs. Ainsi, le capitalisme mondial devient paradoxalement porteur – par nature – de logiques de « diversité culturelle » et non plus « d'homogénéisation » (Harvey, 1989).

Désormais installées aux États-Unis, les *Cultural Studies* s'investissent dans la promotion des styles de vie. Les auteurs (sur)valorisent ainsi les créations artistiques des « cultures noires et asiatiques » (*sic*). Ils exhument alors, dans la confusion, l'histoire séculaire et refoulée des circulations humaines et des métissages culturels, dans un espace migratoire qui reconnecte l'Afrique, l'Amérique du Nord et caraïbienne, ainsi que l'Europe, sans plus faire état de la pluralité conflictuelle des intérêts en jeu. Stuart Hall ouvre d'abord la voie depuis la Grande-Bretagne, déconstruisant l'identité considérée comme *a priori*, définitive, homogène, car la mondialisation et les phénomènes migratoires bousculent les identités et la culture nationale (Hall, 1997). Depuis Harvard, Homi Bhabha (2007) définit le concept d'espace « interstitiel », lieu provisoire et fragile, qui accueille ces identités hybrides. La diversité se fait ainsi par appropriation. Paul Gilroy (1987 et 1993), Kobena Mercer, etc., poursuivent la réflexion sur les identités. Bien qu'ils rejettent tout compartimentage racialisé des hommes, c'est pourtant une telle base racialisante qui était ensuite leur réclamation en faveur de politiques d'*affirmative action*. Toutes

ces réflexions préparent ainsi ce qui, au ^{xxi}^e siècle, sera désigné sous l'expression fourre-tout de *woke culture*, voire de *woke capitalism* pour englober les entreprises acquises à la cause.

Pour ces activistes, européens y compris, la « diversité culturelle » devient partie prenante de l'économie solidaire, sans plus d'élaboration théorique (Dacheux, 2013). Mais pas plus en France (Terral, 2011) que dans les pays voisins en Europe (Heine, 2008), les altermondialistes ne cherchent ou ne parviennent à élaborer une option théorique cohérente susceptible de constituer l'alternative, en intégrant les revendications régionalistes, les marches pour le climat, les revendications liées à la condition féminine et aux droits LGBTQIA+..., même si, pour certaines des composantes du mouvement, le projet de « déglobalisation » s'accompagne de l'action sociale (Bellow, 2002). Du point de vue de la réflexion académique, l'ouvrage de Dick Hebdige ([1978] 2008) attend près de trente ans pour être enfin traduit et publié en France. Philippe Le Guern (2008) explique ce retard par la résistance d'une partie de la sociologie française face à des formes d'expression toujours assimilées à la culture de masse.

L'explication n'est pas suffisante. Il faut d'abord considérer que, contrairement au modèle états-unien de « nation pluriculturelle », la France incarne la « nation civique », qui ne prédispose pas aussi fortement à l'accueil des *subcultures*, comme le rappelle Antonió Smith (1994), que nous avons déjà convoqué (chapitre 1). C'est à l'État que revient d'abord la promotion en France de la « Culture », à partir d'une conception très élitiste lors de la mise en place de centres d'accueil dits « Maisons de la culture ». On parle alors d'un « État-culture » en considérant le rôle éminent que joue la puissance publique dans le développement et la diffusion de la culture lettrée par l'école, les académies, et la télévision des années soixante, alors monopole de l'État. La confiance dans le modèle ainsi qualifié de *civique*, qui privilégie le paradigme de l'égalité à celui de la différence (Touraine, 2001), explique aussi pourquoi les travaux de communication interculturelle n'ont pas été aussi développés qu'aux États-Unis (Lardellier, 2005 ; Cabedoche, 2005).

Pour autant, le constat est établi dans les années quatre-vingt depuis la France : en quinze ans de mondialisation des marchés, les dépenses publiques en faveur de la vie culturelle se sont multipliées, parfois par dix dans certains pays. Mais l'effort n'empêche pas que la fréquentation des institutions culturelles ainsi subventionnées stagne. Dans le même temps, les contacts des publics avec des œuvres

culturelles issues des productions privées sont multipliés par vingt, cent, parfois mille (Mattelart, Mattelart, Delcourt, 1983, p. 28).

La réflexion académique française ne s'engage pas pour autant dans la confusion à laquelle contribuent désormais les *Cultural Studies*, entre promotion de la culture néo-libérale, et celle des *woke-culture*, *call-out culture*, *purity culture*, *cancel culture* et autre intersectionnalité qui regrouperait toutes les injustices subies par certaines catégories de population (Heinich, 2021), qui plus est contre un supposé « suprémacisme blanc » généralisé.

Depuis les sciences de l'information et de la communication en France, Pierre Mœglin (2012) s'en prend d'abord au postmodernisme de David Harvey comme au néo-libéralisme de Tyler Cowen (2002) : le risque – et souvent, la volonté – est de soumettre les industries culturelles et la culture en général aux principes régissant la libéralisation et l'internationalisation de l'ensemble des secteurs. Déjà, les dirigeants de l'audiovisuel s'inquiètent quant à la solidité du principe de « l'exception culturelle » française, défendue par l'État pour les protéger de « l'insolente hégémonie » des GAFAM (Esclatine, 2013), avant que la résistance ne s'organise contre la surveillance des plateformes. Pierre Mœglin énumère ainsi les confusions auxquelles la « diversité culturelle » fait désormais place : entre nombre de producteurs et diversification des expressions ; entre diversité par nations et repli national, voire xénophobe ; entre affirmation d'un principe général et mesure adéquate de la diversité au cas par cas ; entre diversité offerte et dimensions cachées, illégitimes, illégales, de la diversité pratiquée.

L'auteur n'est pas le seul à dénoncer ce bricolage de la diversité culturelle que les *Cultural Studies* précipitent. Alors que le débat aurait pu être essentiel quant à la place de la culture au-delà d'un produit à rentabiliser, l'école de pensée anglo-saxonne se laisse déborder par le phénomène « à la mode » de la « diversité culturelle », sans que sa convocation ne s'accompagne plus d'un quelconque bagage sociologique et d'un recours systématique aux enseignements du terrain. Partis de la capacité critique des consommateurs et de la réévaluation d'éléments identitaires (genre, âge, ethnies, pratiques sexuelles...) discutant le rôle pivot des classes sociales dans le changement social, les concepts se retrouvent mobilisés au profit des idéologies montantes : revalorisation du sujet, réhabilitation des plaisirs liés à la consommation des médias, promotion des visions néo-libérales, de la société civile et de la société de l'information :

L'un des paradoxes majeurs de l'évolution avant-gardiste des *Cultural studies* réside dans les convergences contre nature entre leurs problématiques et celles des « évangelistes du marché » et de leurs think tanks néo-libéraux, tel l'*Adam Smith Institute* en Angleterre... La fascination des *Cultural studies* pour la figure du consommateur a relégué au second plan celle du citoyen... La radicalité théorique n'a pas préservé les *Cultural studies* de se voir sollicitées par les publicitaires, entrepreneurs, administrations en quête d'outils de maîtrise du social pour la conquête de nouveaux marchés et audiences. (Mattelart et Neveu, 2003, p. 97)

Bernard Miège (2014) juge pareillement que, derrière le fanal de la diversité culturelle, les usages du syntagme se démultiplient, sans faire avancer la compréhension sociopolitique des phénomènes impliqués et sans faire progresser la connaissance scientifique des enjeux. L'expression est naturalisée, sans rigueur intellectuelle : « Tout se passe comme si les différentes catégories d'acteurs s'emparaient de la notion pour lui accoler des signifiés divers, traduisant les perceptions, les approches et les propositions qui leur sont propres ».

De fait, les métaphores n'arrêtent pas de filer, puisant désormais leurs connotations biologiques pour ramasser la « biodiversité culturelle » dans « l'écosystème culturel », un vaste fourre-tout où cohabitent la défense des langues, des modes de vie, des savoir-faire indigènes, des traditions architecturales, des pratiques gastronomiques, alimentaires, religieuses, vestimentaires, médicales, etc., pareillement menacés par... l'homme !

La convocation de la diversité culturelle est ainsi décentrée de ses enjeux sociaux – à chaque coup de force des majors de la communication lors des négociations multilatérales – et du contexte de son émergence. Or aujourd'hui, avec les filières des industries créatives (mode, biens de luxe, artisanat d'art...), ces enjeux atteignent des dimensions économiques sans commune mesure avec celles des filières historiques, en termes de capitaux valorisés, de chiffres d'affaires, d'emplois et de flux d'échange. (Mœglin, 2012)

Bernard Miège (2014) en énumère les risques, dans un environnement marqué par la priorité accordée au libéralisme économique : industrialisation organisée autour des standards internationaux ; renforcement

des inégalités d'accès aux contenus ; combinaison entre politiques publiques et marchandisation..., auxquels il faut désormais ajouter le développement exponentiel de la commercialisation des données et de la surveillance ! Ainsi, le questionnement des *Cultural Studies* – qui jusque-là se présente cohérent, visant à rompre le lien entre culture-nation pour témoigner de la vitalité culturelle produite par des microgroupes sociaux et de leur potentiel de résistance à l'ordre social – participe désormais, dans la confusion, au noyautage des enjeux avec l'accélération de la mondialisation.

Depuis, le bilan des *Cultural Studies* est régulièrement relu, parfois pour tenter d'en sauvegarder quelques apports.

8.2.4. *Un bilan en demi-teinte, plutôt critique*

De récentes synthèses prêtent intérêt pour des *Cultural Studies* initialement inspirées dans la désacralisation de la « culture » académique. Tristan Mattelart (2009) reconnaît apprécier la déconstruction des concepts d'identité nationale et de culture nationale – aussi bien dans les relations entre nations qu'à l'intérieur d'une même nation – à laquelle la réflexion outre-Manche contribue.

Mais même sur ce point, la distanciation reste de mise vis-à-vis de la vague postmoderne, quand celle-ci entend libérer la culture de tout essentialisme avec la référence aux « cultures voyageuses » de James Clifford (1988) et Arjun Appadurai (1996). Kevin Robins (1995) pourfend ainsi la soi-disant *world culture*, d'abord en tant que produit marchand et source de profit, avant de refléter de nouvelles appréciations de la différence et de la particularité.

Le débat reprend en France en 2014 dans la revue *Questions de communication*⁵. Éric Maigret y développe un avis contrasté, rendant grâce aux *Cultural Studies* de participer à une forme de consolidation disciplinaire et d'avoir rendu visibles des positions théoriques dans la contradiction, ce qui en constitue la richesse. Mais là encore, le bilan se fracasse dans les dernières inflexions du courant de pensée, accusées de semer le trouble en introduisant le postmodernisme et le poststructuralisme. Éric Maigret ne veut cependant pas en rester à ce constat négatif. Déjà dans le même sens en 2004, Stéphane

5 FLEURY, Béatrice, et Jacques WALTER (2014). « Les *cultural studies* en débat », *Questions de communication*, 25 | 2014, [en ligne]. <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8998>.

Van Damme propose de lire les *Cultural Studies* comme un champ de forces travaillé par de fortes turbulences propres à des « théories frontières », finalement propices au désenclavement et à l'origine du transfert de l'approche historique initiale des *Cultural Studies* à une approche plus anthropologique. Dix ans après, Éric Maigret propose pareillement d'interpréter les contradictions du courant de pensée comme une traduction des ajustements que toute pensée connaît dans la durée et dans l'espace : il s'agit de s'adapter sans cesse à des situations « où le contingent et le complexe l'emportent ». Mais la nuance ainsi proposée reste marginale.

Fabien Granjon regrette la relative indifférence française vis-à-vis des *Cultural Studies*, tout en considérant le travail inachevé, fidèle à sa conception d'une théorie critique en tant que pratique concrète pour mobiliser l'individu dans son rapport au monde. « L'émancipation ne peut être uniquement intellectuelle » : elle se doit d'élaborer des ponts d'appui théoriques susceptibles d'accompagner les processus concrets d'émancipation, ce à quoi les *Cultural Studies* n'ont pas procédé.

Au contraire, Céline Mazoni Lacroix reconnaît aux *Cultural Studies* d'avoir contribué au questionnement de l'affirmation théorique de la pensée en action, en reconstruisant la problématique autour d'une pratique décentralisatrice de la théorie, notamment à partir de ce que Stuart Hall lui-même retrace de son propre itinéraire et du courant de pensée qui l'anime.

Pour Virginie Julliard, c'est dans la dimension sémiologique des études sur le genre en sciences de l'information et de la communication que s'apprécie tout l'apport des *Cultural Studies* : ces travaux contribuent à construire des objets de recherches au croisement des conditions d'élaboration du sens et des matérialisations discursives des rapports de pouvoir.

Quelques auteurs français entendent encore sauver certaines contributions des *Cultural Studies*, autour de la mobilité des cultures :

En proposant de déplacer l'interrogation de la description monographique de sites singuliers, de situations locales, pour analyser les circulations culturelles d'objets, de savoirs, de métaphores, de groupes, d'identités, les *Cultural studies* ont aussi contribué à faire émerger le « paradigme de la mobilité » qui semble aujourd'hui traverser l'ensemble des sciences sociales. Dans cette perspective, elles ont promu toute une série d'instruments méthodologiques qui visent à l'analyse de la « construction des mondes sociaux »

dans une dimension spatiale à partir de techniques de traçabilité.
(Ruby, 2014)

Mais pour la majorité des observateurs critiques, l'originalité initiale de la réflexion s'est effondrée. Au fur et à mesure que leur production inspire le politique, les *Cultural Studies* se noient dans une profusion de métadiscours, faisant désormais l'économie d'une théorisation de la complexité et de l'interrogation de l'ordre mondial. Les objets saisis par le courant de pensée se multiplient à l'envi, ainsi que leur territoire d'exploration et de diffusion avec le développement accéléré de la mondialisation. Mais l'horizon qu'elles ouvrent aujourd'hui ne permet plus – s'il l'a déjà permis – une lecture structurante de l'évolution du monde.

Leur expansion s'accompagne ainsi d'une attention décroissante à des enjeux pourtant centraux des processus de production des biens culturels, comme la compétition des industries culturelles et créatives ; la définition de politiques publiques d'« exception culturelle », telles que conduites sous l'impulsion de la France et du Canada ; les apports de la sociologie du travail dans le monde de la culture, sur le terrain des frustrations croissantes et de la souffrance au travail, liés à la mondialisation...

Comme le concluent Érik Neveu et Armand Mattelart, l'âge d'or des *Cultural Studies* est terminé, qui considérait la culture comme de première importance en tant qu'instrument de lutte contre toutes les formes de pression et d'abus de pouvoir symboliques. L'élargissement se doit donc de rechercher ailleurs les sources multiples d'une construction théorique critique et solide, à l'échelle planétaire.

La co-construction d'un savoir critique mondialisé

Le sens de l'histoire est à chaque pas
menacé de dévier et a besoin sans cesse
d'être réinterprété.

Maurice MERLEAU-PONTY

Après avoir été balbutiantes, les relations croisées des auteurs traitant de l'information et de la communication depuis la France se multiplient ces dernières années sur l'ensemble des continents. Le constat s'établit aisément au vu des citations initialement publiées en langues étrangères, même si ce sont principalement les auteurs publiant en langue anglaise qui, jusque-là, émergent des répertoires mondiaux. Les trajectoires des écoles de pensée se percutent alors volontiers, dont la mise en perspective ouvre de nouveaux horizons pour la recherche critique.

Depuis la France cependant, l'élargissement se nourrit d'abord des confrontations « frontalières » européennes, lesquelles ne se réduisent pas aux débats provoqués par les *Cultural Studies* britanniques, ni même seulement aux rapprochements eurocentristes.

9.1. La (re)constitution d'une architecture de la pensée communicationnelle depuis l'Europe

Dans sa dimension la plus radicale, la revendication des acteurs des années soixante-dix pour un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » caractérise principalement le regard posé sur les réalités « du Sud » par les médias dominants de la planète, nourris par leurs abonnements aux agences mondiales, toutes situées dans l'hémisphère « Nord » (Cabedoche, 2011a). Dans leur charge

critique, les théories de la dépendance et de l'impérialisme culturel vont parfois jusqu'à englober pareillement ces « sciences coloniales » (Fauvelle, 1998), qui ont contribué à la justification de la (més)aventure que constitue la colonisation européenne.

9.1.1. La revendication pour une « endogénéisation » des savoirs

Historiquement, la charge est assurée dès la seconde moitié du xx^e siècle pour une « endogénéisation des savoirs » chez Kwame Nkrumah (1962), Edward Saïd (1978), Fred Riggs (1987), Jack Goody (1996), James Curran et Myung-Jin Park (1999), etc. Elle est reprise au troisième millénaire par Angus Maddison (2007) et Mondher Kilani (2011). Jacques Demorgon (2016), et bien d'autres encore, appelle à une interculturation dégagée de l'interculturel « de bonne volonté » (Demorgon, 2005, p. 197), pour prétendre enfin aboutir à une véritable *information-monde* (Demorgon, 2002).

A priori, sauf à désigner une « *Male Anglo-saxon Academia* » et essentialiser l'acte d'accusation jusqu'à le porter contre l'ensemble des théories « blanches » (Young, 1990), les sciences françaises de l'information et de la communication françaises peuvent se sentir dégagées de la critique postcoloniale, eu égard à leur jeunesse. Elles n'ont à s'encombrer ni des culpabilités enfouies qui traversent encore l'anthropologie et la sociologie ni de l'innocence proclamée qu'offrent l'histoire et la sémiologie. Refusant toute théorie globale explicative de tout, la discipline s'oblige à tester ses concepts *in situ*, comme nous l'avons observé pour *l'espace public* (chapitre 5), jusqu'à intégrer les affinements et révisions que ces convocations imposent à partir des terrains exogènes. Ainsi, pour Alain Kiyindou (2016 : 49), le mot territoire appliqué à la discipline depuis la France n'est pas à considérer au sens étroit, car « les frontières dont il s'agit sont poreuses, [...] facilitatrices de points de passage ». La pensée communicationnelle ainsi désignée participe effectivement de cette patiente co-construction d'un savoir, conforté « à coups d'emprunts, d'hybridations, de migrations, d'échanges d'objets, de ponts et de réorganisation des manières de penser et d'analyser » (Ollivier, 2018). Françoise Bernard (2004 : 2-3) consacre ainsi une discipline par principe « de l'ouverture et du décroissement », et par exemple, Nicole D'Almeida et Michel Durampart (2011 : 54) appellent leurs collègues français à faire le pas vers une recherche communicationnelle, brésilienne, dont ils apprécient les apports.

Pour autant, la critique réclamant la nécessaire « désoccidentalisation de la pensée scientifique » se retrouve particulièrement appuyée au passage du nouveau millénaire, toutes disciplines confondues, en particulier chez les auteurs en provenance du sous-continent indien (Appadurai, 2001). Des monographies pareillement localisées aboutissent au même rejet des thèses fonctionnalistes et marxistes, trop générales, pour expliquer la colonisation (Chandavarkar, 1989), ou pour témoigner des histoires sociales spécifiques, par exemple des femmes en Inde (Kumar, 1989).

La critique implique à son tour la pensée communicationnelle, chez James Curran et Myung-Jin Park (2000), à propos des études sur les médias et chez Daya Kishan Thussu (2019), pour les travaux en communication internationale. Elle est surtout significative des recompositions géopolitiques que l'entrée dans le troisième millénaire révèle vis-à-vis de configurations du monde – et de la recherche scientifique les traduisant – pensées à la fin du millénaire précédent d'abord à partir de l'Europe, puis des États-Unis :

[...] l'essor des grandes forces civilisationnelles non occidentales entraînera nécessairement une réévaluation de la manière dont a été représentée l'évolution de la modernité, perçue comme une émanation des idées européennes. L'histoire planétaire des institutions éducatives devra ainsi tenir compte des trajectoires non européennes de création et de diffusion des connaissances. (Thussu, 2019, p. 41-45) [notre traduction]

La réclamation est d'autant plus radicale que la correction du déséquilibre se présente comme une nécessité pour les populations ainsi malmenées, « contaminées » dans leur être, « aliénées », comme l'expriment à partir de la seconde moitié du xx^e siècle Albert Memmi (1957) depuis la Tunisie, Frantz Fanon (1964) depuis l'Algérie et les Antilles, Julio Ramón Ribeyro (1973) depuis le Pérou, Valentin Mudimbe (1988) depuis le Congo-Kinshasa, Wang Huning (1988) depuis la Chine, et plus récemment, Kapil Raj (2021) depuis l'Inde, etc. La France s'ouvre à ces critiques, par exemple avec Jacques Demorgon (2016 : 370) depuis la connaissance de la Chine par l'auteur, et de nombreux autres encore. Au xx^e siècle, ce sont parallèlement les islamismes radicaux qui trouvent matière à prononcer bruyamment leurs *charias* assassines contre le « savoir occidental », à l'instar de Boko Haram en Afrique subsaharienne, Jel Fathulla et le Conseil des combattants de

l'Islam en Indonésie depuis Sumatra-Ouest, ou les groupes islamistes des douze États du Nigeria septentrional au passage du millénaire.

Dans leurs examens de conscience rétrospectifs, les sciences de l'information et de la communication ne s'octroient pas cependant un brevet de virginité absolue depuis la France.

9.1.2. Les tentations nombrilistes des sciences de l'information et de la communication en France

Les efforts sont exigés peu après la naissance de la discipline pour un regard hors frontières. Par exemple, Jean Meyriat et Bernard Miège (2003 : 68-69) reprennent le rapport Mattelart-Stourdzé de 1982, lequel observe une « ouverture internationale réduite » de la discipline. Depuis, certaines rétrospectives regrettent une recherche encore trop préoccupée à défendre la chapelle et ses « pères fondateurs » (Granjon, 2014), ou à rester sur la défensive. Celles-là déplorent que ne soit pas appréciée à sa hauteur l'innovation des travaux depuis l'Amérique latine (Mattelart, 1992a, p. 300), ou que ne soient pas assez considérées les perspectives des auteurs d'origine indienne, Arjun Appadurai, Homi Bhabha, ou Dipesh Chakrabarty (Ollivier, 2018, p. 11).

Il est vrai, les logiques institutionnelles freinent l'ouverture, même pour une jeune discipline. Si elles sont supposées transcender les frontières nationales, les disciplines scientifiques laissent distraitemment subsister quelques postures ethnocentriques :

[Elles] ressemblent à des États-nations mobilisés dans la production de certains produits particuliers destinés au marché mondial et obtenus à partir de ressources naturelles, de techniques, de tours de main, de savoir-faire et de traditions culturelles également spécifiques. Ainsi s'explique que le chauvinisme disciplinaire et bien souvent la xénophobie y soient si exacerbés. (Caillé, 1997)

La tendance est renforcée à partir d'un glissement des enjeux au XXI^e siècle, dont par exemple, la recherche française pâtit : « Longtemps, la puissance d'une nation s'est mesurée à celle de son armée. Aujourd'hui, elle s'évalue à son potentiel scientifique¹. »

Alors, des « découvertes » scientifiques ne traduisent en réalité que l'exercice de cartographie occidentale de savoirs antérieurs déjà

1 François Jacob. « Recherche : jusqu'où ira le déclin ? », *Le Monde*, 7 mars 2003.

localement disposés, à l'instar de l'exceptionnel récif corailien tahitien, « révélé » le 20 janvier 2022 par des scientifiques popa'a (non poly-nésiens). Dans un contexte exacerbé de classements mondiaux des universités, la distinction du savoir par disciplines ne s'épargne pas des contingences politiques, dans la constitution de celles-ci comme dans leur développement. Les découpages disciplinaires...

[...] ne résultent, ni d'une segmentation « naturelle » de l'ordre des choses, ni d'un plan rationnel de connaissance ; ils sont les héritiers et les produits continûment retravaillés d'une *histoire*, qui n'est pas seulement une histoire des idées, mais également une histoire de la production sociale des connaissances et des savoirs, de la construction de *dispositifs pratiques de connaissance*, dans lesquels se sont moulés des procédures, se sont dessinés des schèmes de pensée et d'action, qui, par-delà leur renouvellement et leurs frottements permanents, continuent d'être vivants. (Berthelot, 2001)

Depuis la France, Roger Chartier (1999 : 29) regrette ainsi au passage du millénaire une tendance générale à un repli nationaliste, homophile (au sens sociologique de l'expression), jusque dans les méthodes d'un travail intellectuel peu ouvert à la bibliographie à l'anglaise, à l'histoire de l'écriture à l'italienne, à la critique littéraire à l'américaine. Le réflexe de référence/déférence renforce ces logiques de reproduction endogène (Olivesi, 2007), qui empoissent les souplesses nécessaires à l'accueil de la nouveauté, surtout « exotique ».

Qui plus est, l'absence de correspondance institutionnelle freine les rapprochements hors frontières quand la consécration disciplinaire ne se retrouve pas, qui associerait intrinsèquement l'information et la communication comme en France. Ailleurs, c'est la déstructuration de la recherche chez les partenaires qui réduit la constitution d'une communauté épistémique entre la France et les pays francophones d'Afrique autour de la discipline, comme en témoigne Thomas Atenga (2019) depuis le Cameroun, tandis que Jean-Christien Ekambo (2006) entreprend l'effort de porter les auteurs étrangers à la connaissance de ses collègues et étudiants congolais, sans garantie de réciprocité.

Il n'est donc pas surprenant qu'au passage du millénaire, Daniel Bougnoux (1998 : 4-5) comme Armand Mattelart (1999 : 30) regrettent encore une « mal nommée histoire de la communication internationale », restée « parent pauvre » de la discipline en France, et dont les

représentants sont peu présents dans les manifestations où la langue anglaise s'est aujourd'hui imposée. Des auteurs sont ainsi regrettamment ignorés : états-uniens comme Lewis Mumford, canadiens comme Harold Innis, britanniques comme Asa Briggs, etc.

Au XXI^e siècle, Alain Kiyindou (2016 : 274) apprécie que les sciences de l'information et de la communication se soient construites depuis la France sur des valeurs et des références qui se réclament de l'ouverture. Mais l'auteur regrette toujours la dure réalité du terrain : les chercheurs de la discipline y restent encore insuffisamment ouverts aux théories et aux chercheurs des pays qui ne s'inscrivent pas « dans une longue tradition de coopération avec la leur ». En 2018, Bruno Ollivier à son tour guette toujours les signes d'affranchissement vis-à-vis de ces logiques frileuses, fonctionnant à l'autocentration de la discipline. Et en 2020, Thomas Atenga attend pareillement que les sciences de l'information et de la communication entament véritablement le dialogue avec l'Afrique depuis la France (Atenga, 2020), malgré les investissements de quelques pionniers derrière André-Jean Tudesq, auxquels il associe notre propre recherche (Cabedoche, 2019d) avec celles d'Annie Lenoble-Bart, de Marie-Soleil Frère et d'Annie Cheneau-Loquay.

Il n'y a donc pas matière à étonnement au troisième millénaire à relever en retour avec Alain Kiyindou (2016 : 174) des indices de diffusion relativement peu élevés des publications françaises dans le reste du monde. Le constat est à ce point défavorable que Bernard Miège (2014) juge l'internationalisation de la discipline et sa propension à prendre place dans les débats mondiaux comme l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle.

Les réseaux s'activent progressivement cependant (Frisque, 2016) : des publications communes sont régulièrement rédigées entre partenaires de différents continents, lesquels témoignent de leur enrichissement respectif à partir de l'expérience. Le chemin est ouvert dès la fin du XX^e siècle, par exemple par Bernard Miège avec Herbert Schiller (1991), ou Daniel Dayan avec Elihu Katz (1996). Il est désormais élargi par Bruno Ollivier et Guy Lochard avec Jésus Martín-Barbero (2002) ; Alain Kiyindou avec Jean-Christien Ekambo et Ludovic-Robert Miyouna (2009) ; Michel Mathien avec Danuša Serafinova (2013) ; Armand Mattelart avec Michel Sénécal (2010), etc.

Ainsi est-il possible de participer à la (re)construction d'une archéologie de la communication à l'échelle planétaire, entamée par Armand Mattelart :

D'abord en traquant les flux et les reflux, les ruptures et les continuités des formes communicationnelles ainsi que les imaginaires qui en sont constitutifs, plus spécialement dans leur internationalisation. Pour ce, j'assume, évidemment, la plasticité du terme "communication" à travers le temps et l'espace et suis très attentif aussi bien au centre qu'aux marges. (Mattelart, 1999b, p. 25)

Le débat peut donc s'engager. Comme sur les autres continents, les pionniers d'une pensée communicationnelle en France se positionnent d'abord à partir des premières élaborations théoriques disponibles hors frontières, encouragées par les proximités géopolitiques européennes, à défaut d'être systématiquement convergentes comme nous l'avons observé avec les *Cultural Studies* (chapitre 8), puis avec les regroupements des sociétés savantes entre proches voisins.

9.1.3. *Une tradition progressive d'échanges scientifiques hors frontières, encouragée depuis l'Europe et par les sociétés savantes supranationales*

Sur certains moteurs de recherche, la présentation des sciences de l'information et de la France en France laisse croire en une dépendance forte vis-à-vis de cette production scientifique exogène. Sur *Wikipédia* France notamment – bien que depuis 2013 la page de description des sciences de l'information et de la communication reconnaisse que le texte « nécessite une internationalisation » – la discipline est dite ne présenter aucune originalité particulière depuis le territoire national. Le lecteur y apprend qu'en France, celle-ci est « créée en écho » aux *Media Studies* américaines, à la *Publizistikwissenschaft* allemande et à l'école de pensée californienne de Palo Alto [*sic*]. Il y est indiqué qu'elle ne partage aucun paradigme entre ses propres auteurs, empruntant largement aux sciences humaines sans pour autant ignorer les sciences de l'ingénieur. Elle recoupe en partie les recherches en gestion, les sciences de l'éducation, de la documentation et des métiers du livre et fait appel à la sociologie, à la psychologie, à l'anthropologie, à l'histoire, à la sémiologie, à l'histoire... [*sic* !]².

Le propos est caricatural, enfermant la discipline dans un pur suivisme. Certes, celle-ci ne s'est pas créée *ex nihilo* depuis la

2 Wikipédia, « Sciences de l'information et de la communication », [en ligne], https://fr.wikipedia.org/wiki/Sciences_de_l%27information_et_de_la_communication.

France. Des filiations existent, des pensées pionnières se sont constituées avant sa naissance, dont elle hérite, avec avantage : « [...] Les progrès de l'institutionnalisation d'une discipline dans un pays, et qui plus est, un pays « phare » (variable selon les disciplines), sont susceptibles d'accélérer le processus dans d'autres pays, surtout si les échanges internationaux se multiplient, ce qui est le cas depuis 1960 » (Boure, 2012).

Comme sur les autres continents, chacun s'inscrivant dans l'ordre international inspiré par les armistices et traités issus des rapports de force du xx^e siècle, les pionniers d'une pensée communicationnelle se positionnent en France à partir des premières élaborations théoriques disponibles depuis les États-Unis, principalement en matière d'analyse des médias.

Ainsi, les manuels font unanimement référence à l'empirico-fonctionnalisme (Winkin, 2004), dont de nombreux pays perpétuent ensuite l'empreinte, avant de s'en émanciper du fait du manque de considération des jeux d'acteurs spécifiques où il s'agit ensuite d'expérimenter ces propositions théoriques. Mais une fois copiée, leur structuration s'avère pesante plutôt qu'irréversible, comme l'observent Jean Meyriat et Bernard Miège (2002).

En témoignent les guides de formation en journalisme, dont les liens en France avec les évolutions récentes de la recherche en sciences de l'information et de la communication sont parfois distendus : majoritairement formés au régime des théories positivistes, empirico-fonctionnalistes et néo-libérales états-unienne, les « professionnels de l'information » invités à définir les maquettes de ces formations en France tendent à délaissier les courants critiques. Pas un seul de ces répertoires ne fait l'impasse des citations obligées et écrasantes des fondateurs de l'école de Chicago ou de l'Université de Columbia. Des sédimentations corporatistes freinent en effet les ouvertures des discours pédagogiques professionnalisants à d'autres pensées.

Mais au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les auteurs critiques français, comme italiens d'ailleurs, affichent déjà leur prise de distance vis-à-vis de ces références d'outre-Atlantique. En particulier, la recherche académique accueille toute une tradition européenne propre, historique. Aujourd'hui encore, Alain Kiyindou (2016 : 12 et 17-18) retrace une protohistoire de la pensée communicationnelle intégrant par exemple Socrate et Platon, quand ces deux auteurs classiques interrogent le rapport de l'écrit et de la rhétorique à la mémoire et à la Vérité. Dans sa lecture de l'espace public contemporain, Bernard

Miège (2010) prend bien soin lui aussi de citer cette même pensée grecque, avant la philosophie des Lumières, Emmanuel Kant, Hannah Arendt, Jürgen Habermas et les auteurs libéraux (Stuart Mills, Alexis de Tocqueville, Raymond Boudon et Jean-Marc Ferry).

Au regard du poids des références états-uniennes, qui plus est nourris des rassemblements mondiaux organisés par l'International Communication Association (ICA), l'International Association For Media and Communication Research (IAMCR) et l'Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication (AERI) (Miège, 2020), les emprunts historiques ne sont donc assumés par la discipline que sous bénéfice des inventaires entretenus lors des rencontres entre chercheurs de pays différents. Les mises en perspective sont régulières, animées à l'échelle régionale et auxquelles la Société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC) assure parallèlement le relais (Loneux, 2004) : pour les Européens, l'European Public Relations Education and Research Association (Euprera) et l'European Communication Research and Education Association (Ecrea) (Parés I Maïcas, 2009) ; pour les Francophones, l'association de défense et de promotion de la recherche en français depuis le Québec (ACFAS), notamment.

La France s'ouvre ainsi aux travaux du Suédois Peter Dahlgren, de l'Italien Fausto Colombo, de l'Espagnol Miguel de Aguilera, du Roumain Mihai Coman, des Belges Johan de Ricker et François Heinderyckx, etc. Des rencontres régionales en vue de l'établissement d'états de la recherche européenne en communication autorisent la rencontre directe des Claudia Alvares de la Lusofona University de Lisbonne ; Christian Fuchs de l'University of Uppsala ; Jan Jirák de la Charles University de Prague ; Friedrich Krotz de l'University of Bremen ; Sonia Livingstone de la London School of Economics and Political Science... Des synthèses des travaux sont ainsi proposées sur les évolutions des enjeux en Europe, par exemple de la participation politique, de la « fracture numérique », des industries créatives, des identités, etc. (Golding et Splichal, 2013). Créée depuis Grenoble et Westminster, l'European Summer School permet la confrontation des propositions des Finlandais Kaarle Nordenstreng et Hannu Nieminen, des Britanniques Richard Kilborn et Denis McQuail, de la Suédoise Ebba Suddin, des Belges Nico Carpentier et Bart Cammaers, du Slovène Ilija Tomanić Trivundža, de la Turque Nur Betül Çelik, de l'Estonienne Pille Pruulmann-Vengerfeldt, de la Lithuanienne Auksė Balčytienė, de l'Allemande Swantje Lingenberg, etc.

Au-delà des contributions de tous ces pays européens, accueillies dans les revues qualifiantes, les participations à des commissions internationales d'évaluation de projets collectifs de recherche et de laboratoires ou de recrutement de professeurs en communication « de rang mondial » permettent d'identifier des priorités de recherche et des tendances lourdes de la recherche européenne en communication. Des comités scientifiques internationaux accueillent les voisins européens à côté des collègues des autres continents, offrant aux laboratoires français de bénéficier de conseils avertis et de renforcer ainsi leurs propres axes de recherche. Les chaires UNESCO en communication de Hambourg, Minsk, Sofia, Copenhague, Barcelone, Malaga, San Sebastián, Bordeaux, Grenoble, Paris I, II et III, Strasbourg, Tbilissi, Kaunas, Vilnius, Skopje, Bedfordshire, Londres, Essex, Sheffield, Moscou, Bratislava, Gothenburg et Kiev accueillent chaque année des professeurs invités, ouvrant encore les espaces de réflexion académique européenne, lors d'échanges parallèlement croisés avec le Brésil, le Canada, la Chine, le Vietnam, l'Iran, le Liban, la Turquie, l'Afrique francophone, etc. Des conventions interétablissements renforcent ainsi les liens scientifiques, parfois de manière triangulaire avec ces établissements hors d'Europe.

Enfin, des échanges tout aussi fructueux s'établissent en dehors de tout cadre formalisé et finissent par constituer un corpus théorique convergeant, à partir d'échanges plus individualisés. Ainsi se forge le répertoire critique des industries culturelles, auquel contribuent les auteurs français Bernard Miège, Pierre Mœglin, Philippe Bouquillion, Franck Rébillard... ; britanniques Nicholas Garnham, Richard Middleton, David Hesmondhalgh, Keith Negus, Jason Toyne ; espagnols Ramón Zallo, Enrique Bustamante ; auxquels s'ajoutent les auteurs canadiens Gaëtan Tremblay, Jean-Guy Lacroix, Éric George, etc.

Toutes les convergences ne sont pas aussi aisées à répertorier. Mais le temps est venu de rassembler quelques repères pour offrir une meilleure visibilité, cognitive et sociale, du déploiement de la réflexion scientifique communicationnelle à l'échelle de la planète. Parfois inattendus, les croisements ne s'encombrent pas systématiquement des cadres institutionnels, géographiquement disposés par zones. Mais une mise en perspective des auteurs et écoles par continent se révèle déjà riche d'enseignements.

Des lieux de production théoriques s'avèrent ainsi particulièrement bien référencés, que le sociologue états-unien Murray Davis

(1986) qualifie « à circulation réussie ». À l'opposé, l'auteur reconnaît des propositions d'écoles et de thèmes « à bas statut ». Dans le même sens, Jacques Bouveresse (1982) fait état de travaux déclarés « illisibles », non pas tant liés à la non-qualité formelle et fondamentale de leur écriture ou de la langue d'expression de leur support, mais à cause des difficultés institutionnelles de leur repérage, selon les zones géopolitiques de leur accueil.

Largement dominées par les productions anglo-saxonnes, les cartographies se disposent cependant en autant de lieux de résonance autre, ou de résistance, par exemple depuis les Amériques.

9.2. Les influences dominantes nord-américaines et anglo-saxonnes, et la résistance latino-américaine

Les manuels résument une observation partagée dans le monde : les pensées communicationnelles contemporaines sont d'abord identifiées aux États-Unis (Yves Winkin, 2004).

9.2.1. L'antériorité et l'hégémonie des écoles états-uniennes et anglophones

Même lorsque la pensée communicationnelle se révèle critique comme en France, le positionnement puise dans les répertoires nord-américains, sans toujours le dire. Ainsi, les travaux du « Groupe des dix » à la fin des années soixante, pilotés par Edgar Morin et Henri Atlan, s'appuient sur la cybernétique et la théorie de l'information :

Morin reprend et popularise dans ses écrits le concept de complexité. Il ne l'invente pas [...]. Avant Morin, Warren Weaver (1894-1978) distingue la complexité désorganisée dans des travaux qui ouvrent sur les relations entre les sciences humaines et sociales d'une part, informatique et biologie de l'autre. Est-il sérieux d'importer le concept de complexité dans des travaux de sciences de l'information et de la communication sans dépasser des sources purement françaises et ressassées dans la vulgate francophone ? (Ollivier, 2018)

Ilya Kiriya (2017) en livre explication depuis Moscou : en accordant la plus forte visibilité aux travaux anglophones, les systèmes internationaux d'indexation et d'enregistrement des bases de données

scientifiques fonctionnent en tant qu'« agents importants de création des relations de pouvoirs entre les recherches des différents pays ». Ainsi s'explique que, quel que soit le continent, les manuels scientifiques relatifs à l'information et à la communication témoignent d'abord de la très grande influence anglo-saxonne, renforcés par ailleurs par la puissance de leurs réseaux de distribution.

Chez les anglophones (Thussu, 2019, p. 41-45), comme chez les francophones et ce, bien que les œuvres ne soient pas toujours traduites de l'anglais, l'observation se vérifie en faveur de la *development communication*, au Québec (Attallah, 1989), au Maghreb (Guaaybess, 2019), au Liban (Abdallah, 2015), au Congo-Kinshasa (Ekambo et Dikanga Kasadi, 2013), etc. Inspirateur des présidents chinois Jiang Zemin, Hu Jintao et Xi Jinping et avant de fonder sa critique radicale des démocraties libérales qu'il juge irréconciliablement tendues entre forces d'unité et individualisme, Wang Huning (1991) reconnaît lui aussi l'hégémonie des États-Unis, dans un premier temps : aucun pays ne mérite autant sa visite alors que la Chine travaille à son intégration plus profonde à l'économie mondiale et la lecture de l'empirico-fonctionnalisme analysant le choc des civilisations à la Huntington (1996) lui apparaît essentielle.

Sur le plan communicationnel, la littérature états-unienne se révèle quantitativement écrasante, au gré des reconstitutions généalogiques des écoles théoriques. Des courants, œuvres, auteurs, concepts... se profilent incontournables, dont la justification passe d'abord par l'antériorité, parce que « la nouvelle science ne s'est pas encore suffisamment développée en d'autres lieux dans le monde » (Kiyindou, 2016, p. 159). Bernard Miège évoque... « [ces] premières manifestations de la pensée communicationnelle, presque marginales, aux États-Unis avant le milieu du xx^e siècle, puis [leur] extension à l'Europe de l'Ouest et à l'Amérique latine, à partir des années soixante-dix » (Miège, 2013a, p. 12).

Certains de ces auteurs, comme Paul Felix Lazarsfeld, bénéficient en outre de la ressource financière privée et de l'encadrement relevant du *soft power* élaboré par les instances politiques et militaires états-uniennes. Ces encouragements financiers se montrent particulièrement appuyés pour certains types de questionnements et méthodologies d'analyse des contenus de presse, de nature à permettre de repérer l'ennemi sur le territoire, nazi d'abord à l'approche de la Seconde Guerre mondiale (chapitre 3) et pendant le conflit, communiste ensuite (Mucchielli, 1979, p. 11). Comme le rappelle Pascal

Froissart (1999) à l'encontre de cette posture normative, « les chercheurs se mettent en position d'attester la réalité, alors qu'ils n'en ont ni les moyens ni la légitimité ».

Comme nous l'avons déjà évoqué, depuis le début du xx^e siècle, l'enseignement et la recherche sont principalement organisés aux États-Unis autour de la formation des journalistes, « sans doute la plus connue en Europe », même si, historiquement parlant, les sciences de la communication y sont d'abord considérées sous l'angle de la rhétorique et de l'élocution dès le xvii^e siècle (Winkin, 2004, p. 104-105). Des analyses sont ainsi consacrées à la presse internationale dès 1930 et c'est aux États-Unis que naît l'expression *Mass Communication*. Les années cinquante sont ensuite occupées à mesurer les effets des médias avec les outils méthodologiques élaborés depuis le pays. Dans les années soixante, les formateurs en journalisme deviennent « enseignants en communication », renforçant le contenu de leurs cours des apports résultant des premiers bilans des sciences du comportement. Cette mutation correspond particulièrement à la « guerre psychologique » entreprise depuis la Maison-Blanche, avant que la stratégie ne se rebaptise en communication internationale.

Les références états-uniennes écrasent ainsi la réflexion scientifique, au point qu'Alain Kiyindou (2016 : 6) assume de ne pas les traiter dans sa présentation des sciences de l'information et de la communication par-delà les frontières ! Le tableau qu'il publie cependant de la production scientifique mondiale est édifiant : en 2010, près de 25 % de celle-ci provient des États-Unis. Le pourcentage est impressionnant, même si la progression du second pays fournisseur, la Chine, l'est également en valeur relative (Kiyindou, 2016, p. 36). La France n'arrive déjà plus qu'en sixième rang, avec seulement un peu plus de 4 %.

Beaucoup de ces publications classées sont rédigées en anglais, facilitant la mise en visibilité des écoles états-uniennes et participant d'une stratégie d'imposition linguistique, elle aussi liée au *soft power* mis en place depuis la Maison-Blanche. Le linguiste algérien Mohamed Benrabah (2009) en porte la contestation, estimant qu'encombré par une profusion « [d'] idiotismes, grammaire floue, phonétique délicate, vocabulaire inutilement immense », l'anglais se révèle « inapte à la communication internationale ». Avec d'autres qui en reprennent la critique, l'auteur rappelle qu'au Moyen-Âge, l'arabe est « la langue de la pensée et de la parole profane ».

Aujourd'hui, dans les référencements, des noms d'école portent encore symboliquement le nom d'une ville d'élaboration initiale d'une pensée communicationnelle états-unienne, même si les « école de Chicago » et autre « école de Columbia », voire « école de Palo Alto » cèdent la place ensuite aux universités, et même si, plus tard, les inspirations empirico-fonctionnalistes et diffusionnistes qui les animent provoquent la réaction critique, par exemple de « l'école de Francfort » (Winkin, 2004, p. 106), puis de « l'école de Birmingham ». Des auteurs, autres que les désormais incontournables Harold Dwight Lasswell, Paul Felix Lazarsfeld et Carl Iver Hovland... disputent alors le répertoire classique, à partir des ruptures avec les courants dominants aux États-Unis auxquels procèdent Edward Saïd, Noam Chomsky, Ramsay Clark, et d'autres encore, eux aussi établis dans le pays comme les théoriciens de l'hybridation culturelle venus de l'Inde.

Les chercheurs français prennent ainsi l'habitude d'observer les États-Unis pour tenter d'y repérer des tendances disciplinaires lourdes traitant de l'évolution des enjeux mondiaux, sans pour autant les copier *stricto sensu*. Dès les années cinquante par exemple, André Siegfried, Gaston Berger et Francis Dumont partent sur place, explorer les universités états-uniennes pour s'enquérir des contenus des cours qui y sont donnés en « relations publiques », avant de les importer en France et créer l'Institut français des relations publiques (IFRP) (Cabedoche, 2004b). Le transfert se fait finalement à partir d'une réécriture des enseignements états-uniens, qu'il convient de doter « de l'esprit français », pour ne pas cantonner ceux-ci au seul apprentissage des techniques et des règles du faire-savoir (Siegfried, 1954). Pour les mêmes raisons au moment de leur constitution en France, les sciences de l'information et de la communication ne mobilisent également que très peu la sociologie et la psychologie sociale, à la différence des États-Unis (Balle, 1990, p. 16). L'anthropologie y est moins bien servie encore (Winkin, 2004), sinon par la diffusion des travaux... d'Yves Winkin (1996), de Mihaï Coman (2003), et de Pascal Lardellier (2005). Mais au troisième millénaire, Bruno Ollivier (2018) reconnaît encore procéder à une veille systématique sur Internet, relative à l'actualité de l'information et de la communication aux États-Unis. L'auteur décide finalement de s'y rendre, non sans quelque inquiétude vis-à-vis de la disparition possible des diplômes et de « l'*uberisation* de la formation professionnelle ».

À l'inverse, il arrive que la recherche française inspire – plus rarement – certains travaux aux États-Unis, surtout au début du xx^e siècle. Par exemple, le retour en grâce du psychosociologue et anthropologue français Gustave Le Bon y est d'abord politique. À la fin du xix^e siècle, l'auteur part des enseignements de la psychologie qu'il étend à la psychosociologie en s'inspirant des lois de l'évolution darwinienne, sans pour autant défendre quelque hiérarchisation des civilisations (Le Bon, 1895a). Républicain, partisan du libéralisme économique et juridique, et admettant des différences de niveau du développement, Gustave Le Bon (1895b) rejoint les références de la Maison-Blanche. Malgré l'ambiguïté de certaines de ses thèses, son œuvre figure parmi les lectures de chevet de Theodore Roosevelt, entre autres chefs d'État. Scientifiquement parlant, l'auteur influence Edward Bernays, le « père » du marketing politique, de la communication d'entreprise et de l'industrie des relations publiques depuis les États-Unis et finalement reconnu comme étant le précurseur de la notion de « public », dont s'empare ensuite la sociologie des médias. Mais avant lui, Gustave Le Bon consigne dès 1924 qu'avec les moyens actuels de la publicité, une opinion ou une doctrine peuvent être lancées comme un produit pharmaceutique !

Parallèlement, éclipsées par l'école durkheimienne en France, les lectures proposées par Gabriel Tarde (1901) en termes d'*imitation/contre-imitation* des comportements des publics et du rôle en ce sens des dispositifs journalistiques inspirent outre-Atlantique les travaux de Donald Shaw et de Maxwells McCombs (1972), pour l'élaboration de leur théorie de l'*agenda setting*. Le retour à la notoriété de l'œuvre de Gabriel Tarde ouvre ensuite en France les pistes théoriques de l'*acteur-réseau* chez Bruno Latour (Latour et Lépinay, 2008) ; ou conceptuelles de *tribu* et de *socialité* chez Michel Maffesoli (1988) à partir des *Lois de l'imitation* de l'auteur (1890). D'autres références françaises suivent, au fur et à mesure de l'avancée dans le xx^e siècle, présentées de façon souvent polémique du côté états-unien : « l'affaire Alan Sokal » en témoigne, comme nous l'avons traitée (chapitre 6).

Côté français, les présentations des travaux états-uniens se révèlent plus régulières (Martin et coll., 2004). Ces fenêtres sur l'outre-Atlantique se partagent, entre relais laudateurs, parfois malhabiles et à contresens de la *Mathematical Theory of Communication* de Claude Shannon et Warren Weaver ou de la promotion néo-libérale d'Ithiel de Sola Pool. Des notes de lecture encouragent parallèlement la découverte des travaux critiques états-uniens à l'encontre de l'industrie des

médias (Keita, 2007). Sont encore mises en visibilité et proposées au référencement en France les analyses averties de Patricia Aufderheide de l'American University de Washington D.C. et d'Erik Barnouw de la Columbia University de New York (2005), témoignant de la quête éperdue de pouvoir à l'échelle planétaire par les grands conglomérats médiatiques dont General Electric et Westinghouse.

Les traces de ces contributions états-uniennes dans les revues qualifiantes de la discipline en France sont abondantes. Par exemple, dans le cadre d'un dossier consacré à l'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication, la revue *Les Enjeux de l'information et de la communication* (2016 : 25-38 ; 145-156 et 207-224) invite Lee Artz, professeur à la Loyola University de Chicago ; Joseph Straubhaar, Vinicio Sinta, Vanessa de Macedo Higgins Joyce, de l'Université du Texas à Austin ; ou encore des auteurs nord-américains anglophones, comme Vincent Mosco de la Queen's University de Kingston au Canada.

Depuis ce dernier pays, les collaborations sont ininterrompues avec la France, eu égard aux relations historiques notamment avec Montréal, Québec et Ottawa, entretenues soit par des convergences théoriques développées entre auteurs (Gaëtan Tremblay, Jean-Guy Lacroix, Serge Proulx, Éric George ; François Demers, Michel Sénécal, Marc-François Bernier, Christian Agbobli, Thierry Watine, Oumar Kane, Bertrand Labasse etc.) ; soit dans le cadre des relations développées par les opérateurs historiques de la francophonie (OIF et AUF) ; soit *via* le réseau mondial des chaires UNESCO en communication dont l'Université du Québec à Montréal fournit budget de fonctionnement et secrétariat général avec l'appui du rectorat (Cabedoche, 2013c). Des débats sont lancés depuis le Québec, par exemple entre positivisme et constructivisme comme nous l'avons convoqué (chapitre 6), avec reprise dans des revues co-éditées par la France et les universités canadiennes (Ottawa et Québec, notamment).

L'entrée en Amérique du Nord passe encore par les territoires et départements que la France possède en Caraïbes, *via* les travaux de Bruno Ollivier (2013), ou de chercheurs des disciplines voisines, accueillis dans la revue *Hermès*³. Les réseaux francophones agissent dans ce sens du renforcement des liens scientifiques. Mais ceux-ci restent ténus, par exemple avec l'Océanie.

3 Collectif *Hermès/La Revue*, 2013/1, n° 65. <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2013-1-page-13.htm>

Détours océaniques

Certes, « il y a du monde dans le Pacifique », pour paraphraser l'expression – faussement étonnée – du général de Gaulle visitant la Polynésie et la Mélanésie. Pour les lecteurs francophones, des entrées sont proposées sur les enjeux mondiaux de la communication depuis l'Océanie, critiques d'une langue coloniale et du grand récit historique néocolonial encore choyés par la littérature métropolitaine contemporaine (Banaré, 2012).

Mais il y faut parfois toute la conviction de passeurs (Bruno Ollivier, Annie Lenoble-Bart...)⁴, pour que le lien soit effectivement entretenu avec ces terres lointaines francophones, y compris lorsque ces dernières relèvent administrativement de la France. Les contributions se déploient d'Ismet Kurtovitch et Jean-Marc Regnault sur une cohabitation jugée fragile ; Georges Delbos sur l'action missionnaire ; Frédéric Angleviel sur la revendication des Kanaks ; Dominique Soupe, Yannick Fer et Gwendoline Malogne-Fer sur le fait religieux ; et encore Chantal Spitz, Patricia Bambridge, Philippe Neuffer, etc.

Cependant, principalement publiée en langue anglaise, la production scientifique communicationnelle venant de cette zone océanique reste peu visible dans les répertoires dressés depuis la France métropolitaine, *a fortiori* depuis les territoires anglophones. Des habitudes de recherche n'ont simplement pas encore eu le temps de se développer. Le réseau mondial des chaires UNESCO en communication permet juste une timide ouverture en France, grâce aux travaux d'Anna Haebich et de Jodie Taylor de l'Université Griffith de Brisbane ou de Dany Butt de l'Université de Melbourne. La contribution depuis l'Australie la plus marquante reste le plaidoyer développé en faveur de la communication pour le changement social par Jan Servaes (1985), alors professeur invité depuis la Belgique et, par ailleurs, président de l'European Consortium for Communications Research (ECCR) et vice-président de l'International Association of Media and Communication Research (IAMCR).

Si l'inventaire repasse parfois par l'Australie pour repérer une pensée critique, les manuels rappellent que les *modern science communications* y sont apparues fin des années soixante en tant que champ de recherche. Mais de manière significative, une culture de publication scientifique investissant l'humain ne s'y développe pas avant

4 Collectif *Hermès/La Revue* : « La France et les Outre-mers : l'enjeu multiculturel », 2002/1, 32/33, Paris, CNRS éditions.

1990. Elle subit de ce fait la stigmatisation politique conduite par le ministre Barry O. Jones, exhortant les scientifiques à être plus actifs dans l'espace public. Et au moins jusqu'à la fin du xx^e siècle, le champ n'y est pas encore bien assuré en termes d'autonomie disciplinaire, les premiers travaux se développant d'abord en histoire, philosophie des sciences, et sciences et études technologiques.

Depuis, les contenus s'ouvrent largement à la comparaison internationale. Le paysage de la communication scientifique se rééquilibre à l'avantage du pays : l'Australie apparaît en 4^e position derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada en termes de volume d'articles publiés dans des revues internationales (Fleury et Walter, 2016). L'environnement s'y prête particulièrement, dans un cadre national dominé par la pression politique pour que les chercheurs jouent un rôle « central » dans la promotion du bien-être économique et social de l'Australie (Gascoigne et Metcalfe, 2017). Eu égard à son statut de moyenne puissance, le pays engage son espace public à s'investir dans le rapport sciences/techniques, en jouant la carte libérale et les alliances sur les marchés mondiaux.

Une pensée critique se construit cependant chez les auteurs anglophones, croisant parallèlement les publications francophones, autour de l'inégalité de traitement dont souffrent les aborigènes. L'enjeu monte en puissance jusqu'au niveau international, repris en France par la réflexion critique (Mattelart, 2002, p. 42), dès lors qu'un John Fiske y trouve matière à disqualifier le rôle de l'État dans la promotion de la diversité culturelle, comme nous l'avons déjà relevé en traitant des *Cultural Studies* (chapitre 8).

C'est pour contrer l'influence de ce courant de pensée que d'autres ponts se constituent, sur des voies navigables opposées. Ainsi, l'Argentin Eliseo Verón engendre les convergences sur ce terrain de la critique des *Cultural Studies* avec la France, où l'auteur s'installe en 1971, avant de retourner dans son pays en 1995, au nord-ouest de Buenos Aires.

La transition se présente idéale à partir de ce chercheur pour aborder le questionnement de l'Amérique latine dont l'influence est réelle en France (Kiyindou, 2016, p. 6), bien que relevant de ces zones moins bien desservies par les systèmes d'indexation et d'enregistrement des bases de données scientifiques à l'échelle mondiale. Selon Luiz Carlos Breisser-Pereira (2009), c'est à partir des universités latino-américaines, notamment chiliennes et brésiliennes, que se développe la critique la plus radicale, sous l'appellation d'école de la dépendance.

9.2.2. *Les résistances pionnières latino-américaines*

Des passeurs remarquables entretiennent des liens intellectuels, à vie, depuis l'Europe avec le continent latino-américain. L'œuvre d'Armand Mattelart notamment se déploie pendant quelque dix années depuis l'Amérique latine, souvent en collaboration avec son épouse, Michèle Mattelart. Le couple nourrit ainsi abondamment la pensée critique au sein de la discipline depuis Santiago du Chili, jusqu'au départ contraint et précipité de l'auteur vers la France, après le coup d'État d'Augusto Pinochet contre le gouvernement d'Unité populaire et la présidence de Salvador Guillermo Allende Gossens, dont Armand Mattelart est alors conseiller. L'auteur ne cesse de rappeler l'importance de cette production communicationnelle latino-américaine. La problématique des usages développée par Michel de Certeau est inséparable de la réflexion à laquelle Armand Mattelart participe, relative à l'histoire des sociétés composites de l'Amérique latine, et à l'histoire « ambiguë et contradictoire de la "culture populaire" » (Mattelart, 1999).

Ils sont nombreux, auteurs de la discipline en France, à faire le même saut d'une installation quelques années en Amérique latine, de Guy Lochard au Pérou à Pierre Fayard au Brésil, où Denis Ruellan encore est familialement lié avec son père, alors directeur général en France de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM).

À la naissance des sciences françaises de l'information et de la communication, l'Amérique latine est déjà considérée depuis Caracas en tant que « [l'] un des foyers mondiaux de recherche, comme d'intervention en communication ». Pourtant, cette réflexion reste méconnue en Amérique du Nord, bien que dans les années soixante, les auteurs latino-américains y accueillent la théorie de la diffusion des innovations et participent à la collecte de données dont les agences états-uniennes et celles « du système panaméricain » ont besoin, dans le cadre du projet *Camelot* (Capriles, 1982, p. 100-101).

Le climat est alors explosif dans cette Amérique latine marquée par l'échec des grandes réformes agraires, des politiques d'éducation et des actions de développement économique. Ni les nombreuses expériences de modernisation en milieu rural et dans les communautés urbaines ni les grandioses programmes d'utilisation des médias pour l'éducation et le développement n'aboutissent. Le contexte

devient progressivement celui du réveil des populations, de la reprise des conflits ruraux, de l'émergence des multitudes urbaines, de la montée sociale des classes moyennes, de l'implication sociétale des étudiants et intellectuels et de la conscientisation des populations, sur fond de coups d'État militaires, dictatures et autres populismes. Les distorsions apparaissent de plus en plus marquées « par la situation générale de dépendance et par les déséquilibres internes produits par les assujettissements sectoriels et régionaux » (Capriles, 1982, p. 117).

La recherche critique se construit ainsi en réaction contre les paradigmes béhavioristes, fonctionnalistes et positivistes, inspirés par les commanditaires publics et privés des projets de développement (Beltrán et Fox de Cardona, 1982). Méconnu en France et en Amérique du Nord, Antonio Pasquali depuis l'Université centrale de Bogota en Colombie témoigne déjà d'une recherche d'ordre phénoménologique de la communication de masse, dans ses rapports avec la structure culturelle des sociétés (Pasquali, 1963). C'est la première incursion en Amérique latine d'une réflexion fondatrice du champ de la recherche en communication (Sánchez Narvarte, 2014). Il s'agit de considérer les conditions politiques en tant qu'élément central de l'analyse des *mass media*, pour traiter du processus de concentration de la propriété de ces derniers. Pendant toute la décennie soixante, Antonio Pasquali (1967) propose ainsi un paradigme communicationnel opposé aux lectures classiques, lesquelles n'offrent aucune possibilité de renversement des pôles actif/passif, émetteur/récepteur (Capriles, 1982, p. 126).

La piste latino-américaine associe bientôt Luis Beltrán, investi dans la rédaction des documents de préparation de l'UNESCO pour la Conférence de Costa Rica en 1976 et la création de l'Asociación latino-americana de investigadores de la comunicación (ALAIIC) en 1979. Antonio Pasquali devient adjoint au sous-directeur général de la Culture et de la Communication à l'UNESCO. Son œuvre est rétrospectivement diffusée, désormais traduite (Pasquali, 1979).

Entre Paolo Freire, qui réagit au niveau microsocial à la diffusion des innovations et Antonio Pasquali, qui se situe au niveau macrosocial jusqu'à devenir le principal auteur critique de la *Communication Theory* de Daniel Lerner, la recherche latino-américaine en communication trouve sa voie, originale. Il ne s'agit plus de travailler les rôles et rapports fonctionnels des systèmes de diffusion et de leurs messages, mais d'analyser de manière critique l'implantation des médias dans les sociétés latino-américaines. Les pionniers se relaient sur ce terrain de la communication, dite « alternative » : Juan Díaz Bordenave

(Paraguay), João Bosco Pinto (Brésil), Mario Kaplún (Uruguay), Daniel Prieto et Máximo Simpson (Argentine), Rafael Roncagliolo (Pérou), Fernando Reyes Matta (Chili), et autre Francisco Gutiérrez pour l'ensemble de l'Amérique latine... (Beltrán, 2006).

Cette recherche est encore stimulée depuis le Venezuela par Eduardo Santoro, traitant des stéréotypes véhiculés par la télévision nationale ; Noreen Janus et Rafael Roncagliolo, analysant la dépendance des médias ; Marta Colomina, décryptant les phénomènes d'aliénation ; Luis Beltrán et Elizabeth Fox de Cardona, pointant la domination exercée par les grandes agences de presse sur les principaux journaux de la région.

Le concept de « marchandisation transnationale de l'enseignement supérieur » commence son cheminement dans les consciences latino-américaines, jusqu'à forger l'opposition des acteurs universitaires régionaux contre le projet de l'Organisation mondiale du commerce de novembre 2001, visant à inclure l'éducation parmi les secteurs à négocier sur ce « marché » (Didou-Aupetit, 2015). Sans attendre, le continent offre déjà à l'entrée des années quatre-vingt tout un vivier de groupes d'études, d'instituts de recherche consolidés, d'initiatives nationales, voire régionales de communication, et un rapprochement entre la réflexion professionnelle de certains journalistes et les activités de la recherche critique. Depuis le Mexique, l'Institut d'études transnationales (ILET) joue un rôle d'avant-garde dans la formalisation des concepts et les échanges au-delà des frontières⁵. L'Amérique centrale regroupe ces réflexions dans l'association fédérative Acadic. Les études en communication du Brésil bénéficient du puissant renfort d'Intercom, à partir de São Paulo. Partout, au Chili, en Argentine, en Équateur, en Colombie, à Cuba..., l'activisme des chercheurs latino-américains en fait des exportateurs de réflexions critiques, aujourd'hui reconnues au-delà du continent. Leurs apports visent à intégrer l'analyse idéologico-culturelle et celle des déterminations économiques dans l'étude des systèmes et appareils de diffusion de masse. Ils répondent à une double exigence : celle d'une lecture globale des enjeux de communication et celle du repérage des déterminations particulières de chaque formation (Capriles, 1982, p. 143).

5 Nos remerciements vont à Manuel Alejandro Guerrero de la Universidad Iberoamericana de Mexico, pour les traductions et indications bibliographiques retenues dans le cadre du présent travail, par ailleurs co-directeur en 2022 avec Maria Vaca de *La comunicación y sus Guerras Teóricas*, 3 vol.), New York, Peter Lang.

Les chercheurs français reconnaissent l'intérêt des propositions latino-américaines. Bruno Ollivier explique son engouement :

Les études de communication y sont souvent bien plus engagées qu'en France. Mais l'engagement n'y prend pas comme en France la forme d'articles sermonneurs, d'anathèmes politiques, de la répétition incantatoire des termes de *domination*, *antifascisme* et *impérialisme*, de l'application d'une *doxa* bourdieusienne ou marxiste élémentaire. Bien au contraire. On y pense plus en termes d'hégémonie (concept qui implique des ambiguïtés, de la séduction) qu'en termes de domination (concept qui favorise la pensée binaire). (Ollivier, 2018)

Les parallèles sont aisément établis avec cette recherche européenne et française qui n'assume qu'une part de l'héritage des thèses de l'école de la dépendance et de Pierre Bourdieu pour ce qui est des liens à l'histoire et à la mémoire des formes de stratification culturelle (Morris, Schlesinger et Mandelsaft, 2000 ; Bustamante et Mandelsaft, 2000), sans pour autant négliger les risques « d'hégémonisation culturelle » avec la mondialisation : l'attention reste soutenue quant au rôle de l'État et aux processus respectifs d'intégration régionale (Union européenne, ALENA...).

Là encore, l'entrée peut passer par les derniers territoires héritiers de l'ancien empire colonial français en Amérique latine, où depuis la Guyane, Jean-Claude Ho Tin Noe informe ses compatriotes de la France hexagonale de la situation de *Radio Guyana*, ou encore Pedro Ureña Rib de la problématique de la pluriethnicité.

Les réseaux internationaux aident pareillement à ces découvertes stimulantes. Pour exemple, la chaire UNESCO *Communication Internationale* de l'Université Grenoble Alpes accueille au titre de professeures invitées Carmen Gomez Mont de l'Institut technologique d'études de Monterrey au Mexique en 2001, Zélia Leal Adghirni de l'Université de Brasilia en 2007 et Elizabeth Saad Corrêa de l'Université de São Paulo au Brésil en 2016. La chaire entretient une collaboration régulière avec Miguel de Aguilera de l'Université de Málaga, lequel, avec Nancy Morris, Philip Schlesinger et Germaine Mandelsaft, participe à la mise en visibilité de l'œuvre de Néstor García Canclini, pour accompagner la critique des dystopies cybernétiques. L'Université de Rio de Janeiro aide à entretenir des liens précieux, par exemple avec Teun van Dijk dont les premières armes

se sont forgées... en France, avec Edgar Morin ! Bernard Miège assure le lien avec l'Université Unisinos du Brésil, grâce à ses contacts avec, notamment, Jairo Ferreira. Le passage à Grenoble d'Amanda Rueda ouvre encore son laboratoire d'accueil au cinéma colombien...

La recherche française bénéficie en outre de synthèses élaborées depuis l'Amérique latine. Une Asociación internacional de estudios en comunicación social (AIECS) participe ainsi à la mise en visibilité de ces travaux en langue espagnole. Responsable de l'Observatoire des médias régionaux de l'Université fédérale de l'Espírito Santo, Edgard Rebouças avertit du métissage dans la constitution de la formation sociale, économique et culturelle du Brésil, etc.

La diffusion de cette recherche stimulante passe enfin par des partenariats interétablissements tripartites – par exemple avec l'Europe ibérique et la France – assurés par Miguel de Aguilera, Enrique Bustamante, Juan Carlos Miguel de Bustos, Ana Carolina Escoteguy, et encore Enrique Laan Mendes de Barros (2008) sur les médiations socioculturelles, Carlos Alberto Scolari (2019) sur les hypermédiations et les technologies de la communication, etc.

Ainsi émergent des références aujourd'hui incontournables pour qui veut traiter des enjeux planétaires de la communication à partir du sous-continent latino-américain.

Brésil et Mexique connaissent notamment une notoriété croissante, d'où la résistance à l'influence nord-américaine est organisée. La progression du premier pays dans les publications scientifiques internationales est impressionnante, augmentant de 44 % de 2003 à 2008 (Kiyindou, 2016, p. 39). À titre d'exemple, la revue *Sur le journalisme* publiée depuis la France et le Québec est aussi éditée depuis le Brésil, offrant l'ouverture réciproque pour chacun des trois pays (Frisque, 2016). Dans les référencements français sont aujourd'hui disposées, pêle-mêle ou de manière plus structurée, les œuvres de Luiz Beltrão de Andrade Lima et de José Marques de Melo de l'Universidade Metodista de São Paulo. Dans les historiques de la dépendance culturelle bénéficient d'une belle résonance les travaux de Leena Paldán et Raquel Salinas, de Luis Ramiro Beltrán ou de Fernando Enrique Cardoso et Enzo Faletto. En France comme au Canada, Paulo Freire (1974) se retrouve régulièrement cité pour sa promotion de l'éducation en tant qu'outil du changement social et des communautés de base en ce sens, comme Luzia Mitsue Yamashita et Mariana Ferreira, Cicilia Peruzzo et Marcía Vidal Nunes quant au rôle des médias communautaires.

Le Mexique offre en parallèle ses incontournables Rossana Reguillo, spécialiste de la communication culturelle et des cultures des jeunes ; Raúl Fuentes Navarro, historien de la communication en Amérique latine ; Guillermo Orozco Gómez, prospectant la réception des jeunes téléspectateurs ; Javier Esteinou Madrid, investissant le lien entre médias et démocratie ; Enrique E. Sánchez Ruiz, offrant la mise en perspective des politiques publiques de communication, etc.

Des références semblent désormais s'installer en France, disposées depuis l'ensemble de ces pays latino-américains : Néstor García Canclini, présentant la différence, l'inégalité et la déconnexion comme clés de questionnement de l'interculturel et de la mondialisation ; Héctor Naúm Schmucler, traitant du rôle de l'ordinateur dans le tiers-monde ; Eliseo Verón, proposant son fameux contrat de lecture ; Jésus Martín-Barbero pour le glissement de lecture des médias aux médiations, etc. Bruno Ollivier (2018) témoigne de l'apport de ce dernier, dont il se prévaut de l'amitié :

[...] grand théoricien de la communication en Amérique latine [qui] a eu le courage de se dresser contre les théories de la domination et de la vulgate marxiste qui dominaient les études de communication latino-américaine, pour parler des cultures populaires, du fonctionnement de l'hégémonie, et ainsi tracer de nouveaux sentiers qui seront suivis dans toute l'Amérique latine en sciences de la communication.

Si les pays latino-américains bénéficient donc d'une certaine habitude d'échanges au-delà des frontières, la comparaison est intéressante avec les autres pays initialement regroupés derrière l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Le chercheur russe Ilya Kiriya (2017) relève que les pays de ce groupe, dont les langues scientifiques sont les moins répandues dans le cadre des échanges scientifiques hors frontières, présentent aussi un plus faible taux de citations par rapport aux pays anglophones, même si la progression est remarquable pour les deux derniers (Inde et Chine) dès lors que ceux-ci sont publiés en anglais. Ce constat « rend difficile l'essor des Bric », en tant que force d'appui et de proposition pour l'élaboration depuis la France d'une pensée critique de la communication sur le plan mondial.

9.3. Le désaxement des productions scientifiques vers l'Est et l'Orient

Alain Kiyindou (2016 : 167) le reconnaît : en dehors de la Roumanie, peu d'échanges suivis existent entre la Société française des sciences de l'information et de la communication et les pays de l'ancien bloc de l'Est. Le repérage plus serré d'une dynamique communicationnelle critique depuis ces pays reste donc à faire, mais déjà, des états de la recherche contribuent à cette mise en visibilité. Avec la montée en puissance des BRICS – l'Afrique du Sud désormais intégrée avant les candidatures récentes de nouveaux postulants travaillant ainsi à l'élaboration d'un monde postétats-unien (Thussu et Nordenstreng, 2020) –, les regards sont de plus en plus appuyés vers les productions scientifiques orientales.

9.3.1. *Les héritages et relances des études russes en communication*

La spécificité de la Russie réside historiquement dans le fait que les structures universitaires soviétiques sont d'abord conçues avec l'objectif de former les jeunes pour les services de l'État. « L'esprit corporatiste universitaire », qui caractérise les académies d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, n'y existe pas ; les sciences exactes y sont promues, qui « forgent le bouclier nucléaire » de l'URSS ; les sciences humaines et sociales sont ignorées (Masalkov, 2014).

Une tradition se dégage cependant pendant la période 1960-1980, à la faveur du « dégel khrouchtchévien ». Particulièrement averti de la dimension idéologique des écoles théoriques, le répertoire des travaux, « à diffusion restreinte », présente d'abord un compromis entre l'*empirico-fonctionnalisme* états-unien – faute d'un savoir national constitué disponible sur le terrain communicationnel – et l'exploration des outils légués par le marxisme dans sa version léniniste (Worontzoff, 1975). Vladimir Illitch Lénine transforme en pratique ce qui, chez Karl Marx, n'est encore que prénotion (De La Haye, 1980) : la *praxis* est ainsi organisée et développée en stratégie et pratique révolutionnaire, contre la pure spéculation intellectuelle bourgeoise (Birou, 1966, p. 549-550). La répression reste la règle pour celui qui, s'écartant d'une recherche pragmatique à partir des outils du « matérialisme scientifique », se retrouve dangereusement confondu pour « erreurs idéologiques ». La pensée critique s'y développe, engagée dans la

réfutation des théories bourgeoises en philosophie et en sociologie : les intellectuels occidentaux de cette mouvance « prolétarienne » sont accueillis, mais les contacts sont réservés à l'Académie des sciences. En dehors, les porteurs de la dynamique soviétique restent confinés : le chercheur à la lutte prolétarienne, l'enseignant à la transmission du savoir pratique, le sociologue au seul terrain d'observation acceptable : l'usine. La « sociologie des usines » se déploie ainsi, dans le cadre des mesures destinées à relancer l'économie soviétique de la fin des années soixante (Abramov, 2014).

Par contre, l'Université moscovite devient un haut lieu d'accueil des étudiants et futurs journalistes africains qui, avant de retourner dans leur pays y poursuivre la lutte prolétarienne, viennent se forger au marxisme et au journalisme socialiste : la *Pravda* s'offre en modèle pédagogique, puis en source privilégiée pour les futurs rédacteurs, à leur retour au pays (Bongolo, 2006). À l'instar de la revue *Kultura i zhin'*, les médias soviétiques doivent témoigner de cette action de formation, initiée par l'Union des sociétés d'amitié soviétiques (Krylova, 1992). Ainsi, 30 000 étudiants africains viennent chaque année étudier à Moscou.

Le processus est amorcé dès 1921, avec la création de l'Université communiste pour les étudiants africains. Mais le sixième Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, organisé à Moscou en 1957, et rassemblant 34 000 personnes, dont 600 Africains, est le véritable point de départ de cette action pédagogique et diplomatique. L'Université Patrice Lumumba est créée par Nikita Khrouchtchev en 1960, dédiée à « l'amitié des peuples » et aux étudiants étrangers. Les demandes de bourses d'études affluent (De Saint-Martin, 2015⁶).

Sont ainsi accueillis à Moscou et dans les pays satellites de l'URSS pour devenir ensuite les chefs des guerres de libération et les cadres des pays accédant à l'indépendance, les étudiants Alpha Oumar Konaré, futur président du Mali formé à Varsovie ; José Eduardo Dos Santos, futur président de l'Angola formé à Bakou ; Thabo Mbeki, futur président de l'Afrique du Sud formé à l'Université Patrice Lumumba ; Sam Nujoma et Joao Lourenço, futurs présidents de la Namibie, et encore les futurs présidents nigérian Olusegun Obasanjo, gabonais Omar Bongo (tous deux docteur *honoris causa*), etc.

6 En particulier, les chapitres rédigés sous cette direction d'ouvrage par Tassé Abye, Abel Kouvouama et Charles-Zacharie Bowao, Constantin Katsakioris, Grazia Scarfo Ghellab, Svetlana Dimitrova.

L'apprentissage de la langue russe sur place avant le départ pour l'Est européen relève de la Maison des sciences et de la culture et des centres culturels soviétiques ouverts dans une vingtaine de pays africains, où est expliquée la ligne politique de l'Union soviétique « pour la libération nationale des peuples contre l'impérialisme, pour une indépendance véritable et pour la souveraineté ». Des bibliothèques y sont encore ouvertes, fournissant les ouvrages de base publiés par l'agence de presse Novosti. Des films soviétiques sont projetés pour amorcer et entretenir la sensibilité marxiste-léniniste, et assurer la promotion de l'URSS en Afrique.

Ainsi nourri de marxisme, bien que resté au pays, Ahmed Sékou Touré remporte le prix Lénine pour la Paix en 1961 et la jeune Guinée, nouvellement indépendante, bénéficie aussitôt de l'aide soviétique en même temps que de l'aide chinoise. La coopération dans le domaine de l'enseignement devient très tôt une part très importante de la nouvelle stratégie des responsables soviétiques :

Ils comprenaient que dans des nouveaux pays libérés [...] l'urgence la plus perceptible, hormis la question des crédits, était la formation des cadres d'un niveau suffisant pour leur permettre d'assurer les charges du développement de l'économie nationale et de mettre en place des États sur le mode occidental ou soviétique. (Bartenev, 2007)

En 1963, la moitié des étrangers formés en URSS deviennent ensuite ingénieurs, 22 % exercent en médecine ou en pharmacie, le reste de ces visiteurs étudient le droit, l'économie ou la philosophie. *Via* les accords de réciprocité, des professeurs russes partent en Afrique, contre l'influence d'un empire colonial français encore effective bien que déjà en déclin. En Algérie, au Mali, des écoles d'ingénieurs sont érigées, en concurrence directe avec les instituts français. Des centaines d'officiers et de spécialistes algériens suivent une formation dans les écoles et académies militaires d'URSS. Pour la seule Ukraine, quatre établissements instruisent ainsi les cadres des forces armées des pays de la Tricontinentale. Ils sont encore 30 000 étudiants africains en URSS en novembre 1989, peu avant la chute du mur de Berlin.

L'URSS participe donc largement à la formation d'une partie de l'élite africaine (Yengo, 2011), même si les succès de cette sensibilisation sont divers, parfois entachés par la critique du « fraternalisme » du modèle, à l'origine par exemple de la démission avec éclat en

1957 du Martiniquais Aimé Césaire d'un Parti communiste français se présentant pareillement « protecteur ». Tous les étudiants africains ne repartent donc pas d'URSS prorusse, ou communistes :

On disait camarade au professeur par respect, mais j'étais un anticommuniste primaire. [Étudier en URSS], c'était une opportunité pour devenir cadre technique dans mon pays. (Krylova et Tchertkov, 1982)

Ainsi depuis le Ghana, le *consciencisme* de Kwame Nkrumah se déploie certes en référence au matérialisme didactique, mais il désigne surtout une philosophie et une idéologie qui seraient propres à l'Afrique (Nkrumah, 1964). Et les désillusions à l'égard du « grand frère » surgissent dès l'ère khrouchtchévienne (Bartenev, 2007), que la presse occidentale s'empresse de reproduire (De Saint-Martin, 2015, p. 79), même si la nostalgie peut encore poindre :

Les Soviétiques ne sont pas comme les Français. Ils sont hospitaliers, modestes, ils vous encouragent. On était bien [...]. J'ai passé de très bonnes années là-bas. Les enseignants se distinguaient par leur grande compétence [...]. Et puis, le côté culturel était vraiment un plus de l'URSS [...]. Sur le plan politique, pas de pression, pas d'obligations. Bien sûr, ils vous enseignent Marx, l'économie politique, mais c'est léger [...] ils étaient très souples avec nous sur tout ça. (De Saint-Martin, 2015, p. 196-198)

Parallèlement, des enseignants sympathisants, venant de « pays capitalistes », dont la France, ou se retrouvant ensuite au Québec (De Saint-Martin, p. 173-186), viennent parfaire l'enseignement technique. C'est 200 étrangers sont accueillis pour des stages de 45 jours en 1987 à l'Université d'État Lomonossov de Moscou et à l'Université de l'Amitié des peuples Patrice Lumumba.

Avec la chute de l'empire soviétique et l'entrée de la Russie dans la « modernisation », la recherche subit le contrecoup des restrictions budgétaires de la part de l'État, au niveau des projets comme des rémunérations. L'accueil des étudiants étrangers se fait homéopathique pendant toutes les années quatre-vingt-dix :

L'effondrement de l'Union soviétique coupe pratiquement tous les liens et met fin à la mission idéologique de l'URSS pour la

propagation du socialisme. La Russie est incapable de maintenir ses subventions aux régimes « clients » et l'Afrique recule dans ses priorités. Les relations avec certains États africains se tendent à la fin de l'année 1991, lorsque le président Boris Eltsine arrête toute aide étrangère et exige le remboursement immédiat des dettes impayées. (Arkhangelskaya, 2013)

Alors à Moscou, le conseil aux entreprises devient la nouvelle ressource, intellectuelle et financière. L'enseignement suit : la communication des entreprises se développe, des projets sont financés par des centres étrangers comme la fondation Ford, marquant l'affaiblissement des études marxistes. Confrontée à d'autres règles du jeu dans un système socio-économique libéral mondialisé, l'intelligentsia russe se relève difficilement de la précarisation et de la marginalisation. « La chute de l'idéologie communiste a créé un climat d'anomie où la corruption ou, au moins, l'évasion fiscale ne sont généralement pas perçues comme répréhensibles » (Magun, 2009).

L'influence des intellectuels russes se réduit comme peau de chagrin, étroitement circonscrite aux frontières de la nouvelle Fédération de Russie. Pour Charles Urjewicz (2004), Saint-Pétersbourg est symptomatique de cette crise douloureuse : la ville observe, impuissante, le déplacement des investissements des intellectuels voisins finlandais, depuis la Russie vers l'Europe de l'Ouest (Alapuro, 2004).

La Russie de Vladimir Poutine travaille immédiatement cependant à retrouver une aura hors du cadre national. L'effort s'observe d'abord dans le recrutement de professeurs étrangers réputés. Quantitativement, le poids de la recherche théorique, *a fortiori* fondamentale, pèse encore peu par rapport à un enseignement très professionnalisé et partageant les certitudes des pouvoirs politiques. Mais l'ouverture à de nouveaux paradigmes commence à bousculer les traditions des *apparatchiks*, qui n'ont même jamais fait de recherches sur le terrain.

À la fin du xx^e siècle, les étudiants russes, qui viennent étudier en France par exemple, rentrent au pays en y promouvant la pensée critique qui les éloigne ainsi du positivisme. Tous les grands auteurs de la pensée communicationnelle française sont publiés en russe. Les principaux courants de la sociologie européenne et nord-américaine se croisent et offrent matière à débats. Les analyses commencent à décrypter le rôle que jouent les médias transnationaux dans la structuration des oppositions internes contre des régimes politiques rejetés, de la même façon que depuis la France, la réflexion est portée

par Jacques Semelin (1995) et Tristan Mattelart (1995), concernant l'ancienne URSS.

Non dénuées d'arrière-plans stratégiques, ces confrontations permettent en retour de familiariser les auteurs étrangers à certaines références russes, qui se sont déjà imposées, en particulier depuis les formations en journalisme : Yassen Nikolayevich Zassoursky (2001), puis Elena Vartanova (2020)... et depuis l'étranger, Ilya Yablokov de l'Université de Leeds. Avec d'autres, (Thussu, 2019, p. 216-220 ; Mattelart T., 2018), ils aident à comprendre le rôle de *Russia Today* à partir de 2005 dans la promotion dithyrambique de Vladimir Poutine, générant plus de vues dans le monde sur *Youtube* que n'importe quel autre support (Thussu, 2019, p. 219), et provoquant ainsi les inquiétudes des médias de l'Ouest.

L'offensive se déroule effectivement sur tous les plans, médiatique, académique, idéologique, tandis qu'un néo- Eurasisme se développe, né de la dislocation – vécue comme humiliante – de l'URSS en décembre 1991. *Patchwork* distendu de traditionalisme, cosmisme, slavophilisme, naturphilosophie, ésotérisme, néopaganisme, fascisme et marxisme et promu par les intellectuels Lev Gumilev, Alexander Panarin et Alexander Dugin dont la fille paie de sa vie l'engagement en août 2022, cet assemblage doctrinal s'appuie sur « une commune conception de l'identité russe et de son destin impérial », et une croyance partagée en la nécessité de la résistance à « l'uniformisation culturelle atlantiste » (Laruelle, 1999) et aux méfaits de l'« empire du mensonge » occidental. Bénéficiant de plus en plus des faveurs du Kremlin, ce néo- Eurasisme « existentiel » forge le lien avec le panturquisme, le kémalisme turc ou le touranisme, et prône l'unification des peuples d'Eurasie au sein d'un vaste empire, à l'origine de la formation en 2000 de la Communauté économique eurasiennne regroupant la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. À partir du 14 février 2022 et tout particulièrement le 16 mars 2022 dans la rhétorique de Vladimir Poutine, l'objectif se précise, ne laissant aucunement place à débat interne ni à une quelconque autre issue : bâtir un nouvel ordre mondial, théorisé par les Sergueï Karaganov, proche de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Russie⁷, Dmitri Medvedev sur le réseau social russe *Vkondakte*, Piotr Akopov sur le site *Desk Russie*, Timofeï Sergueïtsev et autre Vladimir Vojegov, *via* l'agence officielle *Novosti* (Minic, 2022) !

7 Bruno Maçães, "Russia Cannot Afford to Lose, So We Need a Kind of a Victory": Sergueï Karaganov on what Putin Wants", *The New Statesman*, 6 avril 2022.

Dans cet esprit, mise en veilleuse à partir de 1992, l'Université Patrice Lumumba est réinvestie en 2019 pour permettre à la Russie de se relancer en Afrique, alors que la réputation de l'université russe s'y est progressivement abîmée dans les critiques contre les préjugés racistes, rencontrés de longue date par les étudiants africains (Carew, 1964).

Un millier d'étudiants africains y sont formés aujourd'hui. En retour, un premier salon « Je veux travailler en Afrique » est mis en place, témoignant de la volonté de la Russie de voir ses ressortissants s'expatrier, juste avant l'emballlement de la pandémie de COVID-19. Après une initiation en Russie, les doctorants expatriés s'installent à l'Ouest, par exemple en France (Alexander Kondratov) ou reviennent au pays (Congo-Brazzaville pour Charles Jonas Ndeke ou Russie pour Ilya Kiriya⁸). Ce dernier offre une interface incontournable depuis la Higher School of Economics de Moscou, analyste averti des industries culturelles de l'URSS à la Russie d'aujourd'hui (Kiriya, 2004), de la télévision publique dans les régimes post ou semi-totalitaires (Kiriya, 2011) et du *soft power* russe à travers le monde (Kiriya, 2016).

Ces brassages provoquent en retour l'interpellation de concepts, autrefois enseignés depuis Moscou de façon trop rigide et universalisée, à partir des seuls terrains... états-unis ! Des connaissances apparaissent soudain fossilisées, invitant à retravailler des méthodes comparatives. Des projets sont conduits de manière collaborative au sein des partenariats interétablissements, sur des objets transnationaux..., ce jusqu'à la crise ukrainienne de 2022. Fin avril 2016 cependant, la Higher School of Economics de Moscou propose encore son *international conference* sur le thème *Comparing Media Systems in BRICS Countries : a Review of Conventional Paradigms*. Sous l'autorité scientifique de Janet Wasko, directrice de l'International Association for Media and Communication Research (IAMCR), les chercheurs russes échangent alors ouvertement avec leurs homologues étrangers sur les institutions médiatiques, les discours publics, les idéologies, le rapport local/global, les organisations économiques médiatiques et les questionnements relatifs à leur management, traités par des invités venant du Royaume-Uni, des États-Unis, de Finlande, de Belgique,

8 Nos remerciements vont à ces deux auteurs, ainsi qu'à Kaarle Nordenstreng pour les traductions et indications bibliographiques retenues dans le cadre du présent travail.

d'Allemagne, de France, de Suède, du Brésil, d'Égypte, d'Afrique du Sud, de Chine et d'Inde⁹.

Depuis, avec l'intervention russe en Ukraine en février 2022, la signature d'une lettre de soutien au Kremlin par quelque 300 présidents d'universités et l'annonce d'un départ imminent de la Russie du processus de Bologne visant à rapprocher les universités européennes du pays, un collectif de chercheurs et de journalistes scientifiques russes choisit de publier en Europe de l'Ouest sa protestation contre l'isolement sur la scène internationale, que leur impose le déclenchement « irrationnel » de l'opération militaire, mue par « des considérations historiques fantaisistes »¹⁰.

Ces appels hors frontières se tournent aussi vers le Sud-Est asiatique et le sous-continent indien, avec lesquels il faut désormais compter dans la circulation des écoles et théories en sciences de l'information et de la communication. Car si le groupe des BRICS s'est constitué sous l'impulsion de la Russie, pays organisateur du premier sommet et proclamé par Vladimir Poutine le 23 juin 2022 en tant que pays leader auprès des BRICS pour « créer un système [mondial] réellement multipolaire », c'est la Chine qui en est désormais le moteur avec le lancement en mai 2017 par Xi Jinping du projet « Une ceinture, une route », devant les représentants de 68 pays. Ce poids nouveau de la Chine de Xi Jinping dans l'alliance avec la Russie se manifeste particulièrement lors du sommet de Samarcande qui, en septembre 2022, réunit les dirigeants chinois, indien et russe notamment, tous membres de l'organisation de coopération de Shanghai (OCS) et voit un Vladimir Poutine en position de quémendeur.

9.3.2. *La montée de sciences de la communication spécifiquement chinoises*

Historiquement, la Chine populaire commence véritablement à devenir le sujet des cercles littéraires et intellectuels progressistes fin des années cinquante en Europe. Futur membre de l'Académie française,

9 Gabriele Cosentino, Peter Dahlgren, Alfonso de Albuquerque, Salma El Elimi, Cláudio Lucena, Tristan Mattelart, Ruth Teer-Tomaselli, Obaid Siddiqui, Colin Sparks, Joe Straubhaar, Daya Kishan Thussu, Elena Vartanova, Xie Xuan, Liu Yan, Yue Yu et nous-même. Voir NORDENSTRENG, Kaarle et Daya Kishan THUSSU (dir.) (2015). *Mapping BRICS Media*, Abingdon, U.K., Routledge.

10 Appel de 664 chercheurs et scientifiques russes : « Nous exigeons l'arrêt immédiat de tous les actes de guerre dirigés contre l'Ukraine », *Le Monde*, 25 février 2022.

François Cheng (Cheng Jixian) décide en 1948 de s'installer dans ce pays dont il aime la littérature, la cuisine, le vin et l'esprit et parce que la France lui apparaît géographiquement « au milieu de l'Occident » (Liu, 2015, p. 65). Son travail à l'École pratique des hautes études lui fait rencontrer Roland Barthes, Alexis Rygaloff, Julia Kristeva, Jacques Lacan, Gilles Deleuze, Emmanuel Levinas, Philippe Sollers, Henri Michaux..., avec lesquels il se lie d'amitié avant d'enseigner à l'Université Paris VII et à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Sa propre production marque un tournant dans l'étude sinologique en France. Son influence est aujourd'hui reconnue, dans la réflexion même de Jacques Lacan. François Cheng recourt au dialogue comme forme d'expression littéraire... « [...] pour] faire se rencontrer ces deux cultures a priori si étrangères l'une à l'autre. [...] Cette rencontre est une nécessité vitale et [...] est possible » (Fournier, 2017).

En 1980 cependant, la Chine est presque invisible depuis la France en termes de production scientifique sur le terrain de l'information et de la communication. Alain Kiyindou (2016 : 178) rappelle pourtant qu'un siècle avant Jésus-Christ, l'invention du papier et de l'encre en Chine sous la dynastie des Han en fait un pays précurseur et Francis Balle (1990 : 179) note que les premiers journaux officiels sont nés en Chine en l'an 620 du calendrier chrétien et le premier livre en 828, soit près de 600 ans avant l'invention de l'imprimerie par Gutenberg !

La traduction d'Herbert Spencer en 1897 constitue l'acte de naissance de la sociologie en Chine pour une élite libérale soucieuse de forger une nation moderne face à l'Occident. La connaissance de cette production scientifique chinoise reste encore difficile pour les chercheurs français, principalement à cause de la langue¹¹. Pour autant, cette recherche scientifique se révèle de plus en plus partagée (avant les confinements imposés par la COVID-19), avec les invitations de chercheurs français en Chine, ou de collègues chinois en France¹², et les liens entretenus par certains étudiants de retour au pays pour

11 Nos remerciements vont à Zhao Min de l'Université de Xi'An et à Tao Tingting de l'Université Jiao Tong de Shanghai pour les traductions et indications bibliographiques dont certaines sont retenues dans le cadre du présent travail.

12 FENG, Zongze (2015). "Contextual Discovery of the Research on Culture and Creative Industry in China. Under the Context of the Internet : Contemporary Individual and Community in Films and Teleplay", communication orale dans le cadre du work-shop co-organisé par le *Gresec* et la *Communication University of China* sur les industries créatives et sur les médias sociaux, octobre.

y enseigner après avoir soutenu leur thèse en France, comme Chen Weixing¹³. Les traductions d'ouvrages français s'accélérent en Chine, dont celles d'Armand Mattelart, de Bernard Miège et d'Alex Mucchielli. Enfin, le développement des marques muséales avec la récente inauguration du Centre Pompidou/West Bund Museum Project à Shanghai justifie l'appel récent pour la publication dans des revues qualifiantes depuis la France, tandis que les soutenances de thèse chinoises s'y multiplient, ouvrant à la connaissance des enjeux communicationnels depuis la Chine.

Sur place, les sciences de la communication (*chanboxue*) consacrent une toute jeune discipline, d'abord développée par l'importation des concepts. Là comme ailleurs, l'influence première reste états-unienne. La reconnaissance institutionnelle de la discipline y est principalement liée à la traduction des ouvrages en provenance des États-Unis, le combat en moins autour de la rhétorique.

Mais comme le reconstituent Mylène Hardy et Hailong Liu (2020), les enjeux se disposent, liés à l'évolution des rapports de force politiques – toujours en cours – qui caractérisent le processus de (re)structuration du champ social en Chine. Ainsi, dans les années trente, se mettent en place en Chine des enseignements en journalisme, en vue de la professionnalisation des étudiants. Vingt ans plus tard, les recherches sur la communication de masse y sont introduites et initiées, notamment à partir de l'Université Fudan de Shanghai. Mais les événements politiques modifient la donne avec la consolidation au pouvoir de Máo Zédōng¹⁴. La Révolution culturelle bouscule tout. La sociologie est interdite en 1952 et il faut attendre 1970 pour qu'elle soit réhabilitée. Le *journalisme-communication* y est bientôt reconnu en tant que discipline scientifique, pour aider le pays à « rattraper son retard » : les travaux sont alors plus descriptifs que critiques.

À partir de la même Université Fudan, la communication de masse états-unienne redevient une référence (Long, 2000). La recherche chinoise se déplace pareillement de la centration sur l'émission vers la prise en compte de la réception et de l'audience (*shouzhong*). L'approche évolue alors des enseignements à vocation principalement

13 CHEN, Weixing (1994). *La communication : la bifurcation de la transformation créative de la société en Chine*, thèse pour le doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal de Grenoble.

14 Pour rappel, le choix a été fait d'une transposition en écriture pinyin quand il est rétrospectivement fait mention du « Grand Timonier » chinois depuis la période contemporaine, à la différence des mentions adoptées de son vivant.

professionnelle à la mise en place d'une véritable discipline scientifique relevant des sciences sociales, non sans tension entre *xi wen xi* (départements de journalisme) et *chuanbo xue* (recherche en communication, principalement sur les communications de masse). *Xi wen* devient *xi wen xue* (*xue* pour sciences), pour que les enseignants en journalisme ne se sentent pas écrasés par la reconnaissance scientifique attribuée aux seuls enseignants en communication. L'approche scientifique y reste cependant réservée aux études en communication.

Le début des années quatre-vingt voit le lancement des analyses quantitatives en Chine (Liu, 2006). Les normes d'évaluation correspondent à ce qui est en vigueur aux États-Unis, avant que les qualitativistes et la prise en compte de la dimension non cumulative des sciences humaines et sociales n'invitent à l'ouverture à d'autres perspectives. Car au-delà des études sur les publics des médias de Beijing (*meijielmeiti*) et sur l'opinion publique (*yulun*) en général, la communication vue par l'autorité politique désigne une « pollution de l'esprit », voire à la fin de la décennie une « science bourgeoise constitutive des armes fourbies par les ennemis de classe » (Ruan, 2005). Les études en communication conduites pendant cette période sont intitulées « Études en journalisme de la classe bourgeoise américaine : la communication de masse » (*Meiguo zichan jieji xinwuenxue gangzhong chuanboxue*).

Cependant, insistant sur l'émergence de la nation et de la « vie politique moderne », la théorie de la communication, telle qu'elle émerge aux États-Unis, et la théorie de modernisation, inspirée par Samuel P. Huntington, ouvrent le chercheur Wang Huning, bientôt promu au poste de directeur du Central Policy Research Office (CPRO), aux enjeux que le Parti doit affronter : la corruption, les relations institutionnelles centre-local, la préservation de l'ordre au milieu du développement économique (Wang, 1988). Ainsi installé, il contribue à la mise en œuvre des principales théories des dirigeants du Parti qu'il sert successivement : les « Trois représentations » de Jiang Zemin et le « Nouveau concept de développement de Hu Jintao, avant le « Rêve chinois du grand renouveau de la nation chinoise » de Xi Jinping et « la pensée de Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère ».

Comme les autres disciplines en sciences humaines et sociales, invitées à promouvoir la culture chinoise en tant que « tradition », la volonté s'affirme désormais, en vue de siniser les sciences chinoises de la communication (*zhongguo chuanboxue*) : car ce sont les facteurs

culturels d'une société, plutôt que son organisation économique, qui créent sa politique. Et en Chine, la société est en train de passer d'une culture politique à orientation culturelle à une économie politique à orientation institutionnelle, entraînée par la mobilisation économique (Sun, 1995). Mais l'État reste « non formé » : le processus de socialisation politique doit donc être poursuivi. La culture politique occidentale met l'accent sur la société, la loi, les institutions, la régulation et les contraintes vis-à-vis du pouvoir. Mais elle présente le contre-modèle de la centralité sur l'individu au détriment de la nation et de la souveraineté de l'État. Revenant des États-Unis après six mois de séjour dans une trentaine de villes et une vingtaine d'universités du pays, Wang Huning y est frappé par le clivage entre riches et pauvres, blancs et noirs, peuple et oligarchies, traditions culturelles et modernité liquide. Au contraire, la culture politique chinoise se doit d'insister sur le caractère, l'éthique, l'érudition personnelle, la droiture, le courage, le sacrifice, pour « rendre les intentions authentiques, équilibrer l'esprit, ordonner l'État et travailler la paix dans le monde » (Wang, 1988).

Dans ce cadre, la *chuanbo xue* (science de la communication) absorbe la *xi wen xue* (science du journalisme) depuis laquelle Chen Li Dan (1989) s'intéresse au journalisme international. En 1992, l'État consacre l'appellation *xinwen chuanboxue* (science de la communication journalistique).

Le glissement de l'objet de recherche « médias » en tant que *chuanbo xinxi de gongju* (instruments de communication de l'information) – après avoir été considérés en tant que *jieji touzheng de gongju* (instruments du combat de classe) – est significatif d'une empreinte *a priori* plus empirico-fonctionnaliste : le combat politique demeure *via* les médias, même si leur fonction première est officiellement la transmission de l'information.

Pour Alain Kiyindou (2016 : 180), la recherche chinoise en communication constitue ainsi un mélange de l'approche états-unienne dominante jusqu'au milieu du xx^e siècle et de l'approche russe époque soviétique, apparemment sans évolution théorique aucune depuis, selon l'auteur. Certes, le modèle de *xuanchuan* (propagande) semble s'effacer au profit de *chuanbo* (communication), au sens où le processus semble quitter sa posture de mobilisation *up/down* pour mieux prendre en considération les besoins des publics (Shi, 2006). Mais ce déclaratif figure dans un ouvrage destiné à expliquer le nouveau-rôle des porte-parole du gouvernement. *Communication* poursuit donc sa

vocation normative entreprise par le pouvoir (Liu, 2008), derrière l'évolution des concepts, comme l'observe Chen Lidan, dès 1989.

Quoi qu'il en soit, la première institution scientifique au monde en nombre d'articles publiés en 2008 devient l'Académie des sciences de Chine (Kiyindou, 2016, p. 131 et 176). Plusieurs revues en recueillent les résultats scientifiques, comme *Chinese Journal of Communication*, *China Media Research*, *Xinwen Daxue*, *Journalism Quaterly*, *Fudan Xuebao-Shehui Kexie*, *Xiandai Chuambo*, *Guoji Xinwen...* L'effort est remarqué depuis la France par Olivier Arifon (2010) et Alain Kiyindou (2016). Des thématiques sont significatives depuis le passage au nouveau millénaire : la commercialisation des médias et la présence de l'État dans leurs instances dirigeantes, avec Yuezhi Zhao ; la perception générale de ces médias par le pouvoir central, avec Zhengrong Hu ; le questionnement du numérique et du rapport au pouvoir, avec Liu Chang ; le journalisme d'investigation en Chine, avec Jingrong Tong ; l'image de la Chine dans les médias français avec Zhao Min, etc.

Depuis, les phénomènes de mondialisation et le repositionnement communicationnel consécutif de la Chine traversent plus fortement les questionnements scientifiques. Shi An Bin, dont les travaux font autorité depuis Tsinghua, s'investit particulièrement sur le terrain de la transnationalisation des médias chinois, ou des enjeux des enseignements en journalisme avec l'évolution de la communication mondiale et la communication de crise. Dans un contexte où la sinisation des recherches est aujourd'hui plus marquée – en avril 2022, les universités de Nankin, de Lanzhou et la prestigieuse université Renmin de Beijing décident de ne plus participer aux classements internationaux de l'enseignement supérieur alors que Xi Jinping appelle à ne plus copier les standards et modèles étrangers –, Liu Hailong interroge les perspectives chinoises en matière de journalisme et de communication. Sous la direction du réputé professeur de l'Université Renmin (Liu, 2019), des contributions se rassemblent traitant du nationalisme chinois ; de l'expédition Diba menée depuis le forum de Baidu à coups de packs d'émojis (*biaoqing bao*) contre les sites Web de plusieurs journaux taïwanais et Facebook ; des mécanismes identitaires dans les médias commerciaux ; de la communication mimétique et de la fabrication du consensus dans les mouvements cybernationalistes ; de l'action collective en tant que rituel interactif ; de l'activisme visuel ; de l'engouement nationaliste au sein des médias numériques chinois, etc.

Les comparaisons commencent à s'amorcer avec les avancées parallèles de la pensée communicationnelle depuis la France (Arifon, 2019). Le relais critique est très largement assuré par Colin Sparks du département de journalisme de la Hong Kong Baptist University, co-auteur particulièrement fécond dans l'analyse des médias et usages des technologies de l'Information et de la Communication en Chine. L'auteur publie seul (Sparks, 2018), ou en collectif avec les contributions croisées de Wang Dan, Wang Haiyan, Huang Yu, Zeng Wenna, Swati Maheshwari...

Au-delà, au moins jusqu'à la pandémie de COVID-19, les occasions se multiplient de rencontres et d'influences réciproques entre la France et le continent asiatique. Les rencontres tendent à privilégier le Japon, autre « ténor » de cette recherche scientifique avec la Chine que Wang Huning croit un temps pouvoir mobiliser en tant que collectivisme (集体主义) répulsif de la position mondiale des États-Unis à la fin des années quatre-vingt.

9.3.3. *Le morcellement des études en communication au Japon*

Jean Lagane (2005) identifie quatre périodes dans l'introduction de la discipline dans le pays. Les approches marxistes caractérisent d'abord les années vingt, marquées par les études sur le rôle social du développement des médias de masse, notamment de la presse écrite après l'ère Meiji de 1868 à 1912. De 1945 à 1952, l'occupation états-unienne stimule les études de réception, avant que les analyses ne s'imprègnent de l'avènement d'une « société de consommation », dont le Japon devient le promoteur pionnier en Asie, avec le développement de l'industrie du jeu numérique. À partir des années quatre-vingt, la production communicationnelle du pays se distingue autour de la restructuration de *l'espace public*.

Les travaux prennent ensuite acte de l'ascension fulgurante des médias numérisés, puis questionnent les politiques publiques d'accès aux logiciels libres. Ils se mobilisent autour de la cybersurveillance et des nouveaux usages, comme avec le développement de *l'e-mode*. Les objets de ces recherches témoignent particulièrement de la place de leader scientifique occupé par le pays sur la plateforme asiatique.

De ses investigations sur ce terrain, Jean Lagane retient cependant que le flou le plus profond entoure la traduction de la discipline en *jōhōgaku* (science de l'information). La composante disciplinaire

se présente effectivement morcelée lorsqu'elle accède à la reconnaissance académique, tardive et difficile au Japon. Trois grands axes de recherche se la disputent : l'étude des médias de masse ; l'observation des pratiques de communication ; l'analyse des problématiques liées au traitement de la communication informatique, cette dernière étant plus orientée *jōhō kōgaku* (sciences de l'ingénieur). Entre les deux premières et la troisième, les passerelles sont rares. Des rencontres sont portées à l'actif des professeurs Masamura Toshiyuki, Nishigaki Tōru et Endō Kaoru de l'Université Gakushuin, dominées par les problématiques des technologies de l'information et de la communication et de l'ingénierie de la communication. Récemment, les études communicationnelles s'y rapprochent de la sociologie, correspondant explicitement à une visibilité plus grande en sciences humaines et sociales.

Mais jusqu'à une période récente, aucun thème particulier ne semble d'abord structurer cette réflexion de manière spécifique, au-delà de la problématique de l'évolution de la société moderne autour de l'avènement d'une « société de la communication ». Cette thématique est effectivement présente dans sa configuration technodéterministe, avec par exemple les travaux de Masuda Yuji. Enfin, une filiation semble s'être établie avec les *Cultural Studies* et les approches culturalistes nord-américaines autour de l'idée du sujet pensant. Sinon, les travaux observent les mêmes tendances générales que celles distinguées en France, autour de l'économie de la communication, de la *glocalisation* ainsi que des enjeux linguistiques et pédagogiques, liés à la mondialisation croissante. L'analyse des pratiques des technologies de l'information et de la communication est en plein essor, avec l'explosion du marché de l'électronique notamment au niveau des jeux vidéo, encouragée par la volonté politique du pays de voir ces usages se développer.

Jean Lagane observe finalement un système d'accréditation à deux vitesses : de faible qualité scientifique pour les jeunes chercheurs ; hautement qualifiant, « à grand tapage » et à caractère hautement commercial pour les seniors. Cette recherche est cependant difficilement exportable en raison d'une part, de l'absence d'une revue scientifique et d'une société savante nationales, qui seraient chacune consacrées à la communication ; d'autre part, de la faiblesse des travaux rédigés en une autre langue que le japonais. De ce fait notamment, la recherche y apparaît ethnocentrée, questionnant particulièrement la « communication identitaire » dans la mondialisation croissante. Les sujets postcoloniaux y restent très sensibles.

Récemment, un axe de débat interpelle ce que les théories occidentales peuvent apporter à la réflexion scientifique japonaise, renforçant encore l'affiliation aux modèles culturalistes anglo-saxons. Jean Lagane y repère un attrait pour toute nouveauté conceptuelle, autour du postmodernisme et du poststructuralisme. Mais après s'être révélés copistes, les récents travaux témoignent d'une originalité nouvelle, par exemple autour des répercussions sociétales de la fracture numérique ou des suicides collectifs liés aux forums de discussion sur les nouveaux médias (Tsutsumi et coll., 2007). Dans ce pays insulaire, le questionnement porte encore sur l'acculturation et la contre-acculturation, et sur la communication non verbale autour du non-dit, prévalant au sein de la nation nipponne.

Au-delà du Japon, les échanges se développent depuis la France avec le Vietnam, dont les travaux scientifiques sont accueillis dans la *Revue française des sciences de l'information et de la communication* (Raischvarg, Lépine et Bonfils, 2017), par exemple sur la communication interculturelle en milieu francophone (Nguyen Minh, 2017), ou sur la régulation des technologies de l'information et de la communication au Vietnam (Ngo Thi, 2017).

D'autres échanges se développent encore depuis la France, par exemple dans le cadre de la chaire UNESCO *Communication Internationale* de l'Université Grenoble Alpes, pour ce qui est des travaux d'Indrajit Banerjee, bientôt recruté par l'UNESCO sur la problématique de « la société de l'information » et Andi Fayçal Bakhti pour l'Indonésie, ou Éric Olmedo pour la Malaisie. Des liens privilégiés s'établissent encore avec Daya Kishan Thussu pour Hong Kong et l'Inde¹⁵.

9.3.4. *Le positionnement revendicatif des approches indiennes de la communication*

Après la Chine, l'Inde présente l'une des meilleures progressions de ses publications internationales, soit 24 % de 2003 à 2008 (Thussu et Nordenstreng, 2015), même si le pays n'apparaît qu'en 9^e position de la production scientifique mondiale en 2010 (Kiyindou, 2016, p. 39). Compte tenu de son profil démographique, une croissance plus forte encore y est attendue : 65 % de la population a moins de 35 ans (Thussu, 2017)... sauf à ce que la pandémie, sévère dans

15 Nos remerciements vont à ces quatre derniers auteurs pour les traductions et certaines indications bibliographiques retenues dans le cadre du présent chapitre.

le pays, n'hypothèque ses ressources intellectuelles pour un temps cruellement long !

Malgré les dysfonctionnements du système politique et l'économie contrôlée qui favorisent la « fuite des cerveaux » jusqu'au milieu des années 1990, et malgré une qualité d'enseignement élémentaire médiocre, les établissements indiens d'enseignement supérieur sont aujourd'hui de niveau mondial. Les investissements à cet effet ont été provoqués par les politiques de délocalisation de leur sous-traitance dans le pays, adoptées par celles des entreprises états-uniennes particulièrement échaudées par le fameux bogue de l'an 2000 (Wang, 2006).

Daya Kishan Thussu s'attend à un dépassement de la barre des 600 millions d'utilisateurs d'Internet en Inde en 2020. S'appuyant sur l'économiste et historien britannique Angus Maddison (2007), l'auteur estime qu'avec la Chine, doté comme cette dernière « d'une force civilisationnelle » [*sic*] et de cultures anciennes et spécifiques très riches, le pays devrait être en mesure de contester très prochainement le leadership états-unien et de participer à la remise en cause du « consensus de Washington », c'est-à-dire de la mondialisation, du libéralisme économique, de la dérégulation et de la privatisation (Thussu, 2016a). L'auteur interprète déjà comme un recul « occidental » le retrait des États-Unis de l'Accord de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et considère l'avenir incertain du partenariat entre l'Union européenne et les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump (Thussu, 2017).

Sur le terrain des industries culturelles, Daya Kishan Thussu rappelle que dès 2016, l'une des plus grandes sociétés indiennes, Reliance industries, met en place un réseau 4G haut débit. Pour ce faire, elle bénéficie d'un solide appui de la puissance publique, comme d'autres entreprises de ce type, dans le cadre du programme *Digital India* lancé par le gouvernement Narandra Modi. Le programme traite encore de la poursuite de la mondialisation de Bollywood et de l'industrialisation cinématographique de l'Inde. Avec 3,5 milliards de dollars de rentabilité, le pays occupe la première place mondiale en termes de production et de public, répartis dans plus de 70 pays.

Avec la Chine, l'Inde se voit ainsi comme le pays le plus susceptible d'exprimer les points de vue de l'hémisphère sud dans les forums internationaux, notamment sur les questions – aujourd'hui sensibles pour la communauté internationale – du développement durable et des changements climatiques ; du multiculturalisme ; des droits de la propriété intellectuelle dans la sphère numérique ; de

la cybersécurité et du cybercommerce. L'Inde travaille ainsi pour la consolidation d'un ordre mondial véritablement multipolaire. Malgré une aspiration concurrentielle commune avec la Chine à jouer ce rôle de leadership du Sud et les litiges frontaliers entre les deux pays ainsi que les différends relatifs au Tibet, le pays fait partie de l'Organisation de coopération de Shanghai, bloc géopolitique dirigé par la Chine, restée de ce fait l'un de ses principaux partenaires. Par ailleurs, la recherche spatiale indienne se spécialise dans le lancement de satellites à coût modeste, dont le pays se considère champion des programmes spatiaux, avec la Chine.

Malgré ce contexte et bien qu'inscrite dans la politique de *soft power* du pouvoir en place (en compétition là encore avec la Chine sur le continent africain), la pensée communicationnelle indienne n'a pas encore atteint le stade de la reconnaissance internationale, ce que reconnaît Daya Kishan Thussu (2016), même si un certain nombre de chercheurs, enseignant aujourd'hui aux États-Unis – Amartya Sen, Homi Bhabha, Arjun Appadurai, etc. –, se révèlent d'origine indienne. Cependant, le développement des médias dans le pays pousse déjà à la multiplication des instituts de recherche sur les médias, majoritairement professionnels. La recherche en Inde est traditionnellement influencée par un essentialisme eurocentré, fortement anglo-saxon. Comme ailleurs, les courants dominants s'y sont structurés dans le sillage des théories états-uniennes majoritaires. Daya Kishan Thussu retient encore les éclairages offerts par James Park et Myong-Jin Curran, Daniel Hallin et Paolo Mancini. Libéraux ou critiques, ces apports semblent une amorce prometteuse au chercheur, lui-même d'origine indienne et établi à Hong Kong après avoir longtemps animé l'India Media Centre de l'Université de Westminster à Londres.

En Inde, les contributions sont réduites à partir de la France. Pourtant, l'attention au pays y est encouragée dès le xviii^e siècle avec *l'Histoire des deux Indes* de Denis Diderot – qui condamne la colonisation – et, depuis la fin du xix^e siècle, avec le regard bienveillant initié une fois de plus par Gustave Le Bon (1886).

Mais au-delà des commentaires d'ouvrages (Feigelson, 2005), la recherche française en sciences de l'information et de la communication s'est encore peu aventurée sur le sol indien, sinon Jocelyne Arquembourg (2006), dans son analyse comparée de la couverture du tsunami de décembre 2004, entre journaux français et indien ; Caroline Ange et Oriane Deseilligny (2011b), traitant de la rencontre vaticane ; Philippe Bouquillion (2016) avec Simran Agarwal et Vibodh

Parthasarathi, sur les enjeux des industries créatives dans le pays : l'auteur français assortit son analyse d'une perspective comparative avec les travaux publiés en Europe et en Amérique du Nord. Mais même sur ce terrain des industries culturelles qu'il explore pour en évaluer la « fertilité croisée » directe et indirecte *via* les actions caritatives avec les industries créatives, les travaux français sur l'industrie cinématographique depuis Bollywood restent parcimonieux. Némésis Srouf (2017a) en juge l'ouverture nécessaire, liée aux mutations de l'exploitation cinématographique en Inde et à la pénétration des marchés arabes par l'industrie culturelle indienne (Srouf, 2017b). Quand peu en semblent avertis en France, les références abondent au contraire dans les ouvrages anglophones (Schaefer et Karan, 2013 ; Athique, 2018), que rappellent Daya Kishan Thussu (2016) et les rapports réguliers de l'UNESCO (Goswami et coll., 2013).

Nous l'avons déjà relevé dans ce même chapitre, les appels des auteurs indiens, aujourd'hui traduits en France (Raj, 2021) abondent pour une « déprovincialisation » des recherches qui ouvrirait la voie aux études postcoloniales.

Il est vrai, comme Murray Davis en fait la remarque dès 1986, certaines régions du monde restent encore « à bas statut » sur le plan de la reconnaissance de leur production scientifique, y compris en information-communication. Tels se présentent le Moyen-Orient et l'ensemble du continent africain.

9.4. Les influences « à bas statut » du Moyen-Orient et du « monde arabe »

Les sciences de l'information et de la communication depuis la France jouent un rôle d'interface relatif vis-à-vis des chercheurs de ce groupe de pays. Bernard Miège le concède, même s'il juge :

[...] bien des pays, et particulièrement les pays du Sud à régime autoritaire ou en situation de conflits internes aigus, restent de fait en dehors de cette pensée [communicationnelle]. Ce n'est pas le cas cependant de la plupart des pays au Sud du Sahara. Surtout, l'intérêt pour la pensée communicationnelle est en quelque sorte corrélé avec la prise en compte et l'acceptation ou pas des différentes logiques sociales de la communication. Cette acceptation est loin d'être générale. (Miège, 2013a, introduction)

Dans des contextes souvent difficiles, des habitudes de travail partagé se multiplient cependant, qui enjambent les frontières. Géographiquement et eu égard à la géopolitique comme aux convergences linguistiques et culturelles héritées du passé colonial, la proximité conduit les auteurs depuis la France à s'intéresser tout particulièrement aux productions scientifiques de l'ensemble du pourtour méditerranéen et à s'engager dans des projets de recherche communs, *via* notamment des Groupements de recherche internationale (GRI). Les liens profitent de partenariats établis depuis la période coloniale et autorisent des lectures co-construites avec des collectifs scientifiques locaux, trop souvent oubliés ailleurs. Ainsi, à intervalles réguliers, les chercheurs sont invités à partager leurs analyses relatives à l'évolution des enjeux liés à la communication et au changement social en Afrique. Mais comme Daya Kishan Thussu, Yves Schemel (2015) appelle à son tour au dégagement d'une science sociale « post-occidentale » qui serait véritablement universelle, c'est-à-dire qui intégrerait un ensemble de contributions non occidentales depuis la zone intercontinentale. À juste titre, Tourya Guaaybess (2019 : 16) tranche quatre ans plus tard : les médias arabes sont désormais traités par la plupart des chercheurs comme un objet, non pas exotique, mais « banal », au sens de non essentialisé et intégré.

Pour en explorer l'évolution, « carrefour de l'Orient et de l'Occident », la Turquie se présente comme une porte d'entrée idéale entre ces mondes, « arabe » et africain et l'Europe, pour une étude communicationnelle qui, par exemple, s'investit sur le terrain des industries culturelles¹⁶. Daya Kishan Thussu (2019 : 205-208) érige précisément ce terrain comme le symbole même de l'offensive des pays du Sud contre les hégémonies historiques des pays du Nord, déjà ouvert par plusieurs décennies de déploiement hors frontières de *telenovelas* brésiliennes et mexicaines (Thussu, 2019, p. 203-205).

Les investissements des BRIC (avant que l'Afrique du Sud ne les rejoigne) – soit l'Inde (Thussu, 2019, p. 195-199 et 200-202), la Chine (Thussu, 2019, p. 192-195), et la Russie (Thussu, 2019, p. 216-220) – comme ceux de la Corée du Sud (Thussu, 2019, p. 208-211), du Nigeria (Thussu, 2019, p. 211-213), du Qatar (Thussu, 2019, p. 213-216)..., et

16 Nos remerciements vont à Idil Engindeniz de l'Université Galatasaray à Istanbul et à Gülüm Şener Ulagay de l'Université Marmara à Istanbul, pour les traductions et certaines des indications bibliographiques retenues dans le cadre du présent développement.

demain peut-être, de l'Arabie saoudite (Khelil, 2019)... empruntent donc la piste des industries culturelles dans les filières du cinéma et de l'audiovisuel, que la Turquie expérimente également.

9.4.1. *Des approches turques mobilisées sur les industries culturelles*

Au moment même du tournant autoritaire pris par le régime de Recep Tayyip Erdoğan, le terrain turc se prête déjà aux analyses comparatives conduites en collaboration avec la France (Tanrıöver Uğur, 2004), par exemple lors de rassemblements scientifiques sur les médias sociaux avec l'Université de Çanakkale (Cabedoche, 2015b).

Surtout, le pays se présente fort de l'internationalisation de ses productions audiovisuelles, dont le développement stimule particulièrement la réflexion communicationnelle : en 2017, la Turquie est reconnue deuxième plus grand pays au monde producteur de séries télévisées après les États-Unis. Par leur pénétration des marchés arabes, latino-américains, puis africains hors Maghreb, les séries télévisées turques deviennent le symbole même de la multipolarisation de la production audiovisuelle internationale, dont Armand Mattelart et son équipe consacrent l'amorce dès les années 1980 avec le succès des *télénovelas* du Brésil et du Mexique : « [...] l'apparition sur la scène internationale de pôles secondaires de domination économique et politique brouille la carte des références antérieures, et les outils d'analyse qui lui étaient liés » (Mattelart, Mattelart, et Delcourt, 1983, p. 105).

Pour aider les chercheurs français à comprendre les logiques en cours, leurs homologues turcs offrent leurs propres grilles d'analyse, par exemple en proposant le détour par la réception. Ainsi, Arzu Öztürkmen sort des lectures classiques en termes économiques et politiques, rappelant que jusqu'au début des années quatre-vingt, ... « [...] les principaux formats que présente la télévision turque sont constitués d'émissions musicales, de journaux télévisés, de films hollywoodiens ainsi que de séries américaines diffusées en prime time » (Öztürkmen, 2018).

Très vite, les toutes premières chaînes turques de télévision exploitent le filon des séries, dans une société elle-même en pleine mutation (Güvenli et Danaci Yüce, 2013). Le professeur londonien Jeremy Tunstall le présente, parlant du déclin des médias états-unien : ces formats servent d'abord de modèle d'apprentissage aux

médias du globe. Et bien qu'il ne faille pas pour autant sous-estimer l'hégémonie des États-Unis, d'autres retravaillent ces normes et les adaptent. Introduite en France notamment par la collaboration de l'auteur avec Michael Beausse et Palmer (Tunstall et Palmer 1991), la réflexion aide, avec celle d'Armand Mattelart, à repérer l'exportation croissante des *telenovelas* brésiliennes et mexicaines dès la fin des années soixante-dix, au même titre que l'industrie de production des feuilletons égyptiens : ces mouvements de fond sont révélateurs de la montée en puissance de nouveaux pôles exportateurs (Tunstall, 1977, p. 274-275).

Bien qu'apparues plus tardivement que les feuilletons égyptiens sur le terrain des concurrences régionales (Ceresi, 2014), les *dizi* (séries télévisées turques) retiennent l'attention dès ces années soixante-dix. Elles construisent la nouvelle alternative avec l'offre des productions issues d'Hollywood ou de Bollywood (Mumbai, ex-Bombay). Serpil Karlıdag et Selda Bulut (2014) l'expliquent d'abord à partir de la « proximité culturelle », une variable déjà proposée pour la compréhension des convergences par Joseph Straubhaar (1991). Car culturellement et techniquement, ces séries combinent des éléments relevant de la tradition du mélodrame et de la structuration sommaire des *soap operas*. Ainsi s'ouvrent-elles à un public diversifié grâce à cette hybridation (Benassi, 2017). Leur trame narrative aborde aussi bien la vie professionnelle que la vie privée et s'apparente également au modèle du feuilleton. Mais les *dizi* se distinguent des *telenovelas* latino-américaines, techniquement et créativement plus élaborées, moins manichéennes (Panjeta, 2014), et culturellement plus ouvertes (Geçer, 2015) : elles se révèlent en effet d'une part, moins conservatrices et d'autre part, compatibles avec les valeurs confessionnelles traditionnelles, malgré la *fatwa* lancée contre elles par le grand mufti Abdul Aziz al-Sheik d'Arabie saoudite ou les critiques proférées depuis la Grèce par l'Église orthodoxe.

De fait, les séries turques sont d'abord exportées au Kazakhstan et en Azerbaïdjan au début des années 2000, avant d'être achetées par les chaînes télévisées MBC, *Dubai Tv* et *Abu Dhabi Tv*. À partir de la fin 2011, ce sont des marchés culturellement et géographiquement plus éloignés qui leur sont ouverts, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud et dans les Balkans (Alankus et Yanardagöglü, 2016). Ainsi, la série « *Muhteşem Yüzyil* » (*Le siècle magnifique*) est visionnée par plus de 400 millions de téléspectateurs en *prime time*, dans plus de 72 pays. Ces séries télévisées turques accèdent encore à diverses plateformes,

témoignage de leur dynamisme dans la conquête des marchés mondiaux : Netflix coproduit « Muhafiz » (*The protector*) depuis 2018, une série originale turque réalisée à Istanbul, sachant que certaines des séries précédentes, proposées dans le catalogue de la plateforme payante de *streaming* états-unienne, calquent déjà les séries turques pour (re)conquérir le marché arabe (Karlidag, Bult).

Parallèlement, le marché africain s'est ouvert à cette industrie audiovisuelle turque, notamment en Afrique francophone. Ainsi, relevant du groupe *Canal Plus, Novelas TV* commence à émettre au Cameroun, au Mali et au Gabon à partir de 2015, avant de s'étendre aux territoires d'outre-mer, puis à la France métropolitaine. Plutôt que de diffuser des contenus « africains » comme procède la chaîne A+ et dont des mises en ligne récentes (*Chief Daddy 2*) sur la plateforme Netflix témoignent de l'affaiblissement qualitatif des productions issues de Nollywood (Nigéria), *Novelas TV* mise sur cet atout des séries turques, confirmé avec l'attente exprimée en ce sens par la réception et se positionne ainsi en « chaîne alternative ».

Depuis les universités de Galatasaray et de Çukurova, Nilgün Tütal-Cheviron et Aydın Çam (2017) ajoutent leurs analyses pour comprendre les enjeux au-delà de la seule réception. La précaution convient particulièrement à Armand et Michèle Mattelart (1986 : 127-129), puis à Tristan Mattelart (2002 : 50), qui se sont pareillement positionnés contre les évolutions des *Cultural Studies*.

Au-delà de l'analyse des comportements face aux séries, la méthodologie croisée de Nilgün Tütal-Cheviron et Aydın Çam habitue les chercheurs critiques à identifier les hégémonies des industries culturelles à l'échelle mondiale et les réalités conflictuelles nées des rapports de force au sein du système transnational des médias. Ainsi, au-delà de leur structure narrative, l'explication du succès des *dizi türks* à Dubaï, Athènes, Islamabad, en Amérique latine et dans les Balkans... est aussi liée au *soft power* et à « l'instrumentalisation de la culture » par le gouvernement turc, que les deux auteurs qualifient de « diplomatie culturelle » :

Depuis l'accession au pouvoir de l'AKP, la Turquie essaie de se comporter comme une puissance moyenne dans sa région : d'une part, sa diplomatie cherche à profiter des produits symboliques turcs créés par l'industrie culturelle privée qui circulent sur le marché international et, d'autre part, le gouvernement par l'entremise des chaînes étatiques veut produire des contenus

médiatiques informationnels et de fiction (ou en finance la production) pour créer l'image d'un pays proactif sur la scène internationale. (Tutal-Cheviron et Çam, 2017)

Par ailleurs, la série turque est aussi exploitée en tant que marque par le pouvoir, servant à la promotion touristique du pays. Dès le début du millénaire, Hülya Uğur Tanriöver (2004) le constate, depuis l'Université de Giresun : le commerce enregistre 60 % d'augmentation dans la région de la Capadoce, par suite de la première année de programmation de la série *Asmalı Konak*. Dix ans plus tard, Serpil Karlidağ et Selda Bulut confirment la tendance, observant l'augmentation significative des touristes moyen-orientaux :

Les chiffres officiels du ministère de la Culture et du Tourisme ont montré que de janvier à novembre 2010, les visiteurs syriens ont augmenté de 91,4 % pour atteindre près de 750 000 personnes. Au cours de la même période, le nombre de visiteurs du Liban a augmenté de 81 % [en provenance] des Émirats arabes unis de 45 % et d'Iran de 43 % par rapport à la même période de l'année précédente. (Karlidağ et Bulut, 2014, p. 88)

Le résultat confirme donc l'analyse émise par Armand Mattelart et son équipe dès 1983, autour de la revendication pour un « Nouvel ordre de l'information et de la communication » : « [...] Le véritable problème ne se pose pas en termes de transferts quantitatifs de capacités informationnelles du Nord au Sud. Il consiste plutôt à créer de nouveaux flux d'information avec des contenus, des protagonistes, des priorités et des nécessités absentes du flux actuel » (Mattelart, Mattelart et Delcourt, 1983, p. 22-23).

Quelque trente-quatre ans plus tard après ses parents, Tristan Mattelart prend acte de cette aspiration au rééquilibrage (Mattelart T., 2017), même si la lecture par les flux n'offre pas toutes les grilles de compréhension des hégémonies. Les travaux conduisent à considérer les mouvements et capitaux transnationaux depuis l'Inde et Hong Kong (McChan et Ma, 1996), ou depuis l'Égypte (Amin H., 1966), amorçant plus tard l'éclosion d'*Al Jazeera* en concurrence de *CNN International* (Tabet, 2017). En mars 2022, l'hypothèse est même abordée d'un réinvestissement des oligarques russes – ciblés dans les sanctions prises contre Vladimir Poutine – en direction d'une Turquie attachée à sa posture de médiation dans le conflit russo-ukrainien.

En ce troisième millénaire, il apparaît donc essentiel de prendre en compte l'ensemble de ces puissances régionales pour comprendre la complexité des enjeux, même s'il ne faut pas sous-estimer la capacité d'intervenir sur ces marchés régionaux d'acteurs globaux. Daya Kishan Thussu (2007) pointe ainsi le phénomène de « murdochization » de l'information : le groupe australo/états-unien de Rupert Murdoch est alors présent dans le capital de *Zee-Tv*, tandis que des alliances s'organisent entre le Mexicain *Televisa SA* et le Brésilien *Rede Globo* d'une part, *News Corporation* et *ITC*, pour proposer des bouquets de télévision en Amérique latine par exemple. Tristan Mattelart (2002 : 62) prend soin de noter que cette émergence d'acteurs régionaux ne se traduit pas par un reflux des valeurs commerciales. Au contraire !

La porte ouverte par Hussein Amin dès la seconde moitié du xx^e siècle ne s'est donc pas refermée, qui invite à explorer une autre influence régionale, donnant à son tour de sa partition dans ces recompositions hégémoniques à partir du Moyen-Orient et au niveau de la recherche communicationnelle concernant cette aire¹⁷.

9.4.2. *Le développement des pensées communicationnelles moyen-orientales*

L'Europe est préparée de longue date à l'accueil des chercheurs du pourtour méditerranéen et du Moyen-Orient. Déjà, à la jointure des xii^e et xviii^e siècles, le Saint-Empire romain germanique s'affiche arabophile en la personne de son empereur, Frédéric II de Hohenstaufen. Une fois encore, l'œuvre de Gustave Le Bon ([1884] 1990) se présente précurseur en France à la fin du xix^e siècle. Critique à l'encontre de ceux qui infériorisent l'Islam, l'auteur français se meut en anthropologue et bouscule certaines croyances bien ancrées. Dans son œuvre, l'apport des Arabes se révèle ainsi fondamental pour l'Occident. Offrant sauvegarde de livres (à la différence du christianisme), ardeur dans l'étude, maîtrise des mathématiques, de la chimie, de la physique, de la cartographie..., les universités arabes sont jugées, déjà, très attractives. À l'opposé, l'Occident apparaît instable, inquiet, dominateur : les croisades offrent le pire modèle de vulgarité et de stupide férocité qu'il ait été donné de voir. Pour Gustave Le Bon, sans

17 Nos remerciements vont à May Abdallah de l'Université du Liban à Beyrouth, pour les traductions et certaines des indications bibliographiques retenues dans le cadre du présent développement.

l'arrêt des Arabes à Poitiers..., « [...] adoucis dans leurs mœurs, les peuples de l'Occident eussent sans doute évité les guerres de religion, la Saint Barthélémy, l'Inquisition, en un mot toutes ces calamités qui ont ensanglanté l'Europe pendant tant de siècles, et que les musulmans n'ont jamais connues [*sic*] » (Korpa, 2011, p. 51).

L'*Orientalisme* prolonge parallèlement l'investissement des mouvements artistiques et littéraires depuis le XVIII^e siècle pour les pays du Couchant comme du Levant. Parfois teinté de malinchisme, cet orientalisme, décrié par Edward Saïd (1974), abonde de poncifs et autres « turqueries », « chinoiseries » et « bédouineries » exotiques, confondant styles, cultures, époques. Mais plus d'un siècle après, les transformations affectant l'information et la communication dans les pays arabo-musulmans, comme les enjeux qu'ils recouvrent, se révèlent particulièrement significatifs.

L'influence française y est marquante, du moins dans les pays de la zone liés par un historique colonial commun autour de l'ancienne puissance métropolitaine (Hammami, 2006, p. 22). Mais sinon pour le Maghreb à partir de 1980 que Tourya Guaaybess (2019 : 18) distingue, les travaux sont moins nombreux traitant des pays du Golfe depuis la France par rapport à la littérature anglo-saxonne, malgré l'ouverture en 2022 du réseau mondial des chaires UNESCO en communication à des auteurs comme Mathani Hassan Abashar ou Khazim Salem Al Khaledi d'Abu Dhabi, Nawal Al-Hazwarh de Sanaa', Abdulrahman M. Al-Shami de Doha, etc.

Dans le même temps, le rayonnement politique des Émirats grandit, y compris auprès de la France, dont le spectaculaire achat de 80 avions militaires Rafale français par les Émirats s'offre en symbole de cette influence, comme l'analyse la Fondation d'Études pour le Moyen-Orient¹⁸.

Pays du Golfe et perspectives communicationnelles

Dominique Marchetti (2017) parle de « point aveugle » à propos de certaines problématiques communicationnelles se rapportant à la région. Sur place il est vrai, le bilan est encore négatif, concernant l'équipement des bibliothèques en ouvrages récents – à l'exception des universités états-uniennes, payantes – et témoigne d'un manque

18 Cf. <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/les-emirats-et-la-france-au-dela-des-80-rafale-898386.html>

d'activités de recherche dans les établissements publics. Le terrain reste peu traité par les sciences sociales francophones, au-delà de l'émergence des pays du Golfe pour ce qui concerne l'information audiovisuelle, au détriment de l'Égypte (Guaaybess, 2017). L'effervescence s'est affaiblie depuis les débats suscités par la Conférence des pays non-alignés d'Alger en 1973 autour du « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ». Par contraste, les recherches apparaissent plus nombreuses et visibles en anglais, jusqu'à se structurer en revues comme *Arab Media & Society* ; *Middle East Journal Of Culture And Communication...*

Le Qatar reste en première ligne avec le développement des déclinaisons anglaise et arabe des chaînes du groupe *Al Jazeera* (Dot-Pouillard, 2017), que traitent généreusement les travaux anglophones : 25 ouvrages fondamentaux en dix ans aident à en suivre l'évolution (Guaaybess, 2019, p. 22). Par contraste, quand les recherches sont engagées en français, sinon quelques œuvres pionnières, les terrains communicationnels sont considérés de manière homogène pour la zone, identifiée principalement comme abritant des régimes autoritaires (Marchetti, 2017), tandis que les Émirats travaillent à corriger leurs législations en matière de mœurs par petites touches successives pour « se rapprocher de l'universel ».

Ainsi, généralement lue comme un État « à risque », l'Arabie saoudite se présente désormais soucieuse de géopolitique (Da Lage, 2016). Animés par d'autres perspectives que la communication pour le développement, les travaux critiques sont d'abord anglophones (Kazan, 1993). Sinon les analyses de l'historienne Nolwenn Minguant (2014), nos propres collaborations à Riyad avec le Tunisien Hédi Khelil se présentent isolées dans la recherche française, interpellant le projet d'une industrie du cinéma à partir de la *Vision Arabie saoudite 2030* du prince héritier Mohammed Ben Salmane, en vue de la diversification d'une économie assise sur une rente pétrolière aujourd'hui essoufflée (Cabedoche, 2019b). L'exemple est offert depuis Dubaï : *TECOM Media Cluster* y regroupe *l'International Media Production Zone*, le *Dubaï Studio City* et le *Dubaï Media City*. L'Arabie saoudite peut ainsi évaluer l'avantage concurrentiel du cluster dubaïote, la chaîne de télévision saoudienne MBC ayant déjà installé sa production de téléfilms dans les locaux de *Dubaï Media City* depuis 2012.

Les sociétés étrangères ne s'y sont pourtant pas trompées, à considérer l'impatience des grands groupes de communication, avides de disputer le privilège actuel d'AMC Entertainment. La société

états-unienne est en effet associée au fonds souverain saoudien Public Investment Fund, pour la distribution et l'exploitation des salles de cinéma. Le Dubaïote VOX Cinemas, l'États-unien iPic Entertainment, le Britannique Vue Cinema, frappent déjà aux portes d'un marché bouillonnant, susceptible de dépasser les 800 millions d'euros par an pour les années à venir. À moins que tout ne soit emporté par les retentissements de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, la *path dependance* autour de projets industriels stratégiques démesurés (Guaaybess, 2019, p. 75), l'enlisement de la guerre contre les Houthis du Yémen et la décapitation de quelque 81 « terroristes » yéménites houthis et syriens en une seule journée en mars 2022, la crise liée à la pandémie de COVID-19, et le « recalibrage » résolu de l'administration Biden depuis les États-Unis avec le roi Salmane ou son frère le prince Ahmed ben Abdelaziz, plutôt qu'avec Mohammed ben Salmane, par ailleurs, courtisé par Vladimir Poutine ! Ou sauf encore à ce que la realpolitique impose de nouveaux rapprochements pour faire baisser les prix du baril de pétrole brut qui exacerbent les pressions inflationnistes de ce premier semestre 2022.

Au-delà, quand la pensée communicationnelle française rencontre l'Arabie saoudite, c'est principalement le développement des chaînes de télévision dans la région – créées avec l'apport des capitaux du royaume en réaction à la présence de *CNN international* – qui mobilise les attentions (Arquembourg, 1994). Les deux guerres du Golfe accélèrent l'intérêt des chercheurs pour la zone, comme celui des spécialistes des transferts de capitaux dans les médias de la région. Tristan Mattelart (2007) juge ce cadre d'interprétation comme la principale grille de lecture des relations internationales, le cadre de la Guerre froide ayant disparu. La région devient laboratoire d'exploration pour les sciences de l'information et de la communication.

Tourya Guaaybess (2017) relève ainsi qu'en pleine guerre du Golfe, la première chaîne de télévision par satellite en arabe est égyptienne (l'Egyptian Space Channel, créée en 1990). Mais c'est d'abord la concurrence des journaux, puis des chaînes à capitaux saoudiens qui suscite l'intérêt des capitales occidentales : par exemple, la Middle East Broadcasting Center (MBC) inaugurée depuis Londres en 1991, puis les bouquets *offshore* Arab Radio and Television Network (ART) et Orbit depuis l'Italie.

Grand rival de l'Arabie saoudite et des pays arabes pour le leadership de la région, l'Iran développe également une stratégie de *soft power*, avec l'exportation de ses feuilletons religieux télévisés du

point de vue chiite, à partir du développement de sa chaîne arabo-phonie *Al Alam* dès 2003. L'audience de ces programmes, par exemple depuis la chaîne de télévision *Nessma* en Tunisie et *Melody* en Égypte, est suffisamment inquiétante pour que, malgré leur rivalité, l'Arabie saoudite et le Qatar entreprennent de coproduire d'ambitieuses émissions historico-religieuses consacrées aux figures sacrées de l'islam, du point de vue sunnite (Gonzalez-Qijano, 2017).

Mais comme le relèvent aussi bien Tristan Mattelart que Tourya Guaaybess, c'est surtout le défi représenté par *Al Jazeera* qui mobilise les attentions de la recherche depuis la France (Talon, 2011), comme celles des chancelleries occidentales dont témoigne la création à partir de 2004 des différentes chaînes de télévision publiques qui diffusent désormais en arabe, à l'attention de l'espace arabo-phonie : *Al Hurra* depuis les États-Unis, *France 24* depuis la France, *Deutsche Wells TV* depuis l'Allemagne et la *BBC Arabic TV* depuis le Royaume-Uni.

Car entre temps, créée par l'émir du Qatar à son arrivée au pouvoir à la suite du coup d'État de 1995, *Al Jazeera* s'est retrouvée rapidement érigée comme le symbole de la libéralisation des médias arabes et de l'émergence d'une opinion publique lassée de la propagande des régimes en place. Elle devient la hantise de ceux-ci, à partir d'un dispositif de débats systématiquement contradictoires, alors étranger aux habitudes des médias arabes (El Nawawi et Iskandar, 2002). Comme *Al-Arabiya* analysée par Daoud Djefafila, la chaîne se présente bientôt en contrepoids à la domination de *CNN International*, notamment à la faveur de sa couverture des attaques contre le World Trade Center et le Pentagone états-unien le 11 septembre 2001 (Mathien et Arboit, 2006).

Ainsi, la chaîne s'adjuge très rapidement une aura régionale, puis mondiale. Au sein du paysage médiatique où s'exerce l'hégémonie des majors, notamment états-unien, la chaîne qatarie se distingue idéologiquement par son traitement du terrorisme islamique, sa couverture de la guerre en Afghanistan, sa mise en visibilité de la deuxième *intifada* et sa critique de l'occupation qui en résulte. Sa ligne éditoriale accueille à la fois l'arabisme, l'islamisme et le libéralisme. Mais nous l'avons déjà relevé, son positionnement se présente ambigu face au régime qatari, et sa couverture du « printemps arabe tunisien », « trop indulgente envers les groupes djihadistes », entraîne les déceptions de ses premiers partisans et les désertions de certains de ses publics (El Oifi, 2004).

À ce jeu d'influence, s'ajoute la chaîne *Al Mayaden*, analysée par Nicolas Dot-Pouillard (2017) depuis l'Institut français du Proche-Orient de Beyrouth. Hostile aux tyrannies considérées comme proches de l'Occident (Bahreïn, Égypte, Tunisie), tout autant qu'aux soulèvements « dévoyés » participant des « dynamiques impérialistes », la chaîne affiche une sympathie active pour le régime baasiste de Damas, à la différence d'*Al Jazeera*. Se voulant le relais d'une vision « anti-impérialiste », *Al Mayaden* croise le discours de la *TeleSur* vénézuélienne à vocation pan-latino-américaine et de *Russia Today*, qui émet également en arabe (Thussu, 2019, p. 216-220). Les échanges de documentaires entre ces différentes chaînes redessinent ainsi une diagonale La Havane/Caracas/Beyrouth et réinventent la géopolitique d'un passé réactualisé : la Russie contre les États-Unis, le « Sud » contre « l'Occident », prédisposant ainsi les quelques votes hostiles aux sanctions proposées aux Nations unies contre l'intervention russe en Ukraine à partir de février 2022.

Les *Cahiers de l'Institut français du Proche-Orient* (Lamloum, 2010) aident encore à explorer la chaîne de télévision salafiste *an-Nâs*, les productions cinématographiques du Hezbollah libanais, le traitement médiatique du Yémen ou du Darfour, etc. Mais pour les sciences de l'information et de la communication en France, le lien reste ténu avec le Moyen-Orient. Pour les pays du Golfe, tout un pan de la littérature communicationnelle est à peine investi, au-delà de contacts, encore trop individuels, avec l'Arab Association of Research and Communication Sciences (AARCS). Ainsi, la production scientifique d'Abdullah bin Khamis Al-Kindi (2020) de l'Université Sultan Qaboos du Sultanat d'Oman est boudée, alors que la qualité de sa réflexion est établie.

En retour, l'influence française – dont Alain Kiyindou (2016, p. 146) juge les publications scientifiques « de bonne tenue » dans le champ communicationnel – fait une entrée, timide, dans ces mêmes pays du Golfe. Le mouvement devrait s'accélérer avec la délocalisation de la Sorbonne à Abou Dhabi, élue « meilleure université dans le domaine des Humanités » lors de la première cérémonie de remise du prix *Forbes Moyen-Orient* pour l'enseignement supérieur.

L'influence se révèle par contre plus marquée pour les pays du pourtour méditerranéen¹⁹.

19 Nos remerciements vont principalement à Khadija Youssoufi, Tourya Guaaybess, Sameh Chabbeh et tous les nombreux collègues de l'Université de la Manouba à

Pourtour méditerranéen et pensée communicationnelle

Sans remonter jusqu'à l'Empire ottoman des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, un protojournalisme s'y profile déjà, particulièrement actif au ^{xix}e siècle, dont témoigne la part importante d'écrivains-journalistes : Gérard de Nerval, Alphonse de Lamartine, Gustave Flaubert, Pierre Loti... Certains sont formés dans les centres culturels et les mosquées comme la *Zitouna* en Tunisie et *Al-Azhar* en Égypte (Elias Hanna, 1993, p. 62) ou missionnés en Phénicie, comme Ernest Renan (Renan, 1864-1874).

Au-delà, les études des médias commencent dans le « monde arabe » avec l'année 1937, lorsque l'Université américaine du Caire introduit son premier programme de formation au journalisme. Un grand nombre de facultés élargissent le sillon dans plusieurs pays de la région. La Tunisie ouvre la voie, inaugurant l'Institut de la presse et des sciences de l'information en 1967. Au Liban, conçue en tant que centre de développement des médias et de formation du personnel, la faculté d'information voit le jour sous le nom d'Institut de journalisme en 1968, puisant sa ressource en enseignants dans le vivier des journalistes de renom de la presse libanaise (Abdallah, 2015a).

La voie s'élargit sur la piste tracée par l'UNESCO en 1965, qui définit la priorité de la formation au journalisme pour les pays dits « en voie de développement », au sein d'un programme expérimental mondial d'alphabétisation. Aucune dimension critique n'accompagne alors le projet : la ligne de conduite de l'agence spécialisée des Nations unies est prudente et se veut consensuelle. La littérature anticolonialiste se développe, pour l'instant, en dehors²⁰.

Dans le « monde arabe » (selon l'expression consacrée), on ne peut encore parler de sciences de l'information et de la communication : les études en journalisme sont à vocation « professionnelle ». En 1986 enfin se profile un premier Institut de la presse et des sciences de l'information (IPSI) en Tunisie, après une première réforme entreprise dès 1973. La date est significative du démarrage, timide, d'une discipline.

Dans ce pourtour méditerranéen, observant les courants dominants de la recherche aux États-Unis, la réflexion communicationnelle

Tunis, pour les traductions et certaines des indications bibliographiques retenues dans le cadre du présent développement.

20 Cf. Armand Mattelart (2005). « Bataille à l'UNESCO sur la diversité culturelle », *Le Monde diplomatique*, octobre 2005.

s'engage d'abord dans une lecture systémique des fonctions et effets des médias, notamment avec l'apparition et le développement de la télévision. La ressource théorique disponible s'y prête spécifiquement, remontant au diffusionnisme de la fin des années cinquante. Car ce sont précisément cinq pays de la région – Iran, Turquie, Liban, Égypte, Jordanie – que choisit Daniel Lerner, professeur au Massachusetts Institute of Technology, pour établir sa fameuse corrélation entre développement économique, exposition des élites nationales aux médias, et adoption des comportements de la « modernité ». Dès lors que ces médias de masse sont états-uniens, le lien s'établit, érigeant ceux-ci comme agent principal de libération de la « mobilité psychologique » nécessaire au développement.

Renforcée par les travaux états-uniens de Ithiel de Sola Pool, Walt Whitman Rostow, Wilbur Schramm et le financement de certaines de ces écoles de formation professionnelle au journalisme, la recherche de la région s'engouffre majoritairement dans la communication pour le développement. Accréditant les thèses du pouvoir fort des médias, certains de ces accents observent les inflexions prioritaires des pouvoirs en place. Ainsi, sous Habib Ben Ali Bourguiba, la recherche tunisienne accorde une attention toute particulière au thème « femmes et médias », tandis que la même recherche au Liban observe les effets des médias sur les enfants.

À l'entrée du troisième millénaire, la mondialisation croissante devient terrain d'analyse particulièrement sensible (Abdallah, 2015b), offrant de traiter l'effondrement des cultures au Moyen-Orient (Abdallah, 2016), ou interpellant les intrusions propagandistes des médias (Ruchti, 1998), par exemple israéliens (Abdul-Rahman, 1996). Avec la critique de la « société de l'information », par exemple par le Libyen Mohamed ben Rahouma et le Saoudien Abdallah AL Rifai (2017), le questionnement de l'arabisation des concepts est posé (Abdallah et Chin, 2014), tandis que certains auteurs comme Abdul Rahman Azi (2011) tentent de relier l'acte de communication à la dimension orale de la Renaissance islamique depuis l'Algérie ou de proposer une théorie de la participation pour le monde arabe (Abdallah, 2021).

La réflexion critique renouvelle également le questionnement des identités, par exemple de populations amazighes trop vite fondues dans le moule de « l'homme nouveau arabo-musulman » (Tassadit, 2017 ; Mezrioui et Touati, 2016 ; Mezrioui, 2021). Dans un contexte où les aspirations démocratiques traversent, non sans

difficultés, les sociétés considérées, le rapport entre « agir citoyen » et technologies de l'information et de la communication est de plus en plus interrogé, par exemple depuis l'Université Ibn Zohr d'Agadir (Amsidder, Daghmi et Toumi, 2015). Sont encore discutés aussi bien les stratégies des entreprises privées, autoproclamées promoteurs du développement durable, par exemple avec le Jordanien Saleh Abu Osbah (2011), que le rôle de l'État, rempart fragile contre les velléités commerciales et intrusives des plateformes de surveillance étrangères ou les débordements des usages des technologies de l'information et de la communication, observés depuis le Maroc (Toumi et Youssoufi, 2018). Le terrain premier des formations en journalisme et de la sociologie du journalisme se poursuit depuis l'Algérie (Mostefaoui, 1995), désormais particulièrement marqué par les questions d'éthique et de la responsabilité sociale avec, au Liban, les travaux de Nahawand El Kederi Issa (2013) et de Georges Sadaka (2001 et 2005). Chez ce dernier, le questionnement distingue liberté des journalistes et bénéfices des propriétaires des titres et des partis politiques (Sadaka, 2005, p. 114).

Pour les pays situés au Maghreb, les interactions avec la pensée communicationnelle française se multiplient (Marchetti et Paris, 2017), y compris dans sa dimension critique à partir de laquelle certains chercheurs locaux rencontrent un second souffle et des appuis. Les références circulent, qui participent de cette réflexion critique, par exemple en Algérie, de Nasreddine Layadi et Saddeck Rabeih (2005), lesquels traduisent Armand et Michèle Mattelart en arabe. En Tunisie, une pensée autonome se fraie un chemin hors des emballages des « révolutions Facebook, Twitter et al-Jazzera », portée par les déconstructions de la « société de l'information » entreprises par Larbi Chouikha (2002), Riadh Ferjani (2007), Raja Fenniche Daoues (2015), Abdelkrim Hizaoui (2010), etc. Transposé également sur le terrain juridique par ce dernier, le positionnement rencontre celui du Marocain Ahmed Hidass (2016), de l'Algérien Brahim Brahimi (2012) spécialiste de la jurisprudence en matière d'information, ou du sémiologue marocain Saïd Bengrad (2019), par ailleurs traducteur d'Algirdas Julien Greimas, etc.

À partir de l'activité de ces auteurs, souvent pionniers dans la zone, les réseaux internationaux de recherche se développent, comme AUSACE, le réseau américano-arabe des enseignants pour les échanges entre chercheurs ; le portail arabe des sciences de l'information et de la communication ; l'Association arabe de la recherche

scientifique et des sciences de la communication fondée en 2014, qui regroupe plus de 500 membres de l'ensemble des pays du Moyen-Orient et qui, aujourd'hui, témoigne d'une volonté de rapprochement significatif avec la Société française des sciences de l'information et de la communication. Plusieurs dizaines d'ouvrages collectifs marquants témoignent de cette activité naissante et foisonnante, ainsi que des revues avec comité scientifique, comme *Communication et Développement* qui, à ce jour, se targue de quelque 30 numéros publiés. Y sont débattus les problématiques culturelles et politiques de la communication en pays arabes, les enjeux du numérique, les usages et effets des médias sociaux, la communication de crise...

Dans ce panorama rapide de la recherche en sciences de l'information et de la communication de par le monde, reste à évoquer le déploiement de la réflexion à l'ensemble du continent africain. Dès l'origine, l'UNESCO y définit sa priorité, attentive aux 54 pays composant le continent, Maghreb, Machrek et Madagascar compris. Avec l'adoption de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui ouvrent la voie à la Communauté économique africaine, « la Renaissance africaine est en marche », comme l'énoncent les documents officiels de l'agence spécialisée des Nations unies. Informaticiens et spécialistes des télécommunications s'y précipitent, appelés par l'Organisation des Nations unies et que le symposium d'Addis-Abeba en avril 1995 invite déjà, « pour aider le continent à accélérer l'implantation de la télématique pour le développement ». L'Initiative « Société africaine à l'ère de l'information », adoptée par la Conférence des ministres africains en mai 1996, voit la priorité pour l'Afrique sur ce terrain consacrée par l'attribution d'un crédit de 11 millions de dollars – conditionnée à la libéralisation du marché des télécommunications pour en ouvrir l'accès à d'autres fournisseurs, extérieurs (Ngouem, 2007, p. 50). Mais les productions communicationnelles bénéficient peu de la manne²¹ !

21 Nos remerciements vont notamment à Missè Missè et Thomas Atenga de l'Université de Douala, Sokhna Fatou Seck Sarr et El Hadji Malick Ndiaye de l'Université Saint-Louis du Sénégal, Jules Toa de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Christian Agbobli de l'Université du Québec à Montréal, Serge Théophile Balima de l'Université de Ouagadougou, Jean-Christien Ekambo de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication de Kinshasa, Lucie Rabaovololona-Raharinirina de l'Université d'Antananarivo, etc., pour les indications bibliographiques retenues dans le présent chapitre.

9.5. Des productions scientifiques sur l'Afrique, en Afrique et avec l'Afrique, en attente de reconnaissance

Compte tenu de l'agitation des acteurs autour des dispositifs communicationnels et de la place de ces enjeux dans les discours et les actes, tout indique que l'Afrique s'offre en terre d'accueil de toutes les promesses de la « communication pour le développement » et qu'en conséquence, la place libère une production scientifique autochtone abondante en sciences de l'information et de la communication.

Ainsi, les analyses du déploiement des séries télévisées états-uniennes, latino-américaines, indiennes et turques... témoignent de l'intérêt du marché continental africain, pour les anciens comme pour les nouveaux pôles de production que constituent Nollywood depuis le Nigéria (Haynes et Botiveau, 1981 ; McCall, 2007) et Riverwood depuis le Kenya (Ngure Nyutho, 2015), dans le sillage des industries du cinéma égyptiennes. Pour définir le prix de vente des produits culturels correspondant à cette transnationalisation de grande diffusion (films, séries télévisées, musiques à succès...), les travaux montrent que les majors – états-uniens par exemple – ne sont pas tout puissants dans l'absolu : il leur faut passer par les diffuseurs nationaux, dont le rôle s'en trouve d'autant conforté (Miège, 2017a, p. 153), même si l'emprise des groupes financiers transfrontières persiste, tout comme l'esprit du capitalisme. Parallèlement, l'irruption au milieu des années quatre-vingt des chaînes de télévision par satellite dans les cieux africains bouscule les monopoles étatiques (Missè, 2002), tandis que le développement du multipartisme et l'apparition des médias privés élargissent l'offre, dix ans plus tard (Frère, 2000).

Nouvel indice : la progression fulgurante de la téléphonie mobile depuis le début du millénaire libère l'inventivité des usages, dans des dimensions qui donnent tout leur sens à l'expression « bricolage », formulée par Michel de Certeau pour désigner le caractère innovant de ceux-ci (Anaté, Capo-Chichi et Kiyindou, 2015). En outre, à l'issue des deux premières décennies du *xxi*^e siècle, le questionnement du rôle des médias sociaux s'impose, à la faveur des mouvements sociaux en Tunisie et en Égypte, puis en Algérie, au Sénégal, au Burkina Faso, en République du Congo, etc.

Enfin, compte tenu de ses potentialités en termes de ressources démographiques et naturelles, le continent africain devient la cible de stratégies puissantes de *soft power*, exercées par l'Inde et la Chine

(Thussu, 2016b), voire du *smart power* développé par la Russie que nous avons déjà évoqué (chapitre 4), sur fond de décomposition des anciens prés carrés néocoloniaux. En riposte aux risques de surendettement et de dépendance du continent ciblé par la Chine sur ses « nouvelles routes de la soie », le programme européen Global Gateway révélé en décembre 2021 propose de nouveaux programmes de soutien aux économies africaines dans les domaines du numérique, de la santé, du transport, du climat, de l'énergie et de l'éducation.

Paradoxalement cependant, Alain Kiyindou estime que si l'intérêt grandit – davantage d'ailleurs chez les jeunes chercheurs que chez les fondateurs de la discipline en France – la cohorte scientifique est, aujourd'hui encore, réduite, qui s'intéresse aux enjeux communicationnels des pays dits « de spécificité émergente ». L'auteur lui-même les réduit négligemment au seul questionnement de la communication pour le développement (Kiyindou, 2016, p. 166). En 2020, Thomas Atenga estime que, malgré les efforts de quelques observateurs avertis comme André-Jean Tudesq, Annie Lenoble-Bart, Annie Cheneau-Loquay, Marie-Soleil Frère et nous-même, et malgré les recensements des travaux entrepris sur plusieurs décennies, par exemple par Antoine Wongo Ahanda (2005) pour le Cameroun, les productions des chercheurs africains restent méconnues, ou mal connues : « [Elles] n'ont pas reçu un écho permettant aux terrains africains de se consolider comme terrains féconds et reconnus dans les SIC [sciences de l'information et de la communication] » (Atenga, 2020).

Production scientifique et visibilité extracontinentale

Pour ce qui est des Afriques francophone, lusophone, anglophone, la « proximité culturelle », basée sur la colonisation, les migrations, la géographie et la pratique d'une langue mondiale commune, aurait pourtant dû s'exercer de nature à faciliter les échanges scientifiques : elle aurait ainsi témoigné tout autant de la « régionalisation » que de la mondialisation des influences, une fois dégagée des pesanteurs paternalistes charriées par la colonisation.

De fait, l'Afrique provoque très tôt le discours savant. Une fois de plus, Gustave Le Bon ouvre la brèche d'une relation plus égalitaire dès la fin du XIX^e siècle, alors à contre-courant de la réflexion produite sur le continent depuis l'Europe. L'auteur se montre déjà réfractaire à l'idée de « race » et de hiérarchisation des civilisations. Son œuvre annonce l'évolution que l'UNESCO consacre un demi-siècle plus tard,

rassemblant les chefs de file des différentes disciplines scientifiques sur ce terrain (Lévi-Strauss, Leiris et Dunn, ([1951] 1973)).

Depuis, la référence à la communication pour le développement inonde les discours des conseillers étrangers et des leaders africains. Dominique Darbon (2003) note ainsi :

[...] l'étiquette africanisme/africaniste est une marque, un fonds de commerce qui pré-légitime l'évidence de la légitimité scientifique des dispositifs, de la reconduction des moyens, le repositionnement tactique des chercheurs sur le marché international de la consultance médiatisée sur l'Afrique et permet de s'assurer un contrôle (accès ou domination) sur un marché intellectuel, médiatique et financier significatif.

Dans ce contexte, on aurait pu attendre une visibilité forte de la production scientifique du continent. Mais de fait, l'inflexion ne se produit pas, d'un indice de notoriété des publications impliquées par l'Afrique qui se serait révélé croissant au *xx^e* siècle. Au contraire ! Conduite par Ilya Kiyira, l'analyse des dispositifs mondiaux d'indexation relative à la recherche en communication montre que le continent africain se retrouve le moins bien servi. Même l'Afrique du Sud – bien qu'ayant rejoint le groupe des BRIC, devenu BRICS en l'accueillant – s'y présente aujourd'hui en perte de vitesse, alors que les travaux sont pourtant nombreux, par exemple consacrés au cinéma de l'apartheid à partir du dernier quart du *xx^e* siècle (Tomaselli, 1988).

L'alerte ne signifie pas que rien ne s'écrit à partir des enjeux communicationnels depuis l'Afrique ou chez les africanistes, promoteurs du postcolonialisme et de la pensée postcoloniale anglophone (Lazarus, 2006). Mais Thomas Atenga (2019) observe les détournements de la ressource intellectuelle, parlant de « faillite, crise, défaite » d'un « africanisme francophone », dominé par les rentes de la consultance rémunérée. Au-delà, une recherche plus sérieuse peine à émerger véritablement. La production autochtone reste trop souvent écartée des répertoires, états de la recherche et manuels de référence traitant de la pensée communicationnelle hors frontières, y compris lorsque ces derniers sont mis à disposition des universités africaines.

Le questionnement s'impose des raisons de cet état de fait. L'hypothèse première met en perspective la méconnaissance extra-continentale de l'existant, par embolie des réseaux d'édition et de diffusion scientifique. Pourtant, la porte d'entrée s'ouvre déjà avec

les réseaux de proximité, par exemple pour la recherche francophone, grâce aux travaux rédigés depuis les confettis de l'ex-empire colonial français. Depuis l'île de La Réunion se regroupent ainsi dans la revue *Hermès* (collectif, 2002) les publications de Jacky Simonin et son anthropologie de la communication ; Éliane Wolf sur les enjeux de la communication en milieu éducatif ; Bernard Idelson sur l'espace médiatique ; Sudel Fuma dans une approche culturelle des enjeux ; Michel Watin, analysant le changement social ; et aujourd'hui, Simon Ngono, faisant le lien direct depuis l'Université de Saint-Denis avec, par exemple, la communication de l'État en Afrique (Ngono, 2020). L'ensemble de ces publications contribue à sensibiliser les sciences de l'information et de la communication françaises au questionnement de l'indigénisation des concepts comme celui de l'espace public avec, par exemple, Jacky Simonin et Éliane Wolf.

Six cent quatre-vingt kilomètres seulement séparent le territoire de Madagascar, où les partenariats auraient pu stimuler une pensée communicationnelle malgache encalminée et ouvrir la réflexion à l'ensemble du continent. Mais les relais compensent encore peu cet état de fait : en France par exemple, si le champ des publications scientifiques concernant l'information et la communication est quasiment inexistant entre 1960-1970, il n'arrive quantitativement qu'en... 17^e position sur 19 champs thématiques de publications scientifiques relatifs à l'Afrique entre 2000 et 2016 (Ballarin et coll., 2016, p. 103-104). Bien que se partageant les langues de ses anciens colonisateurs dont l'anglais, *lingua franca* par excellence, le continent justifie par la diversité de ses parlers l'hypothèse explicative d'un barrage linguistique à la publication, quand certains auteurs jugent que la création conceptuelle ne se développe de façon heureuse que dans la langue maternelle du chercheur pionnier. De fait, très peu de revues scientifiques internationales publient en d'autres langues que les six langues mondiales instituées par les Nations unies, dont, sur le continent africain, la langue arabe fait partie, sachant qu'elle est loin d'être largement parlée en dessous de la partie nord du continent. Depuis la France, seule la revue *Communication, technologies et développement* prend le pari d'élargir la diversité linguistique à l'arabe et au swahili (langue la plus parlée en Afrique, par plus de 200 millions de locuteurs, de Mogadiscio, en Somalie, à Sofala, au Mozambique). En retour, peu de chercheurs du Nord publient dans des revues du Sud, pour accompagner l'élan des équipes de recherche en voie de constitution, comme à Madagascar, parent pauvre des réflexions

communicationnelles (Cabedoche, 2012). Bien que nourri de la diversité des langues, le répertoire de recherche documentaire Zotero fait lui aussi l'impasse de nombreux parlars africains.

Mais au-delà de la critique des critères de classement favorisant les pays à « haut statut », le questionnement doit aussi aborder celui de la production même d'une pensée communicationnelle africaine. Ainsi, il n'existe à ce jour que quatre chaires UNESCO en communication sur les 64 constituant le réseau mondial, dont l'attribution du label exige un adossement scientifique d'envergure. Situées à Rabat au Maroc, Rongo au Kenya, Durban et Grahamstown en Afrique du Sud, celles-ci rendent plus criant par contraste le vide entre les deux pôles nord et sud du continent²². La consistance de cette production scientifique doit donc être interrogée. Alain Kiyindou (2016 : 166) juge qu'en règle générale, les références des chercheurs autochtones ne viennent éclairer que des faits particuliers, liés à leur pays d'origine, « rarement des phénomènes classiques de communication », témoignant ainsi d'un environnement local non abouti de « reconnaissance scientifique ».

Quelques études de communication sur l'Afrique, par l'Afrique, pour l'Afrique existent cependant, constituées d'analyses comparées supranationales, susceptibles de modélisation. Par exemple, Antwi Ransford (2002) depuis l'University of Pennsylvania analyse le rôle des spécialistes de la communication dans la prévention des conflits en Sierra Leone, Rwanda et Angola. Mais dans cette Afrique australe, l'Afrique du Sud écrase les autres productions nationales. Par ailleurs, si Alain Kiyindou note que le pays délivre déjà plus de 30 % des co-publications internationales avec les États-Unis et près de 25 % avec le Royaume-Uni, les auteurs qu'il évoque pour parler d'une recherche avertie proviennent d'autres disciplines que les sciences de l'information et de la communication, quand ceux-ci ne se revendiquent pas d'une « science africaine » (*sic*), « d'une anthropologie africaine des sciences » (*sic*) ou d'une « philosophie africaine des sciences » (*sic*). Cette essentialisation pancontinentale – vis-à-vis de laquelle Alain Kiyindou (2016 : 226) finit heureusement par s'éloigner – appelle à discussion. La distanciation du chercheur franco-congolais s'exerce ainsi, opposée aux *African Studies* développées dans les universités états-uniennes : la démarche de celles-ci aboutit à détacher les travaux du social et des jeux des acteurs, pour les territorialiser au niveau du continent tout entier, comme aux belles

22 Cf. notre bilan à la présidence du réseau ORBICOM : « Vingt ans déjà ! », ORBICOM, *Le mot du président*, 2017. <https://orbicom.ca>.

heures du non-alignement relu à l'aune du *consciencisme* de Kwame Nkrumah (1964). Dès les années soixante, le *panafricanisme* inspire en effet l'environnement de la recherche, prôné par les Ahmed Sékou Touré de Guinée, Modibo Keita du Mali, Jomo Kenyatta du Kenya, Haïlé Sélassié d'Éthiopie et Kenneth Kaunda de Zambie.

Une pensée spécifiquement communicationnelle commence cependant à se frayer un chemin en certaines académies du continent au XXI^e siècle, même s'il faut reconnaître que la piste est encore très fraîche. En République démocratique du Congo, le défrichage est entamé par des pionniers comme Antoine-Roger Bolamba, Michel Collin et l'universitaire turc Hifzi Topuz. Ces « traces ignorées » par les non-initiés se repèrent enfin à l'entrée du nouveau millénaire, offrant un répertoire suffisamment consistant pour déjà témoigner d'approches contradictoires, entre... « [...] les chercheurs défendant l'idée des sciences de l'information et de la communication comme discipline spécifique [...] et ceux qui [à l'instar de Dominique Wolton] proposent une approche pluridisciplinaire pour mieux appréhender la richesse de la communication » (Dikanga Kasadi, 2013, p. 16).

Le constat de cette tension, présent en d'autres lieux, signifie qu'une production en nombre existe. Elle contribue déjà à l'affinement des concepts et théories, dont après André-Jean Tudesq, nous travaillons humblement à élargir la visibilité (Cabedoche, 2016a, 2017c et 2019d). Du chemin reste à faire. Car les chercheurs autochtones témoignent tous de difficultés liées à l'environnement local, dissuasif.

Production scientifique et contexte d'émulation

Jean-Marie Dikanga Kasadi rapporte la mésaventure vécue par son collègue Rigobert Munkeni analysant la pratique journalistique du « coupage ». Celle-ci consiste pour le journaliste désargenté à se faire rétribuer directement par ses sources d'information, quitte à énerver l'éthique et la déontologie professionnelle. Publiée, ladite enquête provoque aussitôt le scandale, dans un contexte culturel qui veut que « les pratiques internes ne soient pas ainsi exposées sur la place publique » (Dikanga Kasadi, 2013, p. 18-19). Or, qu'elles se nomment « gombo », « per diem », « coupage », « petite enveloppe », « frais de transports », « camorra », « giti », « nem nem », « forçage », « communiqué final », etc., ces pratiques occultes sont partie intégrante de l'économie du secteur (Frère, 2016, p. 288), liées à ce que Thomas Atenga (2012a et 2012b) qualifie de « lumpénalisation » des journalistes africains.

L'hypothèse la plus souvent évoquée, explicative des difficultés d'émergence et de visibilité d'une pensée communicationnelle depuis le continent, reste celle de conditions économiques et politiques particulièrement pénalisantes pour les universitaires africains (Miège, 2013, p. 11-12). Les ambitions de ces collègues, se démenant de toute leur énergie pour l'avènement d'une université africaine véritablement inclusive, s'inscrivent au croisement d'enjeux convergents et complexes, tels que la massification de l'université, l'accroissement de la concurrence mondiale des établissements, l'incurie des budgets et des équipements numériques...

C'est effectivement pour l'Afrique que le terme « massification » s'applique le mieux. L'explosion des effectifs est patente, partant d'une base de 5,6 millions d'étudiants en Afrique en 2000 pour atteindre déjà 13 millions d'étudiants enregistrés en 2017. Le questionnement de la sélectivité à l'entrée s'y pose également de manière brutale : la mondialisation croissante au *xxi*^e siècle produit en effet une tension nouvelle, paradoxale, entre « éducation pour tous » et sélectivité des étudiants. La rentabilité n'est en effet pas évidente, au moins à court terme, de politiques attelées à promouvoir l'égalité des chances, la sensibilisation à l'éducation inclusive et l'éducation à la citoyenneté. Cette problématique de l'inclusion croise encore le questionnement des difficiles équilibres budgétaires à garantir, pour des universités publiques souvent exsangues financièrement²³. Pour des chercheurs découragés à moins, le recours à la vacation dissuade le retour à la vocation. À long terme, la ressource humaine s'épuise, hypothéquant enseignement et recherche dont de ce fait, les traces se révèlent plus méritoires encore.

Que garder alors des synthèses éclairantes, proposées entre autres par Abdelfettah Benchenna (2011), Missè Missè (2014), Alain Kiyindou (2016) pour les pays francophones d'Afrique ?

Pensée communicationnelle et reconnaissance sociale et cognitive

Les premières unités de recherche apparaissent sur le continent au milieu du *xix*^e siècle, au service des pays colonisateurs, sans réelle

23 Voir notre rapport Bertrand Cabedoche (2020). « Renforcement des capacités des journalistes et médiateurs de l'info-communication, pour la promotion de l'ODD4, Agenda 2030, région Afrique centrale ». Douala, UNESCO.

implication des acteurs locaux. Un siècle plus tard, comme nous l'avons déjà observé en d'autres continents, la production d'un savoir, inspiré par les théories empirico-fonctionnalistes et technicistes à partir des écoles de journalisme, émane donc surtout du Nord du continent, avant qu'une pensée critique relevant de l'école de la dépendance ne vienne nourrir les revendications et les travaux relatifs à un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ».

Pour l'Afrique subsaharienne francophone, le dynamisme provient des institutions pionnières en journalisme que constituent le Centre d'étude des sciences et techniques de l'information (CESTI) de Dakar, né en 1967 ; le Centre d'enseignement et de recherche audiovisuel (CERAV), créé en 1969 et futur CERCOM d'Abidjan ; l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY), inaugurée en 1970... Les premières formations doctorales naissent à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC) de Kinshasa, précédemment ISTI créé en 1973. Émanation du CERAM, créé en 2001, l'Institut panafricain d'études et de recherche sur les médias, l'information et la communication (IPERMIC) de Ouagadougou est pareillement remarqué, entre autres. Pour la recherche anglophone, quelques revues accueillent cette production africaine, parmi lesquelles Alain Kiyindou et Jean-Marc Ela (1994) retiennent le *Journal of African Media Studies*, l'*African Communication Research*, l'*African Journalism Studies*, aux côtés par exemple de la *Revue africaine des médias*.

Parmi les auteurs distingués dans le répertoire se détachent, par exemple, les chercheurs camerounais Antoine Wongo Awanda, Michel Tjade Eone, Laurent-Charles Boyomo-Assala, etc., ou kényans, Kenneth Inyani Simala, Jaophet Otike, Wambui Kiai, etc. Alain Kiyindou (2016 : 220-221) élargit le répertoire à quelques auteurs anglophones qui, avec Kingo J. Mchombu au Malawi, reprennent le modèle élaboré aux États-Unis, du *two step flow of communication*. Certains, comme Heike Winschiers-Theophilus depuis la Namibie, rappellent l'importance de l'oralité pour juger de la pertinence de dispositifs technologiques qui soient « compatibles avec la sagesse et les compétences en milieu rural », sans plus d'ancrage social. D'autres encore, comme Wilhelm Uutoni, Wilson Yule et Cathrine T. Nengomasha valorisent le rôle des bibliothèques dans la prise de conscience politique... La plupart enfin se démarquent d'un « essentialisme africain », pour des études de cas précises comme celle de l'Éthiopien Anteneh Mekuria Tesfaye, du Burkinabè Paul Marie Bazemo, ou du Camerounais Patrice Mbianda. Pour quitter le niveau générique, la

réflexion renvoie encore à Oumar Kane, secrétaire général du réseau mondial des chaires UNESCO jusqu'en 2022 (Kane, 2012).

Depuis les sciences de l'information et de la communication en France, Alain Kiyindou recense enfin les grands axes des recherches en Afrique qu'il sait particulièrement mobiliser, à partir de colloques organisés sur place, ou depuis son Université Bordeaux Montaigne : communication et développement ; communication et santé ; communication et démocratie ; médias et résolution des conflits ; débat public ; formation et éthique du journalisme ; appropriation et usages innovants des technologies de l'information et de la communication ; rôle des plateformes diasporiques : partage des savoirs ; égalités des genres ; rôle des réseaux sociaux, etc.

Le programme invite encore à lire les Camerounais Missè Missè (2000) questionnant les ingérences dans le « nouvel ordre mondial », et Simon Ngono, déjà cité, décryptant la communication de l'État en Afrique (Ngono 2020) ou la tolérance administrative vis-à-vis des médias (Ngono, 2021) ; le Congolais Jean-Christien Ekambo (2009), participant activement au développement de l'empreinte congolaise dans le champ des sciences de l'information et de la communication ; le Burkinabè Sylvestre Ouedraogo (2015) offrant une lecture diachronique des technologies de l'information et de la communication depuis l'Afrique subsaharienne, ou Serge Théophile Balima, questionnant la conjugaison singulière ou plurielle de l'expression « société de l'information » (Balima, 2004)..., et tant d'autres que nous avons déjà intégrés dans des états de la recherche précédents (Cabedoche, 2019d).

Le panorama des investissements communicationnels par continents ainsi établi, le temps est venu de profiter de ces contributions plus ou moins croisées pour définir une posture critique des enjeux mondiaux de la communication, sur la base de « l'ouverture réelle » réclamée par Daya Kishan Thussu, c'est-à-dire débarrassée de tout réflexe ethnocentrique. La synthèse encore opérée par Tourya Gaaaybess (2019 : 26) y invite, parlant d'une fragmentation des travaux qui seraient enfin libérés des grands schémas : Nord/Sud, Orient/Occident, États autoritaires/démocratie...

Alors, la relecture, cette fois diachronique de la discipline depuis la France, offre l'intérêt de ses paradigmes : le désengagement des lectures globales du monde en termes de bipolarité ; l'impératif du temps long ; la cohérence de la réflexion critique, que n'a pas su atteindre la référence à la communication internationale. Les pistes sont ouvertes, glissant de l'économie-monde à la communication-monde.

L'élaboration d'un *regard-monde* véritablement structurant

Le temps remet toujours les pendules à l'heure.

Mazouz HACÈNE

Concluant leur analyse critique des *Cultural Studies*, Armand Mattelart et Érik Neveu jugent finalement que la référence n'est plus d'aucune utilité à l'entrée du nouveau millénaire pour saisir la complexité des enjeux mondiaux :

Face à une planète dont la complexité n'est pas qu'un slogan comode, les *Cultural studies* ont relevé les défis du transnational en jouant d'une inflation de métadiscours, au détriment de la quête d'une théorie de la complexité. Enfermées dans les contraintes du temps court, sans autre horizon que le décodage du présent où tout semble se jouer, les *Cultural studies* se sont détournées de l'interrogation sur le sens de l'ordre social et productif en gestation à l'échelle mondiale... (Mattelart et Neveu, 2003, p. 96)

Cette insistance sur la perspective historique oblige à procéder au détour par le « temps long ». Car si la réflexion depuis la France s'émancipe de manière synchronique au-delà des frontières, c'est aussi auprès de l'histoire avec Fernand Braudel et de la sociologue critique avec Immanuel Wallerstein que la pensée communicationnelle décline de sa plongée diachronique l'appellation particulièrement éclairante de *communication-monde*. Élaboré par Armand Mattelart, le concept se présente palliatif, face à la faiblesse et la confusion de la locution nominale « communication internationale ».

La référence s'impose donc, première, à l'œuvre de l'historien Fernand Braudel, fondateur de l'école des Annales, et dont un concept fort se dégage : *l'économie-monde*.

10.1. Le temps long de l'économie-monde de Fernand Braudel

L'un des reproches que depuis la France, les auteurs critiques adressent aux *Cultural Studies* est d'avoir enfermé le double mouvement, paradoxal, d'unification du monde et d'hétérogénéité culturelle, dans une lecture temporelle réduite au mieux... à quelques décennies. De ce fait, les enjeux et les tendances lourdes restent impossibles à identifier. Car le processus de mondialisation qui caractérise pour une part l'actuel millénaire s'inscrit au moins dans la longue durée du développement capitaliste, c'est-à-dire depuis le projet colonial européen, voire depuis l'époque des empires de l'Antiquité gréco-romaine. Le plongeon historique est même proposé au-delà, pour intégrer les données liées à la Chine et aux régions extra-européennes pour la compréhension, « déprovincialisée », des enjeux contemporains.

10.1.1. Les illusions de l'immédiateté contemporaine et le nécessaire « désir d'histoire » des sciences de l'information et de la communication

Avec la myopie des *Cultural Studies* de la fin du xx^e siècle, la vision de la planète perd toute historicité, à l'instar du nivellement pratiqué par Francis Fukuyama (1992). L'histoire s'aplatit face à des micro-objets composant un macrosystème technique, propre à la civilisation industrielle moderne et à la dispersion des aspirations consuméristes.

Immédiateté et dispersion contemporaine

La lecture de l'immédiateté se laisse impressionner par la « nouveauté » des pratiques, considérées sans plus de soumission probatoire comme autant de mutations et de ruptures. Elle se précipite sur la mise en réseau de l'ensemble des organisations, aussitôt qualifiée de « révolution » avec la dispersion postmoderne du social en « nuages de socialité » (Lyotard, 1979). Elle proclame *urbi et orbi* la disparition des frontières avec l'aventure cyberspatiale, tandis qu'aujourd'hui, le dernier espoir européen de nouvelle fréquence radio pour échanger

entre satellites et appareils au sol reste... le Liechtenstein, déjà courtoisé par le financeur chinois. Or sans réseau propre, tout acteur, inscrit trop tardivement comme la France et l'Allemagne, devient dépendant pour la protection des données, la concurrence, la liberté d'expression...¹, tandis que les enjeux liés à la « crise ukrainienne » se déplacent jusqu'à la station spatiale internationale prévue pour accueillir des missions scientifiques plurinationales jusqu'en 2030, et dont les Russes sont, jusqu'à leur prochain départ annoncé du programme, seuls en charge de la propulsion pour l'acheminement des équipages. De manière plus large encore, les enjeux liés au cyberspace appellent à la construction d'un « champ de confrontation à part entière » au XXI^e siècle (Haddad, 2018).

Mais désencombrées des grands récits, certaines représentations ne s'embarrassent déjà plus de catégories larges comme *Capital*, *Peuple*, *État*, *Nation*, *Classes sociales*, dont la disparition – à réévaluer – est consacrée dès la fin des années cinquante par le sociologue conservateur états-unien Robert Nisbet (1959). L'asymétrie des situations et des luttes de pouvoir s'efface, au profit de lectures des inégalités en termes de « cycles vertueux », liés à leur caractère provisoire (De Sola Pool, 1977) et d'hybridations déterritorialisées, synonymes de stabilité dans la durée (Young, 2005).

Au contraire, la prise en compte du temps long est réclamée depuis la Société française des sciences de l'information et de la communication (Bernard, 2004, p. 2-3 ; Kiyindou, 2016, p. 271 ; Miège 2017b, p. 137-154) ou, depuis le Canada, par Michel Sénécal et Éric George. Ce désir d'histoire prévient ainsi des lectures empressées de l'évolution des enjeux communicationnels à l'échelle planétaire. Car c'est seulement dans une temporalité longue que les dynamiques sociales se révèlent, dans la rupture ou la continuité. Le chercheur peut y observer « des logiques transversales fortes et structurales », caractérisant des mouvements structurants-structurés transversaux qui s'entrecroisent, se complètent, entrent en concurrence. En leur sein, des stratégies d'acteurs, multiples, s'expriment, se déroulent, s'affrontent. Et c'est seulement le long terme qui révèle ces dynamiques porteuses de tendances, changements, mutations, ou inscrites dans des continuités, souvent plus nombreuses que ce que laissent supposer les agitations de l'instant et les déclaratifs médiatiques.

1 « Jetzt will auch Liechtenstein beim Weltraum-Roulette mitspielen », *Der Spiegel*, 9 novembre 2021.

Temps long et continuité vs rupture

Ce n'est qu'à partir de ce recours, exigeant, au temps long que le chercheur peut espérer construire des modèles, au sens de cadre hautement formalisé, applicable à une diversité de figures.

La contribution de Bernard Miège est à ce titre éclairante. Depuis l'analyse de la communication médiatisée, l'auteur identifie ainsi le *modèle éditorial*, par exemple dans le cas de l'exploitation du cinéma en salle. Il le distingue du *modèle de flot*, par exemple dans le cas des radios commerciales autorisées de 1924 à la Seconde Guerre mondiale, puis des radios dites périphériques tolérées dès le début des années cinquante – avec les déclinaisons que chacun des deux modèles produit. Les différences sont multicritères, le principal en étant le mode d'exploitation dont il faut considérer les variations, très nombreuses selon les secteurs. La presse écrite imprimée offre ainsi une gamme très complète de situations entre l'*édition* et le *flot*, de la presse d'opinion peu appuyée par la recette publicitaire à la presse quotidienne gratuite. Les produits documentaires mis en ligne combinent à la fois l'abonnement et le paiement à la pièce.

La logique de *club* s'ajoute ensuite, offrant aux abonnés d'accéder à un certain niveau de services à cette condition (Videotron au Canada, Canal Plus en France). La logique de *courtage* complète la modélisation, introduisant un médiateur pour négocier les produits intéressants le consommateur auprès des diffuseurs. Les portails généralistes et spécialisés du Net travaillent leur mode de rémunération entre publicité et *sponsoring* d'une part, paiement à la pièce par le consommateur, d'autre part (Miège, 2000, p. 40-46).

Au-delà de la distinction de ces modèles, le temps long révèle les tendances lourdes à l'entrée du nouveau millénaire : contrôle des majors par l'aval (la distribution) plus que par l'amont (la production), dont l'articulation ne fonctionne pas systématiquement à l'écrasement des petites structures par la grosse (Hennion et Vignolle, 1978) ; diversité des demandes et pluralité des marchés ; prise en compte du poids des coûts de production dans les programmations des télévisions généralistes... (Miège, 2000, p. 65-66).

A contrario, des tendances nouvelles sont appréciées depuis les années quatre-vingt : l'individualisation des pratiques et l'extension du paiement par les consommateurs ; la dématérialisation des supports ; l'élargissement des consommations marchandes... (Miège,

2000, p. 79-84). Des changements sont confirmés, affectant l'acheminement des produits et les relations avec les consommateurs ; la recomposition capitaliste des firmes dominantes dans l'exploitation exponentielle des données ; les phénomènes de convergence ; la reterritorialisation des activités sociales ; les modes de l'écriture des produits... (Miège, 2000, p. 86-98). Ces évolutions caractérisent aussi les enjeux, pour des industries de contenu où s'observent les tendances lourdes à la marchandisation forcée, à l'automédiation, aux interférences entre culture et information, et à l'incapacité d'adaptation des politiques publiques au nouveau cadre industriel... (Miège, 2000, p. 79-110).

Ces réflexions dans le temps long voient les chercheurs investis dans l'analyse des industries culturelles (au pluriel) quitter les réductions unilatérales et intemporelles de la domination, auxquelles se sont abandonnés les théoriciens de l'industrie culturelle (au singulier). C'est encore cette perspective historique qui révèle l'articulation entre industries de réseaux, industries de matériels et industries de contenu. La prise de conscience d'un processus d'*informationnalisation* (ou d'*info-communicalisation*) permet d'identifier les enjeux de fond : le développement du modèle réticulaire ; l'individualisation des pratiques informationnelles et culturelles ; la fragmentation de l'*espace public* débouchant sur la constitution d'*espaces publics partiels* ; l'alignement sur le média en situation d'hégémonie ; la médiatisation des instances de médiation ; le métissage des supports de la communication, etc. En parallèle, la recherche se veut aussi méthodologique, évaluant les outils qui permettent de mieux repérer ces continuités historiques et de s'épargner du suivisme de l'actualité et des catégorisations médiatiques (Miège, 2004).

La consigne est effectivement reportée en sciences de l'information et de la communication, depuis la France.

Désir d'histoire et sciences de l'information et de la communication

Sans prétendre se substituer au travail de l'historien, Robert Boure, Roger Bauthier, Yves Jeanneret, Josiane Jouët, Denis Ruellan, Stéphane Olivesi, Bruno Ollivier, Yves-François Le Coadic, Hubert Frontin, Michel Durampart, Béatrice Fleury, Jacques Walter..., tous, chercheurs de la discipline et références régulières de celle-ci, témoignent de ce « désir d'histoire », dans le sillage d'André-Jean Tudesq, premier

historien à rejoindre les sciences de l'information et de la communication et à y transposer les exigences du métier, inlassablement rappelées par Henri Irénée Marcou (1961).

La recherche généalogique y est systématique pour repérer l'évolution des enjeux et pratiques, qu'il s'agisse du journalisme, avec Michel Mathien ; des moyens de communication, avec Roger Bautier ; des usages des technologies de l'information et de la communication, avec Cécile Méadel ; de la communication intergénérationnelle, avec Bruno Ollivier ; des espaces entre vie publique et vie privée, avec Patrice Flichy ; des rituels anthropologiques dans la mise en spectacle télévisuel du politique, avec Pascal Lardellier ; du récit médiatique, avec Jean-François Têtu, jusqu'à voir l'auteur remonter à la phénoménologie de Saint-Augustin ; des publics, avec Céline Ségur et Jérôme Bourdin, encore distingués, selon le support audiovisuel avec Anne Grolleron ou cinématographique avec Pierre Sorlin et inscrits dans les processus sociaux, avec Yves de La Haye ; des écritures, avec nos propres travaux (Cabedoche, 2004a), etc.

Surtout, Armand Mattelart (2013) offre cette impulsion historique. Parallèlement à Pierre Musso (2003), l'auteur engage un travail généalogique de longue haleine, constitutif de son empreinte intellectuelle marquée par la déconstruction de « l'éternelle promesse des paradis de la communication » (Mattelart, 1994, 1995, 1999a) : à chaque saut technologique majeur, celle-ci accompagne invariablement le déchaînement des discours utopiques dès la fin du XVIII^e siècle, et ce, en dépit des avatars de l'histoire. Le propos vise à repérer la configuration communicationnelle de chaque période historique et de chaque type de société embrassé. Ainsi, est-il possible d'identifier les continuités et les ruptures, les recompositions en une figure inédite, « sans toutefois s'abstraire des éléments précédents dans le mode de communication antérieur » (Mattelart, 1993, p. 8).

L'œuvre d'Armand Mattelart se structure ainsi autour d'histoires parallèles : domestication des flux ; fabrication du lien universel ; espace de communication ; normalisation ; émergence de « l'individu calculable », etc. Aucune ne délaisse les intersections, les chemins de traverse. Grâce à ce comparatisme historique, Armand Mattelart identifie ainsi le XIX^e siècle comme l'époque fondatrice des systèmes et techniques de base de communication et du principe de libre-échange. Cet art de la dialectique lui permet de resituer les faits dans leur profondeur historique et d'introduire ce que le marxiste états-unien Bertell Ollman définit par « processus » et « interaction » :

[...] l'étude de toute chose induit l'étude de son histoire et du système qui l'inclut. La dialectique restructure notre pensée de la réalité en remplaçant notre notion de "chose" issue du sens commun, selon lequel une chose *a* une histoire et *a* des relations externes avec d'autres choses, par la notion de « processus », qui contient sa propre histoire et ses futurs possibles, et par celle de « relation », qui contient comme partie intégrante de ce qu'elle est ses liens avec d'autres relations. (Ollman, 2005, p. 24)

Ce jeu de la dialectique offre à Armand Mattelart de penser l'*historicité* et les contradictions du processus historique, que rappelle Fabien Granjon (2014), à l'écart de toute linéarité dans l'analyse : « [...] Avec la dialectique, le temps historique se trouve à la croisée d'un passé qui éclaire le présent, de l'objectivité présente des rapports sociaux et des horizons d'attente susceptibles de définir un futur ».

Histoire, périodisation et linéarité

Maurice Merleau-Ponty (2000) l'enseigne, les fresques historiques ne s'interdisent pas la segmentation des époques, mais avec prudence : « [car] le sens de l'histoire est à chaque pas menacé de dévier et a besoin d'être sans cesse réinterprété. Le courant principal n'est jamais sans contre-courants ni tourbillons. Il n'est même pas donné comme un fait. Il ne se révèle qu'à travers les asymétries, des survivances, des diversions, des régressions ».

Armand Mattelart se montre très réservé à son tour vis-à-vis de toute périodisation, trop souvent univoque et globale, notamment à partir d'une histoire des techniques qui ne prendrait en compte qu'un seul déterminant. L'artifice fait le lit des techno-utopies. Ainsi, son *Histoire des théories de la communication*, rédigée avec Michèle Mattelart (1995), refuse toute approche par trop chronologique : « Flux et reflux de problématiques interdisent de concevoir cette trajectoire de façon linéaire. Si notre démarche suit un principe d'ordonnement minimal par ordre d'apparition de ces écoles, courants ou tendances, [elle] entend insister sur la circularité des problématiques de recherches » (Mattelart, Armand et Michèle, 1995, introduction).

Patrice Flichy témoigne de la même réserve à l'encontre de ces périodisations universelles qui prétendent englober toute l'histoire de l'humanité, telle que les entreprennent Marshall McLuhan ou Nicholas Negroponte (1997) autour de la substitution de la communication

numérique à la télévision de masse. L'auteur témoigne ainsi de sa surprise à retrouver la même substitution d'une « vidéosphère » à la « graphosphère » au passage du millénaire dans la prédiction des médiologues : plutôt que de débattre du découpage du temps de la communication, il convient de mieux étudier « [...] les nœuds des lignes temporelles, ces moments où plusieurs événements forts rentrent en résonance, où des lignées historiques se croisent et parfois se nouent » (Flichy, 1999, p. 31).

Tristan Mattelart pourfend encore l'opposition binaire que Brian McNair (2006) établit pour historiquement caractériser l'environnement dans lequel est produite et distribuée l'information internationale : depuis l'Université du Queensland de Brisbane, ce dernier multiplie ainsi les distinctions, entre « un avant » et « un après » l'essor du Web ; entre « hiérarchie *versus* réseau » ; « rareté *versus* abondance de l'information » ; « exclusivité *versus* accessibilité » ; « homogénéité *versus* hétérogénéité ».

Olivier Koch (2015) dénonce à son tour les « transitologues » et leur modèle normatif d'analyse, comme nous l'avons ensuite pareillement regretté (Cabedoche, 2019d) : à partir des années quatre-vingt-dix, la modélisation est en effet appelée, largement pourfendue depuis (Dobry, 2000 ; Dufy et Thiriot, 2013) pour juger des transitions démocratiques – à l'Est comme au Sud – jusqu'à l'étape ultime d'une démocratie accomplie, incarnée dans la référence libérale des pays ouest-européens et nord-américains. Dans la littérature anglophone, les exemples sont nombreux encore de ces exercices gratuits de périodisation, entre libéralisation, transition et consolidation, par exemple chez Guillermo O'Donnel, Philippe Schmitter et Laurence Whitehead (O'Donnel, Schmitter et Whitehead, 1986 ; O'Donnel, 1999), Juan Linz et Alfred Stepan (1996) ou Doh Chull Shin (1994). Ces réductions linéaires sont à l'origine de disqualifications inévitables en termes de manques par rapport à l'*idéaltypique* ainsi constitué comme étape ultime, alors qu'il convient plutôt d'aiguiser la compréhension des singularités de chaque situation. Thomas Carothers (2002) dénonce avec pertinence la nature éminemment ethnocentrique, linéaire et instrumentalisée du séquençement, quand sur le terrain, rien n'est aussi tranché, périodiquement et structurellement : « [...] la plupart des pays en transition [...] ne sont ni dictatoriaux, ni clairement orientés vers la démocratie ».

Richard Banegas (1993) le rappelle encore : les transitions démocratiques constituent des conjonctures historiques singularisées par... l'incertitude de leur évolution et de leur finalité. En février 2022, c'est

encore cette référence pesante à un modèle politique universel incarné qui voit une partie de la population malienne rejoindre la critique conduite par la junte nouvellement au pouvoir dans le pays : le rappel au retour à l'État de droit au Mali ne consacrerait ainsi que la posture surplombante et néocoloniale de « sauveur du monde », classiquement adoptée par l'ancienne puissance coloniale française. En substitution de cette incarnation, certaines utopies historiques maliennes comme la Chartre du Manden du début du XIII^e siècle relevant d'une pensée patrimoniale respectueuse de l'environnement peuvent alors configurer l'alternative (Joly, 2010). En ce même février 2022, les événements d'Ukraine précipitent une lecture croissante de l'avenir de la planète – jusque-là imaginé depuis les « démocraties molles européennes et états-uniennes » oublieuse des « autres démocraties » (Sen, 2005) – basculant progressivement du côté de l'Asie du Sud-Est, de l'Inde, du « monde islamique » et de l'Afrique. Voire de la Russie ! De son côté, Wang Huning réussit à convaincre Xi Jinping du retour nécessaire à l'histoire de la culture chinoise dans ses structures synchroniques et diachroniques, pour ne pas en rester à une vie politique uniquement déterminée par des facteurs « matériels », tels que les institutions, les systèmes, le pouvoir et les normes (Wang, 1988).

Quant au rôle des médias en faveur du changement social, il ne peut être analysé dans l'absolu. Il est à la fois dérisoire et prétentieux d'en proposer la moindre grille d'analyse de manière détachée des contingences, dont certaines relèvent de l'histoire. C'est-à-dire sans tenir compte de la spécificité de leur marché, des rapports entre partis politiques et journalistes, de l'état du professionnalisme journalistique, du degré d'intervention de l'État et des relations d'influence de la géopolitique à l'échelle mondiale, tous parfois établis dans la durée. La prévention invite en même temps à la nuance et impose l'analyse *pro tempore* et *in situ*, selon qu'il s'agisse des pays latino-américains, est-asiatiques, africains et arabes et selon l'évolution des stratégies des acteurs et la versatilité de leurs tactiques d'ajustement.

Ainsi, leur périodisation à peine établie pour définir la communication internationale pour le développement, les auteurs se reprennent aussitôt, pour ne pas la rigidifier : « Cette tentative de découpage, trop grossière, ne rend certes pas compte des avenues très diverses empruntées par la recherche universitaire de la CID [communication internationale pour le développement] au niveau des territoires, des théories, des objets ou des institutions » (Rico de Sotelo et Kane, 2011).

La vigilance doit être constante, que réclame encore Armand Mattelart : la prégnance croissante des logiques managériales comme de leurs multiples déclinaisons technicistes d'une part, les dérives des *Cultural Studies* vers des positions culturalistes qui les éloignent des postures historicisées des Raymond Williams et Edward P. Thompson d'autre part, encomrent toujours de leur amnésie les élaborations de la « communauté scientifique mondiale ».

Bernard Miège et Armand Mattelart se rejoignent ainsi, contributeurs féconds des sciences de l'information et de la communication depuis la France : partant des logiques sociales qui rencontrent les objets techniques et se sédimentent en eux, les processus révélés s'avèrent ainsi complexes, engagés de longue date. La reconnaissance de l'avancée contemporaine – incontestable – des technologies de l'information et de la communication à l'échelle mondiale ne procède donc pas de l'élaboration d'un répertoire chronologique visant à systématiquement caractériser des sauts, des ruptures et des innovations.

La posture est également reconnaissable chez Jean-Christophe Ekambo, relisant l'accompagnement paradoxal des journaux protestants de la fin du XIX^e siècle en vue de l'émancipation des colonisés belgo-congolais ; Gaëtan Tremblay, séduit depuis le Québec à l'idée de « retourner le sablier dans les deux sens » ; Ilya Kiriya, enjambant le stalinisme pour relier l'autoritarisme de la Russie contemporaine au tsarisme ; Daya Kishan Thussu, identifiant continuité et ruptures de ce qu'il désigne encore depuis Hong Kong par communication internationale ; Larbi Chouikha, se saisissant des médias dans la durée pour analyser les enjeux contemporains depuis la Tunisie ; Zhao Yuezhi, croisant une perspective historique et comparative pour lire le système médiatique chinois, etc.

Un auteur émerge du vivier. Historien, écrivant jusqu'après le troisième quart du XX^e siècle, Fernand Braudel marque aujourd'hui des générations de chercheurs. Son œuvre propose tout un arsenal méthodologique correspondant aux exigences attendues, pour une exploration prometteuse des enjeux croisés de la communication à l'échelle mondiale. La genèse de l'économie mondialisée contemporaine s'en trouve éclairée.

Ainsi, à l'entrée de la deuxième moitié du XX^e siècle, les auteurs prennent distance avec l'appellation « économie internationale », à la fois réductrice et fourre-tout. En 1958, François Perroux lui préfère l'expression « économie mondiale » (Perroux, 1958) et Jean Halpérin (1961) parle de « l'économie totale ». Mais c'est avant eux que Fernand

Braudel tranche déjà en 1949, précisant lui-même ne pas traiter de « l'économie-mondiale » qui ne consacre qu'un constat : celui de l'extension de l'activité de l'homme à la terre entière. L'expression « mondialisation » agit pareillement et paradoxalement de façon statique chez les auteurs de la fin du millénaire, comme plus tôt, le « marché de tout l'univers » chez Jean-Charles Léonard Simonde de Sismondi : dans la première moitié du XIX^e siècle en effet, ce dernier auteur en propose la formulation pour dépasser l'isolement des nations (Simonde Sismondi, 1837, p. 13), sans plus de construction théorique que l'injonction à une réflexion centrée sur « la recherche du bonheur de l'homme » [*sic* !], étendue sans distinction à la société humaine tout entière (*ibid.*, p. 448).

Au contraire, *l'économie-monde* de Fernand Braudel obéit à une structuration de la pensée, précise et éclairante, au moins pour une partie significative de la planète.

10.1.2. L'économie-monde, caractéristique de l'évolution d'une partie significative de la planète

Caractériser « l'espace-monde » et « le temps du monde » n'est pas une entreprise aisée. Fernand Braudel (1979) l'avoue lui-même, conscient de ce que dans tous les débats sérieux, les mots sont rois. Trente ans après sa première référence au concept, *l'économie-monde* garde sa pertinence pour lire les enjeux liés à l'évolution du monde.

Économie-monde est né de la traduction – « faute de mieux », selon Fernand Braudel lui-même – de l'allemand *Weltwirtschaft*, dont l'expression est formalisée depuis 1933 par Fritz Rörig (1933). Une *économie-monde* ne met en cause qu'un morceau de la planète. Mais celui-ci représente une énorme surface : la plus vaste zone de cohérence à une époque donnée et dans une partie donnée du monde. Elle regroupe ainsi une somme d'espaces individualisés autonomes, économiques et non économiques, qui constituent un univers en soi. Tout n'y est pas strictement ordonné.

Malgré l'hétérogénéité de constitution des espaces politiques et culturels différents qu'elle englobe, cette *économie-monde* se démarque de l'extérieur par l'ordre qu'elle dessine et qui constitue un système propre. Ainsi, un État-ville, une région, un pôle s'imposent, décisifs. Ils constituent un *centre*, qui fournit l'impulsion aux autres et dont les échanges confèrent une certaine unité organique. C'est autour de ce *centre* économique que se déclinent une *semi-périphérie* et une

périphérie. La *semi-périphérie* constitue une zone intermédiaire aux alentours de la ville ou de la nation dominantes. La *périphérie* désigne la zone participante, dépendant économiquement du *centre*. Le reste représente la *marge*, laquelle, dans la division du travail qui caractérise l'*économie-monde*, se trouve dépendante plutôt que participante.

Historiquement, cette *économie-monde* ne se dispose pas dans les mêmes configurations. De fait, les processus de décentrage/recentrage ne sont pas fréquents qui, par leur importance, consacrent une nouvelle *économie-monde*. Par exemple, le *centre* méditerranéen constitue au *xiv^e* siècle un quadrilatère urbain très étroit, autour de quelques villes (Venise, Milan, Gênes, Florence), chacune pesant d'un poids variable et entraînant sa voisine dans ses relations de rivalités et de discordes. Le décentrage suivant s'exerce pour trois siècles à partir de Venise, successivement vers Anvers en 1500, Gênes en 1550, puis Amsterdam en 1600.

Fernand Braudel parvient ainsi à analyser la lente émergence d'une *économie-monde* autonome, à l'aube du capitalisme, structurée avec les grandes découvertes au *xv^e* siècle qui assurent la connexion entre les différentes sociétés de la Terre. Le processus n'est donc pas linéaire et le capitalisme marchand ne caractérise pas la forme ancienne des *économies-monde*. Mais à partir de 1870, un espace mondial des échanges et des communications se met en place, au sein duquel les impératifs du commerce à longue distance – avec leurs phénomènes corrélatifs d'accumulation du capital – jouent désormais un rôle majeur.

C'est donc à son insertion dans l'*économie-monde* que le capitalisme doit sa dynamique à l'époque contemporaine. De cette façon, au-delà du marché fourni par les petits producteurs et les consommateurs, les capitalistes tentent de réaliser un profit en imposant un échange inégal, par le moyen de monopoles, de cartels, de privilèges de droit et de fait. Fernand Braudel définit alors les caractéristiques de ce capitalisme inséré dans une *économie-monde*, autour des privilèges d'un petit nombre et de l'accumulation de puissance, résultats et indicateurs de la supériorité, sociale, politique et culturelle de ce groupe sur les autres. Ainsi, ces évolutions historiques de l'*économie-monde* constituent les matrices du capitalisme européen, puis mondial. Telle se lit l'histoire profonde du monde selon Fernand Braudel, plutôt qu'à partir de la mise en avant, lyrique, d'une disposition d'esprit – rationalisme des bourgeois ou esprit créatif des entrepreneurs – chère à Max Weber et Werner Sombart (Mager, 2009).

La reconnaissance d'une filiation braudelienne est évidente s'agissant des chercheurs participant au développement des sciences de l'information et de la communication en France. Elle est expressément revendiquée par Armand Mattelart. Mais peuvent être également reconnus dans la continuité intellectuelle de l'œuvre de l'historien, au moins à certaines inflexions de leurs travaux : Jean Meyriat, dans son élaboration théorique en documentation ; Patrice Flichy, dans son histoire de la communication moderne ; Paul Rasse, dans sa recherche d'une anthropologie de la communication ; Fabien Granjon, dans sa lecture critique des sciences de l'information et de la communication ; Julie Bouchard, dans son analyse de discours sur la recherche ; Josiane Jouët, dans son retour sur la sociologie des usages, etc.

L'héritage est d'autant plus assuré qu'à l'exigence du temps long contre les « oscillations brèves, rapides, nerveuses » de l'histoire événementielle, l'historien de « l'école des Annales » ajoute la priorité accordée au terrain et à l'observation concrète, méthodologiquement nourrie des apports des sciences humaines et parallèlement à la dimension épistémologique de l'œuvre. Qui plus est, la démarche de l'auteur introduit la variable de l'échange social pour comprendre le développement des *économies-monde*, dont la taille, la cohérence et le développement dépendent aussi, pour une part, des technologies existantes en communication (cheval, barque, pigeon, avion...) et de leur constitution en réseaux (train, télégraphe, téléphone, Internet...).

Depuis le Chili où il enseigne d'abord, Armand Mattelart est donc déjà disposé à l'interdisciplinarité recommandée par Fernand Braudel, et préparé au saut disciplinaire qu'il ne tarde pas à accomplir depuis la démographie, pour nourrir la réflexion académique communicationnelle. Une nouvelle filiation théorique et conceptuelle doit alors être établie, majeure pour la compréhension des enjeux à l'échelle mondiale, qui renvoie au *système-monde* d'Immanuel Wallerstein. C'est effectivement à partir de cette référence au sociologue états-unien qu'Armand Mattelart passe du *système-monde* à la *communication-monde*.

10.2. Le glissement du *système-monde* d'Immanuel Wallerstein à la *communication-monde* d'Armand Mattelart

Paradoxalement, la proposition théorique et conceptuelle d'Immanuel Wallerstein s'inscrit en opposition avec la théorie générale des systèmes.

10.2.1. *L'antisystémisme du système-monde d'Immanuel Wallerstein*

Il arrive qu'Armand Mattelart parle de « systèmes de communication ». La référence paraît surprenante, si elle renvoie au systémisme, largement rejeté par la pensée critique en sciences de l'information et de la communication.

Systémisme et système-monde

La proposition systémique – qui considère l'*entropie* comme un dérèglement du système plutôt que le résultat du dysfonctionnement d'un des acteurs (Meunier, 2003) – présente l'avantage de considérer tout un ensemble complexe d'interactions entre sous-systèmes, au sein d'un système plus grand. Elle invite à se départir de l'obsession cartésienne de la recherche d'une causalité première, explicative de tout phénomène et à établir des liens logiques entre les facteurs. Le systémisme fait le pari d'une intelligence possible du monde, à la condition de se saisir des relations que développent entre elles les différentes parties des ensembles organisés.

Ainsi définie, l'offre systémique inspire plusieurs disciplines, par exemple les sciences politiques avec David Easton (1965). Elle nourrit de nombreux travaux – de valeur parfois décevante – ainsi que la théorie systémique de l'école de Palo Alto.

Mais en réaction à la théorie générale des systèmes de Ludwig von Bertalanffy (1968), le systémisme est déjà décrié pour son anti-humanisme, ignorant ce qui constitue la source du système et de la réalité observée, à savoir « l'intériorité humaine » (Nifle, 2020). La critique résonne encore de la distanciation radicale entreprise par les pionniers de l'école de Francfort : la posture systémique s'interdit de discuter le système en soi et un *au-delà* du système, alors que le questionnement – chez Theodor Adorno et Max Horkheimer – devrait au contraire être porté principalement à ce niveau. Plus récemment, c'est le schéma *input/output* qui subit la critique, renvoyant au rêve états-unien d'une modernité généralisée, dont le modèle rationnel-légal éluderait le questionnement de la politique comme lieu intrinsèque de tensions, de rapports de force et de la domination des uns sur les autres : « Le schéma eastonien n'est finalement qu'une représentation,

en termes modernes et même à la mode, de la vieille vision libérale classique » (Polin, 1970-1971).

La référence offre un premier point de repérage chronologique, pour la construction d'une pensée critique. En partant du dogme de la souveraineté nationale – qui voit les États comme « autant d'atomes en parfaite liberté, logiquement séparés les uns des autres » – le systémisme ouvre la porte d'une énigme terminologique, embarrassante pour les internationalistes et jusque-là, peu éclairante :

En le qualifiant [le système international] couramment de « post-bipolaire », on nous renseigne étrangement sur son passé, sans nous instruire de ce qu'il est advenu, ni de l'évolution qui risque d'être la sienne [...]. Les premiers aiment à parler de « multipolarité », les seconds osent « uni-multipolarité », « inter-polarité », les uns et les autres se retrouvant parfois sur le concept d'« unipolarité », pour le dénoncer, le flatter ou simplement le contempler. (Badie, 2013)

Ce sont donc des lectures rigides qui précipitent la critique du systémisme, pensant outrancièrement avoir arrêté une « explication globale et complète de la réalité politique », alors que la réflexion systémique se veut plus modeste, de l'ordre de la contribution avec d'autres approches, plutôt que de l'ordre de l'exhaustivité.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas cette ouverture de la réflexion systémique qui inspire Armand Mattelart, mais le *système-monde* auquel il accède à la lecture d'Immanuel Wallerstein (1976-1980-1989), dans le prolongement et le complément de *l'économie-monde* de Fernand Braudel, comme le reconnaissent aussi bien Carlos Martínez-Vela (2001) depuis El Paso au Texas et Rapti Mishra (2013) depuis New Delhi.

Sur ce plan, le dessein du sociologue états-unien, historien de l'économie, est sans ambiguïté : Immanuel Wallerstein ancre son premier ouvrage dans une approche radicalement anti-système du fonctionnement des sociétés humaines (Wallerstein, 1980). Les rapports capitalistes ne constituent pas un tout fermé et achevé, c'est-à-dire un modèle reproductible et transposable dans le temps et l'espace. Ils sont une histoire, celle du capitalisme qui s'inscrit dans un univers hiérarchisé et permet l'éclosion et le développement des rapports capitalistes. Il s'agit d'une *économie-monde*.

Système-monde et économie-monde

L'anti-systémisme d'Immanuel Wallerstein part d'un constat : avant que l'*économie-monde* capitaliste ne gagne la terre, plusieurs formes de *systèmes-monde* existent simultanément, au moins à l'état embryonnaire, comme la Russie d'Ivan IV au xvi^e siècle ou la Chine bureaucratique et marchande : des *empires-monde* dans lesquels figure un seul système politique coexistent donc avec l'*économie-monde* capitaliste en expansion, laquelle ne répond pas à cette caractéristique d'un système politique unique. L'économiste Serge Latouche (1986) le relève : la vision historique du capitalisme chez Immanuel Wallerstein est aux antipodes à la fois de la conception systémique et anhistorique de la science économique traditionnelle, et de la théorie structuralo-marxiste du mode de production en tant que « totalité articulée » que défend Louis Althusser.

La première référence conceptuelle en France au *système-monde* renvoie en fait à un géographe français, Olivier Dollfus (1984), professeur à la Sorbonne, appelant au dialogue entre disciplines scientifiques. Son apport vise à éclairer l'échange généralisé entre les différentes parties du monde, marqué notamment par la vitesse de la circulation de l'information : « le temps du monde fini commence ».

Armand Mattelart ne fait pas référence à Olivier Dollfus. Mais sensible à une archéologie des concepts, doublée de celle des faits, il lui arrive de parler d'*espace-monde* : « [...] la connaissance et la conscience de ce qui advient dans l'*espace-monde* [nos italiques] en formation sont en effet indispensables pour combattre les formes multiples que revêt l'exclusion de l'autre, ici comme ailleurs » (Mattelart, 1992, avant-propos).

En fait, la référence historique au *système-monde* est André-Gunder Frank (1970), auquel certains attribuent la paternité du concept. Mais c'est Immanuel Wallerstein qui offre l'inspiration à retenir pour l'élaboration d'une pensée critique, en complément de l'*économie-monde* de Fernand Braudel.

Dans un premier document fondateur datant de 1974, Immanuel Wallerstein repositionne le cadre théorique de l'*économie-monde* comme constituant le *système-monde* moderne, qui se distingue de l'*empire-monde* (l'Empire ottoman, par exemple), apparu le premier. L'unité de cet *empire-monde* est essentiellement politique, résultant de l'intégration des différentes unités qui le composent dans et par une même structure étatique, voire culturelle sous l'effet d'une langue et/ou d'une religion, fédératrices.

Au contraire, l'*économie-monde* moderne n'est pas unifiée. Politiquement, elle est fragmentée en une multitude de pouvoirs autonomes et souverains, ce qui fait aussi sa force. Culturellement, elle tolère la diversité de langue, de religion, encore qu'elle puisse aussi témoigner d'une tendance à l'uniformisation culturelle dans une géoculture (Wallerstein, 2006, p. 44). Celle-ci est portée par une *lingua franca*, comme l'anglais dont nous avons précédemment pointé la différence idéologique par rapport au latin de l'époque de l'*empire-monde* romain (chapitre 2). La taille de cette *économie-monde* est fonction de l'état de la technologie, en particulier des possibilités de transport et de communication dans ses limites.

À terme, l'auteur n'exclut pas qu'une troisième forme de *système-monde* apparaisse : celle d'un gouvernement socialiste mondial, qui intégrerait les niveaux de prise de décision économique et politique (Wallerstein, 1976, p. 229-233) et que la Chine de Xi Jinping pourrait aujourd'hui préfigurer avec le nouveau modèle de contrat social qu'elle propose au monde entier.²

L'apport essentiel d'Immanuel Wallerstein réside dans le repérage de deux caractéristiques qui expliquent le *process* d'unification au sein de l'*économie-monde* contemporaine. D'un côté, les différentes unités sociopolitiques qui la composent organisent des relations d'échange marchand régulières et intenses. Fernand Braudel ne le développe pas, mais Immanuel Wallerstein insiste : une division du travail se met en place entre ces unités composant l'*économie-monde*, qui les rend mutuellement interdépendantes. « Nous appelons *économie-monde* une importante zone géographique au sein de laquelle il existe une division du travail, et, donc, non seulement des échanges de produits de base ou de première nécessité, mais aussi des flux de travail et de capital [notre traduction] ».

Immanuel Wallerstein explique ainsi la longévité exceptionnelle du type de *système-monde* qui se développe à partir de l'Europe entre le xv^e et le xvii^e siècle, à la différence des *empires-monde*. Cette *économie-monde* européenne offre la caractéristique d'une division spatiale entre les différentes unités autonomes (un système d'États) et une tendance à l'accumulation illimitée du capital, qui la conduit à repousser en permanence ses limites spatiales.

2 « The only alternative world-system that could maintain a high level of productivity and change the system of distribution would involve the reintegration of the levels of political and economic decision-making. This would constitute a third possible form of world-system, a socialist world government. This is not a form that presently exists [...] ».

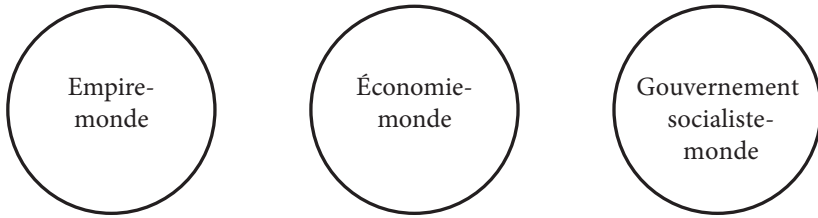


Figure 10. Les systèmes monde chez Immanuel Wallerstein.

Ainsi, cette *économie-monde* n'assure sa durabilité que grâce au capitalisme, dont le développement à l'inverse n'est possible que dans le cadre de celle-ci. Réservant l'appellation *économie-monde* pour la seule époque contemporaine, Immanuel Wallerstein reprend la distinction dégagée par Fernand Braudel entre *centre* et *périphérie*, dont la paternité de l'expression revient en fait au Franco-Égyptien Samir Amin (Latouche, 1986, p. 228). Les *process* de production centraux s'assurent une meilleure rentabilité par leur position oligopolistique, voire monopolistique. Cette hégémonie consacre l'échange inégal que subissent les *process* périphériques, moins rentables sur des marchés désormais devenus hyperconcurrentiels à une échelle supranationale et poussés à des transferts de valeur vers les *process* du *centre*.

Centre vs périphérie

L'opposition *centre/périphérie* et l'échange inégal qui la caractérise étendent finalement les *process* de production aux jeux entre États. Les États-clés du *centre* de l'*économie-monde* tendent à concentrer les *process* de production oligopolistique. Ceux de la *périphérie* – que l'auteur regroupe en « zones périphériques » eu égard à la non-existence de l'État indigène en situation coloniale ou à son faible degré d'autonomie en situation néocoloniale – se disputent les *process* de production les plus concurrentiels.

Immanuel Wallerstein précise les distinctions au-delà de ces catégories de *centre* et de *périphérie*. Ainsi, les États *semi-périphériques* (anciens États centraux en régression ou États périphériques en ascension) travaillent à étendre, renforcer, diversifier les *process* de production établis sur leur territoire et à se débarrasser des *process* périphériques. L'intérêt de la définition de cette troisième catégorie d'États intermédiaires réside dans le fait que la hiérarchie des

États au sein de cette *économie-monde* ne s'y présente ni rigide ni définitive.

Par ailleurs, à la différence des zones périphériques, des zones *marges* se révèlent non intégrées à l'*économie-monde* capitaliste, tant que celle-ci n'est pas devenue totalement planétaire. La réserve renvoie à l'idée que l'*économie-monde* contemporaine rencontre des phases d'expansion, comme de contraction. Elle présente une restructuration géographique continue au sein de l'économie capitaliste, qui fonctionne aussi à l'élargissement au cours du temps.

Ainsi, toute hégémonie étant condamnée à long terme, la temporalité politique de l'*économie-monde* capitaliste est celle d'une succession de cycles hégémoniques. Le processus de développement d'une *économie-monde* entraîne des avancées technologiques qui permettent d'élargir les frontières de celle-ci. Dans ce cas, certaines régions du monde changent leur rôle structurel dans l'*économie-monde*, à leur avantage, même si simultanément, la disparité des récompenses entre les différents secteurs de l'*économie-monde* dans son ensemble se creuse (Wallerstein, 1976, p. 229-233).

L'influence d'Immanuel Wallerstein reste marquante, que ce soit depuis les États-Unis où l'auteur dirige le Centre Fernand-Braudel à l'Université de Binghamton de New York, ou depuis la France où il exerce en tant que chercheur rattaché à la Maison des sciences de l'homme à Paris. Après Moscou, la capitale française constitue alors un des centres – recherché – du radicalisme politique, et ce, particulièrement par les intellectuels africains, asiatiques et afro-américains. Dans les revues agréées, la multitude de notes de lecture consacrées à l'auteur attestent de son influence. Ainsi, la plongée dans le long terme, prolongée depuis Fernand Braudel avec le *système-monde* contemporain, permet à de nombreux auteurs de saisir les lignes de force qui façonnent les sociétés, bien plus que le seul cadre de l'État-nation dans lequel se présente *a priori* la lecture de la communication internationale. Cette perspective historique prévient de réduire les traits majeurs du monde contemporain à des formules trompeuses et simplistes comme le « choc des cultures », « le grand remplacement » ou à des phénomènes certes médiatiquement retentissants, mais non structurants, comme le « monde libre », le « terrorisme ».

Armand Mattelart reconnaît s'être appuyé à la fois sur l'*économie-monde* de Fernand Braudel et sur le *système-monde* d'Immanuel Wallerstein, pour élargir l'analyse de la géohistoire par une approche communicationnelle, absente ou seulement affleurante chez les deux

auteurs, et susceptible d'aider à appréhender les enjeux contemporains à l'échelle de la planète. Ce que l'auteur appelle *communication-monde* consacre ainsi une construction théorique critique, à même de suppléer les confusions autorisées par la terminologie « communication internationale ».

10.2.2. *La communication-monde d'Armand Mattelart, dans un monde multipolaire*

Passé depuis Bruxelles par l'Institut national d'études démographiques (Ined) à Paris créé par Alfred Sauvy (père fondateur par ailleurs du terme « tiers-monde »), Armand Mattelart entreprend cette élaboration conceptuelle et théorique dès sa période de démographe au Chili. L'une de ses premières prises de conscience s'effectue à partir du constat – ému – des effets dramatiques pour les populations, féminines en particulier, des discours de marketing et des modèles de communication organisés depuis les États-Unis. La découverte de ces stratégies discursives pour le contrôle – imposé – des naissances lui révèle, avec son épouse Michèle, une posture marchande des médias de masse, aux antipodes de sa vision ancrée d'une information supposée constituer un service public (Mattelart A., 1967 ; Mattelart A. et Mattelart M., 1968) : à ce moment, c'est effectivement l'explosion démographique qui constitue la principale préoccupation politique internationale, tentée par le néo-malthusianisme.

Armand et Michèle Mattelart repèrent que ces médias de masse travaillent à imposer « l'entrée à marche forcée dans la modernisation ». Le couple marque alors son opposition aux théories de la sociologie diffusionniste et au fonctionnalisme de Charles W. Right auquel – point commun avec Immanuel Wallerstein – Armand Mattelart se confronte directement. Le passage des sciences de la population à l'analyse de la communication s'opère à la faveur du décodage de la dimension idéologique des discours, tel que recommandé par Roland Barthes et auquel les analyses des contenus du quotidien chilien de référence *El Mercurio* renvoient (Mattelart, Mattelart et Piccini, 1970). Le glissement disciplinaire renforce la mise à distance à l'encontre des conceptions lénifiantes d'un progrès social impulsé par les seules technologies, principalement de l'information et de la communication.

Armand Mattelart s'oppose également au pseudo-concept de « village global », lancé en ce milieu des années soixante par le Canadien Marshall McLuhan. L'auteur franco-belge constate que

la formule correspond précisément au lancement du système de satellites *Intelsat*, présenté comme devant « réunir la grande famille humaine ». Pour Armand Mattelart, le saut technologique, ainsi vanté pour sa potentialité communicationnelle humaniste, correspond en réalité à une volonté militaire, principalement impulsée par la guerre du Vietnam en tant que celle-ci cristallise les doctrines contre-insurrectionnelles, forgées au cours des guerres coloniales. Ainsi, les progrès gigantesques de la recherche pour ce qui constitue bientôt Internet sont d'abord développés aux États-Unis, avec l'appui et sous le contrôle de la *Defense Advanced Research Projects Agency*, laquelle relève du département de la Défense.

Le constat de cette corrélation impacte profondément la réflexion théorique critique en communication, notamment sur le terrain de la communication stratégique (Mattelart, 1992, p. 54). L'auteur reconnaît alors l'apport sur ce terrain des analyses d'Immanuel Wallerstein, plus convaincantes pour la compréhension des recompositions mondiales en cours que les propositions de l'école de Palo Alto.

Cette filiation explique qu'Armand Mattelart réserve d'abord son concept de *communication-monde* au phénomène récent de mondialisation, c'est-à-dire de prise de possession progressive de l'*espace-monde* par l'Europe avec la découverte des Amériques. Progressivement cependant, l'auteur redéfinit la communication en tant que partie intégrante d'un monde devenu depuis multipolaire, et qu'il ne s'agit plus de considérer à partir de son seul *centre*, ni selon des rapports définitivement installés.

Communication-monde et multipolarité

Armand Mattelart rejette le déterminisme du modèle marxiste classique – qu'il juge simpliste et auquel il peut un moment s'avouer sensible (Mattelart, 2013, p. 22) – faisant état d'une base économique et d'une suprastructure politique et économique irréductiblement et linéairement liées.

Les controverses qu'Armand Mattelart découvre à la fin des années soixante le font alors converger vers des interrogations voisines de celles de la première génération des *Cultural Studies* et du projet de matérialisme culturel de Raymond Williams (Mattelart et Siegelau, 1979 et 1983). La communication est fondamentalement asymétrique à l'échelle planétaire. Mais l'angle est en train de changer, sous lequel il n'y a pas si longtemps, on aborde encore les *process* et les phénomènes de domination : au-delà de lieux de résistance captant

L'attention des *Cultural Studies*, le constat est celui de lieux qui se déplacent et d'enchevêtrements très complexes, d'ordre hégémonique plutôt que de domination. La communication, qui sert les puissants, n'empêche pas d'assumer des tensions refoulées et des conflits ouverts selon plusieurs axes : classes sociales et catégories sociales, intérêts commerciaux, États, blocs... L'analyse de cette *communication-monde* révèle des contradictions réelles, déclinées simultanément à plusieurs niveaux : locaux, régionaux, nationaux et désormais mondiaux.

La *communication-monde* désigne alors une culture plurivoque de médiations, qui rend possible la gestion des rapports sociaux bien en amont des rapports de force manifestes. La communication de guerre en témoigne, en tant que modèle de base de la réflexion contre-insurrectionnelle, par exemple chez Ithiel de Sola Pool, « penseur de la communication politique » (Mattelart, 1992). Bien que se démarquant sans ambiguïté du projet néo-libéral de ce dernier, Armand Mattelart attribue à la *communication-monde* l'enseignement d'une dépendance qui ne se présente plus comme une fatalité. Ainsi en est-il sur le terrain de l'audiovisuel transnational : Armand Mattelart et les collectifs avec lesquels il travaille y repèrent de nouveaux pôles hégémoniques et de nouvelles recompositions des pouvoirs et redistributions, par exemple dès les années quatre-vingt depuis le Brésil, le Mexique et le Japon (Mattelart, Mattelart et Delcourt, 1983, p. 49 et 97-99).

Sans que le lien ne soit jamais expressément établi, ni avec la lecture d'Immanuel Wallerstein, ni avec celle d'Armand Mattelart, la réflexion alimente ainsi l'élaboration d'une « théorie des industries culturelles et créatives », plus nuancée que les lectures binaires proposées par Theodor Adorno et Max Horkheimer.

Communication-monde et convergences communicationnelles

Comme nous en avons déjà fait état (chapitre 8), la révision invite l'ensemble des analystes critiques des industries culturelles à distinguer chacune de leurs filières pour considérer les recompositions de celles-ci, en leur sein comme en dehors (Huet et coll. 1978 ; Miège, 2000). La concentration oligopolistique laisse ainsi subsister une variété considérable de firmes de petites dimensions, préférant se concentrer à un endroit décisif du cycle production-décision. Les analyses convergent ainsi avec la *communication-monde*, pour inviter les auteurs des sciences de l'information et de la communication à ne

plus lire les médias et la culture de masse comme un système global, comme y procèdent les théoriciens de l'*industrie culturelle*, ou ceux de l'*impérialisme culturel*. Bien qu'il ait approché ces derniers, Armand Mattelart préfère lui aussi considérer un ensemble de réseaux qui pénètrent tous les secteurs de la société, y découpant des aires particulières, y rencontrant des cultures locales et des territoires singuliers³.

Aux apports d'Immanuel Wallerstein, Armand Mattelart ajoute enfin les propositions de Michel de Certeau, lesquelles le renforcent dans l'observation de la longue résistance menée par les peuples indigènes d'Amérique latine, s'appropriant à leur manière les liturgies que leur imposaient les missionnaires. Michel de Certeau est aujourd'hui une référence incontournable pour qui s'intéresse aux jeux des acteurs à l'échelle de la planète depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette prise en compte de la communication stratégique est particulièrement manifeste dans le déploiement de l'ensemble des théories critiques, constitutives des sciences de l'information et de la communication en France. Ainsi, les « arts de faire » permettent de distinguer la stratégie, cadre imposé par les puissants, sans que cette reconnaissance de l'implacabilité du cadre ne consacre un déterminisme absolu face auquel les acteurs seraient définitivement soumis, sans potentialités tacticiennes pour échapper à ces normes.

La sensibilité d'Armand Mattelart s'exprime ainsi chez l'auteur qui, devenu conseiller du gouvernement d'Unité Populaire au Chili, s'intéresse à la stratégie de l'adversaire : d'abord sans réponse face aux réformes alors entreprises par le nouveau pouvoir (réforme agraire, nationalisation des mines de cuivre, etc.), l'opposition représentée par les partis conservateurs et la Démocratie chrétienne dérobe ensuite « à la gauche son patrimoine territorial », la « rue », ainsi que ses dispositifs politiques d'occupation et ses forces d'animation syndicale et professionnelle. Armand Mattelart en présente l'analyse dans le film *La spirale* qu'il encadre scientifiquement en 1976, pour dénoncer le système médiatique ayant contribué au coup d'État contre Salvador Allende⁴. C'est précisément en référence à un modèle de simulation *Politica*, construit à la demande du Pentagone en 1965, qu'est conçue la structure narrative du film (Mattelart, 2013, p. 21).

3 Cf. Robert MAGGIORI et Jean-Baptiste MARONGIU. « Interview d'Armand Mattelart : la communication-monde », *Libération*, 27 février 1992, pages « Livres ».

4 *La Spirale* (1976), film documentaire d'Armand Mattelart, Jacqueline Meppiel et Valérie Mayoux, avec la collaboration de Chris Marker.

La richesse de l'élaboration théorique d'Armand Mattelart contribue largement à l'intérêt que depuis la France, certains animateurs des sciences de l'information et de la communication portent à la réflexion hors frontières. Du fait de cette ouverture, l'œuvre de l'auteur est également largement répertoriée dans les pays anglo-saxons. Ayant rédigé une bonne partie de son écriture en espagnol et eu égard à la qualité de sa réflexion, Armand Mattelart est distingué, en bonne place, aux côtés des Cesar Bolaño, Francisco Sierra, Enrique Bustamante, Vincent Mosco, Ramón Zallo, Delia Crovi Druetta... Sa référence aide à faire connaître la profondeur de la recherche latino-américaine dans l'élaboration de l'économie critique de la communication, parallèlement aux Philip Schlesinger, Gaëtan Tremblay, Michael Herschmann... De son côté, l'universitaire néerlandais Cees Hamelink (2015, p. 1-20) attribue à l'auteur franco-belge l'inspiration de son chapitre « What is global communication ? », dans sa propre réflexion critique sur les phénomènes de pouvoir en jeu dans la communication à l'échelle mondiale. L'auteur de *L'invention de la communication* inspire encore le titre de chapitres consacrés à Michel Foucault. Le sociologue indo-britannique Arjun Appadurai estime enfin que pour comprendre les enjeux de la communication globale, la *communication-monde* d'Armand Mattelart est du même acabit que ce qu'Edward Saïd apporte à la critique de l'*Orientalisme* et Michel Foucault à la compréhension du dispositif disciplinaire moderne⁵.

Armand Mattelart ne le dit pas expressément. Mais nourrie de cette perspective, la précision introduite par la *communication-monde* se justifie dans l'analyse critique concernant les problématiques les plus larges : les industries culturelles et leur déploiement ; les médias considérés en tant que médiations ; les dispositifs numériques susceptibles de constituer un *espace public sociétal* ou de conduire à une « société de surveillance » et à l'extension de la cybercriminalité ; les usages et pratiques des technologies de l'information et de la communication et leur foisonnement ; les productions discursives relatives à la gouvernance internationale ; la mobilisation des discours managériaux, dont se sont déjà emparées les sciences de la gestion et de la disposition des organisations en réseaux face à la mondialisation croissante des marchés, etc.

5 Propos d'Arjun Appadurai dans l'édition anglaise d'Armand MATTELART (1997). *Mapping World Communication: War, Progress, and Culture*, Minneapolis, Minnesota University Press.

C'est aussi à partir de cette perspective que la distance se forge à l'encontre des notions trop globalisantes – dont la « globalisation » – pour être qualifiées de concepts⁶. Armand Mattelart stigmatise systématiquement encore les consécrationes disposées par les organisations internationales, notamment par l'UNESCO : la « diversité culturelle » (Mattelart, 2005), comme y procèdent parallèlement Tristan Mattelart, Bernard Miège, Missè Missè ; « l'âge de l'information », également confondu par Bernard Miège ; la « communication pour le développement », particulièrement rediscutée par Missè Missè ; le « Nouvel ordre mondial de l'information », que nous-même avons remis en perspective à l'instar de Kaarle Nordenstreng, Daya Kishan Thussu, Enrique E. Sánchez-Ruiz (Cabedoche, 2011a) ; « l'authenticité culturelle », que déconstruit parallèlement Jean-Christien Ekambo ; enfin la fameuse « société de l'information », dont les critiques sont incessantes depuis le déploiement de la discipline à partir de la France, synthétisées par Yves Jeanneret, Pierre Musso, Patrick-Yves Badillo, etc.

Reste aujourd'hui à redéfinir cette *communication-monde* à partir des repositionnements et vellétés russes, indiens, chinois... vis-à-vis de l'*économie-monde* moderne ayant principalement caractérisé la seconde moitié du xx^e siècle, pour dépasser l'imprécision de son évolution au xxi^e siècle, regrettée par Bertrand Badie.

6 Armand Mattelart. « Qui contrôle les concepts ? », *Le Monde diplomatique*, août 2007, p. 23.

De la « communication internationale » à la *communication-monde*

Les métadiscours produits par les acteurs de la communication internationale peuvent servir d'antichambre à la réflexion scientifique sur la communication à l'échelle planétaire. De la même façon, les discours médiatiques peuvent accueillir un infrarécit, susceptible d'offrir la tribune sur le rapport sciences/société que les chercheurs ne sont pas toujours prêts à convoquer directement au sein de leur laboratoire, voire de leur société savante. Car les rapports de force caractérisent aussi l'institutionnalisation sociale d'une discipline. Comme au sein de l'organisation médiatique, cette dernière connaît ces tentatives de soumission de *l'homo academicus communicans* aux mêmes velléités d'encadrement normatif de sa production par ses propres autorités de contrôle, dont les légitimités ne sont pas toutes seulement justifiées par la production désintéressée de la connaissance et sa nécessaire structuration.

Pendant, l'inscription disciplinaire offre la distanciation requise face aux errements des discours publics des acteurs – construits ou rapportés par les journalistes – saisis par l'international sur le terrain des enjeux de la communication et, de ce fait, participant à la production de *doxa*. Après quelques aléas de reconnaissance sociale et cognitive liés à leur apparition récente dans un paysage disciplinaire déjà bien encombré, les sciences de l'information et de la communication comptent aujourd'hui dans le catalogue des sciences humaines et sociales, au moins depuis la France. Leur maturité progressive

leur permet désormais de se présenter structurantes et de dépasser les pièges des récits descriptifs, rapports de consultance prescriptifs, essais parfois gratuits et péremptaires, polémiques provocatrices et courses éperdues après l'actualité que traduisent les « analyses » des discours politiques, par exemple électoraux et des médias généralistes, surtout quand elles relèvent des formats de la télévision en continu. Toutes ces productions discursives se perdent dans une référence commune à une communication internationale devenue un fourre-tout particulièrement obscurcissant. Participant en outre des jeux et redéfinitions des rapports de puissance entre acteurs – voire entre États – ces références triviales, si elles produisent des effets de sens, n'offrent pas systématiquement la lecture pointue attendue des enjeux communicationnels en cours à l'échelle planétaire, au-delà de leur statut d'objet pour la recherche.

Pour autant, la discipline n'entend pas s'afficher surplombante. La nature intrinsèquement interdisciplinaire des sciences de l'information et de la communication en France conduit à procéder au glissement de ses paradigmes, jusqu'à parler de médiation de l'information scientifique et technique. Prônant avec Jürgen Habermas une approche *pragmatique* du rapport sciences/société plutôt que *décisionniste* ou *technocratique*, les chercheurs envisagent l'échange en interaction avec d'autres formes de légitimités de paroles, non scientifiques, sans aucunement confondre les unes avec les autres, ni se laisser abuser par les proximités qui pourraient être trop rapidement établies entre les différentes natures des argumentaires. Les travaux traitant de la culture des sciences en Europe insistent sur cette évolution des paradigmes désignant la valorisation des savoirs dans l'espace public. Le temps n'est plus de cette époque où, du haut de sa superbe, le savant du XIX^e siècle enjoint encore au profane de dormir tranquille, la science « veillant » sur lui !

Aujourd'hui et eu égard à la hauteur des enjeux que le niveau planétaire révèle, un certain nombre de citoyens entendent s'engager dans un processus d'implication constitué de droits et de devoirs. Délaisant un modèle institué de *Public Understanding of Science* (PUS), axé autour de la compréhension des énoncés et de l'appropriation des innovations technoscientifiques, les expérimentations aspirent désormais à un *Public Engagement with Science* (PES), qui ne serait plus vertical, pour relever de la médiation. Il ne s'agit plus de faire rencontrer la science et la société, mais de « considérer la science dans la société ». De ce fait, l'activité des chercheurs déborde le cadre

des seules élaborations théoriques pour autoriser des engagements sociétaux, directement sur ce terrain de la médiation.

C'est ce potentiel que Bruno Latour (1992) et Michel Callon (1986) explorent depuis la fin du ^{xx}e siècle avec la *sociologie de la traduction*, et qu'Alan Sokal ne parvient pas à digérer dans sa critique contre les savoirs non cumulatifs et le postmodernisme français. Ainsi, lorsqu'il étudie le démarrage du processus de domestication des coquilles Saint-Jacques dans la Baie de Saint-Brieuc en France dans les années 1970, Michel Callon offre d'analyser les modalités par lesquelles un accord se réalise entre les acteurs, pour (re)définir une démarche collective. La *traduction* consiste en cette dynamique par laquelle des acteurs – par nature différents, par conviction opposés et par *habitus* fermés à l'échange – finissent par dialoguer, autour d'une vision commune d'un problème à traiter. Pour une application transfrontière, les étapes du processus sont aujourd'hui clairement identifiées, à la définition et au respect desquelles l'implication du chercheur offre un réel apport : une problématisation autour de laquelle se regroupent les acteurs concernés dans un programme de recherche cadré ; un intéressement par des systèmes d'alliances, qui stabilisent l'intérêt des acteurs ainsi identifiés et aident à constituer un noyau dur dans un rapport de force favorable ; un enrôlement par toute une série de négociations multilatérales, coups de force, ruses..., qui accompagnent l'intéressement et lui permettent d'aboutir ; une mobilisation des alliés avec des porte-parole reconnus. La *traduction* caractérise ainsi un processus, plutôt qu'un résultat.

Depuis, l'exemple inspire toute une série de mobilisations concrètes, dans lesquels les chercheurs ne sont plus seulement analystes, surplombants, mais impliqués, contributeurs. De nombreuses situations sont ainsi débloquées en étendant au monde des développeurs l'approche constructiviste et en provoquant leur capacité active à constituer des réseaux. La *sociologie de la traduction* inspire ainsi la conduite de projets de microfinances dans le sud malgache, la gestion collective des services de distribution de l'eau au Cambodge, la reforestation associant la population locale au Congo, la réforme foncière au Bénin, etc. Ces expériences révèlent des résolutions de problèmes réunissant des acteurs très hétérogènes, autant sur le plan de la géographie que des appartenances politiques et des logiques cognitives (bailleurs de fonds, opérateurs, consultants, maîtres d'ouvrages, bénéficiaires, chercheurs...). Avec la *sociologie de la traduction*,

cette distance n'est plus considérée comme obstacle à la production possibles de mondes nouveaux.

Ainsi, par leur réussite, les projets sont des dispositifs aptes à transcender les différences Nord-Sud, comme le constate Jean-Pierre Jacob (2015). Sur le terrain, la *sociologie de la traduction* consacre la confiance des acteurs en leur capacité à créer du social et du besoin, à partir de rien. Elle balaie les tendances à (re)constituer les bipolarités susceptibles de freiner l'action (par exemple, les différences historiques, culturelles, économiques, institutionnelles entre le Nord et le Sud). Bruno Latour – qui, pour se définir, renvoie à la non-modernité plutôt qu'au postmodernisme – l'assume aujourd'hui : « Il existe un formidable écart entre les valeurs que le Moderne croit défendre – la certitude scientifique, l'efficacité technique – et ce qu'il a vraiment en face de lui – les incertitudes, le bidouillage, le coup de main. Faire le tri dans la Modernité, c'est admettre cet écart et cesser de nous bercer d'illusions sur notre supposé "rationalisme" » (Latour et coll., 2014a).

En somme, parler de communication et de médiation de l'information scientifique et technique, c'est admettre que la production des vérités scientifiques dépend aussi de données non scientifiques, plus sensibles aujourd'hui face aux enjeux de la planète :

La mutation écologique place toutes les cultures, où qu'elles se trouvent sur la planète, face au même problème. Ces cultures vont devoir discuter entre elles, mais dans quel cadre ? Les arènes classiques ne suffisent pas, il faut en inventer de nouvelles, où les Modernes, ayant compris ce à quoi ils tiennent, seront en fraternité inquiète avec les autres cultures. Il ne s'agit donc pas de descendre dans l'arène ou de ressusciter l'intellectuel organique, mais d'aider à construire de nouveaux lieux de négociation et de diplomatie. (Latour, 2014b)

Inspirées par la *sociologie de la traduction*, l'analyse, comme l'action, débordent aujourd'hui dans le monde anglo-saxon, d'où par exemple David Mosse (2005) en recommande la référence. De manière plus large, cette *sociologie de la traduction* inspire encore l'action que le réseau mondial des chaires UNESCO en communication (ORBICOM) entend impulser. Au moment de la 2^e *intifada*, alors président du réseau juste avant notre propre mandat (à son tour exercé en ce sens à Madagascar sur la question de la déontologie des médias), Alain Modoux s'engage ainsi dans une action de médiation au sein du programme *People to*

People de 1998 à 2000, lequel accueille à Rhodes la Conférence des journalistes et des influents israélo-palestiniens, suite à l'accord de paix d'Oslo entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et le gouvernement israélien du 13 septembre 1993 (Toledano, 2016). Depuis, les conditions de cette médiation en sont formalisées à partir de ce cas de terrain et en référence aux travaux de Michel Callon et Bruno Latour : un dialogue authentique, entendu comme un processus à mettre en œuvre plutôt qu'un résultat à atteindre ; une liberté totale offerte aux participants quant aux sujets à débattre ; un agenda transparent et un lieu sécurisant pour toutes les parties impliquées ; une prise en compte des conceptions des journalistes quant à leur rôle et leurs vécus ; une modération impartiale bien au fait des jeux et enjeux, de nature à rééquilibrer les rapports de force (*principe de mutualité*), à faciliter l'expression des expériences communes (*principe de proximité*), à faire surgir les vécus (*principe d'empathie*), à faire respecter l'écoute (*principe d'engagement*), à encourager le suivi (*principe de durabilité*).

Pour des sciences de l'information et de la communication ainsi inspirées, Armand Mattelart élève l'enjeu, visant à repenser la participation des citoyens à la connaissance et à la gestion des questions vives touchant à la société et à son devenir :

Ou bien sont mis en question les systèmes d'expertise et s'installent d'autres rapports de savoir/pouvoir entre ceux qui savent et ceux qui sont supposés ne pas savoir. Ou bien se reconduisent à tous les échelons les monopoles cognitifs sur une planète de plus en plus aux prises avec la patrimonialisation privée du champ du savoir, de la communication et de la culture. De la réalisation de cette utopie devenue possible, du partage et de l'échange des savoirs dépend l'avènement d'une démocratie où la redistribution des richesses matérielles et immatérielles ne soit pas une invocation rituelle. Là prend tout son sens le combat pour la transformation en réalité de la promesse d'un nouveau lien universel entre les humains grâce à l'appropriation démocratique des univers techniques. Elle est déterminante pour le basculement vers une société et une économie de la connaissance qui ne soit pas le calque des schémas de pouvoir dans la société industrielle. (Mattelart [1999] 2009 p. 381)

Le diagnostic de l'auteur s'est patiemment constitué, né de son inscription et de sa contribution très active sur le terrain des sciences

de l'information et de la communication. L'apparition de la discipline à la fin des années soixante-dix en France offre déjà les paradigmes et les outils théoriques, conceptuels, disciplinaires de nature à prolonger l'ouverture, au moment de la construction d'une pensée critique sur le terrain de la communication à l'échelle planétaire.

Ces premiers travaux se sont développés dans un contexte intellectuel général, alors dominé en France par l'importance accordée au texte et à la structure qui, à la différence de ce qui se passe dans le même temps dans les pays anglo-saxons, n'ouvre pas immédiatement la pensée communicationnelle française aux travaux sur la réception. De premiers travaux relatifs aux industries culturelles aident déjà à sortir des modèles classiques de l'analyse des médias de masse, avant de s'engager sur le terrain des études des usages. Alors, seulement, des espaces d'animation de la recherche autour de l'innovation technique et sociale s'élaborent.

Les travaux traduisent tous un premier paradigme, surplombant toutes les écoles et propositions théoriques à venir : le rejet de toute perspective déterministe, que le réflexe – latent chez les ingénieurs – se présente technologique ou – affleurant chez les militants – s'affiche social (Cabedoche, 2013a). Alors, le constat de références théoriques réfugiées dans l'immanence chez ces militants impose systématiquement le retour au terrain, *in situ* et *pro tempore*. Ce retour ne sacrifie pas davantage aux modélisations préconçues, inspirées par des acteurs trop empressés à survoler les usages et par des commanditaires enfermés dans des logiques de marketing face à l'arrivée des nouveaux objets de communication. Oublieuses de la complexité des constructions subjectives du sens, les lectures *culturalistes* ne bénéficient pas plus d'écho inconditionnel au sein de la pensée communicationnelle.

Ainsi, la discipline n'entend pas suivre les errements des *Cultural Studies* qui, parties d'une posture marxisante de la critique de l'Art et de la Culture académiques, se laissent ensuite enfermer dans un strict rapport mécanique infrastructure/superstructure. La distance critique se structure depuis les sciences de l'information et de la communication en France, contre les dérives de la période suivante qui, à coups d'éclectisme des objets et des lieux d'*interstitialité*, en oublie finalement ce qui constitue pourtant la réflexion initiale de l'école de Birmingham : la prise en compte des systèmes d'imposition liés aux évolutions et au « nouvel esprit du capitalisme » à l'échelle mondiale, au-delà des dispositions – réelles – de résistance exercées en certaines circonstances par les réceptions. La rupture est finalement consommée

avec la dernière génération des *Cultural Studies*, vouées à la célébration de l'être-consommateur avec l'avènement de la mondialisation – que celle-ci soit considérée globale ou *glocale*. L'affichage de la diversité culturelle à l'entrée dans l'ère de l'information doit alors être replacée dans ce contexte. La dimension anhistorique et désocialisée de la référence permet ainsi la circulation – plus ou moins souterraine – d'une réactualisation libérale, particulièrement offensive.

Les premiers pas, encore trébuchants, de la discipline à la fin des années soixante-dix obligent au resserrement autour de quelques paradigmes centraux, tant qu'une « théorie générale des sciences de l'information et de la communication » n'est toujours pas entreprise, comme le rappelle encore Jean Meyriat en 2008¹, ni même souhaitable. Alors, les problématiques se déploient, toujours plus riches, croisées avec la consolidation du socle disciplinaire. Les champs d'exploration s'élargissent, à la mesure de la perception plus pointue des enjeux de la communication à l'échelle planétaire, à l'aune des transformations des sociétés humaines et, consécutivement, des recompositions stratégiques des acteurs. Eu égard à leur complexité croissante, les grands récits idéologiques s'effondrent, comme les modèles théoriques et politiques censés les incarner. De nouvelles formes d'autonomie et de constitution du lien social se présentent, renouvelées en permanence, tandis que l'*espace public* poursuit sa *fragmentation* exponentielle et que les espaces, publics et privés, n'en finissent plus de s'interpénétrer.

La recherche entreprend alors de considérer de nombreuses tendances, paradoxales, sans que celles-ci soient toujours le résultat de ruptures tectoniques, comme l'enseigne le recours à l'analyse historique. D'un côté, les phénomènes de mondialisation poursuivent leur accélération ; de l'autre, la résurgence de logiques et jeux d'acteurs spécifiques oblige à reconsidérer le local. D'un côté, une individualisation et une individuation des pratiques informationnelles et culturelles se manifestent dans un contexte de développement des « cultures de l'entre-soi » ; de l'autre, de nouvelles formes d'organisation collective, éphémères, multiprojets, réactivent les formes de l'engagement sociétal que des tiers-mondismes erratiques avaient épuisées dans la dernière partie du xx^e siècle. D'un côté, des revendications à un

1 Communication orale de l'auteur lors du XVI^e congrès pour les trente ans de la Société française des sciences de l'Information et de la communication : Les sciences de l'information et communication, émancipation et pluralité, Compiègne, 11-13 juin 2008.

élargissement des espaces de discussion, d'autonomie et de créativité surgissent, de plus en plus insistantes ; de l'autre, la récupération de ces espaces, même critiques, pour le renforcement des logiques néolibérales se déploie, au niveau même de la gestion de la ressource humaine des organisations privées qu'un « néo-management public » souhaite étendre à tout service public. D'un côté, le développement des *agents interstitiels* pousse à reconsidérer leurs potentialités au décodage oppositionnel et à intégrer les phénomènes d'hybridation culturelle ; de l'autre, la multipolarité des hégémonies industrielles s'étend, rendant celles-ci de moins en moins géolocalisables, bien que réelles.

Inspirés par la réflexion de l'économie politique critique, élargissant la focale au temps long de l'historien Fernand Braudel et la resserrant au repérage des évolutions des *centres* et des *périphéries* articulées dans l'*économie-monde moderne*, les auteurs critiques en sciences de l'information et de la communication bénéficient aujourd'hui du concept de *communication-monde* – dont Armand Mattelart a puissamment dessiné l'esquisse et proposé la lecture à la fin du xx^e siècle et qu'il convient aujourd'hui de revisiter – autrement plus signifiant que le bricolage terminologique et idéologique de la référence incontrôlée à la communication internationale.

L'analyse dépasse aujourd'hui largement les auteurs qui initient la pensée communicationnelle depuis la France à la fin des années soixante-dix. Avec leur lot d'échanges théoriques, conceptuels, méthodologiques..., les partenariats scientifiques se déroulent désormais sur un mode inclusif, c'est-à-dire véritablement interactif, auquel renvoie la *communication-monde*, alors même que l'émergence de cette réflexion ne s'est structurée, ni avec la même temporalité – « trois quarts de siècle en Amérique du Nord, un demi-siècle dans l'Ouest de l'Europe, un peu moins en Afrique, dans l'Est de l'Europe, et en Asie » (Miège, 2022) – ni dans les mêmes formats de reconnaissance institutionnelle. Chacun à leur manière, Alain Kiyindou et Stéphane Olivesi en conviennent : un cadre disciplinaire véritablement ouvert à l'accompagnement suppose se décentrer du contrat narcissique et de la déférence partisane, observés dans toute construction pionnière avant sa relative stabilisation.

L'analyse du déploiement de cet accompagnement, hors de l'affirmation des territoires, disciplinaires et géographiques, se présente désormais incontournable, pour mieux mesurer les caractéristiques d'une discipline et ses différents maillages hors frontières, constitutifs des apports, questionnements et révisions réciproques.

Eugène Enriquez en construit le corps même de la préface qu'il offre à Florence Giust-Desprairies, dont il félicite l'esprit de l'œuvre, à la fois sensible à la réflexion d'autrui, sans s'y enliser ni chercher à la mettre en pièce : « La connaissance de l'œuvre des autres non seulement rend plus aigu son regard, mais encore nourrit sa connaissance de soi, indispensable au deuil des certitudes » (Enriquez, 2009, p. 11).

Ainsi, avec l'accompagnement nourri par les partenariats, il s'agit désormais d'accepter le grand plongeon de la confrontation, non sans risques, mais prometteur de belles découvertes scientifiques à partir de ce que, après les jalons posés par Fernand Braudel et Georges Balandier, nous choisissons de désigner par *décentrement*.

Et tandis que l'anthropologie de l'Antiquité gréco-latine de Marcel Mauss peut aujourd'hui être considérée comme « un acte d'allégeance à la civilisation occidentale telle qu'elle doit être racontée » (Dupont, 2018), la réflexion se doit désormais d'approcher l'univers des écoles « autres », des co-constructions « d'ailleurs », des sujets saisis *off-shore*, individuellement ou en groupe, que les sciences de l'information et de la communication accompagnent depuis la France, pour élaborer – peut-être – de nouvelles significations, de nouveaux principes d'ordonnement.

Conclusion générale

Pour une posture de décentrement

Antigone a raison. Créon n'a pas tort.

Albert CAMUS

Les trajectoires personnelles sont éclairantes pour reconstruire les motivations des inclinaisons disciplinaires, théoriques, conceptuelles, méthodologiques..., qui portent toute construction intellectuelle.

Ce postulat réhabilite l'option autobiographique dans l'appareillage méthodologique du chercheur, et le *constructionnisme social* en tant qu'assumption intellectuelle de la contingence et de l'intersubjectivité partagée. La perspective de l'*ego* comme exigence épistémologique s'impose particulièrement lorsque la trajectoire intellectuelle à long terme sur le terrain de la communication hors frontières se révèle, *a posteriori*, parallèlement guidée par des considérations existentielles plus ou moins affleurantes. Au fur et à mesure de sa circonscription patiente, l'objet, par sa nature, précipite le chercheur, profondément investi dans la *communication-monde*, aussi bien dans la communication interpersonnelle que dans la confrontation avec les logiques institutionnelles ; aussi bien dans la communication interculturelle que dans la reconstitution historique et séculière des confrontations et théories politiques ; aussi bien dans l'interpellation sociale en tant lui-même qu'objet culturel que dans les jeux de pouvoir éclairés par l'économie politique critique, auxquels les laboratoires de recherche peuvent être également partie prenante. Arrivée à un certain niveau d'exigence après plusieurs décennies d'investissements et de combats de toute nature, l'implication ne peut donc plus être que totale, sur

tous les plans : cognitif, social, mais aussi affectif, existentiel au plus intime de l'être et enfin cosmique, ontologique, au sens du *da-sein* tel que défini par Martin Heidegger (1992). Cette dernière considération invite à interroger le rapport privilégié de l'Homme à l'Être et « la mise en lumière d'un fond », constitué par l'*acte de chercher* (en soi), par le *questionné* (ce dont on s'enquiert), par le *demandé* (ce auprès de quoi on touche au but), par l'*interrogé* (ce auprès de quoi on va chercher réponse).

Scientificité et constructionnisme social

De telles dimensions supposent interpeller les trajectoires, au sens de Michel Foucault. La condition s'impose pour tenter de se saisir du discours d'un présent qui continue à se faire. Ainsi, la réflexion de Michel Foucault lui-même, dont les analystes proposent d'élargir le travail de distanciation avec la critique offerte par la pensée sur elle-même, ne peut être appréhendée sans considérer que celle-ci a été élaborée en des lieux distincts, choisis par le philosophe ; en des circonstances particulières, rencontrées par le théoricien (par exemple face à l'injonction portée par Jean Baudrillard « à oublier Foucault ») ; et sous l'impulsion de tentations fortes, comme la double fascination manifestée par le philosophe envers le pouvoir et la vérité : « [Ainsi,] le Foucault des commentateurs indiens [...] est différent de celui des philosophes d'Europe de l'Est ou du Foucault sud-américain ou japonais » (Marino, 1998).

Plus largement, lorsque la réflexion biographique est entreprise directement par l'auteur lui-même, elle n'est pas exempte des risques que recense un Georges Balandier, synthétisant avec une honnêteté rare ce que son parcours personnel l'a conduit à apprendre de sa propre immersion en Afrique : la ruse rhétorique, masquée derrière le discours de la dette ; l'expression nostalgique, profilée derrière l'exaltation historique ; la complaisance narcissique, habilement tapie derrière la noblesse de la distanciation disciplinaire, à laquelle nous ajoutons la reconstitution rétrospective, dramatiquement menacée par le « narcissisme des petites différences » et le désir de cohérence à tout prix dans les circonvolutions du parcours. Quelque cinquante ans après ses premiers travaux, l'ethnosociologue qu'est Georges Balandier se résout à l'introspection, justifiant dans sa « biographie arrangée » l'infléchissement de sa position initiale par des circonstances « où le hasard a sa part », et dont certaines rencontres « éprouvantes » ont aussi été

déterminantes pour l'anthropologue social¹. En toute honnêteté et au gré de son cheminement solitaire, cet explorateur des « nouveaux Nouveaux Mondes » (biotechnologies, réseaux numériques, mondialisation, dissolution du lien social et politique, individualisme exacerbé...), proche de Fernand Braudel et d'Alfred Sauvy, reconnaît alors que tout parcours scientifique comporte des moments autobiographiques : « Ces rappels montrent [...] combien les premières années de rencontres et d'interrogations par lesquelles une connaissance se forme et se corrige, sont en même temps initiatrices et déterminantes pour ce qui est de l'orientation dominante et durable » (Balandier, 1999, p. 262).

Notre positionnement méthodologique et éthique se veut ainsi proche, par nature à défaut de communauté de la trajectoire, de ceux également ainsi définis par Norbert Wiener (1956), passant du mathématicien au philosophe animé de préoccupations environnementales, ou encore par Samir Amin (1990), expliquant sa préoccupation « mondiste » par sa découverte, enfant, de la misère des enfants du peuple de son âge... Ce *constructionnisme social*, dont nous nous réclamons, résulte encore de la rencontre des chercheurs, pareillement animés, dont personnellement, nous avons croisé la trajectoire et la réflexion *in situ* : l'historienne Annette Wieviorka ; la sociologue Yvonne Mignot-Lefèbre ; l'économiste Charles Bettelheim ; le politiste Érik Neveu ; les chercheurs de l'information et de la communication Armand Mattelart (2010) et Bernard Miège (2013b), ou depuis l'étranger, les José Marques de Melo, Donald Lewis Shaw, Joseph Straubhaar... Tous, au soir de leur carrière, éprouvent le besoin de convoquer ce que Daniel Bounoux (2012) appelle un *nobjet*, c'est-à-dire « un environnement, constitutif de notre monde propre ». D'autres se sont discrètement épanchés quant à leur itinéraire à la faveur de nos liens d'amitié, tels Josiane Jouët, Pierre Musso, Peter Dahlgren, Kaarle Nordenstreng, Mihai Coman, Miguel de Aguilera Moyano, Larbi Chouikha, Serge Théophile Balima, Christian Agbobli, etc.

Au-delà du plaisir narcissique, indiscutable et de l'introspection éthique, déstabilisante, l'exercice met en jeu une série de principes et intègre une batterie de questions clés. Armand Mattelart, comme Bernard Miège (2015 : 97) qui le cite, le revendiquent : en ce sens, la méthodologie se veut également un discours sur les méthodes. Tout chercheur est parallèlement engagé dans une relation personnelle à

1 « La mort de Georges Balandier, sociologue, spécialiste de l'Afrique », *Le Monde*, 5 octobre 2016 (notice biographique rédigée par Jean Copans).

la vérité, dont la congruence peut expliquer des choix scientifiques, voire disciplinaires, à travers l'itinéraire de vie et la cause qu'il défend. *A contrario*, le reproche pointe, par exemple depuis le Centre de recherche sur les médiations de Nancy (Crem), à l'encontre de ces analystes des « événements mondiaux », qui oublient « d'objectiver leur rapport personnel à l'événement » (Pierre, 2008).

Parallèlement, l'exigence implique d'interroger la relation entre *engagement* et *distançiation*, à la manière de Norbert Elias. En premier lieu, particulièrement dans la rédaction de rapports scientifiques, le principe d'*advocacy* invite le chercheur à cette suspension radicale du jugement de valeur correspondant à l'impératif wébérien, auquel se raccroche aujourd'hui la sociologue Nathalie Heinich (2002). Cette exigence première oblige évidemment à s'épargner de la formulation d'énoncés relevant d'une opinion, laquelle priverait le chercheur de sa capacité à comprendre la logique des autres au profit d'un grand récit personnel discutable : même si elle ne constitue qu'un horizon régulateur, jamais complètement atteignable, la neutralité axiologique ainsi observée favorise l'intercompréhension. Cela étant posé, le pacte testimonial peut à nouveau lier le chercheur impliqué, dans le choix de ses méthodes de travail, dans la prise en compte des contextes interprétatifs, dans l'obligation de prendre parti au sens de l'évaluation explicite de la validité des argumentaires rencontrés à l'aune des savoirs déjà constitués.

Enfin, comme l'exprime Annette Wieviorka, l'engagement du chercheur est aussi celui qui relie la recherche à ses destinataires. Il conduit l'écriture à considérer le rapport aux générations qui suivent, sans volonté quelconque d'emprise ou de prise en otages. Recherche de la vérité et vision du monde interfèrent alors dans ces relations, qui conduisent à entreprendre la sociologie de son propre parcours, à l'instar de ce que développent certains « transfuges de classe » (Lagrave, 2021), comme hier sinon aujourd'hui encore, les *zambos* transgresseurs sociaux-raciaux du Pérou, mis en scène par Julio Ramón Ribeyro (1973).

Pour ce qui nous concerne, le sentiment – parfois éprouvant – de « transfuge continental » peut d'abord se nourrir des récits d'enfance des « grands voyageurs » malouins, qui forgent une vocation initiale de grand reporter. Une formation multidisciplinaire à cet effet (droit, sciences politiques, journalisme) ouvrant à la pensée critique au-delà des injonctions professionnalisantes empirico-fonctionnalistes, renforce cette appétence à la découverte des

altérités et allogénéités, enrichies d'expériences de vie plus personnelles : investissements solidaires et parfois contradictoires dans les causes autonomistes, d'abord biafraise et bangladaise, de l'hémisphère sud après les avoir personnellement éprouvés en terre celtique ; constitution par le mariage de familles métissées, repoussant l'horizon jusqu'à l'Afrique australe et le Moyen-Orient ; migration canadienne et appropriation intimiste des enjeux relatifs aux « nations premières » ; « flirts artistiques » dans la *world music*, puis engagements plus professionnels dans l'interculturalisme journalistique, et stratégiques dans la communication et le sponsoring sportifs par-delà les océans... Plus tard, le retour académique par les sciences politiques puis par les sciences de l'information et de la communication françaises s'inscrit dans l'expertise d'une communication internationale scientifiquement et institutionnellement bien mal définie. Le sillon se creuse à nouveau dans les terres lointaines avec la responsabilité d'une chaire UNESCO en communication internationale [*sic*], les nombreux partenariats inter-établissements et recherches-action développés dans ce cadre sur tous les continents, enfin la présidence du réseau mondial des chaires UNESCO en communication (ORBICOM).

De cette « intersubjectivité partagée », découle un réflexe systématique de déconstruction des concepts classiques – parfois mobilisés de manière routinière en certains lieux, comme en témoigne l'évolution d'*espace public* ou de *fracture numérique*. Le répertoire s'enrichit de la découverte d'autres créations conceptuelles, ignorées des répertoires académiques circulant dans les zones à « haut statut » institutionnel. Ainsi en est-il de la *bisoïté hybride*, développée par Jean-Chrétien Ekambo (2018) pour mieux considérer l'inventivité au XIX^e siècle des ruses des populations stigmatisées au Congo belge. Enrichie avec la distinction entre stratégies et tactiques formalisée par Michel de Certeau, la convergence débute enfin, avec la personne comme avec l'œuvre d'un Armand Mattelart, averti depuis l'Amérique latine des capacités d'appropriation et de résistance des peuples indigènes.

L'échange devient ainsi incorporation, à condition d'investir le contexte de production de ces nouveaux savoirs, « faute de quoi, le chercheur risque d'en rester à un simple *name dropping* », contre lequel Bruno Ollivier réitère l'avertissement.

Acculturations conceptuelles et multipolarisation du monde

En investissant un nouveau concept, l'exigence signifie rechercher par qui ? à quelle époque ? dans quelle perspective ? et dans quels contextes ? cette novation terminologique a été élaborée.

Ainsi, l'appropriation suppose une permanente anamnèse : entre la signification présente du concept et la justification première de son apparition ; entre la résolution à laquelle celui-ci aboutit et les questionnements qu'il a laissés vacants ; entre l'intentionnalité de l'auteur dans la langue d'origine de l'expression ainsi créée et les traductions et interprétations que celle-ci a ensuite autorisées ; entre les avantages que la création de ce *culturème* a procurés pour son auteur, pour son équipe, voire pour son pays d'accueil et les règles de désintéressement que ceux-ci se sont imposées ; entre les « mensonges » et omissions nécessaires liés au respect des règles, habitudes, pressions environnementales, et entre les courages ouvrant à la révélation des « vérités » et nouveautés dégagées de la réflexion scientifique ; entre les sympathies, vanités, croyances, séductions..., constitutives de l'inscription humaine de la recherche et la capacité méthodologique et psychologique de distanciation par chacun, y compris dans la reconstitution rétrospective de son propre parcours, souvent par trop méliorative et rationnelle...

De ces enseignements nés de l'analyse comparative, et pour sortir du flou des appellations initiales faussement objectivantes dont la locution nominale « communication internationale » constitue l'archétype, des propositions conceptuelles surgissent comme *l'économie-monde* de l'historien français Fernand Braudel et le *système-monde* du sociologue états-unien Immanuel Wallerstein. Même si ces concepts sont ensuite enrichis, respectivement par Armand Mattelart depuis le Chili et par Samir Amin depuis l'Égypte, leur mobilisation suppose en permanence la confrontation et la révision. Car les deux références terminologiques en question subissent à leur tour le procès en ethnocentrisme : Fernand Braudel pour s'être tenu à l'espace méditerranéen dans sa plongée historique des espaces impériaux, regrettée par les partisans de la *New Economic History* (Lévy-Leboyer, 1969) ; Immanuel Wallerstein pour en être resté à une approche « économaniaque » du *système-monde* contemporain, que lui reproche Serge Latouche (1986), négligeant la fantaisie, le hasard, les préjugés, la personnalité des acteurs, ou réduisant la formation du capitalisme à un processus

généralisé de marchandisation de l'ensemble des facteurs de production, que lui conteste Alain Bihr (2019).

S'il s'agit par ailleurs de considérer un *centre* et une *périphérie* en tant que représentation bipolaire du monde au-delà des groupes de statuts dont Immanuel Wallerstein (1976-I : 229-233) consent à considérer les tensions à l'intérieur d'un même *système-monde*, par exemple *l'économie-monde moderne*, l'évolution de celui-ci a singulièrement évolué depuis. Avec d'autres, Armand Mattelart ne renvoie plus à une distinction *centre-périphérie*, conjuguée sur un mode singulier et trop souvent marqueur d'une dichotomie Nord/Sud sommaire, tandis que les désignations des lieux de résistance se révèlent trop rigidement cartographiés :

La faillite d'une conception centralisatrice de la résistance, réductrice des spécificités, a été de pair avec le déclin d'une vision manipulatoire du pouvoir conçue sous l'angle du monolithisme. À sa place a émergé une analyse du pouvoir comme lieu de médiations traversé par les conflits entre projets et intérêts sociaux différents, par des stratégies et des contre-stratégies, des tactiques et des contre-tactiques. (Mattelart, Mattelart, Delcourt, 1983, p. 199)

Ainsi revisité, le modèle *centre/périphérie* ne peut plus se conjuguer qu'au pluriel, avec la souplesse qu'exigent les recompositions économique-politiques du monde contemporain. Samir Amin propose ainsi de rediscuter les formes contemporaines de capitalisme auxquelles renvoient les hégémonies du *xxi^e* siècle, à partir des nouvelles formes d'investissement : promotion des technologies, notamment de l'information et de la communication ; accès aux ressources naturelles ; développement de la finance mondiale ; déchaînement de la spéculation immobilière ; exploitation des ventes d'armes de destruction massive... Kapil Raj (2021) s'affranchit du diffusionnisme comme d'une dualité rigide *centre/périphérie* pour témoigner à son tour de la coproduction du global et du local dans l'élaboration des savoirs contemporains, faite de connexions, de croisements, de circulations entre Occident et Asie du Sud.

Les relectures se font par ailleurs en interrogeant le rôle de l'État dans ces développements et les inclinaisons des régimes politiques qui les autorisent. Immanuel Wallerstein (1976-I) en reconnaît déjà la multitude et la diversité de la force d'intervention au sein

d'un même *système-monde*, selon qu'au sein de leur zone d'insertion, ils glissent de la catégorie de centrale à périphérie ou de périphérie à semi-périphérie, et *vice-versa*. Mais peut-être faut-il déjà reconsidérer plusieurs reconfigurations des systèmes-monde, au-delà du seul système-monde moderne et réexaminer, imbriquée dans *l'économie-monde*, l'actualité des *empires-monde* et du *gouvernement socialiste-monde*.

Recompositions et systèmes-monde contemporains

Du côté de la Russie contemporaine, des similitudes se présentent avec *l'empire-monde*, en voie de restauration par Vladimir Poutine. Parmi les premiers, Ilya Kiriya autorise la comparaison, défendant la thèse de l'évolution de la Russie du XXI^e siècle en tant qu'héritage du tsarisme² : une unité essentiellement politique, résultat d'une part de l'intégration politique des différentes unités qui la composent, dans et par une même structure étatique, et résultat d'autre part de l'intégration culturelle sous l'effet d'une langue fédératrice. À quelle forme de régime politique cette insertion aujourd'hui de la Russie dans le capitalisme mondial peut-elle donner lieu, sachant que les modelages « modernes » des villes glocalisées distinguent les deux métropoles moscovite et pétersbourgeoise du reste du pays ? À quelle nouvelle coexistence instable les circonvolutions géopolitiques prêtent-elles quand l'OTAN tambourine aux portes européennes baltes et ukrainienne des anciennes républiques soviétiques et quand la Chine de Xi Jinping déclare comprendre les préoccupations de la Russie ? La reconnaissance brutale par Moscou de l'indépendance des régions séparatistes de Donetsk et Lougansk le 21 février 2022, puis l'intervention militaire sur le territoire ukrainien dans la foulée montrent bien qu'il faut déjà se préparer à l'évolution des concepts en même temps que de la géopolitique. De nouveaux débroussaillages s'imposent, pour se saisir pleinement des enjeux liés à *l'économie-monde* au XXI^e siècle, voire au retour de *l'empire-monde* quand en 1863, Alexandre II, redevenu référence avec Pierre le Grand pour Vladimir Poutine, dénie déjà l'existence même d'une langue ukrainienne : « il n'y en a pas et il n'y en aura jamais » (Goujon, 2021). L'Ukrainien est ainsi particulièrement pressé par Moscou à redevenir aujourd'hui, par la force, *malorusskij*

2 Dès la fin du XX^e siècle, certains diplomates esquissent déjà, eux aussi, l'hypothèse de l'avènement de néo-tsarismes, à l'instar de Peter Galbraith, "How the Turks Helped Their Enemies", *The New York Times*, 20 février 1999.

(« petit-russe »). Dans le même temps, les républiques musulmanes d'Asie centrale ex-soviétiques s'enfoncent dans l'ethnonationalisme et, particulièrement l'Ouzbékistan, dans l'islamisme et la mise à l'écart, souvent brutale, des organisations internationales onusiennes comme des associations de promotion de la société civile (Peyrouse, 2006). Ailleurs, d'autres encore rêvent le retour de l'Empire ottoman depuis Istanbul. Mais l'empire-monde n'est pas la seule configuration à être revisitée. D'autres terrains invitent à reconsidération.

Économie-monde et reconsidération des pôles

Forte notamment de sa démographie, l'Inde du ^{xxi}^e siècle est ainsi prétendante au rang de *centre* : le régime de « libéralisme adapté » y constitue certes un héritage déjà ancien de plus de deux siècles, avec la figure historique majeure du réformateur hindou Râm Mohan Roy (Bayly, 2011), et l'inspiration séculière des pères fondateurs de la nation, le premier ministre Jawaharlal Nehru et le constitutionnaliste Bhimrao Ramji Ambedkhar. Mais cette adaptation revendiquée du libéralisme signifie aussi de la part des investisseurs économiques pouvoir profiter d'un système politique ouvert, constitutif de « la plus grande démocratie au monde », tant que celui-ci contribue à l'extension de la rente capitaliste. À partir d'un programme de construction de « villes intelligentes », de promotion d'une « urbanisation soutenable », de développement de l'industrie manufacturière et de l'extension d'Internet à tout le pays, le premier ministre Narandra Modi séduit en effet, pour son image « d'homme à poigne », avant sa gestion catastrophique de la pandémie de COVID-19. Malgré les différences de vues quant à la temporalité opportune de la guerre en Ukraine, le rapprochement avec la Russie de Vladimir Poutine en avril 2022 s'exerce alors dans un contexte national globalement hostile aux Occidentaux, « restés indifférents pendant la pandémie vis-à-vis de la souffrance des populations ». Ce même contexte national se révèle parallèlement sensible à l'idée que l'Inde puisse enfin faire « entendre sa voix dans le monde », quitte à se détourner de ses alliances stratégiques traditionnelles de l'Indo-Pacifique. La question se pose alors quant à la nature du régime : à quels niveaux de rognure du contrat démocratique libéral le pays est-il susceptible de consentir aujourd'hui derrière le slogan de la « Nouvelle Inde », quand paraissant poursuivre de plus en plus des ambitions sans limites, le dirigeant nationaliste n'hésite plus à cautionner des modes de pensée régressifs ?, « [...] brouillant

la frontière entre croyance mythologique et rationalité scientifique. Il laisse surtout se déchaîner des campagnes de haine, obscurantistes et xénophobes, qui prennent les minorités confessionnelles pour boucs émissaires » (Saint-Mézard, 2016).

Le cas de la Chine de Xi Jinping est le plus énigmatique pour les observateurs. Critique de la thèse de « l'exceptionnalisme européen » et des analyses occidentalocentrées encore présentes chez Immanuel Wallerstein, Christopher Bayly (2007) rappelle que jusque vers 1820, la Chine demeure plus riche que l'Europe et entretient le sentiment national sur son territoire aux XVII^e et XVIII^e siècles. L'ancrage identitaire se manifeste étranger à l'idée de *nation* étendue depuis la France vers l'Europe, puis vers l'Asie et l'Afrique à la fin du XIX^e siècle.

Aujourd'hui, la lecture dominante de l'évolution du pays accédant au tout premier plan de l'économie mondiale désigne pour certains un capitalisme d'État, révélé par l'irruption brutale de grandes entreprises transnationales, notamment dans le secteur des communications. L'État en reste le régulateur, dont la légitimité sociale s'organise discursivement autour des principes d'égalité, d'intégration de tous dans le processus de changement, de garantie du service public. Pour l'avoir oublié, Alibaba se voit sévèrement freiné dans son élan pour « abus de position dominante » et son dirigeant Ma Yun (Jack Ma) se retrouve éloigné du pouvoir, la mesure annonçant parallèlement les mises en retrait des dirigeants Colin Huang, de la plateforme d'e-commerce Pinduoduo ; Zhang Yiming, co-fondateur de ByteDance (la maison-mère de TikTok) ; Su Hua, cofondateur de l'application de courtes vidéos Kuaishou ; Liu Qiangdong, fondateur de la plateforme de commerce JD.com, etc. S'y ajoutent de nouvelles mesures politiques confiscatoires contre tous les géants des technologies ou de l'immobilier (comme Xiao Jianhua, fondateur du conglomérat Tomorrow Group, également investi dans le secteur bancaire et les assurances), et la disqualification des artistes milliardaires.

L'analyse hésite cependant. Pour Alain Badiou (2021), le communisme y est seulement ramené à l'étatisation du processus productif, dont le régime ne poursuit plus qu'un seul objectif : se tailler une large part sur le marché mondial !

Plus rares, d'autres comme Samir Amin, observent une compréhension, admirable de constance, vis-à-vis de l'évolution du régime : la Chine constitue un « socialisme de marché » que Xi Jinping explique

fidèle aux principes du matérialisme historique³. Pour le dirigeant chinois, l'ère Deng Xiaoping ne consacre qu'une étape « primaire du socialisme » pour la réforme et l'ouverture : elle permet d'assurer une base de ressources matérielles, désormais suffisantes pour que la Chine soit en mesure de dépasser les contradictions du capitalisme. Une nouvelle étape est donc enclenchée, « fondamentalement antispéculative » et « enfin redistributive », en vue de faire advenir une société meilleure. Ainsi est-il demandé aux dirigeants de l'économie chinoise de jouer le jeu de la redistribution des richesses, *via* de nouveaux dispositifs de rémunération, d'imposition et de donation. Abritant des cellules du parti à l'instar d'Alibaba qui doit ainsi verser l'équivalent de 15 milliards de dollars à une fondation de charité aux mains de l'État, Tencent annonce débloquer prochainement 50 milliards de yens, pour répondre à ces injonctions en faveur de la « prospérité commune », le nouvel objectif et mot d'ordre affiché par la Chine de Xi Jinping⁴. Parallèlement, les coopératives d'approvisionnement et de commercialisation sont relancées, pour redéfinir un modèle d'organisation qui intègre le crédit rural. Les entreprises du secteur du soutien scolaire sont appelées à se transformer en associations à but non lucratif. L'industrie du *showbiz* connaît la même mise au pas et la pratique des jeux vidéo est interdite plus de trois heures par semaine pour les jeunes de moins de 18 ans. Ainsi se profile peut-être cette autre variété de *système-monde*, à peine évoquée par Immanuel Wallerstein, d'un *gouvernement socialiste-monde*, vivant pour l'instant encore la cohabitation avec l'*empire-monde* résurgent de Russie et les variétés contemporaines de l'*économie-monde*.

Attentifs à cette dimension socio-économique de l'expérience chinoise, des relents « tiers-mondistes » redonnent vigueur dans les analyses à cette idée de modèle promu par Xi Jinping pour l'ensemble de la planète, à partir de la qualité de la gouvernance chinoise en termes de... gestion immédiate et radicale de la pandémie de COVID-19. Ainsi, ne reniant pas ses amitiés prochinoises au dernier soir de sa vie et avant même l'annonce en octobre 2021 de ces récentes évolutions, Samir Amin témoigne de ce nouvel espoir, assorti d'une attente : « Je ne sais pas si elle [la Chine] produira suffisamment

3 “Xi Jinping points China to Communist Revolution 2.0”, *Nikkei Asia*, 1^{er} septembre, 2021.

4 « “Prospérité commune”, le nouveau mantra de Xi Jinping pour la Chine », *Le Monde*, 31 août 2021.

rapidement l'aspiration de son peuple à la démocratie et l'invention des formes adéquates de celle-ci. Mais cela n'est pas "impossible" » (Amin, 2018).

L'hypothèse contraire n'est pas impossible non plus, liée à l'évolution des rapports de force, au sein du Parti communiste chinois et, sur les marchés mondiaux, à la perception des enjeux environnementaux au XXI^e siècle, face auxquels les positionnements tactiques et contradictoires de la Chine jouent actuellement au grand écart avec les éléments d'une vision stratégique, multilatéraliste, à plus long terme.

À moins que, d'ici là, les plans chinois de stabilité à tout prix ne se retrouvent infléchis par de récents événements, agissant sur tous les fronts, internes et externes : par exemple, la reprise de la pandémie à Shenzhen et Shanghai en ce mois de mars 2022 comme en novembre de la même année, la fatigue de la population face à la stratégie « zéro COVID » et les suspensions des activités économiques et difficultés d'approvisionnement afférentes avant le desserrement soudain de ladite stratégie en décembre 2022 sur fond de révolte du « papier blanc » ; par exemple encore, la crise immobilière dont la chute du groupe Evergrande est seulement la manifestation symbolique de l'effondrement d'un secteur représentant 30 % du PIB chinois ; par exemple enfin, les retombées de la guerre en Ukraine qui provoquent la désorganisation du commerce mondial et précipitent les remises en cause de l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale, que Beijing aurait préféré bousculer à son rythme propre et à sa manière... La candidature de Xi Jinping à un troisième mandat à l'occasion du congrès d'automne 2022 du Parti communiste est ainsi abordée dans un contexte de mondialisation moins favorable au pays, comme en témoigne la baisse des prévisions de croissance à 4,3 % pour l'année. Pour Wang Huning qui théorise la pensée Xi et se retrouve conforté au sein du Comité permanent du PCC à l'issue du XX^e congrès du Parti, il ne fait cependant aucun doute : la Chine s'avance vers sa dernière étape de la « démocratie réelle », aussi lentement mais sûrement que les pays développés de l'Occident – du moins un petit nombre d'entre eux – sont parvenus à achever le processus de socialisation 300 ans après l'appel à cette « seconde nature » formulée par Blaise Pascal au XII^e siècle :

La signification profonde de la structure moderne est basée sur la culture démocratique occidentale, ses idées de droits naturels, de souveraineté populaire, de contrat social et de séparation

des pouvoirs, telles que préconisées par Locke, Montesquieu, Rousseau, Penn, Jefferson et d'autres. [...] Il faut beaucoup de temps pour qu'un nouveau système de valeurs pénètre dans une culture politique afin d'expulser l'ancien système de valeurs et de soutenir la nouvelle culture politique [...] et il y a eu une longue et féroce bataille entre eux [avant ce premier résultat]. [Notre traduction de Wang, 1988]

Il en sera de même pour la Chine, comme le prédit l'auteur chinois, selon son évolution propre, c'est-à-dire extérieure à la mondialisation occidentale. La structure changeante de la culture politique doit y être analysée dans sa dimension diachronique, en considérant la jeunesse de cette transformation – une cinquantaine d'années seulement – et la complexité de cette tâche de renouvellement des valeurs que les trois phases antérieures du développement politique du pays – traditionnelle, moderne et marxiste-socialiste – n'ont pas encore permis d'installer au niveau local. Tel est le cas en particulier dans les zones rurales, où persistent le soi-disant « mode différentiel d'association », « la lignée », les distinctions hommes-femmes, « l'ordre rituel », « les liens du sang »... Une fois opérée cette transformation des valeurs au-delà de la combinaison actuelle des cultures traditionnelles et de la modernité occidentale, alors, la culture chinoise aura introduit un nouveau système de responsabilité et ajouté des éléments dans les domaines de la participation, de la démocratie, de la consultation, de l'égalité, des droits, de la concurrence et de l'État de droit, ce qui ne passe pas inévitablement par une révolution bourgeoise à l'occidentale [*sic*].

Mais bien qu'omniprésente dans le référentiel politique chinois contemporain au-delà même de la pensée Máo Zédōng, la démonstration est encore peu traduite dans son intégralité et Wang Huning a peu de chances de convaincre les analystes occidentaux, comme de calmer les craintes suscitées par la nouvelle puissance hégémonique à l'échelle de la planète le long des « nouvelles routes de la soie » et cela, même si 2022 semble marquer la fin de « l'âge d'or » des investissements chinois hors du pays.

De fait, pour la majorité de ces observateurs, toutes les évolutions des *systèmes-monde* contemporains, quelle qu'en soit l'économie – *empire-monde*, *économie-monde* ou *socialisme-monde* selon les catégories définies par Immanuel Wallerstein – ne sont généralement perçues qu'à l'aune du libéralisme politique. Ce faisant, beaucoup

reconduisent les erreurs historiques des transitologues des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix – pourtant déjà dénoncées au passage du millénaire (Dobry, 2000 ; Dufy et Thiriot, 2013) – quand il s’agit d’évaluer les « avancées démocratiques » de la planète : les références normatives aux seules incarnations états-uniennes et ouest-européennes hypothèquent alors immédiatement l’analyse et l’opération d’essentialisation écrase toute autre forme d’incarnation. Sans qu’il faille pour autant adhérer à une conception socialiste des libertés réelles, Amartya Sen reconstruit l’historique, enraciné dans le social, de toutes ces expériences : la démocratie n’est pas l’invention des seuls Occidentaux (Sen, 2005).

Mais le strabisme pousse certains, par ailleurs critiques du « capitalisme de surveillance », à oublier parallèlement que si le parlementaro-capitalisme est « le système préféré des grands capitalistes du monde entier » (Badiou, 2021), l’histoire enseigne que la relation entre libéralisme politique et développement économique ne perdure que... tant qu’elle assure un minimum des certitudes dont les entreprises transnationales ont besoin. C’est-à-dire tant que le pouvoir capitaliste parvient à contrôler aussi bien les usages autonomes, déclamés au nom du libéralisme, qu’à s’engouffrer dans ses « dérives », décriées aujourd’hui au nom de la lutte contre le « capitalisme voyou » ! Sinon, ce capitalisme peut très bien se passer des dispositifs de consultation, de participation et *a fortiori* de décision populaire qui caractérisent l’esprit démocratique, quelles qu’en soient les formes. De même, ce capitalisme sait se jouer et pareillement se déjouer de l’autorité de la puissance publique, tant qu’il n’en est pas atteint dans ses fondements.

La problématique se pose alors majeure, pour les pays occidentaux eux-mêmes, dont la configuration des formes de l’État ne se montre cependant pas rigidement normative, comme l’analyse déjà Immanuel Wallerstein, ne serait-ce que parce que beaucoup des forces économiques hégémoniques sont situées dans plus d’un État, ou sont définies en des termes qui ont peu de corrélation avec les frontières d’un État. Dans ce contexte spécifique cependant, le questionnement contemporain s’y redéfinit également, sous l’angle du contrôle social : quelles formes plus ou moins opaques, les entités géopolitiques états-uniennes (actuellement hégémoniques) et européennes (glissant peut-être vers une semi-périphérie ou se reconstruisant régionale-ment en réaction à la menace russe) sont-elles en train ou en mesure d’accepter ? Le débat s’impose aujourd’hui en ces termes, quand la

tendance y est pareillement en Europe à la réglementation par décrets, et quand l'aspiration s'y révèle à la régulation autoritaire, si ce n'est aux interventions unilatérales et brutales, au nom des luttes contre les « fléaux nationaux » : jacqueries, séparatismes, néo-militantismes plus ou moins violents... La tentation autoritaire et liberticide se drape davantage encore de légitimité dans la lutte contre les menaces supranationales, consignées dans une lecture cauchemardesque de la mondialisation : immigration et résidence clandestines ; fraude fiscale ; trafic de drogue, trafic d'organes et trafic d'humains ; pandémies ; terrorismes, *hacking*, hameçonnages, *cracking*, invasions et surcharges numériques organisées, et autres cyberconflits, quand ce ne sont pas les retours aux situations de guerre, froide ou chaude.

Pour s'écarter de ces oscillations vertigineuses dans les analyses, entre socio-économisme, historico-culturalisme et politico-libéralisme ; pour sortir par ailleurs du comparatisme persan et malinchiste à la Montesquieu ; pour comprendre les tensions fracassantes aux points de frottements tectoniques des variétés de systèmes-monde contemporains, comme aujourd'hui en Ukraine et demain peut-être à Taipei ; pour se prévenir des risques de la « guerre cognitive », de nature à dégrader la capacité de l'humain à connaître ; enfin, pour se prévenir de tout prophétisme, étranger aux sciences humaines et sociales, l'art du *décentrement* s'avère essentiel.

Communication-monde et décentrement

Particulièrement averti des enjeux de la communication interculturelle, Christian Agbobli (2019) parle aujourd'hui de la nécessaire *décentration* entre Soi et l'Autre pour autoriser l'articulation entre *endo* et *exocentricité*. La référence est intéressante, mais par trop psychologisante. Elle renvoie à la pédopsychiatrie de Jean Piaget, lorsque l'auteur constate les étapes du processus de développement chez l'enfant, c'est-à-dire lorsque celui-ci passe de l'égoïsme du sujet individuel (soumission au point de vue propre et subjectivité déformante), à « l'objectivité du sujet épistémique » (activité structurante). Piaget consacre ainsi le moment où l'être humain passe effectivement de l'indifférenciation de son activité propre et des transformations de l'objet, au stade du « dégel des structures initiatiques » avec la prise en compte des activités d'autrui. Mais la *décentration* chez l'auteur s'avère être le résultat du processus, plutôt que la dynamique en soi d'équilibration entre assimilation et accommodation : « [Reposant] sur

la coordination et l'intériorisation progressive des actions du sujet, c'est un aboutissement » (Beaudichon et Bideaud, 1979, p. 591).

Nous privilégions au contraire le concept de *décentrement*, pour bien intégrer la dynamique multidimensionnelle, le rôle des interactions sociales et le poids des environnements socioculturels, sociopolitiques et socio-économiques, au-delà du seul développement individuel. La posture conduit précisément à cette exigence systématique des lectures croisées et contradictoires que réclame aujourd'hui une *communication-monde* qui ne se limiterait pas à l'*économie-monde* moderne.

Les ennemis de la connaissance sont bien, d'un côté, ces certitudes qui effraient Bertrand Russell par leur intemporalité asocialisée (les « complots ») ; et de l'autre, ce relativisme absolu, qui ouvre grand la porte aux biais cognitifs pourchassés par Yves Gingras et à l'introduction du doute systématique dans l'espace public vis-à-vis du savoir documenté et argumenté : la Russie de Vladimir Poutine sait particulièrement pratiquer cette balkanisation de l'information, pour brouiller les récits ukrainiens concurrents et accusateurs. Au-delà, nivelée au rang d'une croyance opposable à la révélation du « bon sens », la connaissance se retrouve aujourd'hui idéologiquement exposée à une « déconstruction illuminée », malheureusement réduite à une vision de l'esprit. L'entrée dans les années vingt du XXI^e siècle l'illustre particulièrement, avec les contestations tous azimuts, contre l'obligation de passes sanitaires sur les territoires nationaux confrontés à la pandémie de COVID-19, ou contre l'ordre mondial redéfini par le droit international de l'après-guerre et empiriquement poursuivi avec les décolonisations africaines, puis avec l'éclatement de l'empire soviétique. La désinformation s'accélère encore, avec l'avènement de la cyberguerre (Gergovin et Isaac-Dognin, 2018) développée notamment depuis la Russie (Limonier, 2018), mais pas que, ou dans le tri sélectif de l'histoire revendiqué par la *cancel culture*.

Vis-à-vis de cette confusion, le *décentrement* consacre, non pas un état, mais une anamnèse permanente entre le doute, moteur de la recherche et les certitudes provisoires, constitutives des répertoires disciplinaires marqués par l'érudition et l'évaluation rigoureuse.

Par ailleurs, conformément aux enseignements de Max Weber, le *décentrement* travaille à prévenir le chercheur de l'activisme académique, contre lequel la sociologue Nathalie Heinich (2021) estime devoir encore réagir au sein de l'université française : le *décentrement* participe de cette aptitude à nourrir le débat contradictoire et rigoureusement étayé. L'exigence systématique de la déconstruction

scientifique méthodologiquement cadrée s'impose, sauf à se contenter de prendre pour concept ce qui ne se présente plus qu'en tant que mantra passe-partout, avec l'hypostase des mots « domination », « manipulation », « influence », « pouvoir », « opinion publique », « intersectionnalité », « racisme systémique », « appartenance identitaire », « islamo-gauchisme », « suprémacisme blanc », « complot », etc.

Le *décentrement* renvoie ainsi à une discipline permanente à exercer par soi-même et sur soi-même, à l'encontre de toute construction intellectuelle fossilisée, si installée soit-elle. La dynamique n'est pas exempte de ces survivances, diversions, régressions que Maurice Merleau-Ponty reconnaît par ailleurs vis-à-vis du fameux « sens de l'histoire », eu égard à la complexité de l'exercice, à la contrainte de l'entraînement et à la provocation permanente de l'activisme politique d'aujourd'hui, particulièrement réactif et susceptible, par exemple sur les réseaux sociaux. Enfin, l'inscription dans le processus suppose une lutte permanente pour qu'il ne soit pas contrarié, d'une part par les stratégies carriéristes et les jeux de « prise de rôle » (« faire comme si ») qui accompagnent toute recherche de reconnaissance institutionnelle, et d'autre part, une fois celle-ci acquise, par les perversions narcissiques liées au mandarinate.

Participant de la redéfinition de *systèmes-mondes* revisités depuis la création du concept par Immanuel Wallerstein et dans la continuité de la réflexion de Fernand Braudel, la *communication-monde* d'abord explorée par Armand Mattelart prend ainsi toute sa valeur. Outre ce que nous venons de développer relatif à la pluralité, fluctuante, des *centres*, *semi-périphéries*, *périphéries*, et *marges* auxquels le pluriel doit être systématiquement associé pour chacune de ces catégories, et avec la prise en considération des différents systèmes-monde resurgis au *xxi^e* siècle la *communication-monde* enrichit la lecture des enjeux communicationnels à la surface de la planète de cette recommandation parallèle, que nous désignons par *décentrement*.

Ce *décentrement* n'est pas, par ailleurs, le « décentrage » que mobilise Fernand Braudel (1979) quand l'historien explique le passage à une nouvelle *économie-monde*, lorsque, après le développement d'un premier quadrilatère urbain autour de Venise, Milan, Gênes et Florence au *xiv^e* siècle, le dynamisme consécutif s'observe autour d'Anvers, Gênes et Amsterdam aux *xv^e* et *xvi^e* siècles. Il ne se limite pas davantage au « décentrage » de la « roue de l'histoire » que certains prédisent aujourd'hui autour d'un nouvel axe sino-russe, et que révèlent soudain la déclaration commune, même réduite à une option tactique, des deux dirigeants Xi Jinping et Vladimir Poutine lors des

Jeux olympiques de Pékin en février 2022 contre tout élargissement de l'OTAN, ou encore le plan de paix chinois au Moyen-Orient dont le premier résultat est le rapprochement inattendu entre l'Iran et l'Arabie saoudite et les yeux doux de ce dernier pays vis-à-vis de l'Organisation de coopération de Shanghai⁵.

Le *décentrement* désigne plutôt une posture d'accompagnement, qui ne renie pas les contributions hors frontières et participe d'une remise en cause réciproque et permanente, en même temps qu'elle assume ses cheminements historiques propres. Ainsi, dans sa posture volontariste et la permanence de son exigence, le *décentrement* est-il à la *décentration* ce que l'*inculturation* de Jacques Demorgon est à la communication interculturelle et à l'*acculturation*.

Alors, le *décentrement* participe doublement à la co-construction d'un échange moins inégal, au-delà de la résonnance seulement économiste de l'expression. Il travaille à prévenir d'une part, le surplomb paternaliste dont la dimension incarnée, conquérante et prosélyte caractérise aussi bien l'accompagnement colonial vers la « civilisation » et le « progrès », que l'accompagnement néocolonial vers le « développement ». Il invite à se départir des postures faussement vertueuses de la repentance contemporaine ou de la *woke culture*. Finalement repliés dans leurs contritions expiatoires ou leur nettoyage sélectif de l'histoire, ces engagements militants, qui se veulent réparateurs, conduisent à renier les apports de leurs propres héritages, dans toutes les contradictions de ceux-ci. À cet exercice, les galeries de portraits magnifiés ne s'encombrent plus des ancêtres honteux, à la manière dont Joseph Staline effaçait les traces photographiques des compagnons soudain en disgrâce (King, 1997 ; Figes, 2009, p. 303). Pareilles réécritures « vertueuses » participent finalement au renforcement stéréotypal des oppositions dichotomiques faussement explicatives : Nord/Sud, Occident/Orient, dominants/dominés.

Une fois encore, l'actualité de la Chine au regard de l'*économie-monde* contemporaine appelle à cette posture de *décentrement*, contre les tapageuses annonces des « chocs des civilisations ». La démonstration persévérante de François Jullien (2008) invite à repenser ainsi l'Occident dans un vis-à-vis avec la Chine, non pas en termes de *désoccidentalisation*, mais bien de *décentrement*. Pareille invitation que nous

5 Cf. « La "roue de l'histoire" tourne autour du nouvel axe sino-russe », traduit par le *Courrier international*, à partir de l'article de Chen Kuo-hsiang, publié le 21 février dans *Yazhou Zhoukan* (Hong Kong).

reconnaissons dans l'œuvre de l'auteur part de l'observation de la réaction aux écarts de connaissance constatés entre civilisations occidentale et chinoise, que chacune des deux s'emploie historiquement à combler dès leurs contacts réciproques après s'être longtemps ignorées (Jullien, 2007), quand bien même le sens est « la grande affaire » de l'Occident et que ce mot fait défaut pour un taoïste. Le défi est clair, exprimé par l'auteur : interroger la pensée dans ce qu'elle ne sait pas – ou ne sait pas encore – penser (Jullien, 2022, p. 20).

L'historien indien Kapil Raj (2021) propose pareillement de revisiter les « zones de contact » entre chercheurs indiens et occidentaux, pour *décentrer* le questionnement de la science coloniale : en botanique, en cartographie, en arpentage terrestre, en linguistique, en formation scientifique et administration coloniale, ce sont les rencontres interculturelles qui participent de l'émergence des sciences contemporaines.

C'est à ce *décentrement* que renvoie encore l'œuvre de Fernand Braudel, à partir de la rencontre de l'historien avec le Brésil, où il apprend, *dixit* l'auteur, « à devenir intelligent ».

Que nous disent d'autre Achille Mbembe et Felwine Sarr (2017), quand les deux auteurs appellent la communauté des penseurs en Afrique à rejoindre une *pensée-monde*, justifiée notamment par le constat d'une *circulation-monde* ? D'une même voix, le philosophe et l'économiste invitent sans doute le continent africain à mobiliser sa capacité effective ou potentielle à devenir son propre *centre* pour penser l'avenir de la planète. Mais l'élaboration de cette *pensée-monde* africaine n'est pas conçue sans la consultation de l'archive qu'est la *pensée-monde* européenne et dont les Africains, avec d'autres, sont co-auteurs (Mbembe, 2017). Dans le même sens, Séverine Kodjo-Grandvaux entend penser la philosophie africaine dans la *philosophie-monde* : « Penser la philosophie africaine, penser avec les philosophes africains, c'est aussi nous penser et penser ensemble le monde dans lequel nous sommes engagés⁶ ».

Les options sont sans cesse élargies. Ne réduisant pas dichotomiquement l'alternative à la *déculturation* ou à l'*acculturation* – fût-elle antagoniste –, le *décentrement* peut encore être illustré par la proposition de Malek Chebel (2013), retraçant l'historique et la richesse des rencontres entre islam et christianisme : « L'Islam que nous connaissons aujourd'hui, que ce soit celui des wahhabites d'Arabie saoudite,

6 Séverine KODJO-GRANVAUX. « L'Afrique est le berceau de l'écologie », *Le Monde*, 17 décembre 2017.

des universités théologiques du Caire, de Damas ou de Qom, de l'école deobandie du Pakistan, mais aussi d'Algérie, de Turquie, d'Indonésie, est né de la rencontre avec la modernité occidentale et de la nécessité de lui répondre... »

Axel Honneth (2006 : 70) considère encore que c'est l'objet même de la pensée critique que de « provoquer un changement dans la perception des éléments visibles et familiers du monde dans lequel nous vivons ». C'est cette nécessité du *décentrement* que la revue *Tiers-Monde* de l'IEDES à Paris laisse encore en héritage en 2014, avant sa transformation en *Revue Internationale des Études de Développement* en 2017. La voie est ainsi tracée pour dépasser « les dépendances scientifiques et la coopération de complaisance ». Le champ des études s'élargit alors à des pays et régions plus en marge, *décentrés*.

Les sciences de l'information et de la communication commencent à entreprendre ce *décentrement*. Par exemple, depuis la République Démocratique du Congo et après avoir questionné : « Faut-il, absolument et toujours, émigrer au loin pour se pénétrer des idées des autres ? », Jean-Christien Ekambo entreprend aussitôt de rédiger son dictionnaire des auteurs non francophones en sciences de l'information et de la communication. L'auteur entend ainsi familiariser ses lecteurs à des auteurs « étranges », par leurs noms et prénoms, par les contextes évoqués, par les problématiques examinées, par les éditeurs approchés, par les références affichées, par les revues sollicitées, par les universités fréquentées... Il espère enfin provoquer ce qu'il désigne déjà par la *décentration* du regard (Ekambo, 2006). Depuis les États-Unis, le « pionnier des études en communication internationale », Hamid Mowlana estime pareillement, avec Christian Agbobl (2019), que « [...] la nature changeante des relations internationales dans toutes ses dimensions et l'expansion et l'énergie au sein de nos associations professionnelles exigent que nous nous ouvrons à des alliances culturelles qui ne se limitent plus à la sphère hégémonique qui caractérisait le passé ».

Depuis le Cameroun, Thomas Atenga enfin appelle au développement d'une communauté épistémique agissante, pour produire des régimes de connaissance et de vérités multiples, en prise avec les dynamiques sociales, sans que le résultat en soit pour autant l'unicité des discours : « L'histoire des champs disciplinaires est l'histoire des désaccords fertiles où les démarches critiques donnent naissance à des épistémologies fécondes » (Atenga, 2020).

En France, les bilans sont encore trop centrés sur ce que certains apportent aux autres, sans toujours témoigner d'un véritable esprit de réciprocité (Amouzou, 2009). Cependant, l'écho d'appels au *décentrement* y est déjà perceptible, par exemple lorsque réagissant au délire anti-islam lié à la mise en visibilité médiatique des attentats islamistes et alors que l'espace public revisite la critique du supposé « islamo-gauchisme » qui aurait envahi l'université française, Arnaud Mercier salue par contraste la minutie du travail érudit de Dominique Urvoay sur l'histoire de la pensée arabe et islamique. Le président du Conseil national des universités pour les sciences de l'information et de la communication en recommande ainsi la consultation, qu'il juge relever d'une « nécessité intellectuelle » contre tout repli sur soi, « y compris à l'intérieur de l'islam » (Mercier, 2007).

C'est encore à la proposition de dépaysement de la pensée que renvoie la réflexion de Jean Lagane (2005) : l'auteur invite l'Europe à observer avec attention les développements à venir des sciences de l'information et de la communication au Japon, laquelle discipline s'y présente, de son côté, sensible aux apports hors frontières, sachant que le pays occupe déjà la deuxième place en tant qu'exportateur de produits culturels après les États-Unis.

Nous reconnaissons le même esprit de *décentrement* chez Bernard Miège (2013a) qui, par ailleurs réfute la qualification « d'occidentale » accolée à la pensée communicationnelle, s'il reconnaît par ailleurs que quelques interrogations y demeurent latentes, originaires des États-Unis, puis de l'Europe de l'Ouest et du reste de l'Amérique. La responsabilité et l'exigence scientifiques n'en sont que plus grandes pour les chercheurs en information–communication : « [...] et notamment une distanciation plus ferme que précédemment, vis-à-vis des modalités purement opératoires, au service des pouvoirs politico-économiques ainsi qu'une intervention assumée dans les débats publics ».

Le temps est donc venu au rappel qu'en 1935, le sociologue polonais Ludwig Fleck (1935 : 28) préconise déjà : ce n'est que par la comparaison et la recherche sur les interrelations pertinentes que nous pouvons commencer à comprendre notre propre époque. Et avec la néerlandaise Mieke Bal et John Borneman, ce n'est que par incorporation et non par intégration qu'il devient possible de penser la coexistence sur la base d'une acceptation de l'altérité et de la multiplicité.

La *communication-monde* répond à cette exigence du *décentrement*. En 1992, Armand Mattelart interroge encore les options de cette

communication-monde entre l'avènement d'une « culture mondiale », uniformatrice et le prélude à une fragmentation culturelle de la planète. Aujourd'hui, la *communication-monde* travaille à la construction d'une culture plurivoque de médiations, grâce auxquelles des rapports sociaux restent encore possibles, au-delà des rapports de force manifestes, notamment entre aspiration à l'*empire-monde* poutinienne, *économie-monde* moderne occidentale et contrat social chinois de *gouvernement socialiste* proposé comme modèle pour le monde entier. La *communication-monde* oblige par ailleurs le chercheur à se décentrer de ses cercles d'appartenance pour élargir les solidarités, dans l'éphémérité des actions et dans la continuité de la conscience, nécessaires pour traiter des enjeux soudainement pressants à l'échelle de la planète. La *communication-monde* invite à être sans cesse en alerte, c'est-à-dire à réactualiser les analyses en permanence, à la lumière des questions nouvelles nées parallèlement de la rencontre avec d'autres cultures, d'autres écoles de pensée, d'autres traditions épistémologiques, sans pour autant renier ses sources et sans rechercher d'impossibles synthèses.

La *communication-monde* œuvre finalement à la révélation de l'être-au-monde, comme être-avec et être soi-même, pour hâter la dissolution du *Moi* dans la conscience plus vaste du *Soi*.

Alors peut-être, même si « l'idée de Dieu n'émerge pas en Chine » (Jullien, 2022), le temps est venu en ce début du XXI^e siècle, au moins d'un vis-à-vis avec une certaine forme de communication spirituelle. Hamid Mowlana y aspire, sans jusqu'ici beaucoup de résonances dans le champ des études sur la communication au-delà des frontières. Le philosophe français Jean-Pierre Dupuy (2021) l'assume, depuis la Stanford University de Californie, pour prévenir les sociétés humaines des légèretés des intellectuels médiatiques « climatosceptiques » et « covidosceptiques », voire bellicistes ou apocalyptiques.

Sans doute, le mystère de l'Autre ne disparaîtra jamais totalement, comme nous l'enseigne Clifford Geertz. Mais la rencontre, à laquelle l'anthropologue nous initie depuis Bali, Java ou Fez, invite pour le moins à tenter de se saisir des outils avec lesquels cet Autre se saisit du monde, comme nous l'avons déjà relevé (chapitre 6) :

Ce qui est vrai [...] est que nous ne pouvons jamais percevoir nettement l'imaginaire d'un autre peuple ou d'une autre période, comme si c'était le nôtre. Ce qu'il y a de faux est que nous ne pouvons donc jamais le percevoir le moins du monde. Nous

pouvons le percevoir assez bien, du moins aussi bien que nous percevons quoi que ce soit d'autre qui ne nous appartient pas vraiment. (Geertz, 2002, p. 58-59)

Méthodologiquement, les travaux en communication des organisations mondialisées nous renvoient les mêmes enseignements pour nous saisir des perceptions de l'Autre auxquelles notamment, les travailleurs nationaux semblent attachés : par exemple, les logiques du statut et de l'honneur chères aux acteurs français ; l'inspiration de la tradition dans la relation professionnelle des Slovènes ; la priorité de la participation à la décision plutôt que l'imposition de la « justesse de celle-ci » en Mauritanie ; la recherche partagée du consensus de leurs collègues suédois, etc. (D'Iribarne, Henry, Segal, Chevrier, et Globokar, 1998).

La communication diplomatique impose encore ce *décentrement*, pour dépasser l'affrontement brutal des convictions profondes et des visions du monde des belligérants, et définir ainsi le champ des possibles, objets de la négociation, comme les lignes rouges des principes, à ne pas franchir. Les nations premières l'enseignent avec justesse : « si tu veux considérer ton ennemi à sa juste dimension, il faut passer plusieurs lunes dans ses mocassins ! ». Ainsi peut-on espérer s'ouvrir aux compromis, sans s'engager dans la compromission ; rapprocher les visions du monde, sans réactiver les sentiments d'humiliation des vaincus qui suivent les mauvais traités, ou l'absence même de ceux-ci : l'exemple de la revanche hitlérienne en 1939-1945 en témoigne.

L'art diplomatique passe ainsi par la recherche de l'intentionnalité de l'adversaire. Par exemple, les indices sont minces chez Vladimir Poutine⁷, pour lequel certains observateurs distinguent plusieurs tensions : pour le passé, l'expression du ressentiment, au moment où George W. Bush appelle à l'intégration rapide de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN après l'accord de décembre 1991 ; pour le présent, la perception d'une Union européenne affaiblie après les

7 Lire à ce sujet l'article rédigé par Vladimir Poutine. « On the Historical Unity of Russians and Ukrainians » (De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens), *Kremlin.ru*, traduction Zineb pour *Le saker francophone*, 12 juillet 2021. Il y est notamment fait référence aux descendants de l'ancien empire Rus, « le plus grand État d'Europe », au sein duquel, de Ladoga, Novgorod, Pskov à Kiev et Tchernigov, se sont installées les tribus slaves et autres, réunies par une langue (le vieux Russe), des liens économiques, la domination des princes de la dynastie Rurik et, après le baptême de la Rus, la foi orthodoxe [En ligne] consulté le 22 août 2021. <https://blogs.mediapart.fr>

rejets néerlandais et français du projet constitutionnel de mai 2005, puis le Brexit du 31 janvier 2020 ; pour le futur, un rêve implicitement exprimé d'un legs eurasiste à laisser à la postérité de la Grande Russie, aux côtés des Pierre (1672-1725), Catherine (1729-1796), et autre Alexandre (1818-1881), chacun plus « Grand » que l'autre ! (Gomart, 2021).

Peut-être le moment est-il venu de retourner le sablier, en inversant la proposition du président Franklin Roosevelt sitôt la paix retrouvée à la toute fin de la Seconde Guerre mondiale, quand aujourd'hui, la menace de guerre mondiale est déjà exprimée : le Vannevar Bush du ^{xxi} siècle devrait ainsi rechercher ce que la science peut faire en temps de retour à la guerre, après avoir montré ce qu'elle sait faire en temps de paix.

Le *décentrement* ne se réduit donc pas à un exercice oiseux. Il s'impose en tous lieux, qu'il s'avère intrinsèque à la communication diplomatique ; recommandé par la communication des entreprises mondialisées ; tiré des enseignements de la communication sanitaire, dont le scandale persiste de la non-circulation des vaccins à l'échelle planétaire ; ou encore agité par la nécessité de *l'agir communicationnel*, eu égard au niveau de facteur de guerre et de récession auquel se sont hissés les enjeux du changement climatique et les recompositions de la géopolitique, en Europe et dans le Pacifique notamment.

Plus que jamais au ^{xxi} siècle, une *communication-monde* ainsi inspirée offre le cadre nécessaire à l'entente habermassienne : on ne fait pas tourner une économie humaine, *a fortiori* mondiale, depuis une fosse commune !

Postface

Une œuvre magistrale et un tournant décisif pour la recherche et les débats scientifiques

En tournant la dernière page de l'ouvrage de Bertrand Cabedoche, j'ai pleinement conscience d'avoir lu une œuvre magistrale – un couronnement qui arrive en fin d'une carrière universitaire marquée par un engagement de l'auteur, non seulement pour le domaine de recherche embrassé, mais aussi avec le monde dans lequel cette recherche s'est déployée. En ce sens, le volume reflète les expériences de vie et la personnalité de son auteur : cosmopolite, motivé par une impérieuse soif de savoir, de voir et de comprendre la communauté mondiale sur place, c'est-à-dire au-delà de l'horizon que lui offre son propre contexte national ou tout autre espace, borné par l'humain. Dans sa vie personnelle jusqu'au plus intime comme dans ses choix professionnels, il s'emploie à bousculer les frontières – nationales, culturelles, linguistiques et intellectuelles. Une grande majorité de son travail a d'ailleurs été effectuée à l'étranger – dans de nombreux pays d'Afrique et Madagascar et au Canada, où il a résidé, mais encore au Liban, en Jordanie, en Arabie saoudite, en Turquie, en Russie, en Chine, au Brésil, à Cuba, en Indonésie, etc. Tout au long de ce vaste ouvrage, Bertrand Cabedoche explore ainsi de manière critique les cadres de référence installés et familiers qui ont dominé les différentes approches académiques sur le terrain de la « communication internationale », sans pour autant se laisser emprisonner par aucune d'elles.

Le *Regard-monde* de Bertrand Cabedoche est une contribution qui, selon moi, marquera la réflexion académique, constituant un

tournant décisif pour la recherche et les débats futurs autour de ce qui est encore désigné par la « communication internationale », non seulement pour l'ampleur de son ambition – dont témoigne l'immense quantité de matériaux mobilisés – mais aussi pour l'exceptionnelle puissance d'analyse dont Bertrand Cabedoche fait preuve. L'effort, d'une profondeur impressionnante, ancre de manière convaincante et incontestable sa thèse concernant le développement de ce domaine, en particulier par les problèmes que pose celui-ci, dès sa désignation même. Comme indiqué dans la préface du professeur Jean-Chrétien Ekambo, le volume est remarquablement structuré, les arguments se déroulent avec cohérence et accessibilité, aidés pour la lecture par des conclusions particulièrement utiles à la fin de chacune des parties de l'ouvrage.

Les recherches de Bertrand Cabedoche se situent dans le vaste domaine académique qui a émergé au milieu de la seconde partie du xx^e siècle, désigné en France sous le nom de sciences de l'information et de la communication, et en anglais par les appellations *Media Studies* et *Communication Studies*. La discipline s'est implantée – et imposée – en France à la fin des années soixante-dix. Avec les horizons ainsi ouverts, Cabedoche se fixe la tâche d'examiner de manière critique le territoire de la « communication internationale ». Notons déjà que si Cabedoche écrit ici en français et mobilise cette tradition française des sciences de l'information et de la communication en tant que fil conducteur et tremplin intellectuel, son ambition est beaucoup plus large qu'un état de la recherche, territorialement circonscrit puisqu'il s'agit de prospecter comment la « communication internationale », ou ce qu'elle représente et ses analyses, se sont déployées dans l'ensemble des régions du monde. La force du projet réside précisément dans l'effort entrepris pour observer les lignes de force ainsi dessinées sur le(s) terrain(s) – et les controverses auxquelles ces spécificités renvoient dans chacun des continents, avec une attention toute particulière à la production scientifique des « zones à bas statut », telles que consignées par les classements scientifiques internationaux, comme par exemple en Afrique dont il entreprend régulièrement d'accroître la visibilité de la production intellectuelle par son rôle particulièrement impliqué de passeur.

Ainsi, comme l'objet de recherche, l'acuité du regard s'étend au-delà des frontières. Refusant d'accorder un quelconque statut scientifique à l'appellation « communication internationale », Bertrand Cabedoche sonde systématiquement les concepts, les constructions théoriques, les

méthodologies qui se regroupent sous la bannière, tout en tenant compte des différents contextes sociopolitiques et culturels de saisissement de l'expression à travers le monde. L'auteur invite ainsi indirectement les lecteurs à reconsidérer leur propre trajectoire intellectuelle, à partir de ce qu'ils ont pu jusqu'ici prendre pour acquis – que ce soit pour ce qui concerne des éléments conceptuels mineurs ou pour ce qui relève de cadres discursifs plus larges – puis à entreprendre de les repenser, en particulier lorsque, à la découverte de *Lire la communication-monde*, ils croisent des courants de pensée dont la provenance se révèle au-delà de leurs propres cercles de référence habituels, locaux ou nationaux.

Quelles sont donc, selon Bertrand Cabedoche, ces problématiques qui se sont regroupées sous le fanal de la « communication internationale » ?

Pour y répondre, l'auteur entreprend d'abord de déconstruire l'expression même, qu'il finit par qualifier de « signifiant creux ». L'analyse révèle en effet une appellation pseudo objectivante, sans définition stable de ce qui la constituerait, et sans aucune circonscription de ce qui la délimiterait. La référence est pourtant largement convoquée, dans les intitulés des cours et dans les conférences scientifiques, comme dans les discours d'un nombre croissant d'acteurs de la scène internationale. Elle est consacrée par les revues universitaires et les chercheurs eux-mêmes, sans que, pour autant, les objets de recherche ne dissipent le flou de leur mise en tension. Les théories et méthodologies ainsi rassemblées sont profondément hétéroclites – et sont largement importées depuis d'autres domaines, ce qui accroît le sentiment de confusion. Avec une telle variété des écoles caractérisant ces recherches, les mobilisations ne distinguent plus qu'une locution nominale fondamentalement polysémique, susceptible d'une cohérence scientifique on ne peut plus minimaliste.

Dès lors, pour Bertrand Cabedoche, la seule voie possible de révélation des enjeux communicationnels à l'échelle planétaire consiste à reprendre le sillon plus resserré d'une discipline, en l'occurrence les sciences de l'information et de la communication depuis la France. Ce choix disciplinaire se comprend, riche d'un ensemble – pertinent – de concepts, théories, méthodologies et horizons épistémologiques particulièrement bienvenus pour éclairer tout essai de reconstruction de ces enjeux, alors que dans le monde anglo-saxon en comparaison, les médias et la communication sont le plus souvent présentés en tant que domaine, dont les nombreux praticiens affirment (non sans humour mais avec sérieux cependant) que celui-ci

est précisément trop « indiscipliné » tant il exprime de diversité : toute tentative pour en imposer une lecture globale y serait à coup sûr dénoncée comme une hérésie intellectuelle. Bertrand Cabedoche choisit cependant de partir du référent *sciences de la communication et de l'information*, telle que la discipline s'est constituée en France dans les années soixante-dix, puis imposée jusqu'à aujourd'hui, pour tester ses hypothèses. Je considère que cette façon de procéder par l'entrée d'une discipline ainsi identifiée est cohérente, plutôt que par celle des *Media Studies* et *Communication Studies*, moins stabilisées qu'elles ne se présentent dans le monde anglophone.

Pour autant, Bertrand Cabedoche a plus en tête ce qui entache la « communication internationale », au-delà des difficultés pratiques de la fragmentation académique résultant de cette désignation. Le questionnement vise aussi ce que les acteurs projettent sous cette appellation, mobilisée diversement par nombre d'entre eux pour promouvoir leurs propres intérêts au sein des arènes internationales, profitant précisément du flou de l'expression. Les gouvernements, les entreprises et l'ensemble des organisations supranationales et non gouvernementales jusqu'aux instances religieuses font facilement acte d'autopromotion, voire de propagande, sous l'apparence de l'information. Certains discours d'acteurs, éminemment stratégiques, masquent leurs postures hégémoniques derrière un semblant d'égalité dans l'interaction avec des publics, de fait, profondément dépendants sur le plan de leurs pouvoirs réels. Pareilles instrumentalisation ouvrent la manne des discours de naturalisation et de normalisation, sous le couvert de la « communication internationale ».

Au XXI^e siècle, avec toutes les mutations en cours au niveau mondial et, en particulier, avec les transformations du paysage médiatique et les contextes sanitaire et militaire anxiogènes, le besoin de déconstruction/reconstruction devient urgent. Bertrand Cabedoche entend ainsi convoquer le dialogue mondial autour des enjeux clés de la « communication internationale ». La hauteur de l'ambition se repère, déjà par le nombre, massif, de références convoquées, en particulier dans la confrontation, recherchée, des œuvres relevant des écoles de pensée hégémoniques avec des écritures à la recherche de perspectives dites « alternatives » autour de questionnements plus délicats.

L'auteur cherche parallèlement à contourner les écueils de l'ethnocentrisme que l'exercice charrie inévitablement : alors que nombre d'auteurs au cours des dernières décennies appellent justement à la « désoccidentalisation » des sciences humaines et sociales concernées

par le champ, Bertrand Cabedoche propose le *décentrement* comme posture, pour élargir le regard au-delà des fixations autour de polarités simplistes, sans pour autant faire table rase. Au fond, son ambition vise à reconstruire le terrain, de bas en haut, d'une manière qui soit en accord avec les évolutions des enjeux mondiaux contemporains.

Dans cet esprit, il appelle à un changement d'appellation, substituant à la dénomination faussement éclairante de « communication internationale » le concept hautement signifiant de *communication-monde*. La formulation est d'abord déblayée par Armand Mattelart au début des années quatre-vingt-dix. Sa convocation aujourd'hui par Bertrand Cabedoche, qui travailla sous la direction de laboratoire du premier, revêt une portée largement plus ambitieuse. Il ne s'agit pas d'une coquetterie linguistique mais au contraire, d'une étape sémantique fortement investie, qui évoque explicitement la tradition et les perspectives ouvertes par ce que l'on appelle la *Théorie des systèmes mondiaux*, ou plus exactement, l'analyse de l'*économie-monde*, puis dans la continuité, celles des *variétés de systèmes-monde*. Cette trajectoire est associée à des auteurs d'envergure, tels que Fernand Braudel (de l'école des Annales), Immanuel Wallerstein, Samir Amin, André-Gunder Franck... L'héritage présente ainsi un caractère interdisciplinaire et souligne que les réalités mondiales et le changement social ne peuvent être compris simplement à partir de l'observation de ce qui se passe entre les nations. Des formes de « systèmes » plus larges et cohérents sont à l'œuvre.

Un certain nombre d'écoles de pensée établies ont ainsi émergé pour conceptualiser ces développements mondiaux, telles que l'*école de la modernisation* (dite encore *école du développement*) et, avec une inflexion radicalement plus critique, l'*école de la dépendance*, avec chacune en son sein, des perspectives sur le rôle des médias. À long terme cependant, ces propositions se sont révélées insuffisantes pour analyser la dynamique complexe des inégalités mondiales, résultant pour partie des formes contemporaines d'impérialisme et de néocolonialisme.

L'analyse en termes de *systèmes-monde* se présente comme une option plus opérante pour constituer l'alternative. La perspective qu'elle offre, en termes très simples, englobe les relations inter-régionales, considérant le monde en régions constitutives de centres économiques, de semi-périphéries et de périphéries, voire de marges, au regard de leur pouvoir économique relatif. Une dimension critique est évidemment présente dans l'analyse de Bertrand Cabedoche de ce

modèle d'analyse, sur laquelle je reviendrai. Mais pour le moment, je garde à l'esprit que ces *variétés de systèmes-monde* sont loin d'être statiques : les circonstances politiques, économiques, techniques et sociales sont toujours en mutation et confèrent donc aux systèmes un caractère très dynamique – et non des moindres – obligeant au niveau théorique à relever nombre de défis contre les lectures en termes de domination. Immanuel Wallerstein souligne ainsi que ce genre d'analyse implique le développement de nouveaux types de connaissances, par exemple sur l'économie capitaliste mais aussi au sein des sciences humaines et sociales plus généralement. En d'autres termes, un défi épistémologique se dessine en arrière-plan de la réflexion ainsi recommandée, aujourd'hui entrepris et relevé par Bertrand Cabedoche.

Les auteurs critiques soutiennent cependant qu'Immanuel Wallerstein ignore les enjeux culturels dans ses analyses et sa quête de nouvelles connaissances. Je peux ajouter que l'analyse par l'auteur du *système-monde* dominant au xx^e a peu de choses à dire spécifiquement sur la communication. En ce sens, la *communication-monde* apporte un complément et un correctif majeur à ce manque : Bertrand Cabedoche affirme très explicitement que les pierres angulaires de ce champ reconstitué englobent précisément la communication et les éléments connexes, tels que la culture, la langue, la subjectivité et les processus de construction identitaire et d'industrialisation de la culture et de l'information, sans que pour autant, le social ne s'y réduise.

Cet ouvrage constitue une œuvre « critique » à bien des égards. Dans un sens, premier et classique du terme, *Lire la communication-monde* met en évidence les carences, les dérives en œuvre dans le champ de la « communication internationale ». Mais plus ambitieuse, la dimension critique s'affiche au sens d'une interpellation des sciences, des arts, du savoir sur un plan plus général, convoquant ainsi l'héritage des Lumières jusqu'à en remonter les racines à la Grèce antique.

Plus importante encore, l'œuvre de Bertrand Cabedoche offre deux autres dimensions critiques.

En premier lieu, l'auteur souligne toute l'importance à comprendre comment diverses contingences conditionnent ce que nous savons : l'œuvre invite à une réflexion épistémologique sur les fondements de notre propre savoir – en l'occurrence la production de connaissances académiques sur ce que nous appellerons encore, négligemment, la « communication internationale » – ainsi que sur les grands modèles explicatifs, tout autant que sur les phénomènes de

communication en eux-mêmes à l'échelle mondiale. La posture peut être vue comme un mode critique de type kantien (dans la lignée de *La Critique de la raison pure*), qui affirme que notre connaissance du monde n'est jamais produite directement, mais qu'elle est médiatisée de plusieurs manières, au point d'être toujours contingente. Nos organes sensoriels, nos processus mentaux, nos langages, nos cadres culturels spécifiques de perception, nos circonstances sociales, etc., ont tous et toutes un impact sur nos connaissances, sur les significations que nous nous construisons, participant de notre subjectivité. Tandis que Bertrand Cabedoche scrute la façon dont la « communication internationale » est perçue et comment elle fonctionne à travers le monde, l'auteur délimite précisément ces contingences de la pensée, des concepts, des théories, des méthodologies... à partir desquelles le champ se construit et élabore ses problématiques. De plus, l'auteur s'engage dans une introspection critique, partageant avec le lecteur sa compréhension des fondements de sa propre connaissance et démontrant ainsi une admirable transparence intellectuelle. On peut voir ce mouvement comme une manifestation de la place au sein de la recherche elle-même que prend aujourd'hui une sensibilité constructionniste sociale croissante, laquelle voit les chercheurs se montrer de moins en moins dupes des contingences qui participent aussi de l'élaboration de leur propre travail, ce que Cabedoche désigne comme constitutif d'une « intersubjectivité partagée ».

En second lieu, *Lire la communication-monde* est essentiel en ce que l'ouvrage aborde et problématise les relations de pouvoir. Toute une tradition critique aiguise ainsi son cheminement qu'il revisite, de Hegel et Marx jusqu'aux formes contemporaines de pensées critiques : l'école de Francfort, la réflexion gramsciste, l'intersectionnalité lorsque l'analyse regroupe la dynamique des identités sociales et politiques autour de la discrimination et des privilèges motivés, entre autres, par le genre, la race, la sexualité, la religion, la fonction professionnelle et l'apparence physique. Ce mode « hégélien » est centré sur les relations de pouvoir, sur la confrontation à la domination entendue comme une restriction illégitime de la liberté et une atteinte à l'égalité humaine.

Ces modalités, kantienne et hégélienne, sont bien évidemment co-présentes et réciproques, car le pouvoir et la création de connaissances sont liés dans de nombreux cas. Cette forme de critique nous aide à nous concentrer sur des situations spécifiques qui nient, détournent ou rendent inefficaces les formes de participation démocratiques, normativement justifiées, et les pratiques qui les incarnent.

Comme Bertrand Cabedoche le montre clairement, les voies sont nombreuses à travers le monde, du fonctionnement et de la mobilisation des médias, pour générer et maintenir des formes illégitimes de relations de pouvoir. Dans cette réflexion ouverte par les sciences de l'information et de la communication francophones et les *Media Studies* et *Communication Studies* anglophones, un certain nombre de trajectoires puissantes de la recherche critique se sont constituées depuis le début des années soixante-dix, de manière croissante quoiqu'inégale au fil des ans, avec aujourd'hui de nouvelles inflexions. Nous devons ainsi faire état de l'économie politique critique, qui traite de la propriété, de la marchandisation, de la (dé)régulation, de la politique et des liens entre l'économie et les dimensions sociales, politiques et culturelles de la vie moderne. Avec ses antécédents en anthropologie et des interprétations plus récentes telle que la tradition des *Cultural Studies* britanniques, la « théorie culturelle » a à son tour examiné comment les médias sont utilisés pour façonner le sens, les pratiques et les identités, en particulier jusque dans la vie quotidienne. La critique de l'idéologie a des racines plus anciennes et s'est, depuis longtemps, engagée à démontrer comment certaines manières dominantes de voir, de penser et de décrire le monde apparaissent comme naturelles ou normales, tout en servant en fait les intérêts de certains groupes humains, au détriment d'autres. Ses manifestations les plus récentes peuvent être repérées dans des courants tels que les *Critical Discourse Analysis* et *Discourse Theory*. Enfin, la *Théorie de l'espace public* a fourni un cadre qui offre une pertinence particulière à la compréhension de la dynamique de la démocratie, abordant, entre autres, le questionnement de la formation de l'opinion.

À la lecture de l'ouvrage, sans surprise et pour autant de façon impressionnante, ces trajectoires théoriques se croisent et se nourrissent de cette confrontation les unes avec les autres, ouvrant à de nouvelles pistes de recherche.

J'en donnerai juste une illustration, à partir de la réflexion que m'inspire la lecture de Bertrand Cabedoche quant à l'espace public. Le concept est associé à Jürgen Habermas, mais il figure aussi dans l'écriture de nombreux autres auteurs – et souvent avec des critiques et des révisions. De façon schématique, les espaces publics sont compris comme des constellations d'espaces institutionnels qui permettent la circulation de l'information et des idées, ainsi que la formation de l'opinion publique. De plus, ils offrent des liens de communication entre les citoyens et les détenteurs du pouvoir dans la société. La

pertinence de la référence aux espaces publics est importante dans les domaines d'analyse du journalisme et de la participation civique comme constitutifs de la dynamique démocratique. Il n'est point besoin de grands efforts de réflexion pour comprendre comment les questions d'économie politique, de culture et d'idéologie interfèrent dans ces espaces publics, surtout si nous nous concentrons sur la communication médiatisée. Que ces questionnements dans la recherche critique en communication soient considérés comme importants dans la *communication-monde* est parfaitement logique. Les évolutions contemporaines – telles que la transformation institutionnelle rapide des paysages médiatiques, la transnationalisation des médias et la constitution de véritables empires médiatiques, les mutations techniques des télécommunications et des appareils numériques mobiles, ainsi que les crises des médias classiques, en particulier le journalisme..., toutes ont un impact profond sur les espaces publics et sur la manière dont la démocratie se construit. Les institutions politiques, les cadres juridiques, les identités civiques et les cultures ont tous exercé une influence – de diverses manières – au niveau local, au sein des nations, entre les nations et entre les régions du monde.

Bertrand Cabedoche sonde de manière créative ces phénomènes dans sa critique de la « communication internationale ». Alors que le point de départ de l'analyse de Jürgen Habermas était les espaces publics bourgeois du XIX^e siècle, Bertrand Cabedoche nous offre la référence terminologique – conceptuellement très évocatrice – d'espaces publics plébéiens, pour représenter comment les citoyens des marges régionales sont partie prenante de la *communication-monde*, à l'aide de dispositifs techniques peu coûteux et accessibles. Alors que les macro-réseaux techniques et familièrement identifiés de la communication constituent les prémices de la *communication-monde* contemporaine, la nature de cette dernière ne peut plus aujourd'hui prétendre se définir uniquement par les structures médiatiques classiques et les grands groupes de communication. Elle doit aussi intégrer les ressources réelles dont disposent les individus et les organisations pour communiquer depuis toutes sortes de plateformes, depuis toutes sortes de médias grand public et depuis toutes sortes de médias sociaux. C'est au sein de la communication proprement dite – et avec l'édition, le mixage, le filtrage, la modification des contenus – que l'on découvre l'émergence de toutes ces nouvelles formes d'espace public. Ces espaces vécus sont façonnés par des réseaux et des liens (des rhizomes) à tous les niveaux : local, national, régional... Nous

sommes ainsi parvenus à de nouvelles formes de *systèmes-monde*, laissant derrière elles une grande partie du cadre de définition construit depuis les États-Unis et depuis la Guerre froide. Nous sommes bien, aujourd'hui, entrés dans la *communication-monde*.

À ses meilleurs moments, la recherche sociale critique manifeste une réciprocité fructueuse entre la réflexion normative, les considérations méthodologiques et le travail intellectuel. Bertrand Cabedoche traduit cet idéal de la manière la plus structurée qui soit. La recherche critique a aujourd'hui ses héritages, mais elle doit aussi engendrer des innovations de diverses natures, car les circonstances sociales sont en constante évolution. Nous sommes continuellement plongés dans des situations en mutation permanente, au sein desquelles les relations de pouvoir évoluent. De nouvelles formes hégémoniques prennent forme, les événements dramatiques en Ukraine en témoignent aujourd'hui. Cela nécessite de nouvelles propositions analytiques et théoriques critiques. C'est ce que Bertrand Cabedoche nous offre précisément, avec *Lire la communication-monde au XXI^e siècle*.

Peter Dahlgren
Professeur émérite
Université de Lund

Références bibliographiques

Les références sont classées chapitre par chapitre. Elles ne sont pas répétées si elles ont déjà été répertoriées dans un chapitre précédent de la présente bibliographie.

Partie I

Chapitre 1

- ABASSI, Amadou (2018). « La contestation contre le projet de la ligne B du métro à Rennes : analyse de la recomposition/décomposition organisationnelle d'une action collective », dans *Communication, médias et technologies numériques : vers une reconfiguration des pratiques et des usages*, sous la direction de YOUSOUFI, Khadija et Abdelkrim ZITOUNI, Agadir, Publications de L'Arlanc, Université Ibn Zohr, p. 301-317.
- AGBOBLI, Christian (2011). « La communication internationale : état des lieux et perspectives de recherche pour le XXI^e siècle », *Communiquer*, no 15, p. 65-84.
- AUDINET, Maxime (2021). *Le Lion, l'ours et les hyènes : acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone*, Étude 83, Paris, Irsem, juillet.
- BERNARD, Françoise (2004a). « Les SIC, une discipline de l'ouverture et du décloisonnement », *Org & co*, no 7, p. 2-3.
- BERNAYS, Edward (1928). *Propaganda*, New York, H. Liveright = *Propaganda : comment manipuler l'opinion en démocratie*, 2007, Paris, La Découverte. (Collection Zones).
- BHABHA, Homi K. (2007). *Les lieux de la culture : une théorie postcoloniale*, Paris, Payot. (Collection Petite bibliothèque Payot, no 1102).

- BOGUI, Jean-Jacques, et Julien N'Guessan ATCHOVA (2019). « Communication internationale, média diasporique en ligne et espace public en Afrique », *Communiquer* [en ligne].
- BOUCHARD, Caroline, Caterine BOURASSA-DANSEREAU et Sklaerenn LE GALLO (2018). « Communication interculturelle et internationale : contributions à un champ d'études et de recherches en mouvance », *Communiquer* [en ligne].
- BOUGNOUX, Daniel (1998). *Introduction aux sciences de la communication*, Paris, La Découverte, 128 p. (Collection Repères).
- BOUQUILLION, Philippe (2008). *Les industries de la culture et de la communication : les stratégies du capitalisme*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 306 p. (Collection Communication, médias et société).
- BOURETZ, Pierre (2001). « Histoire et mémoire : comment vivre avec le passé ? », dans WIEVIORKA, Michel et Jocelyne OHANA (dir.). *La différence culturelle : Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, p. 251-267. (Collection Voix et regards).
- BURTON, John Wear (1972). *World Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 186 p.
- CAYRE, Geneviève (1982). « La solidarité des pays producteurs de pétrole et des pays en voie de développement : les fonds d'aide multilatérale », dans BONNENFANT, Paul (dir.). *La péninsule arabe aujourd'hui*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, p. 277-306.
- CHERRY, Colin (1971). *World Communication: Threat of Promise? A Socio-Technological Approach*, Londres, John Wiley & Sons, 229 p.
- DE CERTEAU, Michel (1980). *L'invention du quotidien*. Tome 1 – Arts de faire, Paris, Union générale d'éditions, 349 p.
- DEMERS, François, Sylvain ROCHELEAU, et Virginie HÉBERT (2021). « La loi 21 sur la laïcité du gouvernement québécois en contexte de communication mondialisée », *Les Enjeux de l'information et de la communication*. « Action publique et diversité culturelle : perspectives internationales », no 22/2, p. 81-91.
- DEUTSCH, Karl W. (1954). *Political Community at the International Level*, NY, Garden City, Doubleday, 70 p.
- DIOH, Tidiane (2018). « Grandeur et décadence de l'empire médiatique français en Afrique », dans LOUM, Ndiaga et Ibrahima SARR (dir.). *Les médias en Afrique depuis les indépendances*, Paris, L'Harmattan.
- DONG, Guangbi (2007). *Science in China in the Twentieth Century*, Beijing, Peking University Press.
- FISCHER, Heinz-Dietrich et John Calhoun MERRILL (1970). *International Communication: Media, Channels, Functions*, New York, Hastings House, 526 p.
- FLORES ZUÑIGA, Juan Carlos (2016). *Teorías de la Comunicación Internacional*, San José, Universidad Nacional de Costa Rica.

- FRANKOPAN, Peter (2017). *Les routes de la soie : l'histoire au cœur du monde*, Paris, Flammarion, 944 p. (Collection Champs modernes).
- FRÈRE, Marie-Soleil (1998). « Médias et idéologie en Afrique francophone », *Afriques d'Hier et d'Aujourd'hui*, vol. 45, no 1-2, p. 15-54.
- GASCOIGNE, Toss, et Jenny METCALFE (2017). « The Emergence of Modern Science Communication in Australia », *Journal of Science Communication*, vol. 16, no 3, A01, p. 1-18.
- GERSTLÉ, Jacques, et Christophe PIAR (2016). *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 255 p.
- GETTLER, Brian (2016). « Les autochtones et l'histoire du Québec : au-delà du négationnisme et du récit "nationaliste-conservateur" », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 46, no 1, p. 7-18.
- GRAEBER, David, et David WENGROW (2021). *Au commencement était... une nouvelle histoire de l'humanité*, Paris, Les liens qui libèrent, 744 p.
- GRANJON, Fabien (2015). « Du matérialisme comme *principium* d'un agenda de la recherche critique en communication », *Questions de communication [en ligne]*, 28 | 2015.
- GUAAYBESS, Tourya (2019). *The Media in Arab Countries*, Londres, ISTE Ltd/Hoboken, NJ, John Wiley & Sons, 208 p.
- HERRERA ARANGO, Alvaro Diego, et Antonin SERPEREAU (2011). « Communication Internationale au Développement : premiers pas d'une analyse comparée », dans DE SOTELO, Carmen Rico, et Oumar KANE (dir.). *Cahiers du Colab*, « Communication Internationale et Développement : itinéraires et problématisations », no 3, automne, p. 23-40.
- HOGGART, Richard (1967). *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life*, Londres, Chatto & Windus = (1970). *La Culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Éditions de Minuit. (Collection Le sens commun).
- HOVLAND, Carl Iver, ([1957] 1966). *The Order of Presentation in Persuasion*, New Haven, Yale University Press, 192 p. (Collection Yale Studies in Attitude & Communication).
- Ji, Zhe (2016). « Vers une mondialisation réflexive : les trajectoires et les tendances du bouddhisme chinois transnational », *Diogène*, 2016/4, no 256, p. 107-125.
- KIYINDOU, Alain (dir.) (2016). *Les Sciences de l'information et de la communication par-delà les frontières*, Paris, L'Harmattan. (Collection Communication et civilisation).
- KOJÈVE, Alexandre (1947). *Introduction à la lecture de Hegel*, Paris, Gallimard, 600 p.
- KUHN, Thomas Samuel (1962). *The Structure of Scientific Revolutions* = (1970). *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion. (Collection Champs sciences).
- LAFRANCE, Jean-Paul (2006). « Cinquante ans d'histoire du développement international selon trois grands paradigmes de communication », dans

- LAFRANCE, Jean-Paul, Anne-Marie LAULAN et Carmen Rico DE SOTELO (dir.). *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 9-28.
- LASSWELL, Harold D. (1927). *Propaganda Technique in the World War*, New York, Knopf, 233 p.
- LATOUCHE, Serge (2001). « Les mirages de l'occidentalisation du monde. En finir une fois pour toutes avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai.
- LAZARFELD, Paul (1952-1953). « The Prognosis for International Communication Research », *Public Opinion Quarterly*, vol. 16, no 4, p. 481-490.
- LEPRI, Charlotte (2010). « De l'usage des médias à des fins de propagande pendant la guerre froide », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2, no 78, p. 111-118.
- LERNER, Daniel (1958). *The Passing of Traditional Society: Modernizing the Middle East*, Glencoe, Ill, The Free Press, 497 p.
- LEWIN, Kurt (1948). *Resolving Social Conflicts: Selected Papers on Group Dynamics*, New York, Harper and Brothers, 230 p.
- LIVINGSTONE, Sonia (2003). « Les enjeux de la recherche comparative internationale sur les médias », *Questions de communication* [en ligne], 3 | 2003.
- LOUGOVOY, Constantin, et Denis HUYSMANS (dir.) (1981). *Traité de relations publiques*, Paris, Presses universitaires de France, 646 p.
- LOUM, Ndiaga (2017). « Questions épistémologiques à propos d'une "interdiscipline" : la Communication internationale dans l'univers global des sciences sociales », dans AGBOBLI Christian, Jean-Jacques BOGUI et Katia Maria BELISARIO (coord.). *Communication, technologie et développement : « Technologies numériques et diffusion de l'information pendant les périodes de conflit et de crise dans le monde »*, no 4, septembre, p. 132-150.
- MALETZKE, Gerhard (1976). « Intercultural and International Communication », dans FISCHER, Heinz-Dietrich, et John Calhoun MERRILL (dir.). *International and Intercultural Communication*, New York, Hastings House Publishers, p. 409-419.
- MATELART, Armand, et Ariel DORFMAN (1972). *Para leer al Pato Donald. Comunicación de masa y colonialismo*, Valparaiso, Ediciones Universitarias = (1971). *Donald l'imposteur, ou l'impérialisme raconté aux enfants*, Paris, Alain Moreau.
- MATELART, Armand, et Yves STOURDZÉ (1982). *Technologie, culture et communication : rapport au ministère de la Recherche et de l'Industrie*, Paris, La documentation française, 214 p.
- MATELART, Armand, Michèle MATELART et Xavier DELCOURT (1983). *La culture contre la démocratie ? L'audiovisuel à l'heure transnationale*, Paris, La Découverte. (Collection Cahiers libres, no 381).
- MATELART, Armand (1992a). *La communication-monde : histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte. (Collection Textes à l'appui. Série Histoire contemporaine).
- MATELART, Armand (1994). *L'Invention de la communication*, Paris, La Découverte 380 p.

- MATTELART, Armand (1995). « Nouvelles utopies, grandes inquiétudes. Une éternelle promesse : les paradis de la communication », *Le Monde diplomatique*, novembre.
- MATTELART, Tristan (1995). *Le cheval de Troie audiovisuel : le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontières*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 332 p. (Collection Communication, médias et sociétés).
- MATTELART, Tristan (2002a). « Radio et Télévision Martí : des armes audiovisuelles contre Fidel Castro », *La mondialisation des médias contre la censure : Tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck université, p. 211-252. (Collection Médias recherches Études).
- MBODJ, Mouhamed (1992). « La crise trentenaire de l'économie arachidière », dans DIOP Momar-Coumba (dir.). *Le Sénégal : trajectoires d'un État*, Dakar, Karthala/Codesria, p. 93-135.
- MENDE, Tibor (1972). *De l'aide à la recolonisation : les leçons d'un échec*, Paris, Seuil, 96 p. (Collection L'histoire immédiate).
- MISSÈ, Missè (2000). « Communication internationale et souveraineté nationale : le problème des "ingérences" dans le nouvel ordre mondial », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, no 01/1.
- MOSCO, Vincent, et Anne BOUILLON (2000). « Les nouvelles technologies de communication : une approche politico-économique », *Réseaux : Communication, Technologie, Société*, vol. 18, no 101, p. 93-118.
- MOWLANA, Hamid (1997). *Global Information and World Communication: New Frontiers in International Relations*, Londres, Sage Publications, 270 p.
- MOWLANA, Hamid (2004). « International Communication: The Journey of a Caravan », *The Journal of International Communication*, vol. 10, no 2, p. 7-32.
- MOWLANA, Hamid, et Cherjun WANG (2018). « An Intergenerational Conversation on International Communication », *The Journal of International Communication*, vol. 24, no 2, p. 165-195.
- MOWLANA, Hamid, et Christian AGBOBLI (2019). « Et si la communication internationale m'était contée ? De quelques échanges sur ses spécificités, ses enjeux, ses théories et ses méthodes », *Communiquer*, no 25, p. 99-109.
- MUSSO, Pierre (2003). *Critique des réseaux*, Paris, Presses universitaires de France. (Collection La politique éclatée).
- NYE, Joseph Samuel Jr. (1990). *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 370 p.
- NYE, Joseph Samuel Jr. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 208 p.
- NYE, Joseph Samuel Jr. (2011). *The Future of Power*, New York, Public Affairs, 320 p.
- ORY, Pascal (2021). *Qu'est-ce qu'une nation ? Une histoire mondiale*, Paris, Gallimard, 470 p. (Collection Bibliothèque des histoires).
- PAILLIART, Isabelle (1993). *Les territoires de la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 279 p. (Collection Communication, Médias et Société).

- PETRICH, Perla (1987). « Les mailles de la communication d'une population maya : les Mocho », *Langage et société*, no 39, mars, p. 45-64.
- PROULX, Serge (2007). « Naissance des sciences de la communication dans le contexte militaire des années 1940 aux États-Unis », *Hermès/La Revue* 2007/2, no 48, p. 61-67.
- RADWAY, Lawrence I. (1969). *Politique étrangère et défense nationale aux États-Unis*, Paris, ISTR, 384 p. (Collection Nouveaux Horizons).
- REN, Fujun, et Jiequan ZHAI (2014). *Communication and Popularization of Science and Technology in China*, Dordrecht, Springer, 380 p.
- RICO de SOTELO, Carmen, et Oumar KANE (2011). « Communication internationale et développement. Considérations théoriques et champs d'investigation », *Cahiers du Colab*, numéro spécial « Communication Internationale et Développement : itinéraires et problématisations », no 3, p. 11-43.
- RIST, Gilbert (2007). *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 488 p. (Collection Monde et sociétés).
- SAMUEL-AZRAN, Tal (2016). *International Communication as a Clash of Civilizations: Al-Jazeera and Qatari's Soft Power*, New York, Peter Lang, 169 p.
- SCHIELE, Bernard (2016). « Histoire de la communication scientifique en Chine : un instrument politique de modernisation et de compétitivité économique », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2016/2, no 17/2, p. 173-186.
- SHAW, Tony (2007). *Hollywood's Cold War*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 352 p.
- SHELBY, Tommie (2002). "Foundations of Black Solidarity: Collective Identity or Common Oppression?", *Ethics*, 112, p. 231-266.
- SHEN, Zhu (2003). "Historical Investigation into Science Popularization in China", *Study on Science Popularization*, no 2, p. 1.
- SMITH, AntoniÓ (1994). « Tres conceptos de nación », *Revista de Occidente*, Octobre, n° 161, p. 7-22.
- SREBERNY-MOHAMMADI, Annabelle (1991). « The Global and Local in International Communication », dans CURRAN, James et Michael GUREVITCH (dir.). *Mass Media and Society*, Londres, Edward Arnold, p. 118-138.
- STEGER, Manfred B. (2009). « Globalisation and Social Imaginaries: The Changing Ideological Landscape of the Twenty-First Century », *Journal of Critical Globalisation Studies*, vol. 1, no 1, p. 9-30.
- TANOZZI, Massimiliano, et Carlos Alberto TORRES (2006). *Global Citizenship Education and the Crises of Multiculturalism: Comparative Perspectives*, Londres, Bloomsbury Academic, 240 p.
- THERBORN, Göran (2000). « At the Birth of Second Century Sociology: Times of Reflexivity, Spaces of Identity, and Nodes of Knowledge », *The British Journal of Sociology*, vol. 51, no 1, mars, p. 37-57.
- THUSSU, Daya Kishan (2017). « Internet des BRICS et désoccidentalisation des sciences de la communication », *Hermès/La Revue* 2017/3, no 79, p. 65-70.

- VERÓN, Eliseo (1991). « Pour en finir avec la communication », *Réseaux*, vol. 9, no 46-47, p. 119-126.
- WINKIN, Yves (1996). *Anthropologie de la communication : de la théorie au terrain*, Bruxelles, de Boeck université. (Collection Culture et communication).
- WINKIN, Yves (2004). « De quelques origines américaines des sciences de la communication », *Hermès/La Revue* 2004/1, no 38, p. 103-110.
- WOLFERS, Arnold Oscar (1962). *Discord and Collaboration: Essays on International Politics*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 300 p.
- YIN, Lin. (2010). « Looking into the Theoretical Development of Science Popularization Studies in China », *manuscript*, 11th International Conference on Public Communication of Science and Technology, New Delhi, India, 6-9 December.

Chapitre 2

- ADDI-JEANDIE, Anna (1982). « Media juifs et cohésion sociale », *Communication et langages*, no 54, p. 98-110.
- AGBOBLI, Christian (2018). « “Mon dépanneur est vietnamien” ou les stéréotypes à la rescousse de la communication interculturelle dans le contexte du Québec », *Questions de communication*, vol. 1, no 33, p. 169-186.
- ASSAN, Valérie (2017). « Judaïsme et entrée dans la modernité : le projet de l’Alliance israélite universelle », *Le Télémaque*, vol. 2, no 52, p. 43-54.
- BÉNÉTON, Philippe (1975). *Histoire de mots : culture et civilisation*, Paris, Presses de la FNSP, coll. « Travaux et recherches de sciences politiques, no 35 ».
- BENSLAMA, Fethi (2006). *Un furieux désir de sacrifice : le surmusulman*, Paris, Le Seuil, 160 p. (Collection Points).
- BRUN, Frédéric (2011). « La révolution en Tunisie », *Multitudes*, vol. 1, no 44, p. 22-25.
- BRUNEL, Gilles, et Claude-Yves CHARRON (dir.) (2002). *La communication internationale : mondialisation, acteurs et territoires socioculturels*, Montréal, Gaëtan Morin, 309 p.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2003). *Ce nucléaire qu’on nous montre : construire la socialité dans le débat sur les énergies*, Paris, L’Harmattan, 592 p.
- CABEDOCHÉ, Bertrand, Dominique CARTELLIER et Maria HOLUBOWICZ (dir.) (2021). « Action publique et “diversité culturelle” : perspectives internationales », in *Les Enjeux de l’information et de la communication*, no 22/2, décembre, p. 5-11.
- CABEDOCHÉ, Bertrand, et Simon NGONO (dir.) (2023). *Communication et COVID-19 en Afrique : action publique, médiatisation, croyances populations*, Paris, L’Harmattan. (Collection Communication et civilisation).
- CASTRO, Santiago (2007). « L’action autonome de l’UNESCO en faveur de la communication et des médias », *Hermès/La Revue*, 2007/2, no 48, p. 46-52.
- COHEN, Robin (1997). *Global Diasporas: An Introduction*, Londres, Routledge, 240 p.
- DACHEUX, Éric (1997). « Greenpeace, entre médias, espace public et marché, quelle logique communicationnelle ? », *Hermès/La Revue*, no 2, p. 191-201.

- DAMOME, Étienne Lakétienkoaia (2014). *Radios et religions en Afrique subsaharienne : dynamisme, concurrence, action sociale*, Bordeaux, France, Presses universitaires de Bordeaux, 319 p. (Collection Identités religieuses).
- DASS, Parshotam, et Barbara PARKER (1999). « Strategies for Managing Human Resource Diversity: From Resistance to Learning », *Academy of Management Executive*, vol. 13, no 2, p. 68-80.
- DEPONT, Octave, et Xavier COPPOLANI (1898). *Les confréries religieuses musulmanes, Échos d'Orient*, tome 1, no 10, p. 1-10.
- DE PRÉMARE, Guillaume (2009). « Église, communication et médias », *Revue d'éthique et de théologie morale*, vol. 3, no 255, p. 11-29.
- DERVILLE, Grégory (1997). « Le combat singulier Greenpeace-Sirpa », *Revue Française de Science Politique*, no 5, p. 589-624.
- DEWEY, John (1938). *Logic: The Theory of Inquiry*, New York, Henry Hold and Company. = [1993], *Logique : la théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France. (Collection L'interrogation philosophique).
- DOUYÈRE, David (2011). « De l'usage chrétien des médias à une théologie de la communication : le père Émile Gabel », *Le Temps des médias*, vol. 2, no 17, p. 64-72.
- DOUYÈRE, David (2015). « Les mutations communicationnelles du christianisme catholique au xx^e siècle », *Hermès/La Revue*, vol. 1, no 71, p. 225-235.
- DOUYÈRE, David (2016). « Le christianisme en communication(s) », *Communication & langages*, vol. 3, no 189, p. 25-46.
- EKAMBO, Jean-Christien D. (2018). *Médias pionniers au Congo : Se Kukianga 1891 ; Minsamu Miayenge 1892*, Kinshasa et Paris, L'Harmattan. (Collection Médias d'hier).
- ERRECART, Amaia (2018). « Le conflit entre Shell et Amnesty International dans le delta du Niger : construction et analyse d'une arène discursive », dans *L'organisation au prisme des TICS et de la RSE*, sous la direction de TOUMI, Farid et Khadija YOUSOUFI, Agadir, Publications de Larlanco, Université Ibn Zohr, p. 275-290.
- FATH, Sébastien (2008a). « Introduction. Du temps des cathédrales au temps des mégachurches : les nouveaux hauts lieux du christianisme », dans *Dieu XXL. La révolution des mégachurches*, Paris, Autrement, p. 5-10 (collection Frontières).
- FOUCAULT, Michel (1975). *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 424 p.
- FREEDMAN, Dess, et Daya Kishan THUSSU (dir.) (2012). *Media and Terrorism: Global Perspectives*, Londres, Sage Publications.
- GUSFIELD, Joseph R. (1980). *The Culture of Public Problems: Drinking-Driving and the Symbolic Order*, Chicago, University of Chicago Press, 278 p.
- HENNI, Ahmed (2016). « Terrorisme néo-fasciste islamiste, généalogisme et mondialisation capitaliste », *Raison présente*, vol. 1, no 197, p. 103-112.
- HOLUBOWICZ, Maria (2021). « Des médias publics aux médias nationaux : le pluralisme des médias publics polonais en proie à des intérêts

- politiques », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, no 22/2, p. 61-70.
- HOTIER, Hugues (1996). « La communication internationale des organisations à l'épreuve des cultures nationales et de la culture d'entreprise », *Communication et organisation*, [En ligne], <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.1893>.
- HUNTER, Robert (2005). « La lutte contre le terrorisme, vecteur d'un renouveau de la pensée stratégique ? », *Politique américaine*, no 1, p. 25-36.
- KHELIL, Hédi (2019). *Le cinéma saoudien : le parcours, la trace et les prévisions*, Paris, Éric Bonnier.
- LACORNE, Denis, Justin VAÏSSE, et Jean-Paul WILLAIME (dir.) (2014). *La Diplomatie au défi des religions : tensions, guerres, médiations*, Paris, Odile Jacob, 368 p.
- LOSSKY, Nicolas (2001). « L'église orthodoxe et le mouvement œcuménique : les difficultés », *Recherches de Science Religieuse*, vol. 89, no 2, p. 225-245.
- LOUM, Ndiaga (2005). « La remise en cause de l'autonomie du champ médiatique par le champ maraboutique au Sénégal », *Questions de communication*, 2005/1, no 7, p. 359-380.
- LUCA, Nathalie (2016). *Les sectes*, Paris, Presses universitaires de France, 126 p. (Collection Que sais-je ?).
- MAHMOUD, Eid (2014). *Exchanging Terrorism Oxygen for Media Airwaves: The Age of Terroredia*, Hershey, Pa., IGI Global, 347 p.
- MARTINIÈRE, Guy (1982). *Aspects de la coopération franco-brésilienne*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 223 p. (Collection Travaux et mémoires).
- MATELART, Armand (1992b). *L'internationale publicitaire*, Paris, La Découverte, 256 p. (Collection Textes à l'appui).
- MATELART, Armand (2005a). « Des biens et des services porteurs d'identité, de valeurs et de sens : bataille à l'UNESCO sur la diversité culturelle », *Le Monde diplomatique*, octobre, p. 26-27.
- MATELART, Tristan (2009). « Enjeux intellectuels de la diversité culturelle, éléments de déconstruction théorique », *Culture prospective*, « Politiques publiques et régulations », no 2, p. 1-8.
- McBRIDE, Sean (1980). *Voix multiples, un seul monde : communication et société aujourd'hui et demain*. Paris et Dakar, Documentation française, Les Nouvelles Éditions Africaines/UNESCO, 367 p.
- MIÈGE, Bernard (2000a). *Les industries du contenu face à l'ordre informationnel*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 120 p. (Collection La communication en plus).
- MIÈGE, Bernard (2007). « France : l'incomplétude des relations entre journalisme et université », dans BOHRMANN, Hans, Elisabeth KLAUS et Marcel MACHILL (dir.). *Media Industry, Journalism Culture and Communication Policies in Europe*, Köln, Herbert Halem Verlag, p. 154-167.
- NGONO, Simon (2021). *Médias audiovisuels et tolérance administrative au Cameroun : enjeux communicationnels et logiques d'acteurs*, Paris, L'Harmattan, 202 p. (Collection Études africaines).

- OLIVESI, Stéphane (2012). « Le syndicalisme à l'épreuve de la communication », *Questions de communication*, 2012/1, no 21, p. 269-290.
- PRAS, Bernard (2007). « Management et islam : vers une convergence de valeurs », *Revue française de gestion*, 2007/2, no 171, p. 91-95.
- RAMADAN, Tariq (2003). « Les musulmans et la mondialisation », *Pouvoirs*, vol. 1, no 104, p. 97-109.
- ROBERT BADUEL, Pierre. (2013) « Le temps insurrectionnel comme "moment politique" : Tunisie 2011 », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 2, no 20, p. 33-61.
- ROSENZWEIG, Philip (1998). « Managing the New Global Workforce: Fostering Diversity, Fostering Consistency », *European Management Journal*, vol. 16, no 6, p. 644-652.
- THUSSU, Daya Kishan (2019). *International Communication: Continuity and Change*, New York, Bloomsbury.
- TOUMI, Farid, et Khadija YOUSSEFI (coord.) (2018). *L'organisation au prisme des TICS et de la RSE*, Agadir, Publications de Larlanco, Université Ibn Zohr.
- TRIGANO, Shmuel (2010). « La communication politique dans la Cité », *Pardès*, vol. 1, no 47-48, p. 123-129.
- TUDESQ André-Jean (1995). *Feuilles d'Afrique : étude de la presse de l'Afrique subsaharienne*, Bordeaux, Éditions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine.
- VIDALENC, Sabrina (2007). « La reconquête de l'espace moscovite par l'Église orthodoxe après la chute du Mur », *Espaces et sociétés*, vol. 4, no 131, p. 121-136.
- WALLERSTEIN, Immanuel (2004). *World-Systems Analysis: An Introduction*, Durham, N.C., Duke University Press, 128 p.
- WALTER, Jacques (2005). *La Shoah à l'épreuve de l'image*, Paris, Presses universitaires de France, 288 p.

Chapitre 3

- ABDALLAH, May (2015a). « Le rôle des nouveaux médias dans le tourisme au Liban », *Artigos/Multimed*, no 3, p. 125-142.
- AIRAULT, Régis (2016). *Fous de l'Inde : délires d'Occidentaux et sentiment océanique*, Paris, Payot.
- BARAN, Paul, et Paul M. SWEEZY (1966). *Monopoly Capital: An Essay on the American Economic and Social Order*, New York, Monthly Review Press, 416 p.
- BERGÈRE, Marie-Claire (2013). *Chine : le nouveau capitalisme d'État*, Paris, Arthème Fayard, 310 p.
- BOCCARA, Paul (1973). *Étude sur le capitalisme monopolistique d'état, sa crise et son issue*, Paris, Éditions Sociales. (Collection Économie et société).
- BOUGNOUX, Daniel (1993). « Naissance d'une interdiscipline ? », introduction à *Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Larousse, 808 p. (Collection Textes essentiels).

- BOURDON, Jérôme (2009). *Introduction aux médias*, Paris, LGDJ, 160 p. (Collection Clefs/Politique).
- BRENNER, Robert (1977). « The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism », *New Left Review*, no 104, p. 25-92.
- CACCOMO, Jean-Louis (2007). *Fondements d'économie du tourisme : acteurs, marchés, stratégies*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 228 p. (Collection Les métiers du tourisme).
- CASILLI, Antonio A. (2017). « Digital Labor Studies Go Global: Toward a Digital Decolonial Turn », *International Journal of Communication*, vol. 11, p. 3934-3954.
- CATELLIN, Sylvie (2006). « Le recours à la science-fiction dans le débat public sur les nanotechnologies : anticipation et prospective », *Quaderni*, no 61, p. 13-24.
- CITTON, Yves (2015). « Humanités numériques : une médiapolitique des savoirs encore à inventer », *Multitudes*, 2015/2, no 59, p. 169-180.
- COUSIN, Saskia (2006). « Le "tourisme culturel", un lieu commun ambivalent », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 30, no 2, p. 153-173.
- CRAWFORD, Kate (2021). *Atlas of AI Power : Politics, and the Planetary Costs of Artificial Intelligence*, New Haven, Londres, Yale University Press, 336 p.
- DANDEKER, Christopher (1990). *Surveillance, Power and Modernity: Bureaucracy and Discipline from 1700 to the Present Day*, Cambridge, Polity Press, 243 p.
- DENARDIS, Laura (2014). *The Global War for Internet Governance*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 288 p.
- DI MAGGIO, Paul J., et Walter W. POWELL (1983). « The Iron-cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Field », *American Sociological Review*, vol. 48, p. 147-160.
- EL GAIED, Mouna, et Vincent MEYER (2014). « Communication, tourisme et développement territorial : l'exemple des Gsours du sud-est tunisien », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 1, no 15, p. 5-15.
- ELLUL, Jacques (1962). *Propagandes*, Paris, Armand Colin, 335 p.
- ELY, Robin J., et David A. THOMAS (1996). « Making Differences Matter: A New Paradigm for Diversity Management », *Harvard Business Review*, vol. 74, no 5, p. 79-90.
- FARCHY, Joëlle, et Jean TARDIF (2006). *Les enjeux de la mondialisation culturelle*, Paris, éditions Hors commerce, 395 p.
- FASSASSI, Idris (2017). « Les effets des réseaux sociaux dans les campagnes électorales américaines », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, vol. 4, no 57, p. 69-86.
- FLORIDA, Richard (2005). *Cities and the Creative Class*, New York, Londres, Routledge, 208 p.
- FOSTER, John Bellamy, et Robert W. MCCHESENEY (2014). « Surveillance Capitalism: Monopoly-Finance Capital, the Military-Industrial Complex, and the Digital Age », *Monthly Review*, vol. 66, no 3, p. 1-31.

- GIDDENS, Anthony (1985). *The Nation-State and Violence. Volume II: A Contemporary Critique of Historical Materialism*, Cambridge, Polity Press, 399 p.
- HONNETH, Axel (1996). *The Struggle for Recognition: The Moral Grammar of Social Conflicts*, Cambridge, Mass., MIT Press = (2007). *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Éditions du Cerf. (Collection Passages).
- JOUËT, Josiane (2000). « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, vol. 18, no 100, p. 487-521.
- KRAUT, Robert (1998). « Internet Paradox: A Social Technology that Reduces Social Involvement and Psychological Well-being ? », *American Psychologist*, vol. 53, no 9, p. 1017-1031.
- KUMAR, Priya (2017). « Corporate Privacy Policy Changes during PRISM and the Rise of Surveillance Capitalism », *Media and Communication*, « Information Studies Research Works », vol. 5, no 1, p. 63-75.
- LE BON, Gustave (1895). *Psychologie des foules*, Paris, Félix Alcan.
- LÈGE, Philippe (2009). « Le mirage du libéralisme hayékien », *Revue Française de Socio-Économie*, vol. 1, no 3, p. 77-95.
- MANOKHA, Ivan (2017). « Why the Rise of Wearable Tech to Monitor Employees Is Worrying », *Conversation*, January 2017, [En ligne], <https://theconversation.com/why-the-rise-of-wearable-tech-to-monitor-employees-is-worrying-70719>.
- MARCUSE, Herbert (1968). *Le marxisme soviétique : une analyse critique*, Paris, Gallimard, 376 p. (Collection Idées).
- MATTELART, Armand (2008). *La Globalisation de la surveillance : aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte, 260 p. (Collection Poche).
- MATTELART, Armand, et André VITALIS, (2014). *Le profilage des populations : du livret ouvrier au cybercontrôle*, Paris, La Découverte, 250 p. (Collection Cahiers libres).
- MATTELART, Tristan (2007). « Médias, migrations et théories de la transnationalisation », dans *Médias, migrations et cultures transnationales*, sous la direction de MATTELART, Tristan, Bruxelles, de Boeck, p. 13-56.
- MASUTTI, Christophe (2020). *Affaires privées : aux sources du capitalisme de surveillance*, Caen, C&F éditions, 475 p. (Collection Société numérique).
- MEZRIOU, Racha (2021). « État et construction identitaire de la "tunisianité" : entre norme et clivage, des altérités niées », *Les Enjeux de l'information et de la communication* : « Action publique et diversité culturelle : perspectives internationales », no 22/2, p. 67-86
- MIGUEL De BUSTOS, Juan Carlos (2016). « Los grupos mundiales de comunicación y de entretenimiento, en el camino hacia la digitalización », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 2, no 17/2, p. 127-144.
- MILLER, David I. (2005). *Citizenship and National Identity*, Oxford, Polity Press, 224 p.
- MŒGLIN, Pierre (2013). « Enraciner la critique : la question de la diversité culturelle et de ses enjeux », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, no 14/3A, p. 43-53.

- MOROZOV, Evgeny (2011). *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs, 448 p.
- MOROZOV, Evgeny (2013). *To Save Everything Click Here: The Folly of Technological Solutionism*, New York, Public Affairs, 432 p.
- MUSSO, Pierre (dir.) (1998). *Télécommunications et philosophie des réseaux : la positivité paradoxale de Saint-Simon*, Paris, Presses universitaires de France. (Collection La Politique éclatée).
- PELOPIDAS, Benoît (2022). *Repenser les choix nucléaires : la séduction de l'impossible*, Paris, Les Presses de Science Po, 308 p.
- PIAZZA, Pierre (dir.) (2011). *Aux origines de la police scientifique : Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime*, Paris, Karthala, 384 p.
- PUTNAM, Robert D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster, 541 p.
- RIFKIN, Jeremy (2014). *La société du coût marginal zéro : l'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, Paris, Éditions Les Liens qui Libèrent/Actes Sud, 510 p.
- ROBERTSON, Roland (1995). « Glocalization: Time-space and Homogeneity-Heterogeneity », dans ROBERTSON, Roland, Scott LASH et Mike FEATHERSTONE (dir.). *Global Modernities*, Londres et Thousand Oaks, Sage Publications, p. 25-44.
- RUIZ, Gérard (2014). « Le tourisme durable : jouissance et protection de la nature », *Vraiment durable*, vol. 1, no 5/6, p. 71-81.
- SEFIANE, Imane (2015). « La "société de l'information" : entre résurgence et oubli d'un concept cybernétique », *Études de communication*, vol. 1, no 44, p. 151-164.
- SIGHELE, Scipio (1892). *La foule criminelle : essai de psychologie collective*, traduit de l'italien par Paul Vigny, Paris, Félix Alcan.
- SIMONNOT, Anne-Laure (1999). *Hygiénisme et eugénisme au xx^e siècle à travers la psychiatrie française*, préface Jean-Paul Liauzu, Paris, Seli Arslan, 117 p.
- SRNICEK, Nick (2017). *Platform Capitalism*, Cambridge et Malden, Polity Press, 120 p.
- THUILLAS, Olivier, et Louis WIART (2021). « Amazon et Google face aux pouvoirs publics dans la filière du livre : la diversité culturelle en trompe-l'œil », *Les Enjeux de l'information et de la communication*. « Action publique et diversité culturelle : perspectives internationales », no 22/2, p. 31-40.
- TOFFLER, Alvin (1971). *Le choc du futur*, Paris, Denoël. (Collection Bibliothèque Médiations).
- TOLEDANO, Joëlle (2020). *GAFAs, reprenons le pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 192 p.
- VIALON, Philippe (2013). « Tolérance et interculturalité dans la communication touristique », *Questions de communication*, « Humanisme et Tolérance. Hommage à Alexandre Marius Déas de Sterio (1944-2006) », série « actes 17/2013 », p. 147-156.
- VITALIS, André (2016). *L'incertaine révolution numérique*, Londres, ISTE, 118 p. (Collection Systèmes d'information, web et société).

- WEBER, Max (1978). *Economy and Society: An Outline of Interpretative Sociology*, volume I, Berkeley, University of California Press.
- WIENER, Norbert (1956). *I am a Mathematician, the Later Life of a Prodigy: An Autobiographical Account of the Mature Years and Career of Norbert Wiener and a Continuation of the Account of his Childhood in Ex-prodigy* (2 volumes), Cambridge, Mass., The MIT Press, 380 p.
- WOOD, Ellen Meiksins (1985). *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 300 p.
- WRIGHT MILLS, Charles (1951). *White Collar: The American Middle Classes*, New York, Oxford University Press, 408 p.
- ZUBOFF, Shoshana (2015). « Big Other: Surveillance Capitalism and the Prospects of an Information Civilization », *Journal of Information Technology*, vol. 30, p. 75-89.
- ZUBOFF, Shoshana (2019a). *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, New York, Public Affairs, Profile Books, 691 p.
- ZUBOFF, Shoshana (2019b). « Votre brosse à dents vous espionne : le capitalisme de surveillance », *Le Monde diplomatique*, janvier, p. 1-11.

Chapitre 4

- ADAM DE VILLIERS, Laurent, Cédric TELLENNE, et Julien NOCETTI (2021). « Nouveaux espaces et nouvelles frontières de la mondialisation », dans *Géopolitique et géoéconomie du monde contemporain : puissance et conflits*, sous la direction de DELAMOTTE, Guibourg et Cédric TELLENNE, Paris, La Découverte, p. 305-349.
- AMIN, Samir (1981). *L'avenir du maoïsme*, Paris, éditions de Minuit, 152 p. (Collection Grands documents).
- AMIN, Samir (1990). *Itinéraire intellectuel : regards sur le demi-siècle 1945-90*, Paris, L'Harmattan, 223 p.
- ARTZ, Lee (2016). « Transnational Media Corporations and Global Division of Cultural Labor and Consumption », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 2, no 17/2, p. 25-38.
- BAREL, Yves (1984). *La société du vide*, Paris, Le Seuil, 271 p. (Collection Empreintes).
- BATTISTRADA, Franco (1989). « L'histoire de l'URSS vue par les marxistes italiens », *Actuel Marx*, 1989/2, no 6, p. 84-99.
- BAUMAN, Zygmunt (2000). *Liquid Modernity*, Cambridge, Polity Press; Malden, Blackwell Publishers Inc, 240 p.
- BELIAKOV, Vladimir (2011). « La Russie et l'Europe : l'auto-construction de l'image à travers les discours médiatiques russes », dans collectif (2011), *Revue Russe* no 37 : « L'auto-construction de l'image de la Russie et de la France au fil du temps », p. 87-98.
- BELL, Daniel (2013). *The China Model: Political Meritocracy and the Limits of Democracy*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 360 p.

- BETTELHEIM, Charles (1965). *La construction du socialisme en Chine*, Paris, Maspero. (Collection Économie et socialisme).
- BETTELHEIM, Charles (1974, 1977 et 1982). *Les luttes de classes en URSS : Première période, 1917-1923 ; deuxième période, 1923-1930 ; troisième période, 1930-1941*. Les dominés, Paris, Seuil/Maspero.
- BOLTANSKI, Luc, et Laurent THÉVENOT (1991). *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 576 p. (Collection NRF Essais).
- BOLTANSKI, Luc, et Ève CHIAPELLO (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 980 p. (Collection Tel).
- BOURDIEU, Pierre, et Luc BOLTANSKI ([1976] 2008). *La production de l'idéologie dominante*, Paris, Demopolis/Raison d'agir.
- CARDON, Dominique (2019). « La leçon politique des pionniers d'internet », *Culture numérique*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 65-75.
- CHALIAND, Gérard (1986). *Mythes révolutionnaires du tiers-monde : guérillas et socialisme*, Paris, Seuil, 272 p. (Collection Points Théma).
- CHAMBA, Franco Valencia, J. RÍOS ALVARADO, Jean-François TOURRAND, et coll., (2003). « Coca et violence : le témoignage du Alto Huallaga au Pérou », *Autrepart*, vol. 2, no 26, p. 157-171.
- CHARAUDEAU, Patrick, Guy LOCHARD, Jean-Claude SOULAGES, Manuel FERNANDEZ, et Annie CROLL (2001). *La télévision et la guerre : déformation ou construction de la réalité ? Le conflit en Bosnie (1990-1994)*, Bruxelles, de Boeck université, 168 p.
- CHAUVEAU, Loïc (2002). « Développement durable, une idée neuve de trente ans », *Science et vie*, no 1020, septembre, p. 172-179.
- CHEVRIER, Yves (1983). « Mort et transfiguration : le modèle russe dans la révolution chinoise », *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, « L'idée révolutionnaire et la Chine : la question du modèle », no 2, p. 41-108.
- CHI, Miao, Olivier DARD, Béatrice FLEURY et Jacques WALTER (dir.) (2017). « Retour sur la Révolution culturelle : regards croisés, Chine-France », *La Révolution culturelle en Chine et en France : expériences, savoirs, mémoires*, Paris, Riveneuve Editions, p. 7-25.
- CHOBANOVA, Yordanka (2018). « Les diplomates, entre évolutions technologiques et multiplication des acteurs », *Hermès/La Revue*, vol. 2, no 81, p. 61-63.
- CHOMSKY, Noam, et Edward HERMAN (2008). *La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 672 p.
- COULON, Christian (1972). « Système politique et société dans les états d'Afrique noire : À la recherche d'un cadre conceptuel nouveau », *Revue Française de Sciences Politiques*, no 5, p. 1049-1073.
- DAHLGREN, Peter (2003). « Reconfigurer la culture civique dans un milieu médiatique en évolution », *Questions de communication*, no 3, p. 151-168.
- DE CASTRO, Josué (1952). *Géographie de la faim*, Paris, Éditions ouvrières, 331 p. (Collection Économie et Humanisme).
- DE LA HAYE, Yves (1980). *Marx and Engels on the Means of Communication*, New York/Bagnolet, IG/Immrc.

- ELLUL, Jacques ([1977] 2012). *Le système technicien*, Paris, Cherche midi. (Collection Documents).
- ELLUL, Jacques (1980). *The Technological System*, New York, Continuum, 368 p.
- ELLUL, Jacques (2012). *Le bluff technologique*, Paris, Anthème Fayard. (Collection Pluriel).
- FELSTINER, William L. F., Richard L. ABEL, et Austin SARAT (1980/1981). « The Emergence and Transformation of Disputes: Naming, Blaming, Claiming », *Law & Society Review*, « Dispute Processing and Civil Litigation », vol. 15, no 3/4, p. 631-654.
- FRANCK, André-Gunder (1969). *Capitalism and Development in Latin America*, New York, Monthly Review Press, 298 p.
- FURTADO, Celso (1974). « O capitalism Pos-Nacional », *Cadernos de Opinião*, no 1, Rio de Janeiro, Éditions Inubia.
- GIDE, André (2009, rééd.). *Retour de l'URSS, suivi de Retouches à mon retour de l'URSS*, Paris, Gallimard (Collection Folio, no 4984).
- GLUCKSMANN, André (1975). *La cuisinière et le mangeur d'hommes : essai sur les rapports entre l'État, le marxisme et les camps de concentration*, Paris, Le Seuil, 224 p.
- GOMEZ MONT, Carmen (1999). « Médias et néo-zapatisme dans la crise mexicaine », *Communication organisation*, « Crise et communication », no 16, p. 96-109.
- GRAEBER, David, et David WENGROW (2021). *Au commencement, était... Une nouvelle histoire de l'humanité*, Paris, Les liens qui libèrent, 752 p.
- HABERMAS, Jürgen ([1962] 1993). *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 324 p. (Collection Critique de la Politique).
- HARARI-KERMADEC, Hugo (2019). *Le classement de Shanghai : l'université marchandisée*, Lormont, Le Bord de l'eau, 162 p. (Collection L'économie encastree).
- HONNETH, Axel (2006). *La société du mépris : vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La Découverte, 349 p. (Collection Armillaire).
- JEANGENE VILMER, Jean-Baptiste (2015). « Crimée : les contradictions du discours russe », *Politique étrangère*, vol. 1, p. 159-172.
- JEANNERET, Yves (2005). « La "société de l'information" comme figure imposée : sur un usage particulier des mots en politique », dans *La « Société de l'information » : entre mythes et réalités*, Michel Mathien (coord.), Paris, Bruylant, p. 66-76 (collection Médias, Sociétés et Relations Internationales).
- JULLIEN, François (1995). *Le détour et l'accès : stratégies du sens en Chine, en Grèce*, Paris, Grasset, 462 p. (Collection Le collège de philosophie).
- JULLIEN, François (2007). *Chemin faisant, connaître la Chine, relancer la philosophie*, Paris, Le Seuil, 160 p. (Collection Réplique à ***).
- KATO, Tetsuro (2010). « Le marxisme et l'héritage du mouvement socialiste japonais sur la question de la modernisation », *Ebisu – Études japonaises*, I/2010, p. 111-136.

- LAÏDI, Zaki (1983). « L'URSS et l'Afrique : vers une extension du système socialiste mondial ? », *Politique étrangère*, 48^e année, no 3, p. 679-699.
- LAMIZET, Bernard (2011). *Le langage politique : discours, images, pratique*, Paris, Ellipses, 256 p.
- LAMY, Stéphanie (2022). *Agora toxica : la société civile à l'ère numérique. Plongée au cœur de la désinformation politique*, Bordeaux, éditions du détour, 224 p.
- LARDELLIER, Pascal (2013). « Un anthropologue à l'Apple Store. », *Questions de communication*, no 23, p. 121-144.
- LAULAN, Anne-Marie (2013). « À la croisée des chemins : l'universalisme à la croisée des chemins » (entretien avec Susan Kovacs et Vincent Liquète), Paris, CNRS éditions/*Hermès/La Revue*, vol. 2, no 66, p. 126-132.
- LAUNET, Edouard (2013). « Saint et Super-héros : Vladimir Poutine », Paris, Presses universitaires de France, *Le petit livre des gros égos*, p. 81-84.
- LÉVESQUE, Jacques (2003). « La Russie et les États-Unis après le 11 septembre 2001 et l'énigme Poutine », *Entre Kant et Kosovo. Études offertes à Pierre Hassner*, sous la direction de LE GLOANNEC, Anne-Marie et Aleksander SMOLAR, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 177-194. (Collection Académique).
- MACHADO DA SILVA, Juremir (2003). « La politique dans la télévision de fiction », *Hermès/La Revue*, no 35, p. 277-284.
- MAECKELBERGH, Marianne (2011). « Doing is Believing: Prefiguration as Strategic Practice in the Alterglobalisation Movement », *Social Movement Studies*, vol. 10, no 1, p. 1-20.
- MARCUSE, Herbert (1969). *Le marxisme soviétique : une analyse critique*, Paris, Gallimard, 384 p. (Collection Idées).
- MCQUAIL, Denis (2010). *McQuail's Mass Communication Theory*, Londres, Sage, 632 p.
- MESQUITA, Marió (1999). « Le personnage journalistique », *Recherches en communication*, no 11, p. 179-190.
- MIÈGE, Bernard (2000b). « Les apports à la recherche des sciences de l'information et de la communication », *Réseaux*, no 100, p. 547-568.
- MIÈGE, Bernard (2010). *L'espace public contemporain : approche informationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 227 p. (Collection Communication, médias et sociétés).
- MUSSO, Pierre (2019). *Le temps de l'État-Entreprise : Berlusconi, Trump, Macron*, Paris, Fayard, 352 p. (Collection Documents).
- NGONO, Simon (2020). « Communication d'État en situation de crise : le cas des discours officiels lors des prises et libérations d'otages de Boko Haram au Cameroun », dans NGONO, Simon (dir.). *La communication de l'État dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, p. 197-215 (collection Études africaines, série Communication).
- NGOUEM, Alain-Claude (2007). *Nouvelle donne du système mondial de l'information et redéfinition du développement en Afrique. Y a-t-il déjà équilibre*

- de flux d'information entre le centre et la périphérie ?* Paris, L'Harmattan, 300 p. (Collection Études africaines).
- OAKLEY, Kate (2016). « Whose Creative Economy ? Inequality and the Need for International Approaches », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 2, no 17/2, p. 163-171.
- ŌHNO, Taiichi (1988). *Toyota Production System: Beyond Large-Scale Production*, New York, Productivity Press, 176 p.
- OLLIVIER-YANIV, Caroline (2003). « Les communicants gouvernementaux au secret : croire et faire croire à la transparence politique », *Quaderni*, « Secret et pouvoir : les faux-semblants de la transparence », no 52, p. 105-111.
- PERROULAZ, Gérard (1988). « Firmes transnationales : instruments du développement ou instruments de pouvoir ? », *Annuaire suisse de politique de développement*, p. 203-218.
- PERROUX, François (1975). *Critique de la raison économique*, Paris, Centre d'études Internationales pour le Développement/Armand Colin.
- PESQUEUX, Yvon, et Jean-Pierre TYBERGHEIN (2010). « L'école japonaise d'organisation », *Innovations*, vol. 1, no 31, p. 11-31.
- RABOY, Marc (1999). « Une régulation démocratique problématique », dans PROULX, Serge et André VITALIS (dir.). *Vers une citoyenneté simulée, médias, réseaux et mondialisation*, Rennes, Éditions Apogée, p. 57-69 (collection Médias et nouvelles technologies).
- RAVENEL, Bernard (1992). « Le parti comme problème : repenser la forme politique », *M*, juin, p. 30-36.
- REVAULT d'ALLONES, Myriam (2010). « Kant, Arendt et la faculté de juger politique », dans KERVÉGAN, Jean-François (dir.). *Raison pratique et normativité chez Kant : droit, politique et cosmopolitique*, Lyon, ENS éditions, p. 169-180 (collection La croisée des chemins).
- ROUET, Gilles, et Luciana RADUT-GAGHI (2018). « Communication et diplomatie plurielle. Introduction générale », *Hermès/La Revue*, vol. 2, no 81, p. 15-17.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques (1999, réédition). *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, tome 4, 2192 p. (Collection Bibliothèque de la Pléiade).
- RUCKER, Laurent (2003). « La politique étrangère russe : à l'Ouest, du nouveau ! », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2003/8, no 1038, p. 24-41.
- SIHLOBO, Wandile (2020). *Finding Common Ground: Land, Equity and Agriculture*, Johannesburg, Picador Africa/Pan McMillan South Africa.
- SIMIONI, Olivier (2002). « Un nouvel esprit pour le capitalisme : la société de l'information ? », *European Journal of Social Sciences*, « La société de l'information : état des lieux », XL-123, p. 75-90.
- SOLJENITSYNE, Alexandre (1970). *L'archipel du goulag, 1918-1956*. Tome 1 : Essai d'investigation littéraire, Paris, Fayard, 908 p.
- VILLAR, Constanze (2005). « Pour une théorie du discours diplomatique », *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. 6, p. 45-61.
- VORMS, Anne (1991), « Images d'information : fictions du réel », *Hermès/La Revue*, 1991/1, no 8-9, p. 189-197.

- WAGNER, Ben (2018). « Ethics as an Escape from Regulation: From Ethics-washing to Ethics-shopping », dans *Being Profiling : Cogitas Ergo Sum*, sous la direction de Mireille Hildebrandt, Amsterdam, Amsterdam University Press, p. 84-89.
- WANG, Huning (1991). *美国反对美国* (原版 (*America Against America*), Shanghai, Shanghai Arts Press.
- WIEVIORKA, Annette (2021). *Mes années chinoises*, Paris, Stock, 258 p. (Collection Puissance des femmes).
- WORONTZOFF, Madeleine (1975). *Nom : Lénine. Profession : reporter. La conception de la presse chez Lénine*. Paris, Éditions de la Taupe rouge, 137 p.

Chapitre 5

- ADAM DE VILLIERS, Laurent, Cédric TELLENNE et Julien NOCETTI (2021). « Nouveaux espaces et nouvelles frontières de la mondialisation », dans DELAMOTTE, Guibourg et Cédric TELLENNE (dir.). *Géopolitique et géoéconomie du monde contemporain : Puissance et conflits*, La Découverte, p. 305-349 (collection Repères).
- AGBOBLI, Christian (2015). « De l'utilité d'une lecture ivoirienne de l'espace public », dans ATCHOUA, Julien N'Guessan (dir.). *Les espaces publics informels en Afrique : Sorbonne, Agoras et Parlements, Grins*, Paris, L'Harmattan, p. 7-12.
- AMIN, Samir (1985). *La déconnexion : pour sortir du système-monde*, Paris, La Découverte (collection Cahiers libres).
- ATCHOUA, Julien N'Guessan (2015). *Les espaces publics informels en Afrique : Sorbonne, Agoras et Parlements, Grins*, Paris, L'Harmattan, 270 p.
- ATENGA, Thomas (2020). « 237 médias. Une liste de discussion très politique », dans CYR PANGOP, Alain et Léopold Maurice JUMBO (dir.), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia/L'Harmattan, p. 57-73 (collection Communication, médias, sciences politiques).
- BALANDIER, Georges (1999). « Ce que j'ai appris de l'Afrique », *Journal des Africanistes*, tome 69, fascicule 1 – « Des objets et leurs musées », p. 259-270.
- BECK, Ulrich (2001). *La Société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 521 p.
- BLONDEL, Jacqueline (1981). « Bourdieu Pierre, Questions de sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. 22, no 4, p. 642-647.
- BURGER, Jerry M. (1999). « The Foot-in-the-door Compliance Procedure: A Multiple-Process Analysis and Review », *Personality and Social Psychology Review*, vol. 3, no 4, p. 303-325.
- CABEDOUCHE, Bertrand (2018). « La ville, lieu de diffusion ou de captation des ressources ? Une analyse critique des politiques urbaines d'attractivité de la "classe créative" », dans NEIRA, Walter et Yves THÉORÉT (dir.) (2019), *Communication, ville et espace public*, co-édition Lima (Pérou) et

- Paris, Université de Lima et la chaire UNESCO en *Communication et culture de la paix*, éditions de l'immatériel, p. 128-178 (collection Écritures du monde).
- CARRÉ, Marie-Noëlle (2013). « Cynthia Ghorra-Gobin (dir.), *Dictionnaire critique de la mondialisation* », *Cahiers des Amériques latines*, no 72-73, p. 234-236.
- CASILLO, Ilaria (2013). « Espace public », dans CASILLO, Ilaria, Rémi BARBIER, Loïc BLONDIAUX et coll. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation.
- CEFAÏ, Daniel (1996). « La construction des problèmes publics. Définitions des situations dans les arènes publiques », *Réseaux*, no 75, p. 43-66.
- COHEN, Daniel (2015). *Le monde est clos et le désir infini*, Paris, Albin Michel (collection Documents).
- COUSSY, Jean (1983). « Quelques sources des représentations françaises de l'industrialisation et de la concurrence des pays pauvres », *Revue Française des Sciences politiques*, vol. 23, no 5, octobre, p. 819-820.
- DAHLGREN, Peter (2000). « L'espace public et l'internet : structure, espace et communication », *Réseaux*, vol. 18, no 100, p. 157-186.
- DELEUZE, Gilles et Félix GUATTARI (1976). *Rhizome, introduction*, Paris, Éditions de Minuit (repris dans *Mille Plateaux*, 1980, Paris, Les Éditions de Minuit).
- ÉLIAS, Norbert ([1981] 1991). *Qu'est-ce que la sociologie ?* Aix-en-Provence, Pandora, 1981, réédition La Tour-d'Aigues, L'Aube, p. 156-158.
- FILLIEULE, Olivier, et Cécile PÉCHU (1993). *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 218 p. (collection Logiques politiques).
- FLICHY, Patrice (1999). « Internet ou la communauté scientifique idéale », *Réseaux*, vol. 17, no 97, CNET/Hermès, Paris, p. 77-120.
- FLICHY, Patrice (2018). « Entretiens », (questions de Pascal Lardellier, avec Roger Chartier, Philippe Breton et Armand Mattelart, *MEI*, 9 novembre, p. 26.
- GALTUNG, Johan (1998). « High Road, Low Road: Charting the Course for Peace Journalism », *Track Two*, vol. 7, no 4, décembre, p. 95-102, Center for Conflict Resolution, University of Cape Town.
- GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas (1971). *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 457 p.
- GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas, (1979). *La décroissance : entropie, écologie, économie*, présentation et introduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, Paris, Sang de la terre, hors collection, p. 6.
- GIEDION, Siegfried (1941). *Space, Time and Architecture: The Growth of A New Tradition*, Cambridge, Harvard University Press.
- GODARD, Olivier (2003). *Le développement durable de Rio de Janeiro (1992) à Johannesburg*, Paris, École Polytechnique (laboratoire d'économétrie, CNRS, « Cahier », no 2003-17, 12 p.
- GRANJON, Fabien (2001). *L'internet militant : mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée, 189 p. (collection Média et Nouvelles Technologies).

- GRINEVALD, Jacques (2002). « L'économie de la décroissance », *L'Écologiste*, no 8, p. 69-70.
- GUERRA, François-Xavier et Annick LEMPÉRIÈRE (dir.) (1998). *Los espacios público en Iberoamérica : ambigüedades y problemas. Siglos XIII-XX*, Mexico, Fondo de Cultura Economica, 366 p.
- HABERMAS, Jürgen (1978). *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, traduction en français de l'ouvrage de 1962 : *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*, Cambridge, Polity Press.
- HABERMAS, Jürgen (1992). « L'espace public trente ans après », *Quaderni*, « Les espaces publics », no 18, automne, p. 161-191.
- HILGERS, Mathieu (2013). « Espaces publics liminaires en contexte semi-autoritaire », *Cahiers sens public*, 2013/1-2, no 15-16, p. 147-163.
- JAUREGUIBERRY, Francis (2014). « La déconnexion aux technologies de communication », *Réseaux*, vol. 4, no 186, p. 15-49.
- JOULE, Robert-Vincent (1987). « Le pied-dans-la-porte : un paradigme à la recherche d'une théorie », *Psychologie Française*, vol. 32, p. 301-306.
- JOULE, Robert-Vincent (2000). « Pour une communication organisationnelle engageante : vers un nouveau paradigme », *Sciences de la société*, p. 279-295.
- KABOU, Axelle (1991). *Et si l'Afrique refusait le développement*, Paris, L'Harmattan, 207 p.
- KARAGIANNPOULOS, Vasileios (2018). *Living with Hacktivism: From Conflict to Symbiosis*, Portsmouth, U.K., Palgrave Macmillan, 248 p.
- KARATZOGIANNI, Athina (2010). « Blame it on the Russians: Tracking the Portrayal of Russians During Cyber Conflict Incidents », *Digital Icons: Studies in Russian, Eurasian and Central European New Media*, vol. 4, p. 127-150.
- KLOTZ, Leidy E., Gabrielle S. ADAMS, Benjamin A. CONVERSE, et Andrew H. HALES (2021). « People Systematically Overlook Subtractive Changes », *Nature*, 592, p. 258-261.
- LATOCHE, Serge (2006). *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard (collection Pluriel).
- LES ÉCONOMISTES ATERRÉS (collectif) (2021). *De quoi avons-nous vraiment besoin ?* Paris, Les liens qui libèrent, 256 p.
- LEVITT, Theodor (1983). « The Globalization of Markets », *Harvard Business Review*, vol. 61, no 3, mai-juin, p. 92-102.
- LIÉGÉY, Vincent (2021). *Décroissance*, Paris, Tana. (Collection Fake or Not).
- LITS, Marc (2014). « L'espace public : concept fondateur de la communication », *Hermès/La Revue*, 2014/3, no 70, p. 77-81.
- MADIBA OLOKO, Georges (2007). « Libéralisation de la communication dans une société en crise et émergence de la société civile : réflexions sur la recomposition du champ social du Cameroun », dans BIYÉLÉ, Franck

- François (dir.), *Nouvelles approches des problématiques de communication sur l'Afrique subsaharienne : représentations, idéologies et instrumentalisation*, Paris, L'Harmattan, p. 137-155.
- MAFOUTA, Noël Izenzama (2008). *Le paradigme écologique du développement durable en Afrique subsaharienne à l'ère de la mondialisation : une lecture éthico-anthropologique de l'écodéveloppement*, Berne, Peter Lang, 140 p.
- MATTELART, Armand (2017). *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris, La Découverte, 128 p. (Collection Repères).
- MAX-NEEF, Manfred A. (dir.) ([1978] 1993). *Desarrollo a Escala Humana*, Montevideo, Nordan-Comunicad-REDES, 144 p. (collection Ecotec).
- MIÈGE, Bernard (2000a). « Les apports à la recherche des sciences de l'information et de la communication », *Réseaux*, no 100, p. 547-568.
- MIÈGE, Bernard (2004a). *L'information-communication, objet de connaissance*, Bruxelles, de Boeck/INA, 248 p. (collection Médias Recherches).
- NECKEL, Sighard (2017). « Retour vers le futur : la reféodalisation du capitalisme moderne », *Swiss Journal of Sociology*, vol. 43, no 1, p. 183-196.
- NEG, Oskar, et Alexander KLUGE (1980). *Geschichte und Eigensinn* (cité et traduit par Alexander Neumann), Göttingen, Ed. Zweitasudeneins, p. 3.
- NEUMANN, Alexander (2016). « Conceptualiser l'espace public oppositionnel », *Variations*, vol. 20 [En ligne], <https://doi.org/10.4000/variations.755>.
- NOCEITI, Julien (2018). « Le contrôle par la loi : les autorités russes et Internet », dans TAILLAT, Stéphane, Amaël CATTARUZZA, et Didier DANET (dir.), *La Cyberdéfense, Politique de l'espace numérique*, Paris, Armand Colin, p. 107-109 (collection U).
- PAQUOT, Thierry (2000). Préface, dans Jean-Pierre Charbonneau, *Transformations des villes : mode d'emploi*, Paris, Éditions de l'Épure, p. 8-13 (collection Propos d'urbanisme).
- RÉBILLARD, Franck (2007). *Le web 2.0 en perspective*, Paris, L'Harmattan, 162 p. (Collection Questions Contemporaines).
- RIST, Gilbert (2013). *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po. (Collection Monde et Sociétés).
- RUELLAN, Denis (1993). *Le professionnalisme du flou : identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 240 p. (Collection Communication, Médias et Sociétés).
- SACHS, Ignacy (1972). *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Éditions Économie et Humanisme / Les Éditions Ouvrières, 140 p. (Collection Développement et Civilisations).
- SCHMELZER, Matthias (2016). *The Hegemony of Growth: The OECD and the Making of the Economic Growth Paradigm*, Cambridge, Cambridge University Press, 396 p.
- SENNETT, Richard (1974). *The Fall of Public Man*, New York, Alfred Knopf/Vintage books, [traduction française, (1979), *Les tyrannies de l'intimité*], Paris, Seuil. (Collection Sociologie).

- SERVAES, Jan E. J. (1985). « Toward an Alternative Concept of Communication and Development », *Media and Development*, vol. 32, no 4, p. 2-5.
- SMYRNAIOS, Nikos, et Franck RÉBILLARD (2009). « L'actualité selon Google. L'emprise du principal moteur de recherche sur l'information en ligne », *Communication et langages*, no 160, p. 95-109.
- TOMAS, François (2001). « L'espace public, un concept moribond ou en expansion ? », *Géocarrefour*, « L'espace public », vol. 76, no 1, p. 75-84.
- VAN DIJK, Jan, et Alexander VAN DEURSEN (2010). « Internet Skills and the Digital Divide », *New Media and Society*, vol. 13, no 6, p. 893-911.
- VERÓN, Eliseo (1981). *Construire l'événement : les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Éditions de Minuit, 184 p.
- VON PAPE, Thilo, et Corinne MARTIN (2010). « Non-usages du téléphone portable : au-delà d'une opposition binaire usagers/non-usagers », *Questions de communication*, « Les non usagers des TIC », no 18, p. 113-144.
- WEATHERALL, James Owen et Cailin O'CONNOR (2019). *The Misinformation Age: How False Beliefs Spread*, Londres, Yale University Press.
- WIENER, Norbert ([1948] 1971). *Cybernétique et société*, Paris, Éditions des Deux Rives.

Partie II

Chapitre 6

- ADORNO, Theodor W., et Max HORKHEIMER ([1944] 1994). *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard (collection Tel).
- AMIROU, Rachid, Bertrand PAUGET, Marc LENGLET, et coll. (dir.) (2011). « De l'image à l'imagerie en passant par l'imaginaire : une interprétation du tourisme à partir des représentations proposées par dix villes européennes », *Recherches en Sciences de Gestion*, vol. 5, no 86, p. 87-102.
- AMOSSY, Ruth (1991). *Les idées reçues : sémiologie du stéréotype*, Paris, Nathan, 215 p. (collection Le texte à l'œuvre).
- ARDANT, Philippe (1969). « Le héros maoïste, modèle du Chinois de demain », *Revue française de science politique*, vol. 19, no 6, p. 1145-1171.
- BACHELARD, Gaston (1938). *La formation de l'esprit scientifique : essai de psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Vrin (collection Bibliothèque des textes philosophiques).
- BAUTIER, Roger (1986). « Un carrefour de discours », dans MIÈGE, Bernard (dir.), *Le J.T. : mise en scène de l'actualité à la télévision*, Paris, La Documentation française/INA-DF, p. 40-41.
- BEAUCHAMP, Gilles, et Jean-François DUPÉ (2018). « Expertise et biais cognitifs : quels pièges de l'esprit guettent l'expert ? », dans CLAVEAU, François et Julien PRUD'HOMME (dir.), *Experts, sciences et société*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 257-276.

- BENZAKOUR, Fouzia (2007). « Langue française et langues locales en terre marocaine : rapports de force et reconstructions identitaires », *Hérodote*, vol. 3, no 126, p. 45-56.
- BERELSON, Bernard, et Paul LAZARSFELD (1948). *The Analysis of Communication Content*, Chicago and New York, University of Chicago Press and Columbia University Press.
- BLANCHARD, Philippe (2003). « Si proche Orient... : un enjeu extérieur face aux clivages extérieurs », *Les Cahiers du journalisme*, no 12, p. 56-71.
- BONNAFOUS, Simone (2006). « L'analyse du discours », dans OLIVESI, Stéphane (dir.), *Sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, discipline*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, p. 213-228 (collection Communication en +).
- BOUDON, Raymond (2002). « À quoi sert la sociologie ? », *Cités*, vol. 2, no 10, p. 133-156.
- BOURDIEU, Pierre (1992). *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le Seuil, 267 p. (collection Libre examen).
- BOURE, Robert (2012). « Réflexions autour de l'institutionnalisation des disciplines », *Communication*, vol. 24, no 1, p. 9-37.
- BOURGES, Hervé (1978). *Décoloniser l'information*, Paris, Cana (collection Des idées et des hommes).
- BOUVERESSE, Jacques (1998). *Le Philosophe et le Réel*, entretiens avec Jacques Rosat, Paris, Hachette littératures, 262 p. (collection Philosophie).
- BOYD-BARRETT, Oliver, et Michael PALMER (1981). *Le trafic des nouvelles : les agences mondiales d'information*, Paris, Éditions Alain Moreau, 713 p.
- CHARAUDEAU, Patrick (1997). *Le discours d'information médiatique : la construction du miroir social*, Paris, Nathan, 286 p. (collection Médias recherche).
- CHEVÉ, Dominique (2003). « Les stéréotypes, entre opinion et posture critique », *Hermès/La Revue*, « Les stéréotypes dans les relations Nord-Sud », no 30, CNRS éditions, p. 201-206.
- COLLECTIF (1998). *Les Temps Modernes*, « Retour sur l'affaire Sokal : le vrai débat », no 600, juillet-août, septembre 1998, avec Jean Khalifa, « Mathémagie : Sokal, Brimont et les doctrines informe », p. 220-249 ; Juliette Simont, « La haine de la philosophie », p. 250-264 ; Georges Guille-Escuret, « Des modèles aux patrons : les sciences humaines en tenaille », p. 265-284 ; François-Xavier Fauvelle « L'afrocentrisme entre révision de l'histoire et quête d'identité », p. 285-302.
- CROZIER, Michel, et Bruno TILLETTE (2000). *Quand la France s'ouvrira...*, Paris, Fayard, 203 p. (collection Essais).
- DE LA HAYE, Yves (1985). *Journalisme, mode d'emploi : des manières d'écrire l'actualité*, préface de Robert Escarpit, Grenoble, France, Ellug-Pensée Sauvage. (Collection Logiques sociales).
- DELFORCE, Bernard, et Jacques NOYER (1999). « Constructivisme et discursivité sociale », *Études de communication*, « La médiatisation des problèmes publics », no 22, décembre, p. 30-31.

- DEPRETTO, Jean-Paul (1982). « La réalité du stakhanovisme ou Staxanov par lui-même », *Revue des études slaves*, tome 54, fascicule 3, p. 337-353.
- DERVILLE, Grégory (dir.) (2017). *Le pouvoir des médias*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 224 p. (collection Politique en +).
- DEUTSCHER, Isaac (1953). *La Russie après Staline*, Paris Gallimard.
- DUFOUR, Lucas (2005). « Laurent Gervereau, "Inventer l'actualité, La construction imaginaire du monde par les médias internationaux" », *Questions de communication*, vol. 1, no 7, p. 333-335.
- ECO, Umberto (1985). *La guerre du faux*, Paris, Grasset, 420 p. (collection Les Cahiers rouges).
- FASSIN, Didier, et Richard RECHTMAN (2007). *L'empire du traumatisme : enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 464 p. (collection Champs).
- FEYERABEND, Paul ([1975] 1988). *Contre la méthode : esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, traduit de la version anglaise *Against Method: Outline of an Anarchist Theory of Knowledge*, par Baudouin Jurdant et Agnès Schlumberger, Paris, Seuil, 352 p. (collection Points Sciences).
- FLAYSAKIER, Daniel (1997). « Santé publique et responsabilité des médias », *Hermès/La Revue*, « Sciences et médias », no 21, p. 135-143.
- FRÈRE, Bruno (dir.) (2015). *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brower, 493 p. (collection Solidarité et société).
- FROISSART, Pascal (1999). « La rumeur du chien : une approche communicationnelle », dans REUMAUX, Françoise (dir.), *Les oies du Capitole, ou les raisons de la rumeur*, Paris, CNRS éditions, p. 105-120 (collection CNRS communication).
- GEBLER, Laurent, et Yvan GUITZ (2002). « Le bon sens et le mauvais sens », *Journal du droit des jeunes*, vol. 7, no 217, p. 20-27.
- GEERTZ, Clifford (2002). *Savoir local, savoir global : les lieux du savoir*, Paris, Presses universitaires de France (collection Sociologie d'aujourd'hui).
- GERVEREAU, Laurent (2004). *Inventer l'actualité : la construction imaginaire du monde par les médias internationaux*, Paris, La Découverte, 306 p. (collection Cahiers libres).
- GINGRAS, Yves (2014). « L'historien dans la Cité : l'objectivation contre l'instrumentalisation », *Revue d'Histoire politique*, vol. 22, no 3, p. 265-286.
- GIRY, Julien (2017). « Étudier les théories du complot en sciences sociales : enjeux et usages », *Quaderni*, 2017/3, no 94, p. 5-11.
- GODONG, Serge Alain (2011). « Les « valeurs » américaines dans une entreprise africaine : analyse de la tentative de remodelage d'une gouvernance par le haut », *La Revue des Sciences de Gestion*, vol. 5, no 251, p. 63-70.
- GOFFMAN, Erving (1963). *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 147 p.

- GRANJON, Fabien (2014a). « La critique est-elle soluble dans les Sciences de l'information et de la communication ? », dans GEORGE, Éric, et Fabien GRANJON (dir.), *Critique, sciences sociales et communication*, Paris, Mare & Martin, p. 291-355 (collection MediaCritic).
- GUIRAL, Pierre, et Émile TEMIME (dir.) (1977). *L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine*, Paris, CNRS, 281 p.
- HABERMAS, Jürgen (1973). *La Technique et la science comme « idéologie »*, traduction et préface par Jean-René Ladmiral, Paris, Gallimard, 213 p. (collection Tel).
- HUSSERL, Edmund ([1936] 1972). *La crise des sociétés européennes et la phénoménologie transcendantale*, Paris, Gallimard (collection Tel).
- IEHL, Corinne (2008). « Henri Boyer, dir., *Stéréotypage, stéréotypes : fonctionnements ordinaires et mises en scène*, Tome 1 – Média(tisation)s, *Questions de communication* », no 13, p. 372-374.
- JAKOBSON, Roman (1970). *Essai de linguistique générale*, Paris, Le Seuil, 255 p. (collection Points).
- JEANNERET, Yves (1998). *L'affaire Sokal, ou la querelle des impostures*, Paris, Presses universitaires de France, 274 p. (collection Science, Histoire et Société).
- JIA, Fei, et Emmanuel KOKU (2019). « Making American Friends: The Effects of Musical Tastes and English Proficiency on Chinese International Students' Social Networks in the United States », *Journal of Intercultural Communication Research*, vol. 48, no 1, p. 17-36.
- JULLIEN, François (2022). *Moïse ou la Chine : quand ne se déploie pas l'idée de Dieu*, Paris, Éditions de l'Observatoire/Humensis, 384 p. (collection Essais et documents).
- JURDANT, Baudouin (1998). *Impostures scientifiques : les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris, La Découverte/Alliage.
- KANT, Emmanuel (1795). *Zum ewigen Frieden*, traduction et annotations par Max Marcuzzi dans l'édition française de 2007, *Vers la paix perpétuelle : un projet philosophique*, Paris, Vrin (collection Textes et commentaires).
- KOSIK, Karel (1970). *La dialectique du concret*, Paris, Les Éditions de la passion/Maspero, 173 p.
- KRIEG-PLANQUE, Alice, et Caroline OLLIVIER-YANIV (2011). « Poser les petites phrases en politique », dans Alice Krieg-Planque et Caroline Ollivier-Yaniv (coord.), *Les « petites phrases » en politique*, *Communication et langages*, 2011/2, no 268, p. 21.
- KUHN, Thomas Samuel ([1962] 1970). *La structure des révolutions scientifiques* (traduction de *The Structure of Scientific Revolutions*, 1962), Paris, Flammarion, (collection Champs Sciences).
- LATOUR, Bruno (2015). « Composer un monde commun » (entretien), *Études*, 2015/1, janvier, p. 69-78.

- LATOUR, Bruno, et Steve WOOLGAR (1979). *La vie de laboratoire : la production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte, 308 p.
- LEMIEUX, Cyril (2001). « Les formats de l'égalitarisme : transformations et limites de la figure du journaliste-justicier », *Quaderni*, no 45, automne, p. 53-68.
- LÉVY-LEBLOND, Jean-Marc (1997). « La paille des philosophes et la poutre des physiciens », *La Recherche*, no 299, p. 9-10.
- LÉVY-LEBLOND, Jean-Marc (2006). « Toutes les cultures humaines construisent leurs outils conceptuels. La science est-elle universelle ? », *Le Monde diplomatique*, 53^e année, no 626, mai.
- LHÉRÉTÉ, Héloïse (2012). « L'imaginaire du voyage », *Sciences Humaines*, vol. 8, no 240, p. 10.
- LITS, Marc (2006). « La position du chercheur impliqué », *Questions de communication*, no 9, p. 207-220.
- LORENZI-CIOLDI, Fabio, et Fabienne BUSCHINI (2005). « Vaut-il mieux être une femme qualifiée ou être qualifiée de femmes ? Effets paradoxaux de la catégorisation dans la discrimination positive », dans SANCHEZ-MAZAS, Margarita, et Laurent LICATA (dir.), *L'Autre : regards psychosociaux*, Grenoble, Presses Universitaire de Grenoble, p. 279-308 (collection Vies sociales).
- LOWENTHAL, David (1998). « Fabricating Heritage », *History & Memory*, vol. 10, no 1, p. 5-24.
- LÖWY, Michael (2007). « Le marxisme en Amérique latine de José Carlos Mariategui aux zapatistes du Chiapas », *Actuel Marx*, vol. 2, no 42, p. 25-35.
- LURÇAT, François (1997). « Pour une épistémologie négative : disciplines et frontières », *Recherches-La Revue du MAUSS*, no 10, p. 155-166.
- LYOTARD, Jean-François (1979). *La condition postmoderne*, Paris, Les Éditions de Minuit, 128 p.
- MAINGUENEAU, Dominique (2006). « De la surassertion à l'aphorisation », dans LÓPEZ MUÑOZ, Juan Manuel, Sophie MARNETTE, et Laurence ROSIER (dir.), *Dans la jungle des discours : genres de discours et discours rapporté*, Cádiz, Servicio de publicaciones de la Universidad de Cádiz, p. 359-368.
- MAINGUENEAU, Dominique (2011). *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin, 256 p.
- MARTÍN-BARBERO, Jesús (1987). *De los medios a las mediaciones*, Mejiaco, Mass Media.
- MEMMI, Albert (1957). *Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, Paris, Buschet-Chastel, Correa, 197 p.
- MENGER, Carl (1883). *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der Politischen Oekonomie insbesondere*, traduction française par Gilles Campagnolo (2010). *Recherches sur la méthode en sciences sociales, et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESP.

- MEZRIOUI, Racha (2021). « État et construction identitaire de la “tunisianité” : entre norme et clivage, des altérités niées », *Les Enjeux de l'Information et de la communication* : « Action publique et diversité culturelle : perspectives internationales », no 22/2, p. 67-86.
- MIÈGE, Bernard (2000). « Les apports à la recherche des sciences de l'information et de la communication », *Réseaux* : « Communication, technologie, société », Issy-les-Moulineaux, CNET, no 100, p. 547-568.
- MIÈGE, Bernard (2003). « La contribution des industries de la culture, de l'information et de la communication à l'informationnalisation et à la globalisation », *Questions de communication*, vol. 1, no 3, p. 211-221.
- MILGRAM, Stanley (1974). *Obedience to Authority: An Experimental View*, New York, Harper & Row, 224 p.
- MOLES, Abraham M. (1967). *Sociodynamique de la culture*, Paris, La Haye, Mouton.
- MONS, Alain (1992). « La communication événementielle des villes », dans MONS, Alain (dir.), *La métaphore sociale : image, territoire, communication*, Paris, Presses universitaires de France, p. 65-80, (collection Sociologie d'aujourd'hui).
- MORALÈS, Patricia (2007). « La philosophie de l'UNESCO vers la “solidarité intellectuelle et morale” », *Actes du colloque des 16-18 novembre 2005*, « 60 ans d'histoire de l'UNESCO, actes du colloque des 16-18 novembre 2005 », Paris, Maison de l'UNESCO, p. 105-113.
- NOËLLE-NEUMANN, Elisabeth (1984). *The Spiral of Silence: Public Opinion, Our Social Skin*, Chicago, University of Chicago Press, 277 p.
- ODIN, Roger (2011). *Les espaces de communication : introduction à la sémiopragmatique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 159 p. (collection communication en +).
- PAILLIART, Isabelle (2019). « Médiatisation et espace public », dans LAFON, Benoît (dir.), *Médias et médiatisation : analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, (collection Communication en +).
- PASSERON, Jean-Claude (1991). *Le raisonnement sociologique : l'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 408 p. (collection Essais et recherches).
- PELLEGRIN, Marie-Louise (1986/1987). « L'économique est-il toujours économique ? », *Le Journal des psychologues*, no 43, décembre 1986/janvier 1987, p. 40-42.
- PEMBERTON, Jo-Ann (2007). « Vers une société des esprits : de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle à l'UNESCO », *Actes du colloque des 16-18 novembre 2005*, « 60 ans d'histoire de l'UNESCO », Paris, Maison de l'UNESCO, p. 67-75.
- PLUMAUZILLE, Clyde, et Mathilde ROSSIGNEUX-MÉHEUST (2014). « Le stigmatisme ou “la différence comme catégorie utile d'analyse historique” », *Hypothèses*, vol. 17, no 1, p. 215-228.

- POLIAKOV, Léon (1994). *Le mythe aryen : essai sur les sources du racisme et des nationalismes*, Paris, Calmann-Lévy, 360 p. (collection Liberté de l'esprit).
- POPPER, Karl R. (1934). *The Logic of Scientific Discovery*, New York, Harper Torchbook, Harper and Row.
- POPPER, Karl R. (1963). *Conjectures and Refutations*, Londres, Routledge.
- RAHARIMANANA, Jean-Luc (2015). « Raharimanana », *Po&Sic*, vol. 3, no 153-154, p. 139-143.
- RAOULT, Didier (2015). *De l'ignorance et de l'aveuglement : pour une science postmoderne*, s.l., CreateSpace Independent Publishing Platform, 266 p.
- REBOUL, Olivier (1980). *Langage et idéologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- RENOLIET, Jean-Jacques (2007). « L'UNESCO oubliée : l'Organisation de Coopération Intellectuelle (1219-1946) », dans *Actes du colloque international de Paris, « 60 ans d'histoire de l'UNESCO »*, 16-18 novembre 2005, Paris, Maison de l'UNESCO, p. 61-66.
- RIEFFEL, Rémy (1994). *La tribu des clercs : les intellectuels sous la V^e République*, Paris, Calmann-Lévy, 696 p. (collection CNRS Éditions).
- ROSENCHER, Anne (2022). *Un chagrin français, « populisme », « progressisme », « vivre-ensemble », ces mots qui nous enferment*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 144 p.
- SAADI, Hacène (2001). « La construction de l'identité de l'autre à travers des textes littéraires français, de Chateaubriand à Camus », *Hermès/La Revue*, no 30, p. 137-148.
- SAMARAS, Iathanassios N. (2005). « Représentations du 11-Septembre dans quatre journaux grecs : une question de cadrage », *Questions de communication*, no 8, p. 367-388.
- SEARLE, John R. (1993). « Rationality and Realism, What is at Stake? », *Daedalus*, vol. 122, no 4, 1993, p. 55-83.
- SERRES, Michel (1968). *Le système de Leibniz et ses modèles mathématiques*, Paris, Presses universitaires de France (collection Épiméthée).
- SHANNON, Claude Elwood, et Warren WEAVER (1949). *The Mathematical Theory of Communication*, Champaign, University of Illinois Press / Rockefeller Foundation.
- SIBEUD, Emmanuelle (2011). « Des "sciences coloniales" au questionnement postcolonial : la décolonisation invisible ? », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 1, no 24, p. 3-16.
- SOKAL, Alan D. (1996a). « Transgressing the Boundaries: Towards a Transformative Hermeneutics of Quantum Gravity », *Social Text*, no 14, p. 46-47.
- SOKAL, Alan D. (1996b). « A Physicist Experiments with Cultural Studies », *Lingua franca*, mai-juin, p. 62-64.
- SOKAL, Alan D., et Jean BRICMONT (1999). *Fashionable Nonsense: Postmodern Intellectuals' Abuse of Science*, New York, Picador, 313 p.

- TAGUIEFF, Pierre-André (2008). *La Judéophobie des Modernes : des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 688 p.
- TERRETTA, Meredith (2015). « Une campagne d'opinion contre l'Apartheid : l'affaire de la greffe du cœur (1968) », *La contemporaine*, « Matériaux pour l'histoire de notre temps », vol. 1, no 115, p. 52-62.
- TINBERGEN, Nikolaas (1951). *The Study of Instinct*, Oxford, Londres, New York.
- TOMASELLI, Keyan G. (2003). « "Our Culture" vs "Foreign Culture.": An Essay on Ontological and Professional Issues in African Journalism », *International Communication Gazette*, vol 65, no 6, p. 427-441.
- TOYE, John, et Richard TOYE (2007). « Alfred Zimmern, Julian Huxley et le leadership initial de l'UNESCO », dans *60 ans d'histoire de l'UNESCO : actes du colloque des 5-18 novembre 2005*, Paris, Maison de l'UNESCO, p. 77-92.
- VAN ORMAN QUINE, Willard (1951). « Two Dogmas of Empiricism », *The Philosophical Review*, vol. 60, no 1, p. 20-43.
- VAN ORMAN QUINE, Willard ([1951] 1961). *From a Logical Point of View: Nine Logico-Philosophical Essays*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- VEBLÉN, Thorstein B. (1898). « Why is Economics Not an Evolutionary Science? », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 12, no 2, July 1898, p. 373-397.
- WIGNER, Eugène Paul (2012). « L'irraisonnable efficacité des mathématiques dans les sciences de la nature », *Rue Descartes*, vol. 2, no 74, p. 99-116.
- YELA, Mariano (1996). « Comportamiento animal y conducta humana », *Psicothema*, vol. 8 (supplément), p. 149-163.
- ZACCAI, Edwin (2007). « Développement durable et disciplines scientifiques », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 15, no 4, p. 379-388.

Chapitre 7

- AIGRAIN, Philippe (2005). *Cause commune : l'information entre bien commun et propriété*, Paris, Fayard, 283 p. (collection Transversales).
- ALESSANDRIN, Agnès, et Anne-Marie HOUDEBINE (2013). « Le dialogue de l'imaginaire et de l'analytique au service du participatif : application au domaine alimentaire », dans MASSERAN, Anne, et Philippe CHAVOT (dir.), *Les cultures des sciences en Europe (1). Dispositifs en pratique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy / Éditions universitaires de Lorraine, p. 208-213 (collection Questions de communication).
- ANTOINE, Frédéric (1997). « Les périrécits de la météo radiotélévisée », *Sciences de la société*, « La médiatisation de l'information scientifique », no 41, p. 107-124.
- AUBERT, Aurélie (2009). « Le paradoxe du journalisme participatif : motivations, compétences et engagements des rédacteurs des nouveaux médias (enquête) », *Terrains et travaux*, no 15, p. 171-190.
- BODIN, Cyrille (2013). « Les dispositifs de publicisation des sciences », dans MASSERAN, Anne, et Philippe CHAVOT (dir.), *Les cultures des sciences en Europe (1). Dispositifs en pratique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy

- / Éditions universitaires de Lorraine, p. 97-98 (collection Questions de communication).
- BOLLIER, David (2014). *La reconnaissance des communs : pour une société de coopération et de partage*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 192 p.
- BOUGNOUX, Daniel (1995). *La communication contre l'information*, Paris, Hachette, 144 p. (collection, Questions de Société).
- BOURDIEU, Pierre (1996). *Sur la télévision : suivi de L'emprise du journalisme*, Paris, Les Éditions Raisons d'agir, 96 p.
- BOURG, Dominique, et Jean-Louis SCHLEGEL (2001). *Parer aux risques de demain : le principe de précaution*, Paris, Le Seuil.
- BOUZON, Arlette (2001). « Risque et communication dans les organisations contemporaines », *Communication et organisation*, « La communication du risque », no 20, p. 1-13.
- BOY, Daniel (1999). *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, (collection Documents).
- CALLON, Michel (1998). « Des différentes formes de démocratie technique », *Annales des Mines*, no 9, p. 63-73.
- CALLON, Michel, et Arie RIP (1992). « Humains, non-humains : moral d'une co-existence », dans THEYS, Jacques, et Bernard KALAORA (dir.), *La terre outragée : les experts sont formels*, Paris, Autrement, p. 140-156 (collection Sciences en société).
- CAMPION, Baptiste (2016). « Dynamiques de construction et instrumentalisation de la légitimité dans les débats en ligne relatifs au réchauffement climatique », *Questions de communication*, no 30, p. 159-179.
- CHUPIN, Ivan (2003). « La spécialisation à l'international : les logiques de distinction dans un journal économique », *Les Cahiers du journalisme*, no 12, p. 228-239.
- COHEN, Daniel (2018). *Il faut dire que les temps ont changé : chronique (fiévreuse) d'une mutation qui inquiète*, Paris, Albin Michel.
- COLLECTIF (2022). *Zemmour contre l'histoire*, Paris, Gallimard, 64 p. (collection Tracts).
- CROZIER, Michel, et Bruno TILLETTE (2000). *Quand la France s'ouvrira...*, Paris, Fayard (collection Essais).
- D'ARRIPE, Agnès (2013). « Confrontation entre les savoirs profanes et les savoirs expert : culture de la recherche, culture de la pratique », dans MASSERAN, Anne, et Philippe CHAVOT (dir.), *Les cultures des sciences en Europe (1). Dispositifs en pratique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy / Éditions universitaires de Lorraine (collection Questions de communication).
- DE BAECQUE, Antoine (2011). *La France de la Révolution*, Paris, Tallandier (collection Dictionnaire de curiosités).
- DEBAILLY, Renaud (2013). « Le tournant participatif à l'épreuve de l'expertise : le développement des boutiques de sciences en France », dans MASSERAN, Anne, et Philippe CHAVOT (dir.), *Les cultures des sciences en*

- Europe (1). Dispositifs en pratique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy / Éditions universitaires de Lorraine, p. 217-230 (collection Questions de communication).
- DEBOS, Franck, et Maria Daniella LANCINI (2017). « Créativités numériques en période de conflit : le cas vénézuélien », dans AGBOBLI, Christian, Jean-Jacques BOGUI et Katia Maria BELISARIO (COORD.), *Communication, technologie et développement*, « Technologies numériques et diffusion de l'information pendant les périodes de conflit et de crise dans le monde », no 4, septembre, p. 96-108.
- DE CHEVEIGNÉ, Suzanne (1997). « La science médiatisée : le discours des publics », *Hermès*, « Sciences et médias », no 21, p. 95-106.
- DEMERS, François (1995). « De certains "raccourcis" mass-médiatiques comme "arguments" politiques », *Hermès*, volume 2, no 16, p. 215-228.
- DERVILLE, Grégory (1999). « Le journalisme et ses contraintes », *Les Cahiers du journalisme*, no 6, p. 152-177.
- DESTUTT DE TRACY, Antoine-Louis-Claude ([1798] 1992). *Mémoire sur la Faculté de penser : de la métaphysique de Kant et autres textes*, Paris, Fayard. (Collection Corpus).
- DEWEY, John ([1925] 1981). *Experience and Nature: The Later Works of John Dewey, 1925-1953*, volume 1, Carbondale, Southern Illinois University Press.
- DIAS DA SILVA, Patrícia, Lorna HEATON, et Florence MILLERAND (2017). « Une revue de littérature sur la « science citoyenne » : la production de connaissances naturalistes à l'ère numérique », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, no 4, p. 370-380.
- DUFOUR, Stéphane (2013). « Secret, silence, sacré : la trinité communicationnelle de l'Église catholique », *ESSACHESS*, vol. 6, no 2 (12), p. 139-150.
- EMPRIN, Clémence (2013). « Le projet et programme de recherche comme dispositif de médiation », dans MASSERAN, Anne, et Philippe CHAVOT (dir.), *Les cultures des sciences en Europe (1). Dispositifs en pratique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy / Éditions universitaires de Lorraine, p. 217-230 (collection Questions de communication).
- FUNTOWICZ, Silvio O., et Roger STRAND (2007). « Models of Science and Policy », dans TRAAVIK, Terje, et Li Ching LIM (dir.), *Biosafety First: Holistic Approaches to Risk and Uncertainty in Genetic Engineering and Genetically Modified Organisms*, Trondheim, Tapir Academic Press, p. 263-278.
- GAYRAUD, Jean-François (2016). *L'art de la guerre financière*, Paris, Odile Jacob, 176 p. (collection Le temps du débat).
- GODARD, Olivier (1999). « De l'usage du principe de précaution en univers controversé », *Futuribles*, février-mars, p. 37-60.
- GOUX-BAUDIMENT, Fabienne, Édith HEURGON, et Josée LANDRIEU (dir.) (2001). *Expertise, débat public : vers une intelligence collective*, Éditions de l'Aube, 416 p. (collection Société et Territoire).
- GRANJOU, Céline (2003). « L'expertise scientifique à destination politique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, no 114, p. 175-183.

- GUILHAUMOU, Jacques (2008). « Le non-dit de l'idéologie : l'invention de la chose et du mot », *Actuel Marx*, volume 43, no 1, p. 29-41.
- HABERMAS, Jürgen (1968). *La technique comme idéologie*, traduction et préface par Jean-René Ladmiral, Paris, Gallimard, coll. « NRF ».
- HUBERT, Bernard, Catherine AUBERTIN, et Jean-Paul BILLAUD (2013). « Recherches participatives, recherches citoyennes : une clarification nécessaire », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, no 4, p. 325-326.
- JACOBI, Daniel (2005). *Les sciences communiquées aux enfants*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble (collection Communication en +).
- JURDANT, Baudouin (1998). « Introduction », dans Baudouin Jurdant (dir.), *Impostures scientifiques : les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris, La Découverte/Alliage, no 35-36, p. 7-23.
- KATZ, Elihu (2009). « Les journalistes comme scientifiques », *Questions de communication*, no 16, p. 119-130.
- LAFON, Benoit (dir.) (2019). *Médias et médiatisation : analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 550 p. (Collection Communication en +).
- LE CAM, Florence (2010). « Histoire et filiations du terme "weblog" (1992-2003) : perspectives pour penser l'histoire de certaines pratiques sociales sur le web », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, no 1, p. 97-120.
- LE CARDINAL, Gilles, Jean-François GUYONNET, et Bernard POUZOULLIC (1997). *La dynamique de la confiance : construire la coopération dans les projets complexes*, Paris, Dunod (collection Stratégies et Management).
- LE CARDINAL, Gilles, Jean-François GUYONNET, et Bernard POUZOULLIC (1999). « Construire la confiance : une vertu nouvelle pour sortir du désir mimétique et de la violence », *Communication et organisation*, no 16, 2^e semestre, p. 215-226.
- LETEINTURIER, Christine (2014). « Les journalistes face à la communication », *Hermès/La Revue*, vol. 3, no 70, p. 50-55.
- LÉVY-LEBLOND, Jean-Marc (1977). « Mais ta physique ? », dans ROSE, Hilary, Steven ROSE, et Hans-Magnus ENZENSBERGER (dir.), *L'idéologie del/dans la science*, Paris, Le Seuil, p. 112-165 (collection Science ouverte).
- MARX, Karl ([rééd.] 1982). *Cœuvres. 3 – Philosophie*, Paris, Gallimard.
- MATHE, Virginie, Jean-Charles MORETTI, et Liliane RABATEL (2015). « Les mots grecs de la ville antique d'après l'*Onomasticon* de Pollux », *Histoire urbaine*, 2015/1, no 42, p. 163-177.
- MATTELART, Armand ([1999a] 2009). *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte.
- MILTON, John ([1644] 2009). *Areopagitica : pour la liberté d'imprimer sans autorisation ni censure*, Paris, Flammarion.
- MUCCHIELLI, Laurent (2021). « Sociologue ou gardiens de la doxa : qui entache la réputation de notre discipline ? », URL : <http://laurent-mucchielli.org>
Consultée le 12 février 2022.

- OGER, Claire, et Caroline OLLIVIER-YANIV (2003). « Analyse des discours institutionnel et sociologie compréhensive : vers une anthropologie des discours institutionnels », *Mots*, « Les langages du politique », no 71, p. 125-145.
- OULIF, Jean, et Abraham MOLES (1967). « Le troisième homme : vulgarisation scientifique et radio », *Diogène*, no 58, avril-juin, p. 29-40.
- PALMER, Michael Beaussenat (2002). « L'historien de l'information et les journalistes occidentaux en ex-Yougoslavie », *Questions de communication* [En ligne], 1 | 2002, mis en ligne le 01 mars 2002, consulté 28 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6505> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.6505
- PEIRCE, Charles Sanders (1978). *Écrits sur le signe*, Paris, Seuil (collection L'ordre philosophique).
- PÉLISSIER, Nicolas, et Serge CHAUDY (2009). « Le journalisme participatif et citoyen sur Internet : un populisme dans l'air du temps ? », *Quaderni*, no 70, août 2009, p. 89-102.
- PROULX, Serge (1999). « La pensée communicationnelle dans les années soixante-dix : critique des médias et émergence de nouvelles pratiques alternatives », *Recherches en communication*, « Un demi-siècle d'études en communication », no 11, p. 67-79.
- RIEFFEL, Rémy (1997). « Journalistes et intellectuels : une nouvelle configuration culturelle », dans BEAUD, Paul, Patrice FLICHY, Dominique PASQUIER et Louis QUÉRÉ (dir.). *Sociologie de la communication*, Paris, Réseaux, CNET, p. 673-687.
- RUELLAN, Denis (1992). « Journalisme : rencontres avec la recherche », *Médiaspouvoirs*, no 28, octobre, p. 23-29.
- RUELLAN, Denis (1997). « Une médiation pour une médiatisation », *Hermès/La Revue*, « Science et médias », no 21, p. 145-148.
- RUELLAN, Denis (2005). « La recherche sur le journalisme, apports et perspectives », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, volume 2005, no 1, p. 109-128.
- SCHLESINGER, Philip, Edith ZEITLIN, et Suzanne RIZZI (1992). « Repenser la sociologie du journalisme : les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, vol. 10, no 51, p. 75-98.
- SEN, Amartya Kumar (2000). *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, traduction française Michel Bessières, Paris, Odile Jacob.
- SICARD, Marie-Noëlle (1988). *Entre médias et crises technologiques : les enjeux communicationnels*, Paris, Presses universitaires de France, 224 p. (collection Septentrion).
- TALLON, Alain (2019). « Le concile de Trente et l'Inquisition romaine : à propos des procès en matière de foi au concile », *Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée*, École Française de Rome, vol. 106, no 1, p. 129-159.

- THEYS, Jacques (1996). *L'expert contre le citoyen ? Le cas de l'environnement*, Paris, Centre de prospective de veille scientifique.
- THEYS, Jacques, et Jean-Louis FABIANI (dir.) (1987). *La société vulnérable : évaluer et maîtriser les risques*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 674 p.
- TIRAN, André (2020). « Les idéologues : la *Décade philosophique politique et littéraire* et Jean-Baptiste Say », *Journal of Interdisciplinary History of Ideas*, vol. 9, no 17, p. 1-58.
- VAN CUICK, Alain (2015). « L'open data comme nouvelle forme de gouvernance numérique : enjeux, marchés, modèles, idéologies », dans BERNARD, Françoise, Cristin BOGDAN, Stefan BRATOSIN, et Adela ROGOJINARU (dir.), *Actualité scientifique en communication des organisations : questionner les nouveaux enjeux, problématiques et enjeux*, Bucarest, editura universitatii din bucaresti, p. 371-390.
- VASSE, Denis (1983). *Le poids du réel, la souffrance*, Paris, Le Seuil, 201 p. (collection Le champ freudien).
- VIEL, Jean-François (1998). *La santé atomisée. Radiographie et leucémies : les leçons de La Hague*, Paris, La Découverte (collection Sciences et société).
- VOIROL, Olivier (2008). « Pluralité culturelle et démocratie chez John Dewey », *Hermès/La Revue*, vol. 2, no 51, p. 23-28.
- WEILL, Agnès (2013). « Le débat public sur la gestion des déchets radioactifs », dans MASSERAN, Anne, et Philippe CHAVOT, (dir.). *Les cultures des sciences en Europe (1) : dispositifs en pratique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy / Éditions universitaires de Lorraine (collection Questions de communication).
- WEINBERG, Alvin Martin (1972). "Science and trans-Science", *Minerva*, vol. 10, no 2, p. 209-222.
- WOLTON, Dominique (1997). « De la vulgarisation à la communication », *Hermès\La Revue*, « Sciences et médias », no 21, p. 9-14.
- WOLTON, Dominique (2012). *Indiscipliné : 35 ans de recherches. La communication, les hommes, la politique*, Paris, Odile Jacob, p. 204-218 (collection OJ sciences humaines).
- YING, Li, et Lin GONGCHENG (2012). « Exploring the Extrinsic and Intrinsic Motivations in Blogging: A Survey on Hong Kong University Students », *Online Journal of Communication and Media Technologies*, vol. 2, no 1, janvier, p. 96-115.

Chapitre 8

- ADORNO, Theodor W., et Max HORKHEIMER ([1944] 1994). *Die Dialektik der Aufklärung-philosophische Fragmente*, = *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard. (Collection Tel).
- ALLEMAN, Marie-Lise, Francisco Ayi D'ALMEIDA, Bernard MIÈGE, et Dominique WALLON (2004). *Les industries culturelles des pays du sud, enjeux du projet de convention internationale sur la diversité culturelle*, Paris, OIF.

- ANG, May Ien (1985). *Watching Dallas: Soap Opera and the Melodramatic Imagination*, Londres, Methuen.
- ANG, May Ien (1986). « The Politics of Watching Television », dans DRUMMOND, Philip et Richard PATERSON (dir.). *Television in Transition*, Londres, British Film Institute, p. 260-262.
- ANG, May Ien (2009). « Un courant dominant la recherche en communication : les Cultural Studies », *Hermès/La Revue « Les sciences de l'information et de la communication »*, [en ligne], Paris, CNRS éditions, p. 67-91.
- ANGE, Caroline, et Oriane DESEILLIGNY (2011a). « Le maillage intertextuel des blogs de voyage ou la production de figures du voyageur », *MEI. « Information et médiation »*, Paris, L'Harmattan, p. 131-140.
- APPADURAI, Arjun (1996). *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 248 p.
- AUSTIN, John Langshaw (1962). *Sense and Sensibilia*, Londres, Oxford University Press.
- AYALON, Ami, Elad POPOVICH, et Moran YARCHI (2016). « From Warfare to Imagefare: How States Should Manage Asymmetric Conflicts with Extensive Media Coverage », *Terrorism and Political Violence*, vol. 28, no 2, p. 254-273.
- BALLE, Francis (1980). *Médias et sociétés*, Paris, Montchrestien. (Collection Domat Politique).
- BARTHES, Roland (1951). « Le bifteck et les frites », *Mythologies*, Paris, Le Seuil, 288 p. (Collection Points).
- BARTHES, Roland (1964). « Éléments de sémiologie », *Communications*, no 4, « Recherches sémiologiques », p. 91-135.
- BAUTIER, Roger (2006). « L'histoire des moyens de communication dans l'espace public », dans OLIVESI, Stéphane, *Sciences de l'information et de la communication, objets, savoirs, discipline*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, p. 197-211 (collection Communication en +).
- BELLOW, Walden (2002). *Deglobalization: Ideas for a New World Economy*, Londres/New York, Zed Books, 167 p.
- BELTRAN, Luis Ramiro (1978). « TV Etching in the Minds of Latin Americans: Conservatism, Materialism, and Conformism », *Gazette*, vol. 24, p. 61-85.
- BENVENISTE, Émile (2012). *Dernières leçons : collège de France (1968-1969)*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 210 p. (Collection Hautes Etudes).
- BERNARD, Françoise (2004b). « Cartographie de l'articulation des problématiques du lien, du sens, du savoir et de l'action », *Org & co*, no 7, p. 5.
- BONNAFOUS, Simone, et François JOST (2000). « Analyse de discours, sémiologie et tournant communicationnel », *Réseaux. « Communication, technologie, société »*, Issy-les-Moulineaux, CNET, no 100, p. 525-545.
- BOULANGER, Philippe (2014). *Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits*. Paris, Armand Colin, p. 185-294. (Collection U).

- BOULLIER, Dominique (1989). « Du bon usage d'une critique du modèle diffusionniste : discussion-prétexte des concepts de Everett M. Rogers », *Réseaux*, no 36, p. 31-51.
- BOURDEAU, Michel (2006). *Les trois états, science, théologie et métaphysique chez Auguste Comte*, Paris, Éditions du Cerf. (Collection Philosophie et théologie).
- BOURDIEU, Pierre, et Luc BOLTANSKI (1976). « La production de l'idéologie dominante », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, no 2-3, juin, réédition Paris, Demopolis/Raison d'agir, p. 3-73.
- BOURDIEU, Pierre (1989). *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit. (Collection Le sens commun).
- BOURDIEU, Pierre (2008). *Esquisses algériennes*, textes édités et présentés par Tassadit Yassine, Paris, Le Seuil. (Collection Liber).
- BOUTHOU, Gaston (1970). *Traité de polémologie : sociologie des guerres*, Paris, Payot (Collection Bibliothèque scientifique = 1951) *Les guerres : éléments de polémologie*.
- BOYD-BARRETT, Oliver (1977). « Media Imperialism: Towards an International Framework for the Analysis of Media Systems », dans CURRAN, James, Michael GUREVITCH et Janet WOOLLACOTT (dir.). *Mass Communication and Society*, Londres, Edward Arnold, p. 116-135.
- BOYD-BARRETT, Oliver, et Michael Beaussenat PALMER (1979). *Le trafic des nouvelles : les agences mondiales d'information*, Paris, Alain Moreau.
- BRAUD, Philippe (1981). *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, Presses universitaires de France.
- BRAUDEL, Fernand (1987). « Histoire et Sciences Sociales : la longue durée », *Réseaux*, 1987/6, no 27, p. 7-37.
- BRODEUR, Jean-Paul (2002). « Différence culturelle et conflit de mœurs », dans WIEVIORKA Michel et Jocelyne OHANA (dir.). *La différence culturelle : une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, p. 153-175. (collection Voix et regards).
- BROHM, Jean-Marie (1974). « Louis Althusser et la dialectique matérialiste », dans VINCENT Jean-Marie (dir.). *Contre Althusser*, Paris, Union Générale d'Éditions, p. 15-92 (collection 10/18).
- BRUNDSON, Charlotte, et David MORLEY (1978). *Television Monograph. Everyday Television: "Nationwide"*, Londres, British Film Institute.
- CAZENEUVE, Jean (1972). *La société de l'ubiquité : communication et diffusion*, Paris, Denoël-Gonthier. (Collection Médiations).
- CHARTIER, Roger (1999). « Entretiens », dans LARDELLIER Pascal (dir.). *MEI*, « Histoire et communication », no 10, novembre, p. 24-25.
- CHATTERJEE, Samir, et Richard GRAINGER (2006). « Understanding Asian Corporate Management: A Global Comparative Framework », *Journal of Asia-Pacific Business*, vol. 9, no 3, p. 215-234.
- CHOUIKHA, Larbi (2003). Note de lecture : « Gilles Brunel et Claude-Yves Charron (dir.) (2002), « La communication internationale.

- Mondialisation, acteurs et territoires socioculturels », *Communication*, vol. 22, no 2, p. 203-206.
- CLIFFORD, James (1988). *The Predicament of Culture: Twentieth-Century Ethnography, Literature, and Art*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- COMAN, Mihai (dir.) (2003). *Pour une anthropologie des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble. (Collection Communication, médias et société).
- COSTE, Frédéric (2002). « Bouthoul et la polémologie : l'étude des causes profondes de la guerre », *La documentation française* | « Les Champs de Mars », vol. 2, no 12, p. 9-30.
- COUZINET, Viviane (2002). « Documentaliste-Sciences de l'Information et la mise en visibilité de la recherche », dans BOURE, Robert (dir.). *Les origines des Sciences de l'information et de la communication : regards croisés*, Villeneuve d'Asq, Presses du Septentrion, p. 125-151 (collection Communication).
- COWEN, Tyler (2002). *Creative Destruction: How Globalization Is Changing the World's Cultures*, Princeton, Princeton University Press.
- DACHEUX, Éric (2013). « Le défi des SIC : prendre en compte la pluralité de l'économie pour rendre compte de la diversité culturelle », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [online], vol. 2.
- DAHMEN-JARRIN, Zouha (2014). « TIC et conflit social : le redéploiement des médias sociaux dans la Tunisie post-révolution », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n°15/2B, p. 189-198.
- DEBORD, Guy (1967). *La société du spectacle*, Paris, Buchet-Chastel.
- DE CERTEAU, Michel (1970). « Le prophète et les militaires : Dom Hélder Câmara », *Études*, tome 333, no 7, p. 104-113.
- DE SOLA POOL, Ithiel (1977). « The Changing Flow of Television », *Journal of Communication*, vol. 27, no 2, p. 139-150.
- DUFOUR, Lucas (2010). « Raymond Williams, Culture & matérialisme », *Questions de communication* [en ligne], vol. 17.
- EKAMBO, Jean-Chrétien et DIKANGA KASADI, Jean-Marie (dir.) (2013). *Les sciences de l'information et de la communication en République Démocratique du Congo : les traces ignorées d'un champ de recherche*, Paris, L'Harmattan/CLD éditions.
- ESCLATINE, Claude (2013). « Exception culturelle française : étatisme ou chance historique ? », *Géoéconomie*, vol. 2, no 65, p. 183-193.
- ESQUENAZI, Jean-Pierre (2002). *L'écriture de l'actualité : pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble. (Collection Communication en +).
- FAUVEL, Mylène (2011). « Représentations des femmes dans les écrits universitaires : repenser les catégories d'analyse et l'articulation des rapports sociaux », dans DE SOTELO, Carmen Rico et Oumar KANE (dir.). *Cahiers du Colab*. « Communication Internationale et Développement.

- Itinéraires et problématisations », Observatoire de la Communication internationale et interculturelle/Université du Québec à Montréal, no 3, p. 45-59.
- FENTON, Natalie (2007). « Bridging the Mythical Divide: Political Economy and Cultural Studies Approaches to the Analysis of the Media » dans DEVEREUX, Eoin (dir.). *Media Studies: Key Issues and Debates*, Londres, Sage Publications, p. 7-31.
- FERJANI, Riadh (2002). « Internationalisations du champ télévisuel en Tunisie », dans MATTELART, Tristan (dir.). *La mondialisation des médias contre la censure : tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck université, p. 155-178 (collection Médias recherches).
- FERRY, Luc, et Alain RENAUT (1985). *La pensée 68 : essai contre l'antihumanisme contemporain*, Paris, Gallimard. (Collection Le monde actuel).
- FEYEL, Gilles (2004), « Renaudot et les lecteurs de la Gazette : les "mystères de l'État" et la "voix publique", au cours des années 1630 », *Le Temps des médias*, vol. 1, no 2, p. 163-175.
- FISKE, John (1987). *Television Culture*, Londres, Routledge.
- FLEURY-VILATTE, Béatrice, et Philippe HERT (2003). « Frontières disciplinaires », *Questions de communication*, Presses universitaires de Nancy, no 3, p. 3-10.
- GARCIN-MARROU, Isabelle (2020). « Espace public et production de l'information », *Études de communication*, no 50, p. 13-39.
- GARNHAM, Nicholas (1990). *Capitalism and Communication: Global Culture and the Economics of Information*, Londres, Sage.
- GARNHAM, Nicholas (1995). « Reply to Grossberg and Carey », *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 12, no1, p. 95-100.
- GEORGE, Éric, et Renaud CARBASSE (2013). « Quelle place pour les travaux d'orientation critique en communication dans les revues scientifiques ? Éléments de réponse du Québec et du Canada », dans HELLER, Thomas, Romain HUET et Bénédicte VIDALLET (dir.). *Communication et organisation : perspectives critiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, p. 181-191 (collection Capitalisme, éthique, institutions).
- GÉRÉ, François (1997). « Les États-Unis face à l'émergence de l'hyper-médiatisme : flottement et désastre au Viêt-nam », *La guerre psychologique*, Paris, Economica, p. 313-347 (collection Bibliothèque stratégique).
- GILROY, Paul (1987). *There Ain't no Black in the Union Jack*, Londres, Hutchinson.
- GILROY, Paul (1993). *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- GRANJON, Fabien (2014b). « Sciences sociales critiques et *cultural studies* », *Questions de communication*, no 25, p. 197-222.
- GRATALOUP, Christian (2012). « Le planisphère, figure ambiguë du monde », dans NOREL, Philippe (dir.). *Une histoire du monde global*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, p. 313-316 (collection Synthèse).

- GRIPSRUD, Jostein (1995). *The Dynasty Years: Hollywood Television and Critical Media Studies*, Londres, Routledge.
- GROSSBERG, Lawrence (1995). « Cultural Studies vs. Political Economy: Is Anyone else Bored with this Debate? », *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 12, no 1, p. 72-81.
- GROSSBERG, Lawrence (1997). « Wandering Audiences: Nomadic critics », *Bringing It All Back Home: Essays on Cultural Studies*, Londres, Duke University Press, p. 305-318.
- GUIBERT, G r me, et Nelly QUEMENER (2015). « Cultural studies et  conomie politique de la communication : quel rapport au marxisme ? », *Réseaux*, vol. 4, no 192, p. 87-114.
- HALL, Stuart (1980). « Encoding/Decoding », dans HALL, Stuart (dir.). *Culture, Media, Language: Working Papers in Cultural Studies, 1972-79*, Londres, Hutchinson, p. 128-139.
- HALL, Stuart, et Martin JACQUES (dir.) (1989). *New Times: The Changing Face of Politics in the 1990s*, Londres, Lawrence & Wishart.
- HALL, Stuart ([1991] 1997). « The Local and the Global : Globalization and Ethnicity », dans KING, Anthony D. (dir.). *Culture, Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 19-39.
- HALL, Stuart (1994). « Codage, décodage », *Réseaux*, no 68, p. 27-48.
- HARVEY, David (1989). *The Condition of Postmodernity: An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Londres, Basil Blackwell.
- HEBDIGE, Dick (1979). *Subculture: The Meaning of Style* = (2008). *Sous-culture : le sens du style*, Paris,  ditions La Découverte. (Collection Zones).
- HEINE, Sophie (2008). « Le mouvement Attac en Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 18, no 2003-2004, p. 5-72.
- HEINICH, Nathalie (2021). *Ce que le militantisme fait à la recherche*, Paris, Gallimard (collection Tracts, né 29).
- HESMONDHALGH, David (2002). *The Cultural Industries*, Los Angeles-Londres-New Delhi-Singapore, Sage Publications.
- HOFSTEDE, Geert (1980). *Culture's Consequences: International Differences in Work-related Values*, Beverly Hills, Calif., Sage Publications.
- HOGGART, Richard (1970). *La Culture du pauvre :  tude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les  ditions de Minuit [traduction de *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life*, Londres, Chatto and Windus].
- HONG, Seok-Kyeong (2002). « L'enjeu audiovisuel entre les deux Cor es », dans Tristan Mattelart (dir.). *La mondialisation des médias contre la censure : tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck université, p. 253-278 (collection Médias Recherches).
- HUET, Armel, Jacques ION, Alain LEFEBVRE, Bernard MIÈGE, et René PÉRON (1978). *Capitalisme et industries culturelles*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble (collection Actualités Recherche).

- KOREN, Roselyne (2004). « Argumentation, enjeux et pratique de l'engagement neutre » : le cas de l'écriture de presse », *Semen* [en ligne], 17.
- LARDELLIER, Pascal (dir.) (2005). *Des cultures et des hommes. Clés anthropologiques pour la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, (préface Marc Augé). (Collection Logiques sociales).
- LASSWELL, Harold D. (1952). « L'analyse de contenu et le langage de la politique », *Revue française de sciences politiques*, volume II, no 3, p. 505-520.
- LEFEBVRE, Henri (1969). « Les paradoxes d'Althusser », *L'Homme et la société*, « Sociologie et philosophie », no 13, p. 3-37.
- LE GUERN, Philippe (2008). « Dick Hebdige, *Sous-culture : le sens du style*. Zones, Éditions La Découverte, Paris, 2008 », *Sociologie de l'Art*, 2010/1 (OPuS 15), p. 203-209.
- LIEBES, Tamar, et Elihu KATZ (1990). *The Export of Meaning: Cross-cultural Readings of Dallas*, New York, Oxford University Press.
- LIVIAN, Yves-Frédéric (2004). *Management comparé*, Paris, Économica collection Gestion poche et la conférence de l'auteur « Pour en finir avec Hofstede : renouveler les recherches en management interculturel », Paris, mai 2011.
- MADANI, Lotfi (1996). « Les télévisions étrangères par satellite en Algérie : formation des audiences et des usages », *Tiers-Monde*, vol. 37, no 146, p. 315-330.
- MAIGRET, Éric (2013). « Ce que les *cultural studies* font aux savoirs disciplinaires : paradigmes disciplinaires, savoirs situés et prolifération des *studies* », *Questions de communication*, no 24, p. 145-167.
- MAILLARD, Alain (2004). « E. P. Thompson. La quête d'une autre expérience du temps », dans THOMPSON, Edward P. *Temps discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, La Fabrique éditions.
- MATTELART, Armand, Michèle MATTELART, et Mabel PICCINI (1970). « Los medios de comunicación de mass. La ideología de la prensa liberal en Chile », *Cuadernos de la realidad nacional*, no 3, Santiago, Ceren (réédité par Schapire-El Cid Editor, Buenos Aires-Caracas, 1976).
- MATTELART, Armand (1976). *Multinationales et systèmes de communication : les appareils idéologiques de l'impérialisme*, Paris, Anthropos.
- MATTELART, Armand, et Michèle MATTELART (1979). *De l'usage des médias en temps de crise : les nouveaux profits des industries de la culture*, Paris, Alain Moreau.
- MATTELART, Armand (1999b). « Entretiens », dans Pascal Lardellier (dir.), « Histoire et communication », *MEI*, no 10, novembre, p. 24-25.
- MATTELART, Armand (2005b). *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris, La Découverte. (Collection Repères).
- MATTELART, Armand (2010). *Pour un regard-monde*, entretiens avec Michel Sénécal, Paris, La Découverte. (Collection Cahiers Libres).

- MATTELART, Armand (2017). « V. La circularité global/local », dans MATTELART, Armand (dir.), *Diversité culturelle et mondialisation*. Paris, La Découverte. (Collection Repères).
- MATTELART, Tristan (2002b). *La mondialisation des médias contre la censure : tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck université. (Collection Médias Recherches).
- MATTELART, Tristan (2010). « Pour une critique des théories de la mondialisation culturelle », *Questions de communication*, no 13, p. 269-287.
- MEDA, Dominique (2002). « Le capital social : un point de vue critique », *L'Économie politique*, 2002/2, no 14, p. 36-47.
- MERCER, Kobena (1994). *Welcome to the Jungle: New Positions in Black Culture Studies*, Londres, Routledge.
- MIÈGE, Bernard (1990). « La faible pertinence des théories générales de la communication », dans SFEZ Lucien et Gilles COUTLÉE (dir.). *Technologies et symboliques de la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, p. 65-74 (collection Communication, médias et société).
- MIÈGE, Bernard, et Herbert I. SCHILLER (1991). « Knowledge and Communication in a Digital Society », dans BERLEUR, Jacques et Diane WHITEHOUSE, (dir.). *The Ethical Global Information Society: Culture and Democracy Revisited*, Ifip, Springer Verlag, p. 161-167.
- MIÈGE, Bernard, et Gaëtan TREMBLAY (1998). « Introduction, théories sociales de la communication et théories communicationnelles de la société », *Loisir et société*, volume 21, no 1, p. 11-25.
- MIÈGE, Bernard (2004b). « L'économie politique de la communication », *Hermès/La Revue*, no 38, p. 46-54.
- MIÈGE, Bernard (2005). *La pensée communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble. (Collection La communication en plus).
- MIÈGE, Bernard (2014). « L'orientation vers la nouvelle Économie culturelle », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, no 15/2B, p. 17 à 23.
- MÉGLIN, Pierre (2012). « Une théorie pour penser les industries culturelles et informationnelles ? », *Revue française des Sciences de l'information et de la communication* [en ligne], no 1.
- MORIN, Edgar (1961). « Les complexes imaginaires : projection-identification-transfert », *Cahiers de l'ISEA*, série M 119, novembre, p. 73.
- MORIN, Edgar (1962). *L'esprit du temps : essai sur la culture de masse*, Paris, Grasset. (Collection La Galerie).
- MORIN, Violette (1961). « Une analyse de presse : le voyage de Khrouchtchev en France », *Communications*, 1, p. 81-107.
- MOSCO, Vincent, et Anne BOUILLON (2000). « Les nouvelles technologies de communication. Une approche politico-économique », *Réseaux*, « Questionner la société de l'information », vol. 18, no 101, p. 93-118.
- PALDÁN, Leena, et Raquel SALINAS (1979). « Culture in the Process of Dependent Development: Theoretical Perspectives », dans NORDENSTRENG, Kaarle

- et Herbert I. SCHILLER (dir.). *National Sovereignty and International Communication*, Ablex, Norwood, p. 82-98.
- PASSERON, Jean-Claude (1982). « L'inflation des diplômés : remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue Française de Sociologie*, vol. 23, no 4, p. 551-584.
- PÉLISSIER, Nicolas (2009). *Journalisme : avis de recherche*, Bruxelles, Bruylant. (Collection Médias, société, relations internationales).
- PERRIAULT, Jacques (1989). *La logique de l'usage : essai sur les machines à communiquer*, Paris, L'Harmattan. (Collection Anthropologie, ethnologie, civilisation).
- PICKERING, Mary (2011). « Le positivisme philosophique : Auguste Comte », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, vol. 67, no 2, p. 49-67.
- PROULX, Serge (2001). « Les recherches nord-américaines sur la communication : l'institutionnalisation d'un champ d'étude », *L'Année sociologique*, vol. 51, no 2, p. 467-485.
- RAVAULT, René-Jean (1996). « Développement durable, communication et réception active », dans PAQUET-SÉVIGNY, Thérèse (dir.). *Communication et développement international*, Sainte-Foy, Québec, Presses universitaires du Québec, p. 59-79.
- ROBINS, Kevin (1995). « Tradition and Translation: National Culture in its Global Context », dans MORLEY, David et Kevin ROBINS (dir.). *Spaces of Identity: Global Media, Electronic Landscapes and Cultural Boundaries*, Londres, Routledge, p. 105-124 (collection The International Library of Sociology).
- ROSTOW, Walt Whitman (1960). *Stages of Economics Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge, Cambridge University Press.
- ROUDY, Pierre (2005). *Théophraste Renaudot, journaliste et médecin du peuple*, Lormont, éditions Le bord de l'eau. (Collection Bord de l'eau).
- RUBY, Christian (2014). « Penser le sensible et l'émancipation », *Questions de communication*, no 25, p. 263-279.
- SCHLESINGER, Philip (1990). « Repenser la sociologie du journalisme », *Réseaux*, no 51, p. 75-98.
- SEARLE, John Rogers (1969). *Speech Acts: An Essay in the Philosophy of Language*, Cambridge, Cambridge University Press.
- TERRAL, Pierre-Marie (2011). *Larzac : de la lutte paysanne à l'altermondialisme*, Toulouse, Privat. (Collection Histoire/Sciences Humaines).
- THOMPSON, Edward Palmer (1971). « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, no 50, p. 76-136.
- THOMPSON, Edward, Palmer (1978). *The Poverty of Theory and Other Essays*, Londres, Merlin Press.
- TOURAINÉ, Alain (2001). « Égalité et différence », dans WIEVIORKA, Michel, et Jocelyne OHANA (dir.). *La différence culturelle : une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, p. 85-99 (collection Voix et regards).

- TSUI, Anne, Sushil NIFADKAR, et Amy Yi OU (2007). « Cross-National, Cross-Cultural Organizational Behavior Research: Advances, Gaps and Recommendations », *Journal of Management*, vol. 33, no 3, p. 462-478.
- VAN DAMME, Stéphane (2004). « Comprendre les Cultural Studies : une approche d'histoire des savoirs », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 5, no 51-4 bis, p. 48-58.
- VOIROL, Olivier (2010). « La Théorie critique des médias de l'École de Francfort : une relecture », *Mouvements*, vol. 1, no 61, p. 23-32.
- WELLS, Alan (1972). *Picture-tube Imperialism? The Impact of US Television in Latin America*, Maryknoll, Orbis Books.
- WILLIAMS, Raymond, H. (1980). *Problems in Materialism and Culture: Selected Essays*, Londres, Verso, 277 p. (Collection Radical Thinkers).
- WILLIAMS, Raymond Henry (2018). « Popular Culture: History and Theory », *Cultural Studies*, vol. 32, no 6, p. 903-928.

Chapitre 9

- ABDALLAH, May, et Abdelkrim CHIN (2014). *Le lexique arabe des concepts en communication*, Beyrouth, Dar Annahda Al Arabiya.
- ABDALLAH, May (2015b). *La recherche en sciences de l'information et de la communication dans le monde arabe*, Beyrouth, Dar Annahda Al Arabiya.
- ABDALLAH, May (2016). *La Communication et l'effondrement des cultures dans le Moyen Orient*, Beyrouth, Dar Annahda Al Arabiya.
- ABDALLAH, May (2021). *Le labyrinthe de la communication dans l'espace public : une théorie de la philosophie de la communication dans le nouvel ordre mondial*, Beyrouth, Dar Annahda Al Arabiya.
- ABD EL RAHMÂN, Awatef (1991). « Arab World », dans NORDENTRENG, Kaarle et Michael TRABER (dir.). *Promotion of Educational Materials for Communication Studies*, Tempere, University of Tempere Press, p. 53-66.
- ABDUL-RAHMAN, Awatef (1996). *The Arab Press: Confronting Dependency and Zionist Penetration*, Cairo, Dar Al Fiqr Al Arabi.
- ABRAMOV, Romain (2014). « Les structuralistes et les sociologues des usines : à propos de l'histoire des recherches sur les groupes socioprofessionnels en URSS », *Recherche sociologique*, no 10, p. 50-59.
- ABU OSBAH, Saleh Khalil (2011). *Les Stratégies de la communication*, Amman, Dar Majdalawi.
- ALANKUŞ, Sevda, et Eylem YANARDAGÖGLU (2016). « Vacillation in Turkey's Popular Global TV Exports: Toward a More Complex Understanding of Distribution », *International Journal of Communication*, vol. 10, p. 3615-3631.
- ALAPURO, Risto (2004). « Intellectuels et médias en Finlande », *Questions de communication [en ligne]*, no 6, p. 63-71.
- AL RIFAI, Abdallah ben Mohamed (2017). *Le livre de la Démocratie*, Riadh, Presses de l'Université El Imam Ben Mohamed Ben Seoud.

- AMIN, Hussein (1966). « Egypt and the Arab World in the Satellite Age », dans SINCLAIR, John, Elizabeth JACKA et Stuart CUNNINGHAM, (dir.). *News Patterns in Global Television: Peripheral Vision*, Oxford, Oxford University Press, p. 111-114.
- AMSIDDER, Abderrahmane, Fathallah DAGHMI, et Farid TOUMI (dir.) (2015). *Médias et changements : formes et modalités de l'agir citoyen*, Paris, L'Harmattan. (Collection Communication et civilisation).
- ANATÉ, Kouméalo, Alain CAPO-CHICHI et Alain KIYINDOU (dir.) (2015). *Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile*, Paris, L'Harmattan. (Collection Études africaines).
- ANGE, Caroline et Oriane DESEILLIGNY (2011b). « Images de soi et image de l'autre dans les blogs de voyage en Inde », dans ROUQUETTE, Sébastien (dir.). *L'identité plurielle : images de soi, regards sur les autres*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, p. 231-243.
- APPADURAI, Arjun (2001). « Grassroots Globalization and Research Imagination », *Globalization*, Durham, N.C., Duke University Press, p. 1-21.
- ARIFON, Olivier (2010). « Questions de communication dans les études chinoises », *Études chinoises*, hors-série, décembre 2010, p. 361-375.
- ARKHANGELSKAYA, Alexandra (2013). « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, vol. 248, no 4, p. 61-74.
- ARQUEMBOURG, Jocelyne (1994). « Les nouvelles logiques de l'information en temps de guerre : le modèle CNN », *Études de communication*, no 15, p. 63-74.
- ARQUEMBOURG, Jocelyne (2006). « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestations d'une sensibilité mondiale », dans ARQUEMBOURG Jocelyne, Guy LOCHARD et Arnaud MERCIER (coord.). « Événements mondiaux : regards nationaux », *Hermès/La Revue*, no 46, p. 13-22.
- ATENGA, Thomas (2012a). « Communication et journalisme au Cameroun : "affaires" de lucidités croisées », *Les Cahiers du journalisme*, no 26, printemps/été, p. 37-55.
- ATENGA, Thomas (2012b). « Cameroon's Private Daily Press in Search of Viable Economic Model », *Ecquid Novi African Journalism Studies*, vol. 33, no 3, p. 13-29.
- ATENGA, Thomas (2019). « L'Africanisme dans les sciences de l'information et de la communication : de l'utopie (?) d'une communauté épistémique », *Histoire de la recherche contemporaine*, tome VIII, no 2, p. 200-207.
- ATENGA, Thomas (2020). « L'Africanisme dans les sciences de l'information et de la communication : de l'utopie (?) d'une communauté épistémique », *Histoire de la recherche contemporaine*, [en ligne] Tome VIII, no 2.
- ATHIQUE, Adrian, Vibodh PARTHASARATHI, et S.V. SRINIVAS (dir.) (2018). *The Indian Media Economy*. Volume II: « Market dynamics and Social Transactions », New Delhi, Oxford University Press.

- ATTALLAH, Paul M. (1989). *Théories de la communication : histoire, contexte, pouvoir*, Saint-Foy, Presses de l'Université du Québec/Téluq. (Collection Communication et société).
- AUFDERHEIDE, Patricia, Erik BARNOUW, et Richard COHEN ([1997] 2005). *Médias et conglomérats : un regard sans concession sur les coulisses de l'industrie des médias aux États-Unis*, Paris, Éditions Liris.
- AZI, Abdul Rahman (2011). *La théorie du déterminisme des valeurs*, Tunis, Dar Mutawassitiyah.
- BALIMA, Serge Théophile (2004). « Une ou des sociétés de l'information ? », *Hermès/La Revue*, 2004/3, no 40, p. 205-205.
- BALLARIN, Marie-Pierre, Richard BANEGAS, Emmanuelle BEAUVILLE, Pierre BOILLEY, Mélanie BOURLET, et coll. (2016). *Les études africaines en France : un état des lieux. [Rapport de recherche] Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Études africaines en France*, p. 103-104.
- BALLE, Francis (1990). *Médias et sociétés*, Paris, éditions Montchrestien. (Collection Université nouvelle).
- BANARÉ, Eddy (2012). *Les récits du nickel en Nouvelle-Calédonie (1853-1960)*, Paris, Honoré Champion. (Collection Francophonies).
- BARTENEV, Vladimir (2007). « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », dans REY, Marie-Pierre (dir.). *Outre-mers, L'URSS et le Sud*, tome 94, no 354-355, p. 63-82.
- BELTRÁN, Luis Ramiro, et Elisabeth FOX DE CARDONA (1982). *Comunicação dominada : Os Estados Unidos e os Meios de Comunicação da América latina*, Rio de Janeiro, Editora Paz e Terra, coleção « Educação e comunicação », vol. 8.
- BELTRÁN S., Luis Ramiro (2006). « Les communications communautaires pour l'éducation populaire en Amérique latine (1950-2000) », dans LAFRANCE Jean-Paul, Anne-Marie LAULAN et Carmen RICO DE SOTELO (dir.). *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 91-103.
- BENASSI, Stéphane (2017). « Séries télévisées et "réalités" : les imaginaires sériels à la poursuite du réel », dans SÉPULCHRE, Sarah (dir.). *Décoder les séries télévisées*, deuxième édition, Bruxelles, de Boeck Supérieur, p. 80-110 (collection Info Com).
- BENCHENNA, Abdelfettah (2011). « Les TICs dans les pays des Suds : quarante années de recherche – 1970-2010 », *Tic&société*, vol. 5, no 2-3 | 2^e sem. 2011 / 1^{er} sem. 2012.
- BENGRAD, Saïd (2019). *Les représentations de l'image : sémiologie des formes visuelles*, Beyrouth, Centre culturel du livre.
- BENRABAH, Mohamed (dir.) (2009). *Devenir langue dominante mondiale : un défi pour l'arabe*, Genève/Paris, Librairie Droz/L'Harmattan. (Collection Travaux de sciences sociales).
- BERTHELOT, Jean-Michel (2001). « Les sciences du social », *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, Presses universitaires de France, p. 203-265 (collection Quadrige Manuels).

- BIN KHAMIS AL-KINDI, Abdullah (2020). *Pioneers in Omani journalism*, Riyadh, Al-Rayyes Books and Publishing House.
- BIROU, Alain (1966). « Vocabulaire pratique des sciences sociales », *Revue française de sociologie*, p. 549-550.
- BONGOLO, Zounga (2006). *Un Africain dans un iceberg : impossible amour à Saint-Petersbourg*, Brazzaville, Paari.
- BOUQUILLION, Philippe (2016). « Les enjeux des industries créatives en Inde », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 2, no 17/2, p. 39-53.
- BOURE, Robert (2005). « Réflexions autour de l'institutionnalisation des disciplines », *Communication* [en ligne], vol. 24, no 1, p. 9-37.
- BOUVERESSE, Jacques (1982). « Why I am so very unFrench », dans MONTEFIORE Alain (ed.). *Philosophy in France Today* (s. p.), Cambridge, Cambridge University Press, p. 9-34.
- BRAHIMI, Brahim (2012). *Le pouvoir, la presse et les droits de l'homme*, Paris, L'Harmattan. (Collection Histoire et perspectives méditerranéennes).
- BREISSER PEREIRA, Luiz Carlos (2009). « Amérique latine : de l'interprétation nationaliste à l'interprétation par la dépendance », *Revue Tiers Monde*, vol. 199, no 3, p. 533-546.
- BUSTAMANTE, Enrique, et Germaine MANDELSAFT (2000). « "Limites" de l'analyse latino-américaine sur la communication. Amérique latine : culture et communications », *Hermès/La Revue*, no 28, p. 19-33.
- CAILLÉ, Alain, (1997). « Présentation », *Recherches-La Revue du MAUSS*, no 10, p. 5-20.
- CAPRILES, Oswaldo (1982). « La nouvelle recherche latino-américaine en communication », *Communication Information*, vol. 5, no 1, automne, p. 96-144.
- CAREW, Jan (1964). *Moscow is not my Mecca*, Londres, Secker & Warburg, 198 p.
- CERECI, Sedat (2014). « Türk Televizyon Dizilerinin Küresel Başarısı : Evrensel İnsan Yaklaşımı », *International Journal of Social Science*, no 28, p. 1-12.
- CHANDAVARKAR, Rajnarayan (1989). « Pour une nouvelle histoire de l'industrialisation de l'Inde coloniale », dans LARDINOIS, Roland (textes réunis et présentés par). *Miroir de l'Inde : études indiennes en sciences sociales*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 117-168.
- CHEN, Lidan (1989). « Xinwenxue : cong chuantong yishi dao xiandai yishi », dans *Zhongguo shehui kexueyuan xinwen yanjiusuo, Xinwensue yanjiu 10 nian : 1978-1988*, Pékin, Renmin Chubanshe.
- CHOUIKHA, Larbi, Kamel HAMIDOU, et Jean-Philippe BRAS, (dir.) (2002). *Médias et technologies de communication au Maghreb et en Méditerranée : mondialisation, redéploiement et « arts de faire »*, Tunis, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain.
- COLLECTIF (2002). *La France et les Outre-mers : l'enjeu multiculturel*, Paris, CNRS éditions. 32/33.

- COLLECTIF (2016). « L'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication. Quels enjeux contemporains ? », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, Dossier, [en ligne], vol. 17, no 2.
- CURRAN, James, et Myong-Jin PARK (2000). « Beyond Globalization Theory », *De-Westernizing Media Studies*, Londres et New York, Routledge, p. 3-18.
- D'ALMEIDA, Nicole, et Michel DURAMPART (2011). « La coopération franco-brésilienne en SIC », *Les Cahiers de la SFSIC*, no 6, p. 54.
- DA LAGE, Olivier (2016). « L'Arabie saoudite, un État à risque », *Hérodote*, vol. 1, no 160-161, p. 177-194.
- DARBON, Dominique (2003). « Réflexions sur l'Africanisme en France », Document de travail présenté au colloque « Les aires culturelles dans les sciences de l'homme et de la société : questions pour une prospective », CNRS-SHS.
- DAVIS, Murray S. (1986). « "That's classic!": The Phenomenology and Rhetoric of Successful Social Theories », *Philosophy of the Social Sciences*, no 16, p. 285-301.
- DAYAN, Daniel, et Elihu KATZ (1996). *La télévision cérémonielle : anthropologie et histoire en direct*, Paris, Presses universitaires de France. (Collection La politique éclatée).
- DELIGNE, Antoine (2014). *Développer des services pour les associations d'usagers de l'eau : analyse d'un processus d'innovation, le projet Asirri au Cambodge*, Nogent/s/Marne, Les Éditions du GRET, « Études et travaux en ligne », no 43.
- DEMORGON, Jacques (2002). *L'histoire interculturelle des sociétés : pour une information-monde*, Paris, Économica. (Collection Anthropos).
- DEMORGON, Jacques (2005). *Critique de l'interculturel : l'horizon de la sociologie*, Paris, Économica. (Collection Anthropos).
- DEMORGON, Jacques (2016). *L'homme antagoniste*, Paris, éditions Économica. (Collection Anthropos). DE SAINT-MARTIN, Monique, Grazia SCARFÒ GHELLAB, et Kamal MELLAKH (dir.) (2015). *Étudier à l'Est : expériences de diplômés africains, Élités africaines formées dans les pays de l'ex-bloc soviétique*, Paris, Karthala/Fondation Maison des Sciences de l'Homme. (Collection Hommes et sociétés).
- DIDOU-AUPETIT, Sylvie (2015). « Fourniture transnationale de services d'enseignement supérieur en Amérique latine. Une première approche de ce phénomène », *Revue Tiers Monde*, 2015/3, no 223, p. 111-126.
- DIKANGA KASADI, Jean-Marie (2013). « Les SIC, entre le terrain et le laboratoire », dans EKAMBO, Jean-Christien D. et Jean-Marie DIKANGA KASADI (dir.). *Les sciences de l'information et de la communication en République démocratique du Congo : les traces ignorées d'un champ de recherche*, Paris, L'Harmattan/CLD éditions.
- DOT-POUILLARD, Nicolas (2017). « D'Al Jazeera à Al Mayadeen : la réinvention d'un journalisme militant ? », dans MARCHETTI Dominique et Julien PARIS (dir.). *La circulation des productions culturelles : informations et séries*

- télévisées dans les mondes arabes et musulmans, Rabat, Istanbul, Centre Jacques-Berque, p. 33-49. (collection Description du Maghreb).
- EKAMBO, Jean-Christien D. (2006). *Auteurs étranges : dictionnaire des principaux auteurs non francophones en sciences de l'information et de la communication*, Paris, L'Harmattan/Ifasic éditions. (Collection Recherches en bibliologie).
- EKAMBO, Jean-Christien D. (2009). *L'information et la communication : du chronique à l'uchronique*, Kinshasa, L'Harmattan. (Collection Savoirs, n° 3852).
- ELA, Jean-Marc (1994). *Restituer l'histoire aux sociétés africaines : promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- ELIAS HANNA, Elias (1993). *La presse arabe*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- EL KEDERI ISSA, Nahawand (2013). *Investir dans le secteur de l'information et les défis de la responsabilité sociale : le modèle libanais*, Beyrouth, Centre Arabe des Études de l'Unité Arabe.
- EL NAWAWI, Mohammed, et Adel ISKANDAR (2002). *Al Jazeera: How the Free Arab News Network Scooped the World and Changed the Middle East*, Boulder, Colo., Westview Press.
- EL OIFI, Mohammed (2004). « L'effet Al Jazira », *Politique étrangère*, 2004/3, no 3, p. 649-660.
- FANON, Frantz (1964). *Pour la révolution africaine : écrits politiques*, Paris, Maspero, no 53-54. (Collection Cahiers Libres).
- FAUELLE, François-Xavier (1998). « L'afro-centrisme entre révision de l'histoire et quête d'identité », *Les Temps modernes*, no 600, p. 285-302.
- FEIGELSON, Kristian (2005). « Emmanuel Grimaud, *Bollywood Film Studio* », *Questions de communication*, no 7, p. 386-388.
- FENNICHE DAOUES, Raja (2015). « Les réseaux sociaux à l'épreuve du mouvement populaire tunisien : quel rôle dans la reconfiguration du champ social ? », *Sciences de la société* [en ligne], no 91.
- FERJANI, Riadh (2007). « Les télévisions arabophones en France : une transnationalité postcoloniale », dans MATTELART, Tristan (dir.), *Médias, migrations et cultures transnationales*, Louvain-la-Neuve, de Boeck Supérieur p. 103-120. (collection Médias-Recherches).
- FLEURY, Béatrice, et Jacques WALTER (2016). « De la critique en communication », *Questions de communication*, Presses universitaires de Nancy/Éditions universitaires de Lorraine, no 29, p. 135-144.
- FOURNIER, Josette (2017). « Tiannan Liu : l'Image de la Chine chez le passeur de culture François Cheng », *Questions de communication*, no 31, p. 469-472.
- FREIRE, Paulo (1974). *La pédagogie des opprimés (suivi de Conscientisation et Révolution)*, Paris, Maspero.
- FRÈRE, Marie-Soleil (2000). *Presse et démocratie en Afrique : les mots et les maux de la transition*, Paris, Karthala. (Collection Hommes et société).
- FRÈRE, Marie-Soleil (2016). *Journalismes d'Afrique*, Louvain-la-Neuve, de Boeck Supérieur. (Collection Info-com).

- FRISQUE, Cégolène (2016). « Les SIC dans les recherches sur le journalisme au sein d'un laboratoire pluridisciplinaire, issu de la science politique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne], no 9.
- GARCÍA CANCLINI, Néstor (1990). *Culturas híbridas : estrategias para entrar y salir de la modernidad*, Mexico, Grijalbo.
- GEÇER, Ekmel, (2015). « A Cultural and Ideological Approach to the Turkish Soap Operas: Made in Turkey », *Aksaray üniversite islami İlimler Fakültesi Dergisi*, Haziran, p. 13-23.
- GOLDING, Peter, et Slavko SPLICHAL (coord.) (2013). *Media in Europe: New Questions for Research and Policy (Forward Look: Media Studies, New Media and New Literacies)*, Ljubljana, European Science Foundation.
- GONZALEZ-QUIJANO, Yves (2017). « Biopics religieux et rivalités régionales dans la crise moyen-orientale », dans MARCHETTI Dominique et Julien PARIS (dir.). *La circulation des productions culturelles : informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Rabat, Istanbul, Centre Jacques-Berque, p. 185-198 (collection Description du Maghreb).
- GOODY, Jack (1996). *The East in the West*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GOSWAMI, Amlanyoyoti, Aromar REVI, et Shriya ANAND (2013). « India's Cultural and Creative Economy. New Imagination and Emerging Practices. For Unesco Creative Economy Report 2013 », *Indian Institute for Human Settlements (IIHS)*, 3 juillet, [en ligne].
- GUAAYBESS, Tourya (2017). « La transnationalisation de l'information et du journalisme », dans MARCHETTI Dominique et Julien PARIS (dir.). *La circulation des productions culturelles : informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Rabat, Istanbul, Centre Jacques-Berque, p. 18-32 (collection Description du Maghreb).
- GÜVENLİ, Gülsün, et Özlem DANACI YÜCE (2013). « Les feuilletons télévisés turques, indicateurs d'une société en mutation », dans MARCOU, Jean et Füsün TÜRKMEN (dir.). *Vingt ans de changements en Turquie (1992-2012)*, Paris, L'Harmattan/Université de Galatasaray, p. 108-122.
- HALLIN, Daniel C., et Paolo MANCINI (dir.) (2012). *Comparing Media Systems Beyond the Western World*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HAMMAMI, Sadok (2005). « Les sciences de l'information et de la communication dans le monde arabe : réflexions sur les difficultés d'émergence d'une discipline », *Revue tunisienne de Communication*, no 45 (s. p.), Tunis, Institut de la Presse et des Sciences de l'Information et (2006), *Pour une approche communicationnelle des TIC dans le Monde Arabe : technologies de l'information et de la communication : discours, représentations et pratiques* [document broché].
- HARDY, Mylène, et Hailong LIU (2020). « La traduction des sciences de la communication en Chine : le concept de chuanboxue », *Hermès/La Revue*, vol. 1, no 56, p. 129-135.

- HAYNES, Jonathan, et Raphaël BOTIVEAU (1981). « Les paradigmes universitaires face aux métamorphoses de Nollywood », *Politique africaine*, vol. 1, no 153, p. 129-141.
- HIDASS, Ahmed (2001). « Les rapports internationaux Salvador Lopez, Hilding Eek et McBride sur les mass-médias et la régulation de la communication », *Les Enjeux de l'information et la communication*, Supplément 2010-A, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- HIZAOU, Abdelkrim (2010). « Du droit à la communication au droit d'accès à l'information dans les pays du Maghreb », *Les Enjeux de l'information et de la communication* [en ligne], no 11/3A.
- HUNTINGTON, Samuel P. (1996). *The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*, Londres, New York, Simon & Schuster.
- KANE, Oumar (2012). « Épistémologie de la recherche qualitative en terrains africains : considérations liminaires », *Recherches qualitatives*, vol. 31, no 1, p. 152-173.
- KARLIDAÇ, Serpil et Selda BULUT (2014). « The Transnational Spread of Turkish Soap Opera », *İstanbul Üniversitesi İletişim Fakültesi Dergisi*, vol. 47, no 2, p. 75-96.
- KAZAN, Fayad (1993). *Mass Media, Modernity, and Development Arab States of Gulf*, Santa Barbara, Praeger.
- KEITA, Sekouna (2007). « Erik Barnouw et al., Médias et conglomérats : un regard sans concession sur les coulisses de l'industrie des médias aux États-Unis », *Questions de communication* [en ligne], no 11.
- KILANI, Mondher (2014). « Chapitre 14. L'ethnocentrisme du discours anthropologique : pour un universalisme critique », *Pour un universalisme critique : essai d'anthropologie du contemporain*, Paris, La Découverte, p. 286-295 (collection Sciences humaines).
- KIRIYA, Ilya (2004). « La production des biens culturels en URSS : une "autre" industrie culturelle : les enjeux de la transformation actuelle », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, p. 30-39.
- KIRIYA, Ilya (2011). « Les formes institutionnelles de la promotion des questions sociétales à la télévision russe : vers l'industrialisation de la propagande », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 3, no 12, p. 61-79.
- KIRIYA, Ilya (2016). « Russia Today comme dispositif diplomatique de la "Nouvelle Russie" », dans MATTELART, Tristan et Olivier KOCH (dir.). *Géopolitique des chaînes d'information internationales*, Paris, Mare & Martin, p. 187-204 (collection Mediatic).
- KIRIYA, Ilya (2017). « Les études médiatiques dans les BRICS contre les bases de données occidentales ; critique de la domination académique anglophone », *CNRS éditions/Hermès/La Revue*, vol. 3, no 79, p. 71-77.
- KIYINDOU, Alain, Jean-Christophe D. EKAMBO, et Ludovic-Robert MIYOUNA (dir.) (2009). *Communication et dynamiques de globalisation culturelle*, Paris, L'Harmattan.

- KORPA, Michel (2011). *Gustave Le Bon : hier et aujourd'hui*, Paris, France-Empire.
- KRYLOVA, Natalia L., et Vladimir L. TCHERTKOV (1982). « Origine sociale et objectifs des étudiants d'Afrique tropicale », *Questions de sociologie dans les études sur l'Afrique en URSS*, no 6, Moscou, p. 7-29.
- KRYLOVA, Natalia L. (1992). *Les étudiants et la société en Afrique tropicale*, Moscou, Nauka.
- KUMAR, Radha (1989). « La famille et l'usine : les femmes dans l'industrie textile du coton à Bombay, 1919-1939 », dans LARDINOIS, Roland (dir.). *Miroir de l'Inde : études indiennes en sciences sociales*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 169 et s.
- LAGANE, Jean (2005). « Éléments de recherche sur les sciences de l'information et de la communication au Japon », *Questions de communication*, no 7, p. 309-322.
- LAMLOUM, Olfa (dir.) (2010). *Médias et islamisme*, Beyrouth, Presses de l'IFPO. (Collection Les Cahiers de l'IFPO, CI 5).
- LARUELLE, Marlène (1999). *L'idéologie eurasiste russe ou comment penser l'Empire*, Paris, L'Harmattan. (Collection Essais historiques).
- LATOUR, Bruno, et Vincent Antonin LÉPINAY (2008). *L'économie, science des intérêts passionnés : introduction à l'anthropologie économique de Gabriel Tarde*, Paris, La Découverte.
- LAYADI, Nasreddine, et Saddek RABEH (2005). *Histoire des Théories de la Communication* (3^e édition, traduite en arabe), Beyrouth, L'organisation Arabe de Traduction.
- LAZARUS, Neil (2006). *Penser le colonial : une introduction critique*, Paris, éditions Amsterdam [1^{re} édition anglaise 2004].
- LE BON, Gustave ([1884] 1990). *La Civilisation des Arabes*, Paris, Éditions de la Fontaine au Roy. (Collection Images et Traditions).
- LE BON, Gustave (1886). *Histoire des Civilisations de l'Inde*, Paris, Firmin-Didot.
- LE BON, Gustave ([1895a] 1988). *Psychologie des foules*, Paris, Presses universitaires de France. (Collection Quadriges).
- LE BON, Gustave (1895b). *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Paris, Félix Alcan. (Collection Bibliothèque des sciences sociales, n° 21).
- LÉVI-STRAUSS, Claude, Michel LEIRIS, Leslie Charence DUNN, et coll. (dir.) ([1951] 1973). *Le Racisme devant la science*, Paris, Unesco.
- LIU, Hailong (2006). « Bei jingyan de zhongjie he bei zhongjie de jingyan – cong chuanbo lilun jiaocai de yijie kan chuanboxue zai zhongguo », *Guoji xinwenjie*, no 5, p. 5-11.
- LIU, Hailong (2008). « Cong shouzhong yanjiu kan "chuanboxue bentuhua" huayu », *Guoji xinwenjie*, no 7, p. 5-10.
- LIU, Hailong (dir.) (2019). *From Cyber-Nationalism to Fandom Nationalism: The Case of Diba Expedition in China (Chinese Perspectives in Journalism and Communication)*, Londres et New York, Routledge.
- LIU, Tiannan (2015). *L'Image de la Chine chez le passeur de culture François Cheng*, Paris, L'Harmattan. (Collection Espaces littéraires).

- LOHISSE, Jean (2009). *La communication : de la transmission à la relation*, Bruxelles, de Boeck. (Collection Culture & Communication).
- LONEUX, Catherine (2004). « Une communauté scientifique francophone en sciences de l'information et de la communication », *Hermès/La Revue*, vol. 3, no 40, p. 173-175.
- LONG, Yun (2000). « Chuanboxue zai zhongguo de 20 nian », *Xiandai Chuanbo*, no 3, p. 15-20.
- MADDISON, Angus (2007). *Contours of the World Economy 1-2030 AD: Essays in Macro-Economic History*, New York, Oxford University Press.
- MAFFESOLI, Michel (1988). *Le temps des tribus : le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridiens-Klincksieck. (Collection Sociologies au quotidien et éditions Table Ronde, collection La Petite Vermillon).
- MAGUN, Artemy (2009). « L'éducation supérieure dans la Russie postsoviétique et la crise mondiale des universités », *Multitudes*, vol. 4, no 39, p. 109-120.
- MARCHETTI, Dominique (2017). « Avant-propos », dans MARCHETTI, Dominique et Julien PARIS (dir.). *La circulation des productions culturelles : cinéma, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Rabat, Istanbul, Centre Jacques-Berque, p. 2-16 (collection Description du Maghreb).
- MARTIN, Olivier, Frédéric KECK, et Jean-Christophe MARCEL (2004). « France – États-Unis, influences croisées en sciences humaines », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 2, no 11, p. 3-12.
- MASALOV, Igor (2014). « Être sociologue en Russie », *Sociologies pratiques*, 2014/3 HS, p. 19-27.
- MATHIEN, Michel, et Gérald ARBOIT (dir.) (2006). *La guerre en Irak : les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant. (Collection Médias, sociétés et relations internationales).
- MATTELART, Armand, et Michèle MATTELART, (1986). *Penser les médias*, Paris, La Découverte, p. 127-129 (collection Textes à l'appui).
- MATTELART, Tristan (dir.) (2007). *Médias, migrations et cultures transnationales*, Paris/Bruxelles/INA, de Boeck supérieur. (Collection Médias recherches).
- MATTELART, Tristan (2017). « Nécessaire rééquilibrage des flux d'information transnationaux », dans BADIE, Bertrand et Dominique VIDAL (dir.). *En quête d'alternatives : l'état du monde*, Paris, La Découverte, p. 31-39 (collection État du monde).
- MATTELART, Tristan (2018). « Russia Today et le renouveau de la diplomatie médiatique russe », *AFRI*, vol. 19, p. 927-945.
- McCALL, John C. (2007), « The Pan-Africanism we Have : Nollywood's Invention of Africa », *Film International*, vol. 5, no 4, p. 92-97.
- McCHAN, Joseph, et Erik K.W. MA (1996). « Asian television: Global Trends and local processes », *Gazette*, vol. 58, no 1, p. 47.

- MENDES DE BARROS, Laan (2008). « Les médiations socioculturelles comme objet d'étude de communication », *Études de communication*, vol. 1, no 31, p. 157-174.
- MEYRIAT, Jean, et Bernard MIÈGE (2002). « Le projet des SIC : de l'émergent à l'irréversible (fin des années 1960-milieu des années 1980) », dans BOURE, Robert (dir.). *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, p. 44-70 (collection Communication).
- MEZRIOUI Racha, et Zeineb TOUATI (dir.) (2016). *Médias et technologies numériques : constructions identitaires et interculturalités*, Tunis et Paris, L'Harmattan. (Collection Socio-anthropologie des mondes méditerranéens).
- MIÈGE, Bernard, et Herbert I. SCHILLER (1991). « Knowledge and Communication in a Digital Society », dans BERLEUR, Jacques et Diane WHITEHOUSE (dir.). *The Ethical Global Information Society: Culture and Democracy Revisited*, Ifip, Springer Verlag, p. 161-167.
- MIÈGE, Bernard (2013a). « La pensée communicationnelle actualisée et ses relations avec la globalisation », dans EKAMBO, Jean-Christien D. et Jean-Marie DIKANGA KASADI (dir.). *Les sciences de l'information et de la communication en République démocratique du Congo : les traces ignorées d'un champ de recherche*, Paris, L'Harmattan/CLD éditions, introduction.
- MIÈGE, Bernard (2017a). *Les industries culturelles et créatives face à l'ordre de l'information et de la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble. (Collection Communication en +).
- MIÈGE, Bernard (2017b). « S'en tenir à quelques propositions fondamentales », dans AZÉMARD, Ghislaine et Yves THÉORËT (dir.). *Humanisme numérique : valeurs et modèles pour demain ?* Tome 3 – Prospective, mutations sociétales, économiques et juridiques, Paris, UNESCO/UQAM/ORBICOM, Les Éditions de l'Immatériel, p. 137-154 (collection Écritures du monde).
- MIÈGE, Bernard (2020). « Les débuts de l'AIERI-IAMCR en France », (en collaboration avec Armand Mattelart), dans Unesco, *History of IAMCR*. <https://hal.archives-ouvertes.fr. Hal-03011804>.
- MINGANT, Nolwenn (2014). « Cinéma : pourquoi il va falloir compter avec les pays du Golfe », *INA global*, (en ligne).
- MINIC, Dimitri (2022). « Invasion russe de l'Ukraine : une rupture politico-stratégique ? », *Russie. nei. Visions*, no 126, Ifri, mars 2022, p. 1-28.
- MISSÈ, Missè (2002). « Télévisions internationales et changements sociopolitiques en Afrique sub-saharienne », dans MATTELART Tristan (dir.). *La mondialisation des médias contre la censure : tiers-monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck Université, p. 104-120 (collection Médias. Recherche).
- MISSÈ, Missè (2014). « Les théories critiques en communication pour le changement social : regard critique », *Revue française des Sciences de l'information et de la communication* [en ligne], no 4.

- MORRIS, Nancy, Philip R. SCHLESINGER, et Germaine MANDELSAFT (2000). « Jorge A. Gonzáles ou la culture en tant qu'objet de lutte. Amérique latine : cultures et communications », et « Des théories de la dépendance aux théories de la résistance », *Hermès/La Revue*, no 28, p. 19-33 et 35-36.
- MOSTEFAOUI, Belkacem (1995). *La télévision française au Maghreb : structures stratégiques et enjeux*, Paris, L'Harmattan. (Collection Histoire et perspectives méditerranéennes).
- MUCCHIELLI, Roger (1979). *L'analyse des contenus de documents et communications*, Paris, Entreprise moderne d'éditions, Librairies techniques, les éditions ESF. (Collection Le psychologue).
- MUDIMBE, Valentin-Yves (1988). *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 256 p.
- NGONO, Simon (dir.) (2020). *La communication de l'État en Afrique : discours, ressorts et positionnements*, Paris, L'Harmattan. (Collection Études africaines ; série Communication).
- NGO THI, Thanh Loan (2017). « Quelle influence exerce l'ASEAN sur les politiques, actions et modes de régulation des technologies de l'information et de la communication au Vietnam ? », *Les Cahiers de la SFSIC*, no 17, février.
- NGURE NYUTHO, Edwin (2015). *Evaluation of Kenyan Film Industry: Historical Perspective*, Thèse (Ph.D.) Université de Nairobi.
- NGUYEN MINH, Nguyet (2017). « La communication interculturelle de la coopération permanente des acteurs en insertion professionnelle francophone », *Les Cahiers de la SFSIC*, no 17, février.
- NKRUMAH, Kwame (1962). « De l'histoire culturelle du Ghana », *Présence Africaine*, vol. 2, no 41, p. 5-12.
- NKRUMAH, Kwame (1964). *Consciencism: Philosophy and Ideology for Decolonization and Development with Particular Reference for the African Revolution*, Londres, Heinemann.
- OLIVESI, Stéphane (2007). *Référence, déférence : une sociologie de la citation*, Paris, L'Harmattan. (Collection Communication et civilisation).
- OLLIVIER, Bruno, et Guy LOCHARD (2002). « Préface », dans MARTÍN-BARBERO, Jesús, *Des médias aux médiations : communication, culture et hégémonie*, Paris, CNRS Éditions. (Collection CNRS communication).
- OLLIVIER, Bruno (2013). « Intérêt des médias dans les Caraïbes », dans collectif *Hermès/La Revue*, vol. 1, no 65, p. 245-246.
- OLLIVIER, Bruno (2018). « Observer la communication », entretien avec Martine Bocquet, *Communication*, vol. 35, no 2, p. 11.
- OUEDRAOGO, Sylvestre (2015). *L'ordinateur et le djembé : entre rêves et réalités*, Paris, Decitre. (Collection Terrain, récits et fictions).
- ÖZTURKMEH, Arzu (2018). « "Turkish Content": The Historical Rise of the Dizi Genre », *TV/Series [en ligne]*, no 13.

- PANJETA, Lejla (2014). « The Changing Soaps and Telenovela Genre: Turkish Series Impact », *Epiphany: Journal of Transdisciplinary Studies*, vol. 7, no 1, p. 137-168.
- PARÉS I MAICAS, Manuel (2009). « The European Media and Communication Doctoral Summer School 1992-2007 », dans CARPENTIER, Nico et coll. (dir.). *Democracy, Journalism and Technology: New Developments in an Enlarged Europe*, Tartu, Tartu University Press, p. 21-45.
- PASQUALI, Antonio (1963). *Comunicación y cultura de masas*, Caracas, Monte Ávila Editores.
- PASQUALI, Antonio (1967). *El aparato singular : análisis de un día de TV en Caracas*, Caracas, Instituto de Humanidades Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Centrale de Venezuela.
- PASQUALI, Antonio (1979). *Comprender la comunicación*, Caracas, Monte Avila.
- PLANTIN, Christian (1990). « Renaissance de la rhétorique : les travaux américains », *Essais sur l'argumentation*, Paris, Kimé, p. 53-88 (collection Argumentation et sciences du langage).
- RAISCHVARG, Daniel, Valérie LÉPINE, et Philippe BONFILS (coord.) (2017). « Dossier études vietnamiennes en communication », *Les Cahiers de la SFSIC*, no 17, février, p. 195-408.
- RAJ, Kapil (2021). *Science moderne, science globale : circulation et construction des savoirs en Asie du Sud et Europe. 1650-1900*, Paris, Brepols. (Collection Techne. Global matters).
- RANSFORD, Antwi, (2002). « Rethinking Peace-building and Public Relations Practice in Africa », *Communication*, vol. 28, no 2, p. 3-7.
- RENAN, Ernest (1864-1874) (dir.). *Mission de Phénicie. Planches*, Paris, Bibliothèques d'Orient. (Collection numérique).
- RIBEYRO, Julio Ramón (1973). « Alienación », *La palabra del mudo II*, Lima, Milla Batres, p. 101-113.
- RIGGS, Fred W. (1987). « Les concepts endogènes : un enjeu pour les sciences sociales et les sciences de l'information », *Revue internationale des sciences sociales*, 114, novembre, p. 675-686.
- RUAN, Zhixiao (2005). « Dalu chuanboxue de fazhan qushi, xueke jiaoyu yu jiuye wenti », *Xinan Minzu Daxue Xuebao (Renwen sheke ban)*, vol. 26, no 4, p. 261-265.
- RUCHTI, Jihane (1998). *La propagande et l'usage de la radio dans la guerre psychologique*, Le Caire, Dar Al Fikr Al Arabi.
- SADAKA, Georges (2001). *Médias, société et guerre : le cas du conflit libanais*, Beyrouth, Antélias/UCIP. SAÏD, et (2005). « La presse libanaise dans ses différentes étapes historiques », *Information et communication*, Beyrouth, no 1, p. 114 et s.
- SÁNCHEZ NARVARTE, Roberto Emiliano (2014). « Comunicación y política en Antonio Pasquali : una lectura de Comunicación y cultura de masas en el actual contexto latinoamericano », *Punto Cero*, Año 19, no 28,

- 1° Semestre, p. 45-62, Universidad Católica Boliviana « San Pablo », Cochabamba.
- SCHAEFER, David, et Kavita KARAN (dir.) (2013). *Bollywood and Globalization: The Global Power of Popular Hindi Cinema*, Londres, Routledge.
- SCHEMEL, Yves R. (2015). « Une science politique non occidentale existe-t-elle ? », *Socio*, no 5, p. 163-188.
- SCOLARI, Carlos Alberto A. (2019). *Networks: From Text to Hypertext, from Publishing to Sharing, from Single Author to Collaborative Production*, Oxford, Oxford University Press.
- SEMELIN, Jacques (dir.) (1995). *Quand les dictatures se fissurent : résistances civiles à l'Est et au Sud*, Paris, Desclée de Brouwer.
- SERAFINOVA, Danuša, et Michel MATHIEN (2013). *Les médias de l'expression de la diversité culturelle en Europe de l'Est*, Bruxelles, Bruylant. (Collection Médias, Sociétés et Relations Internationales).
- SERVAES, Jan E. J. (1985). « Toward an Alternative to Concepts of Communication and Development », *Media and Development*, vol. 32, no 42-5.
- SHAW, Donald L., et Maxwell McCOMBS (1972). « The Agenda-setting Function of Mass-Media », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 36, no 2, p. 176-187.
- SHI, An Bin (2006). « Xinwen fabu jizhi de lilunhua yu zhuanhua », dans WANG, Xingming, et Li, Xiguang (dir.). *Zhengfu fayanren 15 jiyang*, Beijing, Tsinghua University Press, p. 219-234.
- SIEGFRIED, André (1954). *Tableau des États-Unis*, Paris, Armand Colin. (Collection Sciences politiques).
- SPARKS, Colin, (2018). « China's soft power from the BRICS to the BRI », *Global Media and China*, vol. 3, no 2, p. 92-99.
- SROUR, Némésis (2017a). « Réappropriation des réseaux de distribution des films indiens au Moyen-Orient : entre hégémonie hollywoodienne et concentration émiraties. Le cas de l'implantation de la première société indienne à Dubaï », dans MARCHETTI, Dominique et Julien PARIS (dir.). *La circulation des productions culturelles : cinéma, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Rabat, Istanbul, Centre Jacques-Berque, p. 189-215 (collection Description du Maghreb).
- SROUR, Némésis (2017b). « Les salles de cinéma en Inde, un territoire à conquérir : perspectives historiques », dans FOREST, Claude (dir.). *Revue d'études cinématographiques*. « Les salles de cinéma. Histoire et géographie », vol. 27, no 2-3, printemps, p. 31-50.
- STRAUBHAAR, Joseph D. (1991). « Beyond Media Imperialism: Asymmetrical Interdependence and Cultural Proximity », *Critical Studies in Mass Communication*, no 8, p. 39-59.
- STRAUBHAAR, Joseph D. (2005). « (Re)asserting National Media and National Identity Against the Global, Regional and Local Levels of World Television », dans DURHAM, Gigi et Douglas M. KELLNER (dir.). *Media and Cultural Studies: KeyWorks*, New York, Wiley, p. 681-701.

- SUN, Yan (1995). *The Chinese Reassessment of Socialism: 1972-1992*, Princeton N.-J., Princeton University Press.
- TABET, Michel (2017). « Al Jazeera, production documentaire et “identité arabe” : émergence et enjeux d’une industrie documentaire dans le monde arabe », dans MARCHETTI, Dominique et Julien PARIS (dir.) (2017). *La circulation des productions culturelles : cinéma, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Rabat, Istanbul, Centre Jacques-Berque p. 164-184. (Collection Description du Maghreb).
- TALON, Claire-Gabrielle (2011). *Al Jazeera : liberté d’expression et pétromonarchie*, Paris, Presses universitaires de France. (Collection Proche-Orient).
- TANRIÖVER UÇUR, Hülya (2004). « Composition des identités et socialités à travers les pratiques télévisuelles : immigrés turcs et feuilletons télévisés », dans BOCKEL, Alain et Işıl KARAKAŞ (dir.). *Diversité Culturelle en Turquie et en Europe*, Paris, L’Harmattan, p. 151-172.
- TARDE, Gabriel ([1890] 1993). *Les lois de l’imitation : étude sociologique*, Paris, Kimé.
- TARDE, Gabriel (1901). *L’Opinion et la Foule*, Paris, Félix Alcan. (Collection Bibliothèque de philosophie contemporaine).
- TASSADIT, Yacine, (2017). « Les Berbères ont-ils manqué un rendez-vous avec l’Histoire dans les révoltes “arabes” ? », *Les revendications amazighes dans la tourmente des « printemps arabes » : Trajectoires historiques et évolutions récentes des mouvements identitaires en Afrique du Nord*, Rabat, Centre Jacques-Berque.
- THUSSU, Daya Kishan (2007). « The “Murdochization” of News? The Case of Star TV in India », *Media, Culture & Society*, vol. 29, no 4, p. 593-611.
- THUSSU, Daya Kishan, et Kaarle NORDENSTRENG (dir.) (2015). *Mapping BRICS Media*, Londres, Routledge.
- THUSSU, Daya Kishan (2016a). *Communication India’s Soft Power: Buddha to Bollywood*, New Delhi, Sage.
- THUSSU, Daya Kishan (2016b). « The Scramble for Asian Soft Power in Africa », *Les Enjeux de l’information et de la communication*, vol. 2, no 17, p. 225-237.
- THUSSU, Daya Kishan, et Kaarle NORDENSTRENG (dir.) (2020). *BRICS Media: Reshaping the Global Communication Order?* Londres, Routledge. (Collection International Media Studies).
- TOMASELLI, Keyan (1988). *The Cinema of Apartheid: Race and Class in South African Film*, Chicago, Lake View Press.
- TSUTSUMI, Akizum, Kazunori KAYABA, Toshiyuki OJIMA, Shizukiyo ISHIKAWA, et Norito KAWAKAMI (2007). « Low Control at Work and the Risk of Suicide in Japanese Men: A Prospective Cohort Study », *Psychotherapy and Psychosomatics*, vol. 76, no 3, p. 177-185.
- TUNSTALL, Jeremy (1977). *The Media Are American: Anglo-American Media in the World*, New York, Columbia University Press.
- TUNSTALL, Jeremy, et Michael Beaussenat PALMER (1991). *Media Moguls*, Londres, Routledge.

- TUTAL-CHEVIRON, Nilgün, et Aydın ÇAM, (2017). « La vision turque du “soft-power” et l’instrumentalisation de la culture », dans MARCHETTI, Dominique (dir.). *La circulation des productions culturelles : cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Rabat, Istanbul, Centre Jacques-Berque, p. 128-147 (collection Description du Maghreb).
- URJEWICZ, Charles (2004). « Le rêve perdu de l’intelligentsia russe (1984-2004) », *Questions de communication*, no 6, p. 33-43.
- VARTANOVA, Elena (2020). *Les transformations postsoviétiques des médias et du journalisme russes*, Paris, L’Harmattan. (Collection Les Horizons russes, Communication, Médias).
- WALLERSTEIN, Immanuel Maurice (1974). « The Rise and Future Demise of the World Capitalist System: Concepts for Comparative Analysis », *Social and History*, vol. 16, no 4, septembre, p. 387-415.
- WANG, Huning (1988), 王沪宁, « 转变中的中国政治文化结构 », 复旦学报(社会科学版) (« The Structure of China’s Changing Political Culture »), *Fudan Journal*, éditions sciences sociales, vol. 3, p. 55-64, [en ligne] consulté le 11 avril 2022 ; <https://www.readingthechinadream.com/wang-huning-ldquo-the-structure-of-chinarsquos-changing-political-culturerdquo.html>.
- WONGO AHANDA, Antoine (2005). *La communication au Cameroun : bibliographie annotée et commentée de 40 ans de recherche*, Paris, L’Harmattan. (Collection Sociétés africaines et diasporas).
- YABLOKOV, Ilya (2015). « Conspiracy Theories as a Russian Public Diplomacy Tool: The Case of Russia Today (RT) », *Politics*, vol. 35, no 3-4, p. 301-315.
- YOUNG, Robert James Craig (1990). *White Mythologies: Writing History and the West*, Oxford, Blackwell, Routledge.
- ZASSOURSKY, Yassen Nikolayevich, Kaarle NORDENSTRENG et Elena VARTANOVA, (dir.) (2001). *Russian Media Challenge*, Helsinki, Kikimora Publications.

Chapitre 10

- BADIE, Bertrand (dir.) (2013). « Introduction », *La diplomatie de connivence : les dérives oligarchiques du système international*, Paris, La Découverte (collection Poche/Essais).
- BANEGAS, Richard (1993). « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Culture et conflits*, no 12, p. 105-140.
- BERNARD, Françoise (2004). « Les SIC, une discipline de l’ouverture et du décloisonnement », *Org & co*, no 7, p. 2-3.
- BRAUDEL, Fernand (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. xv^e et xviii^e siècle*. Vol. 3 – Temps du monde, Paris, Armand Colin (collection Références).
- CAROTHERS, Thomas (2002). « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, volume 13, issue 1, p. 5-21.

- DE SOLA POOL, Ithiel (1977). « The Changing Flow of Television », *Journal of Communication*, vol. 27, no 2, p. 139-150.
- DOBRY, Michel (2000). « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, 50^e année, no 4-5, p. 585-614.
- DOLLFUS, Olivier (1984). *Le système monde : proposition pour une étude de géographie*, Actes du Géopoint : Systèmes et localisations, Université d'Avignon, p. 231-240.
- DUFY, Caroline, et Céline THIRIOT (2013). « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue Internationale de Droit comparé*, vol. 20, no 3, p. 19-40.
- EASTON, David (1965). *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall.
- FLICHY, Patrice (1999). « Entretiens », (questions de Pascal Lardellier, avec Roger Chartier, Philippe Breton et Armand Mattelart), *MEI*, no 10, 9 novembre, p. 24-25.
- FRANK, André-Gunder (1970). *Le développement du sous-développement : Amérique latine*, Paris, Maspero. (Collection Textes à l'appui).
- FUKUYAMA, Francis (1992). *The End of History and the Last Man*, New York, The Free Press.
- HADDAD, Saïd (2018). « Le cyberspace ou la construction d'un "champ de confrontation à part entière" », dans TAILLAT, Stéphane, Amaël CATTARUZZA et Didier DANET (dir.), *La Cyberdéfense, Politique de l'espace numérique*, Paris, Armand Colin, p. 44-51 (collection U).
- HALPÉRIN, Jean (1961). « Une économie totale : lucidité et action », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 16, no 2, p. 364-366.
- HAMELINK, Cees J. (2015). *Global Communication*, Londres, Sage.
- HENNION, Antoine, et Jean-Pierre VIGNOLLE (1978). *L'oligopole et la fourmière : l'économie du disque en France*, Paris, ENSMP (collection Les industries culturelles).
- JOLY, Éric (2010). « L'épopée en contexte : variantes et usages politiques de deux récits épiques (Mali/Guinée) », *Annales, histoire, Sciences Sociales*, vol. 65, no 4, p. 885-912.
- KOCH, Olivier (2015). « Les médias dans les « transitions démocratiques » : état des lieux et prospective », *Questions de communication*, no 28, p. 211-229.
- LATOUCHE, Serge (1986). « I. Wallerstein, Le système du monde du xv^e siècle à nos jours, t. I : Capitalisme et économie-monde, 1450- 1640 ; t. II : Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne, 1600-1750 », *Tiers-Monde*, Tome 27, no 105, p. 228-232.
- LINZ, Juan J., et Alfred C. STEPAN (1996). *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- LYOTARD, Jean-François (1979). *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Éditions de Minuit (collection Critique).

- MAGER, Wolfgang (2009). « La conception du capitalisme chez Braudel et Sombart : convergences et divergences », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, série Archives, Journée d'études Werner Sombart, [En ligne], <http://journals.openedition.org/ccrh/2983>
- MARCOU, Henri Irénée (1961). « Comment comprendre le métier d'historien », dans Charles Samaran (dir.). *Encyclopédie de la pléiade : L'histoire et ses méthodes*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, coll. « NRF », p. 1465-1540.
- MARTÍNEZ-VELA, Carlos A. (2001). « World Systems Theory », ESD-83, p. 1-5.
- MATTELART, Armand (1967). *Géopolitique du contrôle des naissances*, Paris, Éditions universitaires.
- MATTELART, Armand (2013). « Le désir d'histoire. Un itinéraire intellectuel », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, no 14/3A, p. 17-31.
- MATTELART, Armand, et Michèle MATTELART (1968). *La mujer chilena en una nueva sociedad : estudio sociológico exploratorio acerca de la situación e imagen de la mujer en Chile*, Santiago, Editorial del Pacifico.
- MATTELART, Armand, et Michèle MATTELART (1995). *Histoire des théories de la communication*, Paris, La Découverte (collection Repères).
- MATTELART, Armand, Michèle MATTELART, et Mabel PICCINI (1970). « Los medios de comunicación de mass : la ideología de la prensa liberal en Chile », *Cuadernos de la realidad nacional*, no 3, CEREN, Santiago.
- MATTELART, Armand, et Seth SIEGELAUB (dir.) (1979 et 1983). *Communication and Class Struggle: An Anthology in 2 Volumes*, New York, International General Editions.
- McNAIR, Brian (2006). *Cultural Chaos: Journalism, News and Power in a Globalised World*, Londres, Routledge.
- MERLEAU-PONTY, Maurice (2000). *Parcours deux : 1951-1961*, Lagrasse, éditions Verdier (collection Philosophie).
- MEUNIER, Jean-Pierre (2003). *Approches systémiques de la communication : systémisme, mimétisme, cognition*, Bruxelles, de Boeck Supérieur (collection Culture & Communication).
- MIÈGE, Bernard (2004). *L'information-communication, objet de connaissance*, Bruxelles, de Boeck & INA (collection Médias, Recherches).
- MISHRA, Rapti (2013). « World Systems Theory: Understanding the Capitalist Design », *Asian Journal of Multidisciplinary Studies*, vol. 1, no 3, octobre, p. 160-168.
- NEGROPONTE, Nicholas (1997). *L'homme numérique : comment le multimedia et les autoroutes de l'information vont changer votre vie*, Paris, Presses Pocket.
- NIFLE, Roger (2020). « Théorie des systèmes ou systémisme ? Une alternative cruciale », *Journal permanent de l'Humanisme méthodologique*, (En ligne), 2 octobre, <http://www.coherences.com>, consulté le 15 décembre 2020.
- NISBET, Robert A. (1959). « The Decline and Fall of Social Classes », *Pacific Sociological Review*, vol. 2, no 1, p. 119-129.
- O'DONNELL, Guillermo (1999). « Illusions about consolidation », *Journal of Democracy*, vol. 7, no 2, p. 34-51.

- O'DONNELL, Guillermo, Philippe C. SCHMITTER, et Laurence WHITEHEAD (dir.) (1986). *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- OLLMAN, Bertell (2005). *La dialectique mise en œuvre : le processus d'abstraction dans la méthode de Marx*, Paris, Syllepse (collection Mille marxismes).
- PERROUX, François (1958). *La coexistence pacifique*, Paris, Presses universitaires de France.
- POLIN, Claude (1970-1971). « David Easton, ou les difficultés d'une certaine sociologie politique », *Revue française de sociologie*, « Analyse de systèmes en sciences sociales II », vol. 11-12, no spécial, p. 183-193.
- RICO DE SOTELO, Carmen, et Oumar KANE (2011). « Communication Internationale et Développement : itinéraires et problématiques », *Cahiers du Colab*, no 3.
- RÓRIG, Fritz (1933). *Mittelalterliche Weltwirtschaft, Blüte und Ende einer Weltwirtschaftsperiode* [Économie médiévale globale : croissance et déclin d'une période d'économie globale], Jena, Kieler Vorträge Nr. 40.
- SEN, Amartya (2005). *La démocratie des autres : pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident*, Paris, Manuels Payot.
- SHIN, Doh Chull (1994). « On the Third Wave of Democratization: A Synthesis and Evolution Recent Theory and Research », *World Politics*, volume 47, no 1, p. 135-170.
- SIMONDE DE SISMONDI, Jean-Charles-Léonard (1837). *Études sur l'économie politique*, Tome 1, Paris, Treutel et Würtz.
- VON BERTALANFFY, Ludwig (1968). *General System Theory: Foundations, Development, Applications*, New York, Georges Braziller.
- WALLERSTEIN, Immanuel Maurice (1976). *The Modern World-System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. New York: Academic Press, p. 229-233.
- WALLERSTEIN, Immanuel Maurice (1976-1980-1989). *The Modern World-System*. Berkeley, Los Angeles, Londres, Academic Press.
- WALLERSTEIN, Immanuel Maurice (1980). *Capitalisme et économie-monde, 1450-1640 : le système du monde du xv^e siècle à nos jours*, Paris, Flammarion (collection Nouvelle bibliothèque scientifique).
- WALLERSTEIN, Immanuel Maurice (2006). *Comprendre le monde : introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte (collection La Découverte/Poche).
- YOUNG, Robert James Craig (2005). *Colonial Desire: Hybridity in Theory, Culture and Race*, New York, Routledge.

Conclusion de la partie II et conclusion générale

- AGBOBLI, Christian (2019). « Enjeux et défis communicationnels des migrations contemporaines : de l'endo-centricité à l'exo-centricité », Actes du colloque *Communication en question*, « Migrations contemporaines

- et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelle et inter-culturelle », no spécial 12, 27-29 mars.
- AMIN, Samir (1988). *L'eurocentrisme : critique d'une idéologie*, Paris, Anthropos/Économica (collection Économies).
- AMIN, Samir (1990). « La mise en place du système (1945-1957) », dans Samir Amin. *Itinéraire intellectuel : regards sur le demi-siècle 1945-90*, Paris, L'Harmattan.
- AMIN, Samir (2018). « À propos de la Chine. "Le socialisme de marché", étape dans la longue transition socialiste ou raccourci vers le capitalisme ? », *Histoire et société*, février [En ligne], <https://histoireetsociete.wordpress.com/2018/02/25/samir-amin-a-propos-de-la-chine-le-socialisme-de-marche-etape-dans-la-longue-transition-socialiste-ou-raccourci-vers-le-capitalisme/>. Consulté le 13 février 2022.
- AMOZOU, Essè (2009). *L'impact de la culture occidentale sur les cultures africaines*, Paris, L'Harmattan (collection Études africaines).
- BADIOU, Alain (2021). *Les possibles matins de la politique. Interventions : 2016-2020*, Paris, Fayard (collection / série Essais).
- BAYLY, Christopher Alan (2007). *La naissance du monde moderne (1780-1914)*, traduit de l'anglais par Michel Cordillot, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Le Monde diplomatique.
- BAYLY, Christopher Alan (2011). *Recovering Liberties: Indian Thought in the Age of Liberalism and Empire*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BEAUDICHON, Janine, et Jacqueline BIDEAUD (1979). « De l'utilité des notions d'égoïsme, de décentration et de prise de rôle dans l'étude du développement », *L'Année psychologique*, vol. 79, no 2, p. 589-628.
- BIHR, Alain (2019). « La notion de système-monde chez Wallerstein : considérations critiques », *Alencontre*, (en ligne) et (2019). *Le premier âge du capitalisme*. Tome 3 : Un premier monde capitaliste, Lausanne/Paris, Syllepse, p. 1012-1023 (collection Histoire, enjeux et débats).
- BOUGNOUX, Daniel (2012). « Onde ou corpuscule ? L'homme transitionnel de la communication », *Multitudes*, vol. 4, no 51, p. 91-98.
- BREISSER PEREIRA, Luiz Carlos (2009). « Amérique latine : de l'interprétation nationaliste à l'interprétation par la dépendance », *Revue Tiers Monde*, vol. 199, no 3, p. 533-546.
- CALLON, Michel (1986). « Éléments pour une sociologie de la traduction ? La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'année sociologique*, no 36, p. 170-208.
- CHEBEL, Malek (2013). *Changer l'Islam : dictionnaire des Réformateurs musulmans des origines à nos jours*, Paris, Albin Michel (collection AM Gd format, introduction).
- CHRISTOPHE, Pierre (2008). Jocelyne Arquembourg, Guy Lochard, Arnaud Mercier, (coord.), « Événements mondiaux : regards nationaux », *Questions de communication* [En ligne], 14 | 2008, mis en ligne le 23 janvier 2012, consulté le 29 juillet 2020. <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1542>

- D'IRIBARNE, Philippe, Alain HENRY, Jean-Pierre SEGAL, Sylvie CHEVRIER, et Tatjana GLOBOKAR (dir.) (1998). *Culture et mondialisation : gérer par-delà les frontières*, Paris, Seuil (collection La couleur des idées).
- DOBRY, Michel (dir.) (2000). « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la "transitologie" » [dossier], *Revue française de Sciences Po*, vol. 50, no 4/5, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- DUFY, Caroline, et Céline THIRIOT (2013). « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue Internationale de Droit comparé*, vol. 20, no 3, p. 19-40.
- DUPONT, Florence (2018). « Comment Marcel Mauss croyait à l'origine romaine de la Civilisation », *Cahiers « Mondes anciens »* [en ligne], no 11. <https://savoirs.app/en/articles/comment-marcel-mauss-croyait-a-l-origine-romaine-de-la-civilisation>, consulté le 13 mars 2021.
- DUPUY, Jean-Pierre (2021). *La catastrophe ou la vie : pensées par temps de pandémie*, Paris, Seuil (collection Débats).
- EKAMBO, Jean-Christien D., (2006). *Auteurs étranges : dictionnaire de principaux auteurs non francophones en sciences de l'information et de la communication*, Paris, L'Harmattan/Ifasic éditions (collection Recherches en bibliologie).
- ENRIQUEZ, Eugène (2009). Préface p. 7-12, dans Florence Giust-Desprairies, *L'imaginaire collectif*, Toulouse, Eres/CNL (collection Société).
- FIGES, Orlando (2009). *Les chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris, Denoël.
- FLECK, Ludwig (1935). *Genesis and Development of a Scientific Fact*, Chicago and London, The University Press of Chicago, p. 28.
- GERGOVIN, Jean-Louis, et Léo ISAAC-DOGNIN (2018). *Cyber : la guerre permanente*, Paris, éditions du Cerf (collection Idées).
- GOMART, Thomas (2021). *Guerre invisible. Nos prochains défis géopolitiques*, Paris, Tallandier (collection Texto essais).
- GOUJON, Alexandra (2021). *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre*, Paris, Le Cavalier Bleu (collection Idées reçues).
- HEIDEGGER, Martin (1992). *Être et temps*, Paris, Gallimard (collection NRF – Bibliothèque de philosophie).
- HEINICH, Nathalie (2002). « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, no 2, p. 117-127.
- JACOB, Jean-Pierre (2015). « La sociologie de la traduction, l'anthropologie du développement et l'APAD », *Anthropologie & développement*, no 42-43, p. 85-98.
- JULLIEN, François (2008). *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*, Paris, Fayard (collection Essais).
- KING, David (1997). *The Commissar Vanishes: The Falsification of Photographs and Art in Stalin's Russia*, New York, Metropolitan Books.

- LAGRAVE, Rose-Marie (2021). *Se ressaisir : enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*, Paris, la Découverte (collection L'Envers des faits).
- LATOUCHE, Serge (1986). « I. Wallerstein, Le système du monde du xv^e siècle à nos jours, T. I : Capitalisme et économie-monde, 1450-1640. T. II : Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne, 1600-1750 », *Tiers-Monde*, Tome 27, no 105, p. 228-232.
- LATOUR, Bruno (1992). *Aramis ou l'amour des techniques*, Paris, La Découverte. (Collection Textes à l'appui).
- LATOUR, Bruno, et coll. (2014a). « L'anthropocène et la destruction de l'image du globe », dans HACHÉ, Émilie (dir.). *De l'univers clos au monde infini*, Paris, Éditions Dehors, p. 27-54.
- LATOUR, Bruno (2014b). « À quoi tenons-nous vraiment, nous les Modernes ? », entretien avec Éric Aeschimann, *Bibliobs* [En ligne].
- LÉVY-LEBOYER, Maurice (1969). « La "New Economic History" », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 24, no 5, p. 1035-1069.
- LIMONIER, Kevin (2018). *Ru.net : géopolitique du cyberspace russophone*, Paris, les éditions L'Inventaire (collection Les carnets de l'observatoire).
- MARINO, Adolfo (1998). « L'analytique de la subjectivité de Michel Foucault : du souci de soi à l'ethos philosophie », dans D'ALESSANDRO, Lucio, et Adolfo MARINO (dir.). *Michel Foucault. Trajectoires au cœur du présent*, Paris, L'Harmattan, p. 19-60 (collection Ouverture philosophique).
- MARCHAISSE, Thierry, et coll. (2003). *Dépayser la pensée : dialogues hétérocycliques avec François Jullien sur son usage philosophique de la Chine*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond (collection Sciences humaines petit format).
- MATTELART, Armand ([1999] 2009). *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte (collection La Découverte/poche).
- MBEMBE, Achille (2017). « L'Afrique qui vient », dans MABANCKOU, Alain (dir.). *Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, p. 17-31 (collection Essais littéraires).
- MBEMBE, Achille, et Felwine SARR (dir.) (2017). *Écrire l'Afrique-monde* (Ateliers de la Pensée, Dakar, Saint-Louis-du-Sénégal, 27-31 octobre 2016), Paris, Philippe Rey/Dakar, Jimsaan.
- MERCIER, Arnaud (2007). « Fouad Laroui, *De l'islamisme : une réfutation personnelle du totalitarisme religieux* / Dominique Urvoy, *Histoire de la pensée arabe et islamique* », *Questions de communication* [En ligne], no 11, p. 544.
- MIÈGE, Bernard (2013). « La pensée communicationnelle actualisée et ses relations avec la globalisation », introduction, dans Jean-Chrétien D. Ekambo et Jean-Marie Dikanga Kasadi (dir.). *Les sciences de l'information et de la communication en République Démocratique du Congo : les traces ignorées d'un champ de recherche*, Paris, L'Harmattan/CLD éditions, p. 12.

- MIÈGE, Bernard (2013b). « À propos d'une trajectoire intellectuelle : éléments d'une auto-analyse. Un emboîtement de phases et d'influences ainsi que de convictions progressivement forgées », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, no 14/3A, p. 33-42.
- MIÈGE, Bernard (2022). « De quelques réflexions majeures pour la recherche en Information-Communication aujourd'hui », *Jocis*.
- MOSSE, David (2005). *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*, Londres, Pluto Press, p. 14-20.
- PEYROUSE, Sébastien (2006). « L'Asie centrale quinze ans après l'indépendance. Un bilan en demi-teinte », *Politique étrangère*, no 2, p. 397-406.
- SAINT-MÉZARD, Isabelle (2016). « L'Inde de Narendra Modi : des tendances préoccupantes aux plans culturels et confessionnels », *Études*, no 2 février, p. 7-18.
- TOLEDANO, Margalit (2016). « Dialogue with the Enemy: Lessons from Public Relations on Dialogue Facilitation drawn from the Israeli-Palestinian Conflict », *International Public Relations : Perspectives from Deeply Divided Societies*, Londres, Routledge, p. 27-45.

Références aux travaux de l'auteur

(sélection) cités dans l'ouvrage

- (1990). *Les chrétiens et le tiers-monde : une fidélité critique*, Paris, Karthala. (Collection Économie et développement).
- (2003a). *Ce nucléaire qu'on nous montre : construire la socialité dans le débat sur les énergies*, Paris, L'Harmattan.
- (2003b). « Le journaliste, acteur disqualifié de la médiation de l'information scientifique et technique ? », dans LEBCEUF, Claude et Nicolas PÉLISSIER (dir.). *Communiquer l'information scientifique. Éthique du journalisme et stratégies des organisations*, Paris, L'Harmattan, p. 213-250 (collection Communication et technologie).
- (2003c). « Discours scientifiques et discours des scientifiques : quand l'institution scientifique doit défendre sa légitimité au sein de l'espace public », dans LEBCEUF, Claude et Nicolas PÉLISSIER (dir.). *Communiquer l'information scientifique. Éthique du journalisme et stratégies des organisations*, Paris, L'Harmattan, p. 74-104 (collection Communication et technologie).
- (2004a). « Historicité, didacticité et scientificité du discours d'information médiatique : la construction du récit commémoratif dans la presse magazine », *Les Cahiers du journalisme*, no 13, septembre, p. 40-79.
- (2004b). « Éléments de repérage théorique pour la construction de formations aux métiers de l'information », *Org & co*, no 7, p. 23-39.
- (2005). « La construction de l'étrangéité dans le discours d'information médiatique : pour une nouvelle problématisation », dans LARDELLIER, Pascal (dir.). *Des cultures et des hommes. Clés anthropologiques pour la*

- mondialisation*, Paris, L'Harmattan, p. 113-134 (collection Logiques sociales).
- (2006a). « Télévisions transnationales et représentations de l'altérité : remarques épistémologiques et méthodologiques », *Les Cahiers du journalisme*, « Faits divers, faits de société », no 17, p. 344-383.
- (2006b). « Do the Media Help us Grasp European Realities? Philosophical, Ethical and Methodological Questions », dans CARPENTIER, Nico et coll. (dir.). *Researching Media, Democracy and Participation*, Tartu, University of Tartu Press, p. 202-216.
- (2006c). « La crise de l'organisation scientifique, facteur d'innovation dans les dispositifs de "consultation citoyenne" », *Les Cahiers du journalisme*, « Médias et Science », no 15, hiver, p. 162-172.
- (2007). « Information and Communication: Do these Terms Define Absolute Opposite Practices and Concepts? Reflections from OMBs », dans CARPENTIER, Nico et coll. (dir.). *Media Technologies and Democracy in an Enlarged Europe*, Tartu, University of Tartu Press, p. 87-101.
- (2009a). « L'obamania à la française, consécration d'une stratégie open source ou nouvel Olympisme ? », *Les Cahiers du journalisme*, no 20, p. 166-193.
- (2009b). « Confondre les représentations stéréotypées de l'Afrique dans les médias transnationaux ? Une démarche épistémologiquement problématique », dans KIYINDOU, Alain, Jean-Christien D. EKAMBO et Ludovic-Robert MIYOUNA (dir.). *Communication et dynamiques de globalisation culturelle* (préface Anne-Marie Laulan), Paris, L'Harmattan, p. 213-234 (collection Communication, médias).
- (2009c). « Introduire la diversité socio-ethnique dans la formation au journalisme en France ? », dans COMAN, Mihai (dir.). *Models of, Models for Journalism and Communication*, Bucarest, ARS Docendy, Univercitate Din Bucuresti, 2009, p. 121-141,
- (2010). « Open-source Strategies and Media in Political Elections of the New Millennium: An Emerging Script on Technological Determinism? », dans VARTANOVA, Elena L., (dir.). *Content, Channels and Audiences in the New Millennium: Interactions and Interrelations*, Moscou, L'Université d'État Lomonossov de Moscou, MediaMir., p. 215-234.
- (2011a). « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l'heure ? L'expérimentation refoulée d'une médiation politique originale, porteuse d'un espace public sociétal et des valeurs fondatrices de l'UNESCO », *Les Enjeux de l'information et de la Communication*, no 1, p. 56-69.
- (2011b). (avec ALEMANNI Sylvie, P.). « Suicide as the Ultimate Response to the Effects of Globalization: France Télécom, Psychosocial Risks and Communicational Implementation of the Global Workplace », *Intercultural Communication Studies Journal*, co-edition : Guangzhou,

- Macao Polytechnic University et Kingston, University of Rhode Island, vol. 20, no 2, August, p. 24-40.
- (2012). « Triple fugue en sic majeur : une composition libre autour de marqueurs terminologiques de la discipline », *Seradika*, Université d'Antananarivo, no 1, novembre, p. 28-42.
- (2013a). « Des sciences de l'information et de la communication à équidistance de tout déterminisme : un état de la recherche en France relative à la couverture médiatique des "révolutions arabes" », dans NAJAR, Sihem (dir.). *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique Latine)*, Tunis et Paris, Karthala / Institut de Recherches sur le Maghreb Contemporain, p. 279-300.
- (2013b). « Promesses et limites théoriques de la régulation : l'exemple de la promotion des « minorités visibles » par le CSA français », dans NAJI, Jamal Eddine et Yves THÉORËT (dir.). *Réflexions sur les diversités mondiales*, (Orbicom, UNESCO et HACA), Casablanca, Les éditions maghrébines Aïn Sebaâ, p. 112-124.
- (2013c). « Le réseau des chaires UNESCO en communication, *think tank* pour une Agence spécialisée des Nations-Unies sous étroite surveillance », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne], no 3.
- (2014a). « Questionner les formations en journalisme, pour comprendre l'incompréhension des médias en France face aux "révolutions arabes ?" », dans CHOUIKHA, Larbi et Hamida EL BOUR (dir.). *Être journaliste, aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation de la communication, l'exemple des pays arabes et africains*, Tunis, Institut de Presse et des Sciences de l'Information-Konrad Adenauer Stiftung, Tunis, 2014, p. 71-89.
- (2014b). « Culture du chiffre et responsabilité sociale : le déplacement de la charge de l'incertitude sur le facteur humain à France Télécom », dans LÉPINE, Valérie, Fabienne MARTIN-JUCHAT et Chrystelle MILLET-FOURRIER, (dir.). *Acteurs de la communication des entreprises et des organisations : pratiques et perspectives*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, p. 21-40 (collection Communication, médias et sociétés).
- (2015a). « Mandarins and Dragons: the Paradoxical Co-construction of French Myths about China », dans QING, Luo (dir.). *Global Media World and China*, Beijing, Communication University of China Press, p. 208-226 (collection Mleague International Series).
- (2015b). « Social Media and Social Change. The Construction of Myths in Mainstream Western Media », dans ONAL, Hülya (dir.). *Yeni Medya Ynei Yaklasimlar Konferansi (Social Media and New Policies)*, Çanakkale, Çanakkale Onsekiz Mart Üniversitesi et Basin Yayin ve Enformasyon, p. 29-53.

- (2016a). « “Communication Internationale” et enjeux scientifiques : un état de la recherche à la naissance des sciences de l’information – communication en France », *Les Enjeux de l’information et de la communication*, « L’internationalisation de la culture, de l’information et de la communication », no 17/2, p. 55 à 82.
- (2016b). « Enjeux contemporains pour l’enseignement du journalisme à partir des centres d’excellence à partir des centres d’excellence en Afrique », dans KIYINDOU, Alain, Francis BARBEY, Laurence CORROY-LABARDENS (dir.). *De l’éducation par les médias à l’éducation aux médias*, Abidjan et Paris, L’Harmattan, p. 293-308 (collection Communication et civilisation).
- (2016c). « L’enseignement du *journalisme interculturel* pour les centres d’excellence et de référence en Afrique : une contribution académique à la politique et à la réflexion critique de l’UNESCO », dans MEZRIOUI, Racha et Zeineb TOUATI (dir.). *Médias et technologies numériques. Constructions identitaires et interculturalités*, Tunis et Paris, L’Harmattan, p. 163-192 (collection Socio-anthropologie des mondes méditerranéens).
- (2016d). « Enjeux de l’open data pour la production et la diffusion du savoir en tant que *bien commun* », dans THÉORËT, Yves et Manuel Alejandro Guerrero MARTINEZ (dir.). *Données ouvertes, citoyens, société et médias*, co-édition, Mexico, Mobius International et Universidad Iberoamericana ; Paris, Créatic, Les éditions de l’Immatériel, p. 136-149 (collection Écritures du monde).
- (2016e). « Objectivité et imagerie médiatique à l’heure de la photographie numérique : la quête insoluble », *Hermès*, vol. 5, no 4, octobre, p. 85-116, Cairo University Center for Languages and Translation, Le Caire.
- (2017a). « La reconfiguration des expressions culturelles à l’aune du journalisme cardinal ? », dans MERAH, Aïssah, Michèle GELLEREAU et Nabila Aldjiaa BOUCHALAA (dir.). *Reconfiguration des expressions et des pratiques culturelles à l’ère du numérique*, Paris, L’Harmattan, p. 247-269 (collection Socio-anthropologie du monde méditerranéen).
- (2017b). « Note about Common Sense and Academic Knowledge », dans TOSONI, Simone, Nico CARPENTIER, Fausto COLOMBO et coll. (dir.). *Media Practice and Everyday Agency in Europe: Interventions and Intersections*, Milano, Università Cattolica del Sacro Cuore Press, p. 201-205.
- (2017c). « Deconstructing and Reconfiguring ICTs and Social Change in the Third Millennium : A State of the African Contribution », dans Dossier : « L’internationalisation de la culture, de l’information et de la communication II : l’emprise progressive des industries de la communication sur les industries culturelles et créatives », *Les*

- Enjeux de l'Information et de la Communication*, [en ligne], no 18/3A, p. 5-50.
- (2018). « La ville, lieu de diffusion ou de captation des ressources ? Une analyse critique des politiques urbaines d'attractivité de la "classe créative" », dans Walter Neira, Bronttis, Yves Théorêt (dir.) (2019), *Communication, ville et espace public*, co-édition Lima (Pérou) et Paris, Université de Lima et la chaire UNESCO en *Communication et culture de la paix*, éditions de l'immatériel, p. 128-178 (collection Écritures du monde).
- (2019a). « Populations transnationales et mondialisation : de la nécessité de considérer les variables multifactorielles pour analyser les *agirs* numérisés des "agents interstitiels" », dans ATCHOUA, Julien N'Guessan (dir.). *Communication en question*, no spécial 12 : « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelle et interculturelle », Université Houphouët-Boigny, Abidjan, p. 13-53.
- (2019b). « Vers une industrie cinématographique saoudienne ? », préface à Hédi Khelil. *Le cinéma saoudien : le parcours, la trace et les prévisions*, Paris, Éric Bonnier, p. 9-20.
- (2019c). « La ville, lieu de diffusion ou de captation des ressources ? Une analyse critique des politiques urbaines d'attractivité de la "classe créative" », dans BRONTTIS, Walter Neira et Yves THÉORÊT (dir.). *Communication, ville et espace public*, co-édition Lima, chaire UNESCO *Communication et culture de la paix* ; Paris, éditions de l'immatériel, p. 128-178 (collection Écritures du monde).
- (2019d). « Une recherche de plus en plus structurante depuis l'Afrique sur la relation entre les technologies de l'information et de la communication et le changement social », dans ATENGA, Thomas et Georges Madiba OLOKO (coord.). *Les questions de développement dans les sciences de l'information et de la communication en Afrique : mélanges offerts au Professeur Missè*, Bruxelles, Academia/L'Harmattan, p. 329-399.
- (2020). « La communication de l'État en Afrique : de la brutalité de l'injonction verticale à la subtilité des arts de faire et de faire savoir tous azimuts », dans NGONO, Simon (dir.). *La communication de l'État en Afrique : discours, ressorts et positionnements*, Paris, L'Harmattan, p. 19-80 (collection Études africaines ; série Communication).
- (2021a). « Perverted Uses of Digital Networks by Professional Journalists as a Consequence of the Paradoxical Process of Contemporary Capitalistic Re-Feudalization », dans BAKAN, Ugar et Lara Martin LENGEL (dir.). *Social Media Archaeology from Theory to Practice*, Londres, Macro World Publishing, p. 225-253.
- (2021b). « Attractivité du nouveau contrat social chinois : des positionnements d'abord stratégiques, révélateurs de la fin des schémas

- narratifs globaux dans un monde multipolaire », *Communication and Development*, AARCS, vol. 32, décembre, p. 5-36.
- (2021c). « Introduction Dossier 2021 », dans CABEDOCHÉ Bertrand, Maria HOLUBOWICZ et Dominique CARTELLIER (dir.) (2021). Action publique et « diversité culturelle ». Perspectives internationales, in *Les Enjeux de l'information et de la communication*, no 22/2, p. 5-11. <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2021/dossier/00-introduction-du-dossier-2021-action-publique-et-diversite-culturelle-perspectives-internationales/>
- (2023). avec NGONO, Simon (dir.). *Communication et covid-19 en Afrique : action publique, médiatisation, croyances populaires*, Paris, L'Harmattan (collection Communication et civilisation).

Préfaces de l'auteur (non citées dans l'ouvrage)

- (2015). « L'inscription du cinéma documentaire en Afrique dans le champ des sciences humaines et sociales », dans KIFOUANI, Delphe et François FRONTY (dir.). *La diversité du documentaire de création en Afrique*, Paris, L'Harmattan, p. 17-44.
- (2016). « Entre immanence et singularité absolues : le temps de la déconstruction pour l'analyse de l'Afrique ? », dans Pierre Minkala-Ndati, *La tutelle politique dans la production de l'information de presse en Afrique francophone. Le cas du Congo-Brazzaville*, Paris, L'Harmattan, p. 7-12 (collection Études africaines).
- (2017). Préface à Sokhna Fatou Seck Sarr, *La presse en ligne en Afrique francophone. Dynamique et défis d'une filière en construction*, Saint-Louis du Sénégal et Paris, L'Harmattan, p. 5-12.
- (2017). « Reconnaître l'Autre en tant que ressource, singulière et universelle, dans le discours de la communication organisationnelle en Côte d'Ivoire », dans TOA, Agnini Jules Évariste, *De la communication interne à la culture d'entreprise*, Bruxelles, Éditions universitaires européennes, p. 4-10.
- (2018). « TIC et RSE, des dispositifs techniques, rétiologiques et idéologiques réifiés pour le report de la charge de l'incertitude sur la ressource humaine, à l'heure de la mondialisation et de la "société de l'information" », dans YOUSOUFI, Farid Toumi, Khadija (coord.), président et secrétaire générale de l'Association Marocaine de SIC (AMSIC), *L'organisation au prisme des TICS et de la RSE*, Agadir, Maroc, Publications de LARLACO, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Ibn Zohr, p. 7-21.
- (2018). « En témoignage du désir d'Histoire », dans EKAMBO, Jean-Christien, *Médias pionniers au Congo : Se Kukianga 1891 ; Minsamu Miayenge 1892*, Kinshasa et Paris, L'Harmattan, p. 15-25 (collection Médias d'hier).

- (2019). « Vers une industrie cinématographique saoudienne ? », dans KHELIL, Hédi, *Le cinéma saoudien. Le parcours, la trace et les prévisions*, Paris, Éric Bonnier, p. 9-20.
- (2020). « Vers la constitution d'un espace public et médiatique ? », dans PANGOP Alain Cyr et Léopold Maurice JAMBO (dir.). *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Louvain-la-Neuve, éditions Academia et Université de Dschang (Cameroun), p. 5-26.
- (2020). Préface dans NGONO, Simon (coord.), *La communication de l'État en Afrique. Discours, ressorts et positionnements*, Paris, L'Harmattan, p. 5-10 (collection Études africaines ; série Communication).
- (2020). « Glocalisation ou prémices de la constitution d'un espace public sociétal ? », dans BATET José Boteteme Munné, et Gervais Cwako MONKAM, *Glocalisation de la communication publicitaire Enjeux et pratiques en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, p. 13-42 (collection Communication et civilisation).
- (2021). « L'esprit de la chose donnée », dans NGONO, Simon. *Médias et tolérance administrative au Cameroun. Enjeux communicationnels et logiques d'acteurs*, Paris, L'Harmattan, p. 7-13 (collection Études africaines).
- (2021). « À la recherche du sens perdu », dans ORVILD, Lafontaine. *Perspectives herméneutiques à l'aurorégulation de la Presse haïtienne*, Paris, L'Harmattan, p. 9-16.
- (2021). « Une dynamique de co-construction, du "dedans" et du "dehors", dans NEDEKE Jonas. *Les J.T. dans le nouveau paysage de l'information médiatique au Congo (Brazzaville) : la constitution d'un espace public fragmenté (Télé-Congo, DRTV, Médias transfrontaliers et médias sociaux)*, Paris, L'Harmattan, p. 3-6 (collection Études africaines ; série Communication).
- (2021). « Action publique et diversité culturelle, un terrain lourd d'ambiguïtés », dans CABEDOCHÉ, Bertrand, Dominique CARTELLIER et Maria HOLUBOWICZ (dir.). *Action publique et diversité culturelle : perspectives internationales*. Dossier dans *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, [en ligne], <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2021/articles-revue/dossier-2021-action-publique-et-diversite-culturelle-perspectives-internationales/>.
- (2021). Note de lecture : « Tourya Guaaybess, *The Media in Arab Countries*, » Londres, ISTE Ltd/Hoboken (N.-J.), John Wiley & Sons, *Communication*, vol. 38, no 2, automne.
- (2022). « L'incommunication fructueuse, modèle pour l'élaboration d'une solidarité internationale "décoloniale, pluriverse et réciprocaire ?" », dans GARLOT, Florine, *Panser les solidarités internationales : (re)penser la communication solidaire*, Paris, L'Harmattan. (Collection Communication et Civilisation).

- (2022). « La fin des modes de consommation *up/down* », dans NDIAYE, El Hadji Malick (dir.), *Ce que les Gafam font aux médias ? Une analyse des enjeux socio-économiques, éditoriaux et politiques de l'infomédiation des plateformes numériques*, Paris, L'Harmattan, p. v-xii. (Collection Études africaines).

Biographie de l'auteur

Bertrand Cabedoche est diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille en France (1978). Journaliste, puis rédacteur en chef au Canada, il rejoint le Crape, équipe de recherche associée au CNRS et soutient en 1987 une thèse pour le doctorat d'État de sciences politiques qu'il obtient avec une mention très honorable et les félicitations du jury. En 1990, il intègre le laboratoire dirigé par Armand Mattelart à l'Université de Rennes (France).

Professeur de Sciences de l'information—communication, il enseigne depuis à l'Université Grenoble-Alpes, où il prend la direction de l'École de journalisme de Grenoble en 2005. Titulaire en 2009 de la chaire UNESCO *Communication Internationale*, adossée au laboratoire Gresec dont il est par ailleurs responsable des relations internationales, il s'investit alors régulièrement en tant qu'expert dans différents programmes de l'UNESCO, et pour l'Unicef, l'Unitar, le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur, l'Organisation internationale de la francophonie, l'*European Communication Research and Education Association* et l'*Arab Association of Research and Communication Science*. En décembre 2012, sur proposition de Mme Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, il est désigné président d'Orbicom, le réseau mondial des chaires UNESCO en communication. Avec Jānis Kārklīņš, directeur général adjoint de l'UNESCO, il obtient que le réseau Orbicom soit érigé en tant que *think tank* de l'UNESCO sur les questions d'information et de communication. Il enseigne par ailleurs

à Sciences-Po Grenoble et, depuis deux décennies, à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan.

Publié dans une quinzaine de pays, Bertrand Cabedoche est intervenu en tant que professeur invité à Abidjan, Agadir, Alexandrie, Ammân, Antananarivo, Beijing, Beyrouth, Bucarest, Douala, Moscou, Saint-Louis du Sénégal et Tunis. Ses séminaires, conférences, leçons inaugurales et présidences de jurys de thèse ont été sollicités pour des universités partenaires de la chaire UNESCO, du Gresec et de l'École doctorale de l'UGA dans plus d'une quarantaine de pays sur les cinq continents. Il y est régulièrement appelé pour des évaluations d'ouvrages, de projets de recherche, de laboratoires, et de candidatures de collègues à des postes de professeur de rang mondial. De nombreux docteurs venant de Chine, du Vietnam, de Russie, du Liban, d'Iran, du Brésil, du Canada et plus largement d'Afrique ont été consacrés à partir de sa direction de thèse et de nombreux collègues le sollicitent en tant que préfacier de leurs propres ouvrages (près d'une vingtaine) et en tant que conférencier pour les ouvertures scientifiques de leurs colloques internationaux en séance plénière. En 2022, le professeur Bertrand Cabedoche est officiellement mandaté pour représenter la Société française des sciences de l'information et de la communication auprès de l'UNESCO.

Son positionnement théorique et critique, dont *Lire la Communication-monde au XXI^e siècle* constitue un aboutissement, s'est construit à partir des différents laboratoires où il a été accueilli, dans les sillages successivement de Philippe Braud et Érik Neveu (Crape), d'Armand Mattelart et de Josiane Jouët (Cerci), de Pierre Musso (Irutic/Lasic) et de Bernard Miège (Gresec).

Consacrée dans des intitulés de cours, mobilisée pour des nomenclatures à vocation classificatoire par les organismes internationaux, prometteuse de débroussaillages *a minima* terminologiques très vite décevants ou de synthèses faussement structurantes dans les numéros spéciaux des revues scientifiques, l'appellation objectivante « communication internationale » n'a aucune valeur scientifique, sinon en tant qu'objet de recherche. Elle n'existe ni en tant que concept ni en tant que champ, catégorie, théorie, école, discipline ou filière et ne donne lieu à aucune approche méthodologique originale. Son domaine de circonscription reste flou et particulièrement élastique. Sa convocation englobante renvoie à des acteurs de plus en plus nombreux. Elle prête le jeu à des productions discursives à géométrie variable et toujours plus subtiles, en fonction des intérêts croisés exponentiels et souvent

masqués, et en fonction des espaces politico-culturels d'exposition. La polysémie terminologique dissuade d'une recherche exhaustive. Pour autant, la référence produit des *effets de sens*, qu'il est aujourd'hui temps de mettre en perspective. Alors, la seule option possible de repérage éclairant, qui ne se limiterait pas au descriptif hypostatique et à l'empilage lassant, passe par le fil conducteur d'une discipline, les sciences de l'information-communication. À partir de leur constitution officielle à la fin des années soixante-dix, celles-ci offrent un corpus d'approches théoriques et de questionnements épistémologiques déjà signifiant, en même temps que temporellement et quantitativement encore raisonnable et accessible pour autoriser un premier répertoire. Qui plus est, élaborée à partir de la France en même temps que prenant acte des productions et collaborations scientifiques transfrontières multiples, quel qu'en soit le continent, la discipline laisse apparaître des inflexions épistémologiques, théoriques, conceptuelles et méthodologiques justificatives d'un état, provisoire, de la recherche. Cet effort de (re)restructuration est d'autant plus nécessaire que le terrain est particulièrement encombré, dans l'espace public, dans les médias, au sein des organisations internationales comme des sciences humaines et sociales. Alors, le concept de *communication-monde*, initialement élaboré par Armand Mattelart, se présente pertinent pour lire les enjeux communicationnels à l'aube du troisième millénaire et s'obliger à un nécessaire *décentrement*, contre les risques permanents d'ethnocentrisme de la pensée.

Bertrand Cabedoche est professeur de sciences de l'information et de la communication (classe exceptionnelle 2), titulaire depuis 2009 de la chaire UNESCO *Communication Internationale* adossée au laboratoire Gresec de l'Université Grenoble Alpes et président d'honneur du réseau mondial des chaires UNESCO en communication (2012-2017). Sa thèse pour le doctorat d'État en sciences politiques (1987) était déjà consacrée aux enjeux de la communication planétaire. Depuis, la curiosité de l'auteur ne s'est jamais départie du domaine, stimulée par la reprise très allusive de ses premiers travaux dans le rapport McBride rédigé pour l'UNESCO en 1980. Son expertise est aujourd'hui reconnue auprès des Nations unies et d'institutions régionales sur plusieurs continents. Ses conférences introductives à colloques et préfaces sont recherchées et traduites dans une quarantaine de pays. Plus qu'un état de la recherche, l'ouvrage se veut aussi un retour personnel sur une trajectoire scientifique, déroulée tout au long de quelque quarante-cinq ans de travaux.

Abstract

Hallowed in course titles and leveraged in the nomenclature of international organizations, yet unfit to bring any clarification or synthesis that actually provides structure, the objectifying expression *communication internationale* has no scientific value, except as a research object.

Yet, the expression bears meanings that must urgently be put into perspective, since it lends itself to a discursive construct which often varies greatly according to the crossed—and often masked—interests of an ever-increasing number of actors on a global scale as well as based on the political-cultural fields where these tactical productions are disseminated.

One option for an enlightening approach is by way of an academically recognized discipline. More specifically, the introduction of information—communication science in France in 1978 opened up a corpus of theoretical approaches and epistemological questionings that are already meaningful, though they are limited to a single country.

Taking account of the multiple and sometimes competing scientific productions and collaborations that extend this time to whole continents, this crossed questioning reveals epistemological, theoretical, conceptual, and methodological inflections that support a provisional state of research. Thus, the concept of World-communication, sketched out by Armand Mattelart and elevated to the rank of structuring concept in this volume, allows us to read the global stakes of communication as we step into the third millennium, and acts as a decentring force against the permanent risks of ethnocentric thinking.

Table des matières

PRÉFACE

Le traité d'un monde commun

Jean-Christien Ekambo xiii

INTRODUCTION

Ne pas laisser les mots penser à notre place..... 1

PREMIÈRE PARTIE

De l'écllosion à l'explosion

CHAPITRE 1

Une <i>communication internationale</i> polysémique.....	7
1.1. Une formulation ambiguë et imprécise	8
1.1.1. L'expression d'un <i>soft power</i>	9
1.1.2. Une convocation porteuse d'inscriptions théoriques contradictoires.....	15
1.2. Des périmètres extensibles à l'envi dans les convocations académiques.....	17
1.2.1. Une confusion terminologique peu interrogée.....	18
1.2.2. Une faiblesse conceptuelle et méthodologique confondante.....	21
1.3. Une locution nominale déconnectée du social	27
1.3.1. Une <i>communication internationale</i> , étrangère aux jeux subtils des « dominés »	28
1.3.2. Des objets mystérieux, inclassables	29
1.4. Un acte de naissance incertain	33
1.4.1. Une circonscription historique de l'objet d'étude, constamment reculée	33
1.4.2. Une circonscription historique de l'étude de l'objet, âprement disputée	37

CHAPITRE 2

Des terrains d'application débridés chez les acteurs	41
2.1. Des attributions significatives de l'élargissement des enjeux aux Nations unies	41
2.1.1. Un territoire de compétences arrachées par l'Unesco	42
2.1.2. La proclamation d'une « société de la communication » relayée par les Nations unies	43
2.2. Un certificat de « bonne santé économique » dans le référentiel des entreprises.....	44
2.2.1. Une connotation recherchée, entre « communication pour le développement » et « responsabilité sociale des entreprises »	45
2.2.2. Une combinaison politico-économique embrouillée par la communication partisane.....	48
2.3. Une appropriation stratégique par les corps intermédiaires associatifs et syndicaux	50
2.3.1. Un rayonnement associatif agité par le « trouble ».....	51
2.3.2. Des syndicats en recherche de représentativité via la communication internationale	53
2.4. Une tension palpable entre valeurs spirituelles et pratiques communicationnelles.....	55
2.4.1. Le resserrement des communautés juives autour des réseaux et des médias	55
2.4.2. Des églises chrétiennes tendues par l'injonction à la communication tous azimuts	57
2.4.3. Les confusions de la communication internationale face à la diversité des expressions islamiques.....	62
2.4.4. Des sectes opportunistes, expertes de la communication internationale	65
2.5. La communication internationale, terre d'élection de la <i>doxa</i>	67
2.5.1. Une viscosité dissuasive de tout repérage des savoirs	67
2.5.2. Une interchangeabilité désarmante	68

CHAPITRE 3

Les ambiguïtés de la tradition universaliste.....	73
3.1. Une dérive techno-rétrologique accélérée à partir du XIX ^e siècle	75
3.1.1. Un héritage saint-simonien dilapidé dans la fétichisation du réseau	75
3.1.2. Les fausses promesses libérales d'un « humanisme augmenté ».....	85
3.2. Le développement d'un « capitalisme voyou », produit du néo-libéralisme.....	90
3.2.1. La progression exponentielle du capitalisme de plateforme	90
3.2.2. Le glissement libéral vers un capitalisme de surveillance et d'aliénation des comportements....	94
3.3. Les ambiguïtés de la régulation autoritaire par l'État	101
3.3.1. Une action publique ambivalente	101
3.3.2. Une action publique contemporaine impliquée dans la « culture de la surveillance »	103
3.3.3. Le contrôle social, pratique historique de l'action publique	107
3.4. Les positionnements tiers, entre multilatéralisme et souverainisme.....	113
3.4.1. L'exploration laborieuse et ambiguë d'une régulation régionale depuis l'Afrique et l'Europe	114
3.4.2. Le réveil des souverainismes	126

CHAPITRE 4

Le renouvellement de la réflexion critique au seuil du XXI ^e siècle.....	129
4.1. Les apports de la sociologie « à la française »	129
4.1.1. La confusion entretenue autour de l'autonomie des usages.....	129
4.1.2. La critique radicale du « système technicien »	132
4.1.3. La mise en œuvre d'un « nouvel esprit du capitalisme ».....	134
4.1.4. La relance de la critique face aux risques d'ordre légal.....	141
4.1.5. Le rapport à la « gouvernance » au cœur des enjeux communicationnels planétaires	142

4.2.	La recherche erratique de modèles politiques pour une alternative crédible.....	146
4.2.1.	La cité-état athénienne, à l'origine des discours technicistes de reconstruction de l'agora.....	147
4.2.2.	L'incarnation soviétique du dépassement de l'ordre mondial.....	149
4.2.3.	L'ancrage « tiers-mondiste » des nouveaux modèles politiques.....	156
4.3.	La compréhension plus fine des jeux diplomatiques pour le leadership mondial.....	165
4.3.1.	La diplomatie, activité communicationnelle par excellence.....	166
4.3.2.	Les jeux troubles des États-Unis, superpuissance consacrée au xx ^e siècle.....	169
4.3.3.	Les jeux croisés des messages militaires, diplomatiques et médiatiques de la Russie poutinienne.....	172
4.3.4.	Le « nouveau contrat social » chinois sur les routes de la soie.....	187
4.3.5.	La fin des schémas narratifs totaux et globalisants.....	192

CHAPITRE 5

	L'explosion des espaces d'expérimentation critique avec la conscience croissante des périls.....	199
5.1.	La déconstruction de l'espace public habermassien.....	201
5.1.1.	Le questionnement de la matérialisation de l'espace public.....	202
5.1.2.	La remise en question d'un modèle unitaire et ethnocentré de l'espace public.....	204
5.1.3.	Une réappropriation de la liquidité sociétale par la critique.....	212
5.2.	Le décrochage, modalité de la lutte contre les effets négatifs de la mondialisation.....	222
5.2.1.	Les « embûches » du transfert de technologies.....	222
5.2.2.	Le rejet du système technicien avec l'appel à une croissance zéro.....	231
5.2.3.	« L'objection de croissance », contre toute politique et communication pour le développement.....	236

Conclusion de la partie I

Une « communication internationale » vide (ou trop pleine) de sens pour saisir les enjeux mondiaux	247
---	-----

DEUXIÈME PARTIE**Du resserrement au décentrement****CHAPITRE 6**

Un <i>regard-monde</i> dans le champ des sciences humaines et sociales	255
6.1. L'affirmation d'un savoir <i>non cumulatif</i> dans un environnement englué de positivisme	256
6.1.1. Un passage initiatique obligé par les canons évaluatifs des sciences exactes.....	256
6.1.2. La charge des postures positivistes contre les « impostures » postmodernes	266
6.2. Une mise à distance du « sens commun » porté par les regards politico-médiatiques sur le monde	270
6.2.1. Un cheminement scientifique dans un labyrinthe de normes arrêtées au nom du « sens commun ».....	272
6.2.2. Un procédé de naturalisation du discours.....	274
6.2.3. L'imposition d'un pragmatisme surplombant.....	279
6.2.4. Une croyance idéelle en la transparence du monde	283
6.2.5. Une conviction sentencieuse	287
6.3. Une lecture plus nuancée de la trivialité médiatique	292
6.3.1. La <i>doxa</i> , objet de connaissance.....	292
6.3.2. La <i>doxa</i> , objet de résonances sociétales	297

CHAPITRE 7

Le glissement des paradigmes de la publicisation de l'information scientifique.....	303
7.1. Des configurations sciences/médias plus ouvertes, à la convergence des <i>regards-monde</i>	304
7.1.1. Une <i>coopétition</i> , à équidistance de l'isolement scientifique et du médiacentrisme	305
7.1.2. Des paradigmes évolutifs de la mise en visibilité des enjeux scientifiques dans la sphère publique.....	311

7.2.	L'évolution des rapports sciences/société.....	315
7.2.1.	La défiance croissante vis-à-vis des modèles <i>décisionniste et technocratique</i>	316
7.2.2.	La tension entre droit de propriété et libre accès aux <i>biens communs informationnels</i>	319
7.2.3.	L'apprentissage de la transparence par l'instance politique et publique.....	325
7.3.	La recherche de modèles procéduraux d'expertise dans la <i>transcientificité</i>	336
7.3.1.	Le cadrage préalable à la « conférence du consensus ».....	337
7.3.2.	La prise en considération de la complexité.....	338
7.4.	Une exigence croissante en faveur de « sciences citoyennes ».....	341

CHAPITRE 8

	L'affirmation depuis la France d'une pensée communicationnelle	345
8.1.	Un tri immédiat parmi les offres théoriques déjà constituées.....	347
8.1.1.	La gestation d'une approche communicationnelle dans un répertoire déjà disponible.....	348
8.1.2.	Les avantages d'un espace cognitif déjà déblayé.....	354
8.1.3.	Une réflexivité et une distanciation à prolonger.....	357
8.1.4.	La prédisposition au rejet des grands récits des écoles du développement et de la dépendance....	361
8.2.	La construction d'un <i>regard-monde</i> , à l'écart des <i>Cultural studies</i>	373
8.2.1.	Un premier rendez-vous manqué avec la critique performative de la culture élitiste.....	375
8.2.2.	L'insistance trop exclusive sur les capacités, en soi, de résistance des subcultures.....	380
8.2.3.	Une dérive conduisant au néo-libéralisme.....	384
8.2.4.	Un bilan en demi-teinte, plutôt critique	390

CHAPITRE 9

	La co-construction d'un savoir critique mondialisé.....	393
9.1.	La (re)constitution d'une architecture de la pensée communicationnelle depuis l'Europe.....	393
9.1.1.	La revendication pour une « endogénéisation » des savoirs.....	394

9.1.2.	Les tentations nombrilistes des sciences de l'information et de la communication en France	396
9.1.3.	Une tradition progressive d'échanges scientifiques hors frontières, encouragée depuis l'Europe et par les sociétés savantes supranationales	399
9.2.	Les influences dominantes nord-américaines et anglo-saxonnes, et la résistance latino-américaine	403
9.2.1.	L'antériorité et l'hégémonie des écoles états-uniennes et anglophones.....	403
9.2.2.	Les résistances pionnières latino-américaines.....	411
9.3.	Le désaxement des productions scientifiques vers l'Est et l'Orient.....	417
9.3.1.	Les héritages et relances des études russes en communication.....	417
9.3.2.	La montée de sciences de la communication spécifiquement chinoises	424
9.3.3.	Le morcellement des études en communication au Japon	430
9.3.4.	Le positionnement revendicatif des approches indiennes de la communication.....	432
9.4.	Les influences « à bas statut » du Moyen-Orient et du « monde arabe »	435
9.4.1.	Des approches turques mobilisées sur les industries culturelles	437
9.4.2.	Le développement des pensées communicationnelles moyen-orientales	441
9.5.	Des productions scientifiques sur l'Afrique, en Afrique et avec l'Afrique, en attente de reconnaissance.....	451

CHAPITRE 10

	L'élaboration d'un <i>regard-monde</i> véritablement structurant.....	461
10.1.	Le temps long de l' <i>économie-monde</i> de Fernand Braudel	462
10.1.1.	Les illusions de l'immédiateté contemporaine et le nécessaire « désir d'histoire » des sciences de l'information et de la communication	462
10.1.2.	L' <i>économie-monde</i> , caractéristique de l'évolution d'une partie significative de la planète.....	471
10.2.	Le glissement du <i>système-monde</i> d'Immanuel Wallerstein à la <i>communication-monde</i> d'Armand Mattelart.....	473

10.2.1. L'antisystémisme du <i>système-monde</i> d'Immanuel Wallerstein.....	474
10.2.2. La <i>communication-monde</i> d'Armand Mattelart, dans un monde multipolaire	480
Conclusion de la partie II	
De la « communication internationale » à la <i>communication-monde</i>	487
Conclusion générale	
Pour une posture de décentrement.....	497
Postface	
Une œuvre magistrale et un tournant décisif pour la recherche et les débats scientifiques <i>Peter Dahlgren</i>	521
Références bibliographiques	531
Biographie de l'auteur	605
Abstract.....	608

« Ce livre est bel et bien le **Traité d'un monde commun** [...]. Il a fallu un **lourd fonds d'érudition** à l'auteur pour pouvoir **s'octroyer un matériau solide et d'interprétation critique** [...] que je rapproche de l'ouvrage de philosophie politique offert il y a une **soixantaine d'années** par **Hannah Arendt**. »

– **Jean-Christien Ekambo, préfacier, président de la Société congolaise des SIC**

Consacrée dans des intitulés de cours, mobilisée dans les nomenclatures des organismes internationaux, prometteuse de débroussaillages très vites décevants ou de synthèses faussement structurantes, l'appellation objectivante communication internationale ne présente aucune valeur scientifique, sinon en tant qu'objet de recherche.

Pour autant, la référence produit des effets de sens, qu'il est urgent de mettre en perspective, tant elle prête le jeu à des constructions discursives à géométrie variable, en fonction des intérêts croisés et souvent masqués d'acteurs de plus en plus nombreux, et des espaces politico-culturels de diffusion de ces productions tactiques.

Comment alors se saisir des enjeux communicationnels mondiaux quand cette communication internationale s'avère à ce point instrumentalisée? Précisément, *Lire la communication-monde au XXI^e siècle* offre une lecture structurée de ces problématiques contemporaines transfrontières, grâce à la posture constante et exigeante de décentrement revendiquée par l'auteur.

Cet ouvrage s'adresse à des étudiants éclairés, doctorants et chercheurs, voire décideurs avertis, de tous pays et de tous continents. Il propose d'explorer scientifiquement le domaine de l'information et de la communication à l'échelle planétaire, pour permettre au lecteur d'affiner ses propres grilles de lecture et d'analyse de ces enjeux au troisième millénaire.



Diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille, docteur d'État en sciences politiques, **Bertrand Cabedoche** est professeur de sciences de l'information et de la communication, titulaire de la chaire Unesco Communication internationale de l'Université Grenoble Alpes en France.

